

BULLETIN
DE
L'INSPECTION DU TRAVAIL
ET DE L'HYGIÈNE INDUSTRIELLE



MINISTÈRE DU TRAVAIL

DIRECTION DU TRAVAIL. — 5° BUREAU



BULLETIN

DE

L'INSPECTION DU TRAVAIL

ET DE L'HYGIÈNE INDUSTRIELLE



QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE



1935



PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE



1938

ABRÉVIATIONS.

<i>Art</i>	Article.
<i>Bibl</i>	Bibliographie.
<i>C</i>	Circulaire.
<i>Cass. cr</i>	Cour de cassation, Chambre criminelle.
<i>Cass. civ</i>	Cour de cassation, Chambre civile.
<i>Cass. ch. des req</i>	Cour de cassation, Chambre des requêtes.
<i>D</i>	Décret.
<i>C. d'État</i>	Décision du Conseil d'État.
<i>Cour d'app</i>	Cour d'appel.
<i>Cons. sup. du Trav</i>	Conseil supérieur du travail.
<i>Com. des A. et M</i>	Comité consultatif des Arts et Manufactures.
<i>Hyg. et séc</i>	Hygiène et sécurité.
<i>J. de p</i>	Juge de paix.
<i>L</i>	Loi.
<i>L. min</i>	Lettre ministérielle.
<i>Quest. écr</i>	Question écrite.
<i>Repos hebd</i>	Repos hebdomadaire.
<i>S. pol</i>	Tribunal de simple police.
<i>Trib. civ</i>	Tribunal civil.
<i>Trib. corr</i>	Tribunal correctionnel.
<i>V</i>	Voir.
<i>Alloc. fam</i>	Allocations familiales.

TABLE DES MATIÈRES

DE LA QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE (1935).

ACTES OFFICIELS.

(Par ordre chronologique.)

		Pages.
I. — Lois.		
1935. — 29 mars. — Loi.	— Relative au statut professionnel des journalistes.....	1
1935. — 30 mars. — Loi.	— Complétant l'article 93 du Livre II du Code du Travail.....	4
1935. — 8 avr. — Loi.	— Tendante à suspendre l'utilisation des heures supplémentaires dans les établissements industriels et commerciaux.....	5
1935. — 27 juin. — Loi.	— Introduisant dans le livre II du Code du travail des dispositions spéciales concernant l'indication du poids sur les gros colis transportés par bateau.....	6
II. — Décrets.		
1935. — 8 août. — Décret.	— Tendante à assurer le payement des salaires en cas de faillite ou de liquidation de l'employeur.....	7
1935. — 8 août. — Décret.	— Tendante à réprimer les abus du marchandage.....	8
1935. — 8 août. — Décret.	— Tendante à protéger les artisans français contre la concurrence des artisans étrangers.....	11
1935. — 8 août. — Décret.	— Fixant la quotité saisissable des traitements et salaires.....	14
1935. — 28 oct. — Décret.	— Modifiant le régime des assurances sociales.	16
1935. — 30 oct. — Décret.	— Modifiant les dispositions du Livre IV du Code du travail concernant les élections aux Conseils de prud'hommes.....	16
1935. — 30 oct. — Décret.	— Suspendant la faculté d'accorder des heures supplémentaires.....	18
1935. — 30 oct. — Décret.	— Réalisant diverses simplifications en matière d'enregistrement.....	22
1935. — 30 oct. — Décret.	— Modifiant le titre II du livre III du Code du travail, relatif aux sociétés ouvrières de production.....	23
1935. — 30 oct. — Décret.	— Relatif aux associations agricoles et à certaines personnes exerçant des professions connexes à l'agriculture.....	27

1935. — 30 oct. — Décret.	— Fixant la date d'application de la loi du 11 mars 1932 sur les allocations familiales à de nouvelles catégories professionnelles.....	29
1935. — 21 janv. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise..	30
1935. — 28 janv. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la chapellerie de la région parisienne.....	31
1935. — 28 janv. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de l'Oise.....	32
1935. — 28 janv. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la papeterie du département de l'Isère.....	35
1935. — 28 janv. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie hôtelière du littoral de l'Océan.....	36
1935. — 28 janv. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de la Somme.....	37
1935. — 31 janv. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de manutention et de transit de la ville d'Hendaye (Basses-Pyrénées).....	39
1935. — 31 janv. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie du bâtiment et des travaux publics dans le département des Alpes-Maritimes.....	40
1935. — 31 janv. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie du bâtiment et des travaux publics dans le département des Basses-Pyrénées.....	42
1935. — 31 janv. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de la Manche.....	43
1935. — 31 janv. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie du bâtiment et des travaux publics dans le département des Pyrénées-Orientales.....	47
1935. — 31 janv. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de la Vendée.....	49
1935. — 31 janv. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les professions de techniciens du bâtiment dans les départements de Seine et Seine-et-Oise.....	51
1935. — 31 janv. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie du bâtiment et des travaux publics dans le département de l'Allier.....	52

1935. — 4 févr. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans diverses industries des communes de Gaillon et d'Aubevoise (Eure)..	55
1935. — 23 févr. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique établissant un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames de la ville des Sables-d'Olonne.....	56
1935. — 26 févr. — Décret.	— Révisant le décret du 26 juillet 1933 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tanneries et mégisseries du département de la Somme.....	57
1935. — 26 févr. — Décret.	— Révisant le décret du 16 mai 1934 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie du bois du département de Seine-et-Marne.....	57
1935. — 26 févr. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises du bâtiment et de travaux publics du département de la Haute-Marne.....	58
1935. — 26 févr. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de la Meuse.....	59
1935. — 26 févr. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises du bâtiment et des travaux publics du département de Meurthe-et-Moselle.....	62
1935. — 26 févr. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de la Vienne.....	65
1935. — 26 févr. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les carrières et entreprises de taille de pierre du département de l'Oise.....	69
1935. — 26 févr. — Décret.	— Révisant le décret du 15 mars 1934 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la chapellerie du département du Var.....	69
1935. — 26 févr. — Décret.	— Révisant le décret du 8 août 1934 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la chapellerie du département de la Haute-Garonne.....	70
1935. — 26 févr. — Décret.	— Révisant le décret du 15 mars 1934 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la chapellerie du département de l'Aude.....	70
1935. — 26 févr. — Décret.	— Révisant le décret du 26 décembre 1933 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la chapellerie du département du Rhône.....	71
1935. — 26 févr. — Décret.	— Révisant le décret du 26 juillet 1933 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la chaussure du département des Basses-Pyrénées.....	71

1935. — 26 févr. — Décret.	— Révisant le décret du 8 août 1934 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie hôtelière du département des Vosges.....	72
1935. — 26 févr. — Décret.	— Révisant le décret du 15 mars 1934 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de l'hôtellerie du département du Rhône.....	72
1935. — 26 févr. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les boulangeries et pâtisseries du département des Alpes-Maritimes....	73
1935. — 27 févr. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique établissant un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail de la ville de Montreuil.....	73
1935. — 2 mars. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique, modifiant le décret du 27 juillet 1923, modifié par le décret du 5 juin 1926, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les banques et tous établissements de finance, de crédit et de change.....	75
1935. — 2 mars. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique établissant un régime uniforme de répartition des heures de présence dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames de la ville de Chaumont.....	76
1935. — 9 mars. — Décret.	— Fixant la date d'application de la loi du 11 mars 1932 sur les allocations familiales à de nouvelles catégories professionnelles.....	77
1935. — 12 mars. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique, modifiant le décret du 30 août 1919, appliquant la loi sur la journée de huit heures dans les industries du Livre.	78
1935. — 20 mars. — Décret.	— Fixant la date d'application de la loi du 11 mars 1932 sur les allocations familiales à de nouvelles catégories professionnelles.....	80
1935. — 20 mars. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique, modifiant le décret du 13 août 1925, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du bois autres que l'ameublement, la tabletterie et les petites industries du bois et matières similaires.....	81
1935. — 20 mars. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique, modifiant le décret du 25 mai 1925 appliquant la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la tabletterie et les petites industries du bois et matières similaires.....	82

1935. — 20 mars. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique modifiant le décret du 19 mars 1921, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de l'ameublement.....	84
1935. — 20 mars. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans certaines industries du bois du département du Gard.....	86
1935. — 20 mars. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans certaines industries du bois du département des Bouches-du-Rhône....	86
1935. — 20 mars. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans certaines industries du bois du département du Vaucluse.....	87
1935. — 20 mars. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les primeurs en gros du département de la Haute-Garonne.....	88
1935. — 20 mars. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département du Var.....	88
1935. — 20 mars. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de la Corse.....	89
1935. — 20 mars. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de minoteries, rizeries, semouleries du département de la Corse.....	90
1935. — 20 mars. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangères dans les combustibles et produits chimiques du département de la Haute-Garonne.....	90
1935. — 20 mars. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans certaines industries chimiques du département du Gard.....	91
1935. — 20 mars. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de la Drôme.....	92
1935. — 20 mars. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de l'Aube.....	92
1935. — 20 mars. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie du caoutchouc du département de l'Allier.....	93
1935. — 20 mars. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de manutention de transport du département du Gard..	94
1935. — 20 mars. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de manutention et de transport du département de la Corse.....	94
1935. — 20 mars. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étran-	

	Pages.
1935. — 20 mars. — Décret.	gère dans les tuileries, faïence et porcelaine du département du Vaucluse..... 95
1935. — 20 mars. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de chaux, plâtres et ciments dans le département du Vaucluse..... 95
1935. — 20 mars. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de porcelaine, faïence et grès sanitaires du département de la Drôme..... 96
1935. — 20 mars. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques d'huiles et dans les savonneries situées dans le département de la Corse..... 96
1935. — 20 mars. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de bouchons en liège et objets en liège du département de la Corse..... 97
1935. — 20 mars. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les minoteries, semouleries, rizeries et raffineries du sucre dans le département du Gard..... 97
1935. — 20 mars. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries, produits céramiques du département de l'Aube..... 98
1935. — 20 mars. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la verrerie dans le département du Gard..... 98
1935. — 23 mars. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique, modifiant le décret du 3 septembre 1934, appliquant la loi sur la journée de huit heures dans les pâtisseries du département du Nord..... 99
1935. — 1 ^{er} avril. — Décret.	— Modifiant le décret du 4 août 1930, modifié par le décret du 13 août 1932, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries des départements des Côtes-du-Nord, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan..... 100
1935. — 1 ^{er} avril. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique établissant un régime uniforme de répartition du travail dans les banques de la ville d'Amiens..... 101
1935. — 1 ^{er} avril. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique établissant un régime uniforme de répartition des heures de présence dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames des communes de l'ancien arrondissement administratif de Fontainebleau (moins la ville de Nemours). 102
1935. — 3 avril. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique établissant un régime uniforme de répartition des heures de présence dans les magasins et salons de coiffure pour

	hommes ou pour dames de la ville de Nemours.....	104
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département d'Indre-et-Loire.....	105
1935. — 5 avril. — Décret.	— Révisant le décret du 15 mars 1934 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la chapellerie dans le département des Bouches-du-Rhône.....	108
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries du bois du département de la Corse.....	108
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries du bois dans le département de la Drôme.....	109
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries du bois du département des Pyrénées-Orientales....	109
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département du Gard.....	110
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de l'Ardèche.....	113
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département des Basses-Alpes.....	114
1935. — 5 avril. — Décret.	— Révisant le décret du 17 juillet 1934 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les charcuteries en gros et conserves de viande du département de la Moselle.....	115
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de boissons gazeuses du département du Rhône.....	116
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les biscuiteries et confiseries du département du Rhône.....	116
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie du caoutchouc et succédanés du département du Rhône..	117
1935. — 5 avril. — Décret.	— Révisant le décret du 22 août 1933 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la chaussure dans le département de la Moselle.....	117
1935. — 5 avril. — Décret.	— Révisant le décret du 26 juillet 1933 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la tannerie et de la mégisserie de certains départements...	118
1935. — 5 avril. — Décret.	— Révisant le décret du 28 décembre 1933 limitant l'emploi de la main-d'œuvre	

	étrangère dans l'industrie des cuirs et peaux du département du Puy-de-Dôme.	119
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la teinturerie et de l'impression de fils et tissus du département du Rhône.....	119
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans certaines industries du travail des étoffes et du vêtement du département du Rhône.....	120
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les diverses industries textiles du département du Rhône.....	121
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries, fabriques de faïences et de porcelaines du département du Var.....	121
1935. — 5 avril. — Décret.	— Révisant le décret du 15 mars 1934 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie hôtelière des départements de l'Allier et du Puy-de-Dôme..	122
1935. — 5 avril. — Décret.	— Révisant le décret du 26 décembre 1933 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie hôtelière dans les départements des Bouches-du-Rhône et du Var.....	123
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de bouchons de liège et objets en liège situées dans le département du Var.....	123
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux du département du Rhône.....	124
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la métallurgie et travail des métaux du département de l'Yonne.....	124
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la métallurgie et travail des métaux du département du Tarn-et-Garonne.....	125
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main d'œuvre étrangère dans les minoteries, semouleries, raffineries de sucre du département de l'Ar-dèche.....	125
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les minoteries, rizeries, semouleries et raffineries de sucre du département des Bouches-du-Rhône....	126
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la minoterie, de la beurrerie et de la fromagerie du département du Rhône.....	127
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les minoteries, rizeries et se-	

		Pages.
	mouleries situées dans le département du Vaucluse.....	127
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de papier et de carton du département du Rhône.....	128
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries chimiques du département du Rhône.....	128
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries chimiques du département de l'Ardèche.....	129
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries chimiques du département de la Drôme.....	129
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries chimiques du département de l'Hérault.....	130
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de manutention et de transport du département de l'Ardèche.....	131
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de manutention et de transports, situées dans le département du Vaucluse.....	131
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de chaux, plâtres et ciments dans le département des Bouches-du-Rhône.....	132
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de chaux, plâtres et ciments dans le département de la Drôme.....	132
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries et briqueteries du département de la Drôme.....	133
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries, fabriques de chaux, plâtres et ciments dans le département de l'Hérault.....	133
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries, fabriques de chaux et ciments dans le département des Pyrénées-Orientales.....	134
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries, briqueteries, fabriques de produits céramiques fabriqués de chaux, plâtres et ciments situés dans le département du Rhône.....	135
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries, fabriques de chaux et ciments dans le département de l'Ardèche.....	135
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de chaux, plâtres et ciments du département du Tarn-et-Garonne.....	136

1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries, briqueteries, fabriques de produits céramiques, fabriques de chaux, plâtres et ciments, situées dans le département de l'Yonne.....	136
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main d'œuvre étrangère dans l'industrie de la verrerie du département de l'Ardèche.....	137
1935. — 5 avril. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la taille et du polissage de pierres fines du département du Rhône.....	137
1935. — 6 avril. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique établissant un régime uniforme de répartition des heures de travail dans le commerce de détail, de marchandises autres que les denrées alimentaires des villes de Mézières-Charleville et Mohon.....	138
1935. — 9 avril. — Décret.	— Suspendant les heures supplémentaires dans certaines industries.....	140
1935. — 9 mai. — Décret.	— Relatif à l'application de la loi sur la journée de huit heures au personnel de réseaux exploités dans les départements de l'Allier, du Cher et du Puy-de-Dôme.....	143
1935. — 16 mai. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les boulangeries du département du Tarn-et-Garonne.....	150
1935. — 16 mai. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique établissant un régime uniforme de répartition des heures de présence dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames des villes de Ligny-en-Barrois et de Vaucouleurs...	153
1935. — 16 mai. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique réduisant la durée hebdomadaire de présence du personnel des magasins et salons de coiffure du département de la Meuse et établissant un régime uniforme de répartition des heures de présence du personnel des magasins et salons de coiffure des villes de Bar-le-Duc, Commercy, Verdun, Saint-Mihiel, Belleville et Thierville.....	155
1935. — 16 mai. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique, établissant un régime uniforme de répartition des heures de présence dans les magasins et salons de coiffure de l'arrondissement de Soissons.....	156
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie du caoutchouc du département d'Eure-et-Loir.....	157
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les boulangeries et pâtisseries situées dans le département des Bouches-du-Rhône.....	158

1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de porcelaines, faïence et grès sanitaires situées dans le département du Loiret.....	158
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les boulangeries et pâtisseries du département de l'Hérault.....	159
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les boulangeries et pâtisseries situées dans le département des Basses-Alpes.....	159
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les boulangeries et pâtisseries du département de la Drôme.....	160
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les boulangeries et pâtisseries situées dans le département du Gard...	160
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les boulangeries et pâtisseries situées dans le département du Vaucluse.	161
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans diverses industries du bois dans le département des Basses-Alpes...	161
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie du bois dans le département du Nord.....	162
1935. — 21 mai. — Décret.	Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les diverses industries du bois du département de l'Aube.....	163
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de chocolat et de pâtes alimentaires situées dans le département de la Drôme.....	164
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de chocolat et de pâtes alimentaires situées dans le département du Gard.....	164
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de la Mayenne.....	165
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département du Loiret.....	168
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département du Loir-et-Cher.....	171
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de la Loire-Inférieure.....	174
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de l'Indre.....	177

1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de la Corrèze.....	181
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et des travaux publics du département du Calvados.....	184
1935. — 21 mai. — Décret.	— Modifiant le décret du 26 février 1935, limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de la Meuse.....	187
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de la Nièvre.....	188
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de la Seine-Inférieure.....	191
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques d'huiles, savons et graisses alimentaires du département des Bouches-du-Rhône.....	211
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la métallurgie et du travail des métaux dans le département d'Eure-et-Loir.....	212
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la métallurgie et du travail des métaux dans le département de la Saône-et-Loire.....	212
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la métallurgie et du travail des métaux du département du Tarn.....	213
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la beurrerie et de la fromagerie dans le département d'Eure-et-Loir.....	214
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans diverses industries chimiques dans le département des Basses-Alpes..	214
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les diverses industries chimiques du département de la Seine-Inférieure.....	215
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries et les briqueteries situées dans le département de l'Aveyron.	215
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les carrières et fabriques de chaux, plâtres et ciments situées dans le département de l'Aveyron.....	216
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la briqueterie,	

	de la céramique, du bâtiment et de la poterie dans le département d'Eure-et-Loir	217
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries et briqueteries du département de la Haute-Garonne.....	217
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries et briqueteries situées dans le département des Hautes-Alpes.....	218
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la briqueterie, de la céramique, du bâtiment et de la poterie dans le département de la Manche.	218
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la vannerie du département de l'Aveyron.....	219
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la verrerie dans le département de la Haute-Garonne...	220
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de produits photographiques situées dans le département du Loiret.....	220
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques d'ébonite situées dans le département du Jura.....	221
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les salons de coiffure du département de l'Hérault.....	221
1935. — 28 juin. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique, tendant à modifier le décret du 15 août 1930, modifié par décret du 2 octobre 1934, relatif à l'application de la loi de huit heures dans les entreprises de transports et déménagements, de location et garage de voitures et de pompes funèbres.....	222
1935. — 2 juill. — Décret.	— Modifiant les décret du 5 avril et du 22 août 1935 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la chaussure du département de la Moselle	223
1935. — 21 mai. — Décret.	— Fixant la proportion de travailleurs étrangers dans l'industrie du bâtiment et des travaux publics dans le département du Nord.....	194
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de l'Yonne.....	197
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de l'alimentation du département de la Côte-d'Or.....	198
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de pâtes alimentaires et fabriques de chocolat situées dans le département des Bouches-du-Rhône.....	199

1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de pâtes alimentaires situées dans le département des Hautes-Alpes.....	200
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques d'huiles, graisses animales, colle forte, situées dans le département d'Eure-et-Loir.....	200
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de l'alimentation du département de Saône-et-Loire.	201
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la marbrerie, de la taille et du sciage des pierres dans le département des Basses-Alpes.....	201
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la marbrerie, de la taille et du sciage de pierres dans le département de la Corse.....	202
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la marbrerie, de la taille et du sciage des pierres dans le département de l'Ardèche.....	203
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la marbrerie, de la taille et du sciage de pierre dans le département des Hautes-Alpes.....	203
1935. — 21 mai. — Décret.	— Révisant le décret du 26 juillet 1933 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la chaussure dans le département du Nord.....	204
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans diverses industries du travail des étoffes et du vêtement dans le département du Vaucluse.....	205
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la soie artificielle (rayonne) du département du Tarn.....	205
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les diverses industries du travail des étoffes et vêtements du département du Gard.....	206
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie lainière dans le département de l'Ariège.....	206
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans diverses industries du travail des étoffes et du vêtement dans le département de la Drôme.....	207
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans diverses industries du travail des étoffes et du vêtement dans le département des Hautes-Alpes.....	208
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie hôtelière dans le département de l'Yonne.....	208
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étran-	

	gère dans l'industrie hôtelière dans le département de Saône-et-Loire.....	209
1935. — 21 mai. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie hôtelière du département de la Côte-d'Or.....	209
1935. — 21 mai. — Décret.	— Révisant le décret du 26 décembre 1933 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie hôtelière dans les départements situés sur le littoral de la Manche.....	210
1935. — 17 juill. — Décret.	— Suspendant les heures supplémentaires dans certaines professions.....	224
1935. — 18 juill. — Décret.	— Portant règlement uniforme de répartition des heures de présence dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Lure.	225
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les exploitations d'eaux minérales dans le département de l'Allier....	226
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux dans le département de l'Ariège.....	227
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans diverses industries textiles dans le département de l'Aube.....	227
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de bouchons et d'objets en liège situées dans le département de l'Aude.....	228
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la verrerie du département de l'Aude.....	229
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les boulangeries, biscuiteries et confiseries situées dans le département de l'Aude.....	229
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie du bâtiment et des travaux publics dans le département de l'Aude.....	230
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries et briqueteries dans le département des Bouches-du-Rhône.....	231
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries textiles dans le département des Bouches-du-Rhône...	232
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitation de l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries, briqueteries, fabriques de céramique et poterie dans le département du Calvados.....	233
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries et briqueteries du département du Cher.....	233
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la verrerie,	

	fabriques de porcelaine, faïences et grès sanitaire dans le département du Cher.	234
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie métallurgique dans le département du Cher.....	235
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de chaux, plâtres et ciments dans le département du Cher.....	236
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étran- gère dans les scieries mécaniques de bois situées dans le département du Cher...	236
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étran- gère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics dans le département de la Creuse.....	237
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étran- gère dans les industries de la marbrerie, taille et sciage de pierre dans le départe- ment de la Drôme.....	239
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étran- gère dans les fabriques de papiers, car- tonnages, sacs en papier dans le départe- ment de la Drôme.....	240
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étran- gère dans les fabriques de bouchons et d'objets en liège dans le département de la Drôme.....	240
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étran- gère dans certaines industries du bois dans le département de la Drôme.....	241
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étran- gère dans les fabriques de graisses ali- mentaires du département du Gard.....	242
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étran- gère dans les entreprises de confection de vêtement du département de la Haute- Garonne.....	242
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étran- gère dans les industries de la verrerie dans le département de la Haute- Garonne.....	243
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étran- gère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics situées dans le départe- ment de l'Hérault.....	244
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étran- gère dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux situées dans le département de l'Hérault.....	246
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étran- gère dans l'industrie de la fabrication de barques et bateaux en bois dans le départe- ment de l'Hérault.....	247
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étran- gère dans les entreprises de bâtiment et	

	de travaux publics situées dans le département d'Ille-et-Vilaine.....	248
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics dans le département de l'Isère.....	250
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la verrerie situées dans le département de la Loire.	253
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la papeterie du département de la Loire.....	254
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries textiles du département de la Loire.....	254
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries, briqueteries, fabriques de produits céramiques, fabriques de chaux, plâtres et ciments situées dans le département de la Loire.	255
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie du caoutchouc du département du Loiret.....	255
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries, briqueteries, fabriques de poterie et autres produits céramiques, fabriques de chaux, plâtres et ciments situées dans le département de la Haute-Loire.....	256
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les briqueteries, les tuileries et les poteries de terre situées dans le département du Nord.....	257
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans diverses industries chimiques du département du Nord.....	257
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la carrosserie et du charonnage dans le département du Nord.....	258
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la marbrerie, de la taille et du polissage de granit dans le département du Nord.....	259
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans diverses industries du travail des pierres et terres à feu, dans le département du Nord.....	260
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les salons de coiffure du département du Nord.....	261
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la chapellerie dans le département du Nord.....	261
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries du livre du département du Nord.....	262

1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les pâtisseries, confiseries et boulangeries du département du Nord.	263
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de chocolat, de biscuits et fabriques de pain d'épices situées dans le département du Nord.	263
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les boucheries et charcuteries de détail situées dans le département du Nord.	264
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics dans le département du Puy-de-Dôme.	265
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la métallurgie dans le département du Rhône.	267
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de papier et de carton situées dans le département de la Seine-Inférieure.	268
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques d'huiles végétales situées dans le département de la Seine-Inférieure.	268
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries, briqueteries, poteries et les fabriques de céramique du bâtiment situées dans le département de la Seine-Inférieure.	269
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la verrerie dans le département de la Seine-Inférieure.	270
1935. — 19 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries et briqueteries dans le département du Tarn-et-Garonne.	270
1935. — 26 juill. — Décret.	— Fixant la date d'application de la loi du 11 mars 1932 sur les allocations familiales à de nouvelles catégories professionnelles.	271
1935. — 27 juill. — Décret.	— Modifiant les dispositions du décret du 26 juillet 1933 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la chaussure du département des Bouches-du-Rhône.	272
1935. — 27 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics dans le département de la Seine-et-Marne.	273
1935. — 27 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la tannerie et de la mégisserie dans le département du Nord.	276
1935. — 27 juill. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étran-	

	gère dans l'industrie des cuirs et peaux (industries diverses) dans le département du Nord.....	277
1935. — 25 juill. — Décret.	— Sur le salaire des ouvriers exécutant à domicile des travaux rentrant dans l'industrie du vêtement.....	278
1935. — 4 août. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du travail (titre II : Hygiène et sécurité des travailleurs), en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.....	279
1935. — 4 août. — Décret.	— Concernant l'emploi, dans les établissements de l'industrie textile, des cotons, ouates, gazes et autres objets ayant servi à des pansements.....	315
1935. — 4 août. — Décret.	— Concernant les mesures particulières de protection à prendre dans les fabriques d'acéto-arsénite de cuivre.....	315
1935. — 4 août. — Décret.	— Concernant le soufflage à la bouche dans les verreries.....	316
1935. — 4 août. — Décret.	— Concernant les mesures particulières d'hygiène applicables dans l'industrie de la couperie de poils.....	317
1935. — 4 août. — Décret.	— Concernant la manipulation du linge sale dans les ateliers de blanchissage.....	318
1935. — 4 août. — Décret.	— Concernant les mesures particulières relatives aux étalages extérieurs des boutiques et magasins.....	319
1935. — 4 août. — Décret.	— Concernant les mesures à prendre pour assurer la sécurité des travailleurs sur les voies ferrées des établissements visés par l'article 65 du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale.....	319
1935. — 4 août. — Décret.	— Concernant les mesures particulières de protection applicables aux établissements dans lesquels sont entreposés ou manipulés certains liquides particulièrement inflammables.....	321
1935. — 4 août. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique établissant un régime uniforme de répartition des heures de présence dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou dames de la ville de Périgueux.....	322
1935. — 4 août. — Décret.	— Modifiant le décret du 15 février 1929 établissant un régime uniforme de répartition des heures de présence dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Tours et de diverses communes avoisinantes.....	323
1935. — 4 août. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique autorisant une répartition inégale des heures de travail dans les industries du bâtiment et des travaux publics de	

	la ville de Nantes et de diverses communes avoisinantes.....	324
1935. — 8 août. — Décret.	— Concernant l'application à l'Algérie de la loi du 30 mars 1935 complétant l'article 93 du Livre II du Code du Travail en vue de confier aux inspecteurs du travail le contrôle et l'exécution de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 protégeant la main-d'œuvre nationale.....	325
1935. — 21 août. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les boulangeries de la ville de Niort et de diverses communes avoisinantes.....	326
1935. — 21 août. — Décret.	— Étendant aux boucheries et triperies des arrondissements de Bar-le-Duc et Commercy les dispositions du décret du 23 mars 1932, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les boucheries vendant au détail des villes de Bar-le-Duc, Ligny-en-Barrois, Saint-Mihiel et Verdun.....	330
1935. — 21 août. — Décret.	— Étendant aux charcuteries des arrondissements de Bar-le-Duc et Commercy, les dispositions du décret du 21 mai 1932, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les charcuteries vendant au détail des villes de Bar-le-Duc, Ligny-en-Barrois, Saint-Mihiel et Verdun.....	331
1935. — 3 sept. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries textiles du département du Nord.....	332
1935. — 3 sept. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la métallurgie du département de la Loire-Inférieure....	334
1935. — 3 sept. — Décret.	— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la métallurgie du département du Nord.....	334
1935. — 5 sept. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les charcuteries vendant au détail de la ville de Marseille.....	335
1935. — 5 sept. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les hôtels, cafés, restaurants et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place du département des Bouches-du-Rhône.	339
1935. — 5 sept. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1929 sur la journée de huit	

	heures dans les boucheries et les charcuteries vendant au détail de la ville de Saint-Quentin.....	342
1935. — 7 sept. — Décret.	— Modifiant le décret du 27 janvier 1934, établissant un régime uniforme de répartition des heures de travail dans les magasins de vente au détail de marchandises autres que les denrées alimentaires dans la ville de Saint-Dié.....	346
1935. — 7 sept. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique, autorisant une répartition inégale des heures de travail et fixant la répartition des heures de travail dans certaines industries du bâtiment et des travaux publics de la région lyonnaise.....	346
1935. — 7 sept. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique, autorisant une répartition inégale des heures de travail et fixant une répartition des heures de travail dans certaines industries du bâtiment et des travaux publics du département de la Haute-Savoie.....	348
1935. — 7 sept. — Décrets.	— Réglementant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans diverses industries :	
	Industrie du bâtiment du département de l'Ain.....	349
	Industrie de l'électrochimie du département de l'Ain.....	350
	Industrie du vêtement du département des Basses-Alpes.....	350
	Industrie de la minoterie du département des Basses-Alpes.....	351
	Industrie du bois du département des Hautes-Alpes.....	351
	Industries du charronnage, carrosserie, du département des Alpes-Maritimes.....	352
	Industries du papier, du département des Alpes-Maritimes.....	352
	Industries des vêtements, du département des Alpes-Maritimes.....	353
	Industrie du chocolat, du département des Alpes-Maritimes.....	353
	Fabrication des pâtes alimentaires, du département des Alpes-Maritimes.....	354
	Fabriques de chemises, etc., du département de l'Ardèche.....	354
	Boulangeries, pâtisseries, du département de l'Ardèche.....	355
	Fabrication du papier, du département de l'Ardèche.....	355
	Industries du bois, du département de l'Aude.....	355
	Entreprises de charpentes, etc., du département de l'Aveyron.....	356
	Industrie de la marbrerie, du département des Bouches-du-Rhône.....	359

1935. — 7 sept. — Décrets.

— Industries des constructions navales du département des Bouches-du-Rhône.	359
Industries de la serrurerie du département des Bouches-du-Rhône.....	360
Industries du charonnage, etc., du département des Bouches-du-Rhône	361
Fabrications du papier du département des Bouches-du-Rhône.....	361
Fabriques de chaux, etc., du département de la Corse.....	361
Boulangeries, pâtisseries, du département de la Corse.....	362
Industries du charonnage, etc., du département de la Corse.....	362
Sucreries, distilleries betteraves du département de la Côte-d'Or.....	363
Industrie de la métallurgie du département de la Côte-d'Or.....	363
Industrie du bois du département du Doubs.....	364
Industrie de la minoterie, rizerie, du département de la Drôme.....	364
Fabriques d'amidon, etc., du département d'Eure-et-Loir.....	365
Entreprises de charpente, etc., du département d'Eure-et-Loir.....	365
Entreprises de charpente, etc., du département du Finistère.....	365
Fabriques de vannerie du département du Gard.....	369
Industries du charonnage du département du Gard.....	370
Fabriques d'huile, savonneries du département du Gard.....	370
Fabriques de papier, etc., du département du Gard.....	370
Industries des tuileries, etc., département de l'Isère.....	370
Industries du bois du département de l'Isère.....	371
Industries, minoterie, beurrerie, fromagerie, département de l'Isère....	371
Industries du bois du départ du Jura.	372
Industries des tuileries, etc., du département du Jura.....	372
Industries du bois du département du Loiret.....	373
Industries de la fourrure du département du Loiret.....	373
Industrie statuaire du département du Loiret.....	374
Industries de la verrerie du département du Loiret.....	375
Commerces de bois et charbons du département du Loiret.....	375
Tuileries, briqueteries du département du Loiret.....	376

1935. — 7 sept. — Décrets.

— Laiteries du département du Loiret..	376
Industries de la métallurgie du département du Loiret.....	376
Industries du bois du département du Loir-et-Cher.....	377
Fabriques de porcelaines, etc., du département du Loir-et-Cher.....	377
Tuileries, etc., du département de la Haute-Marne.....	378
Industries du bois, du département de la Haute-Marne.....	378
Tuileries, etc., du département de la Meuse.....	379
Industries de la marbrerie du département de la Meuse.....	380
Entreprises de charpentes, etc., du département du Morbihan.....	380
Industrie de la métallurgie du département de la Nièvre.....	383
Industrie de la récupération du caoutchouc du département de la Nièvre.	383
Industrie de la tuilerie, etc., du département de la Nièvre.....	384
Industrie de la tuilerie, etc., du département du Puy-de-Dôme.....	384
Sucreries, etc., du département de Saône-et-Loire.....	385
Fabriques de chaux, etc., du département du Tarn.....	385
Industries du bois du département du Var.....	386
Fabrication des pâtes alimentaires du département du Vaucluse.....	386
Industrie de la carrosserie du département du Vaucluse.....	387
Industries de la serrurerie du département du Vaucluse.....	387
Industries textiles du département du Vaucluse.....	388

1935. — 15 oct. — Décret.

— Portant règlement d'administration publique établissant un régime uniforme de répartition des heures de présence dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames du département de la Charente-Inférieure.....	392
--	-----

1935. — 16 oct. — Décret.

— Relatif à la déclaration obligatoire des maladies d'origine professionnelle.....	395
--	-----

1935. — 13 nov. — Décret.

— Fixant la date d'application de la loi du 11 mars 1932 sur les allocations familiales à de nouvelles catégories professionnelles.....	397
---	-----

1935. — 12 déc. — Décrets.

— Limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans diverses catégories professionnelles : Industries textiles du département de l'Ain.....	399
--	-----

1935. — 7 sept. — Décrets.

	Pages.
-- Fabrique de vanneries du département des Alpes-Maritimes	400
Boucheries, charcuteries des départe- ments des Alpes-Maritimes et du Var.....	400
Tuileries, etc., du département de l'Aude.....	400
Fabriques de fécule du département de la Loire.....	401
Fabriques de chaux, etc., du départe- ment de la Meuse.....	402
Fabriques de papier et carton du département de l'Oise.....	402
Industrie de la verrerie, etc., du départe- ment de l'Oise.....	402
Industrie de la métallurgie du départe- ment de l'Orne.....	403
Industrie de la briqueterie, etc., du département de l'Orne.....	403
Boulangeries, biscuiteries, confiseries du département du Pas-de-Calais...	404
Fabriques de chaux, etc., du départe- ment des Basses-Pyrénées.....	404
Fabriques de produits chimiques du département des Basses-Pyrénées...	405
Industries du bois du département de la Haute-Savoie.....	405
Industries d'électrochimie du départe- ment de la Haute-Savoie.....	406
Fabriques de carrosseries du départe- ment de la Haute-Savoie.....	406
Fabriques de bijoux du département de la Haute-Savoie.....	406
Fabriques de papiers, etc., du départe- ment de la Haute-Savoie.....	407
Fabriques de vêtements du départe- ment de la Haute-Savoie.....	408
Fabriques de papier, etc., du départe- ment de la Seine.....	408
Industries chimiques du département de la Seine.....	408
Fabriques de sucre et d'alcool du département de la Seine-Inférieure.	409
Industries chimiques du département du Pas-de-Calais.....	409
Entreprises de charpente, maçonne- rie, etc., du département des Ardennes.....	410
Entreprises de charpente, maçonne- rie, etc., du département du Pas-de- Calais.....	414
Entreprises de charpente, maçonne- rie, etc., du département de la Haute-Savoie.....	417
Verreries du département de l'Aisne..	420
Industries chimiques du département des Ardennes.....	421

1935. — 7 sept. — Décrets.	— Métallurgie du département de la Seine...	421
	Fabriques de chaux, etc., du département de l'Ain.....	422

III. — Arrêtés.

1935. — 12 févr. — Arrêté.	— Fixant le texte de l'affiche prévue par l'article 60 du décret du 9 août 1925, modifié par le décret du 26 novembre 1934 et relative aux mesures particulières de protection et de salubrité applicables dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.....	422
1935. — 28 mai. — Arrêté.	— Fixant les conditions de travail du personnel de réseaux secondaires d'intérêt général et d'intérêt local (Allier, Cher, Puy-de-Dôme.....	423
1935. — 27 juin. — Arrêté préfector.	— Fixant les conditions de travail des mécaniciens, chauffeurs, conducteurs d'automotrices et agents des trains, du réseau d'intérêt local du département de l'Allier.	427
1935. — 27 nov. — Arrêté.	— Déterminant les extraits du décret du 4 août 1935 à afficher dans les locaux contenant des installations électriques de deuxième ou de troisième catégorie..	432
1935. — 27 nov. — Arrêté.	— Fixant les termes de l'instruction sur les premiers soins à donner aux victimes des accidents électriques.....	432
Tableau des caisses de compensation d'allocations familiales agréées en 1935		434

IV. — Circulaires.

1935. — 8 janv. — Circulaire.	— Hygiène des travailleurs, minimum de plomb, avant-projet de décret.....	443
1935. — 16 janv. — Circulaire.	— Cumul des secours de chômage et des allocations familiales.....	444
1935. — 24 janv. — Circulaire.	— Sécurité des travailleurs, emploi des explosifs dans les chantiers de travaux publics.	445
1935. — 25 janv. — Circulaire.	— Hygiène et sécurité, corps radio-actif et rayons X.....	447
1935. — 12 févr. — Circulaire.	— Mise en demeure : chantiers du bâtiment et des travaux publics; décret du 26 novembre 1934 modifiant le décret du 9 août 1925; arrêté du 12 février 1935, abrogeant et remplaçant l'arrêté du 13 novembre 1925.....	448
1935. — 12 avril. — Circulaire.	— Suspension des heures supplémentaires. Loi du 8 avril 1935.....	450
1935. — 9 mai. — Circulaire.	— Repos hebdomadaire dans le cas de foires et expositions.....	453
1935. — 29 mai. — Circulaire.	— Loi de huit heures dans les transports....	454
1935. — 5 juill. — Circulaire.	— Maladies professionnelles. — Bichromate de potassium et acide chromique. — Enquête.....	456
1935. — 30 juill. — Circulaire.	— Suspension des heures supplémentaires. — Décret du 17 juillet 1935.....	457

1935. — 1 ^{er} août. — Circulaire.	— Congé annuel payé aux journalistes.	459
1935. — 19 août. — Circulaire.	— Hygiène et sécurité. — Limitation de l'emploi de la mise en demeure en matière d'infraction à certains règlements.	460
1935. — 20 août. — Circulaire.	— Décret du 4 août 1935 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques. — Instructions d'application.	464
1935. — 22 août. — Circulaire.	— Conférence internationale du travail. — Convention sur la durée du travail dans les mines de charbon.	465
1935. — 1 ^{er} oct. — Circulaire.	— Salaires des ouvriers à domicile. — Tissage des soieries. — Décret du 25 juillet 1935.	467
1935. — 1 ^{er} oct. — Circulaire.	— Salaires des ouvriers à domicile. — Tissage de soieries. — Décret du 25 juillet 1935.	467
1935. — 3 oct. — Circulaire.	— Repos hebdomadaire chez les fabricants détaillants de chocolats et confiserie.	469
1935. — 10 oct. — Circulaire.	— Hygiène et sécurité des travailleurs. — Indication du poids sur les gros colis transportés par bateau. — Loi du 27 juin 1935	470
1935. — 16 oct. — Circulaire.	— Décret-loi du 16 juillet 1935. — Application du prélèvement général aux délégués-mineurs.	473
1935. — 12 nov. — Circulaire.	— Maladies professionnelles. — Intoxication par les hydrocarbures et leurs dérivés. — Enquête.	474
1935. — 19 nov. — Circulaire.	— Maladies professionnelles. — Déclaration obligatoire. — Décret du 16 octobre 1935.	475
1935. — 29 nov. — Circulaire.	— Hygiène des travailleurs. — Soudure autogène et découpage au chalumeau des tôles galvanisées.	476
1935. — 20 déc. — Circulaire.	— Rapports et statistiques annuels.	481
1935. — 26 déc. — Circulaire.	— Application de la loi sur les allocations familiales.	501
1935. — 26 déc. — Circulaire.	— Exécution de l'article 40 du décret du 4 août 1935. — Arrêté du 27 novembre 1935.	503
1935. — 27 déc. — Lettre ministérielle	adressée à un organisme d'initiative privée ayant dans ses attributions certains contrôles d'installations ou appareils industriels communiquée au Service de l'Inspection du Travail à titre d'information.	504
1935. — 31 déc. — Circulaire.	— Instructions complémentaires pour l'application du décret du 4 août 1935 (protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques).	505

JURISPRUDENCE.

1935. — 28 mai. — Conseil d'État.	Repos hebdomadaire. — Autorisation d'accorder le repos par roulement. — L'arrêté peut être rapporté si des faits nouveaux permettent d'établir que le repos collectif n'entrave plus le fonctionnement normal de l'établissement.	508
1935. — 26 juin. — Conseil d'État	Repos hebdomadaire. — Suspension pour fête locale. — Pouvoir du maire. — Il n'est pas nécessaire que les réjouissances organisées aient le caractère de manifestation traditionnelle.	509
1935. — 26 juin. — Conseil d'État.	Repos hebdomadaire. — Fermeture des établissements de vente de vins et de liqueurs à emporter. — Obligation d'obtenir un accord qui représente la volonté de la majorité des intéressés. — Le commerce des vins à emporter est considéré comme distinct de celui du vin à consommer sur place. — Validité de l'arrêté.	510
1935. — 19 juill. — Conseil d'État.	Repos hebdomadaire. — Fermeture des établissements. — Possibilité de prescrire la fermeture par roulement des boulangeries. — Validité de l'arrêté préfectoral. ...	511
1935. — 20 juill. — Conseil d'État.	Repos hebdomadaire. — Fermeture des établissements. — Nécessité, pour accorder une dérogation, d'un accord représentant la volonté de la majorité des intéressés. .	512
1935. — 4 déc. — Conseil d'État.	Repos hebdomadaire. — Article 43 a : fermeture des établissements. — Sens et portée du mot « région ». — L'arrêté préfectoral ne doit pas laisser subsister de concurrence possible de la part des commerçants des localités voisines.	514
1935. — 29 nov. — Conseil d'État.	Régime des amendes. — Expiration du délai de trois mois. — Refus d'autorisation. — Annulation de la décision.	515
1935. — 9 nov. — Cass. criminelle.	Allocations familiales. — Établissements assujettis. — « La Nomenclature des industries et professions de la Statistique générale de la France » est un document de caractère technique, dépourvu de tout caractère légal ou réglementaire auquel on ne peut valablement se référer pour la mise en application de la loi.	515
1935. — 27 mai. — Cass. criminelle.	Accident du travail. — Loi du 9 avril 1898. — Piqûre d'une mouche charbonneuse. — Ouvrier non spécialement exposé à ce genre d'accident. — Rejet.	516
1935. — 17 oct. — C. Appel, Douai.	Durée du travail. — En matière d'infraction au Code du travail, un fait unique peut constituer deux contraventions distinctes.	517
1935. — 25 juin. — Tr. civ. Troyes.	Contrat de travail. — Façonniers. — Travailleurs exécutant exclusivement le tra-	

	vail fourni par l'employeur, qui conserve la direction et la surveillance de l'entreprise. — Le fait que l'employeur ait loué le matériel à ses employés ne modifie pas le caractère de louage de services. — Obligation pour l'employeur : a. D'afficher un horaire dans les locaux du travail; b. de s'affilier à une caisse de compensation d'allocations familiales.....	518
1935. — 23 nov. — Tr. s. p. Toulouse—	Allocations familiales. — Obligation d'être affilié à une caisse agréée par le Ministre du Travail.....	519

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Enquête sur les cas de charbon professionnel pendant l'année 1934.....	522
Application pendant l'année 1934 de la loi du 25 octobre 1919 sur les maladies professionnelles.....	523
Travaux préparatoires de la loi du 8 avril 1935 tendant à suspendre l'utilisation des heures supplémentaires dans les établissements industriels et commerciaux.....	547

CHAMBRE DES DÉPUTÉS :

Projet de loi présenté par M. P. E. Flandin et par M. P. Jacquier.....	547
Deuxième projet.....	549
Rapport de M. Lebas.....	551
Avis de M. A. Grisoni.....	554
Séance du 1 ^{er} mars 1935. — Adoption.....	554

SÉNAT :

Séance du 27 mars 1935. — Adoption.....	563
Travaux préparatoires de la loi du 27 juin 1935 introduisant dans le livre 1 ^{er} du Code du travail des dispositions spéciales concernant l'indication du poids sur les gros colis transportés par bateau.....	566

CHAMBRE DES DÉPUTÉS :

Projet de loi présenté par M. A. Marquet, L. Lamoureux, W. Bertrand, P.-E. Flandin..	566
Rapport de M. M. Walter.....	569
Travaux préparatoires du décret-loi du 30 octobre 1935 suspendant la faculté d'accorder des heures supplémentaires.....	574
Enquête sur la revision des dérogations au repos hebdomadaire.....	574
Extraits des procès-verbaux de la Commission Permanente du Conseil supérieur du Travail.....	580
Séance du 8 mai 1933.....	580
Séance du 15 mai 1933.....	584
Projet de vœu présenté par les membres patrons de la Commission permanente au Conseil supérieur du Travail.....	588
Vœux proposés par le Groupe ouvrier.....	591
Extraits du compte rendu des séances du Conseil supérieur du Travail.....	594
Séance du 23 novembre 1933.....	594
Séance du 24 novembre 1933.....	596
Vœu adopté par le Conseil Supérieur du Travail.....	605

PRÉSIDENCE DU CONSEIL.

1935. — 16 juill. — Décret.	— Supprimant la deuxième indemnité de résidence ou la deuxième indemnité représentative de logement pour les ménages de fonctionnaires.....	639
1935. — 16 juill. — Décret.	— Portant réduction de l'indemnité compensatrice accordée aux personnels servant en Alsace et en Lorraine.....	640
1935. — 16 juill. — Décret.	— Portant interdiction du cumul d'une pension d'ancienneté et d'une pension de réversion.....	642
1935. — 16 juill. — Décret.	— Augmentant les délais d'avancement....	643
1935. — 16 juill. — Décret.	— Portant suppression du cumul des indemnités pour charges de famille 1919....	645
1935. — 16 juill. — Décret.	— Prescrivant une économie de 300 millions sur les pensionnés titulaires d'un emploi d'activité.....	646

TRAVAUX ORIGINAUX DES INSPECTEURS.

NOTE sur les dangers qu'offrent les projections accidentelles de fluides réfrigérants, et spécialement d'ammoniaque, par M. Decailly, inspecteur départemental du Travail à Lille.....	609
NOTE sur l'intoxication professionnelle provoquée par les composés de manganèse, par M. Henri Pouillot inspecteur départemental du Travail à Paris.....	614
NOTE sur des cas d'arsenicisme observés dans une fabrique de produits chimiques, par M. Tournois, inspecteur départemental du Travail, à Marseille.....	631

MINISTÈRE DU TRAVAIL.

1935. — 1 ^{er} juin. — Décret.	— Nommant M. Frossard ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.....	647
1935. — 8 juill. — Arrêté.	— Concernant les frais de tournées des inspecteurs divisionnaires et départementaux du Travail (modification).....	647
1935. — 8 juill. — Arrêté.	— Fixant la répartition des sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du Travail.....	648
1935. — 14 oct. — Arrêté.	— Concernant les frais de tournées d'inspection du Travail.....	650



BULLETIN

DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

ET DE L'HYGIÈNE INDUSTRIELLE.

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE (1935).

ACTES OFFICIELS.

LOI DU 29 MARS 1935

relative au statut professionnel des journalistes ⁽¹⁾.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Il est ajouté au chapitre 2 du livre I^{er} (titre II) du Code du travail, une section spéciale III intitulée : « Des journalistes professionnels ».

Art. 30 a ⁽²⁾. — Les dispositions des différents titres du Code du travail, en ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente section, sont applicables aux journalistes professionnels, lesquels sont ainsi définis :

Le journaliste professionnel est celui qui a pour occupation principale, régulière et rétribuée, l'exercice de sa profession dans une publication quotidienne ou périodique éditée en France, ou dans une agence française d'informations, et qui en tire le principal des ressources nécessaires à son existence.

Le correspondant, qu'il travaille sur le territoire français ou à l'étran-

⁽¹⁾ J. O. du 30 mars 1935.

⁽²⁾ « Les articles insérés au livre I^{er} du Code du travail par la loi du 29 mars 1935 sous les numéros 30 a à 30 i, seront respectivement désignés par les numéros 29 b à 29 j. » Décret-loi du 8 août 1935 tendant à réprimer les abus de marchandage, article 5.

ger, est un journaliste professionnel, s'il reçoit des appointements fixes et remplit les conditions prévues au paragraphe précédent.

Sont assimilés aux journalistes professionnels les collaborateurs directs de la rédaction : rédacteurs-traducteurs, sténographes-rédacteurs, rédacteurs-reviseurs, reporters-dessinateurs, reporters-photographes, à l'exclusion des agents de publicité et de tous ceux qui n'apportent, à un titre quelconque, qu'une collaboration occasionnelle.

Art. 30 b. — En cas de résiliation d'un contrat de louage de services fait sans détermination de durée, et liant l'une des personnes mentionnées dans l'article ci-dessus à une entreprise de journaux ou périodiques, la durée du préavis est, pour l'une et l'autre partie, et sous réserve des cas prévus à l'alinéa 2 de l'article suivant, d'un mois, si le contrat a reçu exécution pendant trois ans ou une durée moindre, et de deux mois, si ce contrat a été exécuté pendant plus de trois ans.

Art. 30 c. — Si le congédiement provient du fait de l'employeur, une indemnité est due, qui ne peut être inférieure à la somme représentant un mois, par année ou fraction d'année de collaboration, des derniers appointements; le maximum des mensualités est fixé à quinze. Une commission arbitrale sera obligatoirement saisie pour déterminer l'indemnité due, lorsque la durée des services excédera quinze années.

Cette commission sera composée de deux arbitres désignés par les organisations professionnelles d'employeurs et deux arbitres désignés par les organisations professionnelles des salariés; elle sera présidée par un haut fonctionnaire, en activité ou retraité, de préférence de l'ordre judiciaire.

Si les parties ou l'une d'elles ne désignaient pas d'arbitres, ceux-ci seraient nommés par le président du tribunal civil, huit jours après une mise en demeure par lettre recommandée adressée à la partie défaillante par l'autre organisation ou aux deux parties par l'intéressé lui-même.

Si les arbitres désignés par les parties ne s'entendaient pas pour choisir le président de la commission arbitrale, celui-ci serait désigné à la requête de la partie la plus diligente par le président du tribunal civil.

En cas de faute grave ou de fautes répétées, l'indemnité ci-dessus prévue pourra être réduite dans une proportion qui sera arbitrée par la commission, ou même supprimée.

La décision de la commission arbitrale ne peut être frappée d'appel.

Art. 30 d. — Les dispositions de l'article précédent sont applicables dans le cas où la résiliation du contrat survient par le fait de l'une des personnes employées dans une entreprise de journal ou périodique dont fait mention l'article 30 a, lorsque cette résiliation est motivée par l'une des circonstances ci-après :

1° Cession du journal ou du périodique;

2° Cessation de la publication du journal ou périodique pour quelque cause que ce soit;

3° Changement notable dans le caractère ou l'orientation du journal ou périodique, si ce changement crée pour la personne employée une situation de nature à porter atteinte à son honneur, à sa réputation ou, d'une manière générale, à ses intérêts moraux.

Dans les cas prévus à l'alinéa 3° ci-dessus, la personne qui rompt le contrat n'est point tenue d'observer la durée de préavis prévue à l'article 30 b.

Art. 30 e. — Tout travail non prévu dans les accords constituant le contrat de louage de services entre une entreprise de journal ou péri-

dique et l'une des personnes mentionnées à l'article 30 *a* du présent livre comporte une rémunération spéciale.

Art. 30 f. — Tout travail commandé ou accepté par une entreprise de journal ou périodique et non publié doit être payé.

Le droit de faire paraître dans plus d'un journal ou périodique les articles ou autres œuvres littéraires ou artistiques dont les personnes mentionnées à l'article 30 *a* sont les auteurs sera obligatoirement subordonné à une convention expresse qui devra indiquer les conditions dans lesquelles sera autorisée la reproduction.

Art. 30 g. — Toutes conventions contraires aux dispositions de la présente section sont nulles et de nul effet.

Art. 30 h. — Un congé annuel payé sera accordé aux personnes énumérées à l'article 30 *a* du livre I^{er} du Code du travail.

Ce congé est fixé à un mois pour les journalistes liés à une entreprise de journaux ou périodiques depuis un an au moins, et à cinq semaines pour les journalistes dont le contrat de louage de services reçoit exécution depuis dix ans au moins.

Art. 30 i. — Pourront seules se prévaloir de la qualité de journalistes, soit à l'occasion de l'établissement d'un passeport ou de tout autre acte administratif, soit en vue de bénéficier des dispositions prises en faveur des représentants de la presse par les autorités administratives, les personnes énumérées à l'article 30 *a* et titulaires d'une carte d'identité professionnelle.

Les conditions dans lesquelles seront délivrées ces cartes, la durée de leur validité, les conditions et les formes dans lesquelles elles pourront être annulées seront déterminées par un règlement d'administration publique. Ce règlement déterminera également les pénalités applicables en cas d'infraction à ses prescriptions.

ART 2. — L'article 50 *b* du livre II du Code du travail concernant le repos hebdomadaire des journalistes est modifié ainsi qu'il suit :

« Les dispositions de la présente section sont applicables aux personnes énumérées à l'article 30 *a* du livre I^{er} du Code du travail. »

ART. 3. — Les préfets établiront, du 1^{er} au 15 janvier de chaque année, une liste des entreprises de journaux ou périodiques qui auront pris, pour la durée de l'année considérée, l'engagement :

1° De payer aux journalistes employés par eux et, d'une manière générale, à toute personne mentionnée à l'article 30 *a* du livre I^{er} du Code du travail, qui est à leur service, des salaires non inférieurs à ceux qui auront été fixés, pour chaque catégorie professionnelle et pour chaque département ou chaque région, par décision d'une commission mixte comprenant des représentants des organisations professionnelles de directeurs ou entrepreneurs de journaux et périodiques et de journalistes. Cette commission, composée à égalité de représentants du personnel et de représentants des patrons — trois au moins de chaque côté — sera chargée d'établir, pour le département ou pour la région, le tableau des salaires minima.

La commission pourra, en cas de disproportion notoire constatée entre l'importance de journaux ou publications paraissant dans un même département ou une même région, établir des catégories — trois au maximum — dans lesquelles elle rangera les publications envisagées.

Le tableau des salaires minima sera expressément déterminé pour chaque catégorie par la commission mixte.

Les représentants siégeant à cette commission recourront, au cas où un désaccord définitif se présenterait, à l'arbitrage d'une personnalité choisie d'un commun accord. En cas d'impossibilité de désigner, sous la forme qui précède, le tiers arbitre, c'est le président du tribunal qui déléguera d'office à la présidence de la commission départementale, avec voix délibérative, un haut fonctionnaire, en activité ou retraité, autant que possible de l'ordre judiciaire, et résidant dans la localité ou dans le département; la décision de cet arbitre ne pourra être frappée d'appel;

2° De verser à leurs personnels non assujettis à la loi sur les assurances sociales, en cas de maladie autre que celle résultant d'un accident de travail, une indemnité égale au salaire mensuel, s'il s'agit d'un journaliste attaché à leur entreprise depuis six mois au moins et un an au plus; égale aux trois premiers mois au moins, s'il s'agit d'un journaliste attaché à leur entreprise depuis plus d'un an; de verser, en outre, des indemnités égales au demi-salaire mensuel pendant les deux mois suivants ou les trois mois suivants, selon que ce journaliste est attaché à leur entreprise depuis plus de six mois ou un an au plus, ou depuis plus d'un an.

En cas de manquement de la part de l'entreprise de journaux, le personnel a une action directe contre l'entreprise en question pour exiger l'application des conditions ci-dessus.

Pourront seuls bénéficier de la répartition des sommes affectées aux dépenses de publicité faites par l'Etat, les départements, les communes, les établissements publics et les entreprises concessionnaires des services publics, à l'occasion d'appels au crédit public, les entreprises de journaux, périodiques et services d'information figurant sur les listes établies conformément aux dispositions qui précèdent.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris le 29 mars 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

Paul JACQUIER.

LOI DU 30 MARS 1935

complétant l'article 93 du Livre II du Code du Travail ⁽¹⁾.

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 93 du livre II du Code du travail est complété par le paragraphe ci-après :

« Art. 93, § 4. — Ils (les inspecteurs du travail) sont en outre chargés d'assurer l'exécution de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 protégeant la main-d'œuvre nationale. »

(1) J. O. du 2 avril 1935.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris le 30 mars 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

Paul JACQUIER.

LOI DU 8 AVRIL 1935

*tendant à suspendre l'utilisation des heures supplémentaires
dans les établissements industriels et commerciaux (1).*

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Un décret rendu sur la proposition du Ministre du Travail suspendra jusqu'à une date qu'il fixera, soit pour l'ensemble des professions, industries et commerces, soit pour certains d'entre eux, l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires ouvert aux chefs d'établissements industriels et commerciaux par les décrets pris pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures, en vue de permettre à ces entreprises de faire face à des surcroits de travail extraordinaires.

ART. 2. — Pour les établissements dans lesquels l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires est suspendue, l'inspecteur du travail compétent peut autoriser des heures supplémentaires dans les limites fixées par les décrets visés à l'article précédent lorsque le chef d'établissement justifie qu'il ne lui est pas possible de faire face à un surcroit de travail extraordinaire par d'autres moyens, tel que l'embauchage d'un personnel supplémentaire.

ART. 3. — Les décrets et arrêtés ministériels, pris en vertu de la réglementation en vigueur pour suspendre l'utilisation des heures supplémentaires dans certaines catégories d'établissements industriels et commerciaux cessent d'avoir effet dès la mise en application de la présente loi.

ART. 4. — Les infractions à la présente loi sont poursuivies conformément aux articles 93 et suivants du Livre II du Code du travail et passibles des pénalités prévues par les articles 165 et 166 dudit livre.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris le 8 avril 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

Paul JACQUIER.

(1) J. O. du 9 avril 1935.

LOI DU 27 JUIN 1935

introduisant dans le livre II du Code du travail des dispositions spéciales concernant l'indication du poids sur les gros colis transportés par bateau ^(*).

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Il est inséré, dans le titre II du Livre II du Code du travail et de la Prévoyance sociale, un chapitre IV *bis* nouveau intitulé : « Dispositions spéciales concernant l'indication du poids sur les gros colis destinés à être transportés par bateau ».

ART. 2. — Le chapitre IV *bis* nouveau comprend les articles 80 *a* et 80 *b* ci-après :

Art. 80 *a*. — L'expéditeur de tout colis ou objet pesant mille kilogrammes ou plus de poids brut, destiné à être transporté par mer ou voie navigable intérieure, devra porter, sur le colis, l'indication de son poids marquée à l'extérieur de façon claire et durable.

Dans les cas exceptionnels où il est difficile de déterminer le poids exact, le poids marqué pourra être un poids maximum établi d'après le volume et la nature du colis.

A défaut de l'expéditeur, cette obligation incombe au mandataire chargé par lui de l'expédition du colis.

Art. 80 *b*. — Un règlement d'administration publique pourra, s'il y a lieu, préciser les conditions matérielles auxquelles devront satisfaire les marques à apposer sur les colis, en exécution de l'article précédent.

ART. 3. — L'article 173 du Livre II du Code du travail est complété par l'alinéa suivant :

« Sont également soumis aux mêmes pénalités et dans les mêmes conditions, les expéditeurs ou leurs mandataires qui ont contrevenu aux dispositions de l'article 80 *a* et au règlement d'administration publique prévu par l'article 80 *b* du présent livre. »

ART. 4. — Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur six mois après sa promulgation au *Journal officiel* et toutefois après la ratification par la France de la convention préparée à Genève du 30 mai au 21 juin 1929.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 27 juin 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,
L.-O. FROSSARD.

Le Ministre des Travaux publics,
LAURENT-EYNAC.

Le Ministre
de la Marine marchande,
WILLIAM BERTRAND.

Le Ministre
du Commerce et de l'Industrie,
GEORGES BONNET.

(*) J. O. du 28 juin 1935.

DÉCRET DU 8 AOÛT 1935

*tendant à assurer le paiement des salaires en cas de faillite
ou de liquidation de l'employeur ⁽¹⁾.*

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 8 août 1935.

Monsieur le Président,

Le paiement en cas de faillite ou de liquidation judiciaire de l'entreprise des salaires dus aux ouvriers et employés a donné lieu à des difficultés multiples tenant aux lenteurs de la procédure et à l'existence de privilèges préférentiels au privilège qui garantit la créance de salaire dans les conditions fixées aux articles 47 du livre I^{er} du Code du travail, 549 du Code de commerce et 2101 du Code civil. Ces difficultés qui, de tout temps, ont provoqué les plaintes des salariés, sont d'autant plus sensibles aujourd'hui que le nombre des faillites augmente et que les salariés privés de leur emploi ne peuvent qu'à grand-peine retrouver du travail.

La question a retenu l'attention du Conseil supérieur du Travail qui, au cours de sa session de novembre 1934, a adopté à l'unanimité un vœu qui tend simplement à assurer en cas de faillite ou de liquidation judiciaire le paiement rapide et par préférence d'une fraction déterminée des salaires afférents à une période très limitée. C'est ce vœu qui prend en considération le caractère alimentaire du salaire — caractère qui a déjà motivé les règles légales relatives à la périodicité du paiement des salaires et à la saisie-arrêt des salaires — que nous nous sommes proposé de retenir pour en faire l'objet du présent décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, du Ministre des Finances, du Ministre du Travail;
Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à prendre par décret toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le titre III (« Du salaire ») du Livre du travail est complété par les dispositions ci-après qui prendront place au chapitre II dudit titre, section II : « Des privilèges et garanties de la créance de salaire » :

Art. 47 a. — Les dispositions des articles 2101 du Code civil, 191 et 549 du Code de commerce ne s'appliquent pas à la fraction insaisissable des sommes restant dues sur les salaires effectivement gagnés par les ouvriers pour les quinze derniers jours de travail, ou par les employés pour les trente derniers jours, sur les commissions dues aux voyageurs et représentants de commerce pour les quatre-vingt-dix derniers jours de travail et sur les salaires dus aux marins de commerce pour la dernière période de paiement.

A cette fraction insaisissable représentant la différence entre les salaires et commissions dus et la portion saisissable de ces salaires et

(1) J. O. du 9 août 1935.

commissions telle qu'elle est déterminée par l'article 61 du présent livre s'applique la procédure exceptionnelle suivante :

« Les fractions des salaires et commissions ainsi désignées pour faire l'objet d'une mesure d'exception, devront être payées nonobstant l'existence de toute autre créance, dans les dix jours qui suivent le jugement déclaratif de faillite ou de liquidation judiciaire, et sur simple ordonnance du juge-commissaire, à la seule condition que le syndic ou liquidateur ait en mains les fonds nécessaires.

« Au cas où cette condition ne serait pas remplie, lesdites fractions de salaires et commissions devront être acquittées sur les premières rentrées de fonds, nonobstant l'existence et le rang de toute autre créance privilégiée.

« Au cas où lesdites fractions de salaires et commissions seraient payées grâce à une avance faite par le syndic, le liquidateur ou toute autre personne, le prêteur serait, par cela même, subrogé dans les droits des salariés et devrait être remboursé dès la rentrée des fonds nécessaires sans qu'aucun autre créancier puisse y faire opposition.

« Pour établir le montant du salaire en vue de l'application des dispositions du présent article, il doit être tenu compte, non seulement des salaires et appointements proprement dits, mais de tous les accessoires desdits salaires et appointements et éventuellement de l'indemnité pour rupture du contrat de travail. »

« ART. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 3. — Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, le Ministre des Finances et le Ministre du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 8 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,
PIERRE LAVAL.

Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,
LÉON BÉRARD.

Le Ministre des Finances,
MARCEL RÉGNIER.

Le Ministre du Travail,
L.-O. FROSSARD.

DÉCRET DU 8 AOÛT 1935

tendant à réprimer les abus du marchandage (¹).

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Monsieur le Président,

Le marchandage ou sous-entreprise portant essentiellement sur la main-d'œuvre a donné lieu à des plaintes constamment répétées depuis que le régime

(¹) J. O. du 9 août 1935.

de la liberté du travail s'est substitué au régime corporatif. En vue de mettre un terme à ces plaintes, le Gouvernement de la deuxième République avait arrêté des dispositions qui ont été incorporées dans les articles 30 *b* et 103 du livre I^{er} du Code du travail.

L'article 30 *b* interdit l'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs ou marchandage et l'article 103 punit d'une amende toute exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage. Mais, d'après la jurisprudence de la Cour de cassation, la loi n'interdit pas le contrat de marchandage fait de bonne foi et pour qu'il y ait délit, pour que le marchandage devienne un acte délictueux, il faut la réunion de ces trois éléments : un fait matériel, l'intention de nuire et un préjudice causé aux ouvriers (Cour de cassation, Chambres réunies, 31 janvier 1901).

En raison de la difficulté de prouver l'intention de nuire, l'interprétation donnée par la jurisprudence aux dispositions édictées en 1848 et introduites dans le livre I^{er} du Code du travail atténue sensiblement l'effet pratique de ces dispositions. Il a paru que, sans interdire complètement la sous-entreprise portant essentiellement sur la main-d'œuvre ou marchandage, il convenait, au moment surtout où les mesures prises par le Gouvernement sont de nature à faciliter la reprise des affaires, de prendre des dispositions en vue de remédier aux graves inconvénients qui peuvent résulter du marchandage pour les travailleurs. De la sorte, les chefs d'entreprises ne seront amenés à recourir à ce mode d'exécution du travail qu'avec une certaine prudence et en cas de nécessité; en tout cas, ils se trouveront privés de la possibilité de l'utiliser pour se soustraire à des obligations qui, dans l'intérêt même des chefs d'entreprise, doivent être égales pour tous.

Tel est l'objet du présent décret qui, dans certaines conditions, substitue la responsabilité de l'entrepreneur principal à celle du sous-entrepreneur. Nous avons l'honneur de soumettre ce décret à votre haute approbation.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et du Ministre du Travail;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à prendre par décret toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le Livre I^{er} du Code du travail est complété par les dispositions suivantes :

« Art. 30 *c*. — Lorsqu'un contrat de sous-entreprise porte essentiellement sur la main-d'œuvre des travaux à accomplir et que le sous-entrepreneur n'est pas un chef d'établissement inscrit au registre de commerce ou au registre des métiers et propriétaire d'un fonds de commerce, le chef d'entreprise, entrepreneur principal, encourt, dans les cas suivants et nonobstant toute stipulation contraire, les responsabilités ci-après indiquées :

« 1° S'il s'agit de travaux exécutés dans ses ateliers, magasins ou chantiers, l'entrepreneur principal, en cas d'insolvabilité du sous-entrepreneur, est substitué à ce dernier, en ce qui concerne les travailleurs que celui-ci emploie, pour le paiement des salaires, la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, le versement des allocations familiales et les obligations résultant de la législation sur les assurances sociales;

« 2° S'il s'agit de travaux exécutés dans des ateliers, magasins ou chantiers autres que ceux de l'entrepreneur ou de travaux exécutés par des salariés travaillant à domicile, le chef d'entreprise indiqué sur l'affiche ou sur le bulletin à souche prévus respectivement aux articles 32 et 33 *c*

du présent livre sera, en cas d'insolvabilité du sous-entrepreneur, responsable du paiement des salaires dus aux travailleurs occupés par celui-ci, ainsi que du versement des allocations familiales et de la double contribution à acquitter pour les assurances sociales.

« Dans les cas ci-dessus visés, le salarié lésé ou l'administration requérante s'il s'agit des assurances sociales aura, en cas d'insolvabilité du sous-entrepreneur, une action directe contre l'entrepreneur principal ou chef d'entreprise pour qui le travail aura été effectué.

« Art. 30 d. — Dans le cas où un sous-entrepreneur non inscrit au registre de commerce ou au registre des métiers et non propriétaire d'un fonds de commerce fait exécuter des travaux dans les ateliers, magasins ou chantiers autres que ceux de l'entrepreneur principal qui lui a confié ces travaux, il doit apposer dans chacun de ces ateliers, magasins ou chantiers, une affiche indiquant le nom et l'adresse de la personne de qui il tient les travaux. »

ART. 2. — L'article 33 c du Livre I^{er} du Code du travail est complété par l'addition au premier alinéa dudit article, après les mots « à l'ouvrière ou à l'ouvrier », de la phrase suivante :

« Dans le cas où le travail est donné par un sous-entrepreneur non inscrit au registre de commerce ou au registre des métiers et non propriétaire d'un fonds de commerce, le sous-entrepreneur devra indiquer le nom et l'adresse de la personne de qui il tient le travail. »

ART. 3. — Les articles 99 et 107 du Livre I^{er} du Code du travail sont modifiés comme suit :

« Art. 99. — Toute contravention aux articles 4, 5, 6, 9, 22 a et 30 d du présent livre sera poursuivie devant le tribunal de simple police et punie d'une amende de 5 à 15 fr.

« Pour les contraventions aux articles 4, 5, 9, 22 a et 30 d du présent livre, le tribunal de commerce pourra... (le reste sans changement).

« Art. 107. — Les inspecteurs du travail sont chargés, concurremment avec les officiers de police judiciaire, d'assurer l'exécution de l'article 7 a, de l'alinéa 3, de l'article 8, des articles 30 d, 32 a, 32 d, 33 a, 33 b, 33 c et 33 n, des articles 34 à 38 et des décrets pris en exécution de l'article 39, des articles 40 à 42, des articles 75, 76, 77 et, en ce qui concerne le commerce et l'industrie, des articles 22 a, 22 b, 43 à 45 et 74 a à 74 f, du présent livre. »

ART. 4. — Il est ajouté au Livre II du Code du travail un article 1^{er} c ainsi conçu :

« L'entrepreneur principal est tenu, lorsqu'un contrat de sous-entreprise porte essentiellement sur la main-d'œuvre des travaux à accomplir et que le sous-entrepreneur n'est pas un chef d'établissement inscrit au registre du commerce ou au registre des métiers et propriétaire d'un fonds de commerce, d'observer toutes les prescriptions du présent livre à l'occasion de l'emploi dans ses ateliers, magasins ou chantiers, de salariés du sous-entrepreneur, comme s'il s'agissait de ses propres ouvriers ou employées et sous les mêmes sanctions. »

ART. 5. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 6. — Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et le Ministre du Travail

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 8 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,*
PIERRE LAVAL,

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,*
LÉON BÉRARD.

Le Ministre du Travail,
L.-O. FROSSARD.

DÉCRET DU 8 AOÛT 1935

*tendant à protéger les artisans français contre la concurrence
des artisans étrangers (¹).*

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Monsieur le Président,

La loi du 11 août 1926 qui a introduit de nouvelles dispositions dans le livre II du Code du travail a interdit à toute personne, sous les sanctions pénales qu'elle édicte, d'employer un étranger non muni de la carte d'identité d'étranger délivrée conformément aux dispositions réglementaires en vigueur et portant la mention « travailleur ». Les conditions relatives à la délivrance de cette carte sont actuellement fixées par le décret du 6 février 1935. Les dispositions de cette législation ont été complétées par la loi du 10 août 1932 protégeant la main-d'œuvre nationale et qui a pour objet essentiel de permettre la fixation par décrets de la proportion de travailleurs étrangers pouvant être occupés dans les différentes entreprises.

L'efficacité des dispositions ainsi rappelées, qui visent tous les travailleurs et en particulier les travailleurs à domicile s'est trouvée amoindrie, spécialement dans certaines industries, par la pratique suivante : des étrangers qui n'auraient pu obtenir la carte de travailleur se sont établis comme artisans, façonniers le plus souvent. Ils ont pu ainsi, en échappant à la réglementation concernant les travailleurs étrangers, faire à nos ouvriers et à nos artisans une concurrence d'autant plus vive que, par leur origine, ces étrangers ont des conditions de vie inférieures à celles de nos nationaux. Des entreprises qui auraient été dans l'obligation de n'employer qu'un pourcentage déterminé de travailleurs étrangers ont modifié l'organisation de leurs fabrications et au lieu de faire travailler en atelier ont donné leurs travaux à exécuter à des façonniers étrangers au préjudice à la fois des travailleurs français et des entreprises qui se sont strictement conformées à la lettre et à l'esprit des dispositions de la main-d'œuvre nationale.

Au moment où les différentes mesures prises en application de la loi du 8 juin 1935 imposent aux entreprises nationales, soit directement, soit par incidence, de lourds sacrifices que nombre de travailleurs vont être appelés à partager, il apparaît qu'il convient de prévenir la concurrence signalée plus haut qui, en réduisant les possibilités de travail de nos artisans et de nos ouvriers, risque d'accroître la charge des dépenses publiques d'assistance.

Les mesures à prendre à cet effet ne seraient d'ailleurs que la contre-partie

(¹) *J. O.* du 9 août 1935.

du régime fiscal dont bénéficient depuis la loi de finances du 30 juin 1923 les petits artisans qui ont été assimilés pour ainsi dire aux contribuables n'ayant d'autres revenus que ceux qu'ils tirent d'un emploi salarié. Si cette assimilation est moins apparente depuis le décret du 27 décembre 1934 portant codification des impôts directs et taxes assimilées étant donné que l'article 1^{er} de ce décret prévoit dans un même alinéa l'établissement d'un impôt annuel sur les bénéfices des professions commerciales, industrielles et artisanales, elle n'en continue pas moins d'exister. L'article 23 dispose en effet que sont taxés d'après le tarif applicable à la cédule des traitements et salaires et en tenant compte des réductions pour charges de famille que comporte cette cédule, les artisans travaillant chez eux ou au dehors, qui se livrent principalement à la vente du produit de leur propre travail et qui n'utilisent pas d'autre concours que celui de leur femme, de leur père et de leurs enfants et petits-enfants, d'un compagnon et d'un apprenti de moins de 18 ans avec lequel un contrat régulier d'apprentissage a été passé dans les conditions prévues par les articles 1^{er}, 2 et 3 du livre I^{er} du Code du travail.

Le présent décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation a pour objet d'étendre aux artisans étrangers rentrant dans la catégorie visée par l'article 23 du décret du 27 décembre 1934 l'effet des dispositions légales ou réglementaires concernant les travailleurs étrangers. Cette extension comporte certaines modalités justifiées par la situation. Nous signalerons qu'il a paru utile de prévoir pour l'application des dispositions envisagées l'intervention des Chambres de métiers et de la commission instituée par l'article 6 de la loi du 27 décembre 1923 et qui a notamment pour mission d'étudier toutes les questions d'ordre général se rapportant au développement de l'artisanat. En raison des attributions ainsi conférées à cette commission, il a été nécessaire d'en modifier la composition de manière notamment à appeler à en faire partie des représentants des organisations professionnelles d'artisans et des Chambres de métiers. En même temps, l'adjonction d'un membre du Conseil d'Etat et d'un membre de la Cour des Comptes doit avoir comme conséquence d'adapter plus exactement la composition de la commission au rôle dévolu à celle-ci en matière de crédit à l'artisanat.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, du Ministre de l'Intérieur, du Ministre des Finances et du Ministre du Travail;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à prendre par décret toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de la loi du 11 août 1926, qui a modifié et complété le livre II du Code du travail (art. 64, 64 a, 64 b, 64 c et 172), de la loi du 10 août 1932 protégeant la main-d'œuvre nationale, du décret du 6 février 1935 portant réglementation de la délivrance des cartes d'identité destinées aux étrangers, qui visent les travailleurs étrangers, sont applicables, avec les modalités ci-dessous indiquées, aux artisans étrangers rentrant dans la catégorie des artisans qui, suivant les dispositions de l'article 23 du décret du 27 décembre 1934 portant codification des impôts directs et taxes assimilées, sont taxés, pour les bénéfices de leur profession, d'après le tarif applicable à la cédule des traitements et salaires et en tenant compte des réductions pour charges de famille que comporte cette cédule.

ART. 2. — La carte d'identité spéciale que chaque artisan étranger devra posséder pour exercer sa profession portera la mention « artisan » et sera assimilée à tous égards pour l'application des lois du 11 août

1926 et 10 août 1932 et du décret du 6 février 1935, à la carte portant la mention « travailleur ».

Les chambres de métiers créées en application de la loi du 26 juillet 1925 et, le cas échéant, les chambres de métiers des départements recouvrés, seront consultées à l'occasion de la délivrance de la carte.

ART. 3. — Les pénalités de l'article 172, alinéa 1^{er}, du Livre II du Code du travail, sont applicables aux artisans étrangers qui auront contrevenu aux prescriptions des articles 1^{er} et 2 du présent décret.

Les pénalités édictées par l'article 172 du Livre II du Code du travail sont applicables aux chefs d'entreprise qui, à l'occasion de l'emploi de façonniers étrangers, auraient contrevenu aux prescriptions qui précèdent.

ART. 4. — Les décrets qui, par analogie avec la réglementation prévue par la loi du 10 août 1932, limiteront l'occupation d'artisans étrangers, pourront fixer, par métier et par région, le nombre maximum des cartes d'identité qui pourront être délivrées. Ils pourront fixer également, par industrie et par région, la proportion maxima d'artisans étrangers qui pourront être occupés comme façonniers par un chef d'établissement.

Ces décrets seront pris, soit d'office, soit à la demande des chambres de métiers ou des organisations professionnelles d'artisans, lesquelles, en tout état de cause, seront consultées. Pour ces décrets, l'avis de la commission instituée par l'article 6 de la loi du 27 décembre 1923 relative au crédit à l'artisanat est substitué à l'avis du conseil national de la main-d'œuvre prévu par l'article 2 de la loi du 10 août 1932.

ART. 5. — La composition de la commission prévue à l'article 6 de la loi du 27 décembre 1923 est ainsi modifiée :

Le Ministre du Travail, président, ou son représentant;

Deux membres du Sénat;

Trois membres de la Chambre des députés;

Un membre du Conseil d'Etat;

Un membre de la Cour des Comptes;

Le gouverneur de la Banque de France ou son délégué;

Deux fonctionnaires du Ministère du Travail;

Deux fonctionnaires du Ministère des Finances;

Un fonctionnaire du Ministère du Commerce et de l'Industrie;

Un fonctionnaire du Ministère de l'Education nationale;

Deux représentants des chambres de métiers;

Deux représentants des organisations professionnelles d'artisans;

Quatre représentants des sociétés coopératives ou unions de sociétés coopératives d'artisans, dont un représentant des sociétés coopératives d'artisans du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, visées à l'article 2 de la loi du 22 décembre 1928;

Un représentant des unions de sociétés coopératives d'artisans ayant exclusivement pour objet l'accomplissement d'opérations de crédit;

Trois représentants des banques populaires.

Les membres de la commission ainsi modifiée seront nommés par décret pour une durée de trois ans.

ART. 6. — Les pénalités prévues à l'article 8 de la loi du 10 août 1932 sont applicables aux chefs d'établissement qui auront occupé des façonniers étrangers en contravention des prescriptions du présent décret.

ART. 7. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 8. — Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre des Finances et le Ministre du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 8 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,*
PIERRE LAVAL.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,*
LÉON BÉRARD.

Le Ministre de l'intérieur,
JOSEPH PAGANON.

Le Ministre des Finances,
MARCEL RÉGNIER.

Le Ministre du Travail,
L.-O. FROSSARD.

DÉCRET DU 8 AOÛT 1935

fixant la quotité saisissable des traitements et salaires (1).

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Monsieur le Président,

La quotité saisissable des traitements et salaires alloués aux fonctionnaires et agents de l'Etat est, en principe, calculée en fonction du montant brut des traitements et salaires.

Le règlement d'administration publique du 18 avril 1933 fixant les conditions d'application de l'article 76 de la loi du 28 février 1933 instituant une contribution exceptionnelle disposait que, pour les traitements et salaires grevés de saisies-arrêts ou de transports, la portion saisissable ou cessible continuerait d'être calculée sur les traitements et salaires bruts des fonctionnaires sans tenir compte de la contribution exceptionnelle.

Une telle solution, conforme au principe plus haut rappelé, ne présentait pas d'inconvénient en raison de la modicité du montant de la contribution exceptionnelle. Le nouveau sacrifice imposé aux agents de l'Etat par le décret du 16 juillet 1935, instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur l'ensemble des dépenses publiques s'ajoutant au prélèvement antérieur, justifie une modification des règles actuellement établies. S'abstenir de tenir compte de ces réductions successives dans la détermination de la quotité saisissable serait méconnaître l'esprit de l'article 61 du Code du travail dont l'idée directrice a été la fixation d'un « salaire minimum vital ».

Les considérations juridiques ayant conduit à négliger les retenues pour pensions civiles dans l'établissement du traitement de l'intéressé, pour le motif que ces retenues entraînent une contre-partie, le paiement ultérieur d'une allocation viagère, ne sauraient, en effet, recevoir ici leur application.

Nous vous proposons en conséquence de décider que la quotité saisissable des traitements, soldes et salaires des fonctionnaires civils et militaires et

(1) J. O. du 11 août 1935.

ouvriers de l'Etat soit calculée, compte tenu des prélèvements institués par les décrets des 4 avril 1934 et 16 juillet dernier.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 61 et suivants du livre I^{er} du Code du travail;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et du Ministre des Finances;

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Lorsque des salaires, traitements ou soldes sont grevés de saisies-arrêts ou de transports, la portion saisissable ou cessible déterminée conformément à l'article 61 du Livre I^{er} du Code du travail est calculée sur les traitements et salaires bruts des fonctionnaires civils et sur les soldes nettes des militaires après déduction des prélèvements effectués en conformité des décrets des 4 avril 1934 et 16 juillet 1935.

ART. 2. — Pour apprécier si, au regard des articles 63 et suivants du Livre I^{er} du Code du travail, les émoluments sont ou non supérieurs à 15.000 francs par an, les salaires, appointements et traitements bruts des fonctionnaires civils ainsi que les soldes nettes des militaires devront être comptés pour leur intégralité sans tenir compte des prélèvements édictés par les décrets ci-dessus visés des 4 avril 1934 et 16 juillet 1935.

ART. 3. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

ART. 4. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 5. — Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 8 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,*

PIERRE LAVAL,

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,*

LÉON BÉRARD.

Le Ministre des Finances,

MARCEL RÉGNIER.

DÉCRET DU 28 OCTOBRE 1935
modifiant le régime des assurances sociales ⁽¹⁾.

(EXTRAIT.)

TITRE II.

Charges de famille.

ART. 14. —

§ 7. — Les droits accordés aux salariés, par le titre présent, ne peuvent avoir pour conséquence de réduire les avantages dont ils peuvent bénéficier en vertu des dispositions légales sur les allocations familiales.

DÉCRET DU 30 OCTOBRE 1935
modifiant les dispositions du livre IV du Code du travail concernant les élections aux Conseils de prud'homme ⁽²⁾.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Monsieur le Président,

La loi du 14 janvier 1933 concernant l'élection des membres des tribunaux de commerce prévoit, dans son article 8, cinquième alinéa, que « les candidats aux fonctions de membres des tribunaux de commerce ou des Chambres consultatives des arts et manufactures et des Conseils de prud'hommes se feront connaître à la préfecture du département huit jours au moins avant celui d'un des deux scrutins ».

Par ailleurs, le troisième alinéa de l'article 31 du titre I^{er} du livre IV du Code du travail relatif à la juridiction des Conseils de prud'hommes dispose que les élections se font toujours un dimanche, le deuxième tour de scrutin devant avoir lieu le dimanche suivant.

Il est apparu que l'application stricte des dispositions susvisées de l'article 8 de la loi du 14 janvier 1933 et de l'article 31 du livre IV du Code du travail ne permet à aucun conseiller prud'homme de se présenter au second tour s'il n'a pas fait une déclaration de candidature avant le premier tour, ce qui aboutit à la suppression de nouvelles candidatures entre les deux tours de scrutin.

Cet inconvénient provient évidemment du défaut d'harmonie entre la disposition relative aux déclarations de candidature aux Conseils de prud'hommes, introduite incidemment dans la loi du 14 janvier 1933 sur les élections consulaires, et la législation organique sur les Conseils de prud'hommes, suivant laquelle les deux tours de scrutin ne sont séparés que par un intervalle d'une semaine, alors que l'intervalle est de deux semaines pour les élections consulaires permettant ainsi les déclarations de candidatures entre les deux tours huit jours au moins avant le second.

Le projet de décret-loi ci-joint a pour but de remédier à ce défaut d'harmonie, en prévoyant que les deux tours de scrutin pour les élections aux Conseils de prud'hommes, qui ne sont actuellement séparés que par un intervalle d'une semaine, seront séparés par un intervalle de deux semaines, comme les scrutins pour les tribunaux consulaires. Une disposition modificative a été insérée à cet effet dans l'article 31 du livre IV du Code du travail.

Nous avons l'honneur de soumettre ce projet de décret à votre haute approbation.

(1) J. O. du 31 octobre 1935.

(2) J. O. du 31 octobre 1935.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, du Ministre de l'Agriculture et du Ministre du Travail;

Vu l'alinéa 4 de l'article 8 de la loi du 14 janvier 1933 relative à l'élection des membres des tribunaux de commerce ainsi conçu : « Les candidats aux fonctions de membres des tribunaux de commerce, des Chambres de commerce ou des Chambres consultatives des arts et manufactures et des Conseils de prud'hommes se feront connaître à la préfecture du département huit jours au moins avant celui d'un des deux scrutins »;

Vu le titre I^{er} du livre IV du Code du travail sur la juridiction prud'homale et notamment le troisième alinéa de l'article 31 ainsi conçu : « Les élections se font toujours un dimanche, le deuxième tour de scrutin a lieu le dimanche suivant »;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à prendre par décret toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ajouté au Livre IV du Code du travail, sous le numéro 29 a, un article ainsi conçu :

« Art. 29 a. — Les candidats aux fonctions de membres des Conseils de prud'hommes se feront connaître à la Préfecture du département huit jours au moins avant celui d'un des deux scrutins.

« Les déclarations de candidature font connaître la section et la catégorie du Conseil à laquelle elles se rapportent.

« Elles doivent être faites par écrit, signées par le ou les candidats qu'elles concernent et dûment légalisées. Il en sera donné récépissé. Les candidatures déclarées seront immédiatement affichées à la Préfecture par les soins de l'autorité administrative qui les fera également afficher dans les locaux où aura lieu le vote.

« Dans chaque catégorie, les bulletins au nom de candidats qui n'auraient pas fait la déclaration prévue ci-dessus seront nuls et n'entreront pas en compte dans le calcul de la majorité. »

ART. 2. — L'alinéa 3 de l'article 31 du Livre IV du Code du travail est ainsi modifié :

« Les élections se font toujours un dimanche. Si la désignation n'a pas été obtenue au premier tour, un scrutin de ballottage aura lieu quinze jours après. »

ART. 3. — Les mots « et des Conseils de prud'hommes » sont supprimés au 5^{me} paragraphe de l'article 8 de la loi du 14 janvier 1933 relative à l'élection des membres des tribunaux de commerce.

ART. 4. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 5. — Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, le Ministre de l'Agriculture et le Ministre du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 octobre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,*

PIERRE LAVAL.

Le Ministre du Travail,

L.-O. FROSSARD.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,*

LÉON BÉRARD.

Le Ministre de l'Agriculture,

PIERRE CATHALA.

DÉCRET DU 30 OCTOBRE 1935

suspendant la faculté d'accorder des heures supplémentaires (1).

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Monsieur le Président,

Les heures supplémentaires doivent être réduites au minimum, sinon supprimées, en cas de crise de chômage, afin d'inciter les employeurs à occuper, de préférence, des chômeurs. Une loi du 8 avril 1935 a donné au Ministre du Travail le droit de suspendre l'utilisation par les employeurs du crédit d'heures supplémentaires qui leur est ouvert par les décrets déterminant les conditions d'application aux diverses catégories d'établissements industriels et commerciaux, des dispositions légales relatives à la durée du travail. Il a été fait usage de cette faculté pour l'ensemble des industries et pour certaines catégories d'autres établissements.

Mais, en dehors des dérogations à la durée légale du travail, le Code du travail autorise les employeurs à suspendre, dans certains cas, le repos hebdomadaire de leur personnel.

L'emploi des travailleurs le jour du repos hebdomadaire est de même nature que leur emploi au delà de la limite légale de durée journalière. Dans l'un et l'autre cas, ce sont des heures supplémentaires et les mêmes restrictions doivent s'appliquer.

La restriction des dérogations au repos hebdomadaire s'impose d'autant plus qu'elles n'ont guère été modifiées depuis que la loi du 13 juillet 1906 a introduit l'obligation générale du repos hebdomadaire dans notre législation.

Auparavant, le repos hebdomadaire n'était obligatoire que pour les enfants et les femmes et encore seulement dans les établissements industriels. L'extension de cette obligation, d'une part, aux hommes adultes dans les établissements industriels, d'autre part, à l'ensemble du personnel dans les établissements commerciaux, parut à l'époque une innovation hardie, et le législateur, pour la faire accepter, crut devoir inscrire dans la loi de multiples et larges exceptions.

Aujourd'hui, après trente ans d'expérience, l'opposition qu'avait rencontrée la loi dans ses premières années d'application n'existe plus. Le repos hebdomadaire est entré dans les mœurs et n'est plus contesté dans l'industrie et le commerce. D'autre part, à l'usage, beaucoup des dérogations qui avaient été prévues se sont révélées, les unes inutiles, les autres trop larges. Certaines n'ont même pas joué depuis des années. Elles subsistent néanmoins dans le Code du travail, et il est loisible aux employeurs de les utiliser, même si elles ne répondent pas à un véritable besoin.

La nécessité de reviser ces dérogations est donc apparue, et un de mes prédécesseurs a saisi de la question le Conseil supérieur du Travail où, comme on le sait, les diverses professions sont représentées, d'une part par des délégués patronaux élus par les Chambres de commerce et des délégués ouvriers élus par leurs syndicats; d'autre part, par des patrons et des ouvriers élus par les Conseils de prud'hommes.

La Commission permanente du Conseil, puis le Conseil, ont procédé à un examen approfondi de l'affaire, et sont arrivés à un accord sur presque tous les points.

C'est cet accord que consacre le projet de décret qui vous est soumis. Les dispositions qui y figurent ont toutes été adoptées par le Conseil, la plupart à l'unanimité; les autres à une large majorité formée de représentants des deux éléments patronal et ouvrier.

Elles constituent la mise au point indispensable de notre législation sur le repos hebdomadaire. Elles rendront impossibles la plupart des abus auxquels celle-ci, dans son texte actuel, pourrait donner lieu. Certaines déroga-

(1) J. O. du 31 octobre 1935.

tions sont supprimées purement et simplement, les autres ont été considérablement réduites ou soumises à des conditions plus strictes.

C'est le résultat de transactions dans lesquelles patrons et ouvriers se sont efforcés de concilier les intérêts légitimes de l'activité industrielle et commerciale avec la nécessité d'assurer le repos hebdomadaire à tous les travailleurs, et la possibilité de donner du travail au plus grand nombre d'entre eux.

C'est à ce point de vue, comme moyen de diminuer le nombre des chômeurs, que le projet de décret ci-joint paraît rentrer dans les prévisions de la loi du 8 juin 1935.

Si vous en approuvez les dispositions, je vous serais reconnaissant de vouloir bien le revêtir de votre signature.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et du Ministre du Travail;

Vu le livre II du Code du Travail;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 34, 36, 38, 39, 40, 41, 42, 45, 46, 47 et 49 du Livre II du Code du travail sont modifiés comme suit :

« Art. 34. — Lorsqu'il est établi que le repos simultané le dimanche, de tout le personnel d'un établissement serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement, le repos peut être donné soit toute l'année, soit à certaines époques de l'année seulement ou bien :

- a. Un autre jour que le dimanche à tout le personnel de l'établissement;
- b. Du dimanche midi au lundi midi;
- c. Le dimanche après-midi avec un repos compensateur d'une journée par roulement et par quinzaine;
- d. Par roulement à tout ou partie du personnel.

Les autorisations nécessaires doivent être demandées conformément aux prescriptions des articles ci-après. Elles ne pourront être accordées que pour une durée limitée.

« Art. 36. — L'autorisation accordée à un établissement en vertu de l'article 35 pourra être étendue aux établissements de la même localité, faisant le même genre d'affaires, s'adressant à la même clientèle, et compris dans la même classe de patente, une fraction d'établissement ne pouvant, en aucun cas, être assimilée à un établissement.

Lorsqu'un établissement veut bénéficier de l'extension ci-dessus visée, il doit adresser une demande, à cet effet, au préfet du département.

Les autorisations accordées en vertu de l'article 35 à plusieurs ou à la totalité des établissements d'une même localité faisant le même genre d'affaires, s'adressant à la même clientèle et compris dans la même classe de patente peuvent être toutes retirées, lorsque la demande en est faite au préfet par la majorité des établissements intéressés.

Le préfet statue sur les demandes formées en vertu du présent article, après avoir procédé aux consultations prévues à l'article 36, par un arrêté motivé qu'il notifie dans la huitaine aux établissements intéressés. »

« Art. 38. — Sont admis de droit à donner le repos hebdomadaire par roulement les établissements appartenant aux catégories suivantes :

- 1° (Sans changement.)

- 2° (Sans changement.)
- 3° (Sans changement.)
- 4° Hôpitaux, hospices, asiles, maisons de retraite et d'aliénés, dispensaires, maisons de santé, pharmacies.
- 5° (Sans changement.)
- 6° (Sans changement.)
- 7° Entreprises de location de chaises, de moyens de locomotion.
- 8° (Sans changement.)
- 9° Entreprises de transport par terre autres que les chemins de fer.
- 10° (Sans changement.)
- 11° (Sans changement.)
- 12° Entreprises d'émission et de réception de télégraphie sans fil.

Un règlement d'administration publique énumère la nomenclature des industries comprises dans les catégories figurant sous les n°s 10 et 11, ainsi que les autres catégories d'établissements qui peuvent bénéficier du droit de donner le repos hebdomadaire par roulement.

« Art. 39. — Un règlement d'administration publique déterminera les modalités d'application du repos hebdomadaire, dans les usines à feu continu ou à marche continue, aux spécialistes occupés aux fabrications ou opérations continues. Les repos auxquels ces spécialistes auraient droit pourront être en partie différés sous réserve que, dans une période donnée, le nombre de repos de vingt-quatre heures consécutives soit toujours au moins égal à celui des semaines comprises dans ladite période et que chaque ouvrier ait le plus possible de repos le dimanche.

« Le règlement d'administration publique énumérera les fabrications ou opérations auxquelles s'applique cette dérogation et déterminera, pour chacune d'elles, la durée maxima de la période visée ci-dessus.

« Art. 40. — En cas de travaux urgents, dont l'exécution immédiate est nécessaire pour organiser des mesures de sauvetage, pour prévenir des accidents imminents ou réparer des accidents survenus au matériel, aux installations ou aux bâtiments de l'établissement, le repos hebdomadaire peut être suspendu pour le personnel nécessaire à l'exécution des travaux urgents.

« Cette faculté de suspension s'applique, non seulement aux ouvriers de l'entreprise où les travaux urgents sont nécessaires, mais aussi à ceux d'une autre entreprise faisant les réparations pour le compte de la première. Dans cette seconde entreprise, chaque ouvrier doit jouir d'un repos compensateur d'une durée égale au repos supprimé. Il en est de même pour les ouvriers de la première entreprise préposés habituellement au service d'entretien et de réparation. »

Les dérogations prévues par le présent article ne sont pas applicables aux enfants de moins de dix-huit ans et aux femmes.

« Art. 41. — Dans tout établissement industriel ou commercial qui a le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, ce repos peut être réduit à une demi-journée pour les personnes employées à la conduite des générateurs et des machines motrices, au graissage et à la visite des transmissions, au nettoyage des locaux industriels, aux soins à donner aux chevaux, et généralement à tous les travaux d'entretien qui doivent être faits nécessairement le jour du repos collectif et qui sont indispensables pour éviter un retard dans la reprise normale du travail.

« Au cas où le repos hebdomadaire a été réduit en vertu du paragraphe précédent, un repos compensateur doit être donné à raison d'une journée entière pour deux réductions d'une demi-journée. »

La dérogation prévue par le présent article n'est pas applicable aux enfants de moins de dix-huit ans et aux femmes.

« Art. 42. — Un règlement d'administration publique déterminera les établissements de vente de denrées alimentaires au détail où le repos pourra être donné le dimanche à partir de midi avec un repos compensateur, par roulement et par semaine, d'une autre après-midi pour les employés âgés de moins de vingt et un ans logés chez leurs patrons, et par roulement et par quinzaine, d'une journée entière pour les autres employés.

« Art. 45. — L'emploi de travailleurs le jour du repos hebdomadaire aux travaux de chargement et de déchargement dans les ports, débarcadères et stations est autorisé dans les mêmes cas et sous les mêmes conditions que leur durée du travail peut être prolongée pour les mêmes travaux en vertu des décrets déterminant les conditions d'application des dispositions légales relatives à la durée du travail.

« Art. 46. — Un règlement d'administration publique déterminera les industries ne fonctionnant que pendant une partie de l'année dans lesquelles le repos hebdomadaire de leur personnel pourra être en partie différé dans les conditions prévues par l'article 39 pour les usines à feu continu ou à marche continue, sous réserve que chaque travailleur bénéficiera au minimum de deux jours par mois, autant que possible le dimanche.

Un règlement d'administration publique déterminera les catégories d'établissements qui n'ouvrent qu'une partie de l'année, tels que les hôtels et restaurants de certaines stations balnéaires ou villes d'eaux, auxquels pourra être appliquée la même dérogation.

« Art. 47. — Les industries traitant des matières périssables ou ayant à répondre à certains moments à un surcroît extraordinaire de travail et qui seront déterminées par un règlement d'administration publique, pourront suspendre le repos hebdomadaire de leur personnel deux fois au plus par mois et sans que le nombre de ces suspensions dans l'année soit supérieur à six.

« Les heures de travail ainsi effectuées le jour du repos hebdomadaire seront considérées comme heures supplémentaires et imputées sur le crédit d'heures supplémentaires prévu par les décrets déterminant les conditions d'application des dispositions légales relatives à la durée du travail.

« Art. 49. — Dans les établissements de l'Etat ainsi que dans ceux où sont exécutés des travaux pour le compte de l'Etat et dans l'intérêt de la défense nationale, le repos hebdomadaire pourra être temporairement suspendu par les ministres intéressés. »

ART. 2. — Il est inséré dans l'article 41 du livre II du Code du travail l'article 41 *a* ci-après :

« Art. 41 *a*. — Les gardiens et concierges des établissements industriels et commerciaux auxquels le repos hebdomadaire ne peut être donné doivent avoir un repos compensateur.

« La dérogation prévue par le présent article n'est pas applicable aux enfants de moins de 18 ans et aux filles mineures. »

ART. 3. — L'article 43 du livre II du Code du travail est abrogé.

ART. 4. — Il est inséré après l'article 48 du livre II du Code du travail l'article 48 *bis* ci-après :

« Art. 48 *bis*. — Les règlements d'administration publique prévus par les articles 39, 42, 46, 47, 48 seront pris dans les mêmes conditions que

celles qui sont prévues par l'article 7 pour les règlements qui déterminent les conditions d'application des dispositions légales relatives à la durée du travail. »

ART. 5. — Les dispositions du présent décret auront effet au 1^{er} décembre 1935.

ART. 6. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 7. — Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et le Ministre du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 30 octobre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,*
PIERRE LAVAL.

Le Ministre du Travail,
L.-O. FROSSARD.

DÉCRET DU 30 OCTOBRE 1935

réalisant diverses simplifications en matière d'enregistrement ⁽¹⁾.

.....
ART. 7. — L'article 271 du Code du timbre est complété par la disposition suivante :

« Sont également dispensées de l'obligation du timbre, les pièces de toute nature dont la production est nécessaire pour l'obtention des allocations familiales servies par les employeurs, les caisses de compensations ou autres institutions constituées entre chefs d'entreprise en vue de répartir entre eux les charges résultant du service des allocations familiales. »
.....

ART. 11. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 12. — Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

(1) J. O. du 31 octobre et rectificatif au J. O. du 7 novembre 1935.

DÉCRET DU 30 OCTOBRE 1935

*modifiant le titre II du livre III du Code du travail,
relatif aux sociétés ouvrières de production* ⁽¹⁾.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Monsieur le Président,

En raison de la haute valeur sociale que présentent les sociétés coopératives ouvrières de production, les pouvoirs publics se sont attachés à faciliter le développement de ces institutions dans lesquelles les travailleurs associés occupés dans l'entreprise, participent à la gestion et aux bénéfices de celle-ci. C'est ainsi que la loi du 18 décembre 1915, dont les dispositions sont aujourd'hui codifiées dans le livre III du Code du travail, a prévu l'attribution aux sociétés coopératives ouvrières de production d'avances de l'Etat à un taux réduit d'intérêt.

Dans un autre ordre d'idées, le décret du 1^{er} octobre 1931 a réservé le quart des lots des adjudications et marchés de l'Etat pour être attribué, au prix moyen des autres lots adjugés ou attribués, aux sociétés coopératives ouvrières de production de la profession inscrites sur une liste dressée par le Ministre du Travail.

Les conditions auxquelles doivent satisfaire les sociétés coopératives ouvrières de production, en ce qui concerne leur constitution et leur fonctionnement, sont actuellement fixées par la loi du 18 décembre 1915 dont les dispositions ont été incorporées au livre III du Code du travail.

Sur un certain nombre de points, les dispositions légales en vigueur ne donnent pas pleine satisfaction aux principes coopératifs. La commission instituée auprès du Ministère du Travail pour la répartition des encouragements de l'Etat aux sociétés coopératives ouvrières de production a d'ailleurs adopté, en ce qui concerne la constitution et le fonctionnement des sociétés susceptibles de bénéficier de ces encouragements, une jurisprudence qui s'est inspirée plus étroitement des règles de la coopération.

Au moment où les sociétés coopératives ouvrières de production se trouvent appelées à participer aux travaux compris dans le plan des grands travaux contre le chômage, dans les conditions prévues par le décret du 1^{er} octobre 1931 susvisé dont les dispositions ont été étendues à tous les travaux compris dans le plan quelle que soit la collectivité qui les fait exécuter, il a paru qu'il convenait de modifier certaines des dispositions légales en vigueur de manière à ne réserver les avantages accordés aux sociétés coopératives ouvrières de production qu'aux seules sociétés dont la constitution et le fonctionnement sont entièrement conformes aux principes coopératifs.

L'objet essentiel du décret ci-dessous est d'adapter à ces principes, la législation actuellement en vigueur.

A cette occasion, il a paru qu'il convenait d'introduire dans la législation sur les sociétés coopératives ouvrières de production, des dispositions relatives à la constitution d'unions de sociétés coopératives ouvrières de production. Actuellement les seules unions de sociétés coopératives ouvrières de production prévues par la loi sont des sociétés coopératives ouvrières de crédit. La possibilité qui serait donnée aux sociétés coopératives ouvrières de production de constituer des unions de sociétés, placerait la coopération ouvrière sur le même pied que la coopération de consommation, la coopération agricole et la coopération artisanale. La constitution d'unions de sociétés coopératives ouvrières de production aurait, en particulier, pour conséquence de faciliter la participation de celle-ci à des travaux qui, par leur importance, dépassent les possibilités d'une seule société.

Mais en même temps qu'on soumet les sociétés coopératives ouvrières de production à un régime plus strict inspiré des principes coopératifs, il apparaît qu'il convient de protéger ces sociétés contre la concurrence d'entreprises

(1) J. O. du 30 octobre 1935.

qui peuvent prendre une dénomination susceptible de créer une confusion avec les sociétés coopératives ouvrières de production. Aussi le décret prévoit-il l'interdiction pour toute entreprise qui ne satisfait pas aux prescriptions du livre III du Code du travail, de prendre la dénomination de société coopérative ouvrière de production ou toute autre dénomination susceptible de créer une confusion avec les sociétés coopératives ouvrières de production.

Par ailleurs, le décret prévoit que les sociétés coopératives ouvrières de production et unions de sociétés coopératives ouvrières de production devront se soumettre au contrôle des agents désignés par le Ministre du Travail à qui elles auront à fournir toutes les justifications utiles tendant à prouver qu'elles fonctionnent conformément aux prescriptions du livre III du Code du travail.

Nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation le projet de décret dont l'objet a été sommairement exposé ci-dessus.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, du Ministre des Finances et du Ministre du Travail;

Vu l'article unique de la loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Vu le titre II (Des sociétés coopératives ouvrières de production ou de crédit) du livre III du Code du travail;

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33 et 34 du livre III du Code du travail sont modifiés ou complétés ainsi qu'il suit :

« **Art. 27.** — Les sociétés coopératives ouvrières de production ont pour but l'exercice en commun de la profession des associés pour l'entreprise de travaux, pour la vente des objets fabriqués ou travaillés par eux ou produits par leur exploitation.

Les sociétés coopératives ouvrières de production peuvent constituer entre elles des unions pour l'achat en commun des matières premières, matériaux et matériel dont elles se servent, pour l'exécution de travaux, pour les opérations de crédit ou pour tout autre but intéressant les sociétés adhérentes. Ces unions ne peuvent admettre comme sociétaires que des sociétés coopératives ouvrières de production ou d'autres unions de sociétés coopératives ouvrières, des fédérations de sociétés coopératives ouvrières de production, des œuvres de prévoyance ou d'assistance créées par lesdites sociétés ou fédérations ou des membres des sociétés coopératives ouvrières de production.

« **Art. 28.** — Les sociétés ouvrières de production et les unions de sociétés coopératives ouvrières de production sont constituées sous l'une des formes déterminées par les titres I^{er} et II de la loi du 24 juillet 1867 combinés avec le titre III de la même loi. Toutefois, les sociétés coopératives doivent comprendre au moins sept personnes appartenant soit comme ouvriers à l'industrie exercée dans l'entreprise sociale, soit comme employés permanents à l'entreprise elle-même.

« **Art. 29.** — L'administration et la disposition des biens des sociétés coopératives ouvrières de production appartiennent à l'assemblée générale à laquelle tous les sociétaires ont le droit de participer. Quel que soit le nombre des parts sociales dont il est titulaire, chaque sociétaire ne pourra disposer à titre personnel, dans les assemblées générales, que d'une seule voix.

L'assemblée générale peut déléguer pour six ans au plus tout ou partie de ses pouvoirs à des administrateurs choisis parmi les membres de la société. Elle peut révoquer les pouvoirs ainsi délégués. Dans le cas où les sociétés comprennent un certain nombre de sociétaires n'étant ni

ouvriers de l'industrie, ni employés permanents de l'entreprise, les deux tiers au moins des membres du conseil d'administration doivent être pris statutairement parmi les sociétaires ouvriers de l'industrie ou employés de l'entreprise. Les sociétaires professionnels doivent d'ailleurs se réserver la faculté de rembourser au fur et à mesure de leurs ressources les parts appartenant à ceux des sociétaires qui ne sont ni ouvriers de l'industrie ni employés de l'entreprise.

Ces dispositions sont applicables aux unions de sociétés. Toutefois, dans les unions, le nombre de voix attribué aux sociétés adhérentes pourra être proportionné au montant des opérations faites par celles-ci avec l'union.

« Art. 30. — Les excédents nets résultant de la gestion, pour chaque exercice, des sociétés coopératives ouvrières de production sont répartis de telle sorte qu'une fraction au moins égale à 25 p. 100 du montant de ces excédents et qui ne soit pas inférieure au montant du dividende alloué au capital soit attribuée à l'ensemble des travailleurs, sociétaires ou non, occupés dans l'entreprise sociale, pour être répartie entre eux au prorata des salaires touchés ou du temps de travail fourni au cours de l'exercice.

Toutefois, les statuts des sociétés qui, à titre exceptionnel et pour les besoins de l'entreprise, sont appelées à recourir à l'emploi d'auxiliaires peuvent prévoir que ceux de ces auxiliaires qui n'auront pas travaillé dans l'entreprise pendant un mois au moins au cours d'un exercice annuel ne participeront pas aux excédents de gestion. La part qui serait revenue à ces travailleurs sera affectée aux réserves.

Les sociétaires qui ne sont ni ouvriers de l'industrie, ni employés permanents de l'entreprise ne peuvent recevoir sur les excédents de gestion qu'un intérêt sur le montant libéré de leurs parts, intérêt qui est fixé par les statuts et qui ne peut dépasser 6 p. 100.

Dans les unions de sociétés coopératives ouvrières de production, il ne peut être alloué au capital qu'un intérêt prélevé sur les excédents de gestion de chaque exercice dont le taux fixé par les statuts n'excèdera pas 6 p. 100.

« Art. 31. — En cas de liquidation d'une société coopérative ouvrière de production ou d'une union de sociétés coopératives ouvrières de production, l'actif net qui subsiste après paiement du passif, restitution des apports et, s'il y a lieu, distribution des répartitions différées, est dévolu par l'assemblée générale au fonds de dotation des sociétés coopératives ouvrières de production et de crédit, à une ou plusieurs coopératives, à un groupement de coopératives, à une collectivité administrative ou à toute œuvre d'intérêt général ou professionnel ne poursuivant pas un but lucratif.

En cas de retraite, démission, exclusion d'un sociétaire, celui-ci ne peut prétendre qu'à la reprise de ses apports, déduction faite, le cas échéant, de sa contribution proportionnelle aux dettes sociales. Il en est de même des ayants droit d'un sociétaire décédé.

« Art. 32. — Les sociétés coopératives de crédit sont celles qui se proposent d'effectuer des opérations de crédit, soit avec des sociétés coopératives ouvrières de production, soit avec des unions de sociétés coopératives ouvrières de production, soit avec des fédérations de ces sociétés ou avec des œuvres de prévoyance ou d'assistance créées par des sociétés ou fédérations de sociétés coopératives ouvrières de production.

« Art. 33. — Elles sont constituées sous les formes prévues par les articles précédents pour les unions de sociétés coopératives ouvrières de production.

« Art. 34. — Elles doivent répondre aux conditions suivantes :

1° N'effectuer d'opérations de banque que pour le compte de sociétés coopératives ouvrières de production, d'unions de sociétés coopératives ouvrières de production, de fédérations de ces sociétés et des œuvres de prévoyance et d'assistance créées par celles-ci;

2° Ne consentir de prêts ou ouvertures de crédit qu'aux sociétés coopératives ouvrières de production et unions de ces sociétés. »

ART. 2. — Les dispositions des articles 35, 36, 37, 39, 40, 41, 42, 43, 45 et 46 du livre III du Code du travail sont applicables aux unions de sociétés coopératives ouvrières de production visées à l'article 27 du livre III du Code du travail, dans la mesure où ces dispositions visent les sociétés coopératives ouvrières de production. Un décret rendu sur la proposition des Ministres du Travail et des Finances apportera au texte de ces articles les modifications de forme nécessaires.

ART. 3. — Toute société coopérative ouvrière de production ou union de sociétés coopératives ouvrières de production, doit indiquer dans son titre, ainsi que dans sa publicité et dans tous documents émanant d'elle, la nature de ses opérations, ainsi que la profession commune des sociétaires lorsqu'il s'agit d'une société coopérative ouvrière.

Aucune entreprise ne peut se servir dans sa dénomination, sa publicité, les marques, conditionnement et emballages de produits fabriqués ou manutentionnés par elle, les documents de quelque nature émanant d'elle, de l'expression « coopérative ouvrière » ou d'une expression quelconque susceptible de créer une confusion ou une assimilation entre elle et une coopérative ouvrière de production si elle ne satisfait pas aux règles posées par le livre III, titre II, du Code du travail.

ART. 4. — Toutes les coopératives ouvrières de production ou unions de sociétés coopératives ouvrières de production sont tenues, indépendamment des obligations imposées à toutes les sociétés et spécialement de celles qui résultent de la législation fiscale, de fournir à toute réquisition des agents de contrôle désignés par le Ministre du Travail toutes justifications utiles tendant à prouver qu'elles fonctionnent conformément aux prescriptions du livre III du Code du travail.

ART. 5. — Les dispositions de l'article 3 ci-dessus sont applicables à compter du 1^{er} janvier 1936.

ART. 6. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 7. — Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, le Ministre des Finances et le Ministre du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 30 octobre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,*

PIERRE LAVAL.

*Le Ministre des Finances,
Marcel RÉGNIER.*

*Le Ministre du Travail,
L.-O. FROSSARD.*

DÉCRET DU 30 OCTOBRE 1935

relatif aux associations agricoles et à certaines personnes exerçant des professions connexes à l'agriculture ()*.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Monsieur le Président,

Le projet de décret que nous avons l'honneur de vous soumettre a pour but d'apporter des précisions dont l'expérience a montré la nécessité sur la situation d'un certain nombre d'associations agricoles et de certaines personnes exerçant des professions connexes à l'agriculture vis-à-vis de la loi du 11 mars 1932 sur les allocations familiales, qui a été insérée dans le titre III, chapitre V, du livre I^{er} du Code du travail.

Il fait rentrer dans la catégorie des professions agricoles dont la situation doit être réglée dans le décret prévu par l'article 74 j de la loi les diverses personnes ou institutions agricoles qu'il énumère.

L'assimilation ainsi établie est conforme à celle qui a été admise déjà pour l'application de la législation des accidents du travail par les articles 1^{er} et 2 étendant aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail de la loi du 30 avril 1926 modifiant et complétant la loi du 15 décembre 1922 ainsi que par la loi du 30 avril 1930 sur les assurances sociales. Elle tient compte des desiderata exprimés par les Chambres d'agriculture et par les grandes associations agricoles ainsi que par la commission spéciale instituée au Ministère de l'Agriculture en vue de préparer un avant-projet de règlement d'administration publique pour l'application à l'agriculture de la loi du 11 mars 1932.

La nécessité de dissiper toute incertitude sur la situation des associations agricoles et des personnes visées dans le présent projet de décret au point de vue de la législation sur les allocations familiales nous a semblé s'imposer au moment où il devient de plus en plus urgent de favoriser par une meilleure organisation professionnelle de l'agriculture la reprise de l'activité économique dans nos campagnes, indispensable elle-même à la défense du franc.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, du Ministre du Travail et du Ministre de l'Agriculture;

Vu le chapitre V intitulé « Des allocations familiales », inséré dans le titre III du livre I^{er} du Code du travail par la loi du 11 mars 1932 et notamment l'article 74 j de cette loi;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Au point de vue de l'application de l'article 74 j de la loi du 11 mars 1932 (livre I^{er}, titre III, du professions agricoles sont définies :

1° Par l'article 2 de la loi du 15 juillet 1914, étendant tions
dents du travail;

2° Par les lois des 15 décembre 1922 (article
(articles 1^{er} et 2), portant application

(*) J. O. du 31 octobre 1935.

exploitations agricoles de quelque nature qu'elles soient, ainsi qu'aux exploitations d'élevage, de dressage, d'entraînement, aux haras, aux entreprises de toute nature, aux bureaux, aux dépôts ou magasins de vente se rattachant à des syndicats ou exploitations agricoles lorsque l'exploitation agricole constitue le principal établissement, aux sociétés coopératives agricoles, aux sociétés d'intérêt collectif et aux sociétés agricoles diverses, définies par l'article 22 de la loi du 5 août 1920 et subséquentes, aux sociétés à cadre coopératif, dites fruitières, aux caisses mutuelles d'assurances agricoles constituées conformément à la loi du 4 juillet 1900, ou au titre de la loi du 1^{er} avril 1898 et de la loi du 30 avril 1930 sur les assurances sociales, aux caisses mutuelles de crédit agricole, aux associations syndicales des propriétaires formées conformément à la loi du 21 juin 1865;

3° Par la loi du 16 avril 1930, complétant l'article 22 de la loi du 5 août 1920, qui, en admettant notamment les Chambres d'agriculture à bénéficier de prêts du crédit agricole, classe leurs employés dans les professions agricoles;

4° Par l'article 2 de la loi du 15 décembre 1922, assimilant aux ouvriers agricoles ceux qui, n'étant pas petits patrons, sont occupés par des entrepreneurs ou des particuliers à l'entretien et à la mise en état des jardins;

5° Par l'article 72 de la loi du 5 avril 1928, modifié par les lois des 5 août 1929 et 30 avril 1930, classant notamment dans les professions agricoles les artisans ruraux visés par l'article 9 du décret du 9 février 1921 et les entrepreneurs de battage ou de travaux agricoles, adhérents ou non d'un syndicat agricole.

A titre transitoire, en attendant que des caisses de compensation agricoles soient créées, les employeurs des diverses catégories professionnelles visées ci-dessus auront la faculté d'adhérer à une caisse de compensation agréée par le Ministre du Travail, en application du règlement d'administration publique du 14 mars 1933, relatif aux professions industrielles, commerciales ou libérales. Lorsque, dans une région, les allocations familiales seront appliquées à la catégorie d'exploitations agricoles les concernant, les employeurs des professions visées ci-dessus devront obligatoirement adhérer à une caisse agricole, même si, au préalable, ils avaient adhéré à une caisse interprofessionnelle.

ART. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 3. — Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, le Ministre du Travail et le Ministre de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 30 octobre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,*
Pierre LAVAL.

Le Ministre du Travail,
L.-O. FROSSARD.

Le Ministre de l'Agriculture,
Pierre CATHALA.

DÉCRET DU 5 JANVIER 1935

*fixant la date d'application de la loi du 11 mars 1932
sur les allocations familiales à de nouvelles catégories professionnelles* (¹).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail :

Vu la loi du 11 mars 1932 sur les allocations familiales, modifiant les titres III et V du livre I^{er} du Code du travail ;

Vu notamment l'article 74 h du chapitre V du titre III du livre I^{er} du Code du travail, ainsi conçu :

« Postérieurement à la publication du règlement d'administration publique prévu à l'article

des professions et des régions intéressées détermineront les délais dans lesquels les dispositions du présent chapitre entreront en vigueur dans les diverses professions ou catégories professionnelles, ou dans une même profession ou catégorie professionnelle, pour certaines régions, ou même pour certains employeurs n'occupant qu'un nombre limité d'ouvriers et d'employés » ;

Vu l'article 13 du décret du 14 mars 1933 portant règlement d'administration publique pour l'application aux professions industrielles, commerciales et libérales, de la loi du 11 mars 1932 ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 1^{er} novembre 1934 relatif à la consultation des organisations patronales en vue de déterminer les délais de mise en vigueur de la loi dans un certain nombre d'industries ;

Vu les réponses des syndicats patronaux intéressés ;

Vu les avis des Commissions locales des allocations familiales ;

Vu l'avis de la Commission supérieure des allocations familiales,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — La date de mise en application de la loi du 11 mars 1932 est fixée au 1^{er} avril 1935 dans les catégories professionnelles ressortissant aux numéros ci-après de la Nomenclature des industries et professions de la Statistique générale de la France :

Marchand de poissons de mer en gros et mareyeurs (partie du n° 6.244 du sous-groupe 6 Ad).

Marchand en gros d'essences et d'eaux parfumées ou médicinales, marchand d'eau de menthe (partie du n° 6.346 du sous-groupe 6 Ag).

Bibliothèques de gare (partie du n° 6.37 du sous-groupe 6 Ah).

Messageries de la presse (partie du n° 6.374 du sous-groupe 6 Ah).

Teinturiers-dégraisseurs, magasins intermédiaires (n° 6.548 du sous-groupe 6 Aj).

Etablissements de bains (n° 8.1 du groupe 8 A).

ART. 2. — Le Ministre du Travail est chargé d'assurer l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 5 janvier 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

PAUL JACQUIER.

(¹) J. O. du 12 janvier 1935.

DÉCRET DU 21 JANVIER 1935 (1)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les pharmacies vendant au détail, situées dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise.

ART. 2. — La proportion de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans chaque établissement ou partie d'établissement et pour chacune des catégories ci-après, est fixée comme suit par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans l'établissement, la partie d'établissement ou la catégorie :

	DÉPARTEMENT DE LA SEINE.	DÉPARTEMENT de Seine-et-Oise.
	—	—
1 ^{re} catégorie. — Personnel technique (chimistes, biologistes, préparateurs).	Jusqu'à 14 techniciens : 20 p. 100 dès l'application du décret; 10 p. 100 trois mois après. Pour la partie de l'effectif excédant 14 techniciens : 5 p. 100.	1 p. 100.
2 ^e catégorie. — Autres personnels non spécialisés (vendeurs, vendeuses, manutentionnaires, conditionneuses, caissières, etc.).	Jusqu'à 20 employés : 5 p. 100. Pour la partie de l'effectif excédant 20 employés : 1 p. 100.	1 p. 100.

ART. 3. — Pour le calcul des proportions fixées à l'article précédent, sont compris les travailleurs momentanément absents pour repos hebdomadaire, congés, maladies ou repos de l'équipe à laquelle ils appartiennent.

ART. 4. — Lorsque l'application du pourcentage autorisé ne donnera pas un nombre entier, ce nombre sera porté au nombre immédiatement supérieur lorsque la fraction sera égale ou supérieure à 0,5. Il sera

ramené au nombre entier immédiatement inférieur lorsque la fraction sera inférieure à 0,5.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel*.

ART. 6. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

.....

DÉCRET DU 28 JANVIER 1935 ⁽¹⁾

*limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie
de la chapellerie de la région parisienne*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

Vu le décret du 23 avril 1933 fixant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être occupés dans l'industrie de la chapellerie dans les départements de Seine, Seine-Oise et Seine-et-Marne;

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont modifiés comme suit et pour les travaux ci-après, les pourcentages fixés par l'article 2 du décret du 23 avril 1933 susvisé :

Chapeaux de dames :

Dresseurs, ouvriers pédalistes : 33 p. 100;

Ouvriers au plateau, apprêteurs : 20 p. 100 six mois après l'application du présent décret.

Casquettes, bonnets et bérêts non feutrés, chapeaux piqués :

Coupeurs : 33 p. 100; 25 p. 100 six mois après l'application du présent décret.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret seront applicables immédiatement après sa publication au *Journal officiel*.

.....

(1) *J. O.* du 6 février 1935.

DÉCRET DU 28 JANVIER 1935 (1)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de l'Oise.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés dans le département de l'Oise par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiments, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima des travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel occupé dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés dans ces entreprises.

Les mêmes proportions devront être observées pour la partie de l'effectif de l'entreprise ou des professions considérées qui est occupé sur chacun des chantiers, ateliers et autres lieux de travail, situés en dehors du siège de l'entreprise, lorsque cette partie atteint ou dépasse les effectifs minima fixés dans la dernière colonne du tableau (2).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel* et n'auront effet que jusqu'au 1^{er} janvier 1936.

.....

(1) J. O. du 6 février 1935.

(2) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

TABEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics situées dans le département de l'Oise.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.	MINIMUM EXIGÉ DE TRAVAILLEURS pour que la même proportion soit applicable dans chacun des ateliers et chantiers et autres locaux de travail situés en dehors du siège de l'entreprise.
I. <i>Entreprises de terrassement.</i> — Chef de chantier, cabot terrassier, puisatier, mineur-boiseur, dresseur et poseur de rails, batteur de pieux, etc.	30 p. 100 dès l'application du décret. 30 p. 100 trois mois après. 15 p. 100 six mois après cette application.	25
II. a. <i>Entreprises de maçonnerie.</i> — Maçon limousinant, garçon limousinant, garçon maçon, bardeur, garçon de relais, poseur, scieur de pierre tendre, pinceur travailleur de pierre au chantier, ravaleur, briqueteur, aide-briqueteur, applicateur d'enduit métallique, enduiseur, mouchetiqueur, tourneur de treuil, gardien de nuit, gardien de rue, etc.	95 p. 100 dès l'application du décret. 15 p. 100 trois mois après.	20
b. <i>Entreprises de travaux en ciment.</i> — Compagnon cimentier, garçon cimentier.	30 p. 100 dès l'application du décret. 20 p. 100 trois mois après.	20
III. <i>Entreprises de serrurerie, construction métallique e charpente en fer :</i>		
a. <i>Entreprises de serrurerie et construction métallique.</i> — Traceur et chef d'équipe, forgeron d'atelier, frappeur, serrurier, ajusteur, ferreur, perceur, reproducteur, poinçonneur, cisailleur, riveur, manœuvre, homme de ville, poseur de sonnettes et de cordons mécaniques, rampistes, etc.	10 p. 100 dès l'application du décret. 5 p. 100 trois mois après.	15
b. <i>Entreprises de charpentes en fer.</i> — Chef d'équipe levageur, charpentier-levageur, grillageur.	10 p. 100 dès l'application du décret. 5 p. 100 trois mois après.	15
IV. <i>Entreprises de charpentes en bois.</i> — Charpentier qualifié.	5 p. 100	10
V. a. <i>Entreprises de menuiserie.</i> — Menuiserie, parqueteur, etc.	<i>Idem.</i>	10
b. <i>Entreprises de parquets.</i> — Replanisseur de parquets.	<i>Idem.</i>	10
VI. <i>Entreprises de chauffage</i> spécialiste, aide-monteur, etc.	30 p. 100 dès l'application du décret. 20 p. 100 trois mois après.	"
VII. a. <i>Entreprises de peinture.</i> — Peintre en bâtiment, peintre en décors, colleurs fournissant les outils, fileur ou peintre en lettres, enduiseur.	10 p. 100 dès l'application du décret. 5 p. 100 trois mois après.	"
b. <i>Entreprises de ravalement.</i> — Badigeonneur, échaufdeur, peintre pour ravalement, etc.	5 p. 100	"
c. <i>Entreprises de vitrerie.</i> — Vitrier, etc.	<i>Idem.</i>	"
VIII. <i>Entreprises de miroiterie.</i> — Premier ouvrier chef de chantier, second ouvrier qualifié, etc.	20 p. 100 dès l'application du décret. 15 p. 100 trois mois après.	"

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.	MINIMUM EXIGÉ DE TRAVAILLEURS pour que la même proportion soit applicable dans chacun des ateliers et chantiers et autres locaux de travail situés en dehors du siège de l'entreprise.
IX. Entreprises de pavage et granit. — a. Compagnon paveur en pierre ou en bois, dresseur, aide-paveur et manutentionnaire de dépôt, piqueur de grès ou de granit, etc.	30 p. 100 dès l'application du décret. 20 p. 100 trois mois après.	"
b. <i>Entreprises d'asphalte.</i> — Ouvrier tireur de râteau, jointeur, pilonneur, rouleur, manœuvre, etc.	<i>Idem.</i>.....	"
c. <i>Entreprises de bitume de travaux publics.</i> — Bitumeur, applicateur d'asphalte coulé, garçon applicateur et verseur, etc.	<i>Idem.</i>.....	"
d. <i>Entreprises de béton de travaux publics.</i> — Bétonneur, metteur en forme, aide-bétonneur.	<i>Idem.</i>.....	"
X. Entreprises de marbrerie du bâtiment et marbrerie funéraire. — Ouvrier marbrier et polisseur qualifié sachant travailler sur plans, ouvrier marbrier polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier, etc.	20 p. 100 dès l'application du décret. 15 p. 100 trois mois après.	"
XI. Entreprises de couverture, plomberie, gaz, canalisation sanitaire. — Compagnon plombier, couvreur, zingueur, gazier, aide-plombier, couvreur-zingueur et gazier, gardien de rue, etc.	10 p. 100	"
XII. Entreprises de fontaines. — Ajusteur, fontainier, plombier, poseur de fonte, aide-plombier, poseur de fonte, maçon fontainier, aide-maçon fontainier, manœuvre ou garde de trappe, etc.	<i>Idem.</i>.....	"
XIII. Entreprises de démolition. — Chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon, etc.	30 p. 100 dès l'application du décret. 20 p. 100 trois mois après.	"
XIV. Entreprises de carton-pierre et staff. — Architecturier faisant la maquette, mouleur, poseur de staff et de carton-pierre, estampeur, staffeur, etc.	10 p. 100	"
XV. Entreprises de stuc. — Compositeurs de stuc, stucateur, polisseur de stuc, aide-stucateur, etc.	10 p. 100 dès l'application du décret. 5 p. 100 trois mois après.	"
XVI. Entreprises d'électricité du bâtiment. — Monteur électricien spécialisé en téléphone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonneries), aide-monteur électricien, etc.	50 p. 100	"
XVII. Professions diverses :		
a. Coupeurs et sertisseurs en vitraux.....	<i>Idem.</i>.....	"
b. Sculpteurs de bâtiment.....	<i>Idem.</i>.....	"
c. Parquets sans joint (applicateur).....	25 p. 100 dès l'application du décret. 20 p. 100 trois mois après.	"
XVIII. Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus. — Dessinateurs, commis dessinateurs, commis de chantier, métreurs en bâtiment, ingénieur.	5 p. 100	

DÉCRET DU 28 JANVIER 1935 (*)

*limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie
de la papeterie du département de l'Isère.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de l'Isère, par les établissements ou parties d'établissement où s'effectuent tous travaux concernant l'industrie du papier et du carton.

ART. 2. — La proportion de travailleurs de nationalité étrangère susceptible d'être occupée dans chaque établissement ou partie d'établissement ou pour chacune des catégories ci-après, est fixée comme suit par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans l'établissement, la partie d'établissement ou la catégorie :

CATÉGORIES.

TAUX.

Cantons de Domène, Goncelin, Saint-Laurent-du-Pont, Vienne, Nord.

Conducteurs de machines, ouvriers spécialisés et employés de bureau	{ 35 p. 100 dès l'application du décret. 30 p. 100 un an après.
Manœuvres	{ 32 p. 100 dès l'application du décret. 25 p. 100 un an après.
Trieuses et paqueteuses	{ 35 p. 100 dès l'application du décret. 30 p. 100 un an après.

Le reste du département :

Conducteurs de machines, ouvriers spécialisés et employés de bureau	{ 25 p. 100 dès l'application du décret. 20 p. 100 un an après.
Manœuvres	20 p. 100 dès l'application du décret.
Trieuses et paqueteuses	{ 25 p. 100 dès l'application du décret. 20 p. 100 un an après (*).

ART. 5.
mois après son insertion au Journal officiel.

(*) J. O. du 6 février 1935.

(2) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

DÉCRET DU 28 JANVIER 1935 ⁽¹⁾

*limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie hôtelière
du littoral de l'Océan.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les hôtels, cafés, restaurants et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place, ainsi que dans les parties d'établissement répondant à la définition ci-dessus, et situés dans les communes assujetties à la taxe de séjour des départements énumérés ci-après :

Charente-Inférieure, Gironde, Landes, Loire-Inférieure.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée à 20 p. 100 de l'ensemble du personnel et à 15 p. 100 trois mois après la mise en application du présent décret.

En outre, cette proportion ne pourra, pour chacune des catégories ci-après, dépasser 15 p. 100 de l'ensemble des travailleurs compris dans ladite catégorie :

Première catégorie :

Directeurs et sous-directeurs à compétence générale;

Chef de réception;

Chef de personnel;

Chef concierge;

Chef de renseignements;

Chef caissier;

Chef comptable;

Chef contrôleur;

Chef de bureau;

Premiers maîtres d'hôtel;

Chefs d'équipe de garçons;

Chef caviste;

Chef barman;

Gérants de limonade;

Chefs d'économat;

Gouvernantes;

Cheffesse lingère;

Chefs d'étage;

Chef standardiste;

Chef de courrier;

Chefs de vestiaire.

Deuxième catégorie :

Personnel de la salle et, dans les hôtels, personnel des étages et personnel du vestibule.

⁽¹⁾ J. O. du 6 février 1935.

Dans les établissements occupant plus de 40 ouvriers et employés, la proportion est fixée à 10 p. 100 pour la première catégorie ⁽¹⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 28 JANVIER 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de la Somme.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés dans le département de la Somme par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou d'ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent les travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima des travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées à l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel occupé dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où des proportions ont été fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés dans ces entreprises ⁽²⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel* et n'auront effet que jusqu'au 1^{er} octobre 1935.

⁽¹⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

⁽²⁾ *J. O.* du 6 février 1935.

TABIEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics situées dans le département de la Somme.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
I. <i>Entreprises de terrassement.</i> — Chef de chantier, cabot, terrassier, puisatier-mineur boiseur, dresseur, poseur de rails, batteurs de pieux, etc.....	20 p. 100 dès l'application du décret. 15 p. 100 trois mois après.
II. a. <i>Entreprises de maçonnerie.</i> — Maçon limousinant, garçon limousinant, garçon maçon, bardeur, garçon de relais, poseur, scieur de pierres au chantier, ravaleur, briqueteur, aide-briqueteur, applicateur d'enduit métallique, enduiseur mouchetiqueur, tourneur de treuil, gardien de nuit, gardien de rue, etc.....	Idem.
b. <i>Entreprises de travaux en ciment.</i> — Compagnon cimentier, garçon cimentier.....	Idem.
III. <i>Entreprises de serrurerie, construction métallique et charpente en fer :</i>	
a. <i>Entreprises de serrurerie et construction métallique.</i> — Traceur et chef d'équipe, forgeron d'atelier, frappeur, serurier, ajusteur, ferreur, perceur, reproducteur poinçonneur et cisailleur, riveur, manoeuvre, homme de ville, poseur de sonnettes et de cordons mécaniques, rampistes, etc.....	10 p. 100 dès l'application du décret. 5 p. 100 trois mois après.
b. <i>Entreprises de charpentes en fer.</i> — Chef d'équipe levageur, charpentier levageur, grillageur.....	Idem.
IV. <i>Entreprises de charpentes en bois.</i> — Charpentier qualifié.....	5 p. 100.
V. a. <i>Entreprises de menuiserie.</i> — Menuisier, parqueteur.....	Idem.
b. <i>Entreprises de parquets.</i> — Replannisseur de parquets.....	10 p. 100.
VI. a. <i>Entreprises de fumisterie de bâtiment.</i> — Compagnon fumiste en bâtiment, garçon fumiste, tôlier fumiste, aide-tôlier fumiste, etc.....	Idem.
b. <i>Entreprises de fumisterie industrielle.</i> — Compagnon briqueteur, fumiste industriel, aide-fumiste, briqueteur industriel.....	Idem.
VII. <i>Entreprises de chauffage (bâtiments).</i> — Monteur spécialiste, aide-monteur, etc..	Idem.
VIII. a. <i>Entreprises de peinture.</i> — Peintre en bâtiment, peintre en décors, colleur colleur fournissant les outils, fileur, ou peintre en lettres, enduiseur, etc.....	15 p. 100.
b. <i>Entreprises de ravalement.</i> — Badigeonneur, échafaudeur, peintre pour ravalement, etc.....	Idem.
c. <i>Entreprises de vitrerie.</i> — Vitrier.....	Idem.
IX. <i>Entreprises de miroiterie.</i> — Premier ouvrier chef de chantier, second ouvrier qualifié.....	Idem.
X. a. <i>Entreprises de pavage et de granit.</i> — Compagnon paveur en pierre ou en bois dresseur, aide-paveur, manutentionnaire de dépôt, piqueur de grès ou granit, etc.....	20 p. 100 dès l'application du décret. 15 p. 100 trois mois après.
b. <i>Entreprises d'asphalte.</i> — Ouvrier tireur de rateau, pointeur, pilonneur, rouleur, manoeuvre, etc.....	Idem.
c. <i>Entreprises de bitume de travaux publics.</i> — Bitumeur, applicateur d'asphalte, garçon applicateur et verseur.....	Idem.
d. <i>Entreprises de béton de travaux publics.</i> — Bétonnier (metteur en forme), aide-bétonnier.....	Idem.
XI. <i>Entreprises de marbrerie du bâtiment et marbrerie funéraire.</i> — Ouvrier marbrier polisseur qualifié sachant travailler sur plans, ouvrier marbrier polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier, etc.....	30 p. 100.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
XII. <i>Entreprises de couverture, plomberie, gaz, canalisation sanitaire.</i> — Compagnon plombier, couvreur-zingueur gazier, aide-plombier couvreur-zingueur et gazier, gardien de rue, etc.....	10 p. 100.
XIII. <i>Entreprises de fontaines.</i> — Ajusteur-fontainier, plombier, poseur de fonte, aide-plombier poseur de fonte, maçon fontainier, aide-maçon fontainier, manœuvre ou garde-trappe, etc.....	<i>Idem.</i>
XIV. <i>Entreprises de démolition.</i> — Chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon, etc.	30 p. 100.
XV. <i>Entreprises de carton-pierre et staff.</i> — Architecturier faisant la maquette, mouleur, poseur de staff et de carton-pierre, estampeur, staffeur, etc.....	10 p. 100.
XVI. <i>Entreprises de stuc.</i> — Compositeur de stuc, stucateur, polisseur de stuc, aide stucateur	<i>Idem.</i>
XVII. <i>Entreprises d'électricité du bâtiment.</i> — Monteur électricien spécialisé en téléphone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonneries), aide-monteur électricien, etc.	<i>Idem.</i>
XVIII. — <i>Professions diverses :</i>	
a. Coupeurs et sertisseurs en vitraux.....	5 p. 100.
b) Sculpteurs de bâtiment.....	<i>Idem.</i>
c. Parquets sans joint (applicateur).....	30 p. 100 dès l'application du décret. 15 p. 100 trois mois après.
XIX. <i>Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus.</i> — Dessinateurs, commis dessinateurs, commis de chantiers, métreurs en bâtiment, ingénieurs.....	5 p. 100.

DÉCRET DU 31 JANVIER 1935 (*)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de manutention et de transit de la ville d'Hendaye (Basses-Pyrénées).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les ateliers, chantiers, magasins, entrepôts et bureaux des entreprises de manutention et de transit de la ville d'Hendaye (Basses-Pyrénées), que ces entreprises soient exploitées d'une façon indépendante ou comme dépendances d'autres entreprises.

(*) J. O. du 9 février 1935.

ART. 2. — La proportion de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les entreprises visées à l'article 1^{er} du présent décret est fixée comme suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans chaque catégorie :

Employés de bureaux : 15 p. 100;
Le reste du personnel : 20 p. 100 ⁽¹⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables dans un délai d'un mois à partir de la publication du décret au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 31 JANVIER 1935 ⁽²⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie du bâtiment et des travaux publics dans le département des Alpes-Maritimes.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés dans le département des Alpes-Maritimes, par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture-plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décorations, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassements, pavage, ravalement et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiment, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima des travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel occupé dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés dans ces entreprises ⁽¹⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel*.

.....

⁽¹⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

⁽²⁾ J. O. du 9 février 1935.

..

TABEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics situées dans le département des Alpes-Maritimes.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS	
	dès l'application du décret.	un an après.
	p. 100.	p. 100.
I. <i>Entreprises de terrassement.</i> — Chef de chantier, cabot, terrassier, puisatier-mineur, boiseur, dresseur et poseur de rails, batteur de rails, etc.....	35	30
II. a. <i>Entreprises de maçonnerie.</i> — Maçon limousinant, garçon limousinant et garçon maçon, bardeur, garçon de relais, poseur, scieur de pierre tendre, pinceur, travailleur de pierre au chantier, ravaleur, briqueteur, applicateur d'enduit métallique, enduiseur mouchetiqueur, tourneur de treuil.....	30	25
h. <i>Entreprises de travaux en ciment.</i> — Compagnon cimentier, garçon cimentier.....	30	25
III. a. <i>Entreprises de serrurerie et construction métallique.</i> — Traceur et chef d'équipe, forgeron d'atelier, frappeur, serrurier-ajusteur, ferreur, perceur, reproducteur, poinçonneur et cisailleur, riveur, homme de ville, poseur de sonnettes et de cordons mécaniques, rampiste, etc.....	15	10
Manœuvres	10	5
b. <i>Entreprises de charpente en fer.</i> — Chef d'équipe levageur, charpentier, levageur, grillageur	15	10
IV. <i>Entreprises de charpentes en bois.</i> — Charpentier qualifié.....	10	8
V. a. <i>Entreprises de menuiserie.</i> — Menuisier, parqueteur, etc.....	15	10
b. <i>Entreprises de parquets.</i> — Replanisseur de parquets, etc.....	15	10
VI. a. <i>Entreprises de fumisterie de bâtiment.</i> — Compagnon fumiste en bâtiment, garçon fumiste, tôlier fumiste, aide-tôlier fumiste.....	40	30
b. <i>Entreprises de fumisterie industrielle.</i> — Compagnon briqueteur fumiste industriel, aide-fumiste briqueteur industriel, etc.....	40	30
VII. <i>Entreprises de chauffage (bâtiment).</i> — Monteur spécialiste, aide-monteur, etc....	30	25
VIII. a. <i>Entreprises de peinture.</i> — Peintre en bâtiment, peintre en décors, colleur, colleur fournissant les outils, fileur ou peintre en lettres, enduiseur	15	10
b. <i>Entreprises de ravalement.</i> — Badigeonneur, échafauteur, peintre pour ravalement etc.	15	10
c. <i>Entreprises de vitrerie.</i> — Vitriers, etc.....	15	10
IX. <i>Entreprises de miroiterie.</i> — Premier ouvrier chef de chantier, second ouvrier qualifié, etc.....	15	10
X. a. <i>Entreprises de pavage et granit.</i> — Compagnon paveur en pierre ou en bois, dresseur, aide-paveur et manutentionnaire de dépôt, piqueur de grès ou granit, etc....	30	25
b. <i>Entreprises d'asphalte.</i> — Ouvrier tireur de rateau, jointeur, pilonneur, rouleur manœuvre, etc.....	30	25
c. <i>Entreprises de bitume de travaux publics.</i> — Bitumeur applicateur d'asphalte coulé, garçon applicateur et verseur, etc.....	30	25
d. <i>Entreprises de béton de travaux publics.</i> — Bétonnier, metteur en forme, aide-bétonnier	30	25
XI. <i>Entreprises de marbrerie du bâtiment et marbrerie funéraire.</i> — Ouvrier marbrier et polisseur qualifié sachant travailler sur plans, ouvrier marbrier polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier, etc.....	30	25

ENTREPRISES ET EVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS	
	dès l'application du décret.	un an après.
	p. 100.	p. 100.
XII. <i>Entreprises de mosaïque et carrelage.</i> — a. Compagnon mosaïste d'atelier pouvant faire tout le travail qui se présente et travaillant toute matière.....	50	25
b. Compagnon mosaïste de chantier pouvant faire le sol et l'élévation, petit compagnon mosaïste ne pouvant faire que le sol.....	30	25
c. Manœuvre mosaïste, garçon carreleur, faïencier qualifié, compagnon carreleur, faïencier	30	25
d. Graniteurs	30	25
XIII. <i>Entreprises de couverture, plomberie, gaz, canalisation sanitaire.</i> — a. Compagnon plombier, couvreur-zingueur et gazier, aide-plombier, couvreur-zingueur et gazier, etc.....	10	5
b. Gardiens	5	5
XIV. <i>Entreprises de fontaines.</i> — Ajusteur fontainier, plombier, poseur de fonte maçon fontainier, manœuvre ou garde-trappe, etc.....	10	15
XV. <i>Entreprises de démolition.</i> — Chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon démolisseur, etc.....	30	25
XVI. <i>Entreprises de carton-pierre et staff.</i> — Architecturier faisant la maquette, mouleur poseur de staff et de carton-pierre, estampeur, staffeur, etc.....	20	15
XVII. <i>Entreprises de stuc.</i> — Compositeur de stuc, stucateur, polisseur de stuc, aide stucateur, etc.....	20	15
XVIII. <i>Entreprises d'électricité du bâtiment.</i> — Monteur électricien spécialisé au télé phone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonneries), aide-monteur électricien, etc.....	10	5
XIX. <i>Professions diverses :</i>		
a. Coupeur et sertisseur en vitraux.....	15	10
b. Sculpteur de bâtiment.....	15	10
c. Parquet sans joint (applicateur).....	15	10
d. Gardien de chantier dans toutes entreprises.....	5	5
XX. <i>Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus.</i> — Dessinateur, commis-dessinateur, commis de chantiers, mètreur en bâtiment, ingénieur, etc.....	5	5

DÉCRET DU 31 JANVIER 1935 (1)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie du bâtiment et des travaux publics dans le département des Basses-Pyrénées.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent

(1) J. O. du 9 février 1935.

les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés, dans le département des Basses-Pyrénées, par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture-plomberie, zinguerie, serrurerie, charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiments, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — La proportion maxima des travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus, est fixée ainsi qu'il suit :

A. — *Chantiers d'altitude des vallées d'Aspe et d'Ossau* : 40 p. 100.

B. — *Reste du département* :

Entreprises de terrassement	25 p. 100	} dès l'application du décret.
Entreprises de maçonnerie	25 —	
Autres entreprises	15 —	
Entreprises de terrassement	20 p. 100	} à partir du 1 ^{er} avril 1935.
Entreprises de maçonnerie	20 —	
Autres entreprises	10 —	

Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel occupé dans chaque entreprise⁽¹⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel* et n'auront effet que jusqu'au 1^{er} janvier 1936.

DÉCRET du 31 JANVIER 1935⁽²⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de la Manche.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent

⁽¹⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

⁽²⁾ J. O. du 9 février 1935.

les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés dans le département de la Manche par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, stoff, carton-pierre, couverture-plomberie, zinguerie, serrurerie, charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiments, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima des travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées dans l'article 1^{er} ci-

Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel occupé dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de cette profession occupés dans ces entreprises.

Les mêmes proportions devront être observées pour la partie de l'effectif de l'entreprise ou des professions considérées qui est occupé sur chacun des chantiers, ateliers et autres lieux de travail, situés en dehors du siège de l'entreprise, lorsque cette partie atteint ou dépasse les effectifs minima fixés dans la dernière colonne du tableau (').

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel* et n'auront effet que jusqu'au 1^{er} janvier 1936.

(') Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

TABEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics situées dans le département de la Manche.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS		MINIMUM EXIGÉ DE TRAVAILLEURS pour que la même proportion soit applicable dans chacun des ateliers et chantiers et autres locaux de travail situés en dehors du siège de l'entreprise.
	des l'application du décret.	un mois après.	
	p. 100.	p. 100.	
I. <i>Entreprises de terrassement.</i> — Chef de chantier cabot, terrassier, puisatier-mineur, boiseur, dresseur et poseur de rails, batteurs de pieux.....	10	5	25
II. a. <i>Entreprises de maçonnerie.</i> — Maçon limousinant garçon limousinant et garçon maçon, bardeur, garçon, de relais, poseur, scieur de pierre tendre, pinceur, travailleur de pierre au chantier, ravaleur, briqueur, aide-briqueur, applicateur d'enduit métallique, enduiseur, mouchetiqueur, tourneur de treuil, gardien de nuit, gardien de rue, etc.....	10	5	20
b. <i>Entreprises de travaux en ciment.</i> — compagnon cimentier, garçon cimentier.....	10	5	20
III. <i>Entreprises de serrurerie, construction métallique et charpente en fer :</i>			
a. <i>Entreprises de serrurerie et constructions métalliques.</i> — Traceur et chef d'équipe, forgeron d'atelier, trappeur, serrurier, ajusteur, ferreur, perceur, reproduiteur, poinçonneur et cisailleur, riveur, manoeuvre, homme de ville, poseur de sonnettes et de cordons mécaniques, rampistes, etc.....	5	2	15
b. <i>Entreprises de charpentes en fer.</i> — Chef d'équipe levageur, charpentier levageur, grillageur.....	5	2	10
IV. <i>Entreprises de charpentes en bois.</i> — Charpentier qualifié.....	5	2	10
V. a. <i>Entreprises de menuiserie.</i> — Menuisier, parqueteur, etc.....	5	2	10
b. <i>Entreprises de parquets.</i> — Replanissage de parquets.....	5	2	10
VI. <i>Entreprises de fumisterie de bâtiment.</i> — Compagnon fumiste en bâtiment, garçon fumiste, tôlier fumiste, aide-tôlier fumiste, etc.....	5	2	"
b. <i>Entreprises de fumisterie industrielle.</i> — Compagnon briqueur fumiste industriel, aide-fumiste briqueur industriel, etc.....	5	2	"
VII. <i>Entreprises de chauffage de bâtiments.</i> — Monteur spécialiste, aide-monteur, etc.....	5	2	"
VIII. a. <i>Entreprises de peinture.</i> — Peintre en bâtiment, peintre en décors, colleur, colleur fournissant les outils, fileur ou peintre en lettres, enduiseur, etc.....	5	2	"
b. <i>Entreprises de ravalement.</i> — Badigeonneur, échafauder, peintre pour ravalement, etc.....	5	2	"
c. <i>Entreprises de vitrerie.</i> — Vitriers, etc.....	5	2	"
IX. <i>Entreprises de miroiterie.</i> — Premier ouvrier chef de chantier, second ouvrier qualifié.....	5	2	"

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS		MINIMUM EXIGÉ DE TRAVAILLEURS pour que la même proportion soit applicable dans chacun des ateliers et chantiers et autres locaux de travail situés en dehors du siège de l'entreprise.
	dès l'application du décret.	un mois après.	
	p. 100.	p. 100.	
X. a. <i>Entreprises de pavage et granit.</i> — Compagnon paveur en pierre ou en bois, dresseur, aide-paveur et manutentionnaire de dépôt, piqueur de grès ou granit, etc.....	5	2	"
b. <i>Entreprises d'asphalte.</i> — Ouvrier tireur de râteau-pointeur, pilonneur, rouleur, manœuvre, etc.....	5	2	"
c. <i>Entreprises de bitume et de travaux publics.</i> — Bitu mineur, applicateur d'asphalte coulé, garçon applicateur et verseur, etc.....	5	2	"
d. <i>Entreprises de béton et travaux publics.</i> — Bétonnier metteur en forme, aide-bétonnier.....	5	2	"
XI. <i>Entreprises de marbrerie du bâtiment et marbrerie funéraire.</i> — Ouvrier marbrier et polisseur qualifié sachant travailler sur plans, ouvrier marbrier, polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier.....	5	2	"
XII. <i>Entreprises de mosaïque et carrelage :</i>			
a. Compagnon mosaïste d'atelier pouvant faire tout le travail qui se présente et travaillant toutes matières.	5	2	
b. Compagnon mosaïste de chantier pouvant faire le sol et l'élévation, petit compagnon mosaïste ne pouvant faire que le sol.....	5	2	"
c. Manœuvre mosaïste, garçon carreleur, faïencier qualifié, compagnon carreleur faïencier.....	5	2	"
d. Graniteurs.....	5	2	"
XIII. <i>Entreprises de couverture, plomberie, gaz, canalisation sanitaire.</i> — Compagnon plombier, couvreur-zingueur, couvreur-zingueur et gazier, aide-plombier, couvreur-zingueur et gazier, gardien de rue, etc....	5	2	"
XIV. <i>Entreprises de fontaines.</i> — Ajusteur fontainier, plombier, poseur de fonte, aide-plombier poseur de fonte, maçon fontainier, aide-maçon fontainier, manœuvre ou garde-trappe, etc.....	5	2	"
XV. <i>Entreprises de démolition.</i> — Chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon, etc.....	5	2	"
XVI. <i>Entreprises de carton-pierre et staff.</i> — Architecturier faisant la maquette, mouleur, poseur de staff et de carton-pierre, estampeur, staffeur, etc.....	5	2	"
XVII. <i>Entreprises de stuc.</i> — Compositeur de stuc, stucateur, polisseur de stuc, aide-stucateur, etc....	5	2	"
XVIII. <i>Entreprises d'électricité du bâtiment.</i> — Monteur électricien, spécialisé en téléphone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonneries), aide-monteur électricien, etc.....	5	2	"
XIX. <i>Professions diverses :</i>			
a. Coupeurs et sertisseurs en vitraux.....	5	2	"
b. Sculpteurs de bâtiment.....	5	2	"
c. Parquets sans joint (applicateur).....	5	2	"
XX. <i>Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus.</i> — Dessinateurs, commis-dessinateurs, commis de chantiers, métteurs en bâtiment, ingénieurs, etc.....	5	2	"

DÉCRET DU 31 JANVIER 1935 (1)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie du bâtiment et des travaux publics dans le département des Pyrénées-Orientales.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés, dans le département des Pyrénées-Orientales, par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture-plomberie, zinguerie, serrurerie, charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiments, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima des travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel occupé dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés dans ces entreprises (2).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel* et n'auront effet que jusqu'au 1^{er} janvier 1936.

.....

(1) *J. O.* du 9 février 1935.

(2) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

TABIEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics situées dans le département des Pyrénées-Orientales.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS	
	dès l'application du décret.	six mois après.
	p. 100.	p. 100.
I. Entreprises de terrassement.....	30	25
II. a. Entreprises de maçonnerie.....	30	25
b. Entreprises de travaux en ciment.....	30	25
III. Entreprises de serrurerie; construction métallique et charpente en fer.....	15	10
IV. Entreprises de charpentes en bois.....	15	10
V. Entreprises de menuiserie.....	15	10
VI. Entreprises de fumisterie.....	30	20
VII. Entreprises de chauffage.....	15	10
VIII. a. Entreprises de peinture.....	15	10
b. Entreprises de ravalement.....	30	20
c. Entreprises de vitrerie.....	15	10
IX. Entreprises de miroiterie.....	15	10
X. a. Entreprises de pavage et granit.....	20	15
b. Entreprises de bitume et travaux publics.....	20	15
c. En reprises de béton et travaux publics.....	20	15
XI. Entreprises de marbrerie du bâtiment et marbrerie funéraire.....	25	20
XII. Entreprises de pose de mosaïques et carrelages.....	20	20
XIII. Entreprises de couverture-plomberie, gaz, canalisation sanitaire.....	15	10
XIV. Entreprises de fontaines.....	15	10
XV. Entreprises de démolition.....	30	20
XVI. Entreprises de carton-pierre et staff.....	20	15
XVII. Entreprises de stuc.....	20	15
XVIII. Entreprises d'électricité.....	10	"
XIX. Professions diverses :		
a. Sculpteurs de bâtiment.....	30	20
b. Parquets sans joint.....	30	20
c. Manœuvres dans toutes professions.....	30	25
XX. Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus : dessinateurs, commis-dessinateurs, commis de chantiers, métreurs en bâtiment, ingénieurs.....	5	"

DÉCRET DU 31 JANVIER 1935 (1)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de la Vendée.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés, dans le département de la Vendée, par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiments, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima des travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel occupé dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés dans ces entreprises (2).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel* et n'auront effet que jusqu'au 1^{er} janvier 1936.

.....

(1) J. O. du 9 février 1935.

(2) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

TABLEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics situées dans le département de la Vendée.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
	p. 100.
I. <i>Entreprises de terrassement.</i> — Chef de chantier, cabot, terrassier, puisatier-mineur boiseur, dresseur et poseur de rails, batteurs de pieux, etc.....	5
II. <i>Entreprises de maçonnerie.</i> — Maçon limousinant, garçon limousinant et garçon maçon, bardeur, garçon de relais, poseur, scieur de pierre, pinceur, travailleur de pierre au chantier, ravaleur, briqueteur, aide-briqueteur, applicateur d'enduit métallique, enduiseur mouchetiqueur, tourneur de treuil, gardien de nuit, gardien de rue, etc.....	3
Entreprises de travaux en ciment. — Compagnon cimentier, garçon cimentier.....	3
III. <i>Entreprises de serrurerie et construction métallique.</i> — Traceur et chef d'équipe, forgeron d'atelier, frappeur, serrurier-ajusteur, ferreur, perceur, reproducteur, poinçonneur et cisailleur, riveur, manœuvre, homme de ville, poseur de sonnettes et cordons métalliques, rampistes.....	3
Entreprises de charpente en fer. — Chef d'équipe levageur, charpentier levageur, grillageur	3
IV. <i>Entreprises de charpente en bois.</i> — Charpentier qualifié.	3
V. a. <i>Entreprises de menuiserie.</i> — Menuisier, parqueteur, etc.....	3
b. <i>Entreprises de parquets</i> — Replanisseur de parquet.....	3
VI. a. <i>Entreprises de fumisterie, bâtiment.</i> — Compagnon fumiste en bâtiment, garçon fumiste, tôle fumiste, aide-tôlier, fumiste, etc.....	2
b. <i>Entreprises de fumisterie industrielle.</i> — Compagnon briqueteur, fumiste industriel, aide-briqueteur fumiste industriel, etc.....	2
VII. <i>Entreprises de chauffage (bâtiment).</i> — Monteur spécialiste, aide-monteur, etc....	2
VIII. a. <i>Entreprises de ravalement.</i> — Badigeonneur, échafaudeur, peintre pour ravalement, etc.....	3
b. <i>Entreprises de peinture.</i> — Peintre en bâtiment, peintres en décors, colleur ournissant les outils, fileurs ou peintre en lettres, enduiseur, etc.....	3
c. <i>Entreprises de vitrerie.</i> — Vitrier, etc.....	3
IX. <i>Entreprises de miroiterie.</i> — Premier ouvrier chef de chantier, second ouvrier qualifié, etc.....	3
X. a. <i>Entreprises de pavage et granit.</i> — Compagnon paveur en pierre ou en bois, dresseur aide-paveur et manutentionnaire de dépôt, piqueur de grès ou de granit, etc....	5
b. <i>Entreprises d'asphalte.</i> — Ouvrier tireur de râteau, joiteur, pilonneur, rouleur et manœuvre, etc.....	3
c. <i>Entreprises de bitume et travaux publics.</i> — Bitumeur applicateur d'asphalte coulé, garçon applicateur verseur, etc.....	3
d. <i>Entreprises de béton de travaux publics.</i> — Bétonnier, metteur en forme, aide-bétonnier etc.....	3
XI. <i>Entreprises de marbrerie du bâtiment.</i> — Ouvrier marbrier et polisseur qualifié sachant travailler sur plans, ouvrier marbrier polisseur garçon de chantier, garçon de chantier qualifié, etc.....	3
XII. <i>Entreprises de mosaïque-carrelage.</i> — a. Compagnon mosaïste d'atelier pouvant faire tout le travail qui se présente et travaillant toute matière.....	15

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
	p. 100.
b. Compagnon mosaïste de chantier pouvant faire le sol et l'élévation, petitcompagnon mosaïste ne pouvant faire que le sol.....	15
c. Manœuvre mosaïste, garçon carreleur, faïencier qualifié, garçon carreleur, faïencier, etc.	15
d. Graniteurs	15
XIII. <i>Entreprises de couverture, gaz, plomberie, canalisation sanitaire.</i> — Compagnon plombier, zingueur, couvreur-zingueur, gazier, aide-plombier, couvreur, gardien de rue, etc.....	3
XIV. <i>Entreprises de fontaines.</i> — Ajusteur fontainier, plombier poseur de fonte, aide-plombier, poseur de fonte, maçon fontainier, aide-maçon fontainier, garde-trappe, manœuvre.....	3
XV. <i>Entreprises de démolition.</i> — Chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon etc.....	3
XVI. <i>Entreprises de carton-pierre et staff.</i> — Architecturier faisant la maquette, mouleur, poseur de staff et de carton-pierre, estampeur, staffeur, etc.....	3
XVII. <i>Entreprises de stuc.</i> — Compositeur de stuc, stucateur, polisseur de stuc, aide-stucateur, etc.....	3
XVIII. <i>Entreprises d'électricité bâtiment.</i> — Monteur électricien, spécialisé en téléphone, monteur électricien (force lumière et sonneries) aide-monteur électricien, etc.....	3
XIX. <i>Professions diverses.</i> — a. Coupeurs et sertisseurs en vitraux, etc.....	3
b. Sculpteurs du bâtiment.....	3
c. Parquets sans joints (applicateur).....	3
XX. <i>Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus.</i> — Dessinateurs, commis dessinateurs, commis de chantier, métreurs en bâtiment, ingénieurs, etc.....	3

DÉCRET DU 31 JANVIER 1935 (1)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les professions de techniciens du bâtiment dans les départements de Seine et Seine-et-Oise.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les bureaux d'études, cabinets d'architectes, de géomètres, etc., autres que ceux rattachés à des entreprises de bâtiment et de travaux publics où s'exercent toutes les professions de techniciens du bâtiment et des travaux publics (dessinateurs, commis dessinateurs, métreurs, ingénieurs, architectes, géomètres, etc.) ainsi que dans les parties d'établissements répondant à la définition ci-dessus et situés dans les départements de Seine et de Seine-et-Oise.

(1) J. O. du 8 février 1935.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptible d'être occupée dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixé à 5 p. 100 de l'ensemble du personnel (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET du 31 JANVIER 1935 (2)

*limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie du
bâtiments et des travaux publics dans le département de l'Allier.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés dans le département de l'Allier, par des entreprises de charpente, maçonnerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierres, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiments, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima des travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus.

Chaque proportion se rapporte à l'ensemble du personnel dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés dans ces entreprises.

Le mêmes proportions devront être observées pour la partie de l'effectif de l'entreprise ou des professions considérées qui est occupée sur chacun des chantiers, ateliers et autres lieux de travail, situés en dehors du siège de l'entreprise, lorsque cette partie atteint ou dépasse les effectifs minima fixés dans la dernière colonne du tableau (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel* et n'auront effet que jusqu'au 1^{er} janvier 1936.

.....

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) *J. O.* du 9 février 1935.

TABLEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics situées dans le département de l'Allier.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.	MINIMUM EXIGÉ DE TRAVAILLEURS pour que la même proportion soit applicable dans chacun des ateliers et chantiers et autres locaux de travail situés en dehors du siège de l'entreprise.
I. <i>Entreprises de terrassement.</i> — a. Chef de chantier, cabot, puisatier-mineur, boiseur, dresseur et poseur de rails, batteur de pieux, etc.....	10 p. 100	25
b. Terrassier	30 p. 100 dès l'application du décret. 15 p. 100 six mois après.	25
II. <i>Entreprise de maçonnerie.</i> — Maçon limousinant, garçon limousinant et garçon maçon, bardeur, garçon de relais, poseur, scieur de pierre tendre, pin- ceur, travailleur de pierre au chantier, ravaleur, briqueur, aide-briqueur, appliqueur d'enduit métallique, enduiseur mouchetiqueur, tourneur de treuil, gardien de nuit, gardien de rue, etc.....	8 p. 100	20
b. <i>Entreprises de travaux en ciment.</i> — Compagnon cimentier, garçon cimentier.....	15 p. 100	"
III. a. <i>Entreprises de serrurerie et constructions métal- liques.</i> — Traceur et chef d'équipe, forgeron d'ate- lier, frappeur, serrurier, ajusteur, ferreur, perceur, reproducteur, poinçonneur et cisailleur, riveur, man- œuvre, homme de ville, poseur de sonnettes et cordons mécaniques, rampistes, etc.....	5 p. 100	15
b. <i>Entreprises de charpente en fer.</i> — Chef d'équipe levageur, charpentier levageur, grillageur, etc....	Idem.....	15
IV. <i>Entreprises de charpentes en bois.</i> — Charpentier qualifié.....	Idem.....	10
V. a. <i>Entreprises de menuiserie.</i> — Menuisier parque- teur, etc.....	Idem.....	10
i. <i>Entreprises de parquets.</i> — Replanisseur de pa- quets	Idem.....	10
VI. a. <i>Entreprises de fumisterie de bâtiment.</i> — Com- pagnon fumiste en bâtiment, garçon fumiste, tôlier fumiste, aide-tôlier fumiste, etc.....	Idem.....	"
b. <i>Entreprises de fumisterie industrielle.</i> — Compagnon briqueur, fumiste industriel, aide-fumiste indus- triel, etc.....	10 p. 100	"
VII. <i>Entreprises de chauffage de bâtiment.</i> — Monteur spécialiste, aide-monteur, etc.....	5 p. 100	"
VIII. <i>Entreprises de peinture.</i> — Peintre en bâtiment, peintre en décors, colleur, colleur fournissant les outils, fleur ou peintre en lettres, enduiseur, etc.	15 p. 100	"
b. <i>Entreprises de ravalement.</i> — Badigeonneur, écha- fauteur, peintre pour ravalement, etc.....	5 p. 100	"
c. <i>Entreprises de vitrerie.</i> — Vitrier, etc.....	Idem.....	"

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROTÉGIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.	MINIMUM EXIGÉ DE TRAVAILLEURS pour que la même proportion soit applicable dans chacun des ateliers et chantiers et autres locaux de travail situés en dehors du siège de l'entreprise.
IX. <i>Entreprises de miroiterie.</i> — Premier ouvrier chef de chantier, second ouvrier qualifié, etc.....	10 p. 100	"
X. a. <i>Entreprises de pavage et granit.</i> — Compagnon paveur en pierre ou en bois, dresseur, aide-paveur, et manutentionnaire de dépôt, piqueur de grès ou de granit, etc.....	<i>Idem.</i>	"
b. <i>Entreprises d'asphalte.</i> — Ouvrier tireur de râteau, jointeur, pilonneur, rouleur, manœuvre, etc.....	<i>Idem.</i>	"
c. <i>Entreprises de bitume et travaux publics.</i> — Bitumeur, applicateur d'asphalte coulé, garçon applicateur et verseur, etc.....	<i>Idem.</i>	"
d. <i>Entreprises de béton et travaux publics.</i> — Bétonnier (metteur en forme), aide-bétonnier, etc.....	<i>Idem.</i>	"
XI. <i>Entreprises de marbrerie du bâtiment et de marbrerie funéraire.</i> — Ouvrier marbrier et polisseur qualifié sachant travailler sur plans, ouvrier marbrier polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier, etc.....	<i>Idem.</i>	"
XII. <i>Entreprises de mosaïque, carrelage.</i> — a. Compagnon mosaïste d'atelier pouvant faire tout le travail qui se présente et travaillant toute matière.....	<i>Idem.</i>	"
b. Compagnon mosaïste de chantier pouvant faire le sol et l'élévation, petit compagnon mosaïste ne pouvant faire que le sol.....	15 p. 100.....	"
c. Manœuvre mosaïste, garçon faïencier, carreleur, faïencier qualifié, compagnon carreleur faïencier...	<i>Idem.</i>	"
d. Graniteurs	<i>Idem.</i>	"
XIII. <i>Entreprises de couverture, plomberie, gaz, canalisation sanitaire.</i> — Compagnon plombier, couvreur-zingueur et gazier, aide-plombier, couvreur zingueur et gazier, gardien de rue.....	5 p. 100	"
XIV. <i>Entreprises de fontaines.</i> — Ajusteur fontainier plombier, poseur de fonte, aide-plombier, poseur de fonte, maçon fontainier, aide-maçon fontainier, manœuvre ou garde-trappe, etc.....	10 p. 100	"
XV. <i>Entreprises de démolition.</i> — Chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon, etc.....	5 p. 100	"
XVI. <i>Entreprises de carton-pierre et staff.</i> — Architecturier faisant la maquette, mouleur, poseur de staff et de carton-pierre, estampeur, staffeur, etc.....	30 p. 100	"
XVII. <i>Entreprises de stuc.</i> — Compositeur de stuc, stucateur, polisseur de stuc, aide-stucateur.....	<i>Idem.</i>	"
XVIII. <i>Entreprises d'électricité du bâtiment.</i> — Monteur électricien spécialisé en téléphone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonneries), aide-monteur électricien, etc.....	5 p. 100	"

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.	MINIMUM EXIGÉ DE TRAVAILLEURS pour que la même proportion soit applicable dans chacun des ateliers et chantiers et autres locaux de travail situés en dehors du siège de l'entreprise.
XIX. <i>Professions diverses :</i> a. Coupeur et sertisseur de vitraux..... b. Sculpteur en bâtiment..... c. Parquets sans joint (applicateur)..... XX. <i>Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus.</i>— Dessinateur, commis-dessinateur, commis de chan- tier, mètreur en bâtiment, ingénieur.....	5 p. 100 <i>Idem.</i>..... <i>Idem.</i>..... 2 p. 100	" " " "

DÉCRET DU 4 FÉVRIER 1935 ⁽¹⁾

*limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans diverses industries
des communes de Gaillon et d'Aubevoie (Eure).*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés par les établissements ou parties d'établissements situés sur le territoire des communes de Gaillon et d'Aubevoie (Eure), et où s'exercent les industries ci-après :

a. Amidonnerie, fabrique d'amidon, féculerie, fabrique de fécule, glucoserie, fabrique de glucose, fabrique de dextrine, fabrique de colle de pâte;

b. Sciage et fendage de bois de chauffage, fabrique de bois de fente, bois fondu, sciage et sciage de long, sciage mécanique du bois, fabrique de bois façonnés pour l'industrie, fabrique de moulure en bois, charonnage, fabrique de voitures, de roues de voitures, de voiture de luxe, carrosserie, peinture et vernissage de voitures, fabrique de brouettes, fabrique d'accessoires en bois, de bois façonnés, d'hélices pour aéroplanes, fabrique d'articles, objets, ustensiles, outils en bois;

c. Construction et réparation de matériel de chemins de fer et tramways.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étran-

⁽¹⁾ J. O. du 8 février 1935.

gère susceptible d'être occupée dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit :

Construction et réparation de matériel de chemins de fer et tramways	{ 10 p. 100 dès l'application du décret. 7 p. 100 six mois après. 5 p. 100 un an après.
Autres industries visées à l'article 1 ^{er}	{ 10 p. 100 dès l'application du décret. 5 p. 100 six mois après (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 23 FÉVRIER 1935 (2)

portant règlement d'administration publique établissant un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames de la ville des Sables-d'Olonne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 26 août 1920, modifié par le décret du 30 octobre 1931 et par le décret du portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les magasins et salons de coiffure, et notamment l'article 2, § 3, 6 et 7, conçus comme suit :

« Dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, en raison du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue ci-après correspond à la durée maximum de travail effectif fixé au premier paragraphe du présent article :

52 heures par semaine à Paris;

54 heures par semaine dans les villes comptant plus de 500.000 habitants;

55 heures par semaine dans toute l'étendue du département de la Seine moins Paris, dont le maximum est établi ci-dessus;

57 heures par semaine dans les villes comptant au plus 500.000 et au moins 100.000 habitants;

60 heures par semaine dans les villes comptant moins de 100.000 habitants.

Lorsque dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté, par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées, que le maximum hebdomadaire de travail effectif dans les magasins et salons de coiffure pour hommes et dans les magasins et salons de coiffure pour dames correspond à une durée de présence inférieure à celle qui est fixée au paragraphe 3 du présent article, un régime différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé, à titre provisoire, par arrêté ministériel. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire, ou dans une localité déterminée, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition des heures pour tous les établissements de la profession dans la région, la localité ou les quartiers, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, là où il en existe;

Vu la demande formulée le 17 février 1934 par le syndicat;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville des Sables-d'Olonne, pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise. p. 31.

(2) J. O. du 21 mars 1935.

dames, est établi le régime uniforme ci-après de répartition des heures de présence, la durée hebdomadaire de présence étant réduite à 59 heures pour les magasins et salons donnant le repos le dimanche après-midi et le lundi toute la journée :

a. Salons donnant le repos le dimanche :

Lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi : de 8 heures à midi et de 14 heures à 20 heures;

b. Salons donnant le repos le dimanche après-midi et le lundi toute la journée :

Les mardi, mercredi, jeudi, vendredi : de 7 h. 30 à 12 heures et de 13 h. 30 à 19 h. 30;

Le samedi : de 7 h. 30 à 12 heures et de 13 h. 30 à 20 heures;

Le dimanche : de 7 heures à 13 heures.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 23 février 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

PAUL JACQUIER.

DÉCRET DU 26 FÉVRIER 1935 ⁽¹⁾

révisant le décret du 26 juillet 1933 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tanneries et mégisseries du département de la Somme.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — La proportion de travailleurs de nationalité étrangère fixée par l'article 2 du décret du 26 juillet 1933 susvisé est modifiée ainsi qu'il suit :

Travailleurs de tannerie et travailleurs de mégisserie : 5 p. 100.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 26 FÉVRIER 1935 ⁽¹⁾

révisant le décret du 16 mai 1934 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie du bois du département de Seine-et-Marne

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

⁽¹⁾ J. O. du 3 mars 1935.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont modifiés comme suit et pour les catégories ci-après les pourcentages fixés par l'article 2 du décret du 16 mai 1934 :

I. — Ameublement.	
Ebénistes et menuisiers en meubles	15 p. 100
Menuisiers en sièges et chaisiers	15 —
Autres ouvriers de l'ameublement	15 —
II. — Instruments de musique.	
Harmoniums	15 p. 100
III. — Tabletterie.	
Fabrication de tous articles en bois	15 p. 100
IV. — Travail mécanique du bois.	
a. Débit de grumes	15 p. 100
b. Façonnage de bois déjà débité	15 —

ART. 2. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 26 FÉVRIER 1935 (1)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises du bâtiment et de travaux publics du département de la Haute-Marne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés dans le département de la Haute-Marne par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, terrassement, carrières de pierre et toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiment, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maximale des travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel occupé dans chaque entreprise, ou dans une entreprise ressortissant à plusieurs catégories, à l'ensemble du personnel concourant à l'exécution des travaux de la catégorie considérée.

(1) J. O. du 3 mars 1935.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés par les entreprises ⁽¹⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel* et n'auront d'effet que jusqu'au 1^{er} janvier 1936.

PROPORTION DE TRAVAILLEURS ÉTRANGERS POUVANT ÊTRE EMPLOYÉS DANS LES ENTREPRISES DE BÂTIMENT ET DE TRAVAUX PUBLICS DU DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-MARNE.

I. — *Entreprises de terrassement, ballast et réfection de voies :*

Chef d'équipe, puisatier, mineur, dresseur et poseur de rails, batteur de pieux, casseur de pierre, carrier, carrier-mineur, terrassier : 20 p. 100.
Manœuvres : 5 p. 100.

II. — *Entreprises de maçonnerie et travaux en ciment :*

Maçon, aide-maçon, cimentier-poseur, scieur de pierre, travailleur de pierre au chantier, ravaleur, briqueteur, applicateur d'enduit métallique, enduiseur, mouchetiqueur et tous ouvriers qualifiés :
50 p. 100 du 1^{er} avril au 31 octobre,
30 p. 100 du 1^{er} novembre au 31 mars.
Tourneur de treuils, gardien de nuit, gardien de rue et manœuvres : 5 p. 100.

III. — *Entreprises de serrurerie, construction métallique et charpente en fer.* — Chef d'équipe, traceur, forgeron, frappeur, serrurier, ajusteur, ferreur, perceur, reproducteur, poinçonneur, cisailleur, riveur, charpentier en fer : 10 p. 100.

IV. — *Entreprises de menuiserie, parquets et charpente en bois.* — Menuisier, charpentier, parqueteur, replanisseur de parquets : 5 p. 100.

V. — *Entreprises de plâtrerie.* — Plâtriers et tous ouvriers et manœuvres : 10 p. 100.

VI. — *Entreprises de peinture et vitrerie.* — Peintres en bâtiment, peintres décorateurs, vitriers et tous ouvriers : 10 p. 100.

DÉCRET DU 26 FÉVRIER 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de la Meuse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés

⁽¹⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

⁽²⁾ J. O. du 3 mars 1935.

dans le département de la Meuse, par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment-armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie, et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement, et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiment, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima des travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel occupé dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés dans ces entreprises (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel* et n'auront d'effet que jusqu'au 1^{er} janvier 1936.

.....

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

TABEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics situées dans le département de la Meuse.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
I. a. <i>Entreprises de terrassement.</i> — Chef d'équipe, terrassier, cabot, puisatier-mineur boiseur, dresseur et poseur de rails, batteur de pieux, casseur de pierres, carrier et carrier-mineur.....	30 p. 100 dès l'application du décret. 15 p. 100 trois mois après.
b. <i>Manœuvres</i>	10 p. 100.
II. a. <i>Entreprises de maçonnerie.</i> — Maçon limousinant, garçon limousinant et garçon maçon, bardeur, garçon de relais, poseur, scieur de pierre tendre, pinceur, travailleur de pierre en chantier, ravaleur, briqueteur, applicateur d'enduit métallique, enduiseur mouchetiqueur, tourneur de treuil, gardien de nuit, gardien de rue.....	20 p. 100 dès l'application du décret. 15 p. 100 trois mois après.
b. <i>Entreprises de travaux en ciment.</i> — Compagnon cimentier, garçon cimentier....	10 p. 100.
III. <i>Entreprises de serrurerie, construction métallique et charpente en fer :</i>	
a. <i>Entreprises de serrurerie et construction métallique.</i> — Traceur et chef d'équipe, forgeron d'atelier, frappeur, serrurier, ajusteur, ferreur, perceur, reproducteur, poinçonneur et cisailleur, riveur, manœuvre, homme de ville, poseur de sonnettes et de cordons mécaniques, rampistes.....	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de charpente en fer.</i> — Chef d'équipe levageur, charpentier-levageur, grillageur, etc.....	Idem.
IV. <i>Entreprises de charpente en bois.</i> — Charpentier qualifié.....	10 p. 100.
V. <i>Entreprises de menuiserie :</i>	
a. <i>Menuisier, parqueteur</i>	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de parquet.</i> — Replanisseur de parquets.....	10 p. 100.
VI. a. <i>Entreprises de fumisterie du bâtiment.</i> — Compagnon fumiste en bâtiment, garçon fumiste, tôleier fumiste, aide-tôleier fumiste.....	10 p. 100.
b. <i>Entreprises de fumisterie industrielle.</i> — Compagnon briqueteur fumiste industriel, aide-fumiste briqueteur industriel.....	20 p. 100.
VII. <i>Entreprises de chauffage (bâtiment).</i> — Monteur spécialiste, aide-monteur....	20 p. 100 dès l'application du décret. 15 p. 100 six mois après.
VIII. a. <i>Entreprises de peinture.</i> — Peintre en bâtiment, peintre en décors, colleur, colleur fournissant les outils, leur ou peintre en lettres, enduiseur.....	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de ravalement.</i> — Badigeonneur, échafauder, peintre pour ravalement.....	15 p. 100.
c. <i>Entreprises de vitrerie.</i> — Vitrier.....	5 p. 100.
IX. <i>Entreprises de miroiterie.</i> — Premier ouvrier chef de chantier, second ouvrier qualifié.....	5 p. 100.
X. a. <i>Entreprises de pavage et granit.</i> — Compagnon paveur en pierre et en bois dresseur, aide-paveur, et manutentionnaire de dépôt, piqueur de grès ou de granit.....	20 p. 100.
b. <i>Entreprises d'asphalte.</i> — Ouvrier tireur de rateau, pointeur, pilonneur, rouleur manœuvre.....	10 p. 100.
c. <i>Entreprises de bitume de travaux publics.</i> — Bitumeur, applicateur d'asphalte coulé, garçon applicateur et verseur.....	Idem.
d. <i>Entreprises de béton de travaux publics.</i> — Bétonnier metteur en forme, aide-bétonnier.....	Idem.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
XI. <i>Entreprises de marbrerie du bâtiment et marbrerie funéraire.</i> — Ouvrier marbrier et polisseur qualifié, sachant travailler sur plans, ouvrier marbrier polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier.....	5 p. 100.
XII. a. <i>Entreprises de mosaïque et carrelages.</i> — Compagnon mosaïste d'atelier pouvant faire tout le travail qui se présente et travaillant toute matière.....	40 p. 100.
b. Compagnon mosaïste de chantier pouvant faire le sol et l'élévation, petit compagnon mosaïste ne pouvant faire que le sol.....	<i>Idem.</i>
c. Manœuvre mosaïste, garçon carreleur faïencier qualifié, compagnon carreleur faïencier.....	<i>Idem.</i>
d. Graniteurs.....	<i>Idem.</i>
XIII. <i>Entreprises de couverture, plomberie, gaz, canalisations sanitaires.</i> — Compagnon plombier, couvreur zingueur et gazier, aide-plombier couvreur zingueur et gazier, gardien de rue.....	5 p. 100.
XIV. <i>Entreprises de fontaines.</i> — Ajusteur fontainier, plombier poseur de fonte, aide-plombier, poseur de fonte, maçon fontainier, aide-maçon fontainier, manœuvre ou garde-trappe.....	<i>Idem.</i>
XV. <i>Entreprises de démolitions.</i> — Chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon.....	20 p. 100.
XVI. <i>Entreprises de carton-pierre et staff.</i> — Architecturier faisant la maquette, mouleur, poseur de staff et de carton-pierre, estampeur, staffeur.....	10 p. 100.
XVII. <i>Entreprises de stuc.</i> — Compositeur de stuc, stucateur, polisseur de stuc, aide-stucateur.....	5 p. 100.
XVIII. <i>Entreprises d'électricité (bâtiment).</i> — Monteur électricien spécialisé en téléphone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonneries) aide-monteur électricien.....	5 p. 100.
XIX. <i>Professions diverses :</i>	
a. Coupeurs et sertisseurs de vitraux.....	<i>Idem.</i>
b. Sculpteurs de bâtiment.....	<i>Idem.</i>
c. Parquets sans joint (appliqueur).....	10 p. 100.
d. Tailleur de pierre calcaire en carrière et usine.....	20 p. 100.
XX. <i>Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus.</i> — Dessinateurs, commis dessinateurs, commis de chantiers, mètres en bâtiment, ingénieur, conducteur de travaux.....	5 p. 100.

DÉCRET DU 26 FÉVRIER 1935 (*)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises du bâtiment et des travaux publics du département de Meurthe-et-Moselle.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

(*) J. O. du 3 mars 1935.

— 65 —

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés dans le département de Meurthe-et-Moselle par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie, et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, de gaz, d'électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiment, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima des travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel occupé dans chaque entreprise ou, dans une entreprise ressortissant à plusieurs catégories, à l'ensemble du personnel concourant à l'exécution des travaux de la catégorie considérée.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés par les entreprises.

Les mêmes proportions devront être observées pour la partie de l'effectif de l'entreprise ou des professions, qui est occupé sur chacun des chantiers, ateliers et autres lieux de travail, situés en dehors du siège de l'entreprise, lorsque cette partie atteint ou dépasse les effectifs maxima fixés dans la dernière colonne du tableau (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel* et n'auront d'effet que jusqu'au 1^{er} janvier 1936.

.....

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

TABLEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics situées dans le département de Meurthe-et-Moselle.

CATÉGORIES D'ENTREPRISES et éventuellement professions.	PROPORTION MAXIMUM DE TRAVAILLEURS ÉTRANGERS				MINIMUM EXIGÉ DE TRAVAILLEURS pour que la même proportion soit applicable dans chacun des ateliers et chantiers et autres locaux de travail situés en dehors du siège de l'entreprise.
	par rapport à la totalité du personnel occupé.		par rapport à l'ensemble du personnel de la profession.		
	Zone A ⁽¹⁾ .	Zone B ⁽²⁾ .	Zone A ⁽¹⁾ .	Zone B ⁽²⁾ .	
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	
I. Terrassement	10	30	"	"	10
Chefs d'équipe.....	"	"	10	20	"
Terrassiers.....	"	"	10	30	"
Manœuvres.....	10	10	"	"	"
II. a. Maçonnerie.....	20	30	"	"	10
Maçons.....	"	"	20	30	"
Aides et manœuvres..	10	10	"	"	"
Chefs d'équipe.....	"	"	10	20	"
b. Travaux de ciment....	20	30	"	"	10
Aides-manœuvres....	10	10	"	"	"
III. Serrurerie, construction métallique et charpente en fer.....	5	10	"	"	10
IV. Charpente en bois.....	5	5	"	"	10
V. a. Menuiserie.....	5	15	"	"	10
b. Pose de parquets.....	10	10	"	"	"
VI. a. Fumisterie de bâtiment (poêliers, tôliers, fumistes, etc.).....	10	10	"	"	"
b. Fumisterie industrielle.	20	30	"	"	10
VII. Chauffage, bâtiment.....	10	10	"	"	10
VIII. a. Peinture et vitrerie..	5	15	"	"	"
b. Ravalement.....	30	40	"	"	"
IX. a. Pavage (pierre ou bois).	20	20	"	"	"
b. Application d'asphalte et de bitume.....	10	10	"	"	"
X. Marbrerie du bâtiment et marbrerie funéraire.....	5	5	"	"	"
XI. Mosaïque et carrelage....	40	40	"	"	"

(1) Arrondissements de Nancy et de Lunéville.
(2) Arrondissement de Briey.

⁽¹⁾ Arrondissements de Nancy et de Lunéville.

⁽²⁾ Arrondissement de Briey.

CATÉGORIES D'ENTREPRISES et éventuellement professions.	PROPORTION MAXIMUM DE TRAVAILLEURS ÉTRANGERS				MINIMUM EXIGÉ DE TRAVAILLEURS pour que la même proportion soit applicable dans chacun des ateliers et chantiers et autres locaux de travail situés en dehors du siège de l'entreprise.
	par rapport à la totalité du personnel occupé.		par rapport à l'ensemble du personnel de la profession.		
	Zone A ⁽¹⁾ .	Zone B ⁽²⁾ .	Zone A ⁽¹⁾ .	Zone B ⁽²⁾ .	
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	
XII. Couverture, plomberie, zinguerie, installations sani- taires et fontainerie.....	5	10	"	"	10
XIII. Démolition	20	30	"	"	10
XIV. Carton - pierre, staff et stuc.....	5	10	"	"	10
XV. Électricité du bâtiment...	5	10	"	"	10
XVI. Techniciens des entre- prises :					
a. Dessinateurs, commis des- sinateurs.....	"	"	10	10	"
b. Commis de chantiers....	"	"	5	5	"
c. Métreurs	"	"	5	5	"
d. Ingénieurs.....	"	"	10	10	"
e. Conducteurs de travaux...	"	"	5	5	"

(1) Arrondissements de Nancy et Lunéville.
(2) Arrondissement de Briey.

DÉCRET DU 26 FÉVRIER 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de la Vienne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés dans le département de la Vienne par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermeture et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration,

(1) J. O. du 3 mars 1935.

marbrerie, sculpture, et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics et de travaux de construction, d'installation de réparation et de démolition de bâtiment, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima des travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette proportion sera rapporté à l'ensemble du personnel occupé dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où les proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés dans ces entreprises (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel* et n'auront effet que jusqu'au 1^{er} janvier 1936.

.....

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

TABEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics situées dans le département de la Vienne.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM DE TRAVAILLEURS ÉTRANGERS	
	dès l'application du décret.	six mois après.
		p. 100.
I. <i>Entreprises de terrassement.</i> — Chef de chantier, cabot, terrassier, puisatier-mineur, boiseur, dresseur et poseur, batteur de rails, etc.	30 p. 100 dès l'application du décret. 20 p. 100 trois mois après.	15
II. <i>Entreprises de maçonnerie :</i>		
a. Maçon limousinant, garçon limousinant et garçon maçon, bardeur, garçon de relais, poseur, scieur de pierre tendre, pinceur, travailleur de pierre en chantier, ravaleur briqueteur, applicateur d'enduit métallique, mouchetiqueur, tourneur de treuil, gardien de nuit et gardien de rue, aide-briqueteur, etc.	20 p. 100 dès l'application du décret. 15 p. 100 trois mois après.	10
b. <i>Entreprises de travaux en ciment.</i> — Compagnon cimentier, garçon cimentier	25 p. 100	15
III. <i>Entreprises de serrurerie, construction métallique et charpente en fer :</i>		
a. <i>Entreprises de serrurerie et construction métallique.</i> — Traceur et chef d'équipe, forgeron d'atelier, frappeur, serrurier, ajusteur, ferreur, perceur reproducteur, poinçonneur et cisailleur, riveur manœuvre, homme de ville, poseur de sonnettes et de cordons mécaniques, rampiste, etc.	4 p. 100	"
b. <i>Entreprises de charpente en fer.</i> — Chef d'équipe, levageur, charpentier levageur, grillageur.	5 p. 100	"
IV. <i>Entreprises de charpente en bois.</i> — Charpentier qualifié.	Idem.	"
V. <i>Entreprises de menuiserie.</i> — a. Menuisier parqueteur.	Idem.	"
b. <i>Entreprises de parquets.</i> — Replanisseur de parquets.	10 p. 100	"
VI. <i>Entreprises de fumisterie de bâtiment.</i> — a. Compagnon fumiste en bâtiment, garçon fumiste, tôlier-fumiste, aide-tôlier fumiste.	50 p. 100	30
b. <i>Entreprises de fumisterie industrielle.</i> — Compagnon briqueteur fumiste industriel, aide-fumiste briqueteur industriel.	5 p. 100	"
VII. <i>Entreprises de chauffage (bâtiment).</i> — Monteur spécialiste aide-monteur.	20 p. 100 dès l'application du décret. 15 p. 100 trois mois après.	10
VIII. <i>Entreprises de peinture.</i> — a. Peintre en bâtiment, peintre en décors, colleur, colleur fournissant les outils, fleur ou peintre en lettres, enduiseur.	10 p. 100	5
b. <i>Entreprises de ravalement.</i> — Badigeonneur, échafaudeur, peintre pour ravalement.	30 p. 100	20
c. <i>Entreprises de vitrerie.</i> — Vitrier.	60 p. 100	40
IX. <i>Entreprises de miroiterie.</i> — Premier ouvrier chef de chantier, second ouvrier qualifié.	20 p. 100	10

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM DE TRAVAILLEURS ÉTRANGERS	
	des l'application du décret.	six mois après.
		p. 100.
X. Entreprises de pavage et granit. — a. Compagnon paveur en pierre ou en bois, aide-paveur et manutentionnaire de dépôt, piqueur de grès ou de granit.	30 p. 100	10
b. <i>Entreprise d'asphalte.</i> — Ouvrier tireur de râteau, pointeur, pilonneur, rouleur, marœuvre, etc.....	<i>Idem.</i>	10
c. <i>Entreprises de bitume de travaux publics.</i> — Bitumeur applicateur d'asphalte coulé, garçon applicateur, verseur.....	<i>Idem.</i>	10
d. <i>Entreprises de béton de travaux publics.</i> — Bétonnier (metteur en forme), aide-bétonnier	<i>Idem.</i>	10
XI. Entreprises de marbrerie du bâtiment et de marbrerie funéraire. — Ouvrier marbrier et polisseur qualifié sachant travailler sur place, ouvrier marbrier polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier.	15 p. 100	5
XII. Entreprises de mosaïque et carrelage:		
a. Compagnon mosaïste pouvant faire tout le travail qui se présente et travaillant toute matière.....	10 p. 100	"
b. Compagnon mosaïste de chantier pouvant faire le sol et l'élévation, petit compagnon mosaïste ne pouvant faire que le sol.....	60 p. 100	50
c. Manœuvre mosaïste, garçon carreleur faïencier qualifié, compagnon carreleur faïencier.....	10 p. 100	"
d. Graniteur	70 p. 100	50
XIII. Entreprises de couverture, plomberie, gaz, canalisation, sanitaire. — Compagnon plombier, couvreur-zingueur et gazier, aide-plombier, couvreur-zingueur et gazier, gardien de rue.....	5 p. 100	"
XIV. Entreprises de fontaines. — Ajusteur fontainier, plombier, poseur de fonte, aide-plombier poseur de fonte, maçon fontainier, aide-maçon fontainier, manœuvre ou garde-trappe.....	<i>Idem.</i>	"
XV. Entreprises de démolition. — Chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon, etc.....	40 p. 100	30
XVI. Entreprises de carton-pierre et staff. — Architecteur faisant la maquette, mouleur, poseur de staff et de carton-pierre, estampeur, stalleur.....	10 p. 100	"
XVII. Entreprises de stuc. — Compositeur de stuc, stucateur, polisseur de stuc, aide-stucateur.....	5 p. 100	"
XVIII. Entreprises d'électricité du bâtiment. — Monteur électricien spécialisé en téléphone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonnerie), aide-monteur électricien qualifié.....	4 p. 100	"
XIX. Professions diverses :		
a. Coupeurs et sertisseurs en vitraux.....	5 p. 100	"
b. Sculpteurs de bâtiment.....	50 p. 100	10
c. Parquets sans joint (applicateur).....	<i>Idem.</i>	"
XX. Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus. Dessinateurs, commis dessinateurs, commis de chantier, mètreur en bâtiment, ingénieur.....	5 p. 100	"

DÉCRET DU 26 FÉVRIER 1935 (¹)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les carrières et entreprises de taille de pierre du département de l'Oise.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les carrières et entreprises de taille de pierre ainsi que dans les parties d'établissements où s'exercent les mêmes professions du département de l'Oise.

ART. 2. — La proportion de travailleurs de nationalité étrangère susceptible d'être occupés dans les entreprises visées à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit :

Carriers, tailleurs et scieurs, mineurs.	20 p. 100 dès l'application du décret. 10 p. 100 un an après.
Terrassiers	5 p. 100.
Manœuvres spécialisés	10 p. 100 dès l'application du décret. 5 p. 100 un an après.
Manœuvres mécaniciens de tracteurs.	5 p. 100.
Conducteurs d'engins de manutention, maçons, forgerons	10 p. 100 dès l'application du décret. 5 p. 100 un an après.
Electriciens	5 p. 100 (²).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables dans un délai d'un mois, à partir de la date de la publication du décret au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 26 FÉVRIER 1935 (¹)

révisant le décret du 15 mars 1934 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la chapellerie du département du Var.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont modifiés comme suit et pour les travaux.

(¹) J. O. du 3 mars 1935.

(²) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ci-après, les pourcentages fixés par l'article 2 du décret du 15 mars 1934 susvisé :

Chapeaux de dames :

Dresseurs, ouvriers pédalistes, ouvriers au plateau, apprêteurs chapeaux de paille pour hommes (toutes catégories) : 20 p. 100 dès l'application du décret; 15 p. 100 six mois après cette application; 10 p. 100 un an après cette application.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 26 FÉVRIER 1935 (*)

révisant le décret du 8 août 1934 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la chapellerie du département de la Haute-Garonne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont modifiés comme suit et pour les travaux ci-après, les pourcentages fixés par l'article 2 du décret du 8 août 1934 susvisé :

Chapeaux de dames :

Dresseurs, ouvriers pédalistes, ouvriers au plateau, apprêteurs, couseurs et couseuses de chapeaux de paille : 10 p. 100.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 26 FÉVRIER 1935 (*)

révisant le décret du 15 mars 1934 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la chapellerie du département de l'Aude.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — La proportion de travailleurs de nationalité étrangère fixée par l'article 2 du décret du 15 mars 1934 susvisé est modifiée ainsi qu'il suit :

20 p. 100 dès l'application du présent décret;
15 p. 100 six mois après cette application;
10 p. 100 un an après cette application.

(*) J. O. du 3 mars 1935.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 26 FÉVRIER 1935 (*)

révisant le décret du 26 décembre 1933 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la chapellerie du département du Rhône.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont modifiés comme suit et pour les travaux ci-après, les pourcentages fixés par l'article 2 du décret du 15 mars 1934 susvisé :

Chapeaux de dames :

Dresseurs, ouvriers pédalistes, ouvriers au plateau, apprêteurs, couseurs et couseuses de chapeaux de paille : 20 p. 100.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 26 FÉVRIER 1935 (*)

révisant le décret du 26 juillet 1933 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la chaussure du département des Basses-Pyrénées.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont modifiés comme suit les pourcentages fixés par l'article 2 du décret du 26 juillet 1933 susvisé :

Catégories.

Travailleurs en chaussures, chaussures tressées et sandales avec semelles de chanvre tressées (espadrilles) : 20 p. 100 dès l'application du présent décret; 15 p. 100 un an après.

Autres chaussures. — Bayonne : 20 p. 100 dès la publication du présent décret; 15 p. 100 un an après. Le reste du département : 10 p. 100.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

(*) J. O. du 3 mars 1935.

DÉCRET DU 26 FÉVRIER 1935 (¹)

révisant le décret du 8 août 1934 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie hôtelière du département des Vosges.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 du décret du 8 août 1934 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptible d'être occupée dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée à 10 p. 100 de l'ensemble du personnel.

Toutefois, cette proportion ne pourra, pour chacune des catégories ci-après, dépasser 10 p. 100 de l'ensemble des travailleurs compris dans ladite catégorie.

Première catégorie.

Directeurs et sous-directeurs à compétence générale,

Chef de réception,

Chef de personnel,

Chef concierge,

Chef de renseignements,

Chef caissier,

Chef comptable,

Chef contrôleur,

Chefs de bureau,

Premiers maître d'hôtel,

Chefs d'équipes de garçons,

Chefs caviste,

Chefs barmen,

Gérants de limonade,

Chefs d'économat,

Gouvernantes,

Cheffesse lingère,

Chefs d'étage,

Chef standardiste,

Chef de courrier,

Chef de vestiaire.

Deuxième catégorie.

Personnel de la salle et, dans les hôtels, personnel des étages et personnel du vestibule.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret seront applicables dans un délai d'un mois à partir de la date de la publication du présent décret au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 26 FÉVRIER 1935 (¹)

révisant le décret du 15 mars 1934 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de l'hôtellerie du département du Rhône.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

(¹) *J. O.* du 3 mars 1935.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère fixée à l'article 2 du décret du 26 décembre 1933 susvisé reste sans changement pour la partie du personnel allant de 1 à 5 personnes. Cette proportion est fixée à 15 p. 100 pour la partie du personnel allant de 5 à 10 personnes et à 10 p. 100 pour la partie de l'effectif dépassant 10 personnes.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 26 FÉVRIER 1935 (*)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les boulangeries et pâtisseries du département des Alpes-Maritimes.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les professions de boulanger et pâtissier situés dans le département des Alpes-Maritimes.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixé à 20 p. 100. Cette même proportion s'appliquera au personnel occupé dans les fournils et laboratoires de ces établissements ou parties d'établissements (*).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 27 FÉVRIER 1935 (*)

portant règlement d'administration publique établissant un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail de la ville de Montreuil.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;
Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

(*) J. O. du 3 mars 1935.

(2) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(3) J. O. du 21 mars 1935.

Vu le décret des 17 août 1921, 5 mars 1926, 18 juillet 1929, 15 février 1931, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les pharmacies vendant au détail et notamment les articles 3, § 3, et 6, dernier paragraphe, conçus comme suit :

« Art. 3, § 3. — Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession, dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et eu se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

« Art. 6. —
« Lorsque, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue de territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées que le nombre annuel d'heures supplémentaires nécessaires pour faire face à l'exécution des travaux urgents est inférieur au maximum fixé au paragraphe 3° du présent article, un nombre différent tenant compte de ces accords pourra être fixé à titre provisoire, par arrêté ministériel. Le nouveau crédit d'heures supplémentaires ainsi fixé ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique » ;

Vu la délibération du conseil municipal de Montreuil (Seine), en date du 30 mai 1930, relative à la création d'un service pharmaceutique de nuit; ensemble les pièces produites sur le fonctionnement de ce service de nuit pendant le premier trimestre 1934;

Vu l'accord intervenu le 3 février 1934 entre le Syndicat professionnel des pharmaciens du canton de Montreuil d'une part, et le Syndicat des préparateurs et employés de pharmacie de la région parisienne, le Syndicat professionnel des préparateurs en pharmacie et assimilés de la région parisienne et le Syndicat des préparateurs en pharmacie du département de la Seine, d'autre part;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DECRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville de Montreuil, pour tous les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du décret du 17 août 1921, 5 mars 1926, 18 juillet 1929, 15 février 1931, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pharmacies vendant au détail est établi le régime ci-après de répartition des heures de travail :

Lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi : de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures.

ART. 2. — Par dérogation aux dispositions de l'article 6, 3°, du décret susvisé du 17 août 1921, modifié, le nombre des heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail ne devra pas dépasser 50 par an.

ART. 3. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 4. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 27 février 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail.

PAUL JACQUIER.

DÉCRET DU 2 MARS 1935 (*)

portant règlement d'administration publique, modifiant le décret du 27 juillet 1923, modifié par le décret du 5 juin 1926, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les banques et tous établissements de finance, de crédit et de change.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu le décret du 27 juillet 1923, modifié par le décret du 5 juin 1926, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les banques et tous établissements de finance, de crédit et de change;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 28 octobre 1932, page 11532, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'extension aux Institutions d'épargne et de prévoyance, des dispositions du décret du 27 juillet 1923 modifié, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les banques et tous établissements de finance, de crédit et de change;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 28 octobre 1932, page 11532, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de la revision du décret du 27 juillet 1923 modifié, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les banques et tous établissements de finance, de crédit et de change;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 4 avril 1933, page 3484, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de la revision du décret du 27 juillet 1923 modifié, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les banques et tous établissements de finance, de crédit et de change;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 1^{er} du décret du 27 juillet 1923, modifié par le décret du 5 juin 1926, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les banques et tous établissements de finance, de crédit et de change, sont complétées *in fine* par la ligne ci-après :

« Sociétés de capitalisation, Sociétés d'épargne, Institutions de prévoyance. »

ART. 2. — Il est ajouté à l'article 2 du décret du 27 juillet 1923 précité, la disposition suivante, qui prendra place entre les paragraphes 3 et 4 actuels :

« L'organisation du travail par relais est interdite. Toutefois, elle pourra être autorisée par arrêté ministériel, après consultation des organisations d'employeurs et d'employés intéressées, pour les services pour lesquels cette organisation sera justifiée par des raisons techniques. »

ART. 3. — L'article 6 du décret du 27 juillet 1933 précité est complété par un alinéa 2 ainsi conçu :

« En cas de chômage extraordinaire et prolongé dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er}, ou une catégorie déterminée, le Ministre du Travail, à la demande d'une des organisations patro-

(*) J. O. du 17 mars 1935.

nales ou ouvrières intéressées, et après consultation de toutes les organisations pourra, par arrêté publié au *Journal officiel*, suspendre, à titre provisoire, en totalité ou en partie, l'utilisation des heures supplémentaires prévues sous le numéro 3 du paragraphe 1^{er} du présent article, pour une ou plusieurs régions déterminées, sous la réserve, en ce qui concerne les établissements de la Banque de France, inscrite au dernier paragraphe *in fine* de l'article 2 du présent décret.

« Dans le mois qui suit la publication de l'arrêté, le Ministre saisira le Conseil d'Etat d'un projet de règlement d'administration publique tendant à consacrer purement et simplement, ou sous réserve de modifications, les mesures ayant fait l'objet dudit arrêté.

« Dès sa publication, le règlement d'administration publique se substituera de plein droit à l'arrêté ministériel. Dans le cas où cette publication n'interviendrait pas dans les deux mois de la date fixée pour l'entrée en vigueur de l'arrêté, les dispositions de l'arrêté cesseront d'avoir effet. »

ART. 4. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 5. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 2 mars 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

PAUL JACQUIER.

DÉCRET DU 2 MARS 1935⁽¹⁾

portant règlement d'administration publique établissant un régime uniforme de répartition des heures de présence dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames de la ville de Chaumont.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 26 août 1920, modifié par le décret du 30 octobre 1921, et par le décret du 23 octobre 1933, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les magasins et salons de coiffure, et notamment l'article 2, § 3, 6 et 7, conçus comme suit :

« Dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, en raison du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue ci-après correspond à la durée maximum de travail effectif fixé au premier paragraphe du présent article :

52 heures par semaine à Paris;

54 heures par semaine dans les villes comptant plus de 500.000 habitants;

55 heures par semaine dans toute l'étendue du département de la Seine, moins Paris, dont le maximum est établi ci-dessus;

57 heures par semaine dans les villes comptant au plus 500.000 et au moins 100.000 habitants;

60 heures par semaine dans les villes comptant moins de 100.000 habitants.

« Lorsque, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées que le maximum hebdomadaire

(¹) *J. O.* du 21 mars 1935.

de travail effectif dans les magasins et salons de coiffure pour dames correspond à une durée de présence inférieure à celle qui est fixée par le paragraphe 3 du présent article, un régime différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé, à titre provisoire, par arrêté ministériel. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.»

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire, ou dans une localité déterminée, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition des heures pour tous les établissements de la profession dans la région, la localité ou les quartiers, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, là où il en existe;

Vu l'accord intervenu le 21 mars 1934 entre les organisations patronale et ouvrière intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville de Chaumont, pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, est établi le régime uniforme ci-après des heures de présence portant sur une durée de présence réduite à 58 heures quarante-cinq minutes par semaine :

Les mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi : de 7 h. 30 à 12 heures, et de 13 h. 15 à 19 h. 30;

Le dimanche : de 7 h. 30 à 12 h. 30.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreranno en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 2 mars 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

PAUL JACQUIER.

DÉCRET DU 9 MARS 1935 (*)

fixant la date d'application de la loi du 11 mars 1932 sur les allocations familiales à de nouvelles catégories professionnelles.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail;

Vu la loi du 11 mars 1932 sur les allocations familiales, modifiant les titres III et V du livre I^{er} du Code du travail;

Vu notamment l'article 74 h du chapitre V du titre III du livre I^{er} du Code du travail, ainsi conçu :

« Postérieurement à la publication du règlement d'administration publique prévu à l'article 74 g ci-dessus, des décrets pris après consultation des syndicats patronaux des professions et des régions intéressées détermineront les délais dans lesquels les dispositions du présent chapitre entreranno en vigueur dans les diverses professions ou catégories professionnelles, ou dans une même profession ou catégorie professionnelle, pour certaines régions, ou même pour certains employeurs n'occupant qu'un nombre limité d'ouvriers et d'employés »;

(*) J. O. des 10 et 11 mars 1935.

Vu l'article 13 du décret du 14 mars 1933 portant règlement d'administration publique pour l'application aux professions industrielles, commerciales et libérales, de la loi du 11 mars 1932;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 21 juin 1934 relatif à la consultation des organisations patronales en vue de déterminer les délais de mise en vigueur de la loi dans un certain nombre d'industries;

Vu les réponses des syndicats patronaux intéressés;

Vu les avis des Commissions locales des allocations familiales;

Vu l'avis de la Commission supérieure des allocations familiales,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — La date de mise en application de la loi du 11 mars 1932 est fixée au 1^{er} avril 1935 dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise et pour la catégorie professionnelle des marchands au détail de combustibles livrant leurs marchandises par moyens de transports hippomobiles ou automobiles.

ART. 2. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 9 mars 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

PAUL JACQUIER.

DÉCRET DU 12 MARS 1935 ⁽¹⁾

portant règlement d'administration publique, modifiant le décret du 30 août 1919, appliquant la loi sur la journée de huit heures dans les industries du Livre.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu les demandes présentées par les organisations syndicales;

Vu le décret du 30 août 1919, portant règlement d'administration publique, tendant à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du Livre;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 22 mars 1934, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de la révision du décret du 30 août 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du Livre;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 2 de l'article 3 du décret du 30 août 1919 appliquant la loi sur la journée de huit heures dans les industries du Livre est abrogé.

⁽¹⁾ J. O. du 24 mars 1935.

ART. 2. — L'article 6 du décret du 30 août 1919 est remplacé par les dispositions suivantes :

La durée du travail effectif peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement.

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale ou d'un service public sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation.

3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Faculté illimitée pendant un jour au choix de l'industriel; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

Limite à fixer dans chaque cas de concert entre le Ministre du Travail et le Ministre qui ordonne les travaux.

Cent vingt heures par an, réparties sur cent vingt jours au plus. Toutefois, l'inspecteur départemental du Travail pourra, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, autoriser des heures supplémentaires, dont le nombre ne pourra excéder quarante par an, en compensation des heures perdues par suite du chômage collectif, résultant de l'observation des fêtes locales ou autres événements locaux consacrés par l'usage. En aucun cas, la durée du travail journalier ne devra dépasser dix heures.

En cas de chômage extraordinaire et prolongé dans une industrie, le Ministre du Travail, à la demande d'une des organisations patronales ou ouvrières intéressées, et après consultation de toutes les organisations, pourra, par arrêté publié au *Journal officiel*, suspendre, à titre provisoire, en totalité ou en partie, l'utilisation des heures supplémentaires prévues sous le numéro 3 du paragraphe 1^{er} du présent article, pour une ou plusieurs régions déterminées.

Dans le mois qui suit la publication de l'arrêté, le Ministre saisira le Conseil d'Etat d'un projet de règlement d'administration publique tendant à consacrer purement et simplement ou sous réserve de modifications, les mesures ayant fait l'objet dudit arrêté.

Dès sa publication, le règlement d'administration publique se substituera de plein droit à l'arrêté ministériel. Dans le cas où cette publication n'interviendrait pas dans les deux mois de la date fixée pour l'entrée en vigueur de l'arrêté, les dispositions de l'arrêté cesseront d'avoir effet.

ART. 3. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 4. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 12 mars 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

PAUL JACQUIER.

DÉCRET DU 20 MARS 1935⁽¹⁾

fixant la date d'application de la loi du 11 mars 1932 sur les allocations familiales à de nouvelles catégories professionnelles.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail;

Vu la loi du 11 mars 1932 sur les allocations familiales, modifiant les titres III et V du livre 1^{er} du Code du travail;

Vu notamment l'article 74 *h* du chapitre V du titre III du livre 1^{er} du Code du travail ainsi conçu :

Postérieurement à la publication du règlement d'administration publique prévu à l'article 74 *g* ci-dessus, des décrets pris après consultation des syndicats patronaux des professions et des régions intéressées détermineront le délais dans lesquels les dispositions du présent chapitre entreront en vigueur dans les diverses professions ou catégories professionnelles, ou dans une même profession ou catégorie professionnelle, pour certaines régions, ou même pour certains employeurs n'occupant qu'un nombre limité d'ouvriers et d'employés »;

Vu l'article 13 du décret du 14 mars 1933, portant règlement d'administration publique pour l'application aux professions industrielles, commerciales et libérales de la loi du 11 mars 1932;

Vu les avis publiés au *Journal officiel* des 12 mai et 25 décembre 1934, relatifs à la consultation des organisations patronales en vue de déterminer les délais de mise en vigueur de la loi dans un certain nombre de professions;

Vu les réponses des syndicats patronaux des professions intéressées;

Vu les avis des Commissions locales de allocation familiales;

Vu l'avis de la Commission supérieure des allocations familiales,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — La date de mise en application de la loi du 11 mars 1932 sur les allocations familiales est fixée au 1^{er} avril 1935 dans la catégorie professionnelle ressortissant au sous-groupe 7 C (cultes) de la nomenclature des industries et professions de la statistique générale de la France.

ART. 2. — Dans les catégories professionnelles ci-après, la date de mise en application de la loi du 11 mars 1932 est fixée au 1^{er} juillet.

Sous-groupe 4 J c, n° 4.644. — Saboterie, fabrique de sabots.

Sous-groupe 4 J c, n° 4.6441. — Fabrique de galoches.

Sous-groupe 4 J c, n° 4.645. — Fabrique de crépins en bois, articles en bois pour chaussures.

Sous-groupe 4 J c, n° 4.6450. — Formier.

Sous-groupe 4 J c, n° 4.6451. — Fabrique de formes en bois pour la chappellerie.

Sous-groupe 6 A d, n° 6.220. — Commerce d'alimentation, etc.

Sous-groupe 6 A d, n° 6.222. — Marchand au détail aux halles.

Sous-groupe 6 A k, n° 6.578. — Marchand d'objets en caoutchouc.

Sous-groupe 6 A k, n° 6.58. — Marchand de quincaillerie au détail, marchand d'articles et d'ustensiles de ménage.

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 20 mars 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

PAUL JACQUIER.

⁽¹⁾ J. O. du 21 mars 1935.

DÉCRET DU 20 MARS 1935 ⁽¹⁾

portant règlement d'administration publique, modifiant le décret du 13 août 1925, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du bois autres que l'ameublement, la tabletterie et les petites industries du bois et matières similaires.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu la demande présentée par une organisation patronale;

Vu le décret du 13 août 1925, portant règlement d'administration publique, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du bois autres que l'ameublement, la tabletterie et les petites industries du bois et matières similaires;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 4 mars 1934, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de la revision du décret du 13 août 1925, relatif à l'application de la loi sur la journée de huit heures dans les industries du bois autres que l'ameublement, la tabletterie et les petites industries du bois et matières similaires;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 2 de l'article 3 du décret du 13 août 1925,

la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du bois autres que les industries de l'ameublement, la tabletterie et les petites industries du bois et matières similaires, est abrogé.

ART. 2. — L'article 6 du décret du 13 août 1925 précité est remplacé par les dispositions suivantes :

La durée du travail effectif journalier peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement.

Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef d'établissement; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale ou d'un service public sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation.

Limite à fixer dans chaque cas de concert entre le Ministre du Travail et le Ministre qui ordonne les travaux.

(1) J. O. du 29 mars 1935.

3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Cent vingt heures par an, cent cinquante heures pour la fabrication des caisses d'emballage. Toutefois, l'Inspecteur départemental du travail pourra, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, autoriser des heures supplémentaires, dont le nombre ne pourra excéder quarante par an, en compensation des heures perdues par suite de chômage collectif, résultant de l'observation des fêtes locales ou autres événements locaux consacrés par l'usage. En aucun cas, la prolongation journalière ne pourra être inférieure à une demi-heure ni la durée du travail journalier dépasser dix heures.

En cas de chômage extraordinaire et prolongé dans une industrie, le Ministre du Travail, à la demande d'une des organisations patronales ou ouvrières intéressées, et après consultation de toutes les organisations, pourra, par arrêté publié au *Journal officiel*, suspendre, à titre provisoire, en totalité ou en partie, l'utilisation des heures supplémentaires prévues sous le numéro 3 du paragraphe 1^{er} du présent article, pour une ou plusieurs régions déterminées.

Dans le mois qui suit la publication de l'arrêté, le Ministre saisira le Conseil d'Etat d'un projet de règlement d'administration publique tendant à consacrer purement et simplement ou sous réserve de modifications, les mesures ayant fait l'objet dudit arrêté.

Dès sa publication, le règlement d'administration publique se substituera de plein droit à l'arrêté ministériel. Dans le cas où cette publication n'interviendrait pas dans les deux mois de la date fixée pour l'entrée en vigueur de l'arrêté, les dispositions de l'arrêté cesseront d'avoir effet.

ART. 3. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 4. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 20 mars 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,
PAUL JACQUIER.

DÉCRET DU 20 MARS 1935 (1)

portant règlement d'administration publique, modifiant le décret du 25 mai 1925 appliquant la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la tabletterie et les petites industries du bois et matières similaires.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

(1) J. O. du 29 mars 1935.

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu la demande présentée par une organisation syndicale;

Vu le décret du 25 mai 1925, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la tabletterie et les petites industries du bois et matières similaires;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 4 mars 1934, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de la revision du décret du 25 mai 1925, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la tabletterie et les petites industries du bois et matières similaires;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 2 de l'article 3 du décret du 25 mai 1925, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la tabletterie et les petites industries du bois et matières similaires, est abrogé.

ART. 2. — L'article 6 du décret du 13 août 1925 précité est remplacé par les dispositions suivantes :

La durée du travail effectif journalier peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement.

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale ou d'un service public sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation.

3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef d'établissement; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

Limite à fixer dans chaque cas de concert entre le Ministre du Travail et le Ministre qui ordonne les travaux.

Maximum annuel : 120 heures.

Cent cinquante heures pour l'industrie de la fabrication des jeux, jouets et engins sportifs et pour l'industrie de la confection des couronnes funéraires et articles de tous genres en perles de verre ou autre matière.

Toutefois, l'Inspecteur départemental du travail pourra, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, autoriser des heures supplémentaires, dont le nombre ne pourra excéder quarante par an, en compensation des heures perdues par suite de chômage collectif, résultant de l'observation des fêtes locales ou autres événements locaux consacrés par l'usage. En aucun cas, la prolongation journalière ne pourra être inférieure à une demi-heure ni la durée du travail journalier dépasser dix heures.

En cas de chômage extraordinaire et prolongé dans une industrie, le Ministre du Travail, à la demande d'une des organisations patronales ou ouvrières intéressées, et après consultation de toutes les organisations, pourra, par arrêté publié au *Journal officiel*, suspendre, à titre provisoire, en totalité ou en partie, l'utilisation des heures supplémentaires prévues sous le numéro 3 du paragraphe 1^{er} du présent article, pour une ou plusieurs régions déterminées.

Dans le mois qui suit la publication de l'arrêté, le Ministre saisira le Conseil d'Etat d'un projet de règlement d'administration publique tendant à consacrer purement et simplement ou sous réserve de modifications, les mesures ayant fait l'objet dudit arrêté.

Dès sa publication, le règlement d'administration publique se substituera de plein droit à l'arrêté ministériel. Dans le cas où cette publication n'interviendrait pas dans les deux mois de la date fixée pour l'entrée en vigueur de l'arrêté, les dispositions de l'arrêté cesseront d'avoir effet.

ART. 3. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 4. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 20 mars 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

PAUL JACQUIER.

DÉCRET DU 20 MARS 1935⁽¹⁾

portant règlement d'administration publique modifiant le décret du 19 mars 1921, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de l'ameublement.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu la demande présentée par une organisation syndicale;

Vu le décret du 19 mars 1921, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de l'ameublement;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 4 mars 1934, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de la revision du décret du 19 mars 1921, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de l'ameublement;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 2 de l'article 3 du décret du 19 mars 1921, portant règlement d'administration publique pour l'application de

(1) *J. O.* du 29 mars 1935.

la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de l'ameublement, est abrogé.

ART. 2. — L'article 6 du décret du 19 mars 1921 précité est remplacé par les dispositions suivantes :

La durée du travail effectif journalier peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement.

Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef d'établissement; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale ou d'un service public sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation.

Limite à fixer dans chaque cas de concert entre le Ministre du Travail et le Ministre qui ordonne les travaux.

3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroits extraordinaires de travail).

Maximum : cent vingt heures par an. Toutefois, l'Inspecteur départemental du travail pourra, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, autoriser des heures supplémentaires, dont le nombre ne pourra excéder quarante par an, en compensation des heures perdues par suite de chômage collectif, résultant de l'observation des fêtes locales ou autres événements locaux consacrés par l'usage. En aucun cas, la prolongation journalière ne pourra être inférieure à une demi-heure ni la durée du travail journalier dépasser dix heures.

En cas de chômage extraordinaire et prolongé dans une industrie, le Ministre du Travail, à la demande d'une des organisations patronales ou ouvrières intéressées, et après consultation de toutes les organisations, pourra, par arrêté publié au *Journal officiel*, suspendre, à titre provisoire, en totalité ou en partie, l'utilisation des heures supplémentaires prévues sous le numéro 3 du paragraphe 1^{er} du présent article, pour une ou plusieurs régions déterminées.

Dans le mois qui suit la publication de l'arrêté, le Ministre saisira le Conseil d'Etat d'un projet de règlement d'administration publique tendant à consacrer purement et simplement ou sous réserve de modifications, les mesures ayant fait l'objet dudit arrêté.

Dès sa publication, le règlement d'administration publique se substituera de plein droit à l'arrêté ministériel. Dans le cas où cette publication n'interviendrait pas dans les deux mois de la date fixée pour l'entrée en vigueur de l'arrêté, les dispositions de l'arrêté cesseront d'avoir effet.

ART. 3. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 4. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 20 mars 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

PAUL JACQUIER.

DÉCRET DU 20 MARS 1935 (1).

*limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans certaines industries
du bois du département du Gard.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés, dans le département du Gard par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries du bois ci-dessous désignées :

Sciage et fendage du bois de chauffage;
Fabrique de bois de fente et de bois fendu;
Sciage de long;
Sciage mécanique du bois;
Fabriques de caisses en bois.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (2).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 20 MARS 1935 (1).

*limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans certaines industries
du bois du département des Bouches-du-Rhône.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

(1) *J. O.* du 28 mars 1935.

(2) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département des Bouches-du-Rhône dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries du bois ci-dessous désignées :

Sciage et fendage de bois de chauffage;
Fabriques de bois de fente et bois fendus;
Scieurs de long et sciage mécanique du bois;
Fabriques de caisses en bois.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

30 p. 100 dès l'application du décret;
25 p. 100 six mois après;
20 p. 100 un an après⁽¹⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 20 MARS 1935⁽²⁾

imitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans certaines industries du bois du département du Vaucluse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de Vaucluse par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries du bois ci-dessous désignées :

Menuiserie, charonnage, carrosserie, ameublement, ébénisterie, sciage et fendage du bois de chauffage, fabrique de fente et de bois fendus, scieurs de long, sciage mécanique et fabrique de caisses en bois

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixé ainsi qu'il suit,

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) J. O. du 28 mars 1935.

par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

15 p. 100 dès l'application du décret:

10 p. 100 un an après⁽¹⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 20 MARS 1935⁽²⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les primeurs en gros du département de la Haute-Garonne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers, susceptibles d'être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent le commerce de primeurs en gros, situés dans le département de la Haute-Garonne.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements⁽¹⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 20 MARS 1935⁽²⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département du Var.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, en ce

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) J. O. du 28 mars 1935.

qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés dans le département du Var par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment-armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiment, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et autres locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — La proportion maxima des travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus, est fixée, ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces entreprises :

20 p. 100 dès l'application du décret;

15 p. 100 six mois après;

10 p. 100 un an après⁽¹⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 20 MARS 1935⁽²⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de la Corse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés, dans le département de la Corse par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiments, y compris les ateliers et

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) J. O. du 28 mars 1935.

autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — La proportion maxima des travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus est fixée, ainsi qu'il suit par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces entreprises :

20 p. 100 dès l'application du décret;

15 p. 100 six mois après ⁽¹⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 20 MARS 1935 ⁽²⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de minoteries, rizeries, semouleries du département de la Corse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les minoteries, les rizeries et les semouleries situées dans le département de la Corse.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée, ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

15 p. 100 dès l'application du décret;

10 p. 100 six mois après ⁽¹⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 20 MARS 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les combustibles et produits chimiques du département de la Haute-Garonne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

⁽¹⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

⁽²⁾ *J. O.* du 28 mars 1935.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les commerces de combustibles et de produits chimiques situés dans le département de la Haute-Garonne.

Aff. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements⁽¹⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 20 MARS 1935⁽²⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans certaines industries chimiques du département du Gard.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Gard par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent certaines industries chimiques désignées ci-dessous :

Fabriques d'acides, sels et produits divers;
Electro-chimie;
Fabriques d'engrais.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée, ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

15 p. 100 dès l'application du décret;
10 p. 100 six mois après⁽¹⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

⁽¹⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

⁽²⁾ *J. O.* du 28 mars 1935.

DÉCRET DU 20 MARS 1935 ⁽¹⁾.

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de la Drôme.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés dans le département de la Drôme par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermeture et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition, de bâtiments, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exercent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — La proportion maxima des travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus est fixée, ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé par ces entreprises :

10 p. 100 dès l'application du décret;

5 p. 100 un an après ⁽²⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 20 MARS 1935 ⁽¹⁾.

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de l'Aube.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, en ce

⁽¹⁾ J. O. du 28 mars 1935.

⁽²⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés dans le département de l'Aube par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiments, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — La proportion maxima des travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus est fixée à 15 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces entreprises (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 20 MARS 1935 (2)

*limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie
du caoutchouc du département de l'Allier.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de l'Allier par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent la raffinerie et la fabrication du caoutchouc et de ses succédanés, et la fabrication de tous objets, articles, bandages pneumatiques, étoffes, tissus en ces matières ainsi que la fabrication de fils ou câbles électriques isolés au caoutchouc ou à la gutta.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) J. O. du 28 mars 1935.

DÉCRET DU 20 MARS 1935 ⁽¹⁾.

*limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises
de manutention de transport du département du Gard.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les entreprises de manutention et de transport par terre et par eau situées dans le département du Gard.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

10 p. 100 dès l'application du décret;

8 p. 100 six mois après ⁽²⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 20 MARS 1935 ⁽¹⁾

*limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises
de manutention et de transport du département de la Corse.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les entreprises de manutention et de transport par terre et par eau situées dans le département de la Corse.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

15 p. 100 dès l'application du décret;

10 p. 100 six mois après ⁽²⁾.

.....

⁽¹⁾ J. O. du 28 mars 1935.

⁽²⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 20 MARS 1935 ⁽¹⁾.

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries, faïence et porcelaine du département du Vaucluse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les tuileries, briqueteries, fabriques de porcelaine, faïence, grès sanitaire ou tous produits réfractaires situés dans le département de Vaucluse.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements à :

25 p. 100 dès l'application du décret;

20 p. 100 six mois après ⁽²⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 20 MARS 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de chaux, plâtres et ciments dans le département du Vaucluse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de chaux, plâtres et ciments situés dans le département de Vaucluse.

⁽¹⁾ J. O. du 28 mars 1935.

⁽²⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 20 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ⁽¹⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 20 MARS 1935 ⁽²⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de porcelaine, faïence et grès sanitaires du département de la Drôme.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de porcelaine, faïence et grès sanitaire situées dans le département de la Drôme.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

8 p. 100 dès l'application du décret,
5 p. 100 un an après ⁽¹⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 20 MARS 1935 ⁽²⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques d'huiles et dans les savonneries situées dans le département de la Corse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce

⁽¹⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

⁽²⁾ J. O. du 28 mars 1935.

qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques d'huiles et dans les savonneries situées dans le département de la Corse.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 15 p. 100, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ⁽¹⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 20 MARS 1935 ⁽²⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de bouchons en liège et objets en liège du département de la Corse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de bouchons en liège et d'objets en liège situées dans le département de la Corse.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

20 p. 100 dès l'application du décret;

15 p. 100 six mois après ⁽¹⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 20 MARS 1935 ⁽²⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les minoteries, semouleries, rizeries et raffineries du sucre dans le département du Gard.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

⁽¹⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

⁽²⁾ J. O. du 28 mars 1935.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les minoteries, les semouleries, les rizeries et les raffineries de sucre situées dans le département du Gard.

Aff. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 5 p. 100, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements (¹).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 20 MARS 1935 (²)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries, produits céramiques du département de l'Aube.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les tuileries, briqueteries, fabriques de produits céramiques, situés dans le département de l'Aube.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements (¹).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 20 MARS 1935 (²)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la verrerie dans le département du Gard.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

(¹) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(²) *J. O.* du 28 mars 1935.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Gard par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries ci-après énumérées :

Verreries en tous genres, y compris la fabrication des vitraux, le façonnage, la taille, le polissage, la décoration et toutes autres opérations sur verres ou vitraux.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans l'établissement ou la partie d'établissement :

20 p. 100 dès l'application du décret;

15 p. 100 six mois après;

10 p. 100 un an après⁽¹⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 23 MARS 1935⁽²⁾

portant règlement d'administration publique, modifiant le décret du 3 septembre 1934, appliquant la loi sur la journée de huit heures dans les pâtisseries du département du Nord.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu le décret du 3 juin 1934 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries du département du Nord;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 29 novembre 1934 relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de la revision du décret du 3 juin 1934 précité;

Vu l'accord intersyndical intervenu le 11 juillet 1934 entre les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 3 de l'article 4 du décret du 3 juin 1934, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries du département du Nord est remplacé par les dispositions suivantes :

« Pour le personnel affecté à la vente, l'horaire fixera pour l'ensemble du personnel l'heure du commencement et de la fin de la journée de tra-

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) *J. O.* du 23 mars 1935.

vail, ainsi que la durée des repos prévus à l'article 2. Le nombre d'heures comprises dans cette période en y comprenant les heures consacrées aux repos ne pourra pas excéder, pour les établissements de la catégorie *a* : 4 heures et demi le dimanche et 12 heures les autres jours ouvrables; et pour les établissements de la catégorie *b*, 12 heures; en outre, l'horaire devra indiquer les heures de repos pendant lesquelles le personnel aura le droit de quitter l'établissement. »

ART. 2. — Le paragraphe 4 de l'article 4 du décret du 3 juin 1934 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Aucune personne ne pourra être occupé avant l'heure du commencement ou après l'heure de la fin de la journée de travail ainsi fixée. Toutefois, pour une ou deux dames employées au maximum, appelées à assurer un service spécial de vente, en raison de la nature particulière de la clientèle, des heures différentes de commencement et de fin de journée de travail pourront être prévues à la condition que l'amplitude de la journée n'excède pas les limites fixées ci-dessus, pour chacune de ces employées. »

ART. 3. — Le paragraphe 7 de l'article 4 du décret du 3 juin 1934 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquels s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après pour les ouvriers spécialistes chargés du chauffage des fours, ainsi que pour les catégories de travailleurs occupés par relais. »

ART. 4. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 5. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 23 mars 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

PAUL JACQUIER.

DÉCRET DU 1^{er} AVRIL 1935⁽¹⁾

modifiant le décret du 4 août 1930, modifié par le décret du 13 août 1932, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries des départements des Côtes-du-Nord, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les demandes présentées par diverses organisations syndicales;

Vu le décret du 4 août 1930, modifié par le décret du 13 août 1932, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée

(1) *J. O.* du 11 avril 1935.

de huit heures dans les pâtisseries des départements des Côtes-du-Nord, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 31 octobre 1933, page 11093, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières, en vue de l'application de la loi sur la journée de huit heures dans les pâtisseries du département de la Manche;

Vu l'accord intervenu le 25 janvier 1934 en vue de l'extension au département de la Manche des dispositions du décret du 4 août 1930 précité;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} du décret du 4 août 1930 modifié par le décret du 13 août 1932, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries des départements des Côtes-du-Nord, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les dispositions du présent décret sont applicables dans les départements des Côtes-du-Nord, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine, de la Manche et du Morbihan aux établissements et parties d'établissements où s'exerce la vente au détail de pâtisserie et aux ateliers de fabrication annexés à ces établissements et fonctionnant pour le besoin de ceux-ci. »

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 1^{er} avril 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

PAUL JACQUIER.

DÉCRET DU 1^{er} AVRIL 1935 (1)

portant règlement d'administration publique établissant un régime uniforme de répartition du travail dans les banques de la ville d'Amiens.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 27 juillet 1923 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les banques, et notamment l'article 2, § 5, conçu comme suit :

« ART. 2, § 5. Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées, et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe. Toutefois, ce régime ne s'appliquera aux établissements de la Banque de France que dans la mesure où il serait compatible avec les services publics dont ils sont chargés »;

(1) J. O. du 11 avril 1935.

Vu la demande formée par le syndicat des employés de banque de la ville d'Amiens;
Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville d'Amiens, pour tous les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du décret du 27 juillet 1923, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les banques, les quarante-huit heures de travail de la semaine seront réparties ainsi qu'il suit :

Lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi : de 8 h. 30 à 12 heures et de 14 heures à 19 h. 10;

Le samedi : de 8 h. 20 à 13 heures.

Toutefois, ce régime ne s'appliquera aux établissements de la Banque de France que dans la mesure où il serait compatible avec les services publics dont ils seront chargés.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 1^{er} avril 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

PAUL JACQUIER.

DÉCRET DU 1^{er} AVRIL 1935 ⁽¹⁾

portant règlement d'administration publique établissant un régime uniforme de répartition des heures de présence dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames des communes de l'ancien arrondissement administratif de Fontainebleau (moins la ville de Nemours).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 26 août 1920, modifié par le décret du 30 octobre 1921 et par le décret du 23 octobre 1933, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les magasins et salons de coiffure, et notamment l'article 2, § 3 et 7, conçus comme suit :

« Dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, en raison du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue ci-après correspond à la durée maximum de travail effectif fixé au premier paragraphe du premier alinéa du présent article :

52 heures par semaine à Paris;

54 heures par semaine dans les villes comptant plus de 500.000 habitants;

55 heures par semaine dans toute l'étendue du département de la Seine, moins Paris, dont le maximum est établi ci-dessus;

57 heures par semaine dans les villes comptant au plus 500.000 et au moins 100.000 habitants;

⁽¹⁾ J. O. du 11 avril 1935.

60 heures par semaine dans les villes comptant moins de 100.000 habitants.

.....
Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire, ou dans une localité déterminée, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition des heures pour tous les établissements de la profession dans la région, la localité ou les quartiers, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, là où il en existe;

Vu l'accord intervenu le 18 décembre 1933 entre le syndicat des patrons coiffeurs de l'arrondissement de Fontainebleau, Montereau, Nemours, Moret, d'une part, et le syndicat des ouvriers coiffeurs confédérés de Seine-et-Marne;

Vu la demande formulée à l'article 2 de l'accord susvisé;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRET :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue des cantons de Fontainebleau, Montereau, La Chapelle-la-Reine, Château-Landin, Lorrez-le-Bocage, Moret et Nemours (moins la ville de Nemours), pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames est établi le régime uniforme ci-après des heures de présence ::

a. Salons de coiffure *fermant le dimanche* :

Pour chacun des six jours ouvrables : de 8 heures à 12 heures et de 13 h. 15 à 19 h. 15.

b. Salons de coiffure *fermant le lundi* :

1° Villes de 5.000 habitants et au-dessus :

Mardi, mercredi, jeudi et vendredi : de 7 h. 30 à 12 heures et de 13 h. 15 à 19 h. 30;

Samedi : de 7 h. 30 à 12 heures et de 13 heures à 19 h. 30;

Dimanche : de 7 heures à 13 heures.

2° Villes de moins de 5.000 habitants :

Mardi, mercredi, jeudi et vendredi : de 7 h. 30 à 12 heures et de 13 h. 30 à 19 h. 45;

Samedi : de 7 h. 30 à 12 heures et de 13 h. 30 à 20 heures;

Dimanche : de 7 heures à 13 heures.

Toutefois, en ce qui concerne la ville d'Egreville, le régime uniforme appliqué sera celui des localités de moins de 5.000 habitants en substituant le *lundi* au *mardi*, jour de fermeture des salons de coiffure d'Egreville.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 1^{er} avril 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

PAUL JACQUIER.

DÉCRET DU 3 AVRIL 1935 (1)

portant règlement d'administration publique établissant un régime uniforme de répartition des heures de présence dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames de la ville de Nemours.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 26 août 1920, modifié par le décret du 30 octobre 1921 et par le décret du 23 octobre 1933, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les magasins et salons de coiffure, et notamment l'article 2, § 3, 6 et 7, conçus comme suit :

« Dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, en raison du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue ci-après correspond à la durée maximum de travail effectif fixé au premier paragraphe du présent article :

52 heures par semaine à Paris;

54 heures par semaine dans les villes comptant plus de 500.000 habitants;

55 heures par semaine dans toute l'étendue du département de la Seine, moins Paris, dont le maximum est établi ci-dessus;

57 heures par semaine dans les villes comptant au plus 500.000 et au moins 100.000 habitants;

60 heures par semaine dans les villes comptant moins de 100.000 habitants.

« Lorsque, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté, par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées, que le maximum hebdomadaire de travail effectif dans les magasins et salons de coiffure pour dames correspond à une durée de présence inférieure à celle qui est fixée, par le paragraphe 3 du présent article, un régime différent, tenant compte de ces accords pourra être fixé, à titre provisoire, par arrêté ministériel. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

« Si des organisations patronales et ouvrières de la profession dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition des heures pour tous les établissements de la profession, dans la région, la localité ou les quartiers, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, là où il en existe;

Vu l'accord intervenu entre les organisations patronales et ouvrières intéressées le 16 octobre 1933;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville de Nemours, pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, est établi le régime uniforme ci-après des heures de présence journalière portant sur une durée de présence réduite à 58 heures :

Mardi, mercredi, jeudi et vendredi : de 7 h. 30 à 12 heures et de 13 h. 30 à 19 h. 30;

Samedi : de 7 h. 30 à 12 heures et de 13 h. 30 à 20 heures;

Dimanche : a) du 1^{er} octobre au 31 mars : de 7 h. 30 à 12 h. 30 ;
b) du 1^{er} avril au 30 septembre : de 7 heures à 12 heures.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 3 avril 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

PAUL JACQUIER.

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 (1).

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département d'Indre-et-Loire.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés dans le département d'Indre-et-Loire, par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment-armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiment, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent les dits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus. Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel occupé dans chaque entreprise. Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés dans ces entreprises (2).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel* et n'auront effet que jusqu'au premier janvier 1936.

.....

(1) *J. O.* du 12 avril 1935.

(2) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

TABEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics situées dans le département de l'Indre-et-Loire.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
I. Entreprises de terrassement :	
a. Chef d'équipe, cabot, terrassier, puisatier, puisatier-mineur, boiseur, dresseur et poseur de rails, batteur de pieux.....	20 p. 100 dès l'application du décret. 15 p. 100 trois mois après. 10 p. 100 six mois après.
b. Rouleur à la brouette, charretier, manœuvre.....	5 p. 100.
II. a. <i>Entreprises de maçonnerie.</i> — Maçon limousinant, garçon limousinant et garçon maçon, bardeur, garçon de relais, poseur, scieur de pierre tendre, pinceur, travailleur de pierre au chantier, ravaleur, briqueteur, aide-briqueteur, applicateur d'enduit métallique, enduiseur, mouchetiqueur, tourneur de treuil, gardien de nuit, gardien de rue.....	15 p. 100 dès l'application du décret. 10 p. 100 trois mois après.
b. <i>Entreprises de travaux en ciment.</i> — Compagnon cimentier, garçon cimentier...	25 p. 100 dès l'application du décret. 20 p. 100 trois mois après. 10 p. 100 six mois après.
III. Entreprises de serrurerie, construction métallique et charpente en fer :	
a. <i>Entreprises de serrurerie et construction métallique.</i> — Traceur, chef d'équipe, forgeron d'atelier, frappeur, serrurier, ajusteur, ferreur, perceur reproducteur, poinçonneur et cisailleur, riveur, manœuvre, homme de ville, poseur de sonnettes et de cordons mécaniques, rampistes.....	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de charpente en fer.</i> — Chef d'équipe, levageur, charpentier-levageur, grillageur.....	Idem.
IV. Entreprises de charpente en bois.....	Idem.
V. a. Entreprises de menuiserie. — Menuisier-parqueteur.....	Idem.
b. <i>Entreprises de parquets.....</i>	Idem.
VI. a. <i>Entreprises de fumisterie de bâtiment.</i> — Compagnon fumiste en bâtiment garçon fumiste, tôlier fumiste, aide-tôlier fumiste.....	Idem.
b. <i>Entreprises de fumisterie industrielle.</i> — Compagnon briqueteur fumiste industriel aide-fumiste briqueteur.....	Idem.
VII. Entreprises de chauffage. (bâtiment). — Monteur spécialiste, aide-monteur....	Idem.
VIII. a. <i>Entreprises de peinture.</i> — Peintre en bâtiment, peintre en décors, colleur colleur fournissant les outils, fileur ou peintre en lettres, enduiseur.....	Idem. 25 p. 100 dès l'application du décret.
b. <i>Entreprises de ravalement.</i> — Badigeonneur, échafaudeur, peintre pour ravalement.	20 p. 100 trois mois après. 10 p. 100 six mois après.
c. <i>Entreprises de vitrerie.</i> — Vitrier.....	5 p. 100.
IX. <i>Entreprises de miroiterie.</i> — Premier ouvrier chef de chantier, second ouvrier qualifié.....	Idem.
X. a. <i>Entreprises de pavage et granit.</i> — Compagnon paveur en pierre ou en bois, dresseur, aide-paveur et manutentionnaire de dépôt, piqueur de grès ou de granit.	15 p. 100 dès l'application du décret. 10 p. 100 trois mois après.
b. <i>Entreprises d'asphalte.</i> — Ouvrier tireur de rateau, pointeur, pilonneur, rouleur manœuvre.....	5 p. 100.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
c. <i>Entreprises de bitume de travaux publics.</i> — Bitumeur, applicateur d'asphalte coulé garçon applicateur et verseur.....	5 p. 100.
d. <i>Entreprises de béton de travaux publics.</i> — Bétonnier (metteur en forme) et aide...	10 p. 100.
XI. <i>Entreprises de marbrerie du bâtiment et marbrerie funéraires.</i> — Ouvrier marbrier et polisseur qualifié sachant travailler sur plans, ouvrier marbrier polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier.....	15 p. 100 dès l'application du décret. 10 p. 100 trois mois après.
XII. a. <i>Entreprises de mosaïque-carrelage.</i> — Compagnon mosaïste d'atelier pouvant faire tout le travail qui se présente et travaillant toute matière.....	30 p. 100 dès l'application du décret.
b. Compagnon mosaïste de chantier pouvant faire le sol et l'élévation, petit compa- gnon mosaïste ne faisant que le sol.....	20 p. 100 trois mois après.
c. Manœuvre mosaïste, garçon carreleur faïencier qualifié, compagnon carreleur faïencier	10 p. 100 six mois après.
d. Graniteurs	
XIII. <i>Entreprises de couverture, plomberie, gaz, canalisations sanitaires.</i> — Compagnon plombier, couvreur zingueur et gazier, aide-plombier couvreur zingueur et gazier, gardien de rue.....	5 p. 100.
XIV. <i>Entreprises de fontaines.</i> — Ajusteur fontainier, plombier poseur de fonte, a'de plombier poseur de fonte, maçon fontainier, aide-maçon fontainier, manœuvre ou garde-trappe.....	Idem.
XV. <i>Entreprises de démolition.</i> — Chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon	20 p. 100 dès l'application du décret. 10 p. 100 trois mois après.
XVI. <i>Entreprises de carton-pierre et staff.</i> — Architecturier faisant la maquette, mouleur, poseur de staff et de carton-pierre, estampeur, staffeur.....	10 p. 100 dès l'application du décret. 5 p. 100 trois mois après.
XVII. <i>Entreprises de stuc.</i> — Compositeur de stuc, stucateur, polisseur de stuc, aide-stucateur.....	10 p. 100 dès l'application du décret. 5 p. 100 trois mois après.
XVIII. <i>Entreprise d'électricité du bâtiment.</i> — Monteur électricien spécialisé en téléphone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonnerie), aide- monteur électricien.....	5 p. 100.
XIX. <i>Professions diverses :</i>	
a. Coupeurs et sertisseurs en vitraux.....	Idem.
b. Sculpteurs du bâtiment.....	10 p. 100 dès l'application du décret.
c. Parquets sans joint, applicateur.....	5 p. 100 trois mois après.
XX. <i>Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus.</i> — Dessinateurs, commis- dessinateurs, commis de chantiers, métreur en bâtiment, ingénieur conducteur de travaux.....	5 p. 100.

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 ⁽¹⁾

révisant le décret du 15 mars 1934 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la chapellerie dans le département des Bouches-du-Rhône.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret du 15 mars 1935 fixant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans l'industrie de la chapellerie dans le département des Bouches-du-Rhône, sont modifiées comme suit :

« Le taux de main-d'œuvre étrangère fixé actuellement à 25 p. 100 et à 20 p. 100 au 15 avril 1935 est fixé, par le présent décret à 15 p. 100 à partir du 15 avril 1936. »

ART. 2. — Les dispositions du présent décret seront applicables à partir du 1^{er} mai 1935.

.....

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries du bois du département de la Corse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de la Corse dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries du bois ci-après :

Sciage et fendage du bois de chauffage;
Fabriques de bois de fente et bois fendu;
Sciage de long, sciage mécanique du bois;
Fabriques de caisses en bois.

Aff. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

15 p. 100 dès l'application du décret;
10 p. 100 six mois après ⁽²⁾.

.....

⁽¹⁾ J. O. du 12 avril 1935.

⁽²⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries du bois dans le département de la Drôme.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de la Drôme par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries du bois désignées ci-après :

Sciage et fendage du bois de chauffage;
Fabriques de bois de fente et bois fendu;
Sciage de long, sciage mécanique du bois;
Fabriques de caisses en bois.

Art. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

10 p. 100 dès l'application du décret;
5 p. 100 un an après ⁽²⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries du bois du département des Pyrénées-Orientales.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce

⁽¹⁾ J. O. du 12 avril 1935.

⁽²⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département des Pyrénées-Orientales par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries du bois ci-après :

Sciage et fendage de bois de chauffage;
Fabriques de bois de fente et bois fendu;
Sciage de long, sciage mécanique du bois;
Fabriques de caisses en bois.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

25 p. 100 dès l'application du décret;
20 p. 100 trois mois après;
15 p. 100 six mois après ⁽¹⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 ⁽¹⁾.

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département du Gard.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Gard par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiments, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent

⁽¹⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

⁽²⁾ *J. O.* du 12 avril 1935.

les dits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus. Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel occupé dans chaque entreprise. Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs occupés dans ces entreprises (').

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

(') Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

TABLEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics situées dans le département du Gard.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
I. <i>Entreprises de terrassement.</i> — Chef d'équipe, cabot, terrassier, puisatier-mineur, boiseur, dresseur et poseur de rails, batteur de pieux, etc.....	20 p. 100 dès l'application du décret. 10 p. 100 trois mois après.
II. <i>Entreprises de maçonnerie.</i> — Maçon limousinant, garçon limousinant et garçon maçon, bardeur, garçon de relais, poseur, scieur de pierre tendre, pinceur, travailleur de pierre en chantier, ravaleur, briqueteur, aide-briqueteur, applicateur d'enduit métallique, enduiseur mouchetiqueur, tourneur de treuil, gardien de nuit, gardien de rue	15 p. 100 dès l'application du décret. 10 p. 100 six mois après.
b. <i>Entreprises de travaux en ciment.</i> — Compagnon cimentier, garçon cimentier. . .	20 p. 100.
III. <i>Entreprises de serrurerie, constructions métalliques et charpentes en fer :</i>	
a. <i>Entreprises de serrurerie.</i> — <i>Constructions métalliques.</i> — Traceur et chef d'équipe, forgeron d'atelier, frappeur, serrurier, ajusteur, ferreur, perceur, reproducteur, poinçonneur et cisailleur, riveur, manœuvre, homme de ville, poseur de sonnettes et de cordons mécaniques, rampistes.....	10 p. 100.
b. <i>Entreprises de charpentes en fer.</i> — Chef d'équipe levageur, charpentier levageur, grillageur	Idem.
IV. <i>Entreprises de charpentes en bois.</i> — Charpentier qualifié.....	Idem.
V. a. <i>Entreprises de menuiserie.</i> — Menuisier, parqueteur.....	Idem.
b. <i>Entreprises de parquets.</i> — Replanisseur de parquets.....	Idem.
VI. a. <i>Entreprises de fumisterie de bâtiment.</i> — Compagnon fumiste en bâtiment garçon fumiste, tôlier fumiste, aide-tôlier fumiste.....	15 p. 100.
b. <i>Entreprises de fumisterie industrielle.</i> — Compagnon briqueteur fumiste industriel, aide-briqueteur fumiste industriel.....	Idem.
VII. <i>Entreprise de chauffage.</i> — Bâtiment -Monteur spécialiste, aide-monteur.....	10 p. 100.
VII. a. <i>Entreprises de peinture.</i> — Peintre en bâtiment, peintre en décors, colleur, colleur fournissant les outils, fileur ou peintre en lettres, enduiseur.	15 p. 100 dès l'application du décret. 10 p. 100 six mois après.
b. <i>Entreprises de ravalement.</i> — Badigeonneur échafauder, peintre pour ravalement..	Idem.
c. <i>Entreprises de vitrerie.</i> — Vitriers	Idem.
IX. <i>Entreprises de miroiterie.</i> — Premier ouvrier chef de chantier, second ouvrier qualifié.	10 p. 100.
a. <i>Entreprises de pavage et granit</i> — Compagnon paveur en pierre ou en bois, dresseur, aide-paveur et manutentionnaire de dépôt, piqueur de grès ou de granit.....	20 p. 100.
b. <i>Entreprises d'asphalte.</i> — Ouvrier tireur de rateau, pointeur, pilonneur, rouleur, manœuvre.....	Idem.
c. <i>Entreprises de bitume et travaux publics.</i> — Bitumeur, applicateur d'asphalte coulé garçon applicateur et verseur.....	Idem.
d. <i>Entreprises de béton de travaux publics.</i> — Bétonnier, metteur en forme, aide-bétonnier	Idem.
XI. <i>Entreprises de marbrerie du bâtiment et marbrerie funéraire.</i> — Ouvrier marbrier et polisseur qualifié sachant travailler sur plans, ouvrier marbrier polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier.....	15 p. 100 dès l'application du décret. 10 p. 100 six mois après.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
XII. Entreprises de mosaïque, carrelage :	
a. Compagnon mosaïste d'atelier pouvant faire tout le travail qui se présente et travaillant toute matière	20 p. 100.
b. Compagnon mosaïste de chantier pouvant faire le sol et l'élévation, petit compagnon mosaïste ne pouvant faire que le sol.	30 p. 100.
c. Manœuvre mosaïste, garçon carreleur, faïencier qualifié, compagnon carreleur faïencier.	15 p. 100 dès l'application du décret. 10 p. 100 trois mois après.
d. Graniteurs	50 p. 100 dès l'application du décret. 30 p. 100 trois mois après.
XIII. Entreprises de couverture, plomberie, gaz, canalisations sanitaires. — Compagnons plombiers, couvreurs-zingueur et gazier, aide-plombier, couvreur-zingueur et gazier, gardien de rue.....	10 p. 100.
XIV. Entreprises de fontaines. — Ajusteur fontainier, plombier, poseur de fonte, aide plombier poseur de fonte, maçon fontainier, aide-maçon fontainier, manœuvre ou garde-trappe.....	Idem.
XV. Entreprises de démolition. — Chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon.	20 p. 100 dès l'application du décret. 10 p. 100 trois mois après.
XVI. Entreprises de carton-pierre et staff. — Architecturier faisant la maquette, mouleur, poseur de staff et de carton-pierre, estampeur, staffeur.....	10 p. 100.
XVII. Entreprises de stuc. — Compositeur de stuc, stucateur, polisseur de stuc, aide stucateur.....	10 p. 100 dès l'application du décret. 5 p. 100 trois mois après.
XIX. Entreprises d'électricité. — Monteur électricien spécialisé en téléphone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonneries) aide-monteur électricien.....	10 p. 100.
XIX. Professions diverses :	
a. Coupeur et sertisseur en vitraux.....	5 p. 100.
b. Sculpteur en bâtiment.....	Idem.
c. Parquets sans joint (applicateur).....	10 p. 100.
XX. Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus. — Dessinateurs, commis dessinateurs, commis de chantiers, métreurs en bâtiment, ingénieurs, conducteurs de travaux.....	5 p. 100.

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 (*)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de l'Ardèche.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

(*) J. O. du 12 avril 1935.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés, dans le département de l'Ardèche, par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiments, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent les dits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — La proportion maxima des travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus, est fixée ainsi qu'il suit par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces entreprises :

15 p. 100 dès l'application du décret;

10 p. 100 six mois après ⁽¹⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 ⁽²⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département des Basses-Alpes.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés dans le département des Basses-Alpes par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage,

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) *J. O.* du 12 avril 1935.

terrassement, pavage, ravalement et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiments y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent les dits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus, est fixée ainsi qu'il suit par rapport à l'ensemble du personnel occupé par ces entreprises :

- 25 p. 100 dès l'application du décret;
 - 20 p. 100 trois mois après;
 - 15 p. 100 six mois après;
 - 10 p. 100 un an après ⁽¹⁾.
-

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 ⁽²⁾

révisant le décret du 17 juillet 1934 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les charcuteries en gros et conserves de viande du département de la Moselle.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret sus-visé du 17 juillet 1934 fixant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les charcuteries en gros et conserves de viande dans le département de la Moselle sont modifiées comme suit :

« Art. 2. — La proportion fixée actuellement à 30 p. 100 pour les arrondissements de Forbach et Sarreguemines est fixée à 20 p. 100 à partir du 1^{er} août 1935; la proportion fixée actuellement à 20 p. 100 pour le reste du département est fixée à 15 p. 100 à partir du 1^{er} août 1935. D'autre part, à partir du 1^{er} janvier 1936, cette proportion est fixée *pour tout le département* à 15 p. 100. »

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

⁽¹⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

⁽²⁾ *J. O.* du 12 avril 1935.

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 (1).

*limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques
de boissons gazeuses du département du Rhône.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de boissons gazeuses situées dans le département du Rhône.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements (2).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 (1).

*limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les biscuiteries
et confiseries du département du Rhône.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les biscuiteries et les confiseries du département du Rhône.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements (2).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

(1) J. O. du 12 avril 1935.

(2) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 ⁽¹⁾.

*limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie
du caoutchouc et succédanés du département du Rhône.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Rhône par les établissements ou parties d'établissements où s'exerce l'industrie du caoutchouc et succédanés.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 15 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements ⁽²⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 ⁽¹⁾

*révisant le décret du 22 août 1933 limitant l'emploi de la main-d'œuvre
étrangère dans l'industrie de la chaussure dans le département de la
Moselle.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret du 22 août 1933 fixant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans l'industrie de la chaussure dans le département de la Moselle sont modifiées comme suit :

A l'article 2 : « Pour les travailleurs en chaussures toutes catégories, le taux de la main-d'œuvre étrangère autorisée, actuellement fixé à 15 p. 100 est fixé à 5 p. 100 pour les communes de Moussey et de Réchicourt-le-Château à partir du 1^{er} novembre 1935, et à 10 p. 100 à partir de la même date pour le reste du département.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret seront applicables à partir du 1^{er} mai 1935.

.....

⁽¹⁾ J. O. du 12 avril 1935.

⁽²⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de déments de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 (1).

révisant le décret du 26 juillet 1933 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la tannerie et de la mégisserie de certains départements.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 2 du décret du 26 juillet 1933 fixant la proportion de travailleurs étrangers dans l'industrie de la tannerie et de la mégisserie des départements de Lot-et-Garonne, Gironde, Doubs, Aude, Haute-Savoie, Savoie, Aisne, Jura, ainsi conçues :

La proportion de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans chaque établissement ou partie d'établissement et pour chacune des catégories ci-après, est fixée comme suit par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans l'établissement, la partie d'établissement ou la catégorie :

Travailleurs de tannerie	15 p. 100
Travailleurs de mégisserie	15 —

sont remplacées par les suivantes :

La proportion de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans chaque établissement ou partie d'établissement et pour chacune des catégories ci-après, est fixée comme suit par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans l'établissement, la partie d'établissement ou la catégorie :

CATÉGORIES.	DÉPARTEMENTS.	TAUX.
Travailleurs de tannerie et travailleurs de mégisserie.	Lot-et-Garonne..	5 p. 100 à partir du 1 ^{er} mai 1935.
	Aude.....	10 p. 100 — —
	Jura.....	15 p. 100 — —
	Gironde.....	10 p. 100 — du 1 ^{er} novembre 1935.
	Doubs.....	10 p. 100 — du 2 ^{er} mai 1933.
	Aisne.....	5 p. 100 — du 1 ^{er} novembre 1935.
	Haute-Savoie....	15 p. 100 — —
	Savoie.....	15 p. 100 — —

ART. 2. — Les dispositions du présent décret seront applicables à partir du 1^{er} mai 1935.

(1) J. O. du 12 avril 1935.

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 ⁽¹⁾

révisant le décret du 28 décembre 1933 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie des cuirs et peaux du département du Puy-de-Dôme.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret du 28 septembre 1933 susvisé, fixant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans l'industrie des cuirs et peaux, dans le département du Puy-de-Dôme, sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Art. 2. — Pour les travailleurs en malles, mallettes, sacs, troussees et autres articles de voyage en cuirs ou en succédanés du cuir, le taux de main-d'œuvre étrangère autorisée, fixé actuellement à 15 p. 100, est fixé à 10 p. 100 à partir du 1^{er} mai 1935;

« Pour les travailleurs en gainerie et maroquinerie, le taux de main-d'œuvre étrangère autorisé, fixé actuellement à 25 p. 100, est fixé à 20 p. 100 à partir du 1^{er} mai 1935;

« Pour les travailleurs en chaussures tressées et sandales avec semelles de chanvre tressées (espadrilles), le taux de main-d'œuvre étrangère actuellement fixé à 15 p. 100, est fixé à 10 p. 100 à partir du 1^{er} novembre 1935. »

ART. 2. — Les dispositions du présent décret seront applicables à partir du 1^{er} mai 1935.

.....

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la teinturerie et de l'impression de fils et tissus du département du Rhône.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Rhône par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries de la teinturerie et de l'impression de fils et tissus.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 100

⁽¹⁾ J. O. du 12 avril 1935.

par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 (2)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans certaines industries du travail des étoffes et du vêtement du département du Rhône.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Rhône par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries ci-après :

Fabriques de passementeries, lacets, rubans, etc.;

Fabriques de lingerie, vêtements confectionnés, chemises, tailleurs, couturiers, blanchisseries, teintureries, dégraissages, fabriques de corsets et confection de fourrures.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

Fabriques de passementeries, lacets, rubans et de lingerie, vêtements confectionnés, chemises, blanchisseries, teintureries, dégraissage, fabriques de corsets : 10 p. 100.

Tailleurs, couturiers : 20 p. 100 dès l'application du décret; 15 p. 100 six mois après; 10 p. 100 un an après.

Confection de fourrures : 10 p. 100 dès l'application du décret et jusqu'au 31 août 1935; 20 p. 100 du 1^{er} septembre au 31 décembre 1935; à partir du 1^{er} janvier 1936, 10 p. 100 toute l'année (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) *J. O.* du 12 avril 1935.

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 (1).

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les diverses industries textiles du département du Rhône.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Rhône par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries textiles ci-après : tissages des soieries et industries de la fabrication de rayonne.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

Industrie de la fabrication de rayonne.	Filature....	Personnel des ateliers chimiques.	50 p. 100 trois mois après l'ap- plication du présent décret. 45 p. 100 six mois après. 40 p. 100 un an après.
		Personnel des ateliers de textile et de finissage.	40 p. 100 trois mois après l'ap- plication du présent décret. 35 p. 100 six mois après cette application. 30 p. 100 un an après,
	Moulinage..		20 p. 100 dès l'application du décret. 15 p. 100 un an après.

Tissage de soierie : 10 p. 100 (2).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 (1).

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries, fabriques de faïences et de porcelaines du département du Var.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

(1) J. O. du 12 avril 1935.

(2) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail
ments de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les briqueteries, fabriques de céramique, de bâtiment et poteries, fabriques de faïence et de porcelaine, situées dans le département du Var.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements.

Tuileries, briqueteries : 25 p. 100 dès l'application du décret; 20 p. 100 à partir du 1^{er} juillet 1935; 15 p. 100 à partir du 1^{er} janvier 1936.

Autres industries visées à l'article premier : 15 p. 100 dès l'application du décret; 10 p. 100 à partir du 1^{er} avril 1936 (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 (1).

révisant le décret du 15 mars 1934 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie hôtelière des départements de l'Allier et du Puy-de-Dôme.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret du 15 mars 1934 fixant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être occupés dans l'industrie hôtelière dans les départements de l'Allier et du Puy-de-Dôme sont modifiées comme suit :

« Art. 2. — La proportion de travailleurs étrangers fixée actuellement pour l'ensemble du personnel à 25 p. 100 du 15 avril au 15 octobre, et à 10 p. 100 le reste de l'année, est fixée à 20 p. 100 du 15 avril au 15 octobre, et à 10 p. 100 le reste de l'année à partir du 1^{er} mai 1935.

« La proportion fixée actuellement à 30 p. 100 pour les mois de juillet et août, pour la ville de Vichy, est fixée à 25 p. 100 pour les mois de juillet et août de l'année 1935, et à 20 p. 100 pour les mêmes mois à partir de l'année 1936. »

ART. 2. — Les dispositions du présent décret seront applicables à partir du 1^{er} mai 1935.

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) J. O. du 12 avril 1935.

120

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 (1).

révisant le décret du 26 décembre 1933 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie hôtelière dans les départements des Bouches-du-Rhône et du Var.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret du 26 décembre 1933 fixant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans l'industrie hôtelière des départements des Bouches-du-Rhône et du Var, sont modifiées comme suit :

« Art. 2. — La proportion fixée actuellement pour l'ensemble du personnel à 20 p. 100, est fixée à 15 p. 100 à partir du 1^{er} août 1935. »

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 (2).

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de bouchons de liège et objets en liège situées dans le département du Var.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être occupés dans les fabriques de bouchons de liège et d'objets de liège situées dans le département du Var.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements (2).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel de la République française*.

.....

(1) *J. O.* du 12 avril 1935.

(2) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 (¹).

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux du département du Rhône.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Rhône par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries de la métallurgie et du travail des métaux.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements:

Métallurgie, laminage et fonderie de première fusion, grosse forge, grosse chaudronnerie de fer et de cuivre, fonderie de deuxième fusion de tous les métaux, émaillage sur métaux, polissage, nickelage : 30 p. 100 dès l'application du décret; 25 p. 100 six mois après.

Construction électrique : fabrication des accumulateurs, des isolants et des câbles : 15 p. 100.

Tréfilerie, tuyauterie et étirage, construction métallique, tôlerie, construction de navires en fer, matériel de chemins de fer, petite chaudronnerie, robinetterie, emboutissage à froid, estampage et découpage, ferblanterie : 10 p. 100.

Mécanique de précision, fabrication d'instruments de mesure et de contrôle, horlogerie : 10 p. 100.

Fabrique de boîtes métalliques de conserves : 10 p. 100.

Mécanique courante et toutes autres industries des métaux non spécifiées ci-dessus : 5 p. 100 (²).

ART. 3. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 (¹)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la métallurgie et travail des métaux du département de l'Yonne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce

(¹) *J. O.* du 12 avril 1935.

(²) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de l'Yonne, par les établissements ou parties d'établissements où s'exerce l'industrie de la métallurgie et du travail des métaux.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée à 10 p. 100, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (2).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 (1)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la métallurgie et travail des métaux du département du Tarn-et-Garonne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Tarn-et-Garonne par les établissements ou parties d'établissements où s'exerce l'industrie de la métallurgie et du travail des métaux.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

25 p. 100 dès l'application du décret;

20 p. 100 six mois après (2).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 (1)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les minoteries, semouleries, raffineries de sucre du département de l'Ardèche.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) J. O. du 12 avril 1935.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les minoteries, rizeries, semouleries, raffineries de sucre situées dans le département de l'Ardèche.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

5 p. 100 dès l'application du décret;
2 p. 100 six mois après ⁽¹⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 ⁽²⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les minoteries, rizeries, semouleries et raffineries de sucre du département des Bouches-du-Rhône.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les minoteries, rizeries, semouleries et raffineries de sucre situées dans le département des Bouches-du-Rhône.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

Minoteries, semouleries, rizeries : 15 p. 100 dès l'application du décret ;
10 p. 100 six mois après.

Raffineries de sucre : 25 p. 100 dès l'application du décret ; 20 p. 100 six mois après ⁽¹⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

⁽¹⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

⁽²⁾ J. O. du 12 avril 1935.

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 (1)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la minoterie, de la beurrerie et de la fromagerie du département du Rhône.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Rhône par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries de la minoterie, de la beurrerie et de la fromagerie.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (2).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 (1)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les minoteries, rizeries et semouleries situées dans le département du Vaucluse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les minoteries, rizeries et semouleries situées dans le département de Vaucluse.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements (2).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

(1) J. O. du 12 avril 1935.

(2) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de papier et de carton du département du Rhône.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de papier et de carton situées dans le département du Rhône.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} ci-dessus, est fixée à 2 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ⁽²⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries chimiques du département du Rhône.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés, dans le département du Rhône, par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries chimiques désignées ci-après : fabriques d'amidon, de fécule, de glucose, de dextrine, de colle de pâte, fabriques de produits pharmaceutiques, tabac, fabriques d'huiles végétales, de bougies, stéarinerie, savonnerie, parfumerie, fabriques d'huiles et graisses animales, colle forte, engrais, fabriques d'acide, sels et produits divers, électrochimie, explosifs, phosphore, allumettes, distillation de houille, pétrole, résine, bois, fabriques de matières colorantes, encres, crayons, vernis.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'éta-

⁽¹⁾ J. O. du 12 avril 1935.

⁽²⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

blissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

Industries de l'électrochimie, fabriques d'explosifs, industries de la distillation de la houille, du pétrole, résine, bois : 5 p. 100.

Fabriques de produits pharmaceutiques : 10 p. 100.

Autres industries chimiques : 40 p. 100 dès l'application du décret ; 35 p. 100 trois mois après ; 30 p. 100 six mois après ; 25 p. 100 un an après (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 (2)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries chimiques du département de l'Ardèche.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries chimiques ci-après désignées : fabriques d'acides, sels et produits divers, électrochimie, fabriques d'engrais, situées dans le département de l'Ardèche.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

10 p. 100 dès l'application du décret ;

5 p. 100 six mois après (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 (2)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries chimiques du département de la Drôme.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) J. O. du 12 avril 1935.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de la Drôme par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries chimiques ci-après désignées :

Fabriques d'acides, sels et produits divers, électrochimie, fabriques d'engrais.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée à 10 p. 100, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 (2)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries chimiques du département de l'Hérault.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de l'Hérault par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries chimiques ci-après désignées : fabriques d'acides, sels et produits divers, électrochimie et fabriques d'engrais.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

- 25 p. 100 dès l'application du décret;
- 20 p. 100 trois mois après;
- 15 p. 100 six mois après (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) *J. O.* du 12 avril 1935.

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de manutention et de transport du département de l'Ardèche.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les entreprises de manutention et de transport situées dans le département de l'Ardèche.

.....

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements : 10 p. 100 dès l'application du décret, 5 p. 100 six mois après ⁽²⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de manutention et de transports situées dans le département du Vaucluse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés par les entreprises de manutention et de transports situés dans le département du Vaucluse.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les entreprises visées à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces entreprises :

15 p. 100 dès l'application du décret;

10 p. 100 six mois après ⁽²⁾.

.....

⁽¹⁾ J. O. du 12 avril 1935.

⁽²⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 (¹).

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de chaux, plâtres et ciments dans le département des Bouches-du-Rhône.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de chaux, plâtres et ciments, situées dans le département des Bouches-du-Rhône.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

- 30 p. 100 dès l'application du décret;
 - 25 p. 100 six mois après;
 - 20 p. 100 un an après (²).
-

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 (¹).

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de chaux, plâtres et ciments dans le département de la Drôme.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de chaux, plâtres et ciments, situées dans le département de la Drôme.

(¹) J. O. du 12 avril 1935.

(²) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée à 5 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 (2)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries et briqueteries du département de la Drôme.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les tuileries et briqueteries situées dans le département de la Drôme.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée à 10 p. 100, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 (2)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries, fabriques de chaux, plâtres et ciments dans le département de l'Hérault.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, en ce

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) J. O. du 12 avril 1935.

qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les tuileries, briqueteries, fabriques de chaux, plâtres et ciments, situées dans le département de l'Hérault.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements.

Tuileries, briqueteries : 15 p. 100.

Fabriques de chaux, plâtres et ciments : 40 p. 100 dès l'application du décret; 30 p. 100 trois mois après; 25 p. 100 six mois après; 20 p. 100 un an après (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 (2)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries, fabriques de chaux et ciments dans le département des Pyrénées-Orientales.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les tuileries, briqueteries, fabriques de chaux, plâtres et ciments, situées dans le département des Pyrénées-Orientales.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements.

Tuileries, briqueteries : 15 p. 100.

Fabriques de chaux, plâtres et ciments : 30 p. 100 dès l'application du décret; 25 p. 100 six mois après; 20 p. 100 un an après (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) J. O. du 12 avril 1935.

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 ⁽¹⁾.

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries, briqueteries, fabriques de produits céramiques, fabriques de chaux, plâtres et ciments situées dans le département du Rhône.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les tuileries, briqueteries, fabriques de produits céramiques, fabriques de chaux, plâtres et ciments, situées dans le département du Rhône.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

Personnel de fours, 25 p. 100;

Le reste du personnel, 10 p. 100 ⁽²⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 ⁽¹⁾.

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries, fabriques de chaux et ciments dans le département de l'Ardèche.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les tuileries, briqueteries, fabriques de chaux, plâtres et ciments, situées dans le département de l'Ardèche.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

.....

⁽¹⁾ J. O. du 12 avril 1935.

⁽²⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 ⁽¹⁾.

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de chaux, plâtres et ciments du département du Tarn-et-Garonne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de chaux, plâtres et ciments du département de Tarn-et-Garonne.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

25 p. 100 dès l'application du décret;
20 p. 100 six mois après ⁽²⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 ⁽¹⁾.

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries, briqueteries, fabriques de produits céramiques, fabriques de chaux, plâtres et ciments, situées dans le département de l'Yonne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les tuileries, briqueteries, fabriques de produits céramiques, fabriques de chaux, plâtres et ciments, situées dans le département de l'Yonne.

⁽¹⁾ J. O. du 12 avril 1935.

⁽²⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée à 10 p. 100, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements (¹).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 (²)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la verrerie du département de l'Ardèche.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de l'Ardèche par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries ci-après désignées :

Verreries en tous genres, y compris la fabrication des vitraux, le façonnage, la taille, le polissage, la décoration et toutes autres opérations sur verres et vitraux.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixé comme suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans l'établissement ou la partie d'établissement :

10 p. 100 dès l'application du décret;

5 p. 100 un an après (¹).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 5 AVRIL 1935 (²)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la taille et du polissage de pierres fines du département du Rhône.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

(¹) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(²) J. O. du 12 avril 1935.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Rhône, par les établissements ou parties d'établissements où s'exerce l'industrie de la taille et du polissage de pierres fines.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptible d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 6 AVRIL 1935 (2)

portant règlement d'administration publique établissant un régime uniforme de répartition des heures de travail dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires des villes de Mézières-Charleville et Mohon.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu le décret du 15 août 1923, modifié par les décrets du 3 avril 1925, du 18 mai 1926, du 29 avril 1928 et du 7 mars 1932, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 au commerce de détail des marchandises autres que les denrées alimentaires, dans un certain nombre de villes, et notamment les articles 2, § 2 et 7, conçus comme suit :

« Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire, ou dans une localité déterminée, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

.....

ART. 7. — Lorsque, dans une profession et dans une localité déterminée, il est constaté par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées, que les travaux visés à l'article 5 ne nécessitent qu'une prolongation de la durée du travail inférieure aux durées prévues par ledit article, ou que les travaux urgents auxquels les établissements de la localité et de la profession ont à faire face ne nécessitent qu'un nombre d'heures supplémentaires inférieur au nombre fixé à l'article 6, 2^o, un régime différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé, à titre provisoire, par arrêté ministériel. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique;

Vu l'accord intervenu le 6 août 1934 entre les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) J. O. du 11 avril 1935.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue des villes de Mézières, Charleville et Mohon, pour tous les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du décret du 15 août 1923, modifié par les décrets des 3 avril 1928, 18 mai 1926, 29 avril 1928 et du 7 mars 1932, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures au commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires, est établi le régime uniforme ci-après de répartition des heures de présence :

de 8 h. 30 à 18 h. 30 avec un repos de deux heures donné à tout le personnel.

ART. 2. — Le nombre des heures de dérogations temporaires prévu par l'article 6, 2^e, du décret ci-dessus visé pour les surcroîts extraordinaires de travail sera réduit à 144 heures utilisables comme suit dans l'année pour chaque catégorie :

A. *Quincailleries, drogueries, commerces d'appareils photographiques, commerce de faïence, de porcelaine, d'articles de ménage*, à raison d'une heure par jour du 21 mars au 31 août inclus, les heures extrêmes de commencement et de fin de travail étant fixées à 8 heures et à 19 heures.

B. *Commerces de charbon et autres combustibles*, à raison d'une heure par jour du 1^{er} janvier au 15 mars et du 21 septembre au 31 décembre inclus, les heures extrêmes de commencement et de fin de travail étant fixées à 8 heures et à 19 heures.

C. *Autres commerces*, à raison d'une heure par jour du 16 mars au 31 mai et du 16 septembre au 15 novembre inclus, ainsi que les samedi, lundi et mardi de la foire du mois de juin, les heures extrêmes de commencement et de fin de travail étant fixées à 8 heures et à 19 heures.

ART. 3. — Pour l'année 1935, le nombre des heures supplémentaires fixé au précédent article sera augmenté de vingt-cinq heures utilisables comme suit :

Dans les établissements de la catégorie A : du 16 au 30 septembre et du 16 au 31 décembre.

Dans les établissements de la catégorie B : du 16 au 31 mars et du 10 au 20 septembre.

Dans les établissements de la catégorie C : du 16 au 30 novembre et du 16 au 31 décembre.

ART. 4. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 5. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 6 avril 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

PAUL JACQUIER.

DÉCRET DU 9 AVRIL 1935 (C)

suspendant les heures supplémentaires dans certaines industries.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures et les règlements d'administration publique déterminant par profession, par industrie, par commerce ou par catégorie professionnelle les délais et conditions d'application de ladite loi;

Vu la loi du 8 avril 1935 tendant à suspendre l'utilisation des heures supplémentaires dans les établissements industriels et commerciaux et notamment les articles 1^{er} et 2, ainsi conçus :

Art. 1^{er}. — Un décret rendu sur la proposition du Ministre du Travail suspendra jusqu'à une date qu'il fixera, soit pour l'ensemble des professions, industries et commerces, soit pour certains d'entre eux l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires ouvert aux chefs d'établissements industriels et commerciaux par les décrets pris pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures en vue de permettre à ces entreprises de faire face à des surcroits de travail extraordinaires.

Art. 2. — Pour les établissements dans lesquels l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires est suspendue, l'inspecteur du travail compétent peut autoriser des heures supplémentaires dans les limites fixées par les décrets visés à l'article précédent lorsque le chef d'établissement justifie qu'il ne lui est pas possible de faire face à un surcroît de travail extraordinaire par d'autres moyens tels que l'embauchage d'un personnel supplémentaire;

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est suspendue pendant une période d'un an à partir de la mise en vigueur du présent décret l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires ouvert aux chefs d'établissements industriels en vue de leur permettre de faire face à des surcroits de travail extraordinaires par les décrets ci-après énumérés, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.

Décret du 30 août 1919, modifié par les décrets des 5 août 1927 et 12 mars 1935, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du Livre.

Décret du 12 décembre 1919, modifié par le décret du 16 janvier 1935, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries textiles.

Décret du 12 décembre 1919, modifié par décrets des 1^{er} septembre 1926 et 29 novembre 1934, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du vêtement.

Décret du 9 août 1920, modifié par les décrets des 8 décembre 1920, 2 avril 1926, 23 avril 1933 et 4 août 1933, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux.

Décret du 14 août 1920, modifié par les décrets des 10 mars 1923 et 27 juillet 1934, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la chapellerie.

Décret du 30 août 1920, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les entreprises de production et de distribution d'énergie électrique de la région parisienne.

Décret du 31 décembre 1919, modifié et complété par les décrets des 11 décembre 1922 et 16 juin 1933, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans l'industrie de la meunerie.

(C) J. O. du 10 avril 1935.

Décret du 19 mars 1921, modifié par les décrets des 27 janvier 1934 et 20 mars 1935, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de l'ameublement.

Décret du 29 avril 1921, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les entreprises de manutention maritime dans les ports.

Décret du 15 août 1923, modifié par les décrets des 12 décembre 1924, 3 décembre 1925, 4 juin 1934, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication d'objets de faïence et de porcelaine de toute nature, ainsi que de poteries en tous genres, à l'exclusion des poteries de bâtiment.

Décret du 30 janvier 1924 relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les entreprises de production et distribution d'énergie électrique des départements autres que ceux de Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne.

Décret du 30 janvier 1924, modifié par le décret du 23 avril 1933, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans l'industrie du gaz.

Décret du 11 février 1924, modifié par les décrets des 1^{er} août 1930 et 28 février 1934, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du bâtiment et des travaux publics.

Décret du 16 avril 1924, modifié par les décrets des 5 septembre 1926 et 7 août 1927, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la transformation du papier.

Décret du 18 décembre 1924, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication du papier.

Décret du 19 février 1925, modifié par les décrets des 5 mars et 4 novembre 1926, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les verreries en tous genres.

Décret du 10 mai 1925, modifié par les décrets des 12 août 1927 et 23 avril 1933, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries chimiques.

Décret du 21 mai 1925, modifié par le décret du 3 août 1927, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les entreprises de fabrication du plâtre, de la chaux et des ciments, et dans les carrières annexées à ces entreprises.

Décret du 25 mai 1925, modifié par les décrets des 11 août 1927 et 20 mars 1935, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la tabletterie et les petites industries du bois et matières similaires.

Décret du 6 août 1925, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la biscuiterie, chocolaterie, confiserie.

Décret du 9 août 1925, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication de la bijouterie, orfèvrerie, horlogerie et de bronze d'art et d'imitation.

Décret du 12 août 1925, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la marbrerie et de la sculpture statuaire.

Décret du 13 août 1925, modifié par les décrets des 31 juillet 1926 et 20 mars 1933, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du bois autres que l'ameublement, la tabletterie et les petites industries du bois et matières similaires.

Décret du 29 mai 1926, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la maréchalerie.

Décret du 30 juillet 1926 relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la tuilerie et de la briqueterie.

Décret du 31 juillet 1926 relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les entreprises d'épuration, d'élévation et de distribution des eaux.

Décret du 19 août 1926 relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du blanchissage et de la teinture dégraissage.

Décret du 23 septembre 1926 relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la raffinerie et de la casserie du sucre.

Décret du 9 décembre 1926 relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les entreprises de manutention dans les ports non accessibles aux navires de haute mer.

Décret du 3 mars 1927 relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les fabriques de conserves de viandes, produits de charcuterie, graisses alimentaires.

Décret du 4 mars 1927 relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans l'industrie de la fabrication des pâtes alimentaires.

Décret du 5 mars 1927 relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans l'industrie de la fabrication des pâtes alimentaires.

Décret du 5 mars 1927 relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les fabriques de conserves de légumes et de fruits et autres établissements de traitement industriel de produits alimentaires végétaux.

Décret du 18 août 1927 relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les fabriques et distilleries d'alcools alimentaires et les fabriques d'alcools et spiritueux.

Décret du 23 août 1927 relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les brasseries, malteries, cidreries, fabriques d'eaux et de boissons gazeuses, de glace artificielle.

Décret du 11 mai 1928, modifié par le décret du 15 août 1933, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries des cuirs et peaux.

Décret du 10 août 1928 relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans l'industrie du tabac.

Décret du 16 juillet 1929 relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les fabriques de biscottes et produits de régime.

Décret du 11 août 1930, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les rizeries.

Décret du 15 août 1920, modifié par le décret du 2 octobre 1934, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les entreprises de déménagement, de location et garage de voitures et de pompes funèbres.

ART. 2. — Sont abrogées, en vertu des dispositions de l'article 3 de la loi du 8 avril 1935, à partir de la mise en vigueur du présent décret, les règlements d'administration publique ci-après énumérés suspendant les heures supplémentaires dans diverses industries de diverses régions:

Décrets des 27 février 1934 et 17 mai 1934, prorogés par décrets des 30 juillet 1934 et 23 décembre 1934, suspendant les heures supplémentaires dans les industries textiles de certaines régions.

Décrets du 18 juin 1934, prorogés par décrets du 29 octobre 1934, suspendant les heures supplémentaires dans certaines industries des cuirs et peaux de certaines régions.

Décrets du 14 mai 1934 prorogeant par décrets du 29 septembre 1934 suspendant les heures supplémentaires dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux de diverses régions.

Décrets du 23 novembre 1934, prorogés par décrets du 29 mars 1935, suspendant les heures supplémentaires dans diverses industries du bâtiment et des travaux publics de certaines régions.

ART. 3. — Les heures supplémentaires imputées sur le crédit visé à l'article 1^{er} ci-dessus et qui auront fait l'objet d'une déclaration régulièrement à l'inspecteur du travail avant la mise en vigueur du présent décret ne pourront être utilisées postérieurement à cette mise en vigueur que si elles sont autorisées, dans les conditions prévues par l'article 2 de la loi du 8 avril 1935.

ART. 4. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 5. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 9 avril 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

PAUL JACQUIER.

DÉCRET DU 9 MAI 1935⁽¹⁾

relatif à l'application de la loi sur la journée de huit heures au personnel de réseaux exploités dans les départements de l'Allier, du Cher et du Puy-de-Dôme.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des Travaux publics,

Vu la loi du 23 avril 1919 et notamment son article 1^{er};

Vu le décret du 16 janvier 1925 portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite loi aux agents des grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général, autres que les mécaniciens et chauffeurs et agents des trains et notamment son article 24 ainsi conçu :

« Des règlements d'administration publique pris sur le rapport du Ministre des Travaux publics détermineront les conditions d'application de la loi du 23 avril 1919 aux agents des réseaux secondaires d'intérêt général et des réseaux d'intérêt local y compris ceux des gares communes avec les grands réseaux »;

Vu l'article 30 du Livre II du Code du travail;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 20 mai 1927;

Vu les observations présentées par les diverses organisations patronales et ouvrières intéressées; ensemble les autres pièces du dossier;

Vu l'avis du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables aux agents de chemins de fer autres que les mécaniciens, chauff-

(1) *J. O.* du 12 mai 1935.

feurs, conducteurs d'automotrices et agents des trains, y compris ceux des gares communes avec les grands réseaux, du réseau secondaire d'intérêt général et des réseaux d'intérêt local exploités dans les départements de l'Allier, du Cher et du Puy-de-Dôme par la Société générale des chemins de fer économiques, dans tous les établissements de ces réseaux.

ART. 2. — Pour chaque établissement, partie d'établissement, chantier ou poste, l'Administration de chaque réseau devra, pour l'exécution de la loi du 23 avril 1919, choisir un des deux modes ci-après :

1° Limitation du travail effectif à huit heures par jour de service;

2° Limitation du travail effectif à autant de fois huit heures qu'il y a de journées de service dans une période n'excédant pas quatre-vingt-dix jours, compte tenu des repos et congés prescrits par des dispositions légales ou par des accords intervenus entre l'exploitant et le personnel sous réserve que la moyenne journalière de la durée du travail soit inférieure à dix heures pour une période de trente jours consécutifs et que la durée de travail effectif d'une journée considérée individuellement ne dépasse en aucun cas douze heures.

En ce qui concerne spécialement les agents chargés de l'entretien des voies, les agents chargés de l'entretien des installations électriques et des signaux et les ouvriers des équipes techniques de la voie, il est admis que la journée normale de huit heures pourra être allongée, soit pendant une durée de trois mois, sans toutefois dépasser dix heures, soit pendant une durée de six mois, sans toutefois dépasser neuf heures. Ces heures faites en plus seront compensées sur le reste de l'année.

ART. 3. — Lorsque des causes accidentelles ou nettement caractérisées de force majeure auront interrompu le travail dans un établissement, un atelier ou un chantier, une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée à titre de compensation des heures de travail perdues dans les conditions ci-après :

a. En cas d'interruption d'une journée au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de quinze jours à dater de la reprise du travail;

b. En cas d'interruption d'une semaine au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de soixante jours à dater du jour de la reprise du travail;

c. En cas d'interruption excédant une semaine, la récupération pourra s'effectuer au delà de la limite indiquée à l'alinéa précédent, mais seulement avec une autorisation écrite du service chargé du contrôle du travail, sur la demande de l'Administration du réseau, qui y joindra l'avis des délégués du personnel intéressé.

Lorsque l'Administration du réseau voudra faire usage des facultés de récupération ci-dessus prévues, elle devra, soit dans l'avis, soit dans la demande d'autorisation qu'elle devra adresser au service chargé du contrôle du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective de travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'elle se propose d'apporter temporairement au tableau de service en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre d'agents auxquels s'applique cette modification.

L'application des dispositions du présent article ne pourra, en aucun cas, augmenter la durée du travail effectif de plus de deux heures.

ART. 4. — La durée journalière du service, pour les travaux préparatoires ou complémentaires, pourra être portée au delà des limites fixées

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
d. Entreprises de béton de travaux publics : bétonnier (metteur en forme), aide-bétonnier.....	25 p. 100 dès l'application du décret; 20 p. 100 six mois après; 15 p. 100 un an après.
XII. — Entreprises de marbrerie du bâtiment et marbrerie funéraire : ouvrier marbrier et polisseur qualifié sachant travailler sur plans, ouvrier marbrier polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier.....	5 p. 100.
XIII. — a. Entreprises de mosaïque carrelage : compagnon mosaïste d'atelier pouvant faire tout le travail qui se présente et travaillant toute matière.....	25 p. 100 dès l'application du décret, 20 p. 100 six mois après; 15 p. 100 un an après.
b. Compagnon mosaïste de chantier pouvant faire le sol et l'élévation, petit compagnon mosaïste ne pouvant faire que le sol.....	
c. Manœuvre mosaïste, garçon carreleur, faïencier qualifié, compagnon carreleur, faïencier.....	
d. Graniteurs.....	
XIII. — Entreprises de couverture, plomberie, gaz, canalisations sanitaires : compagnon plombier, couvreur-zingueur et gazier, aide-plombier, couvreur-zingueur et gazier, gardien de rue....	15 p. 100 dès l'application du décret; 10 p. 100 six mois après.
XIV. — Entreprises de fontaines : ajusteur fontainier, plombier poseur de fonte, aide-plombier poseur de fonte, maçon fontainier, aide-maçon fontainier, manœuvre ou garde-trappe.	5 p. 100.
XV. — Entreprises de démolition : chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon.....	Idem.
XVI. — Entreprises de carton-pierre et staff : architecturier faisant la maquette, mouleur, poseur de staff et de carton-pierre, estampeur, staffeur.....	Idem.
XVII. — Entreprises de stuc : compositeur de stuc, stucateur, polisseur de stuc, aide-stucateur.....	Idem.
XVIII. — Entreprises d'électricité du bâtiment : monteur électricien spécialisé en téléphone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonneries), aide-monteur électricien.....	Idem.
XIX. — Professions diverses :	
a. Coupeurs et sertisseurs en vitraux.....	Idem.
b. Sculpteurs de bâtiment.....	Idem.
c. Parquets sans joint (applicateur).....	Idem.
XX. — Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus : dessinateurs, commis dessinateurs, commis de chantier, métreur en bâtiment, ingénieur, conducteur de travaux.....	Idem.

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (1)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux situées dans le département de l'Hérault.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

(1) J. O. du 27 juillet 1935.

mité de cet établissement, pourra être continue, sous réserve des repos prévus par les statuts ou règlement en vigueur.

ART. 6. — La durée de travail effectif peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées par l'article 2, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir les accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus, soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments. — Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef de service, les jours suivants deux heures au delà de la limite assignée à la durée normale du service;

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation. — Limite à fixer, dans chaque cas, par le Ministre des Travaux publics;

3° Surcroît extraordinaire de travail. — Soixante-quinze heures par an, avec maximum de deux heures par jour, à charge pour le réseau qui fera usage de cette faculté d'en aviser le service chargé du contrôle du travail.

En outre, le Ministre des Travaux publics pourra, sur la demande de l'Administration d'un réseau, autoriser cent heures de plus, sans que la durée du travail d'une journée prise isolément puisse dépasser de plus de deux heures la durée normale.

ART. 7. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3° de l'article 6 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux règles en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 8. — Le décompte de la durée de travail est effectué d'après les règles générales suivantes :

Est décompté comme durée de travail l'intervalle de temps compris entre le commencement effectif à pied d'œuvre et la cessation effective à pied d'œuvre du service assigné à l'agent.

Ne sont pas comptés dans la durée du travail :

La durée totale des coupures.

Le temps consacré à la collation dit « casse-croûte ».

Le temps nécessaire au déshabillage, au lavage et au rhabillage.

La durée des trajets nécessaires pour se rendre sur le lieu habituel de son travail ou en revenir, sous réserve des dispositions prévues à l'article 10 du présent décret, pour les agents affectés à l'entretien des voies.

Le temps strictement nécessaire à la transmission du service entre agents assurant successivement un même service.

Agents en déplacement.

ART. 9. — Le décompte de la durée du travail des agents en déplacement est effectué d'après les règles suivantes :

Sont comptés dans la durée du travail :

La durée totale des trajets effectués obligatoirement sur les machines ou dans les wagons de secours.

La durée totale des trajets effectués à pied ou dans les trains, lorsque

l'agent qui les effectue est chargé d'un service spécial pendant toute la durée de ces trajets.

Les deux tiers de la durée des trajets effectués à pied ou dans les trains, lorsque l'agent qui les effectue est chargé d'un travail intermittent ou d'une mission de surveillance ou de contrôle.

Le tiers de la durée du trajet uniquement imposé par un déplacement de service effectué dans l'enceinte du chemin de fer.

Dispositions spéciales aux agents affectés à l'entretien des voies.

ART. 10. — Le décompte de la durée du travail des agents affectés à l'entretien des voies est effectué d'après les règles suivantes :

Le travail effectif de ces agents commence au moment où ils ont atteint le chantier et se termine au moment où ils quittent le chantier, si le temps nécessaire pour parcourir, tant à l'aller qu'au retour (par les moyens qui leur sont assignés), la distance séparant du chantier le point de la voie le plus voisin de l'habitation de l'agent, est inférieur à soixante minutes pour le total des deux trajets et à raison de 5 kilomètres à l'heure pour les trajets à pied.

Si ce temps excède soixante minutes, le temps excédant ces soixante minutes sera compris dans la durée du travail, la durée des trajets à pied étant décomptée à raison de quinze minutes par kilomètre.

Les opérations de chargement et de déchargement des lorries effectuées par les agents avant leur départ au chantier ou après leur retour du chantier seront décomptées intégralement comme travail.

La durée de travail décomptée comme il est dit au troisième alinéa du présent article intervient dans le calcul du service total de l'agent pendant la période de quatre-vingt-dix jours prévue à l'article 2, mais non dans celui de la durée maximum du travail journalier, sous réserve toutefois qu'elle n'ait pas pour effet d'augmenter de plus de deux heures cette durée maximum.

Amplitude.

ART. 11. — L'amplitude de la journée de travail (c'est-à-dire la durée du travail effectif ou la durée de présence, suivant le cas, augmentée de la durée des coupures, c'est-à-dire des interruptions pour repos) ne peut excéder douze heures.

Toutefois, cette limite de douze heures peut être dépassée dans les cas ci-après, sous réserve des dispositions de l'article 16.

L'amplitude peut être portée à treize heures pour les agents visés au dernier alinéa de l'article 2.

Elle peut être portée à quatorze heures dans les stations et dans les haltes, pour les agents dont le travail est lié au service ou au passage des trains, ou subordonné aux conditions d'ouverture de ces stations et haltes au public.

Elle peut être portée à quinze heures pour les agents visés au quatrième alinéa du présent article lorsqu'ils sont logés soit sur place, soit à proximité immédiate de leur lieu d'emploi.

Elle peut être portée à dix-sept heures dans les gares, stations ou haltes dont le peu d'importance est tel que le service ne dépasse pas ou de très peu le travail dû au stationnement des trains dans la gare et dans tous les cas ne dépasse pas six heures par jour, et lorsque les agents sont logés soit sur place, soit à proximité immédiate de leur lieu d'emploi.

Les gardes-barrières, dans les postes où le service de garde n'est pas continu, assureront pendant toute la journée du premier train au dernier

train le service de garde de la barrière, mais, entre le passage des trains, deux périodes de deux heures, pouvant être réunies, leur seront accordées pour vaquer à leurs occupations familiales.

Des dérogations à cette règle pourront être consenties sur les sections de ligne où s'exécutera un service de caractère saisonnier.

Pour les contrôleurs de route, l'amplitude peut être portée à la durée nécessaire pour assurer le service de bout en bout. Il en est de même pour les agents effectuant un déplacement.

ART. 12. — Sauf pour les agents visés au dernier alinéa du présent article, il doit y avoir au moins cinquante-deux grands repos périodiques par an.

La durée moyenne du grand repos périodique doit être égale à vingt-quatre heures; à cette durée s'ajoutera celle du repos journalier précédant ou suivant le grand repos.

Le nombre de journées de service entre deux repos périodiques successifs ne doit pas excéder quatorze.

Au cours d'un mois, il doit y avoir au moins quatre repos périodiques, dont plusieurs peuvent être soudés.

Toutefois, le nombre mensuel des grands repos périodiques peut être réduit à trois, sous réserve d'accords passés entre l'exploitant et le personnel et permettant à l'agent qui le demandera de grouper dans l'année le nombre de journées de grand repos périodiques qui lui sont dues en vertu du premier alinéa du présent article et dont il n'a pas bénéficié au cours des mois successifs.

Les feuilles de service devront indiquer au moins quarante-huit heures à l'avance les prévisions des grands repos périodiques.

Pour les agents affectés à des services chômant, partiellement ou en totalité, les dimanches et jours de fêtes légales, les repos périodiques sont attribués de préférence les jours de chômage.

Les dispositions précédentes du présent article ne sont pas applicables aux agents dont le travail effectif pour le compte du chemin de fer n'excède pas normalement quatre heures par jour. Pour ce personnel, le nombre et l'emplacement des repos périodiques seront fixés, en tenant compte du service des agents, par le Ministre des Travaux publics ou par le préfet, suivant qu'il s'agit du réseau secondaire d'intérêt général ou d'un réseau d'intérêt local, sur la proposition du service chargé du contrôle du travail, après avoir entendu l'exploitant et les représentants du personnel.

ART. 13. — Les agents peuvent disposer librement de leur temps pendant leur repos.

Toutefois, en dehors des périodes de travail prévues par les tableaux de service en conformité des dispositions du présent décret, il est admis que certains agents et, notamment, les chefs de réserve chargés d'assurer le secours comme mécaniciens, les chefs de gare, de station et de halte, les agents dont le concours est nécessaire en cas de dérangement des installations fixes ou des appareils intéressant la sécurité ou la circulation des trains, peuvent, à raison de leurs fonctions, être appelés pendant leurs périodes de repos à répondre aux besoins urgents.

Les règlements de service peuvent, à cet égard, prendre toutes dispositions utiles pour que les agents puissent être, pendant ces périodes, rappelés en cas de besoin.

Mesures de contrôle.

ART. 14. — Pour chaque établissement, partie d'établissement, chantier ou poste, il est établi un tableau de service précisant la répartition

des heures de service pour chaque journée et, éventuellement, pour toute autre période de temps dans le cas d'application des dispositions prévues par le paragraphe 2° de l'article 2. Ce tableau de service, établi suivant l'heure légale, fixera l'heure à laquelle commencera et finira chaque période de travail, compte tenu des dispositions prévues par l'article 5. Toute modification dans la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en application, à une rectification du tableau ainsi établi. Ce tableau sera affiché en caractères lisibles et de façon apparente dans chacun des locaux de travail auquel il s'applique ou, en cas de personnel occupé au dehors, dans l'établissement auquel le personnel intéressé est attaché.

Un double du tableau de service et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être adressé au préalable au service chargé du contrôle du travail d'où relève l'établissement; toutefois, en ce qui concerne les rectifications purement accidentelles de la répartition des heures de service, le relevé de ces rectifications sera communiqué par états mensuels aux fonctionnaires chargés du contrôle du travail.

En cas d'organisation du travail par équipe, la composition nominative de chaque équipe sera tenue constamment à la disposition du service chargé du contrôle du travail.

ART. 15. — Un registre spécial, ouvert dans chaque établissement, est tenu à la disposition des agents dans un local constamment accessible à chacun d'eux, pour leur permettre d'y mentionner les dérogations aux prescriptions du présent décret, qui se sont produites au cours de leur travail personnel, ainsi que toutes observations ou réclamations auxquelles donnerait lieu, de leur part, l'application du présent décret.

Ce registre est tenu constamment à la disposition des fonctionnaires chargés du contrôle du travail.

Sous le bénéfice des dispositions qui précèdent, les agents ne peuvent, en aucun cas et sous aucun prétexte, invoquer la prolongation de la durée de leur service ou une réduction de leur repos pour abandonner leur poste ou refuser le service qui leur est commandé.

Les dérogations occasionnées par les incidents imprévus feront l'objet d'un compte rendu mensuel adressé par l'exploitant au service chargé du contrôle du travail.

ART. 16. — Les difficultés auxquelles donnera lieu l'application du présent décret et, notamment, les dispositions prévues aux articles 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 sont réglées par le service chargé du contrôle du travail, après audition des intéressés et du représentant de l'exploitant.

ART. 17. — Dans le cas où certaines sections de lignes ont un trafic exceptionnel et irrégulier suivant les saisons, des dépassements des limites prévues ci-dessus par le présent décret, pourront être autorisés sur la demande de l'exploitant, les intéressés entendus, par des arrêtés du Ministre des Travaux publics sur le rapport du service chargé du contrôle du travail, à condition que :

1° La durée journalière de travail effectif ne puisse en aucun cas être augmentée de plus d'une heure;

2° La période pendant laquelle auront lieu ces dépassements n'excède pas chaque année quatre-vingt-dix jours consécutifs;

3° Lesdits dépassements soient compensés au cours des quatre-vingt-dix jours suivant cette période.

ART. 18. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur dans un délai de trois mois à partir de sa publication au *Journal officiel*.

ART. 19. — Le Ministre des Travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 9 mai 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Travaux publics,
HENRI ROY.

DÉCRET DU 16 MAI 1935 ⁽¹⁾.

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les boulangeries du département du Tarn-et-Garonne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du Ministre du Travail;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du Livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 10 juillet 1934, page 6984, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les boulangeries du département du Tarn-et-Garonne;

Vu l'accord intervenu le 14 août 1933, entre la Chambre syndicale des patrons boulangers du Tarn-et-Garonne et le Syndicat unitaire des ouvriers boulangers du Tarn-et-Garonne;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans les établissements ou parties d'établissement du département du Tarn-et-Garonne où s'exerce la profession ci-après :

Boulangerie.

Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux pâtisseries qui seront soumises à un décret spécial.

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés au paragraphe 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir l'un des modes ci-après :

1° Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine;

2° Répartition inégale entre les jours ouvrables, des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos du samedi après-midi ou de toute autre modalité équivalente.

(1) J. O. du 7 juin 1935. Erratum au J. O. du 22 juin 1935.

Dans les établissements pratiquant la fermeture au public un jour par semaine, le maximum journalier prévu au 2° ci-dessus pourra être porté à quatorze heures la veille du jour de fermeture.

Toutefois pour le personnel affecté à la vente et en raison du caractère intermittent du travail, la durée du travail pourra atteindre huit heures et demie par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à trois heures, le personnel avant, pendant deux heures et demie au moins, le droit de quitter l'établissement.

L'organisation du travail par relais est interdite. Toutefois, un décalage maximum de deux heures est autorisé, pour le commencement du travail d'un ouvrier, étant entendu que la durée journalière du travail de cet ouvrier ne dépassera pas la durée fixée au paragraphe 1^{er} du présent article, et sous réserve de l'observation des dispositions de l'article 4 ci-après, relatif à l'horaire.

En cas d'organisation du travail par équipes, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour les repos.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession dans une localité ou dans une région demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession, dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. — Dans les ateliers de fabrication, en cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, sinistres), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée, à titre de compensation des heures de travail perdues, le lendemain du jour de l'interruption collective, avec maximum de deux heures.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues ci-dessus doit, dans l'avis qu'il devra adresser à l'inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective de travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

ART. 4. — Dans chaque établissement, ou partie d'établissement, les ouvriers ou employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera, pour le personnel des ateliers de fabrication, les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder la limite fixée en conformité des paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 2.

Pour le personnel affecté à la vente, l'horaire fixera, pour l'ensemble du personnel, l'heure du commencement et de la fin de la journée de travail ainsi que la durée des repos, notamment de ceux qui sont prévus au paragraphe 3 de l'article 2. Le nombre d'heures comprises dans cette période, en y comprenant les heures consacrées aux repos, ne devra pas excéder onze heures et demie. En outre, l'horaire devra indiquer les heures de repos pendant lesquelles le personnel aura le droit de quitter l'établissement. Aucune personne ne pourra être occupée avant l'heure

du commencement ou après l'heure de la fin de la journée de travail ainsi fixée.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après, ainsi que pour les catégories de travailleurs visées par les arrêtés prévus au paragraphe 4 de l'article 2.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'établissement ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personnel à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera affiché en caractères lisibles et apposé de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels il s'applique.

Un double de l'horaire et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du service de l'Inspection du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous, et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité de l'article 2 du présent décret.

1° Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs, employés au service de la force motrice, de l'éclairage et du matériel de levage;

Une heure au maximum.

2° Travail des surveillants, gardiens, concierges, conducteurs d'automobile, porteurs et proposés au service de livraison;

Quatre heures au maximum, sans que cette prolongation puisse avoir pour effet de réduire à moins de douze heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

3° Travail des ouvriers préposés à la préparation des levains;

Une heure au maximum.

4° Dans les établissements n'occupant pour la panification que trois hommes au plus, y compris le cas échéant le patron, et faisant normalement au maximum cinq fournées par jour, travaux nécessaires pour achever la dernière fournée lorsque celle-ci, par suite de circonstances exceptionnelles, n'aura pas été achevée dans les limites réglementaires :

Une heure au maximum.

Lorsque, par suite de circonstances exceptionnelles (arrêt de force motrice, accidents au matériel), il n'aura pas été possible d'achever la dernière fournée dans les limites fixées à l'article 2, la durée du travail des ouvriers pourra être prolongée d'une durée égale à l'arrêt exceptionnel du travail.

ART. 6. — La durée du travail effectif journalier peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes:

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage, ou réparer des accidents sur-

Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef d'établissement; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assi-

venus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement;

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale ou d'un service public, sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation;

3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

gnée au travail général de l'établissement.

Limite à fixer dans chaque cas de concert entre le Ministre du Travail et le Ministre qui ordonne les travaux.

Cent heures par an, réparties sur cent jours au plus sans que la durée du travail journalier puisse être prolongée de plus de deux heures.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes prévues à l'article 5 est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail est prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée évaluée en jours et heures de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret, au sujet de l'horaire, et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3° de l'article 6 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 16 mai 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

PAUL JACQUIER.

DÉCRET DU 16 MAI 1935 (*)

portant règlement d'administration publique établissant un régime uniforme de répartition des heures de présence dans les magasins et salons

(*) J. O. du 7 juin 1935.

de coiffure pour hommes ou pour dames des villes de Ligny-en-Barrois et de Vaucouleurs.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 26 août 1920, modifié par le décret du 30 octobre 1921, et par le décret du 23 octobre 1933, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les magasins et salons de coiffure, et notamment l'article 2, paragraphes 3, 6 et 7 conçus comme suit :

« Dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, en raison du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue ci-après correspond à la durée maximum de travail effectif fixé au premier paragraphe du présent article :

« 52 heures par semaine à Paris;

« 54 heures par semaine dans les villes comptant plus de 500.000 habitants;

« 55 heures par semaine dans toute l'étendue du département de la Seine, moins Paris, dont le maximum est établi ci-dessus;

« 57 heures par semaine dans les villes comptant plus de 100.000 habitants;

« 60 heures par semaine dans les villes comptant moins de 100.000 habitants.

« Lorsque, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté, par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées, que le maximum hebdomadaire de travail effectif dans les magasins et salons de coiffure pour hommes, et dans les magasins et salons de coiffure pour dames correspond à une durée de présence inférieure à celle qui est fixée, par le paragraphe 3 du présent article, un régime différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé, à titre provisoire, par arrêté ministériel. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique. »

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire, ou dans une localité déterminée, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition des heures pour tous les établissements de la profession dans la région, la localité ou les quartiers, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, là où il en existe.

Vu l'accord intervenu le 30 novembre 1933 entre les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Vu le décret du 16 mai 1935 portant règlement d'administration publique, réduisant à 57 heures la durée hebdomadaire des heures de présence dans les magasins et salons de coiffure du département de la Meuse;

Le Conseil d'Etat entendu,

DECRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue des villes de Ligny-en-Barrois et Vaucouleurs, pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, est établi le régime uniforme ci-après de répartition des heures de présence, réduite à 57 heures :

Mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi : de 7 h. 30 à 12 heures et de 13 h. 30 à 19 h. 30.

Dimanche : de 7 h. 30 à 12 heures.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 16 mai 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

PAUL JACQUIER.

DÉCRET DU 16 MAI 1935 (1).

portant règlement d'administration publique réduisant la durée hebdomadaire de présence du personnel des magasins et salons de coiffure du département de la Meuse et établissant un régime uniforme de répartition des heures de présence du personnel des magasins et salons de coiffure des villes de Bar-le-Duc, Commercy, Verdun, Saint-Mihiel, Belleville et Thierville.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 26 août 1920, modifié par le décret du 30 octobre 1921, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les magasins et salons de coiffure, et notamment l'article 2, paragraphes 3, 5, 6 et 7, conçus comme suit :

« Dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, en raison du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue ci-après correspond à la durée maximum de travail effectif au premier paragraphe du présent article :

« 54 heures par semaine à Paris et dans les autres villes comptant plus de 500.000 habitants;

« 57 heures par semaine dans les villes comptant au plus 500.000 et au moins 100.000 habitants;

« 60 heures par semaine dans les villes comptant moins de 100.000 habitants.

La répartition des heures de présence prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent article devra se faire de telle sorte que la durée de présence d'aucun jour ouvrable de la semaine n'exécède pas dix heures; ce maximum pourra être porté à 11 heures :

a) Dans les villes comptant moins de 100.000 habitants où la limite de la durée de présence hebdomadaire dépassera 57 heures.

Lorsque dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté, par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées, que le maximum hebdomadaire de travail effectif dans les magasins et salons de coiffure pour hommes et dans les magasins et salons de coiffure pour dames correspond à une durée de présence inférieure à celle qui est fixée au paragraphe 3 du présent article, un régime différent tenant compte de ces accords pourra être fixé, à titre provisoire, par arrêté ministériel. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire, ou dans une localité déterminée, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition des heures pour tous les établissements de la profession dans la région, la localité ou les quartiers, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, là où il en existe;

Vu la demande formulée le 10 mars 1933 par l'Union départementale des syndicats des maîtres-coiffeurs de la Meuse;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue du département de la Meuse, pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, la durée hebdomadaire des heures de présence de tout le personnel est fixée à 57 heures.

ART. 2. — Dans toute l'étendue de la ville de Bar-le-Duc, pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames est établi le régime uniforme de répartition ci-après des heures de présence :

Les mardi, mercredi, jeudi et vendredi : de 7 h. 30 à 12 heures et de 13 h. 30 à 19 h. 30.

(1) J. O. du 7 juin 1935.

Le samedi: de 7 h. 30 à 12 heures et de 13 h. 30 à 20 heures.

Le dimanche : de 8 heures à 12 heures.

ART. 3. — Dans toute l'étendue des villes de Commercy, Verdun, Saint-Mihiel, Belleville et Thiéville, pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, est établi le régime uniforme ci-après des heures de présence :

Les mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi : de 7 h. 30 à 12 heures et de 13 h. 30 à 19 h. 30.

Le dimanche : de 7 h. 30 à 12 heures.

ART. 4. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 5. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 16 mai 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

PAUL JACQUIER.

DÉCRET DU 16 MAI 1935 (*)

portant règlement d'administration publique, établissant un régime uniforme de répartition des heures de présence dans les magasins et salons de coiffure de l'arrondissement de Soissons.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 26 août 1920, modifié par le décret du 30 octobre 1931 et par le décret du 23 octobre 1933 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les magasins et salons de coiffure et notamment l'article 2, paragraphes 3 et 7, conçus comme suit :

« Dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, en raison du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue ci-après correspond à la durée maximum de travail effectif fixé au premier paragraphe du présent article :

« 52 heures par semaine à Paris;

« 54 heures par semaine dans les villes comptant plus de 500.000 habitants;

« 55 heures par semaine dans toute l'étendue du département de la Seine, moins Paris, dont le maximum est établi ci-dessus;

« 57 heures par semaine dans les villes comptant au plus 500.000 et au moins 100.000 habitants;

« 60 heures par semaine dans les villes comptant moins de 100.000 habitants.

.....
« Lorsque, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté, par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées, que le maximum hebdomadaire de travail effectif dans les magasins et salons de coiffure pour hommes et dans les magasins et salons de coiffure pour dames correspond à une durée de présence inférieure à celle qui est fixée par le paragraphe 3 du présent décret, un régime différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé, à titre provisoire, par arrêté ministériel. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

(*) J. O. du 7 juin 1935.

« Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire, ou dans une localité déterminée, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition des heures pour tous les établissements de la profession dans la région, la localité ou les quartiers, il sera statué sur la demande par décret, portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées, et en se référant aux accords intervenus entre elles, là où il en existe » ;

Vu l'accord intervenu le 21 février 1934 entre le syndicat des coiffeurs de Soissons et de l'arrondissement et le syndicat des ouvriers coiffeurs de l'arrondissement de Soissons ;

Vu les observations formulées par les organisations patronales et ouvrières intéressées ;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de l'arrondissement de Soissons, pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, est établi le régime uniforme ci-après de répartition des heures de présence journalière, portant sur une durée de présence réduite à cinquante-sept heures par semaine :

Mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi : de 7 h. 30 à 12 heures et de 13 h. 30 à 19 h. 30 ;

Dimanche : de 7 h. 30 à 12 heures.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 16 mai 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

PAUL JACQUIER.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 ⁽¹⁾.

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie du caoutchouc du département d'Eure et Loir.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département d'Eure-et-Loir, par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent la raffinerie et la fabrication du caoutchouc et de ses succédanés et la fabrication de tous objets, articles, bandages pneumatiques, étoffes, tissus en ces matières, ainsi que la fabrication de fils ou câbles électriques isolés au caoutchouc ou à la gutte.

(¹) *J. O.* du 26 mai 1935.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptible d'être occupée dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 5 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (2)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les boulangeries et pâtisseries situées dans le département des Bouches-du-Rhône.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les boulangeries et pâtisseries situées dans le département des Bouches-du-Rhône.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptible d'être occupée dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée, ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

20 p. 100 dès l'application du décret;

15 p. 100 un an après (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (2)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de porcelaines, faïence et grès sanitaires situées dans le département du Loiret.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) *J. O.* du 26 mai 1935.

ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de porcelaine, faïence et grès sanitaire situées dans le département du Loiret.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptible d'être occupée dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée, ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

10 p. 100 dès l'application du décret;
5 p. 100 six mois après ⁽¹⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 ⁽²⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les boulangeries et pâtisseries du département de l'Hérault.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les boulangeries, pâtisseries, biscuiteries et confiseries situées dans le département de l'Hérault.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptible d'être occupée dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée, ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

Jusqu'à 5 employés..... 20 p. 100
Pour la partie de l'effectif excédant 5 ouvriers 10 p. 100 ⁽²⁾

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 ⁽²⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les boulangeries et pâtisseries situées dans le département des Basses-Alpes.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

⁽¹⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

⁽²⁾ *J. O.* du 26 mai 1935.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les boulangeries et pâtisseries situées dans le département des Basses-Alpes.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 5 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (2)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les boulangeries et pâtisseries du département de la Drôme.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les boulangeries et pâtisseries situées dans le département de la Drôme.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 5 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Juornal officiel*.

.....

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (2)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les boulangeries et pâtisseries situées dans le département du Gard.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) *J. O.* du 26 mai 1935.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les boulangeries et pâtisseries situées dans le département du Gard.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (¹).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (²)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les boulangeries et pâtisseries situées dans le département du Vaucluse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les boulangeries et pâtisseries situées dans le département du Vaucluse.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements (¹).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (²)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans diverses industries du bois dans le département des Basses-Alpes.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

(¹) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(²) *J. O.* du 26 mai 1935.

DÉCRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département des Basses-Alpes par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries désignées ci-après :

Sciage et fendage du bois de chauffage;
Fabriques de bois de fente et de bois fendu;
Sciage de long;
Sciage mécanique du bois;
Fabriques de caisses en bois, charronnage, carrosserie, ébénisterie.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements.

Charronnage, carrosserie, ébénisterie : 10 p. 100 dès l'application du décret; 5 p. 100 un an après.

Autres industries visées : 15 p. 100 dès l'application du décret; 10 p. 100 un an après (*).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (*)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie du bois dans le département du Nord.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements du département du Nord, où s'exercent les industries du bois énumérées à l'article 2 ci-après.

ART. 2. — La proportion de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans chaque établissement ou partie d'établisse-

(*) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(**) *J. O.* du 26 mai 1935.

ment, est fixée comme suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans l'établissement ou la partie d'établissement :

	DÈS LA PUBLICATION du décret.	SIX MOIS APRÈS.
<i>Fabriques de meubles et de chaises :</i>		
Cantons d'Armentières et Quié- vrecchain	30 p. 100	20 p. 100
Cantons de Roubaix, Tourcoing, St-Amand et Condé-sur-Escaut..	20 p. 100	10 p. 100
Cantons de Lille, Haubourdin et Valenciennes	10 p. 100	8 p. 100
Reste du département.....	5 p. 100	—
<i>Scieries :</i>		
Cantons de Tourcoing.....	40 p. 100	25 p. 100
Cantons de Roubaix.....	25 p. 100	15 p. 100
Reste du département.....	5 p. 100	—
<i>Fabriques de brosses, caisses, ba- guettes, navettes, bobines, bobinoits, boisellerie, semelles de galoches :</i>		
Cantons de Tourcoing.....	40 p. 100	30 p. 100
Reste du département.....	10 p. 100	5 p. 100

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables quinze jours après son insertion au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (*)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les diverses industries du bois du département de l'Aube.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés, dans le département de l'Aube, par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries du bois ci-après : Industrie de l'ébénisterie, de la menuiserie, de la parqueterie, fabrication de bois contreplaqués.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (*).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

(*) J. O. du 26 mai 1935.

(2) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de chocolat et de pâtes alimentaires situées dans le département de la Drôme.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent la fabrication du chocolat et des pâtes alimentaires situées dans le département de la Drôme.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptible d'être occupée dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

10 p. 100 dès l'application du décret;

5 p. 100 six mois après ⁽²⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 21 MAI 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de chocolat et de pâtes alimentaires situées dans le département du Gard.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de chocolat et de pâtes alimentaires situées dans le département du Gard.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements ⁽²⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

⁽¹⁾ J. O. du 26 mai 1935.

⁽²⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de la Mayenne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés dans le département de la Mayenne par les entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, de gaz, d'électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiments, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} du présent décret.

Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel employé dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés dans ces entreprises ⁽²⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel*.

.....

⁽¹⁾ J. O. du 26 mai 1935.

⁽²⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

TABLEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises du bâtiment et des travaux publics situées dans le département de la Mayenne.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
I. — <i>Entreprises de terrassement.</i> — Chef d'équipe, cabot, terrassier, puisatier-mineur, boiseur, dresseur et poseur de rails, batteur de pieux.....	10 p. 100 dès l'appli- cation du décret. 5 p. 100 un an après.
II. — a. <i>Entreprises de maçonnerie.</i> — Maçon limousinant, garçon limousinant et garçon maçon, bardeur, garçon de relais, poseur, scieur de pierre tendre, pinceur, travailleur de pierre au chantier, ravaleur, briqueteur, aide-briqueteur, applicateur d'enduit métallique, enduiseur-mouchetiqueur, tourneur de treuil, gardien de nuit, gardien de rue	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de travaux en ciment.</i> — Compagnon cimentier, garçon cimentier	10 p. 100 dès l'appli- cation du décret. 5 p. 100 un an après.
III. — a. <i>Entreprises de serrurerie et construction métallique.</i> — Traceur et chef d'équipe, forgeron d'atelier, frappeur, serrurier ajusteur, ferreur, perceur, reproducteur, poinçonneur et cisailleur, riveur, manoeuvre, homme de ville, poseur de sonnettes et de cordons mécaniques, rampiste	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de charpente de fer.</i> — Chef d'équipe, levageur, charpentier levageur, grillageur.....	5 p. 100.
IV. — <i>Entreprises de charpente en bois.</i> — Charpentier qualifié	5 p. 100.
V. — a. <i>Entreprises de menuiserie.</i> — Menuisier, parqueteur	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de parquets.</i> — Replanisseur de parquets..	5 p. 100.
VI. — a. <i>Entreprises de fumisterie de bâtiment.</i> — Compagnon fumiste en bâtiment, garçon fumiste, tôlier fumiste, aide-tôlier fumiste	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de fumisterie industrielle.</i> — Compagnon fumiste briqueteur industriel, aide-fumiste briqueteur industriel	5 p. 100.
VII. — <i>Entreprises de chauffage (bâtiment).</i> — Monteur spécialiste, aide-monteur	5 p. 100.
VIII. — a. <i>Entreprises de peinture.</i> — Peintre en bâtiment, peintre en décors, colleur, colleur fournissant les outils, fileur ou peintre en lettres, enduiseur.....	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de ravalement.</i> — Badigeonneur, échafaudeur, peintre pour ravalement.....	10 p. 100 dès l'appli- cation du décret. 5 p. 100 un an après.
c. <i>Entreprises de vitrerie.</i> — Vitrier.....	5 p. 100.
IX. — <i>Entreprises de miroiterie.</i> — Premier ouvrier chef de chantier, second ouvrier qualifié.....	5 p. 100.
X. — a. <i>Entreprises de pavage et granit.</i> — Compagnon paveur en pierre ou en bois, dresseur, aide-paveur et manutentionnaire de dépôt, piqueur de grès ou de granit	5 p. 100.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
b. <i>Entreprises d'asphalte.</i> — Ouvrier tireur de rateau, pointeur, pilonneur, rouleur, manoeuvre	5 p. 100.
c. <i>Entreprise de bitume de travaux publics.</i> — Bitumeur, applicateur d'asphalte coulé, garçon applicateur et verseur	5 p. 100.
d. <i>Entreprises de béton de travaux publics.</i> — Bétonnier (metteur en forme), aide-bétonnier	5 p. 100.
XI. — <i>Entreprises de marbrerie du bâtiment et marbrerie funéraire.</i> — Ouvrier marbrier et polisseur qualifié sachant travailler sur plans, ouvrier marbrier polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier.....	5 p. 100.
XII. — <i>Entreprises de mosaïque, carrelage.</i> — Compagnon mosaïste d'atelier pouvant faire tout le travail qui se présente et travaillant toute matière.....	10 p. 100 dès l'appli- cation du décret. 5 p. 100 un an après.
b. Compagnon mosaïste de chantier pouvant faire le sol et l'élévation, petit compagnon mosaïste ne pouvant faire que le sol	10 p. 100 dès l'appli- cation du décret. 5 p. 100 un an après.
c. Manoeuvre mosaïste, garçon carreleur, faïencier qualifié, compagnon carreleur faïencier	10 p. 100 dès l'appli- cation du décret.
d. Graniteurs	5 p. 100 un an après.
XIII. — <i>Entreprises de couverture, plomberie, gaz, canalisation sanitaire.</i> — Compagnon plombier, couvreur-zingeur et gazier, aide-plombier, couvreur-zingeur et gazier, gardien de rue	5 p. 100.
XIV. — <i>Entreprises de fontaines.</i> — Ajusteur fontainier, plombier, poseur de fonte, aide-plombier poseur de fonte, maçon fontainier, manoeuvre ou garde-trappe.....	5 p. 100.
XV. — <i>Entreprises de démolition.</i> — Chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon	5 p. 100.
XVI. — <i>Entreprises de carton-pierre, staff.</i> — Architecturier faisant la maquette, mouleur, poseur de staff et carton-pierre, estampeur	5 p. 100.
XVII. — <i>Entreprises de stuc.</i> — Compositeur de stuc, stucateur, polisseur de stuc, aide-stucateur	5 p. 100.
XVIII. — <i>Entreprises d'électricité du bâtiment.</i> — Monteur électricien, spécialiste en téléphone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonnerie, aide-monteur électricien	5 p. 100.
XIX. — <i>Professions diverses :</i>	
a. Coupeurs et sertisseurs en vitraux.....	5 p. 100.
b. Sculpteurs en bâtiment	5 p. 100.
c. Parquets sans joint (applicateur)	5 p. 100.
XX. — <i>Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus.</i> Dessinateurs, commis dessinateurs, commis de chantiers, métreurs en bâtiment, ingénieurs conducteurs de travaux.	5 p. 100.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département du Loiret.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers, susceptibles d'être employés dans le département du Loiret, par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment-armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement, et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiment, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux

ART 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} du présent décret.

Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel employé dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés dans ces entreprises ⁽²⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel*.

.....

⁽¹⁾ J. O. du 26 mai 1935.

⁽²⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

TABLEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises du bâtiment et des travaux publics situées dans le département du Loiret.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
I. — <i>Entreprises de terrassement.</i> — Chef d'équipe, cabot, terrassier, puisatier-mineur, boiseur, dresseur et poseur de rails, batteur de pieux.....	10 p. 100.
II. — a. <i>Entreprises de maçonnerie.</i> — Maçon limousinant, garçon limousinant et garçon maçon, bardeur, garçon de relais, poseur, scieur de pierre tendre, pinceur, travailleur de pierre au chantier, ravaleur, briqueteur, aide-briqueteur, applicateur d'enduit métallique, enduiseur-mouchetiqueur, tourneur de treuil, gardien de nuit, gardien de rue	10 p. 100. 20 p. 100 dès l'application du décret. 15 p. 100 trois mois après.
b. <i>Entreprises de travaux en ciment.</i> — Compagnon cimentier, garçon cimentier	
III. — a. <i>Entreprises de serrurerie et construction métallique.</i> — Traceur et chef d'équipe, forgeron d'atelier, frappeur, serrurier ajusteur, ferreur, perceur, reproducteur, poinçonneur et cisailleur, riveur, manœuvre, homme de ville, poseur de sonnettes et de cordons mécaniques, rampiste	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de charpente en fer.</i> — Chef d'équipe, levageur, charpentier levageur, grillageur.....	5 p. 100.
IV. — <i>Entreprises de charpente en bois.</i> — Charpentier qualifié	5 p. 100.
V. — a. <i>Entreprises de menuiserie.</i> — Menuisier, parqueteur	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de parquets.</i> — Replanisseur de parquets..	10 p. 100.
VI. — a. <i>Entreprises de fumisterie de bâtiment.</i> — Compagnon fumiste en bâtiment, garçon fumiste, tôlier fumiste, aide-tôlier fumiste	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de fumisterie industrielle.</i> — Compagnon fumiste briqueteur industriel, aide-fumiste briqueteur industriel	10 p. 100 dès l'application du décret. 5 p. 100 trois mois après.
VII. — <i>Entreprises de chauffage (bâtiment).</i> — Monteur spécialiste, aide-monteur	10 p. 100.
VIII. — a. <i>Entreprises de plâtrerie et de peinture.</i> — Peintre en bâtiment, peintre en décors, colleur, colleur fournissant les outils, fileur ou peintre en lettres, enduiseur, plâtrier et manœuvre	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de ravalement.</i> — Badigeonneur, échafaudeur, peintre pour ravalement	5 p. 100.
c. <i>Entreprises de vitrerie.</i> — Vitriers.....	5 p. 100.
d. Graniteurs	5 p. 100.
IX. — <i>Entreprises de miroiterie.</i> — Premier ouvrier chef de chantier, second ouvrier qualifié.....	5 p. 100.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
X. — a. <i>Entreprises de pavage et granit.</i> — Compagnon paveur en pierre ou en bois, dresseur, aide-paveur et manutentionnaire de dépôt, piqueur de grès ou de granit	20 p. 100 dès l'application du décret. 15 p. 100 trois mois après.
b. <i>Entreprises d'asphalte.</i> — Ouvrier tireur de rateau, pointeur, pilonneur, rouleux, manoeuvre.....	5 p. 100.
c. <i>Entreprises de bitume de travaux publics.</i> — Bitumeux, applicateur d'asphalte coulé, garçon applicateur et verseur	5 p. 100.
d. <i>Entreprises de béton de travaux publics.</i> — Bétonnier. (metteur en forme), aide-bétonnier.....	5 p. 100.
XI. — <i>Entreprises de marbrerie du bâtiment et de marbrerie funéraire.</i> — Ouvrier marbrier et polisseur qualifié sachant travailler sur plans, ouvrier marbrier et polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier....	20 p. 100 dès l'application du décret. 15 p. 100 trois mois après.
XII. — <i>Entreprises de mosaïque, carrelage.</i> —	
a. Compagnon mosaïste d'atelier pouvant faire tout le travail qui se présente et travaillant toute matière.....	
b. Compagnon mosaïste de chantier pouvant faire le sol et l'élévation, petite compagnon mosaïste ne pouvant faire que le sol.....	5 p. 100.
c. Manoeuvre mosaïste, garçon carreleur faïencier qualifié, compagnon carreleur faïencier	
d. Graniteurs	
XIII. — <i>Entreprises de couverture, plomberie, gaz et canalisation sanitaire.</i> — Compagnon plombier, couvreur, zingueur et gazier, aide-plombier, couvreur, zingueur et gazier, gardien de rue	5 p. 100.
XIV. — <i>Entreprises de fontaines.</i> — Ajusteur fontainier, plombier poseur de fonte, aide-plombier poseur de fonte, maçon fontainier, manoeuvre ou garde-trappe.....	5 p. 100.
XV. — <i>Entreprises de démolition.</i> — Chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon	20 p. 100 dès l'application du décret. 15 p. 100 trois mois après.
XVI. — <i>Entreprises de carton-pierre et staff.</i> — Architecturier faisant la maquette, mouleur poseur de staff et de carton-pierre, estampeur-staffeur	5 p. 100.
XVII. — <i>Entreprises de stuc.</i> — Compositeur de stuc, stucateur, polisseur de stuc, aide-stucateur.....	5 p. 100.
XVIII. — <i>Entreprises d'électricité du bâtiment.</i> — Monteur électricien spécialiste en téléphone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonnerie), aide-monteur électricien	5 p. 100.
XIX. — <i>Professions diverses :</i>	
a. Coupeur et sertisseur en vitraux.....	
b. Sculpteur de bâtiment	5 p. 100.
c. Parquets sans joint (applicateur)	
XX. — <i>Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus.</i> — Dessinateur, commis dessinateur, commis de chantier, mètreux en bâtiment, ingénieur conducteur de travaux..	5 p. 100.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (1)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département du Loir-et-Cher.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers, susceptibles d'être employés dans le département du Loir-et-Cher, par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierres, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement, et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics et de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiment, y compris les ateliers, et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} du présent décret.

Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel employé dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés dans ces entreprises (2).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel*.

.....

(1) *J. O.* du 26 mai 1935.

(2) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

TABLEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises du bâtiment et des travaux publics situées dans le département du Loir-et-Cher.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
I. — <i>Entreprises de terrassement.</i> — Chef d'équipe, cabot, terrassier, puisatier-mineur, boiseur, dresseur, poseur de rails, batteur de pieux	10 p. 100.
II. — a. <i>Entreprises de maçonnerie.</i> — Maçon limousinant, garçon limousinant et garçon maçon, bardeur, garçon de relais, poseur, scieur de pierre tendre, pinceur, travailleur de pierre au chantier, ravaleur, briqueteur, aide-briqueteur, applicateur d'enduit métallique, enduiseur-mouchetiqueur, tourneur de treuil, gardien de nuit, gardien de rue	10 p. 100. 20 p. 100 dès l'application du décret. 15 p. 100 trois mois après.
b. <i>Entreprises de travaux en ciment.</i> — Compagnon cimentier, garçon cimentier	15 p. 100 trois mois après.
III. — a. <i>Entreprises de serrurerie et construction métallique.</i> — Traceur et chef d'équipe, forgeron d'atelier, frappeur, serrurier ajusteur ferreur, perceur, reproducteur, poinçonneur et cisailleur, riveur, manoeuvre, homme de ville, poseur de sonnettes et de cordons mécaniques, rampiste	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de charpentes en fer.</i> — Chef d'équipe levageur, charpentier levageur, grillageur	5 p. 100.
IV. — <i>Entreprises de charpente en bois.</i> — Charpentier qualifié	5 p. 100.
V. — a. <i>Entreprises de menuiserie.</i> — Menuisier parqueteur	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de parquets.</i> — Replanisseur de parquets ..	5 p. 100.
VI. — a. <i>Entreprises de fumisterie de bâtiment.</i> — Compagnon fumiste en bâtiment, garçon fumiste, tôlier fumiste, aide-tôlier fumiste	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de fumisterie industrielle.</i> — Compagnon fumiste-briqueteur industriel, aide-fumiste-briqueteur industriel	5 p. 100.
VII. — <i>Entreprises de chauffage.</i> — Bâtiment, monteur spécialiste, aide-monteur	10 p. 100.
VIII. — a. <i>Entreprises de plâtrerie et de peinture.</i> — Peintre en bâtiment, peintre en décors, colleur, colleur fournissant les outils, fileur ou peintre en lettres, enduiseur, plâtriers et manoeuvres	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de ravalement.</i> — Badigeonneur, échafaudeur, peintre pour ravalement	5 p. 100.
c. <i>Entreprises de vitrerie.</i> — Vitriers	5 p. 100.
IX. — <i>Entreprises de miroiterie.</i> — Premier ouvrier chef de chantier, second ouvrier qualifié	5 p. 100.
X. — a. <i>Entreprises de pavage et granit.</i> — Compagnon paveur en pierre ou en bois, dresseur, aide-paveur et manutentionnaire de dépôt, piqueur de grès ou de granit. (	20 p. 100 dès l'application du décret. 15 p. 100 trois mois après.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
b. <i>Entreprises d'asphalte.</i> — Ouvrier tireur de rateau, pointeur, pilonneur, rouleur, manœuvre.....	5 p. 100.
c. <i>Entreprises de bitume de travaux publics.</i> — Bitumeur, applicateur d'asphalte coulé, garçon applicateur et verseur	5 p. 100.
d. <i>Entreprises de béton de travaux publics.</i> — Bétonnier (metteur en forme), aide-bétonnier	10 p. 100.
XI. — <i>Entreprises de marbrerie du bâtiment et marbrerie funéraire.</i> — Ouvrier marbrier et polisseur qualifié sachant travailler sur plans, ouvrier marbrier, polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier.....	20 p. 100 dès l'application du décret. 15 p. 100 trois mois après.
XII. — a. <i>Entreprises de mosaïque, carrelage.</i> — Compagnon mosaïste d'atelier pouvant faire tout le travail qui se présente et travaillant toute matière.....	5 p. 100.
b. Compagnon mosaïste de chantier pouvant faire le sol et l'élévation, petit compagnon mosaïste ne pouvant faire que le sol	5 p. 100.
c. Manœuvre mosaïste, garçon carreleur, faïencier qualifié, compagnon carreleur, faïencier	5 p. 100.
d. Graniteurs	5 p. 100.
XIII. — <i>Entreprises de couverture, plomberie, gaz, canalisation sanitaire.</i> — Compagnon plombier, couvreur, zingueur et gazier, aide-plombier, couvreur, zingueur et gazier, gardien de rue.....	5 p. 100.
XIV. — <i>Entreprises de fontaines.</i> — Ajusteur fontainier, plombier poseur de fonte, aide-plombier poseur de fonte, maçon fontainier, manœuvre ou garde-trappe.....	5 p. 100.
XV. — <i>Entreprises de démolition.</i> — Chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon	20 p. 100 dès l'application du décret. 15 p. 100 trois mois après.
XVI. — <i>Entreprises de carton-pierre et staff.</i> — Architecturier faisant la maquette, mouleur, poseur de staff et de carton-pierre, estampeur, staffeur.....	5 p. 100.
XVII. — <i>Entreprises de stuc.</i> — Compositeur de stuc, stucateur, polisseur de stuc, aide-stucateur.....	5 p. 100.
XVIII. — <i>Entreprises d'électricité du bâtiment.</i> — Monteur électricien spécialisé en téléphone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonnerie), aide-monteur électricien	5 p. 100.
XIX. — <i>Professions diverses :</i>	
a. Coupeur et sertisseur en vitraux	5 p. 100.
b. Sculpteur de bâtiment	
c. Parquets sans joint (applicateur).....	
XX. — <i>Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus.</i> — Dessinateur, commis dessinateur, commis de chantiers, mètreur en bâtiment, ingénieur, conducteur de travaux	5 p. 100.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de la Loire-Inférieure.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers, susceptibles d'être occupés dans le département de la Loire-Inférieure, par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment-armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement, et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiment, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} du présent décret.

Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel employé dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés dans ces entreprises ⁽²⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel*.

.....

(1) *J. O.* du 26 mai 1935.

(2) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

TABEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises du bâtiment et des travaux publics situées dans le département de la Loire-Inférieure.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
I. — <i>Entreprises de terrassement.</i> — Chef d'équipe, cabot, terrassier, puisatier-mineur, boiseur, dresseur et poseur de rails, poseur de pieux, à l'exception des carrières ballastières et pose de voies ferrées.....	5 p. 100.
II. — a. <i>Entreprises de maçonnerie.</i> — Maçon limousinant, garçon limousinant et garçon maçon, bardeur, garçon de relais, poseur, scieur de pierre tendre, pinceur, travailleur de pierre au chantier, ravaleur, briqueteur, aide-brique- teur, applicateur d'enduit métallique, enduiseur, mouche- tigueur, tourneur de treuil, gardien de nuit, gardien de rue	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de travaux en ciment.</i> — Compagnon cimen- tier, garçon cimentier	5 p. 100.
III. — a. <i>Entreprises de serrurerie et construction métal- lique.</i> — Traceur et chef d'équipe, forgeron d'atelier, frappeur, serrurier ajusteur, ferreur, perceur, reproduc- teur, poinçonneur et cisailleur, riveur, manœuvre, homme de ville, poseur de sonnettes et de cordons mécaniques, rampiste	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de charpentes en fer.</i> — Chef d'équipe leva- geur, charpentier levageur, grillageur.....	5 p. 100.
IV. — <i>Entreprises de charpente en bois.</i> — Charpentier qualifié	5 p. 100.
V. — a. <i>Entreprises de menuiserie.</i> — Menuisier parque- teur	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de parquets.</i> — Replanisseur de parquets....	5 p. 100.
VI. — a. <i>Entreprises de fumisterie de bâtiment.</i> — Com- pagnon fumiste en bâtiment, garçon fumiste, tôlier fu- miste, aide-tôlier fumiste	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de fumisterie industrielle.</i> — Compagnon fumiste briqueteur industriel, aide-fumiste briqueteur industriel	10 p. 100.
VII. — <i>Entreprises de chauffage.</i> — Bâtiment, monteur spé- cialiste, aide-monteur	5 p. 100.
VIII. — a. <i>Entreprises de peinture.</i> — Peintre en bâtiment, peintre en décors, colleur, colleur fournissant les outils, fileur ou peintre en lettres, enduiseur.....	5 p. 100.
b. <i>Entreprise de ravalement.</i> — Badigeonneur, échafauteur, peintre pour ravalement	5 p. 100.
c. <i>Entreprises de vitrerie.</i> — Vitriers	5 p. 100.
IX. — <i>Entreprises de miroiterie.</i> — Premier ouvrier chef de chantier, second ouvrier	5 p. 100.
X. — a. <i>Entreprises de pavage et granit.</i> — Compagnon pa- veur en pierre ou en bois, dresseur, aide-paveur et manutentionnaire de dépôt, piqueur de grès ou de granit.	5 p. 100.
b. <i>Entreprises d'asphalte.</i> — Ouvrier tireur de rateau, poin- teur, pilonneur, rouleur, manœuvre	5 p. 100.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
c. <i>Entreprises de bitume de travaux publics.</i> — Bitumeur, applicateur d'asphalte coulé, garçon applicateur, verseur.	5 p. 100.
d. <i>Entreprises de béton de travaux publics.</i> — Bétonnier (metteur en forme), aide-bétonnier	5 p. 100.
XI. — <i>Entreprises de marbrerie du bâtiment et marbrerie funéraire.</i> — Ouvrier marbrier et polisseur qualifié sachant travailler sur plans, ouvrier marbrier polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier.....	5 p. 100.
XII. — <i>Entreprises de mosaïque, carrelage :</i>	
a. Compagnon mosaïste d'atelier pouvant faire tout le travail qui se présente et travaillant toute matière.....	15 p. 100.
b. Compagnon mosaïste de chantier pouvant faire le sol et l'élévation, petit compagnon mosaïste ne pouvant faire que le sol	15 p. 100.
c. Manœuvre mosaïste, garçon carreleur, faïencier qualifié, compagnon carreleur faïencier	15 p. 100.
d. Graniteur	15 p. 100.
XIII. — <i>Entreprises de couverture, plomberie, gaz, canalisation sanitaire.</i> — Compagnon plombier, couvreur, zingueur et gazier, aide-plombier, couvreur, zingueur et gazier, gardien de rue.....	5 p. 100.
XIV. — <i>Entreprises de fontaines.</i> — Ajusteur fontainier, plombier poseur de fonte, aide-plombier poseur de fonte, maçon fontainier, manœuvre ou garde-trappe.....	5 p. 100.
XV. — <i>Entreprises de démolition.</i> — Chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon	5 p. 100.
XVI. — <i>Entreprises de carton-pierre et staff.</i> — Architecturier faisant la maquette, mouleur, poseur de staff et de carton-pierre, estampeur, staffeur	10 p. 100.
XVII. — <i>Entreprises de stuc.</i> — Compositeur de stuc, stucateur, polisseur de stuc, aide-stucateur.....	10 p. 100.
XVIII. — <i>Entreprises d'électricité du bâtiment.</i> — Monteur électricien spécialiste en téléphone, monteur électricien qualifié (force-lumière, sonnerie), aide-monteur électricien	5 p. 100.
XIX. — <i>Professions diverses :</i>	
a. Coupeur et sertisseur de vitraux.....	5 p. 100.
b. Sculpteur en bâtiment	
c. Parquets sans joint (applicateur).....	10 p. 100.
XX. — <i>Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus.</i> — Dessinateur, commis dessinateur, commis de chantier, mètreur en bâtiment, ingénieur, conducteur de travaux..	5 p. 100.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de l'Indre.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers, susceptibles d'être employés, dans le département de l'Indre, par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture, taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiments, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima des travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel occupé dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés dans ces entreprises.

Les mêmes proportions devront être observées pour la partie de l'effectif de l'entreprise ou des professions considérées qui est occupé sur chacun des chantiers, ateliers et autres lieux de travail, situés en dehors du siège de l'entreprise, lorsque cette partie atteint ou dépasse les effectifs minima fixés dans la dernière colonne du tableau ⁽²⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel* et n'auront effet que jusqu'au 1^{er} janvier 1936.

.....

⁽¹⁾ J. O. du 26 mai 1935.

⁽²⁾ Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

TABLEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises du bâtiment et des travaux publics situées dans le département de l'Indre.

ENTREPRISES et ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.	MINIMUM EXIGÉ DE TRAVAILLEURS pour que la même proportion soit applicable dans chacun des ateliers et chantiers et autres locaux de travail situés en dehors du siège de l'entreprise.
I. — Entreprises de terrassement :		
a. Chef d'équipe, cabot, terrassier, puisatier, mineur, boiseur, dresseur et poseur de rails, batteur de pieux, aide-puisatier, dragueur, mineur	20 p. 100 dès l'application du décret. 10 p. 100 six mois après.	25
b. Rouleur à la brouette, charretier, manœuvre	5 p. 100.	"
II. — Entreprises de maçonnerie. — Maçon limousinant, garçon limousinant et garçon maçon, bardeur, garçon de relais, poseur, scieur de pierre tendre, pinceur travailleur de pierre au chantier, ravaleur, briqueteur, aide-briqueteur, applicateur d'enduit métallique, enduiseur mouchetiqueur, tourneur de treuil, gardien de nuit, gardien de rue	10 p. 100.	20
b. Entreprises de travaux en ciment. — Compagnon cimentier, garçon cimentier	20 p. 100 dès l'application du décret. 10 p. 100 six mois après.	"
III. — Entreprises de serrurerie, construction métallique et charpente en fer.		
a. Entreprises de serrurerie et construction métallique. — Traceur et chef d'équipe, forgeron d'atelier, frappeur, serrurier ajusteur ferreur, perceur, reproducteur, poinçonneur et cisailleur, riveur, manœuvre, homme de ville, poseur de sonnettes et de cordons mécaniques, rampiste, etc.	4 p. 100.	15
b. Entreprises de charpente en fer. — Chef d'équipe, levageur, charpentier levageur, grillageur	Idem.	
IV. — Entreprises de charpente en bois.		
— Charpentier qualifié	4 p. 100.	15
V. — a. Entreprises de menuiserie.		
Menuisier, parqueteur, etc.	4 p. 100.	10
b. Entreprises de parquet. — Replanisseur de parquet	4 p. 100.	"
VI. — a. Entreprises de fumisterie de bâtiment.		
— Compagnon fumiste en bâtiment, garçon fumiste, tôlier fumiste, aide-tôleur fumiste, etc.	4 p. 100.	"

ENTREPRISES et ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.	MINIMUM EXIGÉ DE TRAVAILLEURS pour que la même proportion soit appliquée dans chacun des ateliers et chantiers et autres locaux de travail situés en dehors du siège de l'entreprise.
b. <i>Entreprises de fumisterie industrielle.</i> — Compagnon briqueteur, fumiste industriel, aide-fumiste briqueteur industriel	4 p. 100.	"
VII. — <i>Entreprises de chauffage (bâtiment).</i> — Monteur spécialiste, aide-monteur, etc.	4 p. 100.	"
VIII. — a. <i>Entreprises de peinture.</i> — Peintre en bâtiment, peintre en dehors, colleur, colleur fournissant les outils, fleur ou peintre en lettres, enduiseur	4 p. 100.	"
b. <i>Entreprises de ravalement.</i> — Badigeonneur, échafaudeur, peintre pour ravalement	10 p. 100.	"
c. <i>Entreprises de vitrerie.</i> — Vitrier ..	4 p. 100.	"
IX. — <i>Entreprises de miroiterie.</i> — Premier ouvrier chef de chantier, second ouvrier qualifié	4 p. 100.	"
X. — a. <i>Entreprises de pavage et granit.</i> — Compagnon paveur en pierre ou en bois, dresseur, aide-paveur et manutentionnaire de dépôt, piqueur de grès ou de granit	5 p. 100.	"
b. <i>Entreprises d'asphalte.</i> — Ouvrier tireur de rateau, jointeur, pilonneur, rouleur, manœuvre	15 p. 100 dès l'appli- cation du décret.	"
c. <i>Entreprises de bitume de travaux publics.</i> — Bitumeur, applicateur d'asphalte coulé, garçon applicateur et verseur	10 p. 100 six mois après.	"
d. <i>Entreprises de béton de travaux publics.</i> — Bétonnier (metteur en forme), aide-bétonnier	20 p. 100 dès l'appli- cation du décret. 10 p. 100 six mois après.	"
XI. — <i>Entreprises de marbrerie du bâtiment et marbrerie funéraire.</i> — Ouvrier marbrier et polisseur qualifié sachant travailler sur plans, ouvrier marbrier, polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier	20 p. 100 dès l'appli- cation du décret. 10 p. 100 six mois après.	"
XII. — <i>Entreprises de mosaïque, carrelage :</i>	20 p. 100 dès l'appli- cation du décret.	
a. Compagnon mosaïste d'atelier pouvant faire tout le travail qui se présente et travaillant toute matière .. b. Compagnon mosaïste de chantier pouvant faire le sol et l'élévation, petit compagnon mosaïste ne pouvant faire que le sol		

ENTREPRISES et ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.	MINIMUM EXIGÉ DE TRAVAILLEURS pour que la même proportion soit applicable dans chacun des ateliers et chantiers et autres locaux de travail situés en dehors du siège de l'entreprise.
c. Manœuvre mosaïste, garçon carreleur, faïencier qualifié, compagnon carreleur faïencier d. Graniteurs	10 p. 100 six mois après.	.
XIII. — <i>Entreprises de couverture, plomberie, gaz, canalisation sanitaire.</i> — Compagnon plombier, couvreur-zingueur et gazier, gardien de rue, aide-plombier, couvreur-zingueur et gazier	4 p. 100.	.
XIV. — <i>Entreprises de fontaines.</i> — Ajusteur fontainier, plombier, poseur de fonte, aide-plombier poseur de fonte, maçon fontainier, aide-maçon fontainier, manœuvre ou garde-trappe.	4 p. 100.	.
XV. — <i>Entreprises de démolition.</i> — Chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon, etc.	20 p. 100 dès l'application du décret. 10 p. 100 six mois après.	.
XVI. — <i>Entreprises de carton, pierre et staff.</i> — Architecturier faisant la maquette, mouleur, poseur de staff et de carton pierre, estampeur, staffeur ...	4 p. 100.	.
XVII. — <i>Entreprises de stuc.</i> — Compositeur de stuc, stucateur, polisseur de stuc, aide-stucateur	4 p. 100.	.
XVIII. — <i>Entreprises d'électricité du bâtiment.</i> — Monteur électricien spécialisé en téléphone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonneries), aide-monteur électricien	4 p. 100.	.
XIX. — <i>Professions diverses :</i>		
a. Coupeurs et sertisseurs en vitraux ..	4 p. 100.	.
b. Sculpteurs de bâtiment		
c. Parquets sans joint (applicateur) ...	20 p. 100 dès l'application du décret. 10 p. 100 six mois après.	.
XX. <i>Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus.</i> — Dessinateurs, commis dessinateurs, commis de chantiers, mètreur en bâtiment, ingénieur conducteur de travaux	5 p. 100.	.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de la Corrèze.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers, susceptibles d'être employés dans le département de la Corrèze, par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement, et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiment, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} du présent décret.

Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel employé dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés dans ces entreprises ⁽²⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel*.

.....

⁽¹⁾ J. O. du 26 mai 1935.

⁽²⁾ Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

TABEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises du bâtiment et des travaux publics situées dans le département de la Corrèze.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
I. <i>Entreprises de terrassement.</i> — Chef d'équipe, cabot, terrassier, puisatier-mineur, boiseur, dresseur et poseur de rails, batteur de pieux.....	10 p. 100.
II. — a. <i>Entreprises de maçonnerie.</i> — Maçon limousinant, garçon limousinant et garçon maçon, bardeur, garçon de relais, poseur, scieur de pierre tendre, pinceur, travailleur de pierre au chantier, ravaleur, briqueteur, aide-briqueteur, applicateur d'enduit métallique, enduiseur, mouchetiqueur, tourneur de treuil, gardien de rue.....	10 p. 100.
b. <i>Entreprises de travaux en ciment.</i> — Compagnon cimentier, garçon cimentier.....	15 p. 100.
III. — a. <i>Entreprises de serrurerie et constructions métalliques.</i> — Traceur et chef d'équipe, forgeron d'atelier, frappeur, serrurier, ajusteur, ferreur, perceur, reproducteur, poinçonneur et cisailleur, riveur, manoeuvre, homme de ville, poseur de sonnettes et de cordons mécaniques, rampiste	10 p. 100.
b. <i>Entreprises de charpente en fer.</i> — Chef d'équipe levageur, charpentier levageur, grillageur.....	10 p. 100.
IV. — <i>Entreprises de charpentes en bois.</i> — Charpentier qualifié	10 p. 100.
V. — a. <i>Entreprises de menuiserie.</i> — Menuisier parqueteur.	10 p. 100.
b. <i>Entreprises de parquets.</i> — Replanisseur de parquets....	10 p. 100.
VI. — a. <i>Entreprises de fumisterie de bâtiment.</i> — Compagnon fumiste en bâtiment, garçon fumiste, tôlier fumiste, aide-tôlier fumiste	10 p. 100.
b. <i>Entreprises de fumisterie industrielle.</i> — Compagnon fumiste briqueteur industriel, aide-fumiste briqueteur industriel	10 p. 100.
VII. — <i>Entreprises de chauffage (bâtiment).</i> — Monteur spécialiste, aide-monteur	10 p. 100.
VIII. — a. <i>Entreprises de peinture.</i> — Peintre en bâtiment, peintre en décors, colleur, colleur fournissant les outils, fileur ou peintre en lettres, enduiseur.....	10 p. 100.
b. <i>Entreprises de ravalement.</i> — Badigeonneur, échafaudeur, peintre pour ravalement	10 p. 100.
c. <i>Entreprises de vitrerie.</i> — Vitrier.....	10 p. 100.
IX. — <i>Entreprises de miroiterie.</i> — Premier ouvrier chef de chantier, second ouvrier qualifié.....	10 p. 100.
X. — a. <i>Entreprises de pavage et granit.</i> — Compagnon paveur en pierre ou en bois, dresseur, aide-paveur, manutentionnaire de dépôt, piqueur de grès ou de gran't..	10 p. 100.
b. <i>Entreprises d'asphalte.</i> — Ouvrier tireur de rateau, pointeur, pilonneur, rouleur, manoeuvre.....	10 p. 100.
c. <i>Entreprises de bitume de travaux publics.</i> — Bitumeur, applicateur, garçon applicateur d'asphalte coulé, verseur.	10 p. 100.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
d. <i>Entreprises de béton de travaux publics.</i> — Bétonnier (metteur en forme), aide-bétonnier.....	10 p. 100.
XI. — <i>Entreprises de marbrerie du bâtiment et de marbrerie funéraire.</i> — Ouvrier marbrier et polisseur qualifié sachant travailler sur plans, ouvrier marbrier polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier.....	10 p. 100.
XII. — <i>Entreprises de mosaïque, carrelage :</i>	
a. Compagnon mosaïste d'atelier pouvant faire tout le travail qui se présente et travaillant toute matière.....	15 p. 100.
b. Compagnon mosaïste de chantier pouvant faire le sol et l'élévation, petit compagnon mosaïste ne pouvant faire que le sol	15 p. 100.
c. Manœuvre mosaïste, garçon carreleur faïencier qualifié, compagnon carreleur faïencier	15 p. 100.
d. Graniteurs	15 p. 100.
XIII. — <i>Entreprises de couverture, plomberie, gaz, canalisation sanitaire.</i> — Compagnon plombier, couvreur, zingueur et gazier, aide-plombier, couvreur, zingueur et gazier, gardien de rue.....	10 p. 100.
XIV. — <i>Entreprises de fontaines.</i> — Ajusteur fontainier, plombier poseur de fonte, aide-plombier poseur de fonte, maçon fontainier, manœuvre ou garde-trappe.....	10 p. 100.
XV. — <i>Entreprises de démolition.</i> — Chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon démolisseur.....	10 p. 100.
XVI. — <i>Entreprises de carton-pierre et staff.</i> — Architecturier faisant la maquette, mouleur, poseur de staff et de carton-pierre, estampeur, staffeur	10 p. 100.
XVII. — <i>Entreprises de stuc.</i> — Compositeur de stuc, stucateur, polisseur de stuc, aide-stucateur.....	10 p. 100.
XVIII. — <i>Entreprises d'électricité du bâtiment.</i> — Monteur électricien, spécialiste en téléphone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonneries), aide-monteur électricien	10 p. 100.
XIX. — <i>Professions diverses :</i>	
a. Coupeur et sertisseur en vitraux.....	10 p. 100.
b. Sculpteur en bâtiment	
c. Parquets sans joint (applicateur)	
XX. — <i>Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus.</i> — Dessinateur, commis dessinateur, commis de chantier, mètreur en bâtiment, ingénieur, conducteur de travaux..	5 p. 100.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (1)

*limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises
du bâtiment et des travaux publics du département du Calvados.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers, susceptibles d'être employés dans le département du Calvados, par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement, et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiment, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} du présent décret.

Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel employé dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés dans ces entreprises (2).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel*.

.....

(1) J. O. du 26 mai 1935.

(2) Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

TABLEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises du bâtiment et des travaux publics situées dans le département du Calvados.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
I. <i>Entreprises de terrassement.</i> — Chef d'équipe, cabot, terrassier, puisatier-mineur, boiseur, dresseur et poseur de rails, batteur de pieux.....	20 p. 100 dès l'appli- cation du décret. 15 p. 100 un mois après. 10 p. 100 trois mois après.
II. — a. <i>Entreprises de maçonnerie.</i> — Maçon limousinant, garçon limousinant et garçon maçon, bardeur, garçon de relais, poseur, scieur de pierre tendre, pinceur, travail- leur de pierre au chantier, ravaleur, briqueteur, aide- briqueteur, applicateur d'enduit métallique, enduiseur, mouchetiqueur, tourneur de treuil, gardien de nuit, gar- dien de rue	10 p. 100 dès l'appli- cation du décret. 5 p. 100 trois mois après. 15 p. 100 dès l'appli- du décret. 10 p. 100 trois mois après.
b. <i>Entreprises de travaux en ciment.</i> — Compagnon cimen- tier, garçon cimentier	
III. — a. <i>Entreprises de serrurerie et construction métal- lique.</i> — Traceur et chef d'équipe, forgeron d'atelier, frappeur, serrurier, ajusteur, ferreur, perceur, repro- ducteur, poinçonneur et cisailleur, riveur, manœuvre, homme de ville, poseur de sonnettes et de cordons méca- niques, rampiste	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de charpente en fer.</i> — Chef d'équipe leva- geur, charpentier levageur, grillageur.....	5 p. 100.
IV. — <i>Entreprises de charpentes en bois.</i> — Charpentier qualifié	5 p. 100.
V. — a. <i>Entreprises de menuiserie.</i> — Menuisier parqueteur.	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de parquets.</i> — Replanisseur de parquets....	5 p. 100.
VI. — a. <i>Entreprises de fumisterie de bâtiment.</i> — Comp- agnon fumiste en bâtiment, garçon fumiste, tôlier fumiste, aide-tôlier fumiste	45 p. 100 dès l'appli- cation du décret. 35 p. 100 trois mois après. 25 p. 100 trois mois après.
b. <i>Entreprises de fumisterie industrielle.</i> — Compagnon fumiste briqueteur industriel, aide-fumiste briqueteur industriel	10 p. 100 dès l'appli- cation du décret. 5 p. 100 trois mois après.
VII. — <i>Entreprises de chauffage (bâtiment).</i> — Monteur spé- cialiste, aide-monteur	15 p. 100 dès l'appli- du décret. 5 p. 100 trois mois après.
VIII. — a. <i>Entreprises de peinture.</i> — Peintre en bâtiment, peintre en décors, colleur, colleur fournissant les outils, bleur ou peintre en lettres, enduiseur	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de ravalement.</i> — Badigeonneur, échafauteur, peintre pour ravalement	25 p. 100 dès l'appli- cation du décret. 20 p. 100 trois mois après.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
c. <i>Entreprises de vitrerie.</i> — Vitrier.....	50 p. 100 dès l'appli- cation du décret. 45 p. 100 trois mois après. 35 p. 100 trois mois après.
IX. — <i>Entreprises de miroiterie.</i> — Premier ouvrier chef de chantier, second ouvrier qualifié.....	15 p. 100 dès l'appli- cation du décret. 10 p. 100 trois mois après. 5 p. 100 trois mois après.
X. — a. <i>Entreprises de pavage et granit.</i> — Compagnon paveur en pierre ou en bois, dresseur, aide-paveur, ma- nutentionnaire de dépôt, piqueur de grès ou de granit.. b. <i>Entreprises d'asphalte.</i> — Ouvrier tireur de rateau, pointeur, pilonneur, rouleur, manœuvre..... c. <i>Entreprises de bitume de travaux publics.</i> — Bitumeur, applicateur d'asphalte coulé, garçon applicateur et ver- seur	25 p. 100 dès l'appli- cation du décret. 20 p. 100 trois mois après. 15 p. 100 trois mois après.
d. <i>Entreprises de béton de travaux publics.</i> — Bétonnier (metteur en forme), aide-bétonnier.....	10 p. 100 dès l'appli- cation du décret. 5 p. 100 six mois après.
XI. — <i>Entreprises de marbrerie du bâtiment et marbrerie funéraire.</i> — Ouvrier marbrier et polisseur qualifié sa- chant travailler sur plans, ouvrier marbrier, polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier.....	
XII. — <i>Entreprises de mosaïque, carrelage :</i>	
a. Compagnon mosaïste d'atelier pouvant faire tout le tra- vail qui se présente et travaillant toute matière.....	15 p. 100 dès l'appli- cation du décret. 10 p. 100 trois mois après.
b. Compagnon mosaïste de chantier pouvant faire le sol et l'élévation, petit compagnon mosaïste ne pouvant faire que le sol	55 p. 100 dès l'appli- cation du décret. 45 p. 100 six mois après.
c. Manœuvre mosaïste, garçon carreleur faïencier qualifié, compagnon carreleur faïencier	5 p. 100.
d. Graniteurs	70 p. 100 dès l'appli- cation du décret. 60 p. 100 six mois après.
XIII. — <i>Entreprises de couverture, plomberie, gaz, canalisa- tion sanitaire.</i> — Compagnon plombier, couvreur, zin- gueur et gazier, aide-plombier, couvreur, zingueur et ga- zier, gardien de rue.....	5 p. 100.
XIV. — <i>Entreprises de fontaines.</i> — Ajusteur fontainier, plombier poseur de fonte, aide-plombier poseur de fonte, maçon fontainier, manœuvre ou garde-trappe.....	5 p. 100.
XV. — <i>Entreprises de démolition.</i> — Chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon.....	45 p. 100 dès l'appli- cation du décret. 35 p. 100 trois mois après. 25 p. 100 trois mois après.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
XVI. — <i>Entreprises de carton-pierre et staff.</i> — Architecte- rier faisant la maquette, mouleur, poseur de staff et de carton-pierre, estampeur, staffeur.....	5 p. 100.
XVII. — <i>Entreprises de stuc.</i> — Compositeur de stuc, stu- cateur, polisseur de stuc, aide-stucateur.....	5 p. 100.
XVIII. — <i>Entreprises d'électricité du bâtiment.</i> — Monteur électricien spécialiste en téléphone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonneries), aide-monteur électri- cien	5 p. 100.
XIX. — <i>Professions diverses :</i>	
a. Coupeur, sertisseur en vitraux.....	5 p. 100.
b. Sculpteur du bâtiment	5 p. 100.
c. Parquets sans joint (applicateur).....	15 p. 100 dès l'appli- cation du décret. 10 p. 100 six mois après.
XX. — <i>Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus.</i> — Dessinateur, commis dessinateur, commis de chan- tiers, mètreur en bâtiment, ingénieur, conducteur de travaux	5 p. 100.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (1)

*modifiant le décret du 26 février 1935, limitant l'emploi de la main-
d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux
publics du département de la Meuse.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau annexé au décret susvisé du 26 février 1935 et fixant la proportion de travailleurs de nationalité étrangère pouvant être occupés dans les entreprises du bâtiment et de travaux publics du département de la Meuse est modifié ainsi qu'il suit :

Au paragraphe II (B). — *Entreprises de travaux en ciment.* — 30 p. 100 à partir du 1^{er} juin 1935 et 25 p. 100 à partir du 1^{er} janvier 1936 pour les compagnons cimentiers et garçons cimentiers et 10 p. 100 à partir du 1^{er} juin 1935 pour les aide-manœuvres.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret seront applicables à partir du 1^{er} juin 1935.

(1) J. O. du 26 mai 1935.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (1)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de la Nièvre.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés dans le département de la Nièvre par les entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermeture et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie et pose, replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement, et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiments, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} du présent décret.

Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel employé dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés dans ces entreprises (2).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel*.

.....

(1) J. O. du 26 mai 1935.

(2) Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

TABEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises du bâtiment et des travaux publics situées dans le département de la Nièvre.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
I. <i>Entreprises de terrassement.</i> — Chef d'équipe, cabot, terrassier, puisatier-mineur, boiseur, dresseur et poseur de rails, batteur de pieux.....	10 p. 100.
II. — a. <i>Entreprises de maçonnerie.</i> — Maçon limousinant, garçon limousinant et garçon maçon, bardeur, garçon de relais, poseur, scieur de pierre tendre, pinceur, travailleur de pierre au chantier, ravaleur, briqueteur, aide-briqueteur, applicateur d'enduit métallique, enduiseur, mouchetiqueur, tourneur de treuil, gardien de nuit, gardien de rue.....	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de travaux en ciment.</i> — Compagnon cimentier, garçon cimentier	20 p. 100.
III. — a. <i>Entreprises de serrurerie et construction métallique.</i> — Traceur et chef d'équipe, forgeron d'atelier, frappeur, serrurier, ajusteur, ferreur, perceur, producteur, poinçonneur et cisailleur, riveur, manœuvre, homme de ville, poseur de sonnettes et de cordons mécaniques, rampiste	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de charpente en fer.</i> — Chef d'équipe levageur, charpentier levageur, grillageur.....	5 p. 100.
IV. — <i>Entreprises de charpentes en bois.</i> — Charpentier qualifié	5 p. 100.
V. — a. <i>Entreprises de menuiserie.</i> — Menuisier parqueteur.	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de parquets.</i> — Replanisseur de parquets....	5 p. 100.
VI. — a. <i>Entreprises de fumisterie de bâtiment.</i> — Compagnon fumiste en bâtiment, garçon fumiste, tôlier fumiste, aide-tôlier fumiste	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de fumisterie industrielle.</i> — Compagnon fumiste briqueteur industriel, aide-fumiste briqueteur industriel	5 p. 100.
VII. — <i>Entreprises de chauffage (bâtiment):</i> — Monteur spécialiste, aide-monteur	5 p. 100.
VIII. — a. <i>Entreprises de peinture.</i> — Peintre en bâtiment, peintre en décors, colleur, colleur fournissant les outils, fileur ou peintre en lettres, enduiseur	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de ravalement.</i> — Badigeonneur, échafaudeur, peintre pour ravalement	10 p. 100.
c. <i>Entreprises de vitrerie.</i> — Vitrier	5 p. 100.
IX. — <i>Entreprises de miroiterie.</i> — Premier ouvrier chef de chantier, second ouvrier qualifié	5 p. 100.
X. — a. <i>Entreprises de pavage et granit.</i> — Compagnon paveur en pierre ou en bois, dresseur, aide-paveur, manutentionnaire de dépôt, piqueur de grès ou de granit.	10 p. 100.
b. <i>Entreprises d'asphalte.</i> — Ouvrier tireur de rateau, pointeur, pilonneur, rouleur, manœuvre	10 p. 100.
c. <i>Entreprises de bitume de travaux publics.</i> — Bitumeur, applicateur d'asphalte coulé, garçon applicateur et verseur	10 p. 100.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
d. <i>Entreprises de béton de travaux publics.</i> — Bétonnier (metteur en forme), aide-bétonnier	10 p. 100.
XI. — <i>Entreprises de marbrerie du bâtiment et marbrerie funéraire.</i> — Ouvrier marbrier et polisseur qualifié sachant travailler sur plans, ouvrier marbrier polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier	5 p. 100.
XII. — <i>Entreprises de mosaïque, carrelage.</i> — a. Compagnon mosaïste d'atelier pouvant faire tout le travail qui se présente et travaillant toute matière	50 p. 100 dès l'application du décret. 40 p. 100 six mois après. 30 p. 100 un an après
b. Compagnon mosaïste de chantier pouvant faire le sol et l'élévation, petit compagnon mosaïste ne pouvant faire que le sol	20 p. 100.
c. Manœuvre mosaïste, garçon carreleur, faïencier qualifié, compagnon carreleur, faïencier	10 p. 100.
d. Graniteurs	40 p. 100 dès l'application du décret. 30 p. 100 six mois après. 20 p. 100 un an après
XIII. — <i>Entreprises de couverture, plomberie, gaz, canalisation sanitaire.</i> — Compagnon plombier, couvreur-zingueur et gazier, aide-plombier, couvreur-zingueur et gazier, gardien de rue	5 p. 100.
XIV. — <i>Entreprises de fontaines.</i> — Ajusteur fontainier, plombier, poseur de fonte, aide-plombier poseur de fonte, maçon fontainier, manœuvre ou garde-trappe	5 p. 100.
XV. — <i>Entreprises de démolition.</i> — Chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon	5 p. 100.
XVI. — <i>Entreprises de carton-pierre et staff.</i> — Architecturier faisant la maquette, mouleur, poseur de staff et de carton-pierre, estampeur, staffeur	5 p. 100.
XVII. — <i>Entreprises de stuc.</i> — Compositeur de stuc, stucateur, polisseur de stuc, aide-stucateur	5 p. 100.
XVIII. — <i>Entreprises d'électricité du bâtiment.</i> — Monteur électricien spécialiste en téléphone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonneries), aide-monteur électricien	5 p. 100.
XIX. — <i>Professions diverses :</i>	
a. Coupeurs et sertisseurs de vitraux	5 p. 100.
b. Sculpteurs du bâtiment	5 p. 100.
c. Parquets sans joint (applicateur)	5 p. 100.
XX. — <i>Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus.</i> — Dessinateurs, commis dessinateurs, commis de chantiers, métreurs en bâtiment, ingénieurs conducteurs de travaux	5 p. 100.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de la Seine-Inférieure.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés dans le département de la Seine-Inférieure, par les entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement, et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiments, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} du présent décret.

Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel employé dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés dans ces entreprises ⁽²⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel*.

.....

⁽¹⁾ J. O. du 26 mai 1935.

⁽²⁾ Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

TABEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises du bâtiment et des travaux publics situées dans le département de la Seine-Inférieure.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
I. — <i>Entreprises de terrassement.</i> — Chef d'équipe, cabot, terrassier, puisatier-mineur, boiseur, dresseur et poseur de rail, batteur de pieux.....	20 p. 100 dès l'application du décret. 15 p. 100 un mois après. 10 p. 100 trois mois après.
II. — a. <i>Entreprises de maçonnerie.</i> — Maçon limousinant, garçon limousinant et garçon maçon, bardeur, garçon de relais, poseur, scieur de pierre tendre, pinceur, travailleur de pierre au chantier, ravaleur, briqueteur, aide-briqueteur, applicateur d'enduit métallique, enduiseur, mouchetiqueur, tourneur de treuil, gardien de nuit, gardien de rue	10 p. 100 dès l'application du décret. 5 p. 100 trois mois après.
b. <i>Entreprises de travaux en ciment.</i> — Compagnon cimentier, garçon cimentier	15 p. 100 dès l'application du décret. 10 p. 100 trois mois après.
III. — a. <i>Entreprises de serrurerie et constructions métalliques.</i> — Traceur et chef d'équipe, forgeron d'atelier, frappeur, serrurier, ajusteur ferreur, perceur, reproducteur, poinçonneur et cisailleur, riveur, manœuvre, homme de ville, poseur de sonnettes et de cordons mécaniques, rampiste	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de charpente en fer.</i> — Chef d'équipe levageur, charpentier levageur, grillageur.....	5 p. 100.
IV. — <i>Entreprises de charpente en bois.</i> — Charpentier qualifié	5 p. 100.
V. — a. <i>Entreprises de menuiserie.</i> — Menuisier, parqueteur	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de parquets.</i> — Replanisseur de parquets..	5 p. 100.
VI. — a. <i>Entreprises de fumisterie de bâtiment.</i> — Compagnon fumiste en bâtiment, garçon fumiste, tôlier fumiste, aide-tôlier fumiste	45 p. 100 dès l'application du décret. 35 p. 100 trois mois après. 25 p. 100 trois mois après.
b. <i>Entreprises de fumisterie industrielle.</i> — Compagnon fumiste briqueteur industriel, aide-fumiste briqueteur industriel	10 p. 100 dès l'application du décret. 5 p. 100 trois mois après.
VII. — <i>Entreprises de chauffage (bâtiment).</i> — Monteur spécialiste, aide-monteur	15 p. 100 dès l'application du décret. 5 p. 100 trois mois après.
VIII. — <i>Entreprises de peinture.</i> — Peintre en bâtiment, peintre en décors, colleur, colleur fournissant les outils, fileur ou peintre en lettres, enduiseur.....	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de ravalement.</i> — Badigeonneur, échafauteur, peintre pour ravalement	25 p. 100 dès l'application du décret. 20 p. 100 trois mois après.
c. <i>Entreprises de vitrerie.</i> — Vitrier.....	55 p. 100 dès l'application du décret. 45 p. 100 trois mois après. 35 p. 100 trois mois après.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
IX. — <i>Entreprises de miroiterie.</i> — Premier ouvrier chef de chantier, second ouvrier qualifié	15 p. 100 dès l'appli- cation du décret. 10 p. 100 trois mois après. 5 p. 100 trois mois après.
X. — a. <i>Entreprises de pavage et granit.</i> — Compagnon paveur en pierre ou en bois, dresseur, aide-paveur ou manutentionnaire de dépôt, piqueur de grès ou de granit. b. <i>Entreprises d'asphalte.</i> — Ouvrier tireur de rateur, pointeur, pilonneur, rouleau, manœuvre	25 p. 100 dès l'appli- cation du décret. 20 p. 100 trois mois après. 15 p. 100 trois mois après.
c. <i>Entreprises de bitume de travaux publics.</i> — Bitumeur, applicateur d'asphalte coulé, garçon applicateur et verseur	
d. <i>Entreprises de béton de travaux publics.</i> — Bétonnier, metteur en forme, aide-bétonnier	
XI. — <i>Entreprises de marbrerie du bâtiment et de marbrerie funéraire.</i> — Ouvrier marbrier et polisseur qualifié sachant travailler sur plans, ouvrier marbrier polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier	10 p. 100 dès l'appli- cation du décret. 5 p. 100 six mois après.
XII. — <i>Entreprises de mosaïque, carrelage.</i> — a. Compagnon mosaïste d'atelier pouvant faire tout le travail qui se présente et travaillant toute matière	15 p. 100 dès l'appli- cation du décret. 10 p. 100 six mois après.
b. Compagnon mosaïste de chantier pouvant faire le sol et l'élévation, petit compagnon mosaïste ne pouvant faire que le sol	55 p. 100 dès l'appli- cation du décret. 45 p. 100 six mois après.
c. Manœuvre mosaïste, garçon carreleur, faïencier qualifié, compagnon carreleur faïencier	5 p. 100.
d. Graniteur	75 p. 100 dès l'appli- cation du décret. 65 p. 100 six mois après.
XIII. — <i>Entreprises de couverture, plomberie, gaz, canali- sation sanitaire.</i> — Compagnon plombier, couvreur, zin- gueur et gazier, aide-plombier, couvreur, zingueur et gazier, gardien de rue	5 p. 100.
XIV. — <i>Entreprises de fontaines.</i> — Ajusteur fontainier, plombier poseur de fonte, aide-plombier poseur de fonte, maçon fontainier, manœuvre ou garde-trappe	5 p. 100.
XV. — <i>Entreprises de démolition.</i> — Chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon	45 p. 100 dès l'appli- cation du décret. 35 p. 100 trois mois après. 25 p. 100 trois mois après.
XVI. — <i>Entreprises de carton-pierre et staff.</i> — Architec- turier faisant la maquette, mouleur, poseur de staff et de carton-pierre, estampeur, staffeur	5 p. 100.
XVII. — <i>Entreprises de stuc.</i> — Compositeur de stuc, stu- cateur, polisseur de stuc, aide-stucateur	5 p. 100.
XVIII. — <i>Entreprises d'électricité du bâtiment.</i> — Monteur électricien spécialisé en téléphone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonneries), aide-monteur électri- cien	5 p. 100.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
XIX. — Professions diverses :	
a. Sertisseur et coupeur en vitraux.....	5 p. 100.
b. Sculpteur en bâtiment	5 p. 100.
c. Parquets sans joint (applicateur).....	15 p. 100 dès l'appli- cation du décret. 10 p. 100 trois mois après.
XX. — Techniciens employés dans les entreprises. — Des- sinateur, commis dessinateur, commis de chantiers, mé- treur en bâtiment, ingénieur, conducteur de travaux....	5 p. 100.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (*)

*fixant la proportion de travailleurs étrangers dans l'industrie
du bâtiment et des travaux publics dans le département du Nord.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés dans le département du Nord, par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement, et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiments, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima des travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel occupé dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés dans ces entreprises (*).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables quinze jours après son insertion au *Journal officiel*.

(*) J. O. du 26 mai 1935.

(*) Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM DE TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.			
	CANTONS de Roubaix (exc. Wasquehal) de Tourcoing (exc. Marcq), de Saint-Amand et de Condé. Communes de Quiévrchain et de Comines.	CANTONS d'Armentières et de Valenciennes. Commune de Jeumont.	CANTONS de Lille, de Maubeuge, de Soire-la-Château et de Trélon. Commune de Marq- en-Barœul.	RESTE du département.
	1	2	3	4
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
I. <i>Entreprises de terrassement.</i> — Chef d'équipe, cabot, terrassier, puisatier-mineur, boiseur, dresseur et poseur de rails, batteurs de pieux.....	30	20	10	5
II. a. <i>Entreprises de maçonnerie.</i> — Scieur de pierre tendre, pinceur travailleur de pierre au chantier, maçon ravalour, briqueteur, rejointoyeur, garçon limousinant et garçon maçon, bardeur, garçon de relais, poseur aide-briqueteur, applicateur d'enduit métallique, enduiseur monchetiqueur, tourneur de treuil, gardien de nuit, gardien de rue, etc.....	30	20	10	5
b. <i>Entreprises de travaux en ciment.</i> — Compagnon cimentier, garçon cimentier.	30	20	10	5
c. <i>Entreprises de plafonnage et de plâtrerie.</i> — Plâtrier, plafonneur, etc.....	15	10	8	5
III. <i>Entreprises de serrurerie de bâtiment.</i> — Traceur et chef d'équipe, forgeron d'atelier, frappeur, serrurier, ajusteur, ferreur, perceur, reproducteur, poinçonneur et cisailleur, riveur, homme de ville, manoeuvre, poseur de sonnettes et de cordons mécaniques, rampiste, etc.....	15	10	8	5
IV. <i>Entreprises de charpente en bois.</i> — Charpentier qualifié.....	25	15	10	5
V. a. <i>Entreprises de menuiserie.</i> — Menuisier, parqueteur, etc.....	25	15	10	5
b. <i>Entreprises de parquet.</i> — Replanisseur de parquets.....	25	15	10	5
VI. a. <i>Entreprises de fumisterie de bâtiment.</i> — Compagnon fumiste en bâtiment, garçon fumiste, tôlier fumiste, aide-tôlier, fumiste, etc.....	30	20	10	5
b. <i>Entreprises de fumisterie industrielle.</i> — Compagnon briqueteur, fumiste industriel, aide-briqueteur, fumiste industriel, etc.,	30	20	10	5

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM DE TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.			
	CANTONS de Roubaix (exc. Wasquehal) de Tourcoing (exc. Marcq), de Saint-Amand et de Condé. Communes de Quiévrechain et de Comines. 1	CANTONS d'Armentières et de Valenciennes. Commune de Jeumont. 2	CANTONS de Lille, de Maubeuge, de Solre-le-Château et de Trélon. Commune de Marq- en-Barceul. 3	RESTE du département. 4
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
VII. <i>Entreprises de chauffage (bâtiments).</i> — Monteur spécialiste, aide-monteur, etc...	15	10	8	5
VIII. <i>Entreprises de peinture et de vitrerie.</i> — Peintre en bâtiment, peintre en décors, colleur fournissant les outils, fileur ou peintre en lettres, enduiseur, vitrier....	15	10	8	5
b. <i>Entreprises de ravalement.</i> — Badigeon- neur, échafaudeur, peintre pour ravalement, etc.....	15	10	8	5
IX. <i>Entreprises de miroiterie.</i> — Premier chef ouvrier, chef de chantier, etc.....	15	10	8	5
X. a. <i>Entreprises de pavage et granit.</i> — Compagnon paveur en pierre ou en bois, presseur, aide-paveur et manutentionnaire de dépôt, piqueur de grès ou de granit, etc.....	10	8	5	2
b. <i>Entreprises d'asphalte.</i> — Ouvrier tireur de rateau, pointeur pilonneur, rouleur, manœuvre, etc.....	10	8	5	2
c. <i>Entreprises de bitume de travaux publics.</i> — Bitumeur, applicateur d'asphalte coulé, garçon applicateur et verseur, etc.....	10	8	5	2
d. <i>Entreprises de béton de travaux publics.</i> — Bétonnier (metteur en forme) aide-béton- nier.....	10	8	5	2
XI. <i>Entreprises de marbrerie du bâtiment et marbrerie funéraire.</i> — Ouvrier marbrier et polisseur qualifié sachant travailler sur plans, ouvrier marbrier polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier.	30	20	10	5
XII. a. <i>Entreprises de mosaïque, carrelage.</i> — Compagnon mosaïste d'atelier pouvant faire tout le travail qui se présente et travail- lant toute la matière.....	30	20	10	5
b. Compagnon mosaïste de chantier pouvant faire le sol et l'élévation, petit compa- gnon mosaïste ne pouvant faire que le sol	30	20	10	5
c. Manœuvre, mosaïste, garçon carreleur, faïencier qualifié, compagnon carreleur faïencier, etc.....	30	20	10	5
d. Graniteurs.....	30	20	10	5
XIII. <i>Entreprises de couverture, plomberie, gaz, canalisation sanitaire.</i> — Compagnon plombier, couvreur-zingueur, gazier.....	15	10	8	5

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM DE TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.			
	CANTONS de Roubaix (exc. Wasquehal) de Tourcoing (exc. Marcq), de Saint-Amand et de Conlé, Communes de Quiévrechain et de Comines. 1	CANTONS d'Armentières et de Valenciennes. Commune de Jeumont. 2	CANTONS de Lille, de Maubeuge, de Solre-le-Château et de Trélon. Commune de Marcq- en-Barceul. 3	RESTE du département. 4
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
XIV. <i>Entreprises de fontaines.</i> — Ajusteur fontainier, plombier, poseur de fonte, aide-plombier, maçon fontainier, aide-maçon, fontainier, manœuvre ou garde-trappe, etc.....	15	10	9	5
XV. <i>Entreprises de démolition.</i> — Chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon, etc.....	10	8	5	2
XVI. <i>Entreprises de carton-pierre et staff.</i> — Architecturier faisant la maquette, mouleur, poseur de staff et de carton-pierre, estampeur, staffeur, etc.....	10	8	5	2
XVII. <i>Entreprises de stuc.</i> — Compositeur de stuc, stucateur, polisseur de stuc, aide-stucateur.....	10	8	5	2
XVIII. <i>Entreprises d'électricité du bâtiment.</i> — Monteur électricien spécialisé en téléphone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonneries), aide-monteur, électricien, etc.....	10	8	5	2
XIX. <i>Professions diverses. :</i>				
a. Coupeurs et sortisseurs en vitraux.....	10	8	5	2
b. Sculpteurs du bâtiment.....	10	8	5	2
c. Parquets sans joints (applicateurs).....	10	8	5	2
XX. <i>Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus.</i> — Dessinateurs, commis dessinateurs, commis de chantiers, métreurs en bâtiment, ingénieurs conducteurs de travaux.....	10	8	5	2

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (*)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics du département de l'Yonne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent

(*) J. O. du 26 mai 1935.

les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés dans le département de l'Yonne par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement, et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiment, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et autres locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — La proportion maxima des travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus, est fixée, ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces entreprises :

20 p. 100 dès l'application du décret;

15 p. 100 six mois après;

10 p. 100 un an après ⁽¹⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 ⁽²⁾

*limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère
dans les industries de l'alimentation du département de la Côte-d'Or.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de la Côte-d'Or par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries de l'alimentation énumérées ci-après :

Meunerie, minoterie, fabriques de pâtes alimentaires, beurrerie, fromagerie, laiterie industrielle, fabriques de liqueurs, spiritueux, vins mousseux, conservation et manutention des vins, fabriques de bière, cidre, eaux gazeuses, glace, boulangeries, pâtisseries, fabriques de biscuits, de pain d'épices, confiserie, fabriques de chocolat, de confitures, conserves de légumes et fruits, fabriques de vinaigre et moutarde, sèche-

(1) Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) J. O. du 26 mai 1935.

rie de houblon, fabrique de chicorée, triage de café, brûlerie de café, abatage de viandes de boucherie, équarrissage, préparation de triperie, charcuterie, conserves de viande, fabriques et raffineries de graisse alimentaire et de produits pour l'alimentation des animaux.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

10 p. 100 dès l'application du décret;
5 p. 100 six mois après ⁽¹⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 21 MAI 1935 ⁽²⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de pâtes alimentaires et fabriques de chocolat situées dans le département des Bouches-du-Rhône.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de pâtes alimentaires et les fabriques de chocolat situées dans le département des Bouches-du-Rhône.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel employé dans ces établissements :

Fabriques de pâtes alimentaires : 15 p. 100 dès l'application du décret; 10 p. 100 un an après.

Fabriques de chocolat : 10 p. 100 ⁽¹⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

⁽¹⁾ Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

⁽²⁾ *J. O.* du 26 mai 1935.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de pâtes alimentaires situées dans le département des Hautes-Alpes.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de pâtes alimentaires situées dans le département des Hautes-Alpes.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée à 5 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel employé dans ces établissements ⁽²⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 21 MAI 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques d'huiles, graisses animales, colle forte, situées dans le département d'Eure-et-Loir.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exerce la fabrication d'huiles, de graisses animales et de colle forte, situés dans le département d'Eure-et-Loir.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptible d'être occupée dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

10 p. 100 dès l'application du décret;
5 p. 100 six mois après ⁽²⁾.

.....

⁽¹⁾ J. O. du 26 mai 1935.

⁽²⁾ Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (1)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de l'alimentation du département de Saône-et-Loire.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de Saône-et-Loire par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries de l'alimentation énumérées ci-après :

Meunerie, minoterie, fabriques de pâtes alimentaires, beurrerie, fromagerie, laiterie industrielle, fabriques de liqueurs, spiritueux, vins mousseux, conservation et manutention des vins, fabriques de bière, cidre, eaux gazeuses, glace, boulangeries, pâtisseries, fabriques de biscuits, de pain d'épices, confiserie, fabriques de chocolat, de confitures, conserves de légumes et fruits, fabriques de vinaigre et moutarde, sécherie de houblon, fabriques de chicorée, triage de café, brûlerie de café, abatage de viandes de boucherie, équarrissage, préparation de triperie, charcuterie, conserves de viande, fabrique et raffinerie de graisse alimentaire et de produits pour l'alimentation des animaux.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

10 p. 100 dès l'application du décret;
5 p. 100 six mois après (2).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (1)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la marbrerie, de la taille et du sciage des pierres dans le département des Basses-Alpes.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

(1) J. O. du 26 mai 1935.

(2) Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département des Basses-Alpes par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries de la marbrerie, de la taille et du sciage des pierres.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupée dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (2)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la marbrerie, de la taille et du sciage de pierres dans le département de la Corse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries de la marbrerie, de la taille et du sciage de pierre situées dans le département de la Corse.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptible d'être occupée dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 20 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements parties d'établissements (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

(1) Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) *J. O.* du 26 mai 1935.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (1)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la marbrerie, de la taille et du sciage des pierres dans le département de l'Ardèche.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être occupés dans le département de l'Ardèche par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries de la taille et du sciage des pierres et de la marbrerie.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel employé dans ces établissements ou parties d'établissements (2).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (1)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la marbrerie, de la taille et du sciage de pierre dans le département des Hautes-Alpes.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département des Hautes-Alpes par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries de la marbrerie, de la taille et du sciage des pierres.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (2).

.....

(1) Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) J. O. du 26 mai 1935.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

—————

DÉCRET DU 21 MAI 1935 ⁽¹⁾

révisant le décret du 26 juillet 1933 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la chaussure dans le département du Nord.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 2 du décret susvisé du 26 juillet 1933 limitant, en exécution de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la chaussure du département du Nord, dispositions ainsi conçues :

ART. 2. — La proportion de travailleurs de nationalité étrangère susceptible d'être occupée dans chaque établissement ou partie d'établissement ou pour chacune des catégories ci-après, est fixée comme suit par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans l'établissement, la partie d'établissement ou la catégorie :

Travailleurs en chaussures; chaussures tressées et sandales avec semelles de chanvre tressées (espadrilles) :

Arrondissement de Lille, 20 p. 100.

Arrondissement de Valenciennes, sauf canton de Condé-sur-Escaut, 10 p. 100.

Arrondissement d'Avesnes, Cambrai, Douai, Dunkerque, 5 p. 100.

sont remplacées par les suivantes :

ART. 3. — La proportion de travailleurs de nationalité étrangère susceptible d'être occupée dans chaque établissement ou partie d'établissement ou pour chacune des catégories ci-après, est fixée comme suit par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans l'établissement, la partie d'établissement ou la catégorie :

Travailleurs en chaussures; chaussures tressées et sandales avec semelles de chanvres tressées (espadrilles); autres chaussures :

Commune d'Armentières : 15 p. 100 à partir du 1^{er} juin 1935;
10 p. 100 à partir du 1^{er} novembre 1935.

Cantons de Roubaix, Tourcoing, Lannoy : 8 p. 100 à partir du 1^{er} juin 1935.

Reste de l'arrondissement de Lille : 3 p. 100 à partir du 1^{er} juin 1935.

Canton de Condé-sur-Escaut : 35 p. 100 à partir du 1^{er} juin 1935;
25 p. 100 à partir du 1^{er} novembre 1935.

Reste de l'arrondissement de Valenciennes : 10 p. 100 à partir du 1^{er} juin 1935; 8 p. 100 à partir du 1^{er} novembre 1935.

Reste du département : 5 p. 100 à partir du 1^{er} juin 1935.

(1) J. O. du 26 mai 1935.

ART. 4. — Les dispositions du présent décret seront applicables à partir du 1^{er} juin 1935.

.....

DÉCRET DU 21 MAI 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans diverses industries du travail des étoffes et du vêtement dans le département du Vaucluse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Vaucluse par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries désignées ci-après :

Fabriques de vêtements confectionnés, fabriques de chemises, tailleurs, couturiers, blanchisseries, teintureries, dégraissage.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel employé dans ces établissements ou parties d'établissements ⁽²⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 21 MAI 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la soie artificielle (rayonne) du département du Tarn.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Tarn par les établissements ou parties d'établissements où s'exerce l'industrie de la soie artificielle (rayonne).

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'éta-

⁽¹⁾ J. O. du 26 mai 1935.

⁽²⁾ Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

blissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée, ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

30 p. 100 dès l'application du décret;

25 p. 100 un an après (¹).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (²)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les diverses industries du travail des étoffes et vêtements du département du Gard.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Gard par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries désignées ci-après :

Fabriques de vêtements confectionnés, fabriques de chemises, tailleurs, couturiers, blanchisseries, teintureries, dégraissage.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements parties d'établissements (¹).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (²)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie lainière dans le département de l'Ariège.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce

(¹) Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(²) J. O. du 26 mai 1935.

qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exerce l'industrie lainière située dans le département de l'Ariège.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel employé dans ces établissements ou parties d'établissements :

- 25 p. 100 dès l'application du décret;
 - 20 p. 100 six mois après cette application;
 - 15 p. 100 un an après cette application (1).
-

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (1)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans diverses industries du travail des étoffes et du vêtement dans le département de la Drôme.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de la Drôme dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries désignées ci-après :

Fabriques de vêtements confectionnés, fabriques de chemises, tailleurs, couturiers, blanchisseries, dégraissage.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptible d'être occupée dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 5 p. 100, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

(1) Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) J. O. du 26 mai 1935.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans diverses industries du travail des étoffes et du vêtement dans le département des Hautes-Alpes.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département des Hautes-Alpes dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries désignées ci-après :

Fabriques de vêtements confectionnés, fabriques de chemises, tailleurs, couturiers, blanchisseries, teintureries, dégraissage.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 5 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements ⁽²⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 21 MAI 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie hôtelière dans le département de l'Yonne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les hôtels, cafés, restaurants et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place et situées dans le département de l'Yonne.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er}

⁽¹⁾ J. O. du 26 mai 1935.

⁽²⁾ Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

du présent décret est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel employé dans ces établissements ⁽¹⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 ⁽²⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie hôtelière dans le département de Saône-et-Loire.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les hôtels, cafés, restaurants et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place et situés dans le département de Saône-et-Loire.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

10 p. 100 dès l'application du décret;
5 p. 100 trois mois après ⁽³⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 ⁽²⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie hôtelière du département de la Côte-d'Or.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce

⁽¹⁾ Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

⁽²⁾ J. O. du 26 mai 1935.

qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les hôtels, cafés, restaurants et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place et situés dans le département de la Côte-d'Or.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptible d'être occupée dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 5 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements (').

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (2)

révisant le décret du 26 décembre 1933 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie hôtelière dans les départements situés sur le littoral de la Manche.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret du 26 décembre 1933 susvisé limitant, en exécution de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie hôtelière dans les départements situés sur le littoral de la Manche sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

ART. 2. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les hôtels, cafés, restaurants et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place, ainsi que dans les parties d'établissements répondant à la définition ci-dessus et situés dans les départements énumérés ci-après :

Pas-de-Calais, Somme, Seine-Inférieure, Calvados, Manche, Côtes-du-Nord, Finistère, Nord.

ART. 3. — La proportion maxima de travailleurs étrangers susceptible d'être occupée dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

Etablissements situés dans les communes soumises à la taxe de séjour :
15 p. 100 à partir du 1^{er} juin 1935; 10 p. 100 à partir du 1^{er} juin 1936.

Etablissements situés dans les autres communes :

10 p. 100 à partir du 1^{er} juin 1935; 5 p. 100 à partir du 1^{er} juin 1936.

(1) Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) J. O. du 26 mai 1935.

Toutefois, les proportions ci-dessus désignées ne pourront, pour chacune des catégories ci-après, être dépassées par rapport à l'ensemble des travailleurs compris dans la dite catégorie :

Première catégorie:

Directeurs et sous-directeurs à compétence générale,
Chef de réception,
Chef de personnel,
Chef concierge,
Chef de renseignements,
Chef caissier,
Chef comptable,
Chef contrôleur,
Chefs de bureau,
Premiers maîtres d'hôtels,
Chefs d'équipe de garçons,
Chef caviste,
Chef barman,
Gérants de limonade,
Chefs d'économat,
Gouvernantes,
Cheffesse lingère,
Chefs d'étage,
Chef standardiste,
Chef de courrier,
Chefs de vestiaire.

Deuxième catégorie:

Personnel de la salle et, dans les hôtels, personnel des étages et personnel de vestibule.
.....

ART. 6. — Les dispositions du présent décret seront applicables à partir du 1^{er} juin 1935.
.....

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (*)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques d'huiles, savons et graisses alimentaires du département des Bouches-du-Rhône.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques d'huiles, les savonneries et les fabriques de graisses alimentaires (margarine, etc.) situées dans le département des Bouches-du-Rhône.

(*) J. O. du 26 mai 1935.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptible d'être occupée dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

30 p. 100 dès l'application du décret;

25 p. 100 un an après ⁽¹⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 21 MAI 1935 ⁽²⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la métallurgie et du travail des métaux dans le département d'Eure-et-Loir.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département d'Eure-et-Loir par les établissements ou parties d'établissements où s'exerce l'industrie de la métallurgie et du travail des métaux.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptible d'être occupée dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel employé dans ces établissements :

15 p. 100 dès l'application du décret;

10 p. 100 six mois après cette application;

5 p. 100 un an après cette application.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 21 MAI 1935 ⁽²⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la métallurgie et du travail des métaux dans le département de la Saône-et-Loire.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

(1) Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) *J. O.* du 26 mai 1935.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de la Saône-et-Loire par les établissements ou parties d'établissements où s'exerce l'industrie de la métallurgie et du travail des métaux.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

Arrondissement de Charolles :

25 p. 100 dès l'application du décret; 20 p. 100 un an après cette application.

Le reste du département :

25 p. 100 dès l'application du décret; 20 p. 100 six mois après cette application;

15 p. 100 un an après cette application (*).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (*)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la métallurgie et du travail des métaux du département du Tarn.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Tarn par les établissements ou parties d'établissements où s'exerce l'industrie de la métallurgie et du travail des métaux.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

15 p. 100 dès l'application du décret;

10 p. 100 six mois après.

(*) Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(*) J. O. du 26 mai 1935.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (*)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la beurrerie et de la fromagerie dans le département d'Eure-et-Loir.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries de la beurrerie et de la fromagerie situés dans le département d'Eure-et-Loir.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixé à 5 p. 100, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (*).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (*)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans diverses industries chimiques dans le département des Basses-Alpes.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département des Basses-Alpes par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries désignées ci-après :

Fabrication d'acides, sels, produits divers et engrais.
Electrochimie.

(*) J. O. du 26 mai 1935.

(*) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

40 p. 100 trois mois après l'application du présent décret;
35 p. 100 un an après cette application (¹).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (²)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les diverses industries chimiques du département de la Seine-Inférieure.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de la Seine-Inférieure par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries désignées ci-après : fabriques de produits chimiques (acides, sels, produits divers, engrais chimiques, matières colorantes, encre, vernis, etc., huiles, graisses animales, colle forte).

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

25 p. 100 dès l'application du décret;
20 p. 100 un an après (¹).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (²)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tanneries et les briqueteries situées dans le département de l'Aveyron.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

(¹) Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(²) *J. O.* du 26 mai 1935.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les tuileries et briqueteries situées dans le département de l'Aveyron.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

Arrondissement de Villefranche :

35 p. 100 dès l'application du décret; 25 p. 100 six mois après; 20 p. 100 un an après.

Le reste du département :

15 p. 100 dès l'application du décret; 10 p. 100 après (¹).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (²)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les carrières et fabriques de chaux, plâtres et ciments situées dans le département de l'Aveyron.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les carrières, fabriques de chaux, plâtres et ciments situées dans le département de l'Aveyron.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptible d'être occupée dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

30 p. 100 dès l'application du décret;

25 p. 100 un an après (¹).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

(¹) Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(²) *J. O.* du 26 mai 1935.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la briqueterie, de la céramique, du bâtiment et de la poterie dans le département d'Eure-et-Loir.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries de la briqueterie, de la céramique, du bâtiment et de la poterie, situés dans le département d'Eure-et-Loir.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

10 p. 100 dès l'application du décret;

5 p. 100 six mois après ⁽²⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 21 MAI 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries et briqueteries du département de la Haute-Garonne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les tuileries et briqueteries situées dans le département de la Haute-Garonne.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptible d'être occupée dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il

⁽¹⁾ J. O. du 26 mai 1935.

⁽²⁾ Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans des établissements ou parties d'établissements :

25 p. 100 un mois après l'application du présent décret;

20 p. 100 quatre mois après cette application;

15 p. 100 un an après cette application (¹).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (²)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries et briqueteries situées dans le département des Hautes-Alpes.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les tuileries et briqueteries situées dans le département des Hautes-Alpes.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée à 10 p. 100, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements (¹).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (²)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la briqueterie, de la céramique, du bâtiment et de la poterie dans le département de la Manche.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être

(¹) Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(²) *J. O.* du 26 mai 1935.

employés dans le département de la Manche, par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries de la briqueterie, de la céramique, du bâtiment et de la poterie.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} ci-dessus, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

10 p. 100 dès l'application du décret;
5 p. 100 un an après ⁽¹⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 ⁽²⁾

*limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère
dans l'industrie de la vannerie du département de l'Aveyron.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de l'Aveyron par les établissements ou parties d'établissement où s'exercent les industries ci-après énumérées :

Verreries en tous genres, y compris la fabrication des vitraux, le façonnage, la taille, le polissage, la décoration et toutes autres opérations sur verres ou vitraux.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptible d'être occupée dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans l'établissement ou la partie d'établissement :

15 p. 100 dès l'application du décret;
12 p. 100 un an après ⁽¹⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel*.

⁽¹⁾ Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

⁽²⁾ *J. O.* du 26 mai 1935.

DÉCRET DU 21 MAI 1935 ⁽¹⁾

*limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère
dans l'industrie de la verrerie dans le département de la Haute-Garonne.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de la Haute-Garonne par les établissements ou parties d'établissement où s'exercent les industries ci-après énumérées :

Verreries en tous genres, y compris la fabrication des vitraux, le façonnage, la taille, le polissage, la décoration et toutes autres opérations sur verres ou vitraux.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptible d'être occupée dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans l'établissement ou la partie d'établissement :

30 p. 100 un mois après l'application du présent décret;

25 p. 100 un an après ⁽²⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 21 MAI 1935 ⁽¹⁾

*limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques
de produits photographiques situées dans le département du Loiret.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de produits photographiques situées dans le département du Loiret.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptible d'être occupée dans les établissements visés à l'ar-

⁽¹⁾ J. O. du 26 mai 1935.

⁽²⁾ Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ticle 1^{er} du présent décret, est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (¹)

*limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère
dans les fabriques d'ébonite situées dans le département du Jura.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques d'ébonite situées dans le département du Jura.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptible d'être occupée dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

10 p. 100 dès l'application du décret;
5 p. 100 un an après (²).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 21 MAI 1935 (¹)

*limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère
dans les salons de coiffure du département de l'Hérault.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les magasins de coiffure pour hommes, les magasins et salons de coiffure pour dames, les ateliers d'apprêt de cheveux, de con-

(¹) *J. O.* du 26 mai 1935.

(²) Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

fection de postiches et perruques, ainsi que dans les parties d'établissements répondant à la définition ci-dessus et situés dans le département de l'Hérault.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptible d'être occupée dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

Jusqu'à 5 employés : 20 p. 100; pour la partie de l'effectif excédant 5 employés : 10 p. 100 (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 28 JUIN 1935 (2)

portant règlement d'administration publique, tendant à modifier le décret du 15 août 1930, modifié par décret du 2 octobre 1934, relatif à l'application de la loi de huit heures dans les entreprises de transports et déménagements, de location et garage de voitures et de pompes funèbres.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du Livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu le décret du 15 août 1930, modifié par décret du 2 octobre 1934, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les entreprises de transports et déménagements, de location et garage de voitures et de pompes funèbres;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 19 octobre 1934, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de la revision du décret du 15 août 1930, modifié par décret du 2 octobre 1934, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les entreprises de transports et déménagements, de location et de garage de voitures et de pompes funèbres;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 7 de l'article 4 du décret du 15 août 1930, modifié par le décret du 2 octobre 1934, relatif à l'application de la loi de huit heures dans les entreprises de transports et déménagements, de location et garage de voitures et de pompes funèbres, est remplacé par les dispositions suivantes :

» Pour les entreprises de location de voitures hippomobiles et automobiles de petite et de grande remise, voitures de place et de louage, et pour les entreprises de transports en commun visées par le présent décret, l'horaire daté et signé par le chef d'établissement, ou sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué

(1) Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) J. O. du 29 juin 1935.

ses pouvoirs à cet effet, sera affiché en caractères lisibles et de façon apparente dans chacun des bureaux de départ et d'arrivée et dans les bureaux intermédiaires. Il sera transcrit dans les mêmes formes, sur un carnet qui devra accompagner le véhicule de façon que les agents chargés du contrôle de l'application du présent décret puissent en prendre connaissance. En ce qui concerne les voitures de place, l'apposition sur les véhicules de certaines indications de l'horaire pourra être prescrite dans les départements par les Préfets, à Paris et dans le ressort de la Préfecture de police, par le Préfet de police, sous les conditions qu'ils détermineront.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 28 juin 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

L-O. FROSSARD.

DÉCRET DU 2 JUILLET 1935

modifiant les décrets du 5 avril et du 22 août 1935 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la chaussure du département de la Moselle.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 2 de la loi du 10 août 1932 protégeant la main-d'œuvre nationale;

Vu l'article 9 du décret du 19 octobre 1932, pris pour l'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932;

Vu les décrets des 22 août 1933

étrangers dans l'industrie de la chaussure du département de la Moselle;

Vu l'avis paru au *Journal officiel* du 22 novembre 1934;

Vu l'avis du conseil

Sur la proposition du Ministre du Travail,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret du 5 avril 1935 est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — Les dispositions du décret du 22 août 1933 fixant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans l'industrie de la chaussure dans le département de la Moselle sont modifiées comme suit :

A l'article 2 : « Pour les travailleurs en chaussures toutes catégories, le taux de la main-d'œuvre étrangère autorisée, actuellement fixé à 15 p. 100, est fixé à 5 p. 100 pour les communes de Moussey et de Réchicourt-le-Château à partir du 1^{er} novembre 1935 et à 10 p. 100 à partir de la même date pour le reste du département. »

ART. 2. — Les dispositions du présent décret seront applicables immédiatement après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 2 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

L-O. FROSSARD.

DÉCRET DU 17 JUILLET 1935 (*)

suspendant les heures supplémentaires dans certaines professions.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures et les règlements d'administration publique déterminant par profession, par industrie, par commerce ou par catégorie professionnelle les délais et conditions d'application de ladite loi;

Vu la loi du 8 avril 1935 tendant à suspendre l'utilisation des heures supplémentaires dans les établissements industriels et commerciaux et notamment les articles 1 et 2 ainsi conçus :

« ARTICLE PREMIER. — Un décret rendu sur la proposition du Ministre du Travail suspendra jusqu'à une date qu'il fixera, soit pour l'ensemble des professions, industries et commerces, soit pour certains d'entre eux, l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires ouvert aux chefs d'établissements industriels et commerciaux par les décrets pris pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures en vue de permettre à ces entreprises de faire face à des surcroits de travail extraordinaires.

ART. 2. — Pour les établissements dans lesquels l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires est suspendue, l'inspecteur du travail compétent peut autoriser des heures supplémentaires dans les limites fixées par les décrets visés à l'article précédent lorsque le chef d'établissement justifie qu'il ne lui est pas possible de faire face à un surcroît de travail extraordinaire par d'autres moyens tels que l'embauchage d'un personnel supplémentaire »;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 11 avril 1935, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de la suspension de l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires dans diverses professions;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est suspendue pendant une période d'un an, à partir de la mise en vigueur du présent décret, l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires ouvert aux chefs d'établissements en vue de leur permettre de faire face à des surcroits de travail extraordinaires par les décrets ci-après énumérés, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures :

Décret du 17 mai 1921, modifié par les décrets des 13 août 1927 et 27 juillet 1934, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans le commerce de gros et demi-gros de marchandises de toute nature;

Décret du 27 juillet 1923, modifié par les décrets des 5 juin 1926 et 2 mars 1935, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les banques et tous établissements de finances, de crédit et de change;

(*) J. O. du 27 juillet 1935.

Décret du 27 juillet 1923, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les entreprises d'assurances de toute nature;

Décret du 17 décembre 1926 relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les halles centrales de Paris.

ART. 2. — Les dispositions de l'article 1^{er} du présent décret ne s'appliqueront aux établissements de la Banque de France que dans la mesure où elles seront compatibles avec les services publics dont ils sont chargés.

ART. 3. — Les heures supplémentaires imputées sur le crédit visé à l'article 1^{er} ci-dessus et qui auront fait l'objet d'une déclaration régulière à l'inspecteur du travail avant la mise en vigueur du présent décret ne pourront être utilisées postérieurement à cette mise en vigueur que si elles sont autorisées, dans les conditions prévues par l'article 2 de la loi du 8 avril 1935.

ART. 4. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 5. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

L-O. FROSSARD.

DÉCRET DU 18 JUILLET 1935⁽¹⁾

portant règlement uniforme de répartition des heures de présence dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Lure.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 26 août 1920, modifié par le décret du 30 octobre 1921 et par le décret du 23 avril 1933 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les magasins et salons de coiffure, et notamment l'article 2, paragraphe 3, conçu comme suit :

« Dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, en raison du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue ci-après correspond à la durée maximum de travail effectif fixé au premier paragraphe du présent article :

« 52 heures par semaine à Paris;

« 54 heures par semaine dans les villes comptant plus de 500.000 habitants;

« 55 heures par semaine dans toute l'étendue du département de la Seine, moins Paris, dont le maximum est établi ci-dessus;

« 57 heures par semaine dans les villes comptant au plus 500.000 habitants et au moins 100.000 habitants;

« 60 heures par semaine dans les villes comptant moins de 100.000 habitants.

« Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une région

(1) J. O. du 23 juillet 1935; Erratum J. O. du 5 octobre 1935.

comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire, ou dans une localité déterminée, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition des heures pour tous les établissements de la profession dans la région, la localité ou les quartiers, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, là où il en existe » ;

Vu l'accord intervenu le 16 novembre 1934 entre les organisations patronales et ouvrières intéressées ;

Vu les observations présentées par lesdites organisations patronales et ouvrières ;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville de Lure, pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, est établi le régime uniforme ci-après de répartition des heures de présence :

Mardi, mercredi, jeudi, vendredi : de 7 h. 15 à 12 heures et de 13 h. 15 à 19 h. 30.

Samedi : de 7 h. 30 à 12 heures et de 13 h. 15 à 19 h. 45.

Dimanche : de 7 heures à 12 heures.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris ,le 18 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

L-O. FROSSARD.

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 ⁽¹⁾

*limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère
dans les exploitations d'eaux minérales dans le département de l'Allier.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les exploitations d'eaux minérales du département de l'Allier.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à

(1) J. O. du 27 juillet 1935.

l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

10 p. 100 dès l'application du décret;

5 p. 100 un an après ⁽¹⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 ⁽²⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux dans le département de l'Ariège.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932, en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements du département de l'Ariège où s'exercent les professions des industries de la métallurgie et du travail des métaux, comprises dans les groupes 4 K et 4 L, de la nomenclature des professions de la Statistique générale de la France.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

Electro-métallurgie, 45 p. 100;

Autres catégories, 15 p. 100 ⁽¹⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 ⁽²⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans diverses industries textiles dans le département de l'Aube.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce

⁽¹⁾ Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

⁽²⁾ J. O. du 27 juillet 1935.

qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de l'Aube, par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les diverses industries textiles ci-après : bonneterie, teinturerie, filature.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

a) Bonneterie proprement dite : 5 p. 100;

b) Teinturerie : 15 p. 100 dès l'application du décret, 10 p. 100 six mois après;

c) Filature : coton : 10 p. 100; schappe : 10 p. 100; laine : 20 p. 100 dès l'application du décret, 10 p. 100 six mois après (¹).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (²)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de bouchons et d'objets en liège situées dans le département de l'Aude.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de bouchons et d'objets en liège situées dans le département de l'Aude.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements (¹).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

(¹) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(²) J. O. du 27 juillet 1935.

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (¹)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la verrerie du département de l'Aude.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements du département de l'Aude où s'exercent les professions des industries de la verrerie comprises dans les sous-groupes 4 Rd et 4 Re de la Nomenclature des professions de la statistique générale de la France.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixé à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (²).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (¹)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les boulangeries, biscuiteries et confiseries situées dans le département de l'Aude.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les boulangeries, biscuiteries et confiseries situées dans le département de l'Aude.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixé ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

20 p. 100 jusqu'à cinq ouvriers;

10 p. 100 pour la partie de l'effectif excédant cinq ouvriers (²).

.....

(¹) J. O. du 27 juillet 1935.

(²) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie du bâtiment et des travaux publics dans le département de l'Aude.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés dans le département de l'Aude, par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment-armé, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie, charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et à toutes entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux d'installation, de construction, de réparation ou de démolition de bâtiment, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima des travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées à l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel occupé dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés dans ces entreprises ⁽²⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel*.

.....

⁽¹⁾ J. O. du 27 juillet 1935.

⁽²⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

TABEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics situées dans le département de l'Aude.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.	
	Dès l'application du décret.	Six mois après.
	p. 100.	p. 100.
I. — Entreprises de terrassement.....	30	25
II. — a. Entreprises de maçonnerie.....	30	25
b. Entreprises de travaux en ciment.....	30	25
III. — Entreprises de serrurerie, construction métallique, char- pente en fer.....	15	10
IV. — Entreprises de charpente en bois.....	15	10
V. — Entreprises de menuiserie.....	15	10
VI. — Entreprises de fumisterie.....	30	20
VII. — Entreprises de chauffage.....	15	10
VIII. — a. Entreprises de peinture.....	15	10
b. Entreprises de ravalement.....	30	20
c. Entreprises de vitrerie, vitriers.....	15	10
IX. — Entreprises de miroiterie.....	15	10
X. — a. Entreprises de pavage et granit.....	20	15
b. Entreprises de bitume de travaux publics.....	20	15
c. Entreprises de béton de travaux publics.....	20	15
XI. — Entreprises de pose de mosaïque et carrelage.....	20	20
XII. — Entreprises de couverture, plomberie, gaz, canalisation sanitaire.....	15	10
XIII. — Entreprises de fontaines.....	15	10
XIV. — Entreprises de démolition.....	30	20
XV. — Entreprises de stuc.....	20	15
XVI. — Entreprises d'électricité.....	10	"
XVII. — Entreprises diverses :		
a. Parquets sans joint.....	30	20
b. Manœuvres de toutes professions.....	30	25
XVIII. — Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus : dessinateurs, commis dessinateurs, commis de chantiers, mé- treurs en bâtiment, ingénieurs.....	5	"

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (*)

*limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries et bri-
queteries dans le département des Bouches-du-Rhône.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui

(*) J. O. du 27 juillet 1935.

concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries de la tuilerie et de la briqueterie, situées dans le département des Bouches-du-Rhône.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries visées à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

- 40 p. 100 dès l'application du décret;
- 35 p. 100 six mois après;
- 30 p. 100 un an après ⁽¹⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 ⁽²⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries textiles dans le département des Bouches-du-Rhône.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département des Bouches-du-Rhône par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries textiles, c'est-à-dire toutes les industries et professions visées par le groupe 4 F de la nomenclature des industries et professions de la statistique générale de la France.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissement :

- 30 p. 100 dès l'application du décret;
- 20 p. 100 six mois après ⁽¹⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables trois mois après sa parution au *Journal officiel*.

.....

⁽¹⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

⁽²⁾ J. O. du 27 juillet 1935.

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (¹)

limitation de l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries, briqueteries, fabriques de céramique et poterie dans le département du Calvados.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Calvados, par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries de la tuilerie, briqueterie, céramique et poterie, c'est-à-dire toutes les industries et professions visées par le sous-groupe 4 Rb de la nomenclature des industries et professions de la statistique générale de la France.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

20 p. 100 dès l'application du décret;

10 p. 100 six mois après;

5 p. 100 un an après (²).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (¹)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries et briqueteries du département du Cher.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries de la tuilerie et de la briqueterie situés dans le département du Cher.

(¹) J. O. du 27 juillet 1935.

(²) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces entreprises :

Commune de Grossouvre :

35 p. 100 dès l'application du décret;

25 p. 100 six mois après;

20 p. 100 un an après.

Reste du département :

20 p. 100 dès l'application du décret;

15 p. 100 six mois après (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (2)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la verrerie, fabriques de porcelaine, faïences et grès sanitaire dans le département du Cher.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Cher, dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent toutes les professions visées aux sous-groupes 4 Rc, 4 Rd et aux n^{os} 4.974 et 4.975 du sous-groupe 4 Rb de la nomenclature des industries et professions de la statistique générale de la France.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements.

Verreries (4 Rd). — 10 p. 100 dès l'application du décret; 5 p. 100 six mois après.

Porcelaine, faïence, grès sanitaire (4 Rc, 4.974, 4.975). — 10 p. 100 dès l'application du décret; 5 p. 100 trois mois après; 2 p. 100 six mois après (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) *J. O.* du 27 juillet 1935.

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (*)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie métallurgique dans le département du Cher.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Cher, par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent l'industrie métallurgique et le travail des métaux, c'est-à-dire toutes les industries et professions visées par les groupes 4 K et 4 L de la nomenclature des industries et professions de la statistique générale de la France.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

Tréfileries. — 10 p. 100 dès l'application du décret; 5 p. 100 trois mois après; 2 p. 100 six mois après.

Ateliers de réparations de wagons. — 5 p. 100.

Autres industries métallurgiques et travail des métaux :

Saint-Florent : 10 p. 100 dès l'application du décret; 5 p. 100 six mois après.

Lunéry : 40 p. 100.

Reste du département : 2 p. 100.

ART. 3. — La proportion fixée par l'article 2 est calculée sur le total des travailleurs faisant partie du personnel, même si certains de ces travailleurs sont momentanément absents pour repos interruptif de la journée de travail, repos hebdomadaire, congés, maladie ou repos de l'équipe à laquelle ils appartiennent.

ART. 4. — Lorsque l'application du pourcentage autorisé ne donnera pas un nombre entier, ce nombre sera porté au nombre entier immédiatement supérieur lorsque la fraction sera égale ou supérieure à 0,5. Il sera ramené au nombre immédiatement inférieur lorsque la fraction sera inférieure à 0,5.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 6. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

(*) J. O. du 27 juillet 1935.

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (*)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de chaux, plâtres et ciments dans le département du Cher.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de chaux, plâtres et ciments situées dans le département du Cher.

ART. 2. — La proportion maximum de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements.

Communes de la Guerche, Jouet-sur-l'Aubois et Torteron. — 20 p. 100 dès l'application du décret; 15 p. 100 trois mois après.

Communes de Beffes et Saint-Léger-le-Petit. — 30 p. 100 dès l'application du décret; 25 p. 100 trois mois après (*).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (*)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les scieries mécaniques de bois situées dans le département du Cher.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les scieries mécaniques de bois situées dans le département du Cher.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements:

20 p. 100 dès l'application du décret;

10 p. 100 un an après (*).

(*) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(*) J. O. du 27 juillet 1935.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (*)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics dans le département de la Creuse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés dans le département de la Creuse par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage en peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiment, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées à l'article 1^{er} ci-dessus. Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel occupé dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés dans ces entreprises (2).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

(*) *J. O.* du 27 juillet 1935.

(2) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

TABIEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises de bâtiment et des travaux publics situées dans le département de la Creuse.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
	p. 100.
I. — Entreprises de terrassement : chef d'équipe, cabot, terrassier, puisatier-mineur, buseur, dresseur et poseur de rails, batteur de pieux.....	15
II. — a. Entreprises de maçonnerie : maçon limousinant, garçon limousinant et garçon maçon, bardeur, garçon de relais, poseur, scieur de pierre tendre, pinceur, travailleur de pierre au chantier, ravaleur, briqueteur, aide-briqueteur, applicateur d'enduit métallique, enduiseur mouchetiqueur, tourneur de treuil, gardien de nuit et de rue.....	5
b. Entreprises de travaux en ciment : compagnon cimentier, garçon cimentier	15
III. — Entreprises de serrurerie, construction métallique et charpente en fer :	
a. Entreprises de serrurerie et construction métallique : traceur et chef d'équipe, forgeron d'atelier, frappeur, serrurier ajusteur, ferreur, perceur, reproducteur, poinçonneur et cisailleur, riveur, manœuvre, homme de ville, poseur de sonnettes et de cordons mécaniques, rampiste.....	5
b. Entreprises de charpente en fer : chef d'équipe levageur, charpentier levageur, grillageur.....	5
IV. — Entreprises de charpente en bois : charpentier qualifié.....	5
V. — a. Entreprises de menuiserie : menuisier parqueteur....	5
b. Entreprises de parquets : replanisseur de parquets.....	5
VI. — a. Entreprises de fumisterie de bâtiment : compagnon fumiste en bâtiment, garçon fumiste en bâtiment, garçon fumiste, tôlier fumiste, aide-tôlier fumiste.....	5
b. Entreprises de fumisterie industrielle : compagnon briqueteur, fumiste industriel, aide-fumiste briqueteur industriel.....	5
VII. — Entreprises de chauffage (bâtiment) : monteur spécialiste, aide-monteur	5
VIII. — a. Entreprises de peinture : peintre en bâtiment, peintre en décors, colleur, colleur fournissant les outils, fileur ou peintre en lettres, enduiseur.....	5
b. Entreprises de ravalement : badigeonneur, échafauteur, peintre pour ravalement.....	5
c. Entreprises de vitrerie : vitriers.....	5
IX. — Entreprises de miroiterie : premier ouvrier chef de chantier, second ouvrier qualifié.....	5
X. — a. Entreprises de pavage et granit : compagnon paveur en pierre ou en bois, dresseur, aide-paveur et manutentionnaire de dépôt, piqueur de grès ou de granit.....	5
b. Entreprises d'asphalte : ouvrier tireur de râseau, jointeur, pilonneur rouleuse, manœuvre, etc.....	5
c. Entreprises de bitume de travaux publics : bitumeur, applicateur d'asphalte coulé, garçon applicateur et verseur....	5
d. Entreprises de béton de travaux publics : bétonnier (metteur en forme), aide-bétonnier.....	5

ENTREPRISES ET MÉTIERS PROFESSIONNELS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS. p. 100.
XI. — Entreprises de sculpture de bâtiment et de marbrerie funéraire : ouvrier marbrier et polisseur qualifié sachant travailler sur plans, ouvrier marbrier polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier.....	5
XII. — a. Entreprises de mosaïque et carrelage : compagnon mosaïste d'atelier pouvant faire tout le travail qui se présente et travaillant toute matière.....	10
b. Compagnon mosaïste de chantier pouvant faire le sol et l'élévation, petit compagnon mosaïste ne pouvant faire que le sol.....	10
c. Manœuvre mosaïste, garçon carreleur, faïencier qualifié, compagnon carreleur faïencier.....	10
d. Graniteurs	10
XIII. — Entreprises de couverture-plomberie, gaz, canalisation sanitaire : compagnon plombier-couvreur-zingueur et gazier, aide-plombier, couvreur-zingueur et gazier, gardien de rue....	5
XIV. — Entreprises de fontaines : ajusteur fontainier, plombier poseur de fonte, aide-plombier poseur de fonte, maçon fontainier, aide-maçon fontainier, manœuvre ou garde-trappe....	5
XV. — Entreprises de démolition : chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon	5
XVI. — Entreprises de carton-pierre et staff : architecturier faisant la maquette, mouleur poseur de staff et de carton-pierre, estampeur, staffeur.....	5
XVII. — Entreprises de stuc : compositeur de stuc, stucateur, polisseur de stuc, aide-stucateur.....	5
XVIII. — Entreprises d'électricité du bâtiment : monteur électricien spécialisé en téléphone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonnerie), aide-monteur-électricien.....	5
XIX. — Professions diverses :	
a. Coupeur et scutisseur en vitraux.....	40
b. Sculpteur en bâtiment.....	40
c. Parquets sans joint (applicateur).....	40
XX. — Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus : dessinateur, commis-dessinateur, commis de chantier, métreur en bâtiment, ingénieur, conducteur de travaux.....	5

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (1)

imitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la marbrerie, taille et sciage de pierre dans le département de la Drôme.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce

(1) J. O. du 27 juillet 1935.

qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries de la marbrerie, taille et sciage de pierre situés dans le département de la Drôme.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

10 p. 100 dès l'application du décret;
5 p. 100 un an après ⁽¹⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 ⁽²⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de papiers, cartonnages, sacs en papier dans le département de la Drôme.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de papiers, cartonnages, sacs en papier, situées dans le département de la Drôme.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissement :

10 p. 100 dès l'application du décret;
5 p. 100 six mois après ⁽¹⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

⁽¹⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

⁽²⁾ *J. O.* du 27 juillet 1935.

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (¹)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de bouchons et d'objets en liège dans le département de la Drôme.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de bouchons et d'objets en liège situées dans le département de la Drôme.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements:

15 p. 100 dès l'application du décret;

10 p. 100 six mois après (²).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (¹)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans certaines industries du bois dans le département de la Drôme.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries de charronnage, de la carrosserie et de l'ébénisterie, situés dans le département de la Drôme.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il

(¹) *J. O.* du 27 juillet 1935.

(²) Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

10 p. 100 dès l'application du décret;

5 p. 100 un an après (¹).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (²)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de graisses alimentaires du département du Gard.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de graisses alimentaires (margarine, végétaline, beurre végétal, gélatine alimentaire, beurre de coco, cocose, beurre artificiel) situées dans le département du Gard.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixé à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements (¹).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (²)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de confection de vêtement du département de la Haute-Garonne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce

(¹) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(²) *J. O.* du 27 juillet 1935.

qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent toutes confections ou réparations de vêtements en tous genres et en tous tissus, situés dans le département de la Haute-Garonne.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (¹).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (²)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la verrerie dans le département de la Haute-Garonne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements du département de la Haute-Garonne où s'exercent les professions des industries de la verrerie comprises dans les sous-groupes 4 Rd et 4 Re de la nomenclature des professions de la statistique générale de la France.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

30 p. 100 dès l'application du décret;
25 p. 100 un an après (³).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

(¹) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(²) *J. O.* du 27 juillet 1935.

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (1)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics situées dans le département de l'Hérault.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés, dans le département de l'Hérault, par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, trèillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiments, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima des travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel occupé dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupées dans ces entreprises (2).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel*.

.....

(1) *J. O.* du 27 juillet 1935.

(2) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

TABLEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises de bâtiment et des travaux publics situées dans le département de l'Hérault.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
I. — Entreprises de terrassement : chef d'équipe, cabot, terrassiers, puisatier-mineur, boiseur, dresseur et poseur de rails, batteurs de pieux, etc.....	25 p. 100 dès l'application du décret; 20 p. 100 six mois après; 15 p. 100 un an après.
II. — a. Entreprises de maçonnerie : maçon limousinant, garçon limousinant et garçon maçon, bardeur, gargon de relais, poseur, scieur de pierre tendre, pinceur, travailleur de pierre au chantier, ravaleur, briqueteur, aide-briqueteur, applicateur d'enduit métallique, enduiseur mouchetiqueur, tourneur de treuil, gardien de nuit, gardien de rue.....	5 p. 100.
b. Entreprises de travaux en ciment : compagnon cimentier, garçon cimentier	25 p. 100 dès l'application du décret; 20 p. 100 six mois après; 15 p. 100 un an après.
III. — Entreprises de serrurerie, construction métallique et charpente fer :	
a. Entreprises de serrurerie et construction métallique : traceur et chef d'équipe, forgeron d'atelier, frappeur, serrurier ajusteur, ferreur, perceur, reproducteur, poinçonneur et cisailleur, riveur, manœuvre, homme de ville, poseur de sonnettes et de cordons mécaniques, rampiste.....	5 p. 100.
b. Entreprises de charpente en fer : chef d'équipe levageur, charpentier levageur, grillageur.....	Idem.
IV. — Entreprises de charpente en bois : charpentier qualifié.	Idem.
V. — a. Entreprises de menuiserie : menuisier, parqueteur....	Idem.
b. Entreprises de parquets : replanisseur de parquets.....	Idem.
VI. — a. Entreprises de fumisterie de bâtiment : compagnon fumiste en bâtiment, garçon fumiste, tôleier fumiste, aide-tôleier fumiste	Idem.
b. Entreprises de fumisterie industrielle : compagnon briqueteur fumiste industriel, aide-fumiste briqueteur industriel.	Idem.
VII. — a. Entreprises de peinture : peintre en bâtiment, peintre en décors, colleur, colleur fournissant les outils, fieur ou peintre en lettres, enduiseur.....	
b. Entreprises de ravalement : badigeonneur, échafaudeur, peintre pour ravalement.....	15 p. 100 dès l'application du décret; 10 p. 100 six mois après.
c. Entreprises de vitrerie : vitrier.....	
d. Entreprises de plâtrerie.....	
IX. — Entreprises de miroiterie : premier ouvrier chef de chantier, second ouvrier qualifié.....	5 p. 100.
X. — a. Entreprises de pavage et granit : compagnon paveur en pierre ou en bois, dresseur, aide-paveur et manutentionnaire de dépôt, piqueur de grès ou de granit.....	25 p. 100 dès l'application du décret; 20 p. 100 six mois après; 15 p. 100 un après.
b. Entreprises d'asphalte : ouvrier tireur de rateau, jointeur, pilonneur, rouleur, manœuvre.....	5 p. 100.
c. Entreprises de bitume de travaux publics : bitumeur, appl'cateur d'asphalte coulé, garçon applicateur et verseur..	Idem.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
<i>d.</i> Entreprises de béton de travaux publics : bétonnier (metteur en forme), aide-bétonnier.....	25 p. 100 dès l'application du décret; 20 p. 100 six mois après; 15 p. 100 un an après.
XI. — Entreprises de marbrerie du bâtiment et marbrerie funéraire : ouvrier marbrier et polisseur qualifié sachant travailler sur plans, ouvrier marbrier polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier.....	5 p. 100.
XII. — <i>a.</i> Entreprises de mosaïque carrelage : compagnon mosaïste d'atelier pouvant faire tout le travail qui se présente et travaillant toute matière..... <i>b.</i> Compagnon mosaïste de chantier pouvant faire le sol et l'élévation, petit compagnon mosaïste ne pouvant faire que le sol <i>c.</i> Manœuvre mosaïste, garçon carreleur, faïencier qualifié, compagnon carreleur, faïencier <i>d.</i> Graniteurs	25 p. 100 dès l'application du décret, 20 p. 100 six mois après; 15 p. 100 un an après.
XIII. — Entreprises de couverture, plomberie, gaz, canalisations sanitaires : compagnon plombier, couvreur-zingueur et gazier, aide-plombier, couvreur-zingueur et gazier, gardien de rue....	15 p. 100 dès l'application du décret; 10 p. 100 six mois après.
XIV. — Entreprises de fontaines : ajusteur fontainier, plombier poseur de fonte, aide-plombier poseur de fonte, maçon fontainier, aide-maçon fontainier, manœuvre ou garde-trappe.	5 p. 100.
XV. — Entreprises de démolition : chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon	<i>Idem.</i>
XVI. — Entreprises de carton-pierre et staff : architecturier faisant la maquette, mouleur, poseur de staff et de carton-pierre, estampeur, staffeur.....	<i>Idem.</i>
XVII. — Entreprises de stuc : compositeur de stuc, stucateur, polisseur de stuc, aide-stucateur.....	<i>Idem.</i>
XVIII. — Entreprises d'électricité du bâtiment : monteur électricien spécialisé en téléphone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonneries), aide-monteur électricien.....	<i>Idem.</i>
XIX. — Professions diverses : <i>a.</i> Coupeurs et sertsisseurs en vitraux..... <i>b.</i> Sculpteurs de bâtiment..... <i>c.</i> Parquets sans joint (appliqueur).....	<i>Idem.</i> <i>Idem.</i> <i>Idem.</i>
XX. — Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus : dessinateurs, commis dessinateurs, commis de chantier, métreur en bâtiment, ingénieur, conducteur de travaux.....	<i>Idem.</i>

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (1)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la métallurgie et l'Hérault.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

(1) J. O. du 27 juillet 1935.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements du département de l'Hérault, où s'exercent les industries de la métallurgie et du travail des métaux comprises dans les groupes 4 K et 4 L de la nomenclature des professions de la Statistique générale de la France.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements ⁽¹⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 ⁽²⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la fabrication de barques et bateaux en bois dans le département de l'Hérault.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de l'Hérault dans les établissements ou parties d'établissements où s'exerce la fabrication des barques et bateaux en bois.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

25 p. 100 dès l'application du décret;
20 p. 100 six mois après ⁽¹⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

⁽¹⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

⁽²⁾ *J. O.* du 27 juillet 1935.

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (1)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics situées dans le département d'Ille-et-Vilaine.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés dans le département d'Ille-et-Vilaine, par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiments, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima des travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus. Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel occupé dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés dans ces entreprises (2).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

(1) *J. O.* du 27 juillet 1935.

(2) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

TABLEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises de bâtiment et des travaux publics situées dans le département d'Ille-et-Vilaine.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
I. — Entreprises de terrassement : chef d'équipe, cabot, terrassier, puisatier-mineur, boiseur, dresseur et poseur de rails, batteurs de pieux.....	10 p. 100 dès l'application du décret; 5 p. 100 un an après.
II. — a. Entreprises de maçonnerie : maçon limousinant, garçon limousinant et garçon maçon, bardeur, garçon de relais, poseur, scieur de pierre tendre, pinceur, travailleur de pierre au chantier, ravaleur, briqueteur, aide-briqueteur, applicateur d'enduit métallique, enduiseur mouchetiqueur, tourneur de treuil, gardien de nuit, gardien de rue.....	5 p. 100.
b. Entreprises de travaux en ciment : compagnon cimentier, garçon cimentier	10 p. 100 dès l'application du décret; 5 p. 100 un an après.
III. — Entreprises de serrurerie, construction métallique et charpente en fer :	
a. Entreprises de serrurerie et construction métallique : traceur et chef d'équipe, forgeron d'atelier, frappeur, serrurier ajusteur, ferreur, perceur, reproducteur, poinçonneur et cisailleur, riveur, manoeuvre, homme de ville, poseur de sonnettes et de cordons mécaniques, rampistes.....	5 p. 100.
b. Entreprises de charpente en fer : chef d'équipe levageur, charpentier levageur, grillageur.....	Idem.
IV. — Entreprises de charpente en bois : charpentier qualifié..	Idem.
V. — a. Entreprises de menuiserie : menuisier, parqueteur....	Idem.
b. Entreprises de parquets : replanisseur de parquets....	Idem.
VI. — a. Entreprises de fumisterie de bâtiment : compagnon fumiste en bâtiment, garçon fumiste, tôlier fumiste, aide-tôlier fumiste	Idem.
b. Entreprises de fumisterie industrielle : compagnon briqueteur, fumiste industriel, aide-fumiste, briqueteur industriel.	Idem.
VII. — Entreprises de chauffage (bâtiment) : monteur spécialiste, aide-monteur	Idem.
VIII. — a. Entreprises de peinture : peintre en bâtiment, peintre en décors, colleur, colleur fournissant les outils, fileur ou peintre en lettres, enduiseur.....	Idem.
b. Entreprises de ravalement : badigeonneur, échafauteur, peintre pour ravalement	10 p. 100 dès l'application du décret; 5 p. 100 un an après.
c. Entreprises de vitrerie : vitrier.....	5 p. 100.
IX. — Entreprises de miroiterie : premier ouvrier chef de chantier, second ouvrier qualifié.....	Idem.
X. — a. Entreprises de pavage et granit : compagnon paveur en pierre ou en bois, dresseur, aide-paveur et manutentionnaire de dépôt, piqueur de grès ou de granit.....	Idem.
b. Entreprises d'asphalte : ouvrier tireur de râteau, jointeur, pilonneur, rouleur, manoeuvre.....	Idem.
c. Entreprises de bitume de travaux publics : bitumeur, applicateur d'asphalte coulé, garçon applicateur et verseur, etc.	Idem.
d. Entreprises de béton de travaux publics : bétonnier (metteur en forme), aide-bétonnier.....	Idem.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
XI. — Entreprises de marbrerie du bâtiment et marbrerie funéraire : ouvrier marbrier et polisseur qualifié sachant travailler sur plans, ouvrier marbrier polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier.....	5 p. 100.
XII. — Entreprises de mosaïque (carrelage).....	30 p. 100.
XIII. — Entreprises de couverture, plomberie, gaz, canalisation sanitaire : compagnon plombier, couvreur-zingueur et gazier, aide-plombier, couvreur-zingueur et gazier, gardien de rue..	5 p. 100.
XIV. — Entreprises de fontaines : ajusteur fontainier, plombier, poseur de fonte, aide-plombier, poseur de fonte, maçon fontainier, aide-maçon fontainier, manœuvre ou garde-trappe..	Idem.
XV. — Entreprises de démolition : chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon.....	Idem.
XVI. — Entreprises de carton-pierre et staff : architecturier faisant la maquette, mouleur, poseur de staff et de carton-pierre, estampeur, staffeur.....	Idem.
XVII. — Entreprises de stuc : compositeur de stuc, stucateur, polisseur de stuc, aide-stucateur.....	Idem.
XVIII. — Entreprises d'électricité du bâtiment : monteur électricien spécialisé en téléphone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonneries), aide-monteur électricien.....	Idem.
XIX. — Professions diverses : a. coupeurs et sertisseurs en vitraux	Idem.
b. Sculpteurs de bâtiment.....	Idem.
c. Parquets sans joint (applicateur).....	Idem.
XX. — Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus : dessinateurs, commis dessinateurs, commis de chantier, métreur en bâtiment, ingénieur, conducteur de travaux.....	Idem.

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (1)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics dans le département de l'Isère.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

..... DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés dans le département de l'Isère, par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-

(1) J. O. du 27 juillet 1935.

pierre, couverture, plomberie-zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement, et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiment, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima des travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus, à l'exception des entreprises de terrassement, maçonnerie, travaux en ciment, peinture, ravalement, vitrerie et démolition, qui feront l'objet d'un décret ultérieur.

Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel occupé dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés dans ces entreprises (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel* et n'auront effet que jusqu'au 1^{er} avril 1936.

.....

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

TABLEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises de bâtiment et des travaux publics situées dans le département de l'Isère.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
I. — Entreprises de serrurerie, construction métallique et charpente en fer :	
a. Entreprises de serrurerie et construction métallique : traqueur et chef d'équipe, forgeron d'atelier, frappeur, serrurier ajusteur, ferreur, perceur, reproduiteur, poinçonneur, cisailleur, riveur, manœuvre, homme de ville, poseur de sonnettes et de cordons mécaniques, rampiste, etc.....	8 p. 100.
b. Entreprises de charpente en fer : chef d'équipe levageur, charpentier levageur, grillageur	<i>Idem.</i>
II. — Entreprises de charpente en bois : charpentier qualifié..	20 p. 100.
III. — a. Entreprises de menuiserie : menuisiers, parqueteur, etc.	<i>Idem.</i>
b. Entreprises de parquets : replanisseur de parquets....	<i>Idem.</i>
IV. — a. Entreprises de fumisterie du bâtiment : compagnon fumiste en bâtiment, garçon fumiste et tôlier, aide-tôlier, fumiste	10 p. 100 dès l'application du décret, 8 p. 100 un an après.
b. Entreprise de fumisterie industrielle : compagnon briqueteur fumiste industriel, aide-fumiste briqueteur industriel....	
V. — Entreprises de chauffage (bâtiment) : monteur spécialiste, aide-monteur, etc.....	10 p. 100 dès l'application du décret, 8 p. 100 un an après.
VI. — Entreprises de miroiterie : premier ouvrier chef de chantier, second ouvrier qualifié.....	
VII. — a. Entreprises de pavage en granit : compagnon paveur, en pierre ou en bois, dresseur, aide-paveur et manutentionnaire de dépôt, piqueur de grès ou de granit.....	20 p. 100.
b. Entreprises d'asphalte : ouvrier tireur de rateau, jointeur, pilonneur, rouleur, manœuvre.....	<i>Idem.</i>
c. Entreprises de bitume et de travaux publics : bitumeur, applicateur d'asphalte coulé, garçon applicateur et verseur, etc.	<i>Idem.</i>
d. Entreprises de béton de travaux publics : bétonnier (metteur en forme), aide-bétonnier	<i>Idem.</i>
VIII. — Entreprises de marbrerie du bâtiment et marbrerie funéraire : ouvrier marbrier et polisseur qualifié sachant travailler sur plans, ouvrier marbrier polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier, etc.....	<i>Idem.</i>
IX. — a. Entreprises de mosaïque, carrelage : compagnon mosaïste d'atelier pouvant faire tout le travail qui se présente et travaillant toute matière.....	5 p. 100.
b. Compagnon mosaïste du chantier pouvant faire le sol et l'élévation, petit compagnon mosaïste ne pouvant faire que le sol	<i>Idem.</i>
c. Manœuvre mosaïste, garçon carreleur, faïencier qualifié, compagnon carreleur faïencier	<i>Idem.</i>
d. Graniteurs	<i>Idem.</i>
X. — Entreprises de couverture, plomberie, gaz, canalisation sanitaire : compagnon plombier, couvreur-zingueur et gazier, aide-plombier couvreur-zingueur et gazier, gardien de rue, etc.)	10 p. 100 dès l'application du décret, 8 p. 100 un an après.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
XI. — Entreprises de fontaines: ajusteur fontainier, plombier poseur de fonte, aide-plombier poseur de fonte, maçon fontainier, aide-maçon fontainier, manoeuvre ou garde-trappe....	10 p. 100 dès l'application du décret, 8 p. 100 un an après.
XII. — Entreprises de carton-pierre et staff: architecturier faisant la maquette, mouleur poseur de staff et de carton-pierre, estampeur, staffeur, etc.....	10 p. 100.
XIII. — Entreprises de stuc : compositeur de stuc, stucateur polisseur de stuc, aide-stucateur	Idem.
XIV. — Entreprises d'électricité du bâtiment: monteur électricien spécialisé en téléphone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonneries), aide-monteur électricien, etc.....	8 p. 100 dès l'application du décret; 6 p. 100 un an après.
XV. — Professions diverses:	
a. Coupeurs et sertisseurs en vitraux.....	3 p. 100.
b. Sculpteurs en bâtiment.....	Idem.
c. Parquets sans joints (applicateur).....	Idem.
d. Carriers et tailleurs de pierres.....	Idem.
XVI. — Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus: dessinateurs, commis dessinateurs, commis de chantiers, métreurs en bâtiment, ingénieur.....	5 p. 100.

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la verrerie situées dans le département de la Loire.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements du département de la Loire, où s'exercent les professions des industries de la verrerie, comprises dans les sous-groupes 4 R D et 4 R E de la Nomenclature des professions de la Statistique générale de la France.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

30 p. 100 dès l'application du décret;

25 p. 100 un an après⁽²⁾.

⁽¹⁾ J. O. du 27 juillet 1935.

⁽²⁾ Pour les articles 3 et 4 voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la papeterie du département de la Loire.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de la Loire par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries de la papeterie.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

Fabriques de carton : 30 p. 100 ⁽²⁾.

Fabriques de papier : 25 p. 100;

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables trois mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries textiles du département de la Loire.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être occupés dans les établissements ou parties d'établissements du département de la Loire, où s'exercent les professions des industries textiles comprises dans le groupe 4 F de la Nomenclature des professions de la Statistique générale de la France.

⁽¹⁾ J. O. du 27 juillet 1935.

⁽²⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptible d'être occupée dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée à 5 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements ⁽¹⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables trois mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 ⁽²⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries, briqueteries, fabriques de produits céramiques, fabriques de chaux, plâtres et ciments situées dans le département de la Loire.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les tuileries, briqueteries, fabriques de produits céramiques, fabriques de chaux, plâtres et ciments, situées dans le département de la Loire.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptible d'être occupée dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

40 p. 100 dès l'application du décret;
30 p. 100 un an après ⁽¹⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 ⁽²⁾

*limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère
dans l'industrie du caoutchouc du département du Loiret.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

⁽¹⁾ Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

⁽²⁾ *J. O.* du 27 juillet 1935.

DÉCRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Loiret par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries du caoutchouc comprises dans le sous-groupe 4 D a de la Nomenclature des professions de la Statistique générale de la France.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptible d'être occupée dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée à 20 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables trois mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (1)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries, briqueteries, fabriques de poterie et autres produits céramiques, fabriques de chaux, plâtres et ciments situées dans le département de la Haute-Loire.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les tuileries, briqueteries et les fabriques de chaux, plâtres et ciments, situées dans le département de la Haute-Loire.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptible d'être occupée dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

Tuileries, briqueteries : 35 p. 100 un mois après l'application du décret;

Fabriques de poterie et autres produits céramiques : 10 p. 100 dès l'application du décret;

Fabriques de chaux, plâtres et ciments : 2 p. 100 dès l'application du décret (2).

(1) J. O. du 27 juillet 1935.

(2) Pour les articles 3 et 4 voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les briqueteries, les tuileries et les poteries de terre situées dans le département du Nord.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les briqueteries, les tuileries et les poteries de terre, situées dans le département du Nord.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptible d'être occupée dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ⁽²⁾ :

CATÉGORIES.	DÈS LA PUBLICATION DU DÉCRET.	SIX MOIS APRES.
	p. 100.	p. 100.
Briqueteries, ensemble du département,	50	"
Tuileries et poteries de terre :		
Cantons de Tourcoing.....	60	50
Cantons de Quesnoy-sur-Deule.....	40	30
Reste de l'arrondissement de Lille et ar- rondissement de Dunkerque.....	12	8
Reste du département.....	5	"

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans diverses industries chimiques du département du Nord.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

⁽¹⁾ J. O. du 27 juillet 1935.

⁽²⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements du département du Nord où s'exercent les diverses industries chimiques énumérées à l'article 2.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptible d'être occupée dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (1).

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	DÈS LA PUBLICATION du décret.	SIX MOIS APRÈS.
	p. 100.	p. 100.
Fabriques d'engrais, de produits chimiques, d'acides, de sels minéraux, de colles, de gaz comprimé:		
Communes de Thun et de Wattrelos.....	50	45
Cantons de Condé-sur-Escaut et de Douai-Ouest	30	25
Reste de l'arrondissement de Lille, cantons de Valenciennes et de Maubeuge.....	20	15
Reste du département.....	5	"
Fabriques de couleurs, vernis et bleu d'outre-mer:		
Fabriques de couleurs à base de plomb pour tout le département	35	30
Autres fabriques de couleurs pour tout le département.....	12	10
Huilleries, savonneries, amidonneries et rizeries, fabriques de produits pour le blanchiment et le blanchissage, raffinerie de pétrole:		
Cantons de Lille et Roubaix.....	15	10
Cantons d'Haubourdin, de Dunkerque, de Valenciennes et de Seclin	8	5
Reste du département.....	5	"

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (2)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la carrosserie et du charronnage dans le département du Nord.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) J. O. du 27 juillet 1935.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries de la carrosserie et du charronnage dans le département du Nord.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptible d'être occupée dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements ⁽¹⁾.

RÉGIONS.	DÈS LA PUBLICATION DU DÉCRET.	SIX MOIS APRÈS.
	p. 100.	p. 100.
Cantons de Rcubaix-Tourcoing.....	20	15
Reste de l'arrondissement de Lille et ar- rondissement de Valenciennes.....	10	8
Reste du département	5	"

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 ⁽²⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la marbrerie, de la taille et du polissage de granit dans le département du Nord.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Nord par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries de la marbrerie, de la taille et du polissage de granit.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptible d'être occupée dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il

⁽¹⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

⁽²⁾ *J. O.* du 27 juillet 1935.

suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (1).

RÉGIONS.	DÈS LA PUBLICATION DU DÉCRET.	SIX MOIS APRÈS.
	p. 100.	p. 100.
Communes de Jeumont et de Quiévrechain	55	50
Cantons de Sombre-le-Château-Bavay et Maubeuge-Sud (sauf Jeumont).....	15	10
Reste du département.....	10	5

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (2)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans diverses industries du travail des pierres et terres à feu, dans le département du Nord.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les faïenceries, les fabriques de carreaux de faïence et carreaux de briques céramiques, de briques réfractaires, de mosaïque céramique, et les fabriques d'appareils sanitaires et de tuyaux en grès situées dans le département du Nord.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptible d'être occupée dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (3).

RÉGIONS.	DÈS LA PUBLICATION DU DÉCRET.	SIX MOIS APRÈS.
	p. 100.	p. 100.
Communes de Quiévrechain, Fresnes, Mortagne, Feignies, Marpent.....	40	30
Communes de Saint-Amand, Onnaing, Rousies, Beugnies, Sars-Poteries, Louvroil et Lille.....	12	8
Reste du département.....	5	"

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) J. O. du 27 juillet 1935.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les salons de coiffure du département du Nord.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les salons de coiffure du département du Nord.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptible d'être occupée dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

Jusqu'à quatre ouvriers : 40 p. 100;

Pour la partie de l'effectif excédant quatre ouvriers jusqu'à douze ouvriers : 20 p. 100;

Pour la partie de l'effectif excédant douze ouvriers : 10 p. 100 ⁽²⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 ⁽¹⁾

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la chapellerie dans le département du Nord.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où se fabriquent ou confectionnent les chapeaux de feutre de toutes natures, les chapeaux de dames, les chapeaux de paille pour hommes, les cas-

⁽¹⁾ J. O. du 27 juillet 1935.

⁽²⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

quettes, bonnets et bérêts non feutrés, chapeaux piqués et coiffures d'uniformes, situés dans le département du Nord.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptible d'être occupée dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

Fabriques de casquettes : 5 p. 100 dès l'application du décret; 3 p. 100 six mois après;

Autres catégories visées : 10 p. 100 dès l'application du décret; 5 p. 100 six mois après (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (2)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries du livre du département du Nord.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements situés dans le département du Nord, où s'exercent les professions des industries du livre comprises dans le groupe 4 E de la Nomenclature des professions de la Statistique générale de la France.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptible d'être occupée dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (1) :

RÉGIONS.	DÈS LA PUBLICATION DU DÉCRET.	SIX MOIS APRÈS.
	p. 100.	p. 100.
Commune d'Halluin	50	40
Cantons de Tournai (sauf Halluin)....	15	10
Cantons de Roubaix.....	6	5
Reste de l'arrondissement de Lille.....	5	4
Reste du département.....	4	3
Imprimeries de journaux en langues étrangères (tout le département).....	5	"

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) *J. O.* du 27 juillet 1935.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (*)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les pâtisseries, confiseries et boulangeries du département du Nord.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les pâtisseries, confiseries et boulangeries du département du Nord.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptible d'être occupée dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

Jusqu'à quatre ouvriers : 40 p. 100;

Pour la partie de l'effectif excédant quatre ouvriers jusqu'à douze : 20 p. 100;

Pour la partie de l'effectif excédant douze ouvriers : 10 p. 100⁽²⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (*)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de chocolat, de biscuits et fabriques de pain d'épices situées dans le département du Nord.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de chocolat, de biscuits et fabriques de pain d'épices, situées dans le département du Nord.

(*) J. O. du 27 juillet 1935.

(2) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptible d'être occupée dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements (1) :

RÉGIONS.	DÈS LA PUBLICATION DU DÉCRET.	SIX MOIS APRÈS.
	p. 100.	p. 100.
Cantons de Roubaix-Tourcoing (sauf Marcq-en-Barœul)	20	15
Commune de Marcq-en-Barœul et reste du département	12	10

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (2)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les boucheries et charcuteries de détail situées dans le département du Nord.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les boucheries et charcuteries de détail situées dans le département du Nord.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptible d'être occupée dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

Jusqu'à quatre ouvriers : 40 p. 100;

Pour la partie de l'effectif excédant quatre ouvriers jusqu'à douze : 20 p. 100;

Pour la partie de l'effectif excédant douze ouvriers : 10 p. 100 (3).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) J. O. du 27 juillet 1935.

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (1)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics dans le département du Puy-de-Dôme.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés dans le département du Puy-de-Dôme par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et à toutes entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiments, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima des travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel occupé dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés dans ces entreprises (2).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

(1) J. O. du 27 juillet 1935.

(2) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

TABEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics situées dans le département du Puy-de-Dôme.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
	p. 100.
I. — Entreprises de terrassement : chef d'équipe, cabot, terrassier, puisatier-mineur, boiseur, dresseur et poseur de rails, batteur de pieux.....	10
II. — a. Entreprises de maçonnerie : maçon limousinant, garçon limousinant et garçon maçon, bardeur, garçon de relais, poseur, scieur de pierre tendre, pinceur, travailleur de pierre au chantier, ravalcur, briqueteur, aide-briqueteur, applicateur d'enduit métallique, enduiseur mouchetiqueur, tourneur de treuil, gardien de nuit, gardien de rue.....	10
b. Entreprises de travaux en ciment : compagnon cimentier, garçon cimentier	10
III. — Entreprises de serrurerie, construction métallique et charpente en fer :	
a. Entreprises de serrurerie et construction métallique : tra- ceur et chef d'équipe, forgeron d'atelier, frappeur, serrurier ajusteur, ferreur, perceur, reproducteur, poinçonneur et cisail- leur, riveur, manœuvre, homme de ville, poseur de sonnettes et de cordons mécaniques, rampiste, etc.....	10
b. Entreprises de charpente en fer : chef d'équipe levageur, charpentier levageur, grillageur.....	10
IV. — Entreprises de charpente en bois : charpentier qualifié..	10
V. — a. Entreprises de menuiserie : menuisier, parqueteur.....	10
b. Entreprises de parquets : replanisseur de parquets.....	10
VI. — a. Entreprises de fumisterie de bâtiment : compagnon fu- miste en bâtiment, garçon fumiste, tôlier fumiste, aide-tôleur fumiste	10
b. Entreprises de fumisterie industrielle : compagnon bri- queteur fumiste industriel, aide-fumiste briqueteur industriel.	10
VII. — Entreprises de chauffage (bâtiments : monteur spécialiste, ade-monteur	10
VIII. — a. Entreprises de peinture : peintre en bâtiment, peintre en décors, colleur, colleur fournissant les outils, fileur ou peintre en lettres, enduiseur.....	10
b. Entreprises de ravalement : badigeonneur, échafaudcur, peintre pour ravalement.....	10
c. Entreprises de vitrerie : vitrier.....	10
IX. — Entreprises de miroiterie : premier ouvrier chef de chan- tier, second ouvrier qualifié.....	10
X. — a. Entreprises de pavage et granit : compagnon paveur en pierre ou en bois, dresseur, aide-paveur et manutentionnaire de dépôt, piqueur de grès ou de granit.....	10
b. Entreprises d'asphalte : ouvrier tireur de rateau, jointeur, pilonneur, rouleur, manœuvre.....	10
c. Entreprises de bitume de travaux publics : bitumcur, ap- plicateur d'asphalte coulé, garçon applicateur et verseur.....	20
d. Entreprises de béton de travaux publics : bétonnier (met- teur en forme), aide-bétonnier.....	20

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
	p. 100.
XI. — Entreprises de marbrerie du bâtiment et marbrerie funéraire: ouvrier marbrier et polisseur qualifié sachant travailler sur plans, ouvrier marbrier polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier.....	10
XII. — a. Entreprises de mosaïque, carrelage: compagnon mosaïste d'atelier pouvant faire tout le travail qui se présente et travaillant toute matière.....	10
b. Compagnon mosaïste de chantier pouvant faire le sol et l'élévation, petit compagnon mosaïste ne pouvant faire que le sol	10
c. Manœuvre mosaïste, garçon carreleur, faïencier qualifié, compagnon carreleur faïencier.....	10
d. Graniteurs	10
XIII. — Entreprises de couverture, plomberie, gaz, canalisation sanitaire: compagnon plombier, couvreur-zingueur et gazier, aide-plombier, couvreur-zingueur et gazier, gardien de rue....	10
XIV. — Entreprises de fontaines: ajusteur fontainier, plombier, poseur de fonte, aide-plombier poseur de fonte, maçon fontainier, aide-maçon fontainier, manœuvre ou garde-trappe.....	5
XV. — Entreprises de démolition: chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon	10
XVI. — Entreprises de carton-pierre et staff: architecturier faisant la maquette, mouleur, poseur de staff et de carton-pierre, estampeur, staffeur	10
XVII. — Entreprises de stuc: compositeur de stuc, stucateur, polisseur de stuc, aide-stucateur.....	10
XVIII. — Entreprises d'électricité du bâtiment: monteur électricien spécialisé en téléphone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonneries), aide-monteur, électricien.....	10
XIX. — Professions diverses :	
a. Coupeurs et sertisseurs en vitraux.....	5
b. Sculpteurs de bâtiment.....	5
c. Parquets sans joint (applicateur).....	10
XX. — Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus: dessinateurs, commis dessinateurs, commis de chantier, mètreur en bâtiment, ingénieur, conducteur de travaux.....	5

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (*)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la métallurgie dans le département du Rhône.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....
DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 du décret susvisé du 5 avril 1935 fixant

(*) J. O. du 27 juillet 1935.

la proportion de travailleurs de nationalité étrangère pouvant être occupés dans l'industrie de la métallurgie du département du Rhône est modifié ainsi qu'il suit en ce qui concerne la construction électrique :

Construction électrique (y compris fabrication des accumulateurs, des isolants et des câbles) : 15 p. 100.

AT. 2. — Les dispositions du présent décret seront applicables dès sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (*)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques de papier et de carton situées dans le département de la Seine-Inférieure.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de papier et de carton situées dans le département de la Seine-Inférieure.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptible d'être occupée dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements:

15 p. 100 dès l'application du décret;

10 p. 100 un an après (*).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (*)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les fabriques d'huiles végétales situées dans le département de la Seine-Inférieure.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

(*) J. O. du 27 juillet 1935.

(2) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques d'huiles végétales situées dans le département de la Seine-Inférieure.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptible d'être occupée dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements:

15 p. 100 dès l'application du décret;

10 p. 100 six mois après;

8 p. 100 un an après (*).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (*)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries, briqueteries, poteries et les fabriques de céramique du bâtiment situées dans le département de la Seine-Inférieure.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les tuileries, les briqueteries, les poteries et les fabriques de céramique du bâtiment situées dans le département de Seine-Inférieure.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptible d'être occupée dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

20 p. 100 dès l'application du décret;

10 p. 100 six mois après;

5 p. 100 un an après (*).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables après sa publication au *Journal officiel*.

(*) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(*) J. O. du 27 juillet 1935.

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (1)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries de la verrerie dans le département de la Seine-Inférieure.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements du département de la Seine-Inférieure où s'exercent les professions des industries de la verrerie comprises dans les sous-groupes 4 Rd et 4 Re de la Nomenclature des professions de la Statistique générale de la France.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptible d'être occupée dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

- 20 p. 100 dès l'application du décret;
 - 15 p. 100 six mois après;
 - 10 p. 100 un an après (2).
-

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 19 JUILLET 1935 (1)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les tuileries et briqueteries dans le département du Tarn-et-Garonne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les tuileries et briqueteries du département du Tarn-et-Garonne.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptible d'être occupée dans les établissements visés à l'article 1^{er}

(1) J. O. du 27 juillet 1935.

(2) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

20 p. 100 dès l'application du décret;

10 p. 100 p. 100 six mois après (').

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 26 JUILLET 1935 (')

*fixant la date d'application de la loi du 11 mars 1932
sur les allocations familiales à de nouvelles catégories professionnelles.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail;

Vu la loi du 11 mars 1932 sur les allocations familiales, modifiant les titres III et V du Livre 1^{er} du Code du Travail;

Vu notamment l'article 74 h du chapitre V du titre III du Livre 1^{er} du Code du Travail ainsi conçu :

« Postérieurement à la publication du règlement d'administration publique prévu à l'article 74 g ci-dessus, des décrets pris après consultation des syndicats patronaux des professions et des régions intéressées détermineront les délais dans lesquels les dispositions du présent chapitre entreront en vigueur dans les diverses professions ou catégories professionnelles, ou dans une même profession ou catégorie professionnelle, pour certaines régions, ou même pour certains employeurs n'occupant qu'un nombre limité d'ouvriers et d'employés »;

Vu l'article 13 du décret du 14 mars 1933 portant règlement d'administration publique pour l'application aux professions industrielles, commerciales et libérales de la loi du 11 mars 1932;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 1^{er} mars 1935, relatif à la consultation des organisations patronales en vue de déterminer les délais de mise en vigueur de la loi dans un certain nombre de professions;

Vu les réponses des syndicats patronaux des professions intéressées;

Vu les avis des commissions locales des allocations familiales;

Vu l'avis de la Commission supérieure des allocations familiales,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — La date de mise en application de la loi du 11 mars 1932 sur les allocations familiales est fixée au 1^{er} octobre 1935 :

I. Dans toute la France pour les catégories professionnelles suivantes :

Station service.

Marchand au détail d'essence de pétrole, de mazout, d'huiles, de graisses pour voitures automobiles.

Dans le sous-groupe 4 J. c. de la nomenclature des industries et professions de la statistique générale de la France :

N° 4.64 (fabrique d'articles, objets, ustensiles, outils en bois).

N° 4.642 (tonnellerie).

N° 4.646 (fabrique de modèles pour la mécanique, la fonderie).

N° 4.6460 (modeleur s. a. i.).

N° 4.652 (fabrique de grillages, treillages et treillis en bois).

N° 4.654 (fabrique d'archets).

Dans le sous-groupe 5 B. c. (transports maritimes).

N° 5.6 (navigation maritime).

N° 5.60 (marins s. a. i.).

N° 5.61 (compagne de navigation).

N° 5.62 (remorquage en mer).

(') Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(') J. O. du 30 juillet 1935, p. 8279.

II. Dans les départements autres que la Seine et Seine-et-Oise pour les catégories professionnelles suivantes :

Marchands au détail de combustibles livrant leurs marchandises par moyens de transport hippomobiles ou automobiles.

Dans le sous-groupe 4 B. h. de la nomenclature :

N° 4.185 (préparation de triperie, à l'exception des entreprises vendant au public au détail).

N° 4.19 (charcuterie, à l'exception des entreprises vendant au public au détail).

III. Dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise pour la catégorie professionnelle suivante :

Dans le sous-groupe 6 A. c. de la nomenclature :

N° 6.215 (marchand de lait, laitier).

ART. 2. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 26 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

L-O. FROSSARD.

DÉCRET DU 27 JUILLET 1935 ⁽¹⁾

modifiant les dispositions du décret du 26 juillet 1933 limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la chaussure du département des Bouches-du-Rhône.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret du 26 juillet 1933 sus-visé fixant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans l'industrie de la chaussure dans le département des Bouches-du-Rhône sont modifiées ainsi qu'il suit :

Art. 2. — Pour les travailleurs en chaussures tressées et sandales avec semelles de chanvre tressées (espadrilles), le taux actuellement fixé à 15 p. 100 est maintenu.

Pour les autres chaussures, le taux de main-d'œuvre étrangère autorisée actuellement fixé à 30 p. 100 est fixé à :

25 p. 100 à partir du 1^{er} août 1935 et à 20 p. 100 à partir du 1^{er} mai 1936.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret seront applicables à partir du 1^{er} août 1935.

(1) J. O. du 1^{er} août 1935.

DÉCRET DU 27 JUILLET 1935 (*)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics dans le département de la Seine-et-Marne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés, dans le département de Seine-et-Marne, par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage des parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiments, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima des travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel occupé dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés dans ces entreprises.

Les mêmes proportions devront être observées pour la partie de l'effectif de l'entreprise ou des professions considérées qui est occupé sur chacun des chantiers, ateliers et autres lieux de travail, situés en dehors du siège de l'entreprise, lorsque cette partie atteint ou dépasse les effectifs minima fixés dans la dernière colonne du tableau (*).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables dès son insertion au *Journal officiel* et n'auront effet que jusqu'au 1^{er} juillet 1936.

.....

(1) *J. O.* du 1^{er} août 1935.

(2) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

TABEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics situées dans le département de Seine-et-Marne.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.	MINIMUM EXIGÉ DE TRAVAILLEURS pour que la même proportion soit applicable dans chacun des ateliers et chantiers et autres locaux de travail situés en dehors du siège de l'entreprise
I. Entreprises de terrassement. — Chef d'équipe, cabot, terrassier, puisatier, mineur boiseur, dresseur et poseurs de rails, batteurs de pieux.....	15 p. 100	25
II. a. Entreprises de maçonnerie. — Maçon limousinait, garçon limousinait et garçon maçon, bardeur, garçon de relais, poseur, scieur de pierre tendre, pinceur travailleur de pierre au chantier, ravaleur briqueteur, aide-briqueteur, appliqueur d'enduit métallique, enduiseur mouchetiqueur, tourneur de treuil, gardien de nuit, gardien de rue.....	<i>Idem.</i>.....	20
b. Entreprises de travaux en ciment. — Compagnon cimentier, garçon cimentier.....	30 p. 100	20
III. Entreprises de serrurerie, construction métallique et charpente en fer :		
a. Entreprises de serrurerie et construction métallique. — Traceur et chef d'équipe, forgeron d'atelier, frappeur, serrurier, ajusteur, ferreur, perceur, reproducteur, poinçonneur et cisailleur, riveur, manoeuvre, homme de ville, poseur de sonnettes et de cordons mécaniques, rampiste.....	5 p. 100	15
b. Entreprises de charpente en fer. — Chef d'équipe, levageur, charpentier levageur, grillageur.....	<i>Idem.</i>.....	15
IV. Entreprises de charpente en bois. — Charpentier qualifié.....	<i>Idem.</i>.....	10
V. a. Entreprises de menuiserie. — Menuisier, parqueteur.	<i>Idem.</i>.....	"
b. Entreprises de parquets. — Replanisseur de parquets.	10 p. 100	10
VI. a. Entreprises de fumisterie du bâtiment. — Compagnon fumiste en bâtiment, garçon fumiste, tôlier fumiste, aide-tôlier fumiste.....	<i>Idem.</i>.....	10
b. Entreprise de fumisterie industrielle. — Compagnon fumiste, briqueteur industriel, aide-briqueteur industriel.....	<i>Idem.</i>.....	"
VII. Entreprises de chauffage (bâtiments). — Monteur spécialiste, aide-monteur.....	<i>Idem.</i>.....	"
VIII. a. Entreprises de peinture. — Peintre en bâtiment peintres en décors, colleur fournissant les outils, fûteur, peintre en lettres, enduiseur.....	<i>Idem.</i>.....	"
b. Entreprises de ravalement. — Badigeonneur, échafaudageur, peintre pour ravalement.....	<i>Idem.</i>.....	"
c. Entreprises de vitrerie. — Vitrier.....	<i>Idem.</i>.....	"
IX. Entreprises de miroiterie. — Premier ouvrier chef de chantier, second ouvrier qualifié.....	<i>Idem.</i>.....	"

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.	MINIMUM EXIGÉ DE TRAVAILLEURS pour que la même proportion soit applicable dans chacun des ateliers et chantiers et autres locaux de travail situés en dehors du siège de l'entreprise.
X. a. <i>Entreprises de pavage et granit.</i> — Compagnon paveur en pierre et en bois, dresseur, aide-paveur et manutentionnaire de dépôt, piqueur de grès ou de granit.....	20 p. 100	"
b. <i>Entreprises d'asphalte :</i> ouvrier tireur de rateau, pointeur, pilonneur, rouleur, manœuvre.....	<i>Idem.</i>.....	"
c. <i>Entreprises de bitume de travaux publics.</i> — Bitumeur applicateur d'asphalte coulé, garçon applicateur et verseur.....	<i>Idem.</i>.....	"
d. <i>Entreprises de béton de travaux publics.</i> — Bétonnier metteur en forme, aide-bétonnier.....	<i>Idem.</i>.....	"
XI. <i>Entreprises de marbrerie du bâtiment et marbrerie funéraire.</i> — Ouvrier marbrier et polisseur qualifié sachant travailler sur plans, ouvrier marbrier polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier.....	10 p. 100	"
XII. a. <i>Entreprises de mosaïque, carrelage.</i> — Compagnon mosaïste d'atelier pouvant faire le travail qui se présente et travaillant toute matière.....	15 p. 100	"
b. Compagnon mosaïste de chantier pouvant faire le sol et l'élevation, petit compagnon mosaïste ne pouvant faire que le sol.....	20 p. 100	"
c. Manœuvre mosaïste, garçon carreleur, faïencier qualifié, compagnon carreleur, faïencier.....	10 p. 100	"
d. Graniteurs	50 p. 100	"
XIII. <i>Entreprises de couverture, de plomberie, gaz, canalisation sanitaire.</i> — Compagnon plombier, couvreur-zingueur et gazier, aide-plombier, gardien de rue.....	5 p. 100	"
XIV. <i>Entreprises de fontaines.</i> — Ajusteur, fontainier, plombier, poseur de fonte, aide-plombier, poseur de fonte, maçon fontainier, manœuvre ou garde-trappe.....	<i>Idem.</i>.....	"
XV. <i>Entreprises de démolition.</i> — Chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon.....	30 p. 100	"
XVI. <i>Entreprises de carton-pierre et staff.</i> — Architecturier faisant la maquette, mouleur, poseur de staff et de carton-pierre, estampeur, staffeur.....	10 p. 100	"
XVII. <i>Entreprise de stuc.</i> — Compositeur de stuc, stucateur, polisseur de stuc, aide-stucateur.....	5 p. 100	"
XVIII. <i>Entreprises d'électricité de bâtiment.</i> — Monteur électricien, spécialiste en téléphone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonnerie). — Aide-monteur électricien.....	<i>Idem.</i>.....	"
XIX. <i>Professions diverses :</i>		
a. Coupeurs et sertisseurs en vitraux.....	<i>Idem.</i>.....	"
b. Sculpteurs en bâtiment.....	15 p. 100	"
c. Parqueteurs sans joints, applicateurs.....	<i>Idem.</i>.....	"
XX. <i>Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus :</i> dessinateurs, commis dessinateurs, commis de chantiers, métreurs en bâtiment, ingénieur, conducteur de travaux.....	5 p. 100	

DÉCRET DU 27 JUILLET 1935 (1)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie de la tannerie et de la mégisserie dans le département du Nord.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 2 du décret du 26 juillet 1933 susvisé, fixant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être occupée dans l'industrie de la tannerie et de la mégisserie du département du Nord, ainsi conçue :

Art. 2. — La proportion de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans chaque établissement ou partie d'établissement et pour chacune des catégories ci-après, est fixée comme suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans l'établissement, la partie d'établissement ou la catégorie :

CATÉGORIES.	TAUX.
Travailleurs de tannerie.....	75 p. 100 canton de Roubaix-Tourcoing-Lannoy. 30 p. 100 canton de Saint-Amand. 20 p. 100 canton de Quesnoy-sur-Deule (sauf la commune de Commines). 15 p. 100 le reste de l'arrondissement. 5 p. 100 le reste du département (sauf les communes de Vieux-Condé et de Comines).
Travailleurs de mégisserie.....	28 p. 100 canton de Roubaix-Tourcoing-Lannoy. 5 p. 100 le reste du département.

sont remplacées par les suivantes :

Art. 2. — La proportion de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans chaque établissement ou partie d'établissement et pour chacune des catégories ci-après, est fixée comme suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans l'établissement, la partie d'établissement ou la catégorie :

CATÉGORIES.	RÉGIONS.	PROPORTIONS	
		À PARTIR du 1 ^{er} août 1938.	À PARTIR du 1 ^{er} février 1938.
		p. 100.	p. 100.
Tanneries et tanneries corroïeries.....	Cantons de Condé-sur-Escaut et commune de Mouvaux.....	70	65
	Commune de Lys-les-Lannoy, Tourcoing et Watrelos.....	65	60
	Reste des cantons de Roubaix, Tourcoing, Lannoy et commune de Commines.....	50	40
	Cantons de Saint-Amand.....	25	20
	Reste du canton de Quesnoy-sur-Deule.....	15	10
	Reste de l'arrondissement de Lille.....	10	8
	Reste du département.....	4	4
Mégisserie.....	Cantons de Roubaix, Tourcoing et Lannoy.....	30	15
	Reste du département.....	5	5

(1) J. O. du 1^{er} août 1935.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret seront applicables à partir du 1^{er} août 1935.

DÉCRET DU 27 JUILLET 1935 (1)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie des cuirs et peaux (industries diverses) dans le département du Nord.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 2 du décret du 26 juillet 1933 susvisé, fixant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être occupés dans l'industrie des cuirs et peaux (industries diverses) du département du Nord, ainsi conçues :

Art. 2. — La proportion de travailleurs de nationalité étrangère susceptible d'être occupée dans chaque établissement ou partie d'établissement ou pour chacune des catégories ci-après, est fixée comme suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans l'établissement, la partie d'établissement ou la catégorie :

CATÉGORIES.	TAUX.
Travailleurs en sellerie, bourrellerie ou de la fabrication de courroies de transmission	55 p. 100, cantons de Roubaix, Tourcoing, Lannoy. 15 p. 100 le reste de l'arrondissement de Lille. 5 p. 100 le reste du département.
Travailleurs de la fabrication d'articles en cuir, de chasse, sport, équipement militaire, colliers de chiens.....	10 p. 100.
Travailleurs en malles, mallettes, sacs, troussees et autres articles de voyage en cuir ou en succédanés du cuir.....	20 p. 100 jusqu'au 1 ^{er} janvier 1934. 15 p. 100 à partir du 1 ^{er} janvier 1934.
Travailleurs en gainerie ou maroquinerie.....	33 p. 100 jusqu'au 1 ^{er} avril 1934.
Travailleurs en ganterie de peau.....	25 p. 100 à partir du 1 ^{er} avril 1934. 10 p. 100.

sont remplacées par les suivantes :

Art. 2. — La proportion de travailleurs de nationalité étrangère susceptible d'être occupée dans chaque établissement ou partie d'établissement ou pour chacune des catégories ci-après, est fixée comme suit,

(1) J. O. du 1^{er} août 1935.

par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans l'établissement, la partie d'établissement ou la catégorie :

CATÉGORIES.	PROPORTIONS.	
	1 ^{er} août 1933.	1 ^{er} février 1926.
	p. 100.	p. 100.
Corroieries (ne faisant pas la tannerie), fabriques de courroies de transmissions, selleries et bourrellerie :		
Canton de Roubaix	30	25
Canton de Tourcoing et de Lille.....	15	12
Reste du département.....	5	"
Travailleurs de la fabrication d'articles en cuir (de chasse, sport, équipement militaire, colliers de chiens).....	10	"
Travailleurs en malles, sacs, troussees et autres articles de voyage en cuir ou succédanés.....	10	"
Travailleurs en gainerie ou maroquinerie.....	10	"
Travailleurs en ganterie de peaux.....	10	"

ART. 2. — Les dispositions du présent décret seront applicables à partir du 1^{er} août 1935.

DÉCRET DU 25 JUILLET 1935⁽¹⁾

sur le salaire des ouvriers exécutant à domicile des travaux rentrant dans l'industrie du vêtement.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu l'article 33 m) de la Section I du chapitre 1^{er} du Titre III du Livre 1^{er} du Code du Travail, conçu comme suit :

« Les dispositions des articles 33 a, b, c, d, e, f, g, h, i, j, k, l, pourront, après avis du Conseil Supérieur du Travail, et en vertu d'un règlement d'administration publique, être rendues applicables à des ouvrières ou des ouvriers appartenant à d'autres industries non visées à l'article 33 » ;

Vu l'avis émis par le Conseil Supérieur du Travail, au cours de sa trente-huitième session ordinaire, le 20 novembre 1934;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions des articles 33 a, b, c, d, e, f, g, h, i, j, k, l, de la section I du chapitre premier du titre III du livre I^{er} du Code du travail, sont applicables à tous les ouvriers et ouvrières exécutant à domicile des travaux rentrant dans l'industrie du tissage des tissus dans lesquels la soie ou la rayonne entre dans une proportion de 25 p. 100 au minimum ou dont la chaîne, la trame ou le poil est entièrement en soie ou en rayonne.

(1) J. O. du 11 août 1935.

ART. 2. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 25 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

L.-O. FROSSARD.

DÉCRET DU 4 AOÛT 1935

portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du travail (titre II : Hygiène et sécurité des travailleurs), en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail;

Vu les articles 67, 68 et 69 du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, ainsi conçus :

« Art. 67. — Des règlements d'administration publique déterminent :

« 1^o Les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacuation des poussières et vapeurs, les précautions à prendre contre les incendies, le couchage du personnel, etc.;

« 2^o Au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières relatives soit à certaines professions, soit à certains modes de travail.

« Art. 68. — En ce qui concerne l'application des règlements d'administration publique visés à l'article précédent, les inspecteurs, pour celles des prescriptions de ces règlements pour lesquelles cette procédure aura été prévue, doivent mettre les chefs d'établissement en demeure de se conformer auxdites prescriptions avant de dresser procès-verbal.

« Art. 69. — Cette mise en demeure est faite par écrit sur le registre prévu à cet effet par l'article 90 a. Elle sera datée et signée, indiquera les contraventions constatées et fixera un délai à l'expiration duquel ces contraventions devront avoir disparu. Ce délai, qui ne pourra en aucun cas être inférieur à quatre jours, devra être fixé en tenant compte des circonstances, à partir du minimum établi pour chaque cas par le règlement d'administration publique »;

Vu l'article 186, alinéa 1^{er}, dudit Livre II;

Vu le décret du 1^{er} octobre 1913, portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du Livre II du Code du travail (Titre II : *Hygiène et sécurité des travailleurs*), en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques;

Vu le décret du 10 juillet 1913, modifié par les décrets des 29 mars 1914, 23 octobre 1917, 24 juillet 1930, 24 octobre 1930 et 9 janvier 1934, portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

SECTION I.

GÉNÉRALITÉS.

ARTICLE PREMIER. — Dans les établissements visés à l'article 65 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale qui mettent en œuvre des courants électriques continus ou alternatifs de fréquences

(1) J. O. des 26 et 27 août 1935.

industrielles, les chefs d'établissement, directeurs ou préposés sont tenus, indépendamment des mesures générales prescrites par le décret du 10 juillet 1913, de prendre les mesures particulières de protection énoncées aux articles suivants.

Toutefois, lorsque les travaux sous ou hors tension visés aux articles 32, 34 et 35 ou les travaux visés à l'article 36, alinéa 2, s'ils sont d'ordre électrique, sont confiés à des entreprises étrangères aux établissements où ils sont effectués, c'est à ces entreprises qu'il incombe de prendre les mesures de protection prévues pour ces travaux.

A titre provisoire, le présent décret ne s'applique pas aux chantiers exploités sur cale, en cale sèche ou à flot, pour la construction, l'aménagement, l'entretien ou la réparation de tous navires de marine de guerre ou de commerce; il sera rendu applicable à ces chantiers par un décret spécial, qui déterminera les adaptations ou dérogations pouvant être nécessaires.

Le présent décret ne s'applique pas aux distributions d'énergie électrique réglementées en vertu de la loi du 15 juin 1906.

ART. 2. — Les installations électriques doivent comporter des dispositifs de sécurité en rapport avec la plus grande tension de régime existant entre les conducteurs et la terre.

Dans les installations triphasées, cette tension est évaluée par rapport au point neutre; elle est représentée par $V = \frac{U}{\sqrt{3}}$, la tension U étant la tension efficace entre phases.

Suivant leur tension ainsi définie, les installations électriques sont classées en trois catégories :

Première catégorie.

A. *En courant continu.* — Les installations dans lesquelles la plus grande tension ne dépasse pas 600 volts.

B. *En courant alternatif :*

B₁. Celles pour lesquelles la plus grande tension efficace ne dépasse pas 150 volts;

B₂. Celles pour lesquelles la plus grande tension efficace excède 150 volts sans dépasser 250 volts.

Les installations de première catégorie qui fonctionnent sous une tension ne dépassant pas, soit 50 volts en courant continu, soit la valeur efficace de 24 volts en courant monophasé, soit, en courant triphasé, la valeur efficace de 24 volts entre phases si le neutre n'est pas mis à la terre et de 42 volts entre phases si le neutre est mis à la terre et qui répondent, d'autre part, aux conditions fixées par le premier alinéa de l'article 3, sont dites, pour l'application du présent décret, « à très basse tension ».

Deuxième catégorie.

Les installations dans lesquelles la tension dépasse les limites ci-dessus sans atteindre 60.000 volts en courant continu et 33.000 volts en courant alternatif.

Troisième catégorie.

Les installations dans lesquelles la tension égale ou dépasse 60.000 volts en courant continu et 33.000 volts en courant alternatif.

ART. 3. — Les installations dites à très basse tension ne doivent avoir aucun conducteur sous tension câblé avec d'autres conducteurs

actifs. Elles ne doivent pas non plus être alimentées à partir de tensions plus élevées par l'intermédiaire de résistances ou d'auto-transformateurs.

Lesdites installations ne sont astreintes à aucune des prescriptions qui suivent, à l'exception de celles des articles 8, 19 (alinéa 1^{er}), 23, 24, 25 et 33.

ART. 4. — Dans tout circuit électrique parcouru par des courants de deuxième catégorie aboutissant à un appareil récepteur d'utilisation quelconque, le courant doit pouvoir être coupé simultanément sur tous les pôles ou sur toutes les phases.

Il en est de même lorsqu'il s'agit d'un circuit électrique de première catégorie :

1° Pour tout appareil récepteur autre qu'un appareil d'éclairage et consommant une puissance supérieure à 500 watts;

2° Pour tout appareil récepteur amovible, quelle que soit la puissance ou la nature de l'appareil.

Dans tous les autres cas, les interrupteurs unipolaires seront admis à condition d'être toujours placés sur le conducteur de phase ou sur le conducteur principal.

Les appareils d'interruption seront aisément reconnaissables et disposés de manière à être facilement accessibles.

SECTION II.

ISOLEMENT DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES. — MISES À LA TERRE.

ART. 5. — En vue d'assurer la sécurité des personnes, l'isolement des installations électriques doit être aussi élevé que possible, cette disposition ne s'opposant pas à la mise à la terre éventuelle des points neutres ou des conducteurs neutres.

ART. 6. — Il est interdit d'employer la terre comme partie d'un circuit, cette disposition ne s'opposant pas, éventuellement, de même qu'il est prévu à l'article précédent, à la mise en communication avec le sol des points neutres ou des conducteurs neutres.

ART. 7. — Dans les installations de 1^{re} catégorie B₂ et dans celles de 2^e et 3^e catégorie, on doit relier à la terre :

1° Les bâtis et pièces conductrices des machines et appareils non parcourus par le courant;

2° Les armures et enveloppes métalliques des canalisations;

3° Les pylônes et poteaux métalliques;

4° D'une façon générale, toutes les pièces conductrices, notamment les pièces d'appareillage, les dispositifs métalliques de protection, qui risquent d'être accidentellement soumises à la tension et qui ne seraient pas hors de la portée de la main.

Exception est faite, en dehors du cas où il s'agit des locaux très conducteurs visés à l'article 20, pour les machines et appareils établis sur un support isolant et entourés d'un plancher de service non glissant, isolé du sol et assez développé pour qu'il ne soit pas possible de toucher à la fois la machine ou appareil et un corps conducteur quelconque relié au sol.

ART. 8. — Dans les zones particulièrement exposées aux effets de la

foudre, toute installation comportant des lignes aériennes doit être suffisamment protégée contre les décharges atmosphériques.

ART. 9. — Les conducteurs de terre doivent avoir des sections appropriées aux intensités des courants susceptibles de les traverser sans que ces sections puissent être inférieures à 28 millimètres carrés si les conducteurs sont en cuivre et à 50 millimètres carrés s'ils sont en fer.

Ils doivent être mis à l'abri des dégradations mécaniques et chimiques.

Aucun fusible ou organe de disjonction automatique ne doit être intercalé sur le conducteur de terre.

Les connexions du conducteur de terre avec la prise de terre doivent être faites de manière à ne pas risquer de se desserrer ou de se détacher.

Quand les conducteurs de terre s'appuient à une paroi de bâtiment ou la traversent, ils doivent en être séparés par un support isolant.

Les prises de terre, qui peuvent être simples ou multiples, doivent être distinctes pour les mises à la terre respectives :

1° Des masses métalliques, des bâtis de machines, des pylônes, des fils de terre autres que le fil neutre, etc., pris dans leur ensemble;

2° Des parafoudres de chaque catégorie;

3° Des points et conducteurs neutres de chaque catégorie.

Toutefois, lorsque la constitution de prises de terre distinctes pour les différentes mises à la terre présentera des difficultés, les terres du 1° et celles des parafoudres 2° des diverses catégories pourront être réalisées à l'aide d'une ou plusieurs prises de terre communes, à condition que les lignes de terre correspondant à chaque groupe dans chaque catégorie soient maintenues séparées et isolées jusqu'à la prise de terre commune.

Les prises de terre doivent être éloignées le plus possible les unes des autres, la distance des éléments de deux prises de terre ne devant jamais être inférieure à 3 mètres.

Les prises de terre doivent être constituées par des plaques, tubes, piquets, câbles, rubans, grillages ou autres conducteurs en métal de nature choisie et de dimensions suffisantes pour résister à l'action destructive du sol.

Les prises de terre ne doivent jamais être constituées par une pièce métallique simplement plongée dans l'eau. Elles doivent toujours être, au moins partiellement, enfouies dans des terrains de préférence humides.

Leur résistance doit être aussi faible que possible et maintenue inférieure à une certaine limite appropriée à chaque cas.

ART. 10. — Dans tous les cas où l'installation comporte l'usage d'un conducteur compensateur (dans les installations à courant continu) ou neutre (dans les installations à courant alternatif), comme partie d'un circuit, ce conducteur doit nettement être différencié des autres conducteurs par sa couleur; les jonctions et prises de courant doivent être construites de manière à empêcher matériellement de relier ou de mettre en contact par mégarde ce conducteur avec l'un des conducteurs actifs d'alimentation.

SECTION III.

CANALISATIONS.

ART. 11. — Les enveloppes des conducteurs recouverts doivent être convenablement isolantes.

Les conducteurs de 2° et de 3° catégorie doivent être suffisamment écartés des autres canalisations et des masses métalliques telles que piliers ou colonnes, gouttières, tuyaux de descente.

Les conducteurs et leurs supports doivent avoir une résistance mécanique suffisante pour exclure tout danger de rupture, de relâchement ou de chute des fils.

Les conducteurs établis à l'extérieur des bâtiments devront toujours se trouver à l'abri de tout contact fortuit.

ART. 12. — Dans les installations de 2° ou de 3° catégorie, les canalisations souterraines doivent comporter une chemise en plomb sans soudure, convenablement protégée contre les détériorations d'ordre mécanique, soit par construction (armure d'acier par exemple), soit par le mode d'installation (caniveau, etc.) et leurs spécifications doivent être conformes aux meilleurs modèles connus. Les câbles doivent, autant que possible, être mis à l'abri de l'humidité. Ils doivent être convenablement éloignés des canalisations d'eau, de gaz, d'air comprimé, de téléphone ou autres canalisations.

ART. 13. — Dans les cas exceptionnels où des conducteurs nus autres que des lignes de terre, appartenant à une installation de 1° catégorie, sont établis à l'intérieur de locaux et sont à portée de la main, ils doivent être signalés à l'attention par une marque bien apparente; l'abord en est défendu par un dispositif de garde. Au cas où cette dernière mesure ne pourrait être appliquée (pour certaines lignes de contact par exemple), les conducteurs nus doivent pouvoir être coupés de la distribution, si les besoins du service obligent à s'en approcher de façon dangereuse.

Les conducteurs nus de 2° catégorie établis à l'intérieur de locaux doivent être protégés par un grillage ou par un écran placé à une distance qui, en aucun cas, ne pourra être inférieure à 30 centimètres.

Cette protection sera établie pour toutes parties de conducteurs dont la distance, par rapport au sol, plancher ou passage, ne sera pas supérieure à 2 mètres.

Toutefois, pour les installations existantes où cette distance de 30 centimètres est irréalisable, elle pourra, en attendant leur reconstruction, être réduite à 10 centimètres, si la tension des conducteurs, telle qu'elle est définie à l'article 2, ne dépasse pas 4.000 volts, à 15 centimètres, si la tension excède 4.000 volts sans dépasser 10.000 volts et à 20 centimètres si la tension excède 10.000 volts sans dépasser 20.000 volts.

La largeur des passages d'accès ménagés entre les grillages ou écrans eux-mêmes, aussi bien qu'entre ceux-ci et les parois de la construction, ne doit pas être inférieure à 80 centimètres.

Cependant, dans les installations existantes où cette largeur est irréalisable, elle peut, en attendant leur reconstruction, être réduite à 75 centimètres, sous réserve que cette réduction de largeur ne se produise que sur des longueurs ne dépassant pas 30 centimètres.

Les conducteurs nus de 3° catégorie établis à l'intérieur de locaux et qui ne sont pas situés à 4 mètres de hauteur au moins doivent être protégés par des garde-corps placés à une distance horizontale minimum en rapport avec la tension, mais jamais inférieure à 2 mètres.

V étant la tension, telle qu'elle est définie à l'article 2, exprimée en kilovolts, la protection peut être réalisée, au lieu de garde-corps, par des grillages ou écrans, à condition que la distance minimum entre les conducteurs nus et les grillages ou écrans, exprimée en centimètres, soit au moins égale à $1,73 V$.

La largeur des passages d'accès, ménagés entre les garde-corps eux-mêmes aussi bien qu'entre ceux-ci et les parois de la construction, ne doit pas être inférieure à 1 mètre.

En cas d'emploi de grillages ou écrans comme dispositifs de protection, le minimum de largeur est fixé à 80 centimètres.

ART. 14. — A l'intérieur des locaux, il est interdit d'entreposer au voisinage des conducteurs nus sous tension, des objets de dimensions telles que leur manipulation puisse créer des contacts dangereux.

SECTION IV.

MACHINES, TRANSFORMATEURS, TABLEAUX, APPAREILS, LAMPES ÉLECTRIQUES.

ART. 15. — Les machines, transformateurs et appareils de 2^e et de 3^e catégorie ne doivent être accessibles qu'au personnel qui en a la charge.

Si ces machines, transformateurs et appareils sont installés dans un local non gardé, ce local doit être fermé à clé et ne peut être ouvert que par ordre du chef de service ou par les préposés à ce désignés; l'entrée doit en être interdite à toute autre personne.

S'ils se trouvent dans un local ayant en même temps une autre destination, la partie du local qui leur est affectée est rendue inaccessible par un garde-corps ou un dispositif équivalent; une mention indiquant le danger doit être affichée en évidence.

Les pièces nues sous tension des machines ou appareils de 1^{re} catégorie B₂, de 2^e ou de 3^e catégorie, situées à portée de la main, doivent être disposées ou protégées de façon à être soustraites à tout contact fortuit.

ART. 16. — Sur les tableaux de distribution, les conducteurs doivent présenter les résistances d'isolement et les écartements propres à éviter tout danger.

En ce qui concerne les tableaux de distribution des installations de 2^e ou de 3^e catégorie, il est pris en outre les dispositions suivantes:

Le plancher de service sur la face avant des tableaux (celle où se trouvent les poignées de manœuvre et les instruments de lecture) doit être isolé électriquement et établi dans les conditions prescrites par l'article 7, dernier alinéa.

Quand des pièces métalliques sous tension sont établies à découvert sur la face arrière du tableau, un passage entièrement libre de 1 mètre de largeur et de 2 mètres de hauteur au moins est réservé derrière lesdites pièces métalliques.

L'accès de ce passage est défendu par une porte fermant à clé, laquelle ne peut être ouverte que par ordre du chef de service ou par ses préposés à ce désignés; l'entrée en est interdite à toute autre personne.

Si l'on a installé, sur la face arrière du tableau, des garde-corps, des grillages ou des écrans pour protéger le personnel contre tout contact accidentel avec des pièces métalliques sous tension placées à découvert, les dispositions de l'article 13 sont applicables aux distances entre ces garde-corps, grillages ou écrans et lesdites pièces métalliques ainsi qu'à la largeur du passage libre.

A défaut de l'un de ces dispositifs de protection, un plancher de service isolant et non glissant doit être établi sur la face arrière du tableau.

Lorsque les tableaux comportent des cellules, il doit être apposé sur les grillages ou écrans de fermeture de ces cellules, des inscriptions très visibles mentionnant l'interdiction d'ouvrir tant que les conducteurs qui contiennent lesdites cellules sont sous tension; à défaut de ce procédé, on doit faire emploi d'un autre procédé donnant une sécurité équivalente.

Les dispositions des alinéas 3 et 4 du présent article sont applicables aux tableaux de distribution des installations de 1^{re} catégorie B₂.

Sur les tableaux de distribution, les conducteurs et appareils de 1^{re} catégorie B₂, de 2^e et de 3^e catégorie, doivent être nettement différenciés entre

eux et des autres conducteurs et appareils par une marque très apparente, une couche de peinture par exemple.

ART. 17. — Les parties sous tension des douilles et lampes à incandescence doivent être protégées contre tout contact accidentel avec les personnes, lorsque ces lampes sont en place.

Dans les installations de 1^{re} catégorie B₂, les douilles à interrupteur sont interdites.

Dans les douilles à vis, la pièce de contact centrale doit être raccordée au conducteur présentant normalement la plus grande différence de potentiel par rapport au sol.

Lorsque les lampes suspendues comportent des réglages en hauteur, il doit être utilisé à cet effet un système à contrepoids ou équivalent.

ART. 18. — Les salles des machines génératrices d'électricité et les sous-stations doivent être munies d'un éclairage de secours continuant à fonctionner en cas d'arrêt du courant.

SECTION V.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À CERTAINS LOCAUX ET EMPLACEMENTS DE TRAVAIL.

ART. 19. — Dans les locaux spécialement destinés aux accumulateurs, dans les ateliers qui contiennent des corps explosifs et dans ceux où il peut se produire soit des gaz détonants, soit des poussières inflammables, il est interdit d'établir des machines électriques à découvert, des lampes à incandescence non munies de double enveloppe, des lampes à arc ou aucun appareil pouvant donner lieu à des étincelles, sans qu'ils soient pourvus d'une enveloppe de sûreté les isolant de l'atmosphère du local. Toutefois, cette dernière interdiction ne s'applique pas, dans les locaux spécialement destinés aux accumulateurs, aux bancs de charge destinés à charger des accumulateurs portatifs.

La ventilation des locaux spécialement destinés aux accumulateurs doit être suffisante pour assurer l'évacuation continue des gaz dégagés.

Les éléments d'accumulateurs doivent être isolés du bâti qui les supporte et celui-ci de la terre par des isolants ne retenant pas l'humidité. Les batteries d'accumulateurs donnant plus de 150 volts doivent être entourées d'un plancher de service isolant, établi dans les conditions prescrites par l'article 7, dernier alinéa.

ART. 20. — Sur les emplacements de travail découverts et dans les locaux où le sol et les parois sont très conducteurs, soit par construction, soit par suite de dépôts salins résultant de l'exercice même de l'industrie ou par suite de l'humidité, il est interdit d'établir, à la portée de la main des conducteurs nus ou des appareils placés à découvert.

Pour la manœuvre des appareils, les ouvriers devront être convenablement isolés du sol.

Le support des douilles de lampes doit être entièrement en porcelaine ou en matière isolante équivalente. Les douilles à interrupteur, même dans les installations de la 1^{re} catégorie B₂, et les abat-jour métalliques sont interdits, ainsi que les lampes suspendues comportant des réglages en hauteur. Si les lampes sont munies de grillages de protection, ceux-ci doivent être fixées sur le support isolant des douilles.

ART. 21. — Dans les locaux et sur les emplacements de travail visés à

l'article précédent, les mises à la terre prescrites par l'article 7 sont applicables même aux installations de la 1^{re} catégorie B.

Il en est de même dans les cuisines pour tout appareil de cuisine électrique d'une puissance supérieure à 1 kilowatt.

ART. 22. — Dans les locaux où, par suite de l'humidité, de l'imprégnation par des liquides conducteurs ou du dégagement de vapeurs corrosives, il ne serait pas possible de maintenir les installations électriques à un degré d'isolement compatible avec la sécurité des personnes, il devra être fait usage de la très basse tension, au moins pour les parties de ces installations qui présentent des conducteurs ou appareils accessibles.

SECTION VI.

MESURES À PRENDRE CONTRE LE DANGER D'INCENDIE.

ART. 23. — Les canalisations doivent être construites selon les meilleures règles de l'art, de telle façon que la densité de courant qui les traverse en chaque point ne puisse pas être dangereuse par leur échauffement.

Aucun appareil générateur ou récepteur fixe, y compris ses organes de démarrage, ne doit être installé au voisinage immédiat de matières combustibles. Les appareils qui ne pourraient pas répondre à cette condition devront être protégés par un coffrage en matière incombustible.

Les lampes à incandescence placées à proximité de matières facilement inflammables doivent être pourvues de globes, treillis ou dispositifs analogues empêchant leur contact accidentel avec ces matières.

ART. 24. — Des dispositions doivent être prises pour éviter les effets d'échauffement anormal des conducteurs à l'aide de coupe-circuits ou autres dispositifs équivalents.

Les fusibles ne doivent pas permettre la projection de matières en fusion.

Les appareils de disjonction ne doivent pas pouvoir provoquer d'arcs permanents.

Lorsqu'il est fait usage d'appareils électriques dans l'huile, toutes dispositions doivent être prises, si une quantité importante d'huile est susceptible de se répandre accidentellement, pour que, éventuellement, l'huile répandue soit canalisée en vue de son évacuation rapide. Cette prescription ne s'applique pas aux rhéostats de démarrage et aux self-inductances équipés avec un relais thermique provoquant, en cas d'échauffement dangereux, soit le débranchement de l'appareil, soit une signalisation acoustique à portée du personnel.

ART. 25. — Des sacs ou seaux remplis de sable propre et sec en quantité suffisante, ou des extincteurs de nature et de capacité appropriée doivent être placés dans des endroits convenablement choisis pour que tout commencement d'incendie d'origine électrique puisse être rapidement et efficacement combattu, dans l'intérêt du sauvetage du personnel.

SECTION VII.

APPAREILS AMOVIBLES.

ART. 26. — Les appareils électriques amovibles (transformateurs, machines, lampes, etc.), alimentés par des canalisations souples, ne peuvent être employés que dans les installations de la 1^{re} catégorie.

Pour les machines-outils portatives à main, les prescriptions de l'article 7 relatives aux pièces conductrices à mettre à la terre sont applicables sous toute tension autre que la très basse tension. Toutefois, par dérogation aux prescriptions de l'article 9, alinéa 1^{er}, la section des fils de terre pourra ne pas dépasser celle des fils d'alimentation avec minimum de 1 millimètre carré.

Pour toute installation fixe comportant à titre normal l'emploi de machines-outils portatives à main la mise à la terre visée à l'alinéa précédent doit être réalisée automatiquement avant la mise sous tension.

Les lampes à main baladeuses doivent être munies d'un manche isolant; toutes les parties métalliques de la douille et la lampe elle-même doivent être soustraites à tout contact fortuit par un organe protecteur suffisamment résistant et efficace; cet organe protecteur doit être fixé sur le manche isolant ou sur le support isolant de la douille.

Les conducteurs souples ne doivent pas avoir à subir d'efforts de traction nuisibles ni être exposés, à leur point d'insertion dans les appareils ou prises de courant, à subir des flexions de nature à en détériorer l'isolant. Ils ne doivent pas comporter d'armure métallique.

Les conducteurs souples pour lampes baladeuses et moteurs doivent comporter une gaine de caoutchouc vulcanisé enrobant tous les conducteurs; l'épaisseur et la qualité de cette gaine doivent être telles qu'elles en assurent la bonne conservation de l'isolement eu égard aux conditions d'emploi.

Les dispositions des deux précédents alinéas sont applicables à la partie normalement accessible des conducteurs utilisés pour la suspension des lampes mobiles d'atelier autres que les lampes à tirage. Si ces lampes comportent des réflecteurs métalliques ou des grillages de protection, ils devront être fixés sur un support les isolant des douilles.

Pour les prises de courant, la partie femelle doit toujours être placée du côté du circuit d'alimentation et la partie mâle du côté de l'appareil amovible.

Les prises de courant construites pour recevoir un fil relié à la terre ne doivent pas permettre de mettre en contact par mégarde ce fil avec l'un des conducteurs actifs d'alimentation.

ART. 27. — L'emploi des lampes baladeuses et des machines-outils portatives à main est interdit dans les endroits très conducteurs, à moins qu'il ne soit fait usage de la très basse tension. Cette interdiction s'applique tout particulièrement à la visite, à la réparation ou au nettoyage intérieur de chaudières et cuves métalliques ou autres travaux analogues qui mettent l'ouvrier en contact avec de grandes masses métalliques.

SECTION VIII.

VOISINAGE DE CONDUCTEURS D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE AVEC DES LIGNES DE TÉLÉCOMMUNICATION.

ART. 28. — Le voisinage de conducteurs d'énergie électrique de première catégorie avec des lignes de télécommunication (lignes télégraphiques, téléphoniques ou toute autre ligne de signalisation) doit, autant que possible, être évité.

Dans le cas de parallélisme, la distance des deux sortes de canalisations doit être fonction de la tension. Aucun parallélisme ne doit être établi sur des parois combustibles ou conductrices à moins que les canalisations soient très fortement isolées par rapport à la paroi qui les supporte.

Les croisements doivent être réalisés selon les meilleures règles de l'art.

Dans le cas de la deuxième et de la troisième catégorie, le voisinage avec des lignes de télécommunication doit être rigoureusement évité.

ART. 29. — Lorsque des lignes de télécommunication, établies en vue de la sécurité de l'exploitation électrique, sont montées en tout ou en partie de leur longueur sur les mêmes supports qu'une ligne électrique de deuxième ou de troisième catégorie, elles doivent toujours être placées au-dessous des conducteurs d'énergie électrique; elles sont soumises aux prescriptions de l'article 11 (alinéas 2, 3, 4) et à celles des articles 32, 34, 35 et 36 en tant qu'elles sont applicables aux installations de deuxième et de troisième catégorie.

Les postes de communication, les appareils de manœuvre et d'appel de ces lignes, doivent être disposés de telle manière qu'il ne soit possible de les utiliser ou de les manœuvrer qu'en se trouvant dans les meilleures conditions d'isolement par rapport à la terre, à moins que leurs appareils ne soient disposés de manière à assurer l'isolement de l'opérateur par rapport à la ligne.

SECTION IX.

SURVEILLANCE ET ENTRETIEN DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES. — TRAVAUX À PROXIMITÉ DES CONDUCTEURS. — MATÉRIEL D'ISOLEMENT POUR PARER AUX ACCIDENTS.

ART. 30. — Les installations doivent être maintenues en bon état d'isolement et d'entretien.

Les défauts d'isolement doivent être réparés aussitôt qu'ils se sont manifestés.

ART. 31. — Dans tout établissement dont les installations électriques comportent un personnel spécialisé, un agent compétent doit être expressément chargé de la surveillance et de l'entretien de ces installations.

Tout incident survenu dans le fonctionnement des installations doit être porté sans retard à sa connaissance.

Le nom et la qualité de cet agent doivent être inscrits sur le registre prévu à l'article 37, dernier alinéa.

ART. 32. — Aucun travail ne doit être exécuté sous tension à moins que les conditions d'exploitation ne rendent impossible la mise du circuit hors tension. Les mesures ci-après sont alors obligatoires :

a. Employer un personnel compétent et avoir pris des précautions suffisantes pour assurer la sécurité de l'opérateur;

b. Dans les cas très exceptionnels où il s'agira d'installation de deuxième ou de troisième catégorie, n'effectuer le travail que sur l'ordre exprès du chef de service (qui sera donné par écrit, sauf en cas d'urgence) et en présence d'un surveillant qualifié.

Le remplacement d'une lampe à incandescence ou d'un fusible de première catégorie ne constitue pas un travail sous tension au sens du présent article. Toutefois, sur les emplacements de travail découverts et dans les locaux très conducteurs visés à l'article 20, ce remplacement doit se faire hors tension, sauf nécessité de service, et, dans ce cas, doit donner lieu à toutes précautions d'isolement nécessaires à la sécurité de l'opérateur.

ART. 33. — Sauf dans le cas de force majeure, tout travail sous tension et même le simple remplacement d'une lampe ou d'un fusible, sont interdits dans les locaux à danger d'explosion visés à l'article 19.

ART. 34. — Les mesures qui sont imposées dans le cas de travaux sous tension doivent être prises toutes les fois qu'il s'est produit un court-circuit ou un autre incident tel que l'on ne soit pas certain que les parties sur lesquelles on travaille soient mises hors tension.

ART. 35. — Pour l'exécution de travaux hors tension, on doit avoir au préalable coupé les lignes de part et d'autre de la section à réparer ou la canalisation d'amenée de courant. La communication ne peut être rétablie que sur l'ordre exprès du chef de service ou de son préposé et après que celui-ci s'est assuré personnellement ou a été dûment avisé par chacun des chefs d'équipe que le travail est terminé et que tous les ouvriers intéressés ont été prévenus que le courant allait être rétabli.

S'il s'agit d'installations de deuxième ou de troisième catégorie, la coupure de la ligne doit être maintenue, pendant toute la durée du travail, par un dispositif tel que le courant ne puisse être rétabli que sur l'ordre exprès du chef de service ou de son préposé.

ART. 36. — Il est interdit de faire exécuter des élagages ou des travaux analogues pouvant mettre directement ou indirectement le personnel en contact avec des conducteurs de deuxième ou de troisième catégorie sous tension, sans avoir pris des précautions suffisantes pour assurer la sécurité du personnel par des mesures efficaces d'isolement.

Dans l'exécution de tous autres travaux au voisinage de conducteurs nus sous tension, des précautions appropriées doivent être prises pour éviter un contact accidentel, direct ou indirect, avec ces conducteurs.

ART. 37. — Un ordre de service doit imposer l'obligation :

a. Aux préposés à la conduite des machines et appareils électriques de procéder fréquemment à l'examen des connexions des conducteurs de terre des bâtis et pièces conductrices des machines et à l'examen des conducteurs souples des appareils amovibles et de leurs fiches de prise de courant;

b. A un préposé expressément désigné à cet effet, dans les installations de 1^{re} catégorie où le neutre n'est pas à la terre et qui comportent des moteurs d'une puissance totale de 5 kilowatts au moins, de vérifier journellement aux tableaux de distribution qu'il n'existe pas d'écart anormal de tension entre chaque pôle ou phase et la terre, les appareils destinés à ce contrôle ne devant être branchés que le temps strictement nécessaire.

La continuité des conducteurs de terre doit être contrôlée aussi souvent qu'il sera utile.

La vérification de la résistance des terres doit être faite au moins tous les ans par une personne qualifiée.

Pour les installations électriques n'appartenant pas à la très basse tension, établies dans des locaux où, par suite de l'humidité, de l'imprégnation par des liquides conducteurs ou du dégagement de vapeurs corrosives, il est douteux qu'un isolement suffisant puisse être maintenu, si ces installations présentent des conducteurs ou appareils accessibles, leurs isollements par rapport à la terre sont vérifiés au moins tous les six mois par une personne qualifiée.

Les résultats, tant des vérifications de la résistance des terres que des vérifications d'isolement effectuées en vertu des deux précédents alinéas, ainsi que la date de chaque vérification et les nom et qualité de la personne qui l'a effectuée, doivent être consignés sur un registre spécial. En tête de ce registre doit être indiquée, avec croquis à l'appui, la façon dont sont constituées les prises de terre et leur résistance initiale.

ART. 38. — Les chefs d'établissement, directeurs ou préposés sont tenus, dans chacune des salles contenant des installations de 1^{re} catégorie B₂, de 2^e ou de 3^e catégorie, de placer et de tenir prêts à servir pour parer aux accidents électriques, des crochets à manche isolant et un tabouret de bois verni avec pieds isolants.

SECTION X.

DÉROGATION. — AFFICHAGE. — CONTRÔLE.

ART. 39. — Dans les ateliers de construction ou de réparation de matériel électrique (machines, instruments, appareils, isolateurs, câbles et fils) où l'emploi de tensions de la 2^e ou de la 3^e catégorie est nécessaire pour les essais du matériel en cours de fabrication, il peut être dérogé, en tant que de besoin, pour ces essais, aux prescriptions du présent décret, à la condition que les organes dangereux ne soient accessibles qu'à un personnel expérimenté, désigné expressément par le chef d'établissement, et que la sécurité générale ne soit pas compromise.

Une consigne spéciale réglementant ces essais doit être rédigée par le chef d'établissement, portée à la connaissance du personnel et tenue à la disposition de l'Inspecteur du travail.

ART. 40. — Les chefs d'établissement, directeurs ou préposés sont tenus d'afficher dans un endroit apparent des locaux contenant des installations de 2^e ou de 3^e catégorie :

1^o Un ordre de service indiquant qu'il est dangereux et formellement interdit de toucher aux pièces métalliques ou conducteurs soumis à une tension de la 2^e ou de la 3^e catégorie, même avec des gants en caoutchouc, ou de se livrer à des travaux sur ces pièces ou conducteurs, même avec des outils à manche isolant;

2^o Des extraits du présent règlement, dont le texte sera fixé par arrêté ministériel et une instruction sur les premiers soins à donner aux victimes des accidents électriques, rédigée conformément aux termes qui seront également fixés par un arrêté ministériel.

ART. 41. — Les chefs d'établissement, directeurs ou préposés doivent adresser à l'Inspecteur du travail un schéma de leurs installations électriques de 2^e ou de 3^e catégorie. Ce schéma indiquera l'emplacement des usines, sous-stations, postes de transformation et canalisations, ainsi que de celles des installations qui sont soumises par le présent décret à des dispositions spéciales.

Une note indiquera comment sont réalisées les prescriptions réglementaires (mise à la terre des parties métalliques, etc.) et donnera les renseignements techniques nécessaires pour assurer le contrôle de l'exécution du présent règlement (nature du courant, tension des différentes parties de l'installation, etc.).

Dans la première quinzaine de chaque année, le schéma et les renseignements qui l'accompagnent sont complétés, s'il y a lieu, par le chef d'établissement, directeur ou préposé et les modifications sont portées à la connaissance de l'Inspecteur du travail.

En cas de modifications importantes ou d'installations nouvelles, leur schéma et les renseignements complémentaires sont adressés à l'Inspecteur du travail avant la mise en exploitation.

Pour les installations de la 1^{re} catégorie, tous renseignements utiles doivent être tenus à la disposition du service de l'Inspection du travail.

Le registre spécial prévu à l'article 37, dernier alinéa, doit également être tenu à la disposition de ce service.

SECTION XI.

DISPOSITIONS DIVERSES.

ART. 42. — A titre transitoire, les installations fonctionnant sous une tension efficace supérieure à 24 volts mais ne dépassant pas 32 volts en courant monophasé ou, entre phases, en courant triphasé si le neutre n'est pas mis à la terre et qui étaient en service avant la publication du présent décret, sont assimilées, pour son application, aux installations à très basse tension définies à l'article 2. Le bénéfice de cette disposition transitoire prendra fin au cas de réfection desdites installations ou de renouvellement du matériel qu'elles comportent et, au plus tard, dans un délai de dix ans à compter de la date du présent décret.

ART. 43. — Le Ministre du Travail peut, par arrêté pris sur le rapport des inspecteurs du travail et après avis du Comité consultatif des arts et manufactures, accorder dispense, pour un délai déterminé, des prescriptions de l'article 28, alinéa 4, aux installations créées avant la publication du présent décret, à la condition que la sécurité du personnel soit assurée par des mesures appropriées d'isolement.

ART. 44. — Les prescriptions du présent décret pour l'application desquelles est prévue la procédure de la mise en demeure, en exécution de l'article 68 du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale et le délai minimum prévu à l'article 69 desdits Livre et Code pour l'exécution des mises en demeure sont fixés conformément au tableau ci-après :

PRESCRIPTIONS pour lesquelles est prévue la mise en demeure.	DÉLAI MINIMUM d'exécution des mises en demeure.
Article 4, alinéa 4.....	15 jours.
— 5	4 jours.
— 8	15 jours.
— 9, alinéas 1 ^{er} (sauf en ce qui concerne les sections minima des conducteurs de terre), 2, 4, 8 (sauf en ce qui concerne la distance minimum des éléments de deux prises de terre), 9, 10 (2 ^e phrase) et 11	15 jours.
Article 11	15 jours.
— 12	15 jours.
— 14	4 jours.
— 16, alinéa 1 ^{er}	15 jours.
— 22	15 jours.
— 23	4 jours.
— 24, alinéa 4.....	15 jours.
— 25	4 jours.
— 26, alinéas 5, 6 (second membre de phrase) et 7 (1 ^{re} phrase, sauf en tant qu'elle se réfère à l'alinéa 6, 1 ^{er} membre de phrase).....	4 jours.
Article 28	15 jours.
— 29, alinéas 1 ^{er} (en tant qu'il se réfère à l'article 11, alinéas 2, 3, 4) et 2.....	15 jours.
Article 30, alinéa 1 ^{er}	4 jours.
— 31	4 jours.
— 37, alinéas 2, 4.....	4 jours.

ART. 45. — A titre transitoire et jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans à dater de la publication du présent décret, la procédure de la mise

en demeure est en outre prévue, pour les installations existantes, en ce qui concerne les prescriptions et avec les délais d'exécution des mises en demeure énoncés au tableau ci-après :

PRESCRIPTIONS pour lesquelles la mise en demeure est prévue à titre transitoire.	DÉLAI MINIMUM d'exécution des mises en demeure.
Article 4, alinéas 1 ^{er} , 2, 3.....	15 jours.
— 6	15 jours.
— 7	15 jours.
— 9, alinéas 1 ^{er} (en tant qu'il fixe les sections minima des conducteurs de terre), 5, 6, 7, 8 (en tant qu'il fixe la distance minimum des éléments de deux prises de terre) et 10 (1 ^{re} phrase).....	15 jours.
Article 13, alinéas 1 ^{er} , 2, 3, 4, 7, 8.....	4 jours.
— 13, alinéas 5, 9, 10.....	15 jours.
— 16, alinéas 4, 6 (en tant qu'il se réfère à la largeur du passage libre), 7, 9 (en tant qu'il se réfère à l'alinéa 4).....	15 jours.
Article 16, alinéas 6 (en tant qu'il se réfère aux distances entre les garde-corps, grillages ou écrans et les pièces métalliques), 8, 10.....	4 jours.
Article 17	4 jours.
— 18	15 jours.
— 19, alinéa 3.....	15 jours.
— 20, alinéa 3.....	4 jours.
— 21	15 jours.
— 24, alinéas 1 ^{er} , 2, 3.....	4 jours.
— 26, alinéas 2, 3.....	4 jours.
— 26, alinéa 8.....	4 jours.
— 29, alinéa 1 ^{er} (1 ^{er} membre de phrase).....	15 jours.
— 37, alinéas 1 ^{er} , 3, 5.....	4 jours.
— 41	4 jours.

ART. 46. — Le décret du 1^{er} octobre 1913 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques est abrogé, sauf en ce qui concerne les chantiers visés à l'article 1^{er}, alinéa 3 ci-dessus.

ART. 47. — Les dispositions du présent décret entreranno en vigueur trois mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 48. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Mercy-le-Haut, le 4 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,
L-O. FROSSARD.

COMMENTAIRE TECHNIQUE

des dispositions du décret du 4 août 1935 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques (annexé à la circulaire d'application de ce décret, en date du 20 août 1935, adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail).

SECTION I.

GÉNÉRALITÉS.

ARTICLE PREMIER. — Cet article définit le champ d'application du nouveau décret.

Il s'étend à tous les établissements visés à l'article 65 du Livre II du Code du travail qui mettent en œuvre (c'est-à-dire qui produisent, transforment ou utilisent) des courants électriques. L'alinéa 1^{er} précise, en ce qui concerne les courants alternatifs, qu'il s'agit des courants de fréquences industrielles. Cette réglementation ne s'applique donc pas aux parties des installations électriques qui seraient parcourues par des courants de très haute fréquence, tels que ceux que l'on emploie en radio-logie et dans le domaine des ondes hertziennes.

Ce sont les exploitants des installations électriques réglementées qui sont tenus de prendre les mesures de protection édictées.

Toutefois, pour les travaux sous ou hors tension (art. 32, 34 et 35) et, lorsqu'ils sont d'ordre électrique, pour les travaux effectués à proximité de conducteurs nus sous tension (art. 36, alinéa 2), il est spécifié que s'ils sont confiés à une autre entreprise, c'est à celle-ci qu'il incombe de prendre les précautions prévues. Comme il ne peut s'agir, étant donné la nature des travaux visés, que d'une entreprise électrique, elle est en effet qualifiée pour assurer elle-même, en pareil cas, l'application des prescriptions en cause. Elle se trouve donc, pour l'exécution de ces prescriptions, assujettie au décret.

Les travaux effectués au voisinage de conducteurs en charge susceptibles de rentrer dans les prévisions de l'article 36, alinéa 2 précité, sont notamment les travaux d'installations électriques nouvelles effectués à proximité d'installations préexistantes en service.

L'alinéa 3 exclut provisoirement du champ d'application du décret les chantiers exploités sur cale, en cale sèche ou à flot, pour la construction, l'aménagement, l'entretien ou la réparation de tous navires de marine de guerre ou de commerce. Ces chantiers — plus particulièrement lorsqu'il s'agit de travaux d'achèvement à flot du navire neuf ou de travaux de réparation effectués sur un navire déjà en service — présentent, en effet, au point de vue électrique, certaines conditions spéciales qui ont paru susceptibles de motiver des adaptations ou des dérogations à certaines prescriptions du décret.

La question a donc dû être réservée pour étude séparée. En attendant, ces chantiers continueront à être soumis au décret du 1^{er} octobre 1913, qui est expressément maintenu en vigueur en ce qui les concerne (art. 46).

Le dernier alinéa dispose enfin que le décret ne s'applique pas aux distributions d'énergie électrique réglementées en vertu de la loi du 15 juin 1906.

Il n'est rien innové à cet égard.

ART. 2. — Comme précédemment, la classification des installations électriques au point de vue des dispositifs de sécurité qu'elles comportent

est basée sur la plus grande tension de régime existant entre les conducteurs et la terre.

Cette tension est donnée directement par la simple lecture des appareils de mesure dans les systèmes de distribution où il y a soit un point maintenu au potentiel 0 (c'est le cas général pour les distributions en courant continu à trois fils), soit un conducteur (généralement le négatif) qui se maintient pratiquement à la tension du sol (cas des distributions en courant continu à deux fils). A cette dernière catégorie, il y a lieu de rattacher le cas — d'ailleurs très rare — de la distribution en courant continu à cinq fils, car on constate par expérience que dans un tel système (qui ne comporte pas de fil neutre) la terre se déplace constamment, mais généralement c'est le fil négatif qui est à la terre.

Dans les installations en courant alternatif simple ne comportant aucun point à la terre, la tension limite d'un des fils par rapport à la terre est prise arbitrairement comme égale à la tension entre fils.

Dans le cas des installations en courant diphasé dont le point commun des enroulement générateurs n'est pas relié à la terre, la tension limite de chaque phase par rapport à la terre est égale à la tension mesurée entre phases opposées.

En ce qui concerne enfin les installations triphasées — de beaucoup les plus répandues — le présent article pose la règle spéciale que la plus grande tension de régime entre les conducteurs et la terre est évaluée par rapport au point neutre (que ce dernier soit ou non effectivement mis à la terre). Or, la tension par rapport au point neutre est immédiatement connue dans les systèmes en étoile; il n'en est pas de même dans les systèmes en triangle, où l'on ne peut mesurer que la tension entre phases. Mais il existe une relation définie, toujours la même, entre la tension entre phases (ou composée) et la tension par rapport au point neutre (tension simple ou étoilée). Cette relation, rappelée par le décret

est donnée par la formule très simple $V = \frac{U}{\sqrt{3}}$, dans laquelle V et U représentent respectivement la tension étoilée et la tension composée. En d'autres termes, la tension par rapport à la terre s'obtient en divisant par 1,73 la tension entre phases.

Il s'ensuit que, par exemple, aux tensions efficaces les plus usuelles entre phases de 200 et 400 volts correspondent respectivement, pour l'application du décret, les tensions efficaces par rapport à la terre de 115 et 230 volts.

La base de la classification des installations électriques étant ainsi définie, l'article 2 substitue à la classification en deux catégories, telle qu'elle résultait du précédent décret, une nouvelle classification en trois catégories, conforme à celle qui a été adoptée pour les distributions d'énergie électrique régies par la loi du 15 juin 1906.

Pour la première catégorie, la tension limite, en courant continu, reste de 600 volts; mais elle est portée de 150 à 250 volts en ce qui concerne le courant alternatif. Il est toutefois prévu un palier à 150 volts, qui détermine deux subdivisions dans les installations de 1^{re} catégorie en courant alternatif :

1° Celles pour lesquelles la plus grande tension efficace ne dépasse pas 150 volts (subdivision B₁);

2° Celles pour lesquelles la plus grande tension efficace excède 150 volts sans dépasser 250 volts (subdivision B₂).

Les installations de la subdivision B₂ présentant normalement des risques supérieurs à celles de la subdivision B₁, doivent être encore plus soignées et mieux protégées. C'est ainsi que le souci de ne pas

affaiblir la sécurité nécessaire a conduit, en certains cas, à maintenir à leur égard l'assimilation avec la haute tension.

Si les tensions de la subdivision B₁ sont moins dangereuses que les précédentes, de nombreux accidents n'en prouvent pas moins que, dans certaines conditions particulières de conductibilité, elles peuvent donner lieu à des électrocutions mortelles.

Seules sont considérées comme pratiquement inoffensives les installations dites « à très basse tension », dont la notion — très intéressante, notamment au point de vue de l'emploi des lampes et appareils portatifs — est consacrée par le nouveau décret.

D'après la définition qui en est donnée par l'article 2, les installations à très basse tension, au sens du décret, doivent répondre à deux ordres de conditions :

En premier lieu, fonctionner sous une tension ne dépassant pas les limites suivantes : soit 50 volts en courant continu, soit 24 volts en courant monophasé ou, entre phases, en courant triphasé si le neutre n'est pas mis à la terre; si le neutre est mis à la terre, cette tension peut être portée à 42 volts ⁽¹⁾. Par voie d'analogie, dans le cas du courant diphasé, avec des appareils d'utilisation recevant effectivement les deux phases, la tension ne doit pas dépasser, soit 24 ou 48 volts, suivant que le point commun des enroulements du secondaire du transformateur n'est pas ou est mis à la terre.

En second lieu, satisfaire aux conditions d'établissement stipulées par l'article 3, alinéa 1^{er}, et qui ont pour but d'empêcher que ces installations soient exposées à être fortuitement soumises à une tension d'un autre ordre. On reviendra ci-après sur ce second point.

Les installations dans lesquelles la tension dépasse les limites de la 1^{re} catégorie, au lieu de constituer, comme précédemment, une catégorie unique, sont réparties en une 2^e et une 3^e catégorie.

La deuxième catégorie comprend les installations dont la tension n'atteint pas 60.000 volts en courant continu et 33.000 volts en courant alternatif.

La troisième catégorie comprend toutes les autres installations.

Cette subdivision facilite la graduation des prescriptions préventives.

ART. 3. — Les installations à très basse tension ne donneraient évidemment qu'une sécurité illusoire, si elles n'étaient garanties contre toute possibilité d'être soumises accidentellement à une tension d'un autre ordre. C'est pourquoi l'alinéa 1^{er} du présent article prescrit qu'elles ne doivent avoir aucun conducteur sous tension câblé avec d'autres conducteurs actifs. Il faut comprendre cette prescription comme interdisant même de câbler ensemble des conducteurs appartenant à deux circuits distincts à basse tension, par exemple l'un en courant continu, l'autre en courant alternatif.

Dans le même ordre d'idées, cet alinéa interdit, en outre, l'alimentation des installations à très basse tension par l'intermédiaire de résistances ou d'auto-transformateurs. Ces dispositifs ne confèrent, en effet, qu'une sécurité précaire. Il s'ensuit que dans le cas du courant alternatif, seuls peuvent être utilisés les transformateurs à enroulements séparés; ces transformateurs doivent d'ailleurs être spécialement soignés en ce qui concerne l'isolement entre enroulements.

⁽¹⁾ Ces chiffres, en ce qui concerne les installations à courant alternatif, résultent de la définition de la très basse tension normalisée, telle qu'elle a été adoptée au début de 1933 par l'Union internationale des Producteurs et Distributeurs d'Energie électrique.

La Commission préparatoire du décret a expressément indiqué que tomberait notamment sous l'interdiction d'emploi de résistances, le cas particulier d'une batterie d'accumulateurs à très basse tension en tampon sous une tension usuelle de 1^{re} catégorie, pour l'alimentation de circuits téléphoniques, de réseaux de signalisation, etc.

Les interdictions édictées par le présent alinéa complètent, ainsi qu'on l'a vu, la définition de la très basse tension au sens du décret. Les installations qui, tout en satisfaisant aux limites de tension requises, ne répondraient pas par ailleurs à ces conditions, ne pourraient se réclamer des avantages conférés, au point de vue réglementaire, à la très basse tension et tomberaient sous le droit commun des installations de 1^{re} catégorie.

Les installations à très basse tension ainsi caractérisées étant réputées pratiquement sans danger, ne sont astreintes, en principe, à aucune autre disposition du décret. Les seules exceptions à cette règle sont énoncées au second alinéa.

ART. 4. — Les dispositions du présent article relatives aux cas et conditions dans lesquels doivent être établis des appareils d'interruption sur les circuits aboutissant à un appareil récepteur sont élémentaires et se comprennent d'elles-mêmes.

La question s'étant posée, au cours de la préparation du décret, de l'utilité d'étendre au fil neutre la règle formulée par l'alinéa 1^{er}, d'après laquelle la coupure du courant doit pouvoir se faire simultanément sur tous les pôles ou sur toutes les phases, il a été reconnu que cette assimilation était discutable; que si on ne doit jamais couper le fil neutre sans les fils de phase, la réciproque n'est pas toujours vraie : c'est affaire de cas d'espèce. En conséquence, la question a été résolue par la négative.

Il convient de noter que dans le cas des appareils récepteurs amovibles (tels que lampes baladeuses, machines-outils à main), visés à l'alinéa 2, 2^o, on doit considérer le dispositif de prise de courant de ces appareils récepteurs comme constituant l'interrupteur prescrit.

Au sujet de l'alinéa 3, qui subordonne l'emploi des interrupteurs unipolaires, dans les cas où ils sont admis, à la condition qu'ils soient toujours placés sur le conducteur de phase ou sur le conducteur principal, la Commission préparatoire du décret a été amenée à préciser que cette obligation ne s'applique pas aux interrupteurs qui seraient placés sur des appareils amovibles, en raison du dispositif de prise de courant que comportent déjà ces appareils.

SECTION II.

ISOLEMENT DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES. — MISES À LA TERRE.

ART. 5. — Cet article se réfère à l'isolement général des installations électriques, c'est-à-dire de la totalité des circuits, machines et appareils. La mesure de la résistance d'isolement de l'ensemble d'une installation permet de se rendre compte de l'importance de la somme des courants de fuite.

Le bon isolement des installations électriques intéresse au premier chef la sécurité des personnes. Il constitue, en effet, une protection permanente, particulièrement efficace, car la résistance d'isolement, en cas de contact fortuit avec un conducteur sous tension, vient se placer en série avec celle du corps de la personne et diminue d'autant le courant qui la traverse.

D'où la règle générale — d'importance primordiale — inscrite dans le présent article : « En vue d'assurer la sécurité des personnes, l'isolement des installations électriques doit être aussi élevé que possible. »

Il faut d'ailleurs observer incidemment qu'au souci de la sécurité est ici intimement lié, comme dans bien des cas, l'intérêt économique bien compris de l'usager, puisque cette obligation d'isolement tend à réduire les pertes d'énergie et à assurer le bon fonctionnement de l'installation et la conservation des choses (en prévenant les risques d'incendie et les effets d'électrolyse).

Pratiquement, il n'est toutefois pas possible, quelles que soient les précautions prises, de réaliser et de maintenir un isolement absolu et on devra seulement s'appliquer à réduire, autant que faire se peut, l'importance des courants de fuite. L'obtention d'un bon isolement sera d'autant plus difficile à réaliser que la tension sera plus élevée, le réseau plus étendu et le milieu ambiant plus conducteur et notamment plus humide. C'est donc par rapport à ces données de fait que l'état d'isolement d'une installation doit être apprécié.

S'il s'agit de courant alternatif, la condition de l'isolement élevé n'entre d'ailleurs plus seule en jeu; il faut encore prendre en considération la capacité du circuit, qui est une propriété intrinsèque et permanente des conducteurs et dont le courant qui en résulte ne peut pas être réduit à volonté par un bon entretien de l'installation, comme c'est le cas pour les courants de fuite par défauts d'isollements. Or, ce n'est que pour les petites installations et les faibles tensions que le courant de capacité est généralement négligeable; ce courant peut, au contraire, prendre des valeurs dangereuses dans les installations importantes.

En fait, dans les conditions ordinaires de la multitude des installations électriques d'utilisation comportant des circuits de faible développement, alimentés par des courants de tensions usuelles, la condition d'un isolement élevé sans défaut direct pourra être aisément et devra toujours être remplie; on vient de voir que de tels circuits, au cas de courant alternatif, ne présentent, au surplus, qu'une capacité restreinte.

Il convient d'ajouter que l'emploi presque exclusif du courant alternatif, à côté des dangers plus grands qu'il implique, donne des moyens très simples (réduction de tension et d'étendue des circuits d'utilisation) d'obvier, en certains cas particuliers, aux difficultés de réaliser un isolement convenable.

Le principe posé par l'article 5 de l'isolement des installations, pris à la lettre, serait incompatible avec toute mise à la terre intentionnelle; mais cet article ajoute expressément que cette disposition ne s'oppose pas à la mise à la terre éventuelle des points et conducteurs neutres.

Ainsi, contrairement à l'arrêté technique nouveau sur les distributions d'énergie électrique, qui rend obligatoire la mise à la terre du point neutre jusqu'à 250 volts, le présent décret n'impose cette mesure pour aucune tension, mais ne l'interdit pas non plus; de sorte qu'elle reste facultative, comme précédemment, dans les installations assujetties à ce décret.

Cela ne signifie point qu'elle ne doive pas être réalisée, dans les cas où elle est jugée utile.

Celles de ces installations qui sont directement branchées sur le secondaire d'un réseau public — c'est-à-dire le plus grand nombre, mais les moins importantes — ont, du reste, par cela même, leur neutre à la terre. Ce n'est donc, en principe, que pour les installations alimentées par l'intermédiaire d'un transformateur de l'établissement et pour les installations autonomes que la question de la mise à la terre du neutre peut se poser.

La Commission préparatoire du décret a estimé encore prématurée toute prescription positive à ce sujet, le problème étant ici beaucoup plus complexe et ne se posant pas exactement dans les mêmes termes que pour les distributions d'énergie électrique.

Elle a toutefois tenu à souligner qu'il était aujourd'hui unanimement

reconnu que la mise à la terre du point neutre des circuits secondaires constitue le procédé le plus simple et le plus efficace de protection contre l'irruption de la haute tension sur la basse. Les communications entre circuits de tensions différentes sont particulièrement à redouter lorsque les installations des deux tensions sont fixées sur les mêmes supports, qu'elles sont trop rapprochées dans les postes de distribution ou qu'elles sont en relation par des transformateurs. Mais c'est surtout dans les installations de 1^{re} catégorie, isolées seulement pour la tension de service et dont les appareils sont susceptibles d'être manœuvrés fréquemment, que le passage accidentel de tensions plus élevées peut avoir des conséquences graves.

La mise à la terre du point neutre, en limitant, dans une certaine mesure, le potentiel du circuit à protéger par rapport au sol, réalise donc à ce point de vue une amélioration non douteuse de la sécurité.

Néanmoins, la Commission n'a pas manqué de faire les plus expresses réserves quant à l'adoption de ce dispositif dans tous les cas où de faibles résistances par rapport au sol sont à craindre, par exemple dans les industries qui entraînent l'humidité constante des locaux; dans de tels locaux, à défaut d'emploi de la très basse tension, la sécurité est plutôt à rechercher dans un isolement strict et une vérification fréquente des valeurs d'isolement des phases.

Au cas où l'ensemble de l'installation électrique d'un établissement comportant certains locaux très conducteurs aurait son point neutre à la terre, il serait d'ailleurs toujours facile, par le moyen de transformateurs-séparateurs, de déterminer pour ces locaux des circuits distincts avec point neutre isolé.

Il est à peine besoin d'ajouter qu'en toute éventualité, la mise à la terre du point neutre ne constituant qu'une mesure complémentaire de protection, ne saurait dispenser d'un isolement convenable des installations, ainsi qu'il a été indiqué ci-dessus.

A l'effet de compléter les données d'expérience sur certains points encore controversés, touchant la valeur préventive de la mise à la terre du neutre, la Commission a exprimé l'avis qu'à l'occasion des enquêtes consécutives aux accidents dus à des tensions de 1^{re} catégorie, il conviendrait que les Inspecteurs du travail relatent spécialement cette circonstance que le point ou conducteur neutre était ou non relié à la terre.

J'ajoute qu'en vue de répondre à cette suggestion et de guider d'une façon générale les enquêtes sur les accidents d'ordre électrique, un questionnaire sera établi qui vous sera adressé ultérieurement.

ART. 7. — Les pièces métalliques faisant partie des installations et non parcourues par le courant ou situées à leur proximité peuvent être soumises accidentellement à des différences de potentiel élevées, soit par rapport au sol, soit par rapport à d'autres masses métalliques et constituer ainsi un danger grave — d'autant plus grave qu'on ne s'en méfie pas — pour les personnes qui viendraient à les toucher. C'est ce qu'on entend par *contact indirect* avec une installation électrique par opposition au *contact direct* avec les conducteurs normalement sous tension, envisagé ci-dessus à propos de l'isolement des installations.

Les défauts de cette espèce peuvent provenir de charges par induction, de l'effet de capacité, de communications fortuites avec des pièces sous tension (par défaut d'isolement par exemple), d'amorçage d'arc à des distances parfois considérables, etc.

Il est à remarquer que les mesures qui tendent à réduire les dangers des contacts directs (maintien d'un isolement élevé, abaissement de la tension de distribution) contribuent par cela même à diminuer ou même à supprimer complètement le risque des contacts indirects; mais, en

outre, il existe deux moyens dont le but spécial est de parer aux dangers du contact indirect, ce sont :

- 1° La mise à la terre de tous les conducteurs voisins des circuits et non parcourus par le courant;
- 2° L'isolement des bâtis et pièces conductrices et des personnes.

Ces deux modes de protection, en quelque sorte classiques, faisaient l'objet de la première prescription du précédent décret. Faculté était laissée de choisir indifféremment l'un ou l'autre; leur application n'était rendue obligatoire que pour les machines et transformateurs de la 2^e catégorie.

Les nouvelles prescriptions conservent la même portée au point de vue de la tension (elles sont en effet déclarées applicables à partir de la subdivision B₂). En principe, c'est la mise à la terre qui est exigée; le champ d'application de cette mesure est généralisé à toutes les pièces conductrices qui risquent d'être accidentellement mises sous tension et qui ne seraient pas hors de portée de la main; l'énumération qui est donnée des principaux cas à considérer n'est pas limitative.

La faculté de protection par isolement des machines et appareils, entourés eux-mêmes d'un plancher de service isolant, est concurremment prévue. Mais ce mode de protection nécessite l'isolement parfait par rapport à la terre des bâtis, ce qui est très difficile à réaliser; la nature et la constitution des planchers ou tapis isolants doivent d'autre part être appropriés à la tension de régime et à la nature des locaux. Il est enfin essentiel que les isollements soient constamment maintenus en bon état.

En fait, la protection par isolement n'est guère employée que pour les machines à courant continu à haute tension. C'est le système de protection par mise à la terre de tous les objets métalliques entourant les circuits qui est généralement appliqué; il est même imposé à titre exclusif par les nouvelles prescriptions quand il s'agit de locaux fortement conducteurs.

Il faut enfin noter, à ce propos, que dans ces locaux et sur les emplacements de travail découverts, l'obligation de ces mises à la terre a été spécialement étendue à la subdivision B₁ (art. 21) et qu'il en est de même dans tous les cas pour les bâtis des machines-outils portatives à main (art. 26, alinéa 2).

ART. 8. — La Commission préparatoire du décret a été amenée, à l'occasion de l'examen du problème de la mise à la terre du point neutre, à envisager l'obligation, subsidiaire ou complémentaire, d'employer des limiteurs de tension ou autres dispositifs appropriés pour protéger les installations contre les surtensions résultant d'un contact fortuit de conducteurs, d'une détérioration d'isolants ou d'un effet d'induction. Tout en reconnaissant l'intérêt de la question, elle a estimé que la technique, malgré les progrès accomplis en ces derniers temps, n'était pas encore suffisamment fixée en cette matière pour qu'il soit possible d'édicter, dès maintenant, des prescriptions impératives de cet ordre.

Le présent article se borne à prévoir, dans cet ordre d'idées, des appareils de protection contre les décharges atmosphériques, au cas où l'installation comporte des lignes aériennes.

Cette protection n'était précédemment exigée qu'autant que les lignes aériennes avaient une longueur de plus de 500 mètres; toute restriction de cet ordre a disparu, mais, par contre, l'obligation de la protection est limitée aux zones particulièrement exposées aux effets de la foudre.

Cette notion des « zones particulièrement exposées aux effets de la foudre » a été empruntée à la réglementation des distributions d'énergie électrique. Elle est concrétisée, dans chaque département, en tant qu'il

y a lieu, par une carte dressée par le service du Contrôle des distributions d'énergie électrique.

C'est donc cette carte qui devra conditionner, en fait, l'application de l'article 8 et ce n'est que dans ses limites que des mises en demeure devront, le cas échéant, être notifiées aux chefs d'établissements.

J'ajoute que les conditions dans lesquelles les indications de ladite carte, ainsi que ses modifications éventuelles, seront portées à la connaissance du service local de l'Inspection du travail par l'ingénieur en chef du Contrôle des distributions d'énergie électrique, feront l'objet d'instructions spéciales de M. le Ministre des Travaux publics, qui vous seront communiquées ultérieurement.

Il convient enfin de remarquer que l'efficacité du ou des dispositifs de protection adoptés pour l'application du présent article, devra être appréciée, dans chaque cas, en tenant compte également des conditions spéciales de conductance des locaux et d'accessibilité des conducteurs ou appareils de l'installation considérée.

ART. 9. — Cet article fixe les conditions techniques essentielles auxquelles doivent satisfaire les conducteurs et prises de terre; ces dispositions, empruntées à la réglementation des distributions d'énergie électrique, comblent une lacune du précédent décret.

On distingue, parmi les lignes et prises de terre :

1° Celles dites de protection, qui servent soit à réduire le potentiel par rapport à la terre des masses métalliques des bâtis de machines, des pylônes, etc., soit à éviter les différences de potentiel dangereuses entre corps conducteurs susceptibles d'être touchés simultanément;

2° Celles qui doivent écouler à la terre les décharges atmosphériques passant par les parafoudres;

3° Celles qui servent à mettre à la terre d'une façon permanente des points ou conducteurs neutres.

L'importance du facteur de sécurité que constituent les mises à la terre, donne toute sa valeur à l'application rationnelle des prescriptions du présent article.

La section des conducteurs de terre a été choisie parfois beaucoup trop faible et il en est résulté des fusions par effet Joule. Il y a lieu de ne pas descendre en dessous du minimum fixé par l'alinéa 1^{er}, suivant la nature des conducteurs. Cette dimension minimum ne s'applique d'ailleurs qu'aux conducteurs de terre proprement dits. Elle ne concerne pas les conducteurs qui relient aux masses métalliques principales d'autres parties de l'installation, telles que bâtis de machines, enveloppes d'appareils, etc.

La prescription de l'alinéa 5 relative à l'isolement des conducteurs de terre par rapport à la paroi du bâtiment sur laquelle ils s'appuient ou qu'ils traversent, ne s'applique pas aux conducteurs qui, à l'intérieur des bâtiments à ossature métallique, relient les masses métalliques principales, les bâtis de machines, etc., à l'ossature métallique des bâtiments implantés dans le sol et les mettent ainsi à la terre par l'intermédiaire de cette ossature.

Les prises de terre peuvent être simples ou multiples; c'est une excellente mesure que de constituer la prise de terre en montant en parallèle des prises de terre élémentaires assez distantes l'une de l'autre pour qu'elles ne s'influencent pas réciproquement.

Il y a lieu, en principe, d'établir des prises distinctes pour les masses métalliques, pour les points et conducteurs neutres de chaque catégorie ainsi que pour les parafoudres de chaque catégorie (alinéa 6).

Lorsque la séparation des prises de terre présentera des difficultés exceptionnelles, on pourra réunir les prises de terre de protection des masses métalliques et celles des parafoudres, à condition que les conduc-

teurs de terre correspondant à chaque groupe, dans chaque catégorie soient maintenus séparés et isolés jusqu'à la prise de terre commune (alinéa 7). En aucun cas, les prises de terre des neutres qui resteront séparées par catégorie ne devront être reliées à un autre circuit de terre: cette disposition capitale a pour but d'empêcher qu'une décharge provenant par exemple d'un circuit de deuxième catégorie ne puisse, soit directement, soit à travers un bâti de transformateur, passer dans la terre du neutre et de là dans le circuit de première catégorie qui y serait relié; des accidents de ce genre sont surtout à redouter dans les zones particulièrement exposées aux effets de la foudre.

L'avant-dernier alinéa interdit d'immerger simplement les prises de terre, parce que, contrairement à une opinion trop répandue, les prises de terre formées de plaques plongées dans les puits, les étangs, et surtout l'eau courante, ont souvent des résistances élevées. Il convient de les enfoncer dans des terrains aussi humides que possible. Il ne faut d'ailleurs pas hésiter à atteindre des couches profondes, si elles doivent conserver une humidité permanente plutôt que de constituer une prise de terre dans un terrain rocailleux où durant les saisons sèches, elle deviendrait dangereuse.

Le dernier alinéa dispose enfin que les prises de terre doivent avoir une résistance aussi faible que possible et maintenue inférieure à une limite appropriée à chaque cas. Cette condition est en effet indispensable pour qu'elles puissent avoir toute leur efficacité et que puissent être évitées des différences de potentiel dangereuses.

Pour que leur résistance soit aussi faible et aussi constante que possible, les prises de terre doivent être exécutées avec discernement, en tenant compte des conditions locales. Ainsi qu'il résulte de ce qui précède, l'attention doit tout particulièrement se porter sur le facteur résistivité du sol.

Comme une prise de terre, même bien conditionnée, à l'origine, peut prendre à un moment donné une résistance exagérée, il est en outre nécessaire que des vérifications périodiques de résistance soient effectuées : le décret prescrit des vérifications au moins annuelles (art. 37, alinéa 3).

Il n'a pas encore paru possible, dans l'état présent de la technique, d'assigner par voie réglementaire des limites de résistance précises aux prises de terre. Il appartiendra aux inspecteurs du travail, d'après les résultats des mesures de résistance consignés sur le registre *ad hoc* (art. 37, alinéa final) et eu égard aux circonstances locales, d'apprécier, dans chaque cas particulier, si les valeurs des résistances mesurées sont acceptables.

Lorsqu'il s'agit de la protection par mise à la terre de masses métalliques qui ne doivent pas normalement être sous tension, il y a lieu de se donner comme objectif de réduire suffisamment la résistance de leur connexion au sol pour que l'intensité du courant de dérivation susceptible de traverser le corps d'une personne en cas de contact ne puisse prendre une valeur dangereuse. (On verra ci-après que l'intensité maximum que peuvent supporter sans danger les organes vitaux est réputée de l'ordre de 25 milliampères en courant alternatif).

L'application de la loi d'Ohm montre que la condition de ne pas atteindre pour le courant dérivé une intensité dangereuse, sera d'autant plus difficile à réaliser que les résistances de contact de la personne, tant avec les pièces métalliques qu'avec le sol seraient plus faibles. Il s'ensuit que les mises à la terre de protection doivent être de résistance tout particulièrement faible lorsque les contacts avec les pièces métalliques risquent de se produire, ainsi qu'il est fréquent, par de larges surfaces d'épiderme (poignées et volants de manœuvre, bâtis, etc.) et

lorsque le sol est fortement conducteur (cas des locaux mouillés notamment). On reviendra plus loin sur ces dernières notions.

J'ajoute enfin que, comme contribution à la documentation expérimentale en la matière, les circonstances de fait, au point de vue résistance des prises de terre, devront être soigneusement relevées, le cas échéant, à l'occasion des enquêtes d'accidents.

SECTION III.

CANALISATIONS.

ART. 11. — Cet article condense les prescriptions fondamentales concernant l'établissement des lignes, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des bâtiments, à l'exclusion des canalisations souterraines.

Il a paru suffisant de poser ici, en formules largement compréhensives, les principes généraux de la protection, sans entrer dans le détail des modalités d'exécution, ce qui eût donné à cette partie du décret un développement anormal.

Les installateurs trouveront, dans les prescriptions détaillées de l'arrêté technique sur les distributions d'énergie électrique et dans les normes homologuées par le Comité supérieur de normalisation, les règles dont ils auront à s'inspirer et celles-ci constitueront de même, le cas échéant, un critérium de contrôle tout indiqué pour les inspecteurs du travail.

En rapprochant l'alinéa 1^{er} du présent article, qui prescrit que « les enveloppes des conducteurs recouverts doivent être convenablement isolantes », de l'article 5 ci-dessus visant l'isolement de l'ensemble de l'installation, on constate que la réglementation a voulu mettre en évidence les deux notions distinctes de l'isolement : isolement général de l'installation, isolement particulier des conducteurs. L'une des conditions d'un bon isolement général est que les revêtements des conducteurs isolés présentent et conservent une résistance d'isolement suffisante.

ART. 12. — Cet article, spécial à l'établissement des canalisations souterraines de deuxième et de troisième catégorie, a le même caractère de principe que le précédent et doit être complété, au point de vue de son application pratique, dans les mêmes conditions.

ART. 13. — Les dispositions de cet article visent spécialement les conducteurs établis à l'intérieur des locaux.

En ce qui concerne les conducteurs de première catégorie, lorsqu'ils sont isolés, ainsi qu'il est de règle très générale, ils sont normalement sans danger. Des dispositifs de protection ne sont exigés que dans les cas exceptionnels où ces conducteurs sont nus et établis à portée de la main.

Il était toutefois nécessaire de prévoir une dérogation expresse à l'obligation de cette protection, pour les cas où elle serait irréalisable. Il peut en être ainsi, en particulier, pour les fils de contact des trolleys de chariots de ponts-roulants. Il est très recommandable que le dispositif de sectionnement du courant prescrit en pareil cas soit, autant que possible, à fonctionnement automatique, c'est-à-dire tel qu'on ne puisse accéder au voisinage des conducteurs tant que le courant n'est pas coupé.

Les autres prescriptions du présent article, empruntées à la réglementation des distributions d'énergie électrique, visent les conducteurs nus de deuxième et de troisième catégorie; exception faite d'installations appartenant aux tensions inférieures de la deuxième catégorie, ces prescriptions n'ont guère d'application, en fait, que dans les locaux d'ex-

ploitation électrique (usines génératrices, sous-stations, postes de transformation).

Elles n'appellent pas d'explications spéciales. On notera simplement que la légère tolérance prévue à l'alinéa 6 pour la largeur des passages d'accès aux conducteurs nus de deuxième catégorie dans les installations existantes, largeur qui peut être ramenée de 80 à 75 centimètres sur des longueurs ne dépassant pas 30 centimètres correspond, pratiquement, au cas où le passage se trouverait quelque peu rétréci par la présence de colonnes ou de poteaux en ciment armé.

C'est un fait d'expérience que si, dans les installations d'utilisation, une bonne partie des accidents est due à des contacts indirects par suite surtout de défauts d'isolement, dans les installations à haute tension, la cause la plus fréquente des électrocutions réside, au contraire, dans les contacts directs avec les conducteurs en charge. D'où l'importance qui s'attache à ce que les présentes prescriptions soient exactement observées. Grâce aux dispositions transitoires ménagées pour les installations existantes, il n'est d'ailleurs pas à prévoir de difficulté sérieuse dans leur application.

ART. 14. — L'intérêt pratique de la prescription nouvelle faisant l'objet de cet article, aux termes duquel il est interdit d'entreposer au voisinage des conducteurs sous tension des objets de dimensions telles qu'au cours de leur manipulation ils risquent d'entrer en contact avec ces conducteurs, est attesté par divers accidents que cette précaution aurait évités.

Cet article ne s'applique qu'à l'intérieur des locaux, mais la même mesure est impliquée, en tant qu'il y a lieu, à l'égard des conducteurs établis à l'extérieur, par la formule très générale de l'article 11, alinéa final, d'après laquelle ces conducteurs doivent toujours se trouver à l'abri de tout contact fortuit.

SECTION IV.

MACHINES, TRANSFORMATEURS, TABLEAUX, APPAREILS, LAMPES ÉLECTRIQUES.

ART. 15. — Les dispositions des trois premiers alinéas de cet article, relatives aux conditions d'accès et à l'isolement des machines, transformateurs et appareils de deuxième et de troisième catégorie ont été empruntées au précédent décret.

Par contre, à la disposition ancienne fixant la largeur et la hauteur minimum des passages d'accès aux machines et appareils de la deuxième catégorie placés à découvert, a été substituée (alinéa 4) l'obligation, qui a paru plus directe et plus conforme aux données de la pratique, de soustraire à tout contact fortuit les pièces nues sous tension des machines ou appareils de première catégorie B₁, de deuxième ou de troisième catégorie situées à portée de la main.

Il y a lieu d'observer que les dispositions du présent article et, en particulier, celles de ce dernier alinéa, sont applicables, le cas échéant, aux appareils d'éclairage à tubes luminescents (notamment aux appareils au néon) dont l'usage est récent et tend à se répandre de plus en plus.

ART. 16. — Cet article réunit les dispositions spéciales aux tableaux de distribution.

Il présente diverses innovations par rapport aux dispositions antérieures sur cet objet.

C'est ainsi que l'alinéa 6 prévoit le cas où l'on a installé, sur la face

arrière des tableaux, des garde-corps, des grillages ou des écrans pour protéger le personnel contre tout contact accidentel avec des pièces métalliques sous tension de deuxième ou de troisième catégorie placées à découvert. L'emploi de ces dispositifs de protection reste facultatif, mais s'ils existent, ils doivent répondre aux règles fixées par l'article 13 concernant les distances entre lesdits dispositifs et les pièces métalliques nues sous tension, ainsi que la largeur du passage libre.

Il est nécessaire que les passages réservés derrière les tableaux de distribution des installations de deuxième ou de troisième catégorie (et dont la largeur et la hauteur minima demeurent respectivement fixées à 1 mètre et à 2 mètres) soient aussi grands que le permettent les conditions économiques. Toutefois, même les passages largement calculés, ne suffiront pas toujours pour parer à tout contact fortuit, surtout si les organes dangereux sont disposés de part et d'autre du passage.

Aussi, la Commission préparatoire du décret a-t-elle déclaré très désirable, dans toute la mesure où elle est pratiquement possible, la protection de ces organes par des mains courantes ou des panneaux mobiles, ces derniers devant d'ailleurs être préférés comme étant plus sûrs.

A défaut de cette protection, un plancher de service isolant doit être établi sur la face arrière du tableau (alinéa 7). Il va sans dire que ce plancher doit assurer, pour être réellement efficace, un haut degré d'isolement.

ART. 17. — Les prescriptions de cet article, relatives aux lampes électriques, sont également nouvelles. Elles édictent un minimum de mesures préventives et ne font que consacrer des règles techniques élémentaires.

A ces prescriptions d'ordre général s'ajoutent d'ailleurs diverses autres prescriptions éparses dans le décret et correspondant à certaines conditions spéciales d'emploi des lampes (locaux très conducteurs, lampes portatives, etc.) desquelles résulte un risque particulier d'accidents électriques.

Aux termes de l'alinéa final, lorsque les lampes suspendues comportent des réglages en hauteur, il doit être utilisé, à cet effet, un système à contrepoids ou équivalent (suspensions à tirage). Cette mesure a pour but d'éviter la pratique, encore trop répandue dans les ateliers, qui consiste suivant les besoins, à nouer ou à dénouer les fils de suspension de la lampe, et qui peut être génératrice d'accidents par l'usure rapide de l'isolant qu'elle provoque.

Les suspensions à tirage sont d'ailleurs elles-mêmes interdites, en raison d'inconvénients de même ordre, quoique bien moindres, dans les locaux très conducteurs (art. 20, alinéa final).

SECTION V.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À CERTAINS LOCAUX ET EMPLACEMENTS DE TRAVAIL.

Les locaux et emplacements de travail envisagés dans cette section sont ceux qui exposent à un risque électrique aggravé et qui, par conséquent, exigent un redoublement de précaution. Ils comprennent les trois catégories suivantes :

a. *Locaux à danger d'explosion* (art. 19). — Ce sont les locaux spécialement destinés aux accumulateurs, les ateliers qui contiennent des corps explosifs et ceux où il peut se produire soit des gaz détonants, soit des poussières inflammables.

L'article 19 reproduit à leur sujet les mesures préventives déjà en vigueur et dont il est inutile de souligner le caractère strict.

Une atténuation a toutefois dû être apportée, en ce qui concerne les locaux d'accumulateurs, qui ne fait que consacrer un état de fait reconnu pratiquement sans inconvénient : par dérogation à l'interdiction d'établir à découvert, dans ces locaux comme dans les autres locaux à danger d'explosion, aucun appareil pouvant donner lieu à des étincelles, les bancs de charge d'accumulateurs portatifs y sont expressément autorisés.

La Commission préparatoire du décret a d'ailleurs tenu à insister, à ce propos, sur le caractère essentiel, au point de vue de la sécurité, d'une ventilation suffisamment efficace des locaux d'accumulateurs pour assurer, ainsi qu'il est prescrit, l'évacuation continue des gaz dégagés.

Il est ajouté enfin, en ce qui concerne ces locaux, des prescriptions spéciales d'isolement, rendues nécessaires par l'humidité qui y règne, les vapeurs acides qui s'y dégagent et par les interventions fréquentes du personnel que nécessite la surveillance des batteries d'accumulateurs. Les locaux d'accumulateurs se rattachent par là aux deux catégories qui suivent.

b. *Locaux très conducteurs* (art. 20-21). — Ce sont, conformément à la définition qui en était déjà donnée par l'ancien décret — et dont il ne paraît pas qu'elle ait soulevé de difficultés d'interprétation — les locaux où le sol et les parois sont très conducteurs, soit par construction, soit par suite de dépôts salins résultant de l'exercice même de l'industrie ou par suite de l'humidité.

A ces locaux, le nouveau décret assimile les emplacements de travail à découvert, qui sont exposés aux intempéries, parfois établis sur un sol humide ou même à proximité d'eau. Une assez forte proportion d'accidents est en effet due aux chantiers de construction ou autres utilisant les moteurs électriques pour pompes, appareils de levage, etc., installations trop souvent négligées, en raison de leur caractère temporaire.

L'article 21 étend l'obligation de la mise à la terre des bâtis et masses métalliques mêmes aux installations de la première catégorie B., lorsqu'elles sont établies dans des locaux très conducteurs et sur des emplacements de travail à découvert. On remarquera que cette mesure est également rendue applicable dans les cuisines, pour tout appareil de cuisine électrique d'une puissance supérieure à 1 kilowatt. La raison d'être de cette assimilation est que le câblage intérieur de ces appareils pour les puissances visées est en fil nu et que, d'autre part, les cuisines, sans être en général des locaux dangereux au sens de l'article 20, n'en présentent pas moins certaines causes d'aggravation du risque électrique (conduites et robinets d'eau, pouvant être touchés simultanément avec le bâti des fourneaux, buées, etc.).

On a vu que le facteur résistance d'isolement domine le problème du risque d'électrocution. Or, dans les locaux très conducteurs, d'une part les isollements sont difficiles à maintenir et ont une tendance à se détériorer rapidement; d'autre part, les personnes qui séjournent dans ces locaux, offrent elles-mêmes une résistance de contact avec le sol et souvent aussi avec les conducteurs (humidité des mains, etc.) considérablement diminuée.

C'est sur ces notions fondamentales, devenues des axiomes de la prévention, que reposent les prescriptions renforcées dont sont l'objet les locaux très conducteurs et emplacements de travail découverts, prescriptions dont le développement (compte tenu de diverses références) constitue une des principales caractéristiques du nouveau décret.

Il est de première importance, dans ces locaux et sur ces emplacements, d'observer strictement l'interdiction d'établir, à la portée de la main, des conducteurs ou des appareils placés à découvert (art. 20,

alinéa 1^{er}); quant à l'isolement des conducteurs et appareils accessibles, il doit être, ainsi qu'il a déjà été indiqué plus haut, tout particulièrement soigné.

C'est également le lieu de rappeler qu'il faut être prudent en manœuvrant les appareils électriques, notamment les interrupteurs, lorsqu'on a les chaussures détrempées ou imprégnées de solutions salines ou qu'on se trouve sur un sol mouillé, car alors la résistance de contact des pieds devient extrêmement faible. Une disposition nouvelle (art. 20, alinéa 2), rend d'ailleurs obligatoire, dans les endroits fortement conducteurs, l'isolement des ouvriers par rapport au sol, pour la manœuvre des appareils. Cet isolement doit naturellement être en rapport avec la tension de l'installation et le degré de conductibilité du sol.

c. Locaux dans lesquels l'emploi de la très basse tension est obligatoire (art. 22). — Les locaux dont il vient d'être question sont plus ou moins conducteurs, et, par conséquent, plus ou moins dangereux, suivant leur degré d'imprégnation par l'humidité ou des liquides salins, au point qu'il peut être pratiquement très difficile sinon impossible d'y maintenir un isolement suffisant pour sauvegarder la sécurité des personnes.

Il peut en être de même dans les locaux où se dégagent des vapeurs corrosives ou des émanations attaquant fortement les métaux et autres matériaux utilisés dans les installations électriques. Tel est par exemple le cas dans certaines fabriques de produits chimiques, dans certains ateliers de teinture et blanchiment, dans les salles d'accumulateurs, de décapage, les caves de fermentation, etc. L'action de l'humidité s'ajoute d'ailleurs souvent à celle des vapeurs corrosives.

On évitera, autant que possible, de placer dans ces divers locaux des machines, appareils et canalisations électriques les desservant; lorsque ce moyen ne pourra être employé, les conducteurs seront utilement protégés par des revêtements appropriés.

On peut aussi rechercher, le cas échéant, une amélioration des conditions d'isolement dans un fractionnement judicieux des circuits établis dans ces locaux, à l'aide de transformateurs-séparateurs.

Si, malgré les précautions prises, l'isolement de l'installation ne pouvait être maintenu à un taux acceptable, le présent article impose l'usage de la très basse tension, au moins pour les parties de ces installations qui présentent des conducteurs ou appareils accessibles.

Pour assurer l'application de cette prescription, des vérifications périodiques d'isolement sont prévues (art. 37, alinéa 4) en ce qui concerne les installations établies dans des locaux où, par suite de causes visées au présent article (humidité, imprégnation par des liquides conducteurs ou dégagement de vapeurs corrosives), il est douteux qu'un isolement suffisant puisse être maintenu.

Ces vérifications posent la question de savoir au-dessous de quelle valeur la résistance d'isolement des installations peut être considérée comme insuffisante au point de vue de la sécurité des personnes. Le principe est que cette résistance doit être telle que mise en série avec celle du corps humain, elle empêche le courant de fuite d'atteindre une valeur dangereuse.

Il a toutefois paru encore prématuré d'inscrire dans le décret des règles rigides à cet égard. La question est en effet très complexe et fait intervenir de multiples facteurs. On sait, au surplus, quelle prudence s'impose encore dans l'interprétation des données expérimentales sur les caractéristiques des courants dangereux pour l'organisme humain.

Il est néanmoins quelques données générales, considérées dans l'état actuel de l'expérimentation comme à peu près acquises, sur lesquelles

on peut baser l'appréciation des résultats des mesures d'isolement et qu'il convient de rappeler sommairement ici.

On sait que la nocivité d'un courant pour l'organisme dépend de l'intensité du courant qui traverse le corps et du trajet parcouru par le courant. Il faut toutefois distinguer suivant la nature du courant. De nombreuses expériences ont montré que le courant alternatif est plus dangereux que le continu et que la résistance opposée par le corps au passage du courant est plus faible en alternatif qu'en continu.

Il est couramment admis que pour les personnes normales, la limite d'intensité supportable sans danger (quoique déjà très douloureuse) se place autour de 25 milliampères en courant alternatif et de 50 milliampère en courant continu.

Pour une tension donnée, l'intensité du courant qui traversera le corps d'une personne est déterminée par la résistance qui est offerte au passage de ce courant. Or, cette résistance est extrêmement variable suivant les sujets et les circonstances. Elle dépend à la fois de la résistance intérieure du corps et des résistances de contact, ces dernières étant elles-mêmes fonction, d'une part de la surface de contact des électrodes avec l'épiderme et du fait que celui-ci peut être plus ou moins mouillé ou en état de moiteur, d'autre part de la résistance de contact de la personne avec le sol. C'est dans les locaux mouillés et particulièrement dans les locaux imprégnés d'un électrolyte quelconque, que cette dernière résistance est la plus faible.

On admet généralement que la résistance totale du corps humain est de l'ordre de 2.000 ohms et peut descendre jusqu'à 1.000 ohms et même au-dessous.

A ce chiffre de résistance de 1.000 ohms, conjugué avec les valeurs limites des intensités non dangereuses susindiquées, correspond une différence de potentiel de 25 volts en alternatif et 50 volts en continu.

C'est assez dire que le danger d'accidents graves par défaut d'isolement existe, dans certaines conditions, qui se rencontrent dans la pratique, pour tous les courants électriques usuels (abstraction faite de la très basse tension), même à 110 volts — vérité d'expérience encore trop souvent méconnue ou ignorée des intéressés.

Tels sont les principes généraux dont le service devra s'inspirer pour l'application des dispositions, très importantes, de cette partie du décret.

SECTION VI.

MESURES À PRENDRE CONTRE LE DANGER D'INCENDIE.

ART. 23 à 25. — Toutes les mesures prises en vue de donner un isolement aussi élevé que possible aux installations, contribuent, ainsi qu'il a déjà été indiqué, à éliminer le risque d'incendie. Il en est de même des dispositifs de protection contre les décharges atmosphériques dont doivent obligatoirement être munies les installations comportant des lignes aériennes dans les régions particulièrement orageuses (art. 8).

Mais, en outre, la prévention des incendies d'origine électrique nécessite diverses mesures spéciales. Celles qui sont inscrites dans la présente section, et qui presque toutes sont nouvelles, comblent une lacune du précédent décret; elles se justifient d'elles-mêmes.

On remarquera que ces dispositions sont au nombre de celles qui, par exception, sont applicables aux distributions à très basse tension, le danger pouvant résulter ici de l'intensité accrue du courant.

SECTION VII.

APPAREILS AMOVIBLES.

ART. 26-27. — La présente section vise tous appareils amovibles — simplement mobiles ou portatifs — reliés au circuit d'alimentation par une canalisation souple. On peut citer notamment, dans cette catégorie, les petits transformateurs de sécurité, diverses sortes de machines-outils à main (perceuses, aléseuses, machines à meuler et à polir, tournevis, clés de serrage, appareils à roder les soupapes, à détartre les chaudières, etc.), les lampes, appareils de chauffage, aspirateurs, etc.

Les appareils amovibles, y compris les conducteurs souples qui les relient au circuit, sont plus exposés aux détériorations susceptibles d'affecter leur isolement que ceux installés à demeure et, de ce fait, présentent plus de risques d'accidents, surtout lorsqu'ils sont pris à pleine main pendant leur fonctionnement. D'où la nécessité des mesures spéciales qui font l'objet des présentes dispositions et qui comblent une lacune du précédent décret.

Ce n'est, il est vrai, que dans ces dernières années que l'emploi des machines-outils électriques à main et des lampes électriques baladeuses a pris une grande extension. Des accidents répétés ont montré le danger de cet emploi, si les précautions nécessaires ne sont pas prises. Ces accidents peuvent et doivent disparaître.

L'article 26 (alinéa 1^{er}) interdit d'employer tous appareils amovibles sous d'autres tensions que celles de la première catégorie.

Les prescriptions suivantes visent, d'une part les machines-outils portatives à main et lampes mobiles (alinéas 2 à 4), d'autre part les conducteurs souples (alinéas 5 à) et dispositifs de prise de courant (alinéas 8 et 9).

En ce qui concerne les machines-outils portatives, souvent maniées sans ménagement et soumises à un service très dur, le danger résulte de ce que la carcasse et l'enveloppe, ordinairement métalliques, peuvent être mises sous tension par suite d'un défaut d'isolement à l'intérieur de ces appareils. Le moyen le plus efficace d'y parer consiste, indépendamment d'un isolement renforcé des enroulements, dans la mise à la terre du bâti soigneusement faite, réalisée automatiquement avant la mise sous tension. Cette mise à la terre est rendue obligatoire même en première catégorie B. Elle se fera par un conducteur spécial de terre câblé avec le conducteur souple d'alimentation et ne devra pas pouvoir être interrompue tant que la machine sera sous tension.

Echappent toutefois à l'obligation du dispositif de mise à la terre automatique, les cas où il s'agit d'installations tout à fait provisoires et temporaires et ceux où l'emploi de machines-outils à main en un lieu de travail occasionnel n'est qu'exceptionnel et se fait, par exemple, par le moyen d'une douille de lampe électrique. Mais, même dans ces cas, la mise à la terre du bâti de la machine reste naturellement exigée et il doit y être apporté toute l'attention nécessaire.

On doit mettre sur le même pied que les machines-outils portatives les lampes baladeuses qui, plus répandues que les premières, donnent lieu à des accidents encore plus fréquents.

Ce sont des lampes mal conçues au point de vue de la sécurité qui, ordinairement, sont responsables de ces accidents. Il ne devra plus désormais être employé que des appareils satisfaisant aux conditions réglementaires. On trouve aujourd'hui couramment dans le commerce des modèles de baladeuses répondant entièrement à ces prescriptions. Il y a donc lieu d'exiger rigoureusement la disparition, sans délai, des appareils défectueux qui pourraient encore être en service.

Les conducteurs souples qui relient les appareils mobiles au circuit d'alimentation, sont également une cause permanente de danger, s'ils ne sont l'objet de précautions spéciales. Ils sont en effet exposés, par suite de leurs conditions d'emploi, à la dénudation et à la rupture des fils, aux points d'insertion dans les appareils et dans les fiches de prise de courant, ainsi — plus particulièrement lorsqu'il s'agit de machines-outils portatives et de lampes baladeuses — qu'à l'usure et à la détérioration rapide de leur isolant. Ce sont ces causes d'accidents que sont destinées à prévenir les prescriptions des alinéas 5 et 6.

L'alinéa 7 vise une catégorie spéciale de lampes mobiles, parfois employées dans les ateliers et qui, suspendues à un long conducteur, peuvent se déplacer latéralement à la main, pour les besoins du travail; elles ne sont donc pas à confondre avec les lampes à tirage, réglables seulement en hauteur. Elles participent, dans une certaine mesure, aux dangers des lampes baladeuses.

Quant aux prescriptions des deux derniers alinéas relatives aux prises de courant, il n'est pas besoin d'en expliquer la raison d'être.

En dépit des mesures imposées, le maniement des appareils portatifs reste dangereux dans tous les cas où les ouvriers se trouvent de par leur travail dans des conditions défavorables au point de vue de la résistance du corps humain ou du contact avec la terre. C'est ainsi que le travail à la perceuse électrique a souvent lieu dans une pièce de chaudronnerie ou sur une charpente métallique, qui mettent ordinairement l'ouvrier en contact électrique intime avec le sol; dans le même ordre d'idées, on sait de trop, par de nombreux accidents dus à l'emploi de lampes baladeuses au cours de ce travail, combien sont sensibles au choc électrique les ouvriers qui effectuent le nettoyage intérieur des chaudières; l'expérience enseigne également à quel point l'emploi des machines ou lampes portatives peut être dangereux dans les endroits humides.

Dans ces diverses circonstances, seule la très basse tension peut offrir une sécurité complète. C'est pourquoi l'article 27 dispose que l'emploi des lampes baladeuses et des machines-outils à main dans les endroits très conducteurs (qu'ils soient situés à l'intérieur de locaux ou à l'extérieur) ne peut avoir lieu que s'il est fait usage de la très basse tension.

Là encore, la technique a ouvert la voie à la réglementation et on n'a aujourd'hui aucune difficulté à se procurer de petits transformateurs de sécurité à enroulements séparés, qui permettent, dans le cas général d'emploi du courant alternatif, de satisfaire très simplement à cette prescription.

Il y a lieu de noter enfin que la Commission préparatoire du décret a entendu donner au terme « machine-outil », pour l'application de cet article, un sens restrictif, qui exclut notamment les appareils de soudure électrique.

SECTION VIII.

VOISINAGE DE CONDUCTEURS D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE AVEC DES LIGNES DE TÉLÉCOMMUNICATION.

ART. 28-29. — Les lignes de télécommunication ne présentent généralement pas par elles-mêmes, non plus que leurs postes de communication appareils de manœuvre et d'appel, de danger d'électrocution.

Ces lignes et installations ne pourraient éventuellement devenir dangereuses que si elles subissaient des surtensions accidentelles, du fait de leur mode d'alimentation, de décharges atmosphériques ou du voisinage de lignes d'énergie.

Aux deux premiers ordres de dangers, sont destinés à parer les articles 3, alinéa 1^{er} (2^e phrase) et 8. Aux risques de contact accidentel ou d'effets d'induction dus au voisinage de lignes d'énergie correspondent spécialement (indépendamment de la prescription finale de l'article 12 relatif aux canalisations souterraines de deuxième ou de troisième catégorie) les dispositions de la première phrase de l'article 3, alinéa 1^{er} précité et celles de la présente section. C'est en considération de ces risques que doit être interprétée ici l'expression « voisinage ».

Le précédent décret visait seulement les lignes téléphoniques et les lignes de signalisation destinées à la sécurité de l'exploitation et montées, en tout ou en partie de leur longueur, sur les mêmes supports qu'une ligne électrique de la deuxième catégorie. Les mesures de protection à prendre dans ce cas ont été maintenues et font l'objet de l'article 29.

En outre, le développement des lignes diverses de télécommunication et en particulier des lignes téléphoniques intérieures dans les établissements importants est devenu tel, qu'il a paru nécessaire de formuler les prescriptions de principe contre les dangers pouvant résulter du voisinage de ces lignes avec les conducteurs d'énergie électrique servant à l'éclairage ou à la force motrice, ainsi que des parallélismes ou des croisements mal faits (art. 28).

En ce qui concerne spécialement les lignes téléphoniques, il faut considérer, en effet, que ces lignes ne sont pas toujours posées par le personnel de l'Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones et, de plus, il arrive souvent des lignes d'éclairage ou de force motrice, surtout à l'occasion d'adjonctions ou de remaniements dans les canalisations, soient posées au voisinage de lignes téléphoniques préexistantes.

Le danger des contacts éventuels entre les deux sortes de lignes par défaut d'isolement ou par écartement insuffisant, peut se traduire non seulement par des risques d'incendie (ce qui rentre dans le cadre des mesures prescrites à la section VI) mais aussi par un danger pour le personnel qui utilise le téléphone de l'établissement et qui est accoutumé à penser que le contact des fils téléphoniques n'est pas dangereux.

SECTION IX.

SURVEILLANCE ET ENTRETIEN DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES. — TRAVAUX À PROXIMITÉ DES CONDUCTEURS. — MATÉRIEL D'ISOLEMENT POUR PARER AUX ACCIDENTS.

ART. 30. — D'une manière générale toutes les mesures qui ont pour but d'assurer le bon fonctionnement d'une installation électrique et d'éviter les causes d'incendie, telles que le choix de matériaux de bonne qualité, les soins apportés à l'exécution du montage, la protection mécanique des conducteurs, la limitation de l'échauffement des diverses parties des circuits, la construction rationnelle et la disposition judicieuse des appareils d'interruption, de protection et autres, diminuent en même temps les risques d'accidents directs ou indirects de personnes.

Mais il ne suffit pas que les installations électriques répondent initialement aux meilleures règles de la technique; la sécurité des personnes est en outre intéressée au plus haut point à leur maintien en bon état d'isolement et d'entretien. C'est pour bien mettre en relief son importance préventive que l'obligation en est inscrite en tête de la présente section.

Elle s'applique en particulier aux enveloppes de protection, aux plan-

chers et tapis isolants, aux mises à la terre, aux engins et appareils mobiles tels que perceuses, lampes portatives, etc.

Certaines mesures spéciales de contrôle et de vérification sont d'ailleurs expressément prévues d'autre part (article 37).

Aux termes de l'alinéa 2 du présent article, les défauts d'isolement doivent être réparés aussitôt qu'ils se sont manifestés. Il en sera ainsi, notamment, à la suite de tout accident du travail d'ordre électrique, au sujet duquel un défaut d'isolement peut être incriminé. Il sera particulièrement intéressant, pour tirer de l'accident les enseignements qu'il comporte, d'effectuer à cette occasion toutes mesures de résistances d'isolement utiles.

ART. 31. — Cet article pose un principe nouveau, en matière de réglementation sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs : l'obligation de charger expressément un agent compétent de la surveillance et de l'entretien des installations électriques, dans tout établissement où ces installations comportent un personnel spécialisé.

Cette prescription procède de l'idée que les questions de prévention des accidents du travail doivent faire l'objet, au sein même des établissements d'une certaine importance, à la lumière des accidents survenus, d'une étude méthodique permanente, confiée à un agent averti, voire, si la nature ou l'importance de l'établissement le comporte, à un organisme spécialement constitué à cet effet. Cette méthode nouvelle, spontanément adoptée par un nombre toujours croissant d'établissements, s'est déjà révélée particulièrement féconde. Or, il n'est sans doute pas de catégorie d'accidents dont la prévention réclame davantage des spécialistes qualifiés et des mesures bien coordonnées que celle des accidents électriques.

Il y a donc tout lieu d'attendre de la disposition nouvelle, si elle est appliquée dans son esprit, qu'elle contribuera très efficacement à la recherche et à la réalisation des conditions optima de sécurité.

En vue de faciliter le contrôle de cette disposition, il est prescrit que le nom et la qualité de l'agent préposé à la surveillance et à l'entretien des installations seront inscrits (dans le cas où il est prévu) sur le registre spécial visé à l'article 37, alinéa final.

ART. 32. — Cet article est relatif aux travaux sous tension.

En principe, ces travaux sont interdits, à moins que les conditions d'exploitation ne rendent impossible la mise du circuit hors tension.

Les travaux sous tension doivent naturellement avoir un caractère d'autant plus exceptionnel et les précautions prises doivent être d'autant plus strictes et mieux étudiées que la tension est plus élevée : ce sont ces données qui commandent les mesures prescrites.

Y a-t-il lieu d'assimiler aux travaux sous tension, au sens de ces dispositions, le simple remplacement d'une lampe ou d'un fusible ? L'alinéa 2 répond par la négative pour les tensions de première catégorie. Il eût été excessif, en effet, d'imposer à cette opération des mesures correspondant à des dangers que normalement elle ne présente pas. Cela ne veut d'ailleurs pas dire qu'elle ne comporte pas un minimum de précautions élémentaires à observer, afin de prévenir tout risque (éviter, par exemple, d'effectuer ce remplacement en ayant les mains mouillées). Le mieux est du reste de couper le courant, chaque fois que possible.

Lorsqu'il s'agit d'emplacements de travail extérieurs ou de locaux très conducteurs, cette mesure est même rendue obligatoire, sauf nécessité de service, et, dans ce cas, il est prescrit que la sécurité de l'opérateur doit être assurée par les mesures d'isolement nécessaires. Dans les locaux imprégnés d'humidité ou de liquides conducteurs, en particulier, le rem-

placement sous tension d'une lampe ou d'un fusible expose, en effet, à des dangers réels, ainsi qu'en témoignent les cas d'électrocution survenus dans ces conditions et relatés par les statistiques.

ART. 33. — Dans les locaux à danger d'explosion, l'interdiction de tout travail sous tension est pour ainsi dire absolue, puisqu'il n'y peut être dérogé qu'en cas de force majeure. Comme c'est l'éventualité de la production d'une étincelle qui est ici spécialement en cause, il est stipulé que cette interdiction s'applique même au simple remplacement d'une lampe ou d'un fusible.

Il est rappelé, d'autre part, que cet article est l'un de ceux auxquels sont soumises les installations à très basse tension.

ART. 35. — L'exécution de travaux hors tension, théoriquement sans danger, donne cependant lieu parfois à des accidents, par suite du rétablissement intempestif du courant ou d'un isolement imparfait de la section à réparer.

Le présent article détermine les mesures propres à prévenir, de façon absolue, ces éventualités, à la condition d'être rigoureusement observées.

On remarquera que l'obligation, pour l'exécution de travaux hors tension, d'avoir au préalable isolé la section à réparer, s'applique non seulement à la haute tension, comme précédemment, mais aussi aux installations de première catégorie.

Pour les installations de 2^e ou de 3^e catégorie, il est exigé que la coupure de la ligne soit maintenue, pendant toute la durée du travail, par un dispositif tel que le courant ne puisse être rétabli que sur l'ordre du chef de service ou de son préposé. Ce dispositif consistera, par exemple, dans le verrouillage, la mise sous coffre de l'appareil de coupure. Par surcroît de précaution, il est de pratique courante, surtout si l'interrupteur se trouve à une certaine distance de l'endroit où se fait le travail, de se garantir en outre par un second dispositif (mise à la terre et en court-circuit des conducteurs) bien visible du lieu de travail.

La correcte exécution de ces mesures préventives dépend essentiellement de la vigilance du chef de service compétent ou de son préposé. C'est pourquoi la Commission préparatoire du décret a spécialement insisté sur la nécessité que la responsabilité de l'opération repose sur une personne unique, nommément désignée à cet effet dans chaque cas particulier, afin d'éviter toute possibilité de malentendu.

ART. 36. — Cet article se rapporte aux travaux exécutés à proximité de conducteurs en charge.

L'alinéa 1^{er}, relatif aux travaux d'élagage ou autres analogues effectués au voisinage de conducteurs de 2^e et de 3^e catégorie, est reproduit de l'ancien décret.

La disposition de l'alinéa 2, qui étend le principe de la protection à tous autres travaux effectués au voisinage de tout conducteur nu sous tension, est nouvelle. Elle vise le cas où l'ouvrier, soit par l'intermédiaire d'un outil ou d'un objet quelconque, soit directement si son attention venait à être détournée, serait exposé à entrer en contact avec une pièce sous tension. C'est donc de dispositifs de garde appropriés qu'il s'agit ici.

Naturellement, il est toujours préférable, pour autant que les conditions de l'exploitation le permettent, d'éliminer toute cause de danger en coupant le courant pendant l'exécution du travail.

ART. 37. — Cet article prescrit divers contrôles et vérifications, ainsi que la tenue d'un registre spécial, sur lequel doivent être consignés les résultats de certaines mesures de vérification; cet ensemble de disposi-

tions réalise une innovation dont l'importance ne vous échappera pas.

Les vérifications et examens prescrits par l'alinéa 1^{er} sont élémentaires et trouvent leur justification dans les considérations déjà développées.

On ne saurait trop insister, en particulier, sur la nécessité d'une vérification systématique du bon état des isolants des conducteurs souples de tous appareils amovibles et plus spécialement des machines-outils portatives, isolants fréquemment détériorés par suite des conditions d'emploi de ces conducteurs et de l'indifférence avec laquelle les traitent les ouvriers ignorant les choses de l'électricité. Ici, plus encore que sur tout autre point, on peut dire que la continuité de la protection dépend entièrement du bon entretien des conducteurs et de la vigilance du contrôle.

Quant à la mesure journalière aux tableaux de distribution des installations triphasées dont le point neutre ne serait pas mis à la terre, de la tension entre chaque phase et la terre, elle constitue le complément nécessaire de l'isolement du point neutre. Sont toutefois exonérées de cette obligation, les petites installations de force d'une puissance inférieure à 5 kilowatts.

Les inspecteurs ne devront pas manquer de s'assurer que l'ordre de service prévu pour l'exécution du présent alinéa a bien été pris et d'appeler instamment l'attention des exploitants sur l'intérêt qui s'attache à ce qu'il soit effectivement observé.

L'obligation de vérifier aussi souvent qu'il est utile la continuité des conducteurs de terre, ainsi qu'il est prescrit à l'alinéa 2, est tout particulièrement impérieuse au cas où il s'agit de conducteurs souples de machines-outils portatives dans lesquels est câblé le fil de mise à la terre, en exécution de l'article 26, alinéa 3. L'expérience montre, en effet, que ce fil peut être brisé, soit par suite d'un long usage, soit par manutention brutale, et devenir inopérant. Cette rupture reste inaperçue de l'utilisateur et ne peut être décelée que par une vérification soigneusement faite par une personne compétente.

La portée de la vérification, au moins annuelle, de la résistance des terres prévue par l'alinéa 3, ainsi que de la vérification, au moins semestrielle, des isolements des installations électriques particulièrement exposées aux causes de mauvais isolement et présentant des conducteurs ou appareils accessibles, prévue par l'alinéa 4, a déjà été définie au cours du commentaire.

Il importe de ne pas perdre de vue qu'en raison des difficultés fréquentes de réaliser une bonne mise à la terre et des causes diverses qui peuvent affecter son efficacité, cette mesure de protection, pour rigoureusement indispensable qu'elle soit aux cas où elle est prévue, ne peut donner à elle seule le plus souvent qu'une sécurité relative. Cette sécurité pourrait même devenir complètement illusoire, si les mises à la terre n'étaient l'objet de toutes vérifications utiles, et en particulier de mesures périodiques, aussi fréquentes que le comportent les conditions locales, de la résistance des prises de terre.

En ce qui concerne l'obligation des mesures semestrielles d'isolement prévue pour certaines installations, elle répond à la nécessité de s'assurer périodiquement que ces installations conservent une résistance d'isolement acceptable, malgré les conditions défavorables auxquelles elles sont soumises à cet égard. Il doit être bien entendu que si les mesures effectuées donnent des résultats insuffisants, l'article 22 exige l'emploi de la très basse tension. Ces mesures d'isolement conditionnent donc, ainsi qu'il a déjà été marqué plus haut, l'application de cet article.

De ce que la vérification des résistances d'isolement des installations n'est rendue obligatoire que dans cette limite encore assez restreinte, il ne s'ensuit point que cette vérification doive se borner, en pratique, aux installations visées. Elle est au contraire une conséquence normale de la double obligation de donner à l'installation électrique un isolement aussi

élevé que possible et de maintenir cet isolement en bon état. En fait, les industriels soucieux du bon état de leurs installations ne manquent pas de faire procéder d'eux-mêmes, aussi souvent qu'il est nécessaire, à toutes mesures d'isolement utiles et on ne peut que souhaiter, du point de vue de la sécurité ouvrière, de voir se généraliser cette pratique : elle est la plus sûre garantie contre les accidents.

Toutefois, en raison de la très grande diversité des installations soumises au décret, tant au point de vue de leur nature et conditions d'exploitation que de leur importance, il a paru convenir de limiter, quant à présent, la sujétion légale, aux installations dont l'isolement requiert plus particulièrement l'attention. Par l'ensemble des vérifications et contrôles déjà imposés, les exploitants seront peu à peu amenés à s'intéresser davantage au bon état de leurs installations et l'expérience acquise permettra d'envisager ultérieurement, dans la mesure et suivant les modalités qui seront jugées convenables, l'extension du champ des mesures d'isolement obligatoires.

Il importe que les vérifications d'isolement, de même que la vérification annuelle de la résistance des terres, soient effectuées avec grand soin et que les résultats en soient dûment interprétés. C'est pourquoi il est prescrit qu'elles doivent être faites par une personne qualifiée.

Le préposé à ces vérifications pourra, bien entendu, se confondre avec celui qui est chargé, d'autre part, de la surveillance et de l'entretien général de l'installation électrique. Mais il n'appartiendra pas nécessairement au personnel de l'établissement, ce qui d'ailleurs ne serait pas toujours possible. Il pourra, au surplus, être jugé plus expédient de confier, par exemple, ces vérifications, ainsi qu'il est déjà d'usage fréquent, à un organisme ayant la surveillance des installations électriques dans ses attributions spéciales et offrant, par conséquent, les meilleures garanties de compétence.

Le contrôle d'exécution des vérifications périodiques est assuré par la tenue d'un registre spécial, sur lequel doivent être consignés, aux termes de l'alinéa final, la date de chaque vérification, le nom et la qualité de la personne qui l'a effectuée, ainsi que ses résultats.

Ce sont les résultats numériques des mesures de vérification qui doivent être inscrits sur ce registre. Au cas où ces vérifications seraient opérées pour le compte de l'établissement, par exemple par un organisme spécial, on pourrait toutefois se dispenser de transcrire sur le registre le rapport de vérification établi par cet organisme, en portant simplement la mention que ce rapport est annexé au registre.

Ce dernier doit être tenu constamment à la disposition de l'Inspection du travail (art. 41, alinéa final). Il est inutile de souligner combien sa tenue régulière importe à l'efficacité du contrôle.

Au reste, il y a un intérêt évident pour l'exploitant lui-même, à ce que les résultats des mesures successives soient ainsi conservées, afin de pouvoir faire l'objet de tous rapprochements utiles.

SECTION X.

DÉROGATION. — AFFICHAGE. — CONTRÔLE.

ART. 40. — Le présent article prescrit notamment l'affichage, dans les locaux contenant des installations de 2^e ou de 3^e catégorie, d'un ordre de service indiquant qu'il est dangereux et formellement interdit de toucher aux pièces métalliques ou conducteurs soumis à une tension de l'une de ces catégories, même avec des gants en caoutchouc, ou de se livrer à des travaux sur ces pièces ou conducteurs, même avec des outils à manche isolant.

Cette interdiction a pour but de prévenir certaines imprudences possibles de la part d'ouvriers insuffisamment conscients du danger. Mais il va sans dire qu'elle ne s'oppose pas, le cas échéant, à l'exécution de travaux sous tension sur des installations de 2^e ou de 3^e catégorie, dans les circonstances très exceptionnelles et sous les conditions visées à l'article 32, alinéa 1^{er}.

Fait à Paris, le 20 août 1935.

Le Ministre du Travail,
L.-O. FROSSARD.

DÉCRET DU 4 AOÛT 1935 ⁽¹⁾

concernant l'emploi, dans les établissements de l'industrie textile, des cotons, ouates, gazes et autres objets ayant servi à des pansements.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu les articles 67, 68 et 69 du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale;

Vu l'article 186, alinéa 1^{er}, dudit Livre II;

Vu le décret du 1^{er} octobre 1913 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du Livre II du Code du travail (Titre II : *Hygiène et sécurité des travailleurs*) en ce qui concerne l'emploi, dans les établissements de l'industrie textile, des cotons, ouates, gazes et autres objets ayant servi à des pansements;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 du décret du 1^{er} octobre 1913 concernant l'emploi, dans les établissements de l'industrie textile, des cotons, ouates, gazes et autres objets ayant servi à des pansements, est abrogé.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Mercy-le-Haut, le 4 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

L.-O. FROSSARD.

DÉCRET DU 4 AOÛT 1935 ⁽¹⁾

concernant les mesures particulières de protection à prendre dans les fabriques d'acéto-arsénite de cuivre.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail;

Vu les articles 67, 68 et 69 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale;

Vu l'article 186, alinéa 1^{er}, dudit Livre II;

(1) J. O. du 14 août 1935.

Vu le décret du 1^{er} octobre 1913 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale (Titre II : *Hygiène et sécurité des travailleurs*) en ce qui concerne les mesures particulières de protection à prendre dans les fabriques d'acéto-arsénite de cuivre;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 8 du décret du 1^{er} octobre 1913 concernant les mesures particulières de protection à prendre dans les fabriques d'acéto-arsénite de cuivre est abrogé.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Mercy-le-Haut, le 4 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

L-O. FROSSARD.

DÉCRET DU 4 AOÛT 1935 (1)

concernant le soufflage à la bouche dans les verreries.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu les articles 67, 68 et 69 du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale;

Vu l'article 186, alinéa 1^{er}, dudit Livre II;

Vu le décret du 1^{er} octobre 1913 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du Livre II du Code du travail (Titre II : *Hygiène et sécurité des travailleurs*) en ce qui concerne le soufflage à la bouche dans les verreries;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 7 du décret du 1^{er} octobre 1913 concernant le soufflage à la bouche dans les verreries est abrogé.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Mercy-le-Haut, le 4 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

L-O. FROSSARD.

(1) J. O. du 14 août 1935.

DÉCRET DU 4 AOÛT 1935⁽¹⁾

concernant les mesures particulières d'hygiène applicables dans l'industrie de la couperie de poils.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu les articles 67, 68 et 69 du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale;

Vu l'article 186, alinéa 1^{er}, dudit Livre II;

Vu le décret du 1^{er} octobre 1913 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale (Titre II : *Hygiène et sécurité des travailleurs*) en ce qui concerne les mesures particulières d'hygiène applicables dans l'industrie de la couperie de poils;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 10 du décret du 1^{er} octobre 1913 concernant les mesures particulières d'hygiène applicables dans l'industrie de la couperie de poils est abrogé.

ART. 2. — L'article 13 dudit décret est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 13. — Les prescriptions du présent décret pour l'application desquelles est prévue la procédure de la mise en demeure, en exécution de l'article 68 du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, sont les suivantes : article 3, article 4 (alinéa 5), article 6.

« Le délai minimum prévu à l'article 69 desdits Livre et Code pour l'exécution des mises en demeure est fixé à quatre jours pour toutes les mises en demeure fondées sur les prescriptions qui précèdent; toutefois, ce délai minimum sera porté à un mois, lorsque l'exécution de ces mises en demeure comportera la création d'installations nouvelles et non pas seulement l'utilisation d'installations existantes.

ART. 3. — A titre transitoire, sont maintenues, jusqu'à expiration du délai imparti pour leur exécution, les mises en demeure fondées sur d'autres dispositions du décret du 1^{er} octobre 1913 que celles visées par l'article précédent, notifiées aux chefs d'établissement avant la publication du présent décret et dont le délai d'exécution n'était pas encore expiré à la date d'entrée en vigueur de ce décret.

ART. 4. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 5. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Mercy-le-Haut, le 4 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

L-O. FROSSARD.

⁽¹⁾ J. O. du 14 août 1935.

DÉCRET DU 4 AOÛT 1935 ⁽¹⁾

concernant la manipulation du linge sale dans les ateliers de blanchissage.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu les articles 67, 68 et 69 du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale;

Vu l'article 186, alinéa 1^{er}, desdits Livre et Code;

Vu le décret du 1^{er} octobre 1913 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale (Titre II : *Hygiène et sécurité des travailleurs*) en ce qui concerne la manipulation du linge sale dans les ateliers de blanchissage;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 8 du décret du 1^{er} octobre 1913 concernant la manipulation du linge sale dans les ateliers de blanchissage est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 8. — La procédure de la mise en demeure est prévue, en exécution de l'article 68 du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, pour l'application des prescriptions de l'article 6 du présent décret.

« Le délai minimum d'exécution des mises en demeure prévu à l'article 69 desdits Livre et Code est fixé à quatre jours pour les mises en demeure fondées sur ledit article 6; toutefois, ce délai minimum sera porté à un mois, lorsque l'exécution des mises en demeure comportera la création d'installations nouvelles et non pas seulement l'utilisation d'installations existantes. »

ART. 2. — A titre transitoire, sont maintenues, jusqu'à expiration du délai imparti pour leur exécution, les mises en demeure fondées sur d'autres dispositions du décret du 1^{er} octobre 1913 que celles de l'article 6, notifiées aux chefs d'établissement avant la publication du présent décret et dont le délai d'exécution n'était pas encore expiré à la date d'entrée en vigueur dudit décret.

ART. 3. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 4. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Mercy-le-Haut, le 4 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

L-O. FROSSARD.

⁽¹⁾ J. O. du 14 août 1935.

DÉCRET DU 4 AOÛT 1935 (1)

concernant les mesures particulières relatives aux étalages extérieurs des boutiques et magasins.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu les articles 67, 68 et 69 du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale;

Vu l'article 186, alinéa 1^{er}, du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale;

Vu le décret du 22 septembre 1913, modifié par le décret du 25 décembre 1928, portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale (Titre II : *Hygiène et sécurité des travailleurs*) en ce qui concerne les mesures particulières relatives aux étalages extérieurs des boutiques et magasins;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 du décret du 22 septembre 1913, modifié par le décret du 25 décembre 1928, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 2. — La procédure de la mise en demeure est prévue, en exécution de l'article 68 du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, pour l'application des prescriptions de l'article 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, du présent décret.

« Le délai minimum d'exécution des mises en demeure fondées sur ces prescriptions, prévu à l'article 69 desdits Livre et Code, est fixé à quatre jours; toutefois, ce délai minimum sera porté à un mois lorsque l'exécution de ces mises en demeure comportera la création d'installations nouvelles et non pas seulement l'utilisation d'installations existantes. »

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Mercy-le-Haut, le 4 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

L-O. FROSSARD.

DÉCRET DU 4 AOÛT 1935 (1)

concernant les mesures à prendre pour assurer la sécurité des travailleurs sur les voies ferrées des établissements visés par l'article 65 du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu les articles 67, 68 et 69 du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale;

(1) J. O. du 14 août 1935.

Vu l'article 186, alinéa 1^{er}, dudit Livre II;

Vu le décret du 4 décembre 1915 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les mesures à prendre pour assurer la sécurité des travailleurs sur les voies ferrées des établissements visés par l'article 65 du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 21 du décret du 4 décembre 1915 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 21. — La procédure de la mise en demeure est prévue, en exécution de l'article 68 du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, pour l'application des prescriptions des articles 2, 3, 6 et 11 (premier membre de phrase) du présent décret.

« Le délai minimum prévu à l'article 69 desdits Livre et Code pour l'exécution des mises en demeure est fixé à un mois pour les mises en demeure fondées sur les prescriptions des articles 2, 3 et 6 et à quatre jours pour les mises en demeure fondées sur les prescriptions de l'article 11 (premier membre de phrase). »

ART. 2. — L'alinéa 2 de l'article 22 du décret du 4 décembre 1915 est modifié comme suit :

« Toutefois, le Ministre du Travail peut, par arrêté pris sur le rapport des inspecteurs du travail et après avis du comité consultatif des arts et manufactures, accorder dispense, pour un délai de cinq ans, de tout ou partie des prescriptions des articles 2, 3 et 6 du présent décret aux établissements existant avant sa publication, lorsque la sécurité du personnel est assurée dans des conditions satisfaisantes et que l'application immédiate de ces prescriptions présenterait des difficultés exceptionnelles. »

ART. 3. — A titre transitoire, sont maintenues, jusqu'à expiration du délai imparti pour leur exécution, les mises en demeure fondées sur d'autres prescriptions du décret du 4 décembre 1915 que celles visées à l'article 21, notifiées aux chefs d'établissement avant la publication du présent décret et dont le délai d'exécution n'était pas encore expiré à la date d'entrée en vigueur de ce décret.

ART. 4. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 5. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Mercy-le-Haut, le 4 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

L-O. FROSSARD.

DÉCRET DU 4 AOÛT 1935⁽¹⁾

concernant les mesures particulières de protection applicables aux établissements dans lesquels sont entreposés ou manipulés certains liquides particulièrement inflammables.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu les articles 67, 68 et 69 du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale;

Vu l'article 186, alinéa 1^{er}, dudit Livre II;

Vu le décret du 15 mars 1930 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du Livre II du Code du travail (Titre II : *Hygiène et sécurité des travailleurs*), en ce qui concerne les mesures particulières de protection applicables aux établissements dans lesquels sont entreposés ou manipulés certains liquides particulièrement inflammables;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 9 du décret du 15 mars 1930 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 9. — Les prescriptions du présent décret pour l'application desquelles est prévue la procédure de la mise en demeure en exécution de l'article 68 du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, sont les suivantes : article 2, alinéa 2 (premier membre de phrase), article 6, alinéa 2 (deuxième membre de phrase), article 7.

« Le délai minimum prévu à l'article 69 desdits Livre et Code pour l'exécution des mises en demeure est fixé :

« A quatre jours pour les mises en demeure fondées sur les dispositions des articles 6, alinéa 2 (deuxième membre de phrase) et 7 du présent décret;

« A un mois pour les mises en demeure fondées sur les dispositions de l'article 2, alinéa 2 (premier membre de phrase) du présent décret.

« Toutefois, en ce qui concerne les mises en demeure fondées sur les dispositions de l'article 7, le délai minimum sera porté à un mois, lorsque l'exécution de ces mises en demeure comportera la création d'installations nouvelles et non pas seulement l'utilisation d'installations existantes. »

ART. 2. — A titre transitoire, la procédure de la mise en demeure est prévue jusqu'à expiration d'un délai de six mois à dater de la publication du présent décret, pour l'application des prescriptions de l'article 2, alinéa 2 (deuxième membre de phrase) et le délai minimum d'exécution des mises en demeure fondées sur ces prescriptions est fixé à un mois.

ART. 3. — A titre transitoire, sont maintenues, jusqu'à expiration du délai imparti pour leur exécution, les mises en demeure fondées sur d'autres dispositions du décret du 15 mars 1930 que celles visées par les articles précédents, notifiées aux chefs d'établissement avant la publication du présent décret et dont le délai d'exécution n'était pas encore expiré à la date d'entrée en vigueur de ce décret.

(1) J. O. du 10 août 1935.

ART. 4. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 5. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Mercy-le-Haut, le 4 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

L-O. FROSSARD.

DECRET DU 4 AOUT 1935 (*)

portant règlement d'administration publique établissant un régime uniforme de répartition des heures de présence dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou dames de la ville de Périgueux.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 26 août 1920, modifié par le décret du 30 octobre 1921, et par le décret du 23 octobre 1933, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les magasins et salons de coiffure et notamment l'article 2, paragraphes 3 et 7, conçus comme suit :

« Dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, en raison du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue ci-après correspond à la durée maximum de travail effectif fixé au premier paragraphe du présent article :

« 52 heures par semaine à Paris;

« 54 heures par semaine dans les villes comptant plus de 500.000 habitants;

« 55 heures par semaine dans toute l'étendue du département de la Seine, moins Paris, dont le maximum est établi ci-dessus;

« 57 heures par semaine dans les villes comptant moins de 100.000 habitants;

« 60 heures par semaine dans les villes comptant plus de 100.000 habitants.

« Si des organisations patronales et ouvrières de la profession, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire, ou dans une localité déterminée, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition des heures pour tous les établissements de la profession dans la région, la localité ou les quartiers, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, là où il en existe »;

Vu l'accord intervenu le 1^{er} octobre 1934 entre le syndicat des patrons coiffeurs et le syndicat des ouvriers coiffeurs de Périgueux;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DECRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville de Périgueux, pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, est établi le régime uniforme ci-après de répartition des heures de présence:

A. — Magasins et salons fermant le dimanche : lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi, samedi : de 8 heures à 12 heures et de 13 h. 30 à 19 h. 30.

B. — Magasins et salons de coiffure fermant le lundi : mardi, mercredi, jeudi, vendredi : de 8 heures à 12 heures et de 13 h. 30 à 20 heures.

(*) J. O. du 10 août 1935.

Le samedi : de 8 heures à 12 heures et de 13 h. 30 à 20 h. 30. Le dimanche : de 7 heures à 13 heures.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Mercy-le-Haut, le 4 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

L-O. FROSSARD.

DÉCRET DU 4 AOÛT 1935 (1)

modifiant le décret du 15 février 1929 établissant un régime uniforme de répartition des heures de présence dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Tours et de diverses communes avoisnantes.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 26 août 1920, modifié par les décrets des 30 octobre 1921 et 20 octobre 1933, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les magasins et salons de coiffure, et notamment l'article 2, paragraphes 3, 6 et 7, conçus comme suit :

« Dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, en raison du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue ci-après correspond à la durée maximum de travail effectif fixée au premier paragraphe du présent article :

« 52 heures par semaine à Paris;

« 54 heures par semaine dans les villes comptant plus de 500.000 habitants;

« 55 heures par semaine dans toute l'étendue du département de la Seine, dont le maximum est établi ci-dessus;

« 57 heures par semaine dans les villes comptant au plus 500.000 et au moins 100.000 habitants;

« 60 heures par semaine dans les villes comptant moins de 100.000 habitants.

« Lorsque, dans une profession comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté, par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées, que le maximum hebdomadaire de travail effectif dans les magasins et salons de coiffure pour hommes et dans les magasins et salons de coiffure pour dames correspond à une durée de présence inférieure à celle qui est fixée au paragraphe 3 du présent article, un régime différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé, à titre provisoire, par arrêté ministériel. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

« Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition des heures pour tous les établissements de la profession dans la région, la localité ou les quartiers, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, là où il en existe »;

Vu les décrets des 14 mai 1923 et 15 février 1929, portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition des heures de présence dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Tours et des com-

(1) J. O. du 10 août 1935.

munes de Saint-Pierre-des-Corps, Saint-Symphorien, Saint-Cyr-sur-Loire, Saint-Avertin et la Riche;

Vu l'accord intervenu entre les organisations patronales et ouvrières intéressées;
Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret du 15 février 1929 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans toute l'étendue de la ville de Tours, ainsi que dans les communes de Saint-Pierre-des-Corps, Saint-Symphorien, Saint-Cyr-sur-Loire, Saint-Avertin et la Riche, pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes et pour dames est établi le régime uniforme ci-après de répartition des heures de présence journalière, portant sur une durée de présence réduite à 57 heures par semaine ::

1° Pour les magasins et salons de coiffure du centre : le repos hebdomadaire étant fixé au dimanche : du lundi au samedi inclus : de 8 heures à 19 heures avec repos de 12 heures à 13 h. 30;

2° Pour les magasins et salons de coiffure de la périphérie : le repos hebdomadaire étant d'une journée et demie : du mardi au samedi inclus : de 8 heures à 20 heures, avec repos de 12 heures à 13 h. 30; le dimanche matin : de 7 h. 30 à 12 heures du 1^{er} avril au 30 septembre; de 8 heures à 12 h. 30 du 1^{er} octobre au 31 mars.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Mercy-le-Haut, le 4 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

L-O. FROSSARD.

DÉCRET DU 4 AOÛT 1935⁽¹⁾

portant règlement d'administration publique autorisant une répartition inégale des heures de travail dans les industries du bâtiment et des travaux publics de la ville de Nantes et de diverses communes avoisnantes.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 11 février 1924, modifié par le décret du 26 février 1934, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du bâtiment et des travaux publics, et notamment l'article 2, paragraphes 1 et 2, conçus comme suit :

« Dans les entreprises visées à l'article 1^{er}, la durée du travail effectif ne devra pas dépasser huit heures par jour ouvrable;

« A la demande d'organisations patronales et ouvrières de la profession, de la localité ou de la région, des arrêtés ministériels pourront, après consultation de

(1) J. O. du 10 août 1935.

toutes les organisations intéressées, et en se référant, là où il en existe, aux accords intervenus entre elles, autoriser, par dérogation au régime visé au précédent alinéa, et à titre provisoire, une répartition inégale des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique »;

Vu la demande formulée par l'Union départementale des syndicats ouvriers de la Loire-Inférieure;

Vu les observations formulées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville de Nantes et des communes de Rezé, La Montagne, Le Pellerin, Bouaye, Saint-Jean-de-Boiseau, Brains et Saint-Nazaire, pour toutes les entreprises visées à l'article 1^{er} du décret du 11 février 1924, modifié par le décret du 28 février 1924, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du bâtiment et des travaux publics, est autorisée la répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos de l'après-midi du samedi.

ART. 2. — Le présent décret entrera en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Mercy-le-Haut, le 4 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

L.-O. FROSSARD.

DÉCRET DU 8 AOÛT 1935

concernant l'application à l'Algérie de la loi du 30 mars 1935 complétant l'article 93 du Livre II du Code du Travail en vue de confier aux inspecteurs du travail le contrôle et l'exécution de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 protégeant la main-d'œuvre nationale.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre de l'Intérieur et du Ministre du Travail,

Vu le décret du 23 août 1898, modifié par le décret du 23 octobre 1934, sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie;

Vu le décret du 15 janvier 1921 rendant applicable à l'Algérie le Livre II du Code du travail et notamment les articles 93 à 111 relatifs aux inspecteurs du travail;

Vu le décret du 9 avril 1935 rendant applicables à l'Algérie la loi du 10 août 1932 et le décret du 19 octobre 1932 protégeant la main-d'œuvre nationale;

Vu la loi du 30 mars 1935 complétant l'article 93 du Livre II du Code du travail en vue de confier aux inspecteurs du travail le contrôle et l'exécution de l'article 2 de la loi précitée du 10 août 1932;

Vu l'avis du Conseil de gouvernement;

Vu les propositions du Gouverneur général de l'Algérie,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est applicable à l'Algérie l'article unique de la loi du 30 mars 1935 dont la teneur suit :

« L'article 93 du Livre II du Code du Travail est complété par le paragraphe ci-après :

« Art. 93, § 4. — Ils (les inspecteurs du travail) sont en outre chargés d'assurer l'exécution de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 protégeant la main-d'œuvre nationale. »

ART. 2. — Le Ministre de l'Intérieur et le Ministre du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de l'Algérie.

Fait à Paris, le 8 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre de l'Intérieur,
Joseph PAGANON.

Le Ministre du Travail,
L.-O. FROSSARD.

DÉCRET DU 21 AOÛT 1935 (¹)

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les boulangeries de la ville de Niort et de diverses communes avoisinantes.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du Livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 9 décembre 1934 relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les boulangeries de la ville de Niort et de diverses communes avoisinantes;

Vu l'accord intervenu le 29 mai 1934 entre le Syndicat des patrons boulangers et le Syndicat des ouvriers boulangers;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans les établissements ou parties d'établissement des communes de Niort, Saint-Florentès-Niort, Souché, Saint-Pézenne, où s'exerce la profession ci-après :

Boulangerie.

Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux pâtisseries qui seront réglementées par un décret spécial.

(¹) J. O. du 28 août 1935.

ART. 2. — Les établissements et parties d'établissement visés au paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir un des modes ci-après :

1° Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine;

2° Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos du samedi après-midi ou toute autre modalité équivalente.

Dans les établissements pratiquant la fermeture au public un jour par semaine, le maximum journalier prévu au 2° ci-dessus pourra être porté à douze heures la veille du jour de fermeture.

Toutefois, pour le personnel affecté à la vente et en raison du caractère intermittent du travail, la durée du travail pourra atteindre huit heures et demie par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à trois heures, le personnel ayant, pendant deux heures et demie au moins, le droit de quitter l'établissement.

L'organisation du travail par relais est interdite. Toutefois, elle pourra être autorisée par arrêté ministériel, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, pour les travaux ou les fabrications pour lesquels cette organisation sera justifiée par des raisons techniques, sous réserve que la journée de travail de chaque ouvrier occupé par relais ne soit coupée que par un seul repos.

En cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour les repos.

En cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour les repos.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. — Dans les ateliers de fabrication, en cas d'interruption collective de travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, sinistres), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée, à titre de compensation des heures de travail perdues, le jour même de l'interruption collective, avec maximum de deux heures.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues ci-dessus doit, dans l'avis qu'il devra adresser à l'inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers ou employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera pour le personnel des ateliers de fabrication, les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de

travail ne devra pas excéder la limite fixée en conformité des paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 2.

Pour le personnel affecté à la vente, l'horaire fixera, pour l'ensemble du personnel, l'heure du commencement et de la fin de la journée de travail, ainsi que la durée des repos, notamment de ceux qui sont prévus au paragraphe 3 de l'article 2. Le nombre d'heures comprises dans cette période, en y comprenant les heures consacrées aux repos, ne devra pas excéder onze heures et demie.

En outre, l'horaire devra indiquer les heures de repos pendant lesquelles le personnel aura le droit de quitter l'établissement. Aucune personne ne pourra être occupée avant l'heure du commencement ou après l'heure de la fin de la journée de travail ainsi fixée.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après, ainsi que pour les catégories de travailleurs visées par les arrêtés prévus au paragraphe 4 de l'article 2.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'établissement ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera affiché en caractères lisibles et apposé de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels il s'applique.

Un double de l'horaire et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial, tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous, et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret :

1^o Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs, employés au service de la force motrice, de l'éclairage et du matériel de levage;

Une heure au maximum.

2^o Travail des surveillants, gardiens, concierges, conducteurs d'automobiles, porteurs et préposés au service de livraison.

Quatre heures au maximum, sans que cette prolongation puisse avoir pour effet de réduire à moins de douze heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

Dans les établissements n'occupant que deux ouvriers travaillant sans l'assistance du patron et faisant normalement quatre fournées au maximum, lorsque, par suite de circonstances exceptionnelles, il n'aura pas été possible d'achever la dernière fournée dans les limites de temps prescrites, la durée de la journée de travail du ou des ouvriers pourra être prolongée d'une heure au maximum.

Dans les établissements n'occupant pour la panification que deux hommes et faisant normalement un maximum de quatre fournées, une prolongation d'une heure pourra être autorisée par l'inspecteur du travail, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

L'usage de ces dérogations devra faire l'objet d'une mention expresse figurant sur l'horaire affiché et communiqué à l'Inspection du travail.

La journée visée ci-dessus comporte 70 à 80 pains de deux kilogrammes ou leur équivalence en pains de fantaisie.

ART. 6. — La durée du travail effectif journalier peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 7 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement;

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale ou d'un service public, sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation;

3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef d'établissement; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

Limite à fixer dans chaque cas de concert entre le Ministre du Travail et le Ministre qui ordonne les travaux.

Quatre-vingts heures par an réparties sur quatre-vingts jours au plus et sans que la durée du travail journalier puisse être prolongée de plus de deux heures.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes prévues à l'article 5 est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues aux articles 4 et 5 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes), pour lesquels la durée du travail est prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée, évaluée en jours et en heures, de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret au sujet de l'horaire, et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3^o de l'article 6 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

L.-O. FROSSARD.

DÉCRET DU 21 AOÛT 1935 (1)

étendant aux boucheries et triperies des arrondissements de Bar-le-Duc et Commercy les dispositions du décret du 23 mars 1932, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les boucheries vendant au détail des villes de Bar-le-Duc, Ligny-en-Barrois, Saint-Mihiel et Verdun.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du Livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu le décret du 23 mars 1932, portant règlement d'administration publique, pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les boucheries vendant au détail des villes de Bar-le-Duc, Ligny-en-Barrois, Saint-Mihiel et Verdun;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 26 février 1935, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les boucheries des arrondissements de Bar-le-Duc et Commercy;

Vu la demande formulée par le Syndicat patronal de la boucherie et de la charcuterie de la ville de Bar-le-Duc et du département de la Meuse (arrondissements de Bar-le-Duc et de Commercy);

Vu les observations présentées par les organisations intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} du décret du 23 mars 1932, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les boucheries vendant au détail des villes de Bar-le-Duc, Ligny-en-Barrois, Saint-Mihiel et Verdun, est remplacé par les dispositions suivantes :

Les dispositions du présent décret sont applicables dans les établissements et parties d'établissement des arrondissements de Bar-le-Duc et Commercy, et dans la ville de Verdun où s'exercent les professions ci-après :

Boucherie et triperie.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

L-O. FROSSARD.

(1) J. O. du 28 août 1935.

DÉCRET DU 21 AOÛT 1935 (*)

étendant aux charcuteries des arrondissements de Bar-le-Duc et Commercy, les dispositions du décret du 21 mai 1932, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les charcuteries vendant au détail des villes de Bar-le-Duc, Ligny-en-Barrois, Saint-Mihiel et Verdun.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du Livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu le décret du 21 mai 1932, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les charcuteries vendant au détail des villes de Bar-le-Duc, Ligny-en-Barrois, Saint-Mihiel et Verdun;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 26 février 1933, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les charcuteries des arrondissements de Bar-le-Duc et de Commercy;

Vu la demande formulée par le Syndicat patronal de la charcuterie et de la boucherie de la ville de Bar-le-Duc et du département de la Meuse (arrondissements de Bar-le-Duc et de Commercy);

Vu les observations présentées par les organisations intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} du décret du 21 mai 1932, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les charcuteries vendant au détail des villes de Bar-le-Duc, Ligny-en-Barrois, Saint-Mihiel et Verdun, sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les dispositions du présent décret sont applicables dans les arrondissements de Bar-le-Duc et de Commercy et dans la ville de Verdun aux établissements et parties d'établissement où s'exerce la profession ci-après :

Charcuterie vendant au détail.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

L-O. FROSSARD.

(*) J. O. du 28 août 1935.

DÉCRET DU 3 SEPTEMBRE 1935 (1)

limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les industries textiles du département du Nord.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements du département du Nord où s'exercent les professions des industries textiles, comprises dans le groupe 4 F de la Nomenclature des professions de la Statistique générale de la France.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptible d'être occupée dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (2).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

TABEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être occupés dans les industries textiles du département du Nord.

RÉGIONS.	DÈS L'APPLICATION du décret.	SIX MOIS APRÈS.
Filatures de lin, chanvre et jute :	P. 100.	P. 100.
Cantons de Tourcoing et commune de Boeschepe.....	45	40
Communes de Pérenchies, la Madeleine, Saint-André et Wambrechies	20	15
Reste du canton d'Armentières, canton de Bailleul, communes de Lomme et Thumesnil et Quesnoy-sur-Deûle.....	15	12
Reste des cantons de Lille.....	10	8
Reste de l'arrondissement de Dunkerque, canton de Seclin et commune de Phalempin.....	8	6
Reste du département.....	4	3

RÉGIONS.	DÈS la PUBLICATION du décret.	SIX MOIS APRÈS.	UN AN APRÈS.
Filatures de coton, de soie artificielle et de schappe :	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Communes de Comines et Werwicq	60	55	"
Communes de la Madeleine et de Wattrelos.....	55	50	45
Commune de Tourcoing	50	"	"
Commune de Roubaix et de Conné-sur-Escaut.....	50	35	30
Canton de Valenciennes	30	25	20
Reste des cantons de Roubaix, cantons d'Armentières et de Lille...	20	15	"
Canton d'H. abourdin	10	6	"
Reste du département	4	3	"

(1) J. O. du 18 septembre 1935.

(2) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

RÉGIONS.	D S L'APPLICATION du décret.	SIX MOIS APRÈS.
	P. 100.	P. 100.
Tissages de toiles de linge de table, de coutil, de jute, de coton de rubans, de tresses; ficelleries, corderies, fabriques de feutres, de tulles de dentelles et de broderies. Fabriques de couvertures en laine et en coton:		
Communes de Quiévrechain, Warneton, Wervicq et Leers...	60	50
Commune de Marcq-en-Barœul.....	40	35
Communes de Comines, Frelinghien, Halluin, Recquignies, Roneq, Tourcoing, Valenciennes, Hem et Wattrelos.....	35	30
Cantons de Lille, reste des cantons d'Armentières, de Quesnoy-sur-Deûle et de Tourcoing; commune de Baisieux.....	10	8
Cantons d'Haubourdin, reste des cantons de Lannoy et de Roubaix.....	6	5
Reste du département.....	4	3
Teillage de lin :		
Cantons de Tourcoing.....	80	75
Battages et triages de laines:		
Cantons de Roubaix et de Tourcoing.....	12	10
Peignages et lavages de laines:		
Communes d'Halluin et Wattrelos.....	60	55
Commune de Tourcoing.....	55	50
Reste des cantons de Tourcoing et de Roubaix.....	40	35
Reste du département.....	10	5
Filatures de laines cardées :		
Cantons de Tourcoing et commune de Wattrelos.....	40	35
Reste du canton de Roubaix.....	30	25
Reste du département.....	10	5
Filatures de laines peignées :		
Commune de Wattrelos.....	50	45
Cantons de Tourcoing.....	25	20
Reste du canton de Roubaix.....	20	15
Canton de Trélon et reste du département.....	10	5
Tissages d'rap, draperies, tissus d'ameublement et de tapis, piqûrage :		
Communes d'Halluin, de Deulemont et de Wattrelos.....	35	30
Communes de Tourcoing et de Neuville-en-Ferrain.....	25	20
Cantons de Roubaix.....	15	12
Reste des cantons de Lannoy.....	10	8
Reste du canton de Tourcoing.....	6	5
Reste du département.....	5	"
Retorderies de laines et bonneteries :		
Communes d'Halluin.....	20	15
Communes de Tourcoing, Neuville et canton de Condé.....	15	10
Canton de Roubaix et reste du canton de Tourcoing.....	8	5
Reste du département.....	5	"
Blanchisseries, teintures et apprêts:		
Commune d'Halluin.....	60	55
Communes de Comines, de Lys et de Wattrelos.....	40	35
Communes de Tourcoing, Frelinghien, Flers et Nieppe.....	35	30
Communes de Roubaix, la Madeleine et Wasquehal.....	20	15
Reste des cantons de Roubaix et de Tourcoing et communes d'Annapes.....	12	10
Reste des cantons de Lille, Lannoy et Armentières.....	8	6
Reste du département.....	5	"

DÉCRET DU 3 SEPTEMBRE 1935 (*)

*limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie
de la métallurgie du département de la Loire-Inférieure.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de Loire-Inférieure par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent l'industrie de la métallurgie et du travail des métaux, c'est-à-dire toutes les industries et professions comprises dans les groupes 4 K et 4 L de la Nomenclature des industries et professions de la Statistique générale de la France.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptible d'être occupée dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

I. — Métallurgie de métaux non ferreux :

Pour la commune de Couëron, 8 p. 100;

Pour le reste du département, 5 p. 100.

II. — Industrie de la fabrication du fer-blanc :

Pour la commune d'Indre, 20 p. 100;

Pour le reste du département, 5 p. 100.

III. — Autres industries de la métallurgie et du travail des métaux :
Nantes (hameau de Saint-Joseph-de-Portricq), construction de locomotives :

10 p. 100 dès l'application du décret, 8 p. 100 un an après;

Autres industries, 5 p. 100;

Le reste du département, 5 p. 100 (*).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

DÉCRET DU 3 SEPTEMBRE 1935 (*)

*limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie
de la métallurgie du département du Nord.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

(*) J. O. du 18 septembre 1935.

(*) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Nord par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries de la métallurgie et du travail des métaux, c'est-à-dire toutes les industries et professions comprises dans les groupes 4 K et 4 L de la nomenclature des industries et professions de la statistique générale de la France.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptible d'être occupée dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (1).

TABLEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans l'industrie de la métallurgie et du travail des métaux du département du Nord.

RÉGIONS.	DÈS la PUBLICATION du décret.	SIX MOIS APRÈS.	UN AN APRÈS.
	p. 100.	p. 100.	p. 100.
1 ^o Communes de Jeumont, Quiévrechain et Crespin.....	65	60	"
2 ^o Communes de Marpent, Feignies, Mortagne, du Nord, Thun- l'Abbaye, Flines-les-Mortagne, Anby et Vieux-Condé.....	55	50	"
3 ^o Communes de Cousorle et Commines.....	40	35	"
4 ^o Reste des cantons de Maubeuge.....	22	20	15
5 ^o Cantons de Roubaix, Tourcoing, de Berlaimont, de Trelon et commune de Leffrinckoucke.....	20	15	"
6 ^o Cantons de Denain et de Bouchain.....	14	12	"
7 ^o Communes d'Escautpont, Bruay-sur-Escaut, Lecelles, Qua- rouble, Beuvrages et Wallères.....	14	12	10
8 ^o Communes de Condé-sur-Escaut, Raismes, Onaing, Marly et Trith-Saint-Léger.....	12	10	"
9 ^o Canton de Seclin: fonderies d'acier, grosse forge, chaudron- nerie fer et cuivre, matériel de chemins de fer.....	11	10	8
Autres industries.....	10	8	"
10 ^o Cantons d'Armentières, de Lille, de Steenvorde, de Bailleur et commune d'Anzin.....	10	8	"
11 ^o Reste des cantons de Saint-Amand, de Valenciennes, Dunkerque et Douai.....	8	7	"
12 ^o Reste du département.....	5	"	"

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 5 SEPTEMBRE 1935 (2)

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les charcuteries vendant au détail de la ville de Marseille.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) J. O. du 7 septembre 1935.

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 9 décembre 1932, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les charcuteries de Marseille;

Vu la demande formulée par une organisation ouvrière intéressée;

Vu les observations formulées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans la ville de Marseille aux établissements et parties d'établissements s'exerce la profession ci-après :

Charcuterie vendant au détail.

Si un établissement comporte accessoirement la fabrication ou la vente de toutes autres denrées, il n'en reste pas moins soumis aux dispositions du présent décret.

Les dispositions du présent décret sont également applicables aux ouvriers et employés occupés à la préparation de cuisine lorsque cette préparation est effectuée dans les établissements visés au paragraphe 1^{er} du présent article.

Ne sont pas soumis aux dispositions du présent décret :

1° Les établissements et parties d'établissement déjà soumis au décret du 3 mars 1927 visant les fabriques de conserves de viandes, produits de charcuterie, graisses alimentaires;

2° Les établissements et parties d'établissement déjà soumis au décret du 16 janvier 1931 visant les pâtisseries de Marseille;

3° Les hôtels, cafés, restaurants et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place qui seront assujettis à un décret spécial.

ART. 2. — Afin de tenir compte du caractère intermittent du travail dans les établissements visés à l'article 1^{er}, le nombre d'heures de travail est limité à 53 heures par semaine. Ce nombre pourra être porté à 56 heures lorsqu'il comprendra le temps consacré au casse-croûte du matin.

La répartition des heures de travail prévues au paragraphe ci-dessus devra se faire de telle sorte que la durée du travail journalier de l'ouvrier n'excède jamais 10 heures.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession dans la localité ou dans la région demandent qu'il soit fixé un régime uniforme dans la localité ou dans un quartier, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

L'organisation du travail par relais est interdite; en cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour les repos.

ART. 3. — Dans les ateliers de fabrication, en cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, sinistres), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée, à titre de compensation des heures de travail perdues, avec maximum de deux heures par jour, la récupération pouvant s'effectuer dans un délai maximum de six jours.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues ci-dessus doit, dans l'avis qu'il devra adresser à l'inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire, en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers ou employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera, pour l'ensemble du personnel, l'heure du commencement et de la fin de la journée de travail. Le nombre d'heures comprises dans cette période, en y comprenant les heures consacrées aux repos ne devra, en aucun cas, excéder quatorze heures. Aucune personne ne pourra être occupée avant l'heure du commencement ou après l'heure de la fin de la journée de travail ainsi fixée.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'établissement ou sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera transcrit, soit sur une affiche facilement accessible et lisible apposée de façon apparente, dans chacun des locaux de travail auxquels s'applique cet horaire, soit sur un registre constamment tenu à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du travail, dans l'établissement où est occupé le personnel visé.

Un double de l'horaire ainsi transcrit et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée, soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du travail.

ART. 5. — La durée de présence journalière peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous, et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité de l'article 2 du présent décret :

1° Travail des chauffeurs employés au service de l'éclairage, du chauffage, de la force motrice, de la réfrigération;

Une heure au maximum.

2° Travail des charretiers, voituriers, conducteurs d'automobiles et autres agents affectés au service des transports et des livraisons.

Deux heures au maximum.

Les dérogations énumérées dans le présent article sont applicables exclusivement aux hommes adultes. Elles n'auront en aucun cas pour effet de réduire au-dessous de dix heures la durée du repos ininterrompu séparant deux journées consécutives de travail.

ART. 6. — La durée de travail ou de présence peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des

Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef d'établis-

accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement.

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales ou d'un service public, sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation;

3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

sement; les jours suivants deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

Limite à fixer dans chaque cas de concert entre le Ministre du Travail et le Ministre qui ordonne les travaux.

Cent-quatre heures par an, sans que la durée du travail journalier puisse être prolongée de plus de deux heures, sauf pendant la période comprise entre le 15 décembre et le 15 janvier où la prolongation journalière de travail pourra atteindre trois heures.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant: la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail est prolongée, les heures de travail ou de repos prévues pour ces ouvriers, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret, au sujet de l'horaire, et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3° de l'article 6 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées ou compensées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Rambouillet, le 5 septembre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

L-O. FROSSARD.

DÉCRET DU 5 SEPTEMBRE 1935 (*)

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les hôtels, cafés, restaurants et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place du département des Bouches-du-Rhône.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu la demande formulée par une organisation syndicale;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 1^{er} juillet 1934, page 6641, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées en vue de l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les hôtels, cafés, restaurants et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place du département des Bouches-du-Rhône;

Vu les observations formulées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans le département des Bouches-du-Rhône, dans les établissements et parties d'établissements ci-après désignés : hôtels, restaurants, cercles, cantines, cafés, buffets, bars, débits de boisson et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place.

ART. 2. — Pour l'application de la loi du 23 avril 1919 aux établissements visés à l'article 1^{er}, et afin de tenir compte des pertes de temps correspondant aux repas et résultant du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue à l'article 3 ci-après correspond à la durée maximum de travail effectif fixée par l'article 6 du chapitre 2 (Titre 1^{er}, Livre II) du Code du travail.

ART. 3. — La durée de présence du personnel employé dans les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} doit être fixée de telle façon que chaque employé dispose, entre deux journées consécutives de travail, d'un repos ininterrompu de 11 heures consécutives au minimum. Cette durée minimum de repos ininterrompu sera de 12 heures consécutives pour les cuisiniers.

Pour toutes les catégories de personnel autres que les cuisiniers et les lingères, la durée de présence journalière ne pourra excéder 10 heures. Lorsque l'amplitude de la journée de travail dépassera 11 heures, elle comprendra un repos de deux heures consécutives au minimum, pendant lequel le personnel aura le droit de quitter l'établissement. Ce repos sera de trois heures au minimum, si l'amplitude de la journée de travail dépasse douze heures.

La durée de présence des cuisiniers ne pourra excéder neuf heures. Lorsque cette présence est répartie en deux périodes, celles-ci doivent être séparées par un repos de trois heures au minimum, pendant lequel le personnel a le droit de quitter l'établissement et ne doit, en aucun cas, séjourner dans les cuisines.

(*) J. O. du 7 septembre 1935.

La durée de présence des lingères d'hôtel ne pourra excéder dix heures.

En cas d'organisation du travail par équipes successives, la durée de présence de chaque équipe ne pourra excéder dix heures.

Les durées de présence fixées dans le présent article comprennent les périodes de temps ordinairement assignées aux repas.

Si des organisations patronales et ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession, dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, là où il en existe.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les employés et ouvriers ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, la répartition des heures de présence.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera les heures auxquelles commencera et finira chaque période de présence et en dehors desquelles aucun employé ou ouvrier ne pourra être occupé.

L'horaire, daté et signé par le chef d'entreprise, sera affiché en caractères lisibles, et apposé de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels il s'applique.

Toute modification de la répartition des heures de présence devra donner lieu avant sa mise en service à une rectification du tableau affiché.

Un double du tableau affiché et des rectifications apportées éventuellement à ce tableau devra être préalablement adressé à l'inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du service de l'Inspection du travail.

Les formalités prévues par les paragraphes 3, 4, 5 et 6 ci-dessus pourront être remplacées par la transcription de l'horaire et des rectifications éventuelles, dans les mêmes délais, sur un registre qui sera tenu constamment à la disposition du Service de l'Inspection du travail.

ART. 5. — La dureté de présence journalière peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité de l'article 3 du présent décret.

1° Travail des chauffeurs employés au service du chauffage;	Une heure et demie.
---	---------------------

2° Travail d'un chef d'équipe dont la présence est indispensable au fonctionnement d'une équipe dans le cas d'absence inattendue de son remplaçant et en attendant l'arrivée d'un autre remplaçant;	Deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'équipe.
---	---

3° Travail d'un chef d'équipe ou d'un ouvrier spécialiste dont la présence est indispensable pour coordonner le travail de deux équipes qui se succèdent.	Une heure au delà de la limite assignée au travail général de l'équipe.
---	---

4° Pour les catégories professionnelles dont le travail est coupé de longs repos réels, tels que: surveillants, gardiens, concierges, conducteurs d'automobiles, porteurs, service d'incendie.	Quatre heures au delà de la limite journalière assignée au travail général de l'établissement, avec maximum de 12 heures par jour.
--	--

Préposés au service médical et autres institutions créées en faveur des ouvriers et employés de l'établissement et de leurs familles.

5° Travail des secrétaires, maîtres d'hôtels, gérants, surveillants, chefs de cuisine, chefs sommeliers-cavistes et chefs caissières, pour la préparation des travaux exécutés par l'établissement.

Une heure.

6° Travail des caissières, pour l'arrêt de leurs comptes en fin de journée:

Une demi-heure.

Les ouvriers ou employés assurant le service de garde pourront être employés pendant les heures de repos prévues pour l'ensemble du personnel de leur catégorie. Dans ce cas l'horaire prévu à l'article 4 devra indiquer les heures de repos qui seront accordées en compensation à ces ouvriers ou employés, au cours, soit de la journée de travail précédente, soit de la journée de travail suivante.

La composition nominative du service de garde sera indiquée soit sur un tableau affiché, soit sur le registre prévu au dernier paragraphe de l'article 4 pour la transcription de l'horaire.

ART. 6. — La durée de présence journalière peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 3 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement;

Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef d'établissement; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire du travail).

Maximum annuel: cent quatre heures réparties sur cinquante-deux jours au maximum sans que la durée de présence puisse être ainsi prolongée de plus de quatre heures.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations prévues à l'article 5 est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'Inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'employés (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée de présence sera prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces employés, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel sont inscrits, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret au sujet de l'horaire où il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

Dans le cas où il aura été fait usage de la faculté prévue au paragraphe 7 de l'article 4, de transcrire l'horaire sur un registre, l'affichage du tableau prévu au paragraphe 3 du présent article pourra être remplacé par la transcription dudit tableau sur le registre.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3° de l'article 6 du présent décret sont considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Rambouillet, le 5 septembre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

L.-O. FROSSARD.

DÉCRET DU 5 SEPTEMBRE 1935 ⁽¹⁾

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les boucheries et les charcuteries vendant au détail de la ville de Saint-Quentin.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 12 février 1935, page 1852, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les boucheries et les charcuteries vendant au détail de la ville de Saint-Quentin;

Vu l'accord intervenu le 23 juillet 1934 entre les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Vu les observations formulées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans toute l'étendue de la ville de Saint-Quentin, aux établissements et parties d'établissement où s'exerce la vente au détail de viande de boucherie et de charcuterie.

Si un établissement comporte accessoirement un rayon de vente ou de fabrication de toutes autres denrées, il n'en reste pas moins soumis aux dispositions du présent décret.

ART. 2. — Afin de tenir compte du caractère intermittent du travail dans les établissements visés à l'article 1^{er}, la limite légale des heures de travail est, par application de l'article 8, 4°, du livre II du Code du travail, fixée à cinquante-quatre heures par semaine.

(1) J. O. du 7 septembre 1935.

ART. 3. — Les heures de travail prévues à l'article 2 ci-dessus doivent être réparties de telle sorte que le nombre d'heures comprises entre l'heure du commencement et celle de la fin de la journée de travail, en y comprenant les heures consacrées aux repos et repas n'excède pas :

a. Dans les établissements qui donnent un jour seulement de repos par semaine, douze heures et demie;

b. Dans les établissements qui donnent un jour et demi de repos collectif par semaine, treize heures et demie.

Dans ces heures, doivent être comprises les heures consacrées aux repos et repas, dont la durée totale ne pourra pas être inférieure à trois heures et demie, et pendant lesquelles les ouvriers et employés ont le droit de quitter l'établissement.

L'organisation du travail par relais est interdite.

En cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour les repos.

Dans les établissements occupant plus d'un employé ou ouvrier pendant les heures de repos collectif, il pourra être institué un service de garde, sous les réserves et conditions ci-après :

1° Le service de garde comprendra au maximum :

1 personne dans les établissements ayant de 2 à 5 employés ou ouvriers;

2 personnes dans les établissements ayant de 5 à 10 employés ou ouvriers;

3 personnes dans les établissements ayant plus de 10 employés ou ouvriers;

2° Un repos compensateur sera accordé dans la journée même aux personnes chargées du service de garde;

3° Les mêmes personnes ne pourront assurer le service de garde plus de trois jours par semaine, ou plus d'une semaine sur trois semaines;

4° Les heures auxquelles chacune des personnes affectées au service de garde, et qui devront être nommément désignées, assureront ce service et prendront leur repos compensateur, devront être affichées dans les conditions prévues à l'article 4 ci-après;

5° Les personnes assurant le service de garde ne pourront être occupées qu'à la réception de la viande, de la glace et autres opérations accessoires, à l'exclusion des opérations de vente.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession, dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers ou employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera, dans les limites prévues par l'article 2, les heures auxquelles commencera et finira chaque journée de travail, ainsi que les heures et la durée des repos. Aucun ouvrier ou employé ne peut être occupé avant l'heure du commencement ou après l'heure de la fin de la journée de travail ainsi fixée ou pendant les heures de repos.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'établissement ou sous la res-

pensabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera transcrit sur une affiche facilement accessible et lisible, apposée de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels il s'applique.

Un double de l'horaire ainsi transcrit et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'Inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes successives, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée par un tableau affiché, tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité de l'article 3 du présent décret :

- | | |
|--|-------------------------|
| 1° Travail des chauffeurs, employés au service de l'éclairage, de la force motrice et de la réfrigération; | Une heure au maximum. |
| 2° Travail des charretiers, voituriers, conducteurs d'automobiles et autres agents affectés au service des transports et des livraisons. | Deux heures au maximum. |

Les dérogations énumérées dans le présent article sont applicables exclusivement aux hommes adultes. Elles n'auront en aucun cas pour effet de réduire au-dessous de dix heures et demie la durée du repos ininterrompu séparant deux journées consécutives de travail.

ART. 6. — La durée du travail peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage, ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement;	Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef d'établissement; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.
--	--

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale ou d'un service public, sur un ordre du Gouverneur-Travail et le Ministre qui constatant la nécessité de la dérogation; donne les travaux.	Limite à fixer dans chaque cas de concert entre le Ministre du Travail et le Ministre qui ordonne les travaux.
---	--

3° Travaux urgents, auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).	Cent cinquante heures par an, sans que la durée du travail journalier puisse être prolongée de plus de deux heures. En aucun cas, la durée du repos séparant deux journées de travail ne pourra être réduite au-dessous de dix heures et demie.
--	---

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'Inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes,

hommes), pour lesquels la durée du travail est prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrits, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'Inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret, au sujet de l'horaire, et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3^e de l'article 6 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords en usage en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Rambouillet, le 5 septembre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,
L.-O. FROSSARD.

DÉCRET DU 7 SEPTEMBRE 1935⁽¹⁾

modifiant le décret du 27 janvier 1934, établissant un régime uniforme de répartition des heures de travail dans les magasins de vente au détail de marchandises autres que les denrées alimentaires dans la ville de Saint-Dié.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu le décret du 15 août 1923, modifié par les décrets du 3 avril 1925, du 18 mai 1926 et du 29 avril 1928 et du 7 mars 1932, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 au commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires dans un certain nombre de villes, et notamment l'article 2, § 3, conçu comme suit :

« Art. 2, § 3. — Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe »;

Vu le décret du 27 janvier 1934, portant règlement d'administration publique pour

(1) J. O. du 11 septembre 1935.

l'établissement d'un régime uniforme de répartition des heures de travail dans les magasins de vente au détail de marchandises autres que les denrées alimentaires de la ville de Saint-Dié;

Vu l'accord intervenu le 18 avril 1935 entre les organisations patronales et ouvrières intéressées en vue de la revision du décret ci-dessus visé;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 1^{er} du décret du 27 janvier 1934, portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition des heures de travail dans les magasins de vente au détail de marchandises autres que les denrées alimentaires sont remplacées par les dispositions suivantes :

Dans toute l'étendue de la ville de Saint-Dié, pour tous les établissements ou parties d'établissement visé à l'article 1^{er} du décret du 15 août 1923 modifié, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi sur la journée de huit heures au commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires est établi le régime uniforme ci-après de répartition des heures de travail :

A. Quincailleries, herboristeries, drogueries, horlogeries, bijouteries, librairies :

De 8 heures à 18 heures, un repos de deux heures consécutives étant donné au personnel entre 11 h. 30 et 14 heures.

B. Autres commerces :

De 8 h. 30 à 18 h. 30, un repos de deux heures consécutives étant donné à tout le personnel entre 11 h. 30 et 14 heures.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Rambouillet, le 7 septembre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

L.-O. FROSSARD.

DÉCRET DU 7 SEPTEMBRE 1935 ⁽¹⁾

portant règlement d'administration publique, autorisant une répartition inégale des heures de travail et fixant la répartition des heures de travail dans certaines industries du bâtiment et des travaux publics de la région lyonnaise.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 11 février 1924, modifié par le décret du 28 février 1934, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur

⁽¹⁾ J. O. du 11 septembre 1935.

la journée de huit heures dans les industries du bâtiment et des travaux publics, et notamment l'article 2, § 1^{er}, 2 et 4 n conçus comme suit :

« Dans les entreprises visées à l'article 1^{er}, la durée du travail effectif ne devra pas dépasser huit heures par jour ouvrable ;

« A la demande d'organisations patronales et ouvrières de la profession, de la localité ou de la région, des arrêtés ministériels pourront, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant, là où il en existe, aux accords intervenus entre elles, autoriser, par dérogation au régime visé au précédent alinéa, et à titre provisoire, une répartition inégale des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique. »

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles s'il en existe »

Vu les accords intervenus entre la Chambre syndicale des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics de Lyon et de la région, d'une part, et le Syndicat des menuisiers de la ville de Lyon et le Syndicat général autonome de chauffage de Lyon et banlieue ;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville de Lyon et de sa banlieue, pour tous les chantiers du bâtiment de la ville de Lyon et sa banlieue ressortissant aux entreprises du chauffage visés à l'article 1^{er} du décret du 11 février 1924, modifié par le décret du 28 février 1934, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du bâtiment et des travaux publics, est autorisée la répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos de l'après-midi du samedi.

ART. 2. — Dans toute l'étendue de la ville de Lyon et sa banlieue, pour tous les chantiers du bâtiment de la ville de Lyon et sa banlieue, ressortissant à la plomberie, à la menuiserie et à l'électricité et visés à l'article 1^{er} du décret du 11 février 1924 précité, est établi le régime uniforme ci-après de répartition des 48 heures de travail effectif de la semaine :

1° Du 16 mars au 14 octobre :

Le lundi, de 7 heures à 11 heures et de 13 heures à 17 heures ;

Les mardi, mercredi, jeudi et vendredi, de 7 heures à 11 heures et de 13 heures à 18 heures ;

Le samedi, de 7 heures à 11 heures.

2° Du 15 octobre au 15 mars :

Lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, de 7 heures à 11 heures et de 13 heures à 15 heures.

ART. 3. — Le présent décret entrera en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 4. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Rambouillet, le 7 septembre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

L.-O. FROSSARD.

DÉCRET DU 7 SEPTEMBRE 1935 (1)

portant règlement d'administration publique, autorisant une répartition inégale des heures de travail et fixant une répartition des heures de travail dans certaines industries du bâtiment et des travaux publics du département de la Haute-Savoie.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 11 février 1924, modifié par le décret du 28 février 1934, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du bâtiment et des travaux publics, et notamment l'article 2, § 1^{er}, 2 et 4 conçus comme suit :

« Dans les entreprises visées à l'article 1^{er} la durée du travail effectif ne devra pas dépasser huit heures par jour ouvrable;

« A la demande d'organisations patronales et ouvrières de la profession, de la localité et de la région, des arrêtés ministériels pourront, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant, là où il en existe, aux accords intervenus entre elles, autoriser, par dérogation au régime visé au précédent alinéa, et à titre provisoire, une répartition inégale des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique;

« Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande, par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées en se référant aux accords intervenus entre elles s'il en existe »;

Vu l'accord intervenu entre les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue du département de la Haute-Savoie, pour tous les établissements et parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du décret du 11 février 1924 modifié par le décret du 28 février 1934, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi sur la journée de huit heures dans les industries du bâtiment et des travaux publics est autorisée une répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine afin de permettre le repos de l'après-midi du samedi.

ART. 2. — Dans toute l'étendue du département de la Haute-Savoie, dans tous les établissements et parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du décret du 11 février 1924 précité, est établi le régime uniforme ci-après de répartition des heures de présence :

1° Du 1^{er} mai au 30 septembre :

Lundi, de 8 heures à 11 h. 30 et de 14 heures à 18 h. 30;

Mardi, mercredi, jeudi, vendredi : 6 h. 30 à 8 heures, de 8 h. 30 à 11 h. 30 et de 14 heures à 18 heures;

Samedi, de 7 heures à 11 heures.

2° Du 1^{er} octobre au 30 avril :

Lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi, samedi, de 7 heures à 8 h., de 8 h. 30 à 11 h. 30 et de 13 h. 30 à 17 h. 30.

(1) J. O. du 11 septembre 1935.

ART. 3. — Le présent décret entrera en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 4. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Rambouillet, le 7 septembre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,
L.-O. FROSSARD.

DÉCRETS DU 7 SEPTEMBRE 1935 ⁽¹⁾.

réglementant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de l'Ain par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries ci-après :

Tuileries, briqueteries, poteries, céramiques du bâtiment.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

Tuileries, briqueteries :

Arrondissement de Gex : 50 p. 100 dès l'application, 30 p. 100 un an après.

Reste du département : 10 p. 100.

Céramique, poterie :

Arrondissement de Gex : 20 p. 100.

Reste du département : 5 p. 100 ⁽²⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

⁽¹⁾ J. O. du 17 septembre 1935.

⁽²⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries de l'électro-chimie et de l'électro-métallurgie situés dans le département de l'Ain.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

Du 1^{er} mai au 1^{er} novembre : 20 p. 100.

Le reste de l'année : 15 p. 100⁽¹⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables trois mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département des Basses-Alpes par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries du vêtement ci-après :

Fabriques de vêtements confectionnés, de chemises, ateliers de tailleurs, couturiers, teinturerie et dégraissage.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée à 10 p. 100, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements⁽²⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les départements des Basses-Alpes et des Hautes-Alpes par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries de minoterie, de la rizerie et de la semoulerie.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

10 p. 100 dès l'application du décret;

5 p. 100 un an après ⁽¹⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département des Hautes-Alpes par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries du bois ci-après :

Sciage et fendage du bois de chauffage, fabriques de bois de fente et bois fendu, sciage de long, sciage mécanique du bois, fabriques de caisses en bois, charronnage, carrosserie, ébénisterie.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

10 p. 100 dès l'application du décret.

5 p. 100 un an après ⁽¹⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries du charronnage, de la carrosserie et de l'ébénisterie situés dans le département des Alpes-Maritimes.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exerce la fabrication du papier, des cartonnages et des sacs en papier situés dans le département des Alpes-Maritimes.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

20 p. 100 dès l'application du décret.
10 p. 100 un an après (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département des Alpes-Maritimes par les fabriques de vêtements confectionnés et de chemises, ateliers de tailleurs et de couturiers, blanchisseries, teintureries et dégraissage.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble de personnel occupé dans ces établissements :

Vêtements confectionnés, chemises, tailleurs, couturiers :

Etablissements travaillant pour les hommes : 40 p. 100;

Etablissements travaillant pour les femmes : 10 p. 100;

Blanchisseries, teintureries, dégraissage : 20 p. 100.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exerce la fabrication du chocolat situés dans le département des Alpes-Maritimes.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

15 p. 100 dès l'application du décret;

10 p. 100 six mois après.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exerce la fabrication des pâtes alimentaires situés dans le département des Alpes-Maritimes.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

- 20 p. 100 dès l'application du décret;
 - 15 p. 100 six mois après;
 - 10 p. 100 un an après (1).
-

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements situés dans le département de l'Ardèche et où s'exercent les industries ci-après :

Fabriques de chemises, ateliers de tailleurs et de couturiers, blanchisseries, teinturerie, dégraissage.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée à 5 p. 100, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

(1) Pour les articles 3 et 4 voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les boulangeries et pâtisseries situées dans le département de l'Ardèche.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 5 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exerce la fabrication du papier, des cartonnages et des sacs en papier situés dans le département de l'Ardèche.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 5 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être

(1) Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

employés dans le département de l'Aude par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries du bois ci-après :

Sciage et fendage du bois de chauffage, fabriques de bois de fente, bois fendu, sciage de long, sciage mécanique du bois, fabriques de bois façonné pour l'industrie, fabriques de caisses en bois.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

25 p. 100 dès l'application du décret;

20 p. 100 six mois après;

10 p. 100 un an après (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés dans le département de l'Aveyron par les entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes, stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiments, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maximum des travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel occupé dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés dans ces entreprises.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel*.

(1) Pour les art. 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMA de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
	p. 100.
I. — <i>Entreprises de terrassement.</i> — Chef d'équipe, cabot, terrassier, puisatier-mineur, boiseur, dresseur et poseur de rails, batteur de pieux.....	20
II. — a. <i>Entreprises de maçonnerie.</i> — Maçon limousinant, garçon limousinant et garçon maçon, bardeur, garçon de relais, poseur, scieur de pierre tendre, pinceur, travailleur de pierre au chantier, ravaleur, briqueteur, aide-briqueteur, applicateur d'enduit métallique, enduiseur, mouchetiqueur, tourneur de treuil, gardien de nuit, gardien de rue.....	15
b. <i>Entreprises de travaux en ciment.</i> — Compagnon cimentier, garçon cimentier.....	20
III. — <i>Entreprises de serrurerie, construction métallique et charpente en fer.</i> — a. <i>Entreprises de serrurerie et construction métallique.</i> — Traceur et chef d'équipe, forgeron d'atelier, frappeur, serrurier, ajusteur, ferreur, perceur, reproducteur, poinçonneur et cisailleur, riveur, manœuvre, homme de ville, poseur de sonnettes et de cordons mécaniques, rampistes.....	10
b. <i>Entreprises de charpente en fer.</i> — Chef d'équipe levageur, charpentier levageur, grillageur.....	10
IV. — <i>Entreprises de charpente en bois.</i> — Charpentier qualifié...	10
V. — a. <i>Entreprises de menuiserie.</i> — Menuisier, parqueteur.....	10
b. <i>Entreprises de parquets.</i> — Replanisseur de parquets.....	10
VI. — a. <i>Entreprises de fumisterie de bâtiment.</i> — Compagnon fumiste en bâtiment, garçon fumiste, tôlier fumiste, aide-tôleur fumiste	10
b. <i>Entreprises de fumisterie industrielle.</i> — Compagnon briqueteur fumiste industriel, aide-fumiste briqueteur industriel...	10
VII. — <i>Entreprises de chauffage (bâtiments).</i> — Monteur spécialiste, aide-monteur	10
VIII. — a. <i>Entreprises de peinture.</i> — Peintre en bâtiment, peintre en décors, colleur, colleur fournissant les outils, fileur ou peintre en lettres, enduiseur.....	10
b. <i>Entreprises de ravalement.</i> — Badigeonneur, échafaudeur, peintre pour ravalement.....	10
c. <i>Entreprises de vitrerie.</i> — Vitrier.....	10
IX. — <i>Entreprises de miroiterie.</i> — Premier ouvrier chef de chantier, second ouvrier qualifié.....	10
X. — a. <i>Entreprises de pavage et granit.</i> — Compagnon paveur en pierre ou en bois, dresseur, aide-paveur et manutentionnaire de dépôt, piqueur de grès ou de granit.....	20
b. <i>Entreprises d'asphalte.</i> — Ouvrier tireur de rateau, jointeur, pilonneur, rouleur, manœuvre.....	20

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMA de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
	p. 100.
c. <i>Entreprises de bitume de travaux publics.</i> — Bitumeur, applicateur d'asphalte coulé, garçon applicateur et verseur.....	20
d. <i>Entreprises de béton de travaux publics.</i> — Bétonnier (metteur en forme), aide-bétonnier.....	20
XI. — <i>Entreprises de marbrerie du bâtiment et marbrerie funéraire.</i> — Ouvrier marbrier et polisseur qualifié sachant travailler sur plans, ouvrier marbrier polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier.....	10
XII. — a. <i>Entreprises de mosaïque, carrelage.</i> — Compagnon mosaïste d'atelier pouvant faire tout le travail qui se présente et travaillant toute matière.....	20
b. Compagnon mosaïste de chantier pouvant faire le sol et l'élévation, petit compagnon mosaïste ne pouvant faire que le sol.....	20
c. Manœuvre mosaïste, garçon carreleur, faïencier qualifié, compagnon carreleur, faïencier.....	20
d. Graniteur.....	20
XIII. — <i>Entreprises de couverture, plomberie, gaz, canalisation sanitaire.</i> — Compagnon plombier, couvreur-zingueur et gazier, aide-plombier, couvreur-zingueur et gazier, gardien de rue...	10
XIV. — <i>Entreprises de fontaines.</i> — Ajusteur fontainier, plombier poseur de fonte, aide-plombier poseur de fonte, maçon fontainier, aide-maçon fontainier, manœuvre ou garde-trappe.....	5
XV. — <i>Entreprises de démolition.</i> — Chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon.....	20
XVI. — <i>Entreprises de carton-pierre et staff.</i> — Architecturier faisant la maquette, mouleur, poseur de staff et de carton-pierre, estampeur, staffeur.....	10
XVII. — <i>Entreprises de stuc.</i> — Compositeur de stuc, stucateur, polisseur de stuc, aide-stucateur.....	10
XVIII. — <i>Entreprises d'électricité du bâtiment.</i> — Monteur électricien spécialisé en téléphone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonnerie), aide-monteur électricien.....	10
XIX. — <i>Professions diverses.</i> a. Coupeurs et sertisseurs en vitraux..... b. Sculpteurs de bâtiment..... c. Parquets sans joint (applicateur).....	5 5 20
XX. — <i>Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus.</i> — Dessinateurs, commis dessinateurs, commis de chantier, mètreur en bâtiment, ingénieur conducteur de travaux.....	5

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent l'industrie de la marbrerie, de la taille et du sciage de pierres situés dans le département des Bouches-du-Rhône.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

20 p. 100 dès l'application du décret;
15 p. 100 six mois après (¹).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département des Bouches-du-Rhône par les établissements ou parties d'établissements où s'exerce l'industrie des constructions navales, c'est-à-dire toutes les industries et professions comprises dans le sous-groupe 4 L f et les numéros 4.622 et 4.623 du sous-groupe 4 J a de la nomenclature des industries et professions de la statistique générale de la France.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

20 p. 100 dès l'application du décret;
15 p. 100 un an après (¹).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

(¹) Pour les articles 3 et 4 voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exerce l'industrie de la vannerie situés dans le département des Bouches-du-Rhône.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 5 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (*).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries du charronnage, de la carrosserie et de l'ébénisterie situés dans le département des Bouches-du-Rhône.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

Charronnage, carrosserie : 10 p. 100.

Ebénisterie : 15 p. 100 dès l'application du décret; 10 p. 100 six mois après (*).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

(*) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les fabrications du papier, des cartonnages et des sacs en papier situés dans le département des Bouches-du-Rhône.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

30 p. 100 dès l'application du décret;
25 p. 100 six mois après;
20 p. 100 un an après (*).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de chaux, plâtres et ciments situées dans le département de la Corse.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

20 p. 100 dès l'application du décret;
15 p. 100 six mois après (*).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

(*) Pour les articles 3 et 4 voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les boulangeries et pâtisseries situées dans le département de la Corse.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

20 p. 100 dès l'application du décret;
10 p. 100 un an après (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries du charonnage, de la carrosserie et de l'ébénisterie situées dans le département de la Corse.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

20 p. 100 dès l'application du décret;
15 p. 100 six mois après (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

(2) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les sucreries et distilleries de betteraves situées dans le département de la Côte-d'Or.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

Sucreries et fabriques de sucre : du 1^{er} septembre au 31 décembre : 15 p. 100; le reste de l'année : 10 p. 100.

Distilleries de betteraves : 10 p. 100 (¹).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de la Côte-d'Or par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent l'industrie de la métallurgie et du travail des métaux, c'est-à-dire toutes les industries et professions comprises dans les groupes 4 K et 4 L des industries et professions de la nomenclature de la statistique générale de la France.

ART. 2. — La proportion maximum de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

a. Forges, laminoirs, fonderies. — Arrondissements de Montbard et Beaune: 30 p. 100 dès l'application du décret; 25 p. 100 six mois après. Le reste du département : 10 p. 100;

b. Autres industries de la métallurgie et du travail des métaux. — Pour tout le département : 10 p. 100 (¹).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

(¹) Pour les articles 3 et 4 voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Doubs par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries du bois ci-après :

Scieries, ébénisteries, menuiserie, parqueterie, fabriques de bois contreplaqués, marqueterie, sculpture sur bois.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries de la minoterie ainsi que les rizeries et les semouleries situés dans le département de la Drôme.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 5 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département d'Eure-et-Loir par les fabriques d'amidon, de fécule, etc., c'est-à-dire toutes les industries et professions comprises dans le sous-groupe 4 C a de la nomenclature des industries et professions de la statistique générale de la France.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

10 p. 100 dès l'application du décret;
5 p. 100 un an après (¹).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés dans le département d'Eure-et-Loir par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, cartonnage, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiments, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — La proportion maximum de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixé à 5 p. 100 de l'ensemble du personnel (¹).

.....

(¹) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés dans le département du Finistère par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et à toutes entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiments, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima des travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel occupé dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés dans ces entreprises (*).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après son insertion au *Journal officiel*,

.....

(*) Pour les articles 3 et 4 voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

TABLEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics situées dans le département du Finistère.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMA de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
	p. 100.
I. — <i>Entreprises de terrassement.</i> — Chef d'équipe, cabot, terrassier, puisatier-mineur, boiseur, dresseur et poseur de rails, batteur de pieux.....	10
II. — a. <i>Entreprises de maçonnerie.</i> — Maçon, limousinant, garçon limousinant et garçon maçon, bardeur et garçon de relais, poseur, scieur de pierres tendres, pinceur, travailleur de pierre au chantier, ravaleur, briqueteur, aide-briqueteur, applicateur d'enduit métallique, enduiseur mouchetiqueur, tourneur de treuil, gardien de nuit, gardien de rue.....	10
b. <i>Entreprises de travaux en ciment.</i> — Compagnon cimentier, garçon cimentier.....	15
III. — <i>Entreprises de serrurerie, construction métallique et charpente en fer.</i> — a. <i>Entreprises de serrurerie et construction métallique.</i> — Traceur et chef d'équipe, forgeron d'atelier, frappeur, serrurier, ajusteur, ferreur, perceur, reproducteur, poinçonneur et cisailleur, riveur, manœuvre, homme de ville, poseur de sonnettes et de cordons mécaniques, rampiste.....	5
b. <i>Entreprises de charpente en fer.</i> — Chef d'équipe, levageurs, charpentier levageur, grillageur.....	5
IV. — <i>Entreprises de charpente en bois.</i> — Charpentier qualifié...	5
V. — a. <i>Entreprises de menuiserie.</i> — Menuisier, parqueteur....	5
b. <i>Entreprises de parquets.</i> — Replanisseur de parquets....	5
VI. — a. <i>Entreprises de fumisterie du bâtiment.</i> — Compagnon fumiste en bâtiment, garçon fumiste, tôlier-fumiste, aide-tôlier fumiste	2
b. <i>Entreprises de fumisterie industrielle.</i> — Compagnon briqueteur fumiste industriel, aide-fumiste briqueteur industriel...	2
VII. — <i>Entreprises de chauffage (bâtiments).</i> — Monteur spécialiste, aide-monteur	2
VIII. — a. <i>Entreprises de peinture.</i> — Peintre en bâtiment, peintre en décors, colleur, colleur fournissant les outils, fileur ou peintre en lettres enduiseur.....	5
b. <i>Entreprises de ravalement.</i> — Badigeonneur, échafaudeur, peintre pour ravalement.....	5
c. <i>Entreprises de vitrerie.</i> — Vitrier.....	5
IX. — <i>Entreprises de miroiterie.</i> — Premier ouvrier chef de chantier second ouvrier qualifié.....	3
X. — a. <i>Entreprises de pavage et granit.</i> — Compagnon paveur en pierre ou en bois, presseur, aide-paveur et manutentionnaire de dépôt, piqueur de grès ou de granit.....	15
b. <i>Entreprises d'asphalte.</i> — Ouvrier tireur de rateau, pointeur pilonneur rouleuse, manœuvre.....	5

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMA de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
	p. 100.
c. <i>Entreprises de bitume de travaux publics.</i> — Bitumeur, applicateur d'asphalte coulé, garçon applicateur et verseur.....	5
d. <i>Entreprises de béton de travaux publics.</i> — Bétonnier (metteur en forme), aide-bétonnier.....	10
XI. — <i>Entreprises de marbrerie du bâtiment et marbrerie funéraire.</i> — Ouvrier marbrier et polisseur qualifié sachant travailler sur plans, ouvriers marbriers polisseurs, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier.....	5
XII. — <i>Entreprises de mosaïque-carrelage.</i> — a. Compagnon mosaïste d'atelier pouvant faire tout le travail qui se présente et travaillant toute matière.....	30
b. Compagnon mosaïste de chantier pouvant faire le sol et l'élévation, petit compagnon mosaïste ne pouvant faire que le sol.....	30
c. Manœuvre mosaïste, garçon carreleur, faïencier qualifié, compagnon carreleur faïencier.....	5
d. Graniteurs.....	5
XIII. — <i>Entreprises de couverture-plomberie, gaz, canalisation sanitaire.</i> — Compagnon plombier, couvreur-zingueur et gazier, aide-plombier, couvreur-zingueur et gazier, aide-maçon fontainier, gardien de rue.....	5
XIV. — <i>Entreprises de fontaines.</i> — Ajusteur fontainier, plombier, poseur de fonte, maçon fontainier, manœuvre ou garde-trappe.....	5
XV. — <i>Entreprises de démolition.</i> — Chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon.....	5
XVI. — <i>Entreprises de stuc.</i> — Compositeur de stuc, stucateur, polisseur de stuc, aide-stucateur.....	10
XVII. — <i>Entreprises de carton-pierre et staff.</i> — Architecturier faisant la maquette, mouleur, poseur de staff et de carton-pierre, estampeur, staffeur.....	10
XVIII. — <i>Entreprises d'électricité du bâtiment.</i> — Monteur électricien spécialisé en téléphone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonneries), aide-monteur électricien.....	5
XIX. — <i>Professions diverses :</i>	
a. Coupeurs et sertisseurs en vitraux.....	5
b. Sculpteurs de bâtiment.....	10
c. Parquets sans joint (applicateur).....	5
XX. — <i>Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus.</i> — Dessinateurs, commis-dessinateurs, commis de chantiers, métreurs en bâtiment, ingénieur, conducteur de travaux.....	5

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de vannerie situées dans le département du Gard.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries du charonnage, de la carrosserie et de l'ébénisterie situés dans le département du Gard.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (*).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce

(*) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques d'huiles et les savonneries situées dans le département du Gard.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixé ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

15^e p. 100 dès l'application du décret;
10 p. 100 un an après.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de papier, cartons, sacs en papier, situées dans le département du Gard.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

15 p. 100 dès l'application du décret;
10 p. 100 un an après (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de l'Isère par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries ci-après :

Tuileries, briqueteries, fabriques de produits céramiques, fabriques de chaux, plâtres et ciments.

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 40 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (*).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables trois mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de l'Isère par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries du bois ci-après :

Scieries, fabriques de bois contreplaqués, ébénisterie, menuiserie et parqueterie.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

20 p. 100 dès l'application du décret;

15 p. 100 six mois après (*).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries de la minoterie, de la beurrerie et de la fromagerie situés dans le département de l'Isère.

(*) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Jura par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries du bois ci-après :

Scieries, fabriques de bois contreplaqués, industries de l'ébénisterie, de la menuiserie et de la parqueterie.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le Jura par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries ci-après : tuileries, briqueteries, fabriques de produits céramiques, fabriques de chaux, plâtres et ciments.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

Tuileries-briqueteries, fabriques de produits céramiques : 5 p. 100;
Fabriques de chaux, plâtres et ciments : 25 p. 100 dès l'application
du décret; 20 p. 100 six mois après (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un
mois après sa publication au *Journal officiel*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent
les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce
qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être
employés dans le département du Loiret, par les établissements ou parties
d'établissements où s'exercent les industries du bois ci-après :

Fabrique de bois de fente, bois fendu, sciage de long, sciage méca-
nique du bois, fabrique de bois façonnés pour l'industrie, fabriques de
caisses en bois.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étran-
gère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'éta-
blissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il
suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établisse-
ments ou parties d'établissements :

10 p. 100 dès l'application du décret;
5 p. 100 un an après (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un
mois après sa publication au *Journal officiel*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent
les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce
qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être
employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exer-
cent toutes les industries de la fourrure situés dans le département du
Loiret.

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départe-
ments de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

Coupeurs ou coupeuses : 25 p. 100 dès l'application du décret ;
20 p. 100 six mois après ; 15 p. 100 un an après ;

Autres ouvriers ou employés : 10 p. 100 (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent toutes les industries de la statuaire situées dans le département du Loiret.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

50 p. 100 dès l'application du décret ;

40 p. 100 six mois après ;

30 p. 100 un an après (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Loiret par les établissements ou par-

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ties d'établissements où s'exercent toutes les industries de la verrerie, c'est-à-dire toutes les industries et professions comprises dans le sous-groupe 4 R. d. de la nomenclature des industries et professions de la statistique générale de la France.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

Ouvriers à la fabrication et aux fours : 35 p. 100 dès l'application du décret; 25 p. 100 six mois après; 20 p. 100 un an après;

Ouvriers occupés en dehors de la fabrication et des fours et employés toutes catégories : 10 p. 100 ⁽¹⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les commerces de bois et de charbons situés dans le département du Loiret.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée à 10 p. 100, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements ⁽¹⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce

⁽¹⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les tuileries et briqueteries situées dans le département du Loiret.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (*).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables trois mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les laiteries industrielles, coopératives ou non, situées dans le département du Loiret.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (*).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Loiret par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent l'industrie de la métallurgie et du travail des métaux, c'est-à-dire toutes les industries et les professions comprises dans les groupes 4 K et 4 L de la Nomenclature des industries et professions de la Statistique générale de la France.

(*) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (¹).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Loir-et-Cher par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries du bois ci-après :

Sciage et fendage du bois de chauffage, fabrique de bois de fente, bois fendu, sciage de long, sciage mécanique du bois, fabriques de bois façonné pour industries, fabriques de caisses en bois.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée à 5 p. 100, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (¹).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de porcelaines, faïences et grès sanitaires situées dans le département de Loir-et-Cher.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'ar-

(¹) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

tière 1^{re} du présent décret, est fixée à 5 p. 100, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements (*).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de la Haute-Marne par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries ci-après : tuileries, briqueteries, fabriques de chaux, plâtres et ciments.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

Tuileries, briqueteries : 20 p. 100 dès l'application du décret; 10 p. 100 trois mois après.

Fabriques de chaux, plâtres et ciments : 25 p. 100 dès l'application du décret; 15 p. 100 trois mois après; 10 p. 100 six mois après (*).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de la Haute-Marne par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries du bois ci-après :

Scieries, parqueteries et fabriques de caisses, industrie de la menuiserie et de l'ébénisterie, fabriques de sièges, de queues de billards, de

(*) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

coulisses de tables, de bois de brosses, de manches d'outils, fabriques de sabots et de semelles de galoches.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

10 p. 100 dès l'application du décret;

5 p. 100 un an après (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les tuileries et briqueteries situées dans le département de la Meuse.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

30 p. 100 dès l'application du décret;

20 p. 100 quatre mois après;

10 p. 100 un an après (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements ou

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

s'exercent les industries de la marbrerie, taille et polissage de pierres et granit situés dans le département de la Meuse.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptible d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans les établissements ou parties d'établissements :

40 p. 100 dès l'application du décret;

35 p. 100 six mois après;

30 p. 100 un an après.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés dans le département du Morbihan par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiments, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima des travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel occupé dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés dans ces entreprises (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

TABEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics situées dans le département du Morbihan.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMA de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
I. — <i>Entreprises de terrassement.</i> — Chef d'équipe, cabot, terrassier, puisatier-mineur, boiseur, dresseur et poseur de rails, batteur de pieux.....	5 p. 100.
II. — a. <i>Entreprises de maçonnerie et entreprises générales.</i> — Chef d'équipe, maçon, limousinant et garçon maçon, bardeur, garçon de relais, poseur scieur de pierres, travailleurs de pierres au chantier, pinceur, ravaleur, briqueteur, aide-briqueteur, applicateur d'enduit métallique..... Tourneur de treuil, gardien de nuit, gardien de rue.....	20 p. 100 à l'appli- cation du décret; 10 p. 100 six mois après 5 p. 100.
b. <i>Entreprises de travaux en ciment et entreprises générales occupant des cimentiers.</i> — Cimentiers enduiseurs et ravaleurs façadistes, enduiseurs mouchetiqueurs.....	35 p. 100 à l'appli- cation du décret; 25 p. 100 six mois après.
III. — <i>Entreprises de serrurerie, construction méallique et charpente en fer.</i> — a. <i>Entreprises de serrurerie et construction métallique.</i> — Traceur et chef d'équipe, forgeron d'atelier, frappeur, serrurier, ajusteur, ferreur, perceur, reproducteur, poinçonneur et cisailleur, riveur, manoeuvre, homme de ville, poseur de sonnettes et de cordons mécaniques, rampiste.....	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de charpente en fer.</i> — Chef d'équipe, levageurs, charpentier levageur, grillageur.....	Idem.
IV. — <i>Entreprises de charpente en bois.</i> — Charpentier qualifié...	Idem.
V. — a. <i>Entreprises de menuiserie.</i> — Menuisier, parqueteur....	10 p. 100.
b. <i>Entreprises de parquets.</i> — Replanisseur de parquets....	Idem.
VI. — a. <i>Entreprises de fumisterie du bâtiment.</i> — Compagnon fumiste en bâtiment, garçon fumiste, tôlier-fumiste, aide-tôleur fumiste	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de fumisterie industrielle.</i> — Compagnon briqueteur fumiste industriel, aide-fumiste briqueteur industriel...	Idem.
VII. — <i>Entreprises de chauffage (bâtiments).</i> — Monteur spécialiste, aide-monteur	10 p. 100.
VIII. — a. <i>Entreprises de peinture.</i> — Peintre en bâtiment, peintre en décors, colleur, colleur fournissant les outils, fileur ou peintre en lettres enduiseur.....	20 p. 100.
b. <i>Entreprises de ravalement.</i> — Badigeonneur, échafaudeur, peintre pour ravalement.....	Idem.
c. <i>Entreprises de vitrerie.</i> — Vitrier.....	5 p. 100.
IX. — <i>Entreprises de miroiterie.</i> — Premier ouvrier chef de chantier, second ouvrier qualifié.....	10 p. 100.
X. — a. <i>Entreprises de pavage et granit.</i> — Compagnon paveur en pierre ou en bois, presseur, aide-paveur et manutentionnaire de dépôt, piqueur de grès ou de granit.....	15 p. 100.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMA de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
b. <i>Entreprises d'asphalte.</i> — Ouvrier tireur de râseau, jointeur, pilonneur, rouleur, manœuvre.....	5 p. 100.
c. <i>Entreprises de bitume de travaux publics.</i> — Bitumeur, applicateur d'asphalte coulé, garçon applicateur et verseur.....	<i>Idem.</i>
d. <i>Entreprises de béton de travaux publics.</i> — Bétonnier (metteur en forme), aide-bétonnier.....	20 p. 100.
XI. — <i>Entreprises de marbrerie du bâtiment et marbrerie funéraire.</i> — Ouvrier marbrier et polisseur qualifié sachant travailler sur plans, ouvrier marbrier polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier.....	<i>Idem.</i>
XII. — <i>Entreprises de mosaïque carrelage.</i> — a. Compagnon mosaïste d'atelier pouvant faire tout le travail qui se présente et travaillant toute matière.....	25 p. 100.
b. Compagnon mosaïste de chantier pouvant faire le sol et l'élévation petit compagnon mosaïste ne pouvant faire que le sol.....	<i>Idem.</i>
c. Manœuvre mosaïste, garçon carreleur, faïencier qualifié, compagnon carreleur faïencier.....	5 p. 100.
d. Graniteurs.....	25 p. 100.
XIII. — <i>Entreprises de couverture, plomberie, gaz, canalisation sanitaire.</i> — Compagnon plombier, couvreur-zingueur et gazier, aide-plombier, couvreur-zingueur et gazier, gardien de rue...	10 p. 100.
XIV. — <i>Entreprises de fontaines.</i> — Ajusteur fontainier, plombier, poseur de fonte, maçon fontainier, aide-maçon fontainier, manœuvre ou garde-trappe.....	5 p. 100.
XV. — <i>Entreprises de démolition.</i> — Chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon.....	<i>Idem.</i>
XVI. — <i>Entreprises de carton-pierre et staff.</i> — Architecturier faisait la maquette, mouleur, poseur de staff et de carton-pierre, estampeur-staffeur.....	10 p. 100.
XVII. — <i>Entreprises de stuc.</i> — Compositeur de stuc, stucateur, polisseur de stuc, aide-stucateur.....	<i>Idem.</i>
XVIII. — <i>Entreprises d'électricité du bâtiment.</i> — Monteur électricien qualifié en téléphone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonneries), aide-monteur électricien.....	5 p. 100.
XIX. — <i>Professions diverses.</i> — a. Coupeurs et sertisseurs en vitraux.....	10 p. 100.
b. Sculpteurs de bâtiment.....	<i>Idem.</i>
c. Parquets sans joint (applicateur).....	20 p. 100.
d. Plâtriers.....	<i>Idem.</i>
XX. — <i>Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus.</i> — Dessinateurs, commis dessinateurs, commis de chantier, métreurs en bâtiment, ingénieurs, conducteurs de travaux.....	5 p. 100.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de la Nièvre par les établissements ou parties d'établissements où s'exerce l'industrie de la métallurgie et du travail des métaux, c'est-à-dire toutes les industries et professions comprises dans les groupes 4 K et 4 L de la Nomenclature des industries et professions de la Statistique générale de la France.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

Métallurgie (4 K) : 25 p. 100 dès l'application du décret; 20 p. 100 six mois après.

Travail des métaux (4 L) :

a. Fonderie et émaillerie d'appareils de chauffage : 25 p. 100 dès l'application du décret; 20 p. 100 six mois après;

b. Autres industries du travail des métaux : 10 p. 100 (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exerce l'industrie de la récupération du caoutchouc situés dans le département de la Nièvre.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

10 p. 100 dès l'application du décret;

5 p. 100 un an après (1).

.....

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de la Nièvre par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries ci-après :

Tuileries, briqueteries, fabriques de produits céramiques, de chaux, plâtres et ciments.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

Tuileries, briqueteries, produits céramiques : 20 p. 100 dès l'application; 15 p. 100 six mois après; 10 p. 100 un an après.

Chaux, plâtres et ciments : 10 p. 100 (*).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Puy-de-Dôme par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries ci-après :

Tuileries, briqueteries, fabriques de chaux, plâtres et ciments.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

Tuileries-briqueteries : 20 p. 100.

(*) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

Fabriques de chaux, plâtres et ciments : 30 p. 100 dès l'application du décret; 25 p. 100 six mois après (¹).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les sucreries et distilleries de betteraves situées dans le département de Saône-et-Loire.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

Sucreries et fabriques de sucre : du 1^{er} septembre au 31 décembre, 15 p. 100; le reste de l'année, 10 p. 100.

Distilleries de betteraves : 10 p. 100 (¹).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de chaux, plâtres et ciments situées dans le département du Tarn.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptible d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

35 p. 100 dès l'application du décret;

30 p. 100 six mois après;

25 p. 100 un an après (¹).

.....

(¹) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables trois mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Var par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries du bois ci-après : sciage et fendage du bois de chauffage, fabriques de bois de fente et de bois fendu, sciage de long, sciage mécanique du bois, fabriques de caisses en bois.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

20 p. 100 dès l'application du décret;
15 p. 100 six mois après;
10 p. 100 un an après (¹).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exerce la fabrication des pâtes alimentaires situés dans le département du Vaucluse.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée à 10 p. 100, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (¹).

.....

(¹) Pour les articles 3 et 4 voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Vaucluse par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries de la carrosserie, du charonnage et de l'ébénisterie.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée à 10 p. 100, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (*).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les établissements ou parties d'établissements où s'exerce l'industrie de la vannerie situés dans le département du Vaucluse.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

20 p. 100 dès l'application du décret;
10 p. 100 un an après (*).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

(*) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Vaucluse par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries textiles, c'est-à-dire toutes les industries et professions comprises dans le groupe 4 F de la Nomenclature des industries et professions de la Statistique générale de la France.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

20 p. 100 dès l'application du décret;

10 p. 100 un an après (¹).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

DÉCRET DU 13 SEPTEMBRE 1935 (²)

*fixant la date d'application de la loi du 11 mars 1932
sur les allocations familiales à de nouvelles catégories professionnelles.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu la loi du 11 mars 1932 sur les allocations familiales, modifiant les titres III et V du livre I^{er} du Code du travail;

Vu notamment l'article 74 h du chapitre V du titre III du livre I^{er} du Code du travail, ainsi conçu :

Postérieurement à la publication du règlement d'administration publique prévu à l'article 74 g ci-dessus, des décrets pris après consultation des syndicats patronaux des professions et des régions intéressées détermineront les délais dans lesquels les dispositions du présent chapitre entreront en vigueur dans les diverses professions ou catégories professionnelles, ou dans une même profession ou catégorie professionnelle, pour certaines régions ou même certains employeurs n'occupant qu'un nombre limité d'ouvriers ou d'employés;

Vu l'article 13 du décret du 14 mars 1933, portant règlement d'administration publique pour l'application aux professions industrielles, commerciales et libérales de la loi du 11 mars 1932;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 1^{er} mars 1935 relatif à la consultation des organisations patronales en vue de déterminer les délais de mise en vigueur de la loi dans un certain nombre de professions et dans le département de la Seine-Inférieure;

Vu les réponses des syndicats patronaux des professions intéressées;

(¹) J. O. du 18 septembre 1935.

(²) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

Vu l'avis de la Commission locale des allocations familiales du département de la Seine-Inférieure;

Vu l'avis de la Commission supérieure des allocations familiales,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — La date de mise en application de la loi du 11 mars 1932 sur les allocations familiales est fixée au 1^{er} octobre 1935 dans le département de la Seine-Inférieure et pour les catégories professionnelles ressortissant aux numéros suivants de la Nomenclature des industries et professions de la Statistique générale de la France :

- Sous-groupe 4 B e : n° 4.15. — (Boulangerie).
- Sous-groupe 4 B e : n° 4.151. — (Pâtisserie).
- Sous-groupe 4 B e : n° 4.153. — (Boulangerie mécanique).
- Sous-groupe 4 B e : n° 4.155. — (Fabrique de pain à chanter).
- Sous-groupe 6 A c : n° 6.215. — (Marchand de lait, laitier).
- Sous-groupe 6 A d : n° 6.223. — (Marchand de beurre, œufs et volailles).
- Sous-groupe 6 A d : n° 6.224. — (Crèmerie, crémier-glacier).
- Sous-groupe 6 A d : n° 6.225. — (Marchand de fromages).
- Sous-groupe 6 A d : n° 6.23. — (Epicier, marchand au détail d'épicerie).
- Sous-groupe 6 A d : n° 6.238. — (Fruitier, marchand au détail de fruits et légumes frais).
- Sous-groupe 6 A d : n° 6.239. — (Marchand confiseur).
- Sous-groupe 6 A d : n° 6.243. — (Dépôt de pain).
- Sous-groupe 6 A d : n° 6.244. — (Marchand, marchande de poissons).
- Sous-groupe 6 A d : n° 6.245. — (Marchand de salaisons, charcuterie, etc.).
- Sous-groupe 6 A d : n° 6.25. — (Boucherie au détail).
- Sous-groupe 6 A d : n° 6.254. — (Marchand d'abats, tripier).

ART. 2. — Les taux minima d'allocations familiales applicables aux professions visées à l'article 1^{er} du présent décret seront ceux fixés pour le département de la Seine-Inférieure par l'arrêté du 8 septembre 1933.

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Rambouillet, le 13 septembre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

L.-O. FROSSARD.

DÉCRET DU 17 SEPTEMBRE 1935 (1)

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les établissements de vente au détail de denrées alimentaires du département de la Vienne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

(1) J. O. du 27 septembre 1935.

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 28 décembre 1934, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans le commerce de détail de denrées alimentaires du département de la Vienne;

Vu l'accord intervenu entre les organisations patronales et ouvrières intéressées, et les observations présentées par ces organisations;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans le département de la Vienne, aux établissements et parties d'établissements où s'exerce le commerce de détail d'alimentation ci-après :

Epicerie, crèmerie, laiterie, fruiterie, commerce de fruits et légumes, commerce de poissons, commerce de salaisons, commerce de beurre, œufs, volailles, commerce de graines, alimentation générale, maisons à succursales multiples vendant des articles d'alimentation.

Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux pâtisseries, boulangeries, boucheries et charcuteries, ainsi qu'aux hôtels, cafés et restaurants, qui sont soumis à des décrets spéciaux.

ART. 2. — En raison du caractère intermittent du travail, il est admis qu'une durée de présence de cinquante-six heures et demie par semaine correspond à la durée maximum du travail effectif fixé par l'article 6 du chapitre II, titre I^{er}, livre II du Code du travail.

La répartition des heures de travail prévues au paragraphe ci-dessus devra se faire de telle sorte que la durée du travail journalier de l'ouvrier ou employé n'excède jamais neuf heures trente minutes.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession, dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. — Dans les ateliers de fabrication, en cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, sinistre), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée à titre de compensation des heures de travail perdues, avec maximum de deux heures par jour, la récupération pouvant s'effectuer dans un délai maximum de six jours.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues ci-dessus doit, dans l'avis qu'il devra adresser à l'Inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire, en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers ou employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera, pour l'ensemble du personnel, l'heure du commencement et de la fin de la journée de tra-

vail. Le nombre d'heures comprises dans cette période, en y comprenant les heures consacrées aux repos ne devra, en aucun cas, excéder quatorze heures. Aucune personne ne pourra être occupée avant l'heure du commencement ou après l'heure de la fin de la journée de travail ainsi fixée.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'établissement ou sous la responsabilité de celui-ci par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera transcrit, soit sur une affiche facilement accessible et lisible, apposée de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels s'applique cet horaire, soit sur un registre constamment tenu à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du travail, dans l'établissement où est occupé le personnel visé.

Un double de l'horaire ainsi transcrit et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'Inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée, soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du travail.

ART. 5. — La durée de présence journalière, peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous, et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité de l'article 2 du présent décret :

1° Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs employés au service de la force motrice, de l'éclairage et du matériel de levage;	Une heure au maximum.
2° Travail du personnel affecté au nettoyage des locaux, à l'emballage et aux courses;	Une heure au maximum.
3° Travail des chefs de rayons, chefs d'équipes;	Une heure au maximum.
4° Travail des étalagistes;	Une demi-heure.
5° Travail des agents spécialement affectés au service des transports et livraisons, et des veilleurs de nuit.	Trois quarts d'heure.

Les dérogations énumérées dans le présent article sont applicables exclusivement aux hommes adultes. Elles n'auront en aucun cas pour effet de réduire au-dessous de onze heures un quart la durée du repos ininterrompu séparant deux journées consécutives de travail.

ART. 6. — La durée de travail ou de présence peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement;	Faculté illimitée pendant un jour, au choix du chef d'établissement; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.
--	---

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales ou d'un service public, sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation;

3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Limite à fixer dans chaque cas de concert entre le Ministre du Travail et le Ministre qui ordonne les travaux.

Cinquante-deux heures par an, sans que la durée du travail puisse être prolongée de plus de deux heures.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'Inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes), pour lesquels la durée du travail est prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret, au sujet de l'horaire, et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3° de l'article 6 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Rambouillet, le 17 septembre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

L.-O. FROSSARD.

DECRET DU 15 OCTOBRE 1935 (1)

portant règlement d'administration publique établissant un régime uniforme de répartition des heures de présence dans les magasins et salons

(1) J. O. du 13 novembre 1935, page 12046. Erratum J. O. du 20 novembre 1935.

de coiffure pour hommes ou pour dames du département de la Charente-Inférieure.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 26 août 1920, modifié par le décret du 30 octobre 1921 et par le décret du 23 octobre 1933, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les magasins et salons de coiffure, et notamment l'article 2, § 3 et 7, conçus comme suit :

« Dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, en raison du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue ci-après correspond à la durée maximum de travail effectif fixé au premier paragraphe du présent article :

52 heures par semaine à Paris;

54 heures par semaine dans les villes comptant plus de 500.000 habitants;

55 heures par semaine dans toute l'étendue du département de la Seine, moins Paris, dont le maximum est établi ci-dessus;

57 heures par semaine dans les villes comptant au plus 500.000 et au moins 100.000 habitants;

60 heures par semaine dans les villes comptant moins de 100.000 habitants.

.....
Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition des heures pour tous les établissements de la profession dans la région, la localité ou les quartiers, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, là où il en existe;

Vu l'accord intervenu le 8 décembre 1934 entre les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Vu les observations présentées par ces organisations;

Le Conseil d'Etat entendu,

DECRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue du département de la Charente-Inférieure, pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames est établi le régime uniforme ci-après de répartition des heures de présence :

1° Tout le département, à l'exception des villes ci-après énumérées pour lesquelles des régimes spéciaux sont établis :

Mardi, mercredi, jeudi, vendredi, de 8 heures à 12 heures et de 18 h. 30 à 20 heures.

Samedi, de 8 heures à 12 heures et de 13 h. 30 à 20 h. 30.

Dimanche, de 8 heures à 12 heures et de 13 heures à 16 h. 30.

2° *La Rochelle.*

a. Pour les magasins et salons de coiffure fermant *le dimanche* :

Lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, de 8 heures à 12 heures et de 13 h. 30 à 19 h. 30;

b. Pour les magasins et salons de coiffure fermant *le lundi* :

Mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, de 7 h. 30 à 12 heures et de 13 h. 30 à 19 h. 30;

Dimanche, de 7 heures à 12 heures.

3° *Rochefort-sur-Mer.*

a. Pour les magasins et salons de coiffure fermant *le dimanche* :

Lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, de 8 heures à 12 heures et de 13 h. 30 à 19 h. 30;

b. Pour les magasins et salons de coiffure fermant *le lundi* :

Mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, de 7 h. 30 à 12 heures et de 13 h. 30 à 20 heures.

Dimanche, de 7 heures à 12 heures.

4° *Royan, Saint-Georges-de-Didonne et Saint-Palais-sur-Mer.*

Mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, de 7 heures à 12 heures et de 13 h. 30 à 19 h. 30.
Dimanche, de 7 heures à 12 heures.

5° *Saint-Jean-d'Angély.*

Mardi, mercredi, jeudi et vendredi, de 7 h. 30 à 12 heures et de 13 h. 30 à 19 h. 30.
Samedi, de 7 h. 30 à 12 heures et de 13 h. 30 à 20 heures.
Dimanche, de 7 h. 30 à 12 heures et de 13 h. 30 à 16 heures.

6° *La Tremblade.*

Mardi, mercredi, jeudi et vendredi, de 7 h. 30 à 12 heures et de 13 h. 30 à 19 h. 30.
Samedi, de 8 heures à 12 heures et de 13 h. 30 à 20 h. 30.
Dimanche, de 7 h. 30 à 12 heures et de 13 h. 30 à 16 heures.

7° *Pons.*

Mardi, de 8 heures à 12 heures et de 13 h. 30 à 20 heures.
Mercredi, de 8 heures à 12 heures et de 13 h. 30 à 20 h. 30.
Jeudi et vendredi, de 8 heures à 12 heures et de 13 h. 30 à 20 heures.
Samedi, de 8 heures à 12 heures et de 13 h. 30 à 20 h. 30.
Dimanche, de 8 heures à 12 heures et de 13 h. 30 à 16 heures.

8° *Marennes.*

Mardi, de 7 h. 30 à 12 heures et de 13 h. 30 à 19 h. 30.
Mercredi, jeudi, vendredi, de 7 h. 30 à 12 heures et de 13 h. 30 à 20 heures.
Samedi, de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 21 heures.
Dimanche, de 7 h. 30 à 13 heures.

9° *Montendre.*

Mardi, mercredi, de 8 heures à 12 heures et de 13 h. 30 à 20 heures.
Jeudi, de 8 heures à 12 heures et de 13 h. 30 à 19 heures.
Vendredi, de 8 heures à 12 heures et de 13 h. 30 à 20 heures.
Samedi, de 7 h. 30 à 12 heures et de 13 h. 30 à 20 heures.
Dimanche, de 7 h. 30 à 12 heures.

10° *Fouras et Chatellailon.*

Mardi, mercredi, jeudi, vendredi, samedi, de 7 heures à 12 heures et de 13 h. 30 à 19 h. 30.
Dimanche, de 7 heures à 12 heures.

11° *Saintes.*

a. Magasins et salons fermant le dimanche :

Lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, de 8 heures à 12 heures et de 13 h. 30 à 19 h. 30;

b. Magasins et salons fermant le lundi :

Mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, de 7 heures à 12 heures et de 13 h. 30 à 19 h. 30.

Dimanche, de 7 heures à 12 heures.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 15 octobre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

L.-O. FROSSARD.

DÉCRET DU 16 OCTOBRE 1935 ⁽¹⁾

relatif à la déclaration obligatoire des maladies d'origine professionnelle.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu la loi du 25 octobre 1919 étendant aux maladies d'origine professionnelle la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, et notamment son article 12, § 1^{er}, ainsi conçu :

« En vue de la prévention des maladies professionnelles et de l'extension ultérieure de la présente loi, la déclaration de toute maladie ayant un caractère professionnel et comprise dans une liste établie par décret, après avis de la Commission supérieure, est obligatoire pour tout docteur en médecine ou officier de santé qui en peut reconnaître l'existence » ;

Vu la loi de finances du 30 avril 1921 ;

Vu l'avis de la Commission supérieure des maladies professionnelles,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les cas de maladies ayant un caractère professionnel que les docteurs en médecine ou officiers de santé doivent déclarer aux termes de l'article 12 de la loi du 25 octobre 1919, en vue de la prévention des maladies professionnelles et de l'extension ultérieure de ladite loi, sont les suivants :

I. — TOUTES LES MALADIES AYANT UN CARACTÈRE PROFESSIONNEL CAUSÉS PAR

A. *Agents chimiques.*

- 1° Le plomb, ses alliages et ses combinaisons ;
- 2° Le mercure, ses amalgames et ses combinaisons ;
- 3° L'arsenic et ses combinaisons ;
- 4° Le phosphore, les phosphures, les chlorures de phosphore, l'hydrogène phosphoré et l'anhydride phosphorique ;
- 5° Le sulfure de carbone ;
- 6° L'acide chromique et ses combinaisons avec les métaux alcalins ;
- 7° Les sels de nickel ;
- 8° Le bioxyde de manganèse et la pyrolusite ;
- 9° Le zinc dans la fusion de ce métal, dans la fabrication de ses alliages et dans le travail au chalumeau de tôles galvanisées ;
- 10° Le fluor, l'acide fluorhydrique, les fluorures et les fluosilicates alcalins ;

(1) J. O. du 19 octobre 1935.

11° Les dérivés halogénés des hydrocarbures de la série grasse, notamment le chlorure de méthylène, le chloroforme, le tétrachlorure de carbone, le tétrachloréthane, le di- et le trichloréthylène, le bromure de méthyle;

12° Le benzène et ses homologues (toluène, xylène, etc.) et leurs dérivés halogénés, nitrés et aminés, notamment les chlorobenzènes, les nitrobenzènes, le dinitro- et le trinitrophénol (acide picrique), le dinitro- et le trinitrotoluène, l'aniline et ses dérivés, le paraphénylène diamine, les chloronaphtalènes;

13° Les gaz et vapeurs irritants, asphyxiants, caustiques ou toxiques, notamment l'oxyde de carbone et ses combinaisons, le chlore et l'oxychlorure de carbone (phosgène), le brome, l'hydrogène sulfuré, le sulfhydrate d'ammoniaque, l'anhydride sulfureux, les vapeurs nitreuses, les vapeurs ammoniacales, l'acide cyanhydrique et les dérivés du cyanogène, l'aldéhyde formique (formol), l'acide sulfurique, l'acide chlorhydrique, l'acide nitrique;

14° Les peintures et vernis cellulositiques et autres peintures et vernis à séchage rapide dans leur application;

15° Les alcalis caustiques et substances analogues, notamment la soude, l'ammoniaque, la chaux, les chaux hydrauliques, les ciments;

16° Les brais, les goudrons, le bitume, l'asphalte, les huiles minérales, les paraffines et autres produits irritants pour la peau ou cancérogènes;

17° La fabrication ou la manipulation de l'émétine, la quinine, la cocaïne et ses succédanés et les alcaloïdes de l'opium;

B. Agents physiques.

18° Les radiations de courte longueur d'onde par rapport à la lumière notamment les rayons X et les rayons ultra-violet;

19° Le radium et les autres substances radioactives;

20° Les variations brusques de pression de l'air en dehors des cas considérés comme accidents du travail;

C. Agents végétaux.

21° Les bois exotiques irritants;

D. Agents animés.

22° La bactériémie charbonneuse, le bacille de la morve, le spirochète ictéro-hémorragique, le bacille du tétanos et les brucellæ en dehors des cas considérés comme accidents du travail;

23° L'ankylostome.

II. — LES CAS PROFESSIONNELS.

1° De dermatoses chroniques ou récidivantes, autres que celles déclarées du chef d'une des causes susénumérées;

2° D'affections pulmonaires déterminées par l'inhalation de poussières d'origine minérale, végétale ou animale, notamment les pneumokonioses causées par les poussières siliceuses, argileuses, calcaires, sidéreuses et charbonneuses et par les poussières de coton, de laine et de crin;

3° D'inflammation du tissu cellulaire sous-cutané de la main ou du genou (main battue, genou battu), de bursite aiguë du coude (coude battu) et d'inflammation de la gaine synoviale et des gaines tendineuses de l'articulation du poignet causées par les attitudes particulières nécessitées par le travail; d'arthrites chroniques du membre supérieur causées par les secousses des marteaux pneumatiques;

4° De surdité causée par les bruits industriels chez les chaudronniers, les riveurs et les batteurs de cuir;

5° D'affections oculaires causées par les sources industrielles intenses de chaleur et de lumière, les vapeurs irritantes ou caustiques et les poussières;

6° De nystagmus, notamment chez les mineurs.

ART. 2. — Le décret du 16 novembre 1929 est abrogé.

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait   Paris, le 16 octobre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

L.-O. FROSSARD.

DÉCRET DU 13 NOVEMBRE 1935 (*)

fixant la date d'application de la loi du 11 mars 1932 sur les allocations familiales à de nouvelles catégories professionnelles.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu la loi du 11 mars 1932 sur les allocations familiales, modifiant les titres III et V du livre I r du Code du travail;

Vu notamment l'article 74 h du chapitre V du titre III du livre I r du Code du travail, ainsi conçu :

« Postérieurement à la publication du règlement d'administration publique prévu à l'article 74 g ci-dessus, des décrets pris après consultation des syndicats patronaux des professions et des régions intéressées détermineront les délais dans lesquels les dispositions du présent chapitre entreront en vigueur dans les diverses professions ou catégories professionnelles, ou dans une même profession ou catégorie professionnelle, pour certaines régions, ou même pour certains employeurs n'occupant qu'un nombre limité d'ouvriers et d'employés »;

Vu l'article 13 du décret du 14 mars 1933 portant règlement d'administration publique pour l'application aux professions industrielles, commerciales et libérales de la loi du 11 mars 1932;

Vu es avis publiés au *Journal officiel* des 24 juin 1934 et 3 août 1935 relatifs à la consultation des organisations patronales en vue de déterminer les délais de mise en vigueur de la loi dans un certain nombre de professions;

Vu les réponses des syndicats patronaux des professions intéressées;

Vu les avis des Commissions locales des allocations familiales;

Vu l'avis de la Commission supérieure des allocations familiales,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — La date de mise en application de la loi du 11 mars 1932 sur les allocations familiales est fixée au 1 r janvier 1936 dans toute la France pour les catégories professionnelles suivantes :

a. Marchand d'encres en gros (partie du n  6.35 du sous-groupe 6 A g de la Nomenclature des industries et professions de la Statistique générale de la France);

Marchand de cheveux en gros (n  6.552 du sous-groupe 6 A j);

(*) J. O. du 1 novembre 1931.

Marchand de peignes en gros (partie du n° 6.579 du sous-groupe 6 A k);

Marchand bimbelotier en gros (partie du n° 6.59 du sous-groupe 6 A k).

b. Magasins indiqués ci-après, lorsqu'ils occupent habituellement plus de dix personnes employées aux écritures, aux caisses, à la surveillance, aux achats et aux ventes intérieures ou extérieures;

Etablissements vendant plusieurs espèces de marchandises et comprenant notamment des rayons de vente en demi-gros ou aux particuliers de vêtements confectionnés, de quincaillerie, de ferronnerie et d'articles de ménage, d'épicerie, liqueurs et conserves.

c. Entrepôts et magasins d'entreprises de vente au détail, *distincts* des magasins de vente au détail de ces entreprises et destinés à l'approvisionnement de ces magasins.

ART. 2. — La date de mise en application de la loi du 11 mars 1932 sur les allocations familiales est fixée au 1^{er} avril 1936.

I. — Dans toute la France, pour les catégories professionnelles relevant du sous-groupe 1 a (pêche maritime), de la Nomenclature des industries et professions de la Statistique générale de la France.

II. — Dans les départements de la Seine, de Seine-et-Oise et de la Seine-Inférieure, pour les catégories professionnelles relevant des sous-groupes et numéros suivantes de la Nomenclature :

a. Dans le sous-groupe 6 A c :

N° 6.21 (marchand au détail non débitant d'eaux-de-vie, rhums, liqueurs, etc.);

b. Sous-groupe 6 A e (débitants de boissons);

c. Sous-groupe 6 A f (restaurants et hôtels);

d. Dans le sous-groupe 6 A g :

N° 6.3 (débit de tabac).

N° 6.33 (marchand au détail de combustibles autres que ceux qui livrent des marchandises par moyens de transports automobiles ou hippomobiles).

III. — Dans les départements de l'Oise et de Seine-et-Marne, pour les catégories professionnelles relevant des numéros suivants de la Nomenclature :

a. Dans le sous-groupe 4 B e :

N° 4.15 (boulangerie);

N° 4.151 (pâtisserie);

N° 4.153 (boulangerie mécanique);

N° 4.155 (fabrique de pain à chanter).

b. Dans le sous-groupe 6 A c :

N° 6.215 (marchand de lait, laitier).

c. Dans le sous-groupe 6 A d :

N° 6.223 (marchand de beurres, œufs et volailles);

N° 6.224 (crèmerie, crémier-glacier);

N° 6.225 (marchand de fromages);

N° 6.23 (épicier, marchand au détail d'épicerie);

N° 6.238 (fruitier, marchand au détail de fruits et légumes frais);

N° 6.239 (marchand confiseur);

N° 6.243 (dépôt de pain);

N° 6.244 (marchand, marchande de poissons);

N° 6.245 (marchand de salaisons);

N° 6.25 (boucherie au détail);

N° 6.254 (marchand d'abats, tripier).

IV. — Dans le département de l'Eure, pour les catégories professionnelles relevant des numéros suivants de la Nomenclature :

Dans le sous-groupe 4 B e :

N° 4.15 (boulangerie);

N° 4.151 (pâtisserie);

N° 4.153 (boulangerie mécanique);

N° 4.155 (fabrique de pain à chanter).

DÉCRETS DU 12 DÉCEMBRE 1935
*limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère
dans diverses catégories professionnelles ⁽¹⁾.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de l'Ain par les établissements ou parties d'établissements où s'exerce l'industrie textile.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

Industrie de la rayonne.

Filature :

Personnel des ateliers chimiques : 45 p. 100, trois mois après l'application du décret; 40 p. 100, un an après l'application du décret.

Personnel d'ateliers de textile et de finissage : 35 p. 100, trois mois après l'application du décret; 30 p. 100, un an après.

Moulinage :

20 p. 100 dès l'application du décret; 15 p. 100, six mois après.

Services généraux et magasins :

10 p. 100 après l'application du décret.

Département de l'Ain (textiles).

Autres industries textiles :

20 p. 100 dès l'application du décret;

15 p. 100, six mois après l'application du décret ⁽²⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce

⁽¹⁾ J. O. du 20 décembre 1935.

⁽²⁾ Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de vannerie en tout genre (osier, rotin, roseau) situées dans le département des Alpes-Maritimes.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

Vannerie de roseau. — 60 p. 100 dès l'application du décret; 50 p. 100 un an après.

Autres vanneries. — 40 p. 100 dès l'application du décret; 35 p. 100 un an après (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les boucheries, triperies et charcuteries de détail situées dans les départements des Alpes-Maritimes et du Var.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

Jusqu'à 5 ouvriers : 20 p. 100;

Pour la partie de l'effectif dépassant 5 ouvriers : 10 p. 100 (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les tuileries, briqueteries, fabriques de chaux, plâtres et ciments situés dans le département de l'Aude.

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

30 p. 100 dès l'application du décret;

25 p. 100 six mois après l'application du décret (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de fécule situées dans le département de la Loire.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

Du 1^{er} septembre au 1^{er} janvier : 20 p. 100 en 1936;

Les années suivantes : 15 p. 100;

Le reste de l'année : 10 p. 100 dès l'application du décret (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de chaux, plâtres et ciments situées dans le département de la Meuse.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'ar-

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ticle 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

25 p. 100 dès l'application du décret;

20 p. 100 six mois après l'application du décret (').

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de papier et carton situées dans le département de l'Oise.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

15 p. 100 dès l'application du décret;

10 p. 100 un an après (').

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de l'Oise par les établissements ou parties d'établissements où s'exerce l'industrie de la verrerie, de la miroiterie, de la décoration des cristaux.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 5 p. 100 par

(') Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de l'Orne par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries de la métallurgie et du travail des métaux, c'est-à-dire toutes les industries et professions visées par les groupes 4 K et 4 L de la nomenclature des industries et professions de la statistique générale de la France.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés, dans le département de l'Orne, par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries de la briqueterie, de la céramique, du bâtiment et de la poterie.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 20 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (1).

.....

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les boulangeries, biscuiteries et confiseries situées dans le département du Pas-de-Calais.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée, ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

Boulangeries : pour la partie de l'effectif n'excédant pas 10 ouvriers, 20 p. 100; pour la partie de l'effectif excédant 10 ouvriers, 10 p. 100; Biscuiteries et confiseries, 10 p. 100 (¹).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de chaux, plâtres et ciments situées dans le département des Basses-Pyrénées.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements (¹).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

(¹) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de produits chimiques et d'agglomérés combustibles situées dans le département des Basses-Pyrénées.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ⁽¹⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion des travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de la Haute-Savoie par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries du bois désignées ci-après :

Ebénisterie, menuiserie, parqueterie, ameublement, fabriques de jouets en bois, scieries.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixé à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements ⁽¹⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés, dans le département de la Haute-Savoie, par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries de l'électrochimie et de l'électrometallurgie.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

Canton d'Annecy :

50 p. 100 dès l'application du décret;

55 p. 100 trois mois après l'application du décret;

50 p. 100 six mois après l'application du décret.

Reste du département :

40 p. 100 dès l'application du décret;

35 p. 100 un an après l'application du décret (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de carrosseries pour automobiles situées dans le département de la Haute-Savoie.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de bijoux situées dans le département de la Haute-Savoie.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixé à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de papier, cartonnages, carton et sacs en papier situées dans le département de la Haute-Savoie.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de vêtements situées dans le département de la Haute-Savoie.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 10 p. 100 par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de papier, carton et cartonnages situées dans le département de la Seine.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

Fabriques de papier et de carton : 20 p. 100 dès l'application du décret; 15 p. 100 un an après l'application du décret.

Fabriques de cartonnages : 8 p. 100 dès l'application du décret (¹).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés, dans le département de la Seine, par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries chimiques, c'est-à-dire toutes les industries et professions visées par le groupe 4 C de la nomenclature de la statistique générale de la France.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

1° Grande industrie chimique, acides, chlore, soude, engrais, colles, eau de javel, os, sulfure de carbone; industrie chimique pharmaceutique, fabriques de produits photographiques, matières colorantes, céreuse, fabriques de couleurs : 40 p. 100 dès l'application du décret; 30 p. 100 six mois après;

2° Fabricants de vernis, d'encre, stéarinerie, savonnerie, fabriques de meules : 25 p. 100 dès l'application du décret; 20 p. 100 six mois après;

3° Droguerie, produits d'entretien, cirages, abrosifs, charbons pour l'électricité : 10 p. 100;

(¹) Pour les articles 3 et 4 voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

4° Reste des industries chimiques non visées aux 1°, 2° et 3° ci-dessus : 25 p. 100 dès l'application du décret; 20 p. 100 six mois après (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de sucre et d'alcool situées dans le département de la Seine-Inférieure.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements :

Distilleries d'alcool : 10 p. 100 dès l'application du décret; 5 p. 100 un an après l'application du décret.

Fabriques de sucre :

Du 1^{er} septembre au 1^{er} janvier : 15 p. 100 dès l'application du décret; 10 p. 100 à partir du 1^{er} janvier 1937.

Le reste de l'année : 10 p. 100 dès l'application du décret; 5 p. 100 à partir du 1^{er} janvier 1937 (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département du Pas-de-Calais par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries chimiques désignées ci-après :

Fabriques d'acides, sels, produits divers, électrochimie.

Fabriques d'engrais.

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret est fixée à 20 p. 100, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés dans le département des Ardennes par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, cartonnage, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiments, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exercent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus (1).

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

TABEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics situées dans le département des Ardennes.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM DE TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.	
	Zone A.	Zone B.
	Arrondissement de Mézières.	Arrondissements de Rethel et Vouziers.
I. — <i>Entreprises de terrassement.</i> — Chef d'équipe, cabot, terrassier, puisatier-mineur, boiseur, dresseur et poseur de rails, batteurs de pieux.....	5 p. 100.....	5 p. 100.
II. — a. <i>Entreprises de maçonnerie.</i> — Maçon limousinant, garçon limousinant et garçon maçon, bardeur, garçon de relais, poseur, scieur de pierre tendre, pinceur, travailleur de pierre au chantier, ravaleur, briqueteur, aide-briqueteur, applicateur d'enduit métallique, enduiseur mouchetiqueur, tourneur de treuil, gardien de nuit, gardien de rue.....	30 p. 100 dès l'application du décret, 20 p. 100 trois mois après.	10 p. 100.
b. <i>Entreprises de travaux en ciment.</i> — Compagnon cimentier, garçon cimentier.....	40 p. 100 dès l'application du décret, 20 p. 100 six mois après.	20 p. 100.
III. — a. <i>Entreprises de serrurerie et construction métallique.</i> — Traceur et chef d'équipe, forgeron d'atelier, frappeur, serrurier ajusteur, ferreur, perceur, reproducteur, poinçonneur et cisailleur, riveur, manœuvre, homme de ville, poseur de sonnettes et de cordons mécaniques, rampiste.....	5 p. 100	5 p. 100.
b. <i>Entreprises de charpente en fer.</i> — Chef d'équipe, levageur, charpentier levageur, grillageur.....	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
IV. — <i>Entreprises de charpente en bois.</i> — Charpentier qualifié.....	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
V. — a. <i>Entreprises de menuiserie.</i> — Menuisier parqueteur.....	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
VI. — <i>Entreprises de parquets.</i> — Replannisseur de parquets.....	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
VII. — a. <i>Entreprises de fumisterie du bâtiment.</i> — Compagnon fumiste en bâtiment garçon fumiste, tôlier fumiste, aide-tôlier fumiste.....	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
b. <i>Entreprises de fumisterie industrielle.</i> — Compagnon fumiste, briqueteur industriel, aide-fumiste briqueteur industriel	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM DE TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.	
	Zone A.	Zone B.
	Arrondissement de Mezières.	Arrondissements de Bethel et Vouziers.
VIII. — <i>Entreprises chauffage</i> (bâtiment). — Monteur spécialiste, aide-monteur.....	5 p. 100.....	5 p. 100.
IX. — a. <i>Entreprises de peinture</i> . — Peintre en bâtiment, peintre en décors, colleur, colleur fournissant les outils, fleur ou peintre en lettres, enduiseur.....	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
b. <i>Entreprises de ravalement</i> . — Badi- geonneur, échafaudeur, peintre pour ravalement.....	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
c. <i>Entreprises de vitrerie</i> . — Vitrier....	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
X. — <i>Entreprises de minoterie</i> . — Premier ouvrier chef de chantier, second ouvrier qualifié.....	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
XI. — a. <i>Entreprises de pavage et granit</i> . — Compagnon paveur en pierre ou en bois, dresseur, aide-paveur et manuten- tionnaire de dépôt, piqueur de grès ou de granit.....	15 p. 100.....	10 p. 100.
b. <i>Entreprises d'asphalte</i> . — Ouvrier tireur de rateau, pointeur, pilonneur, rouleur, manœuvre.....	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
c. <i>Entreprises de bitume de travaux publics</i> . — Bitumeur, applicateur d'as- phalte coulé, garçon applicateur et verseur.....	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
d. <i>Entreprises de béton de travaux publics</i> . — Bétonnier (metteur en forme), aide-bétonnier.....	15 p. 100.....	<i>Idem.</i>
XII. — <i>Entreprises de marbrerie du bâti- ment et marbrerie funéraire</i> . — Ouvrier marbrier et polisseur qualifié sachant travailler sur plans, ouvrier marbrier polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier.....	5 p. 100.....	5 p. 100.
XIII. — <i>Entreprises de mosaïque, carre- lage</i> :		
a. Compagnon mosaïste d'atelier pou- vant faire tout le travail qui se présente et travaillant toute matière.....		
b. Compagnon mosaïste de chantier pouvant faire le sol et l'élévation, peti compagnon mosaïste ne pouvant faire que le sol.....	40 p. 100 dès l'ap- plication du décret, 30 p. 100 six mois après.....	20 p. 100.
c. Manœuvres mosaïstes, garçon carre- leur, faïencier qualifié, compagnon carreleur faïencier.....		
d. Graniteurs.....		

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMUM DE TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.	
	Zone A.	Zone B.
	Arrondissement de Mézières.	Arrondissements de Rethel et Vouziers.
XIV. — <i>Entreprises de couverture, plomberie, gaz, canalisation sanitaire.</i> — Compagnon plombier, couvreur-zingueur et gazier, aide-plombier, couvreur-zingueur et gazier, gardien de rue.....	5 p. 100.....	5 p. 100.
XV. — <i>Entreprises de fontaines.</i> — Ajusteur fontainier, plombier, poseur de fonte, aide-plombier poseur de fonte, maçon fontainier, manoeuvre ou garde-trappe.	Idem.....	Idem.
XVI. — <i>Entreprises de démolition.</i> — Chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon.....	Idem.....	Idem.
XVII. — <i>Entreprises de carton-pierre et staff.</i> — Architecturier faisant la maquette, mouleur, poseur de staff et carton-pierre estampeur, staffeur.....	Idem.....	Idem.
XVIII. — <i>Entreprises de stuc.</i> — Compositeur de stuc, stucateur, polisseur de stuc, aide-stucateur.....	Idem.....	Idem.
XIX. — <i>Entreprises d'électricité du bâtiment.</i> — Monteur électricien spécialiste en téléphone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonneries), aide-monteur électricien	2 p. 100.....	2 p. 100.
XX. — <i>Professions diverses :</i>		
a. Coupeurs et sertisseurs en vitraux.	5 p. 100.....	5 p. 100.
b. Sculpteurs de bâtiment.....	Idem.....	Idem.
c. Parquets sans joint (applicateur)..	Idem.....	Idem.
XXI. — <i>Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus.</i> — Dessinateurs, commis dessinateur, commis de chantier, métreurs en bâtiment, ingénieurs, conducteurs de travaux.....	Idem.....	Idem.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés dans le département du Pas-de-Calais par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, ferronnerie, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiments, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus, à l'exception des entreprises de terrassement qui feront l'objet d'un décret ultérieur.

Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel occupé dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupés dans ces entreprises (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

TABEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics situées dans le département du Pas-de-Calais.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMA de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
	p. 100.
I. — a. <i>Entreprises de maçonnerie.</i> — Maçon limousinant, garçon limousinant et garçon maçon, bardeur, garçon de relais, poseur scieur de pierre tendre, pinceur, travailleur de pierre au chantier, ravaleur, briqueteur, aide-briqueteur, applicateur d'enduit métallique, enduiseur mouchetiqueur, tourneur de treuil, gardien de nuit, gardien de rue.....	20
b. <i>Entreprises de travaux en ciment.</i> — Compagnon cimentier, garçon cimentier.....	10
II. — a. <i>Entreprises de serrurerie et construction métallique.</i> — Tracéur et chef d'équipe, forgeron d'atelier, frappeur, serrurier ajusteur, ferreur, perceur, reproducteur, poinçonneur et cisailleur, riveur, manœuvre, homme de ville, poseur de sonnettes et de cordons mécaniques, rampiste.....	10
b. <i>Entreprises de charpente en fer.</i> — Chef d'équipe, levageur, charpentier levageur, grillageur.....	10
III. — <i>Entreprises de charpentes en bois.</i> — Charpentier qualifié...	10
IV. — a. <i>Entreprises de menuiserie.</i> — Menuisier, parqueteur.....	10
b. <i>Entreprises de parquets.</i> — Replanisseur de parquets.....	10
V. — a. <i>Entreprises de fumisterie de bâtiment.</i> — Compagnon fumiste en bâtiment, garçon fumiste, tôleier fumiste, aide-tôleier fumiste.....	10
b. <i>Entreprises de fumisterie industrielle.</i> — Compagnon fumiste, briqueteur industriel, aide-fumiste briqueteur industriel.....	10
VI. — <i>Entreprises de chauffage (bâtiment).</i> — Monteur spécialiste, aide-monteur.....	10
VII. — a. <i>Entreprises de peinture.</i> — Peintre en bâtiment, peintre en décors, colleur, colleur fournissant les outils, fleur ou peintre en lettres, enduiseur.....	10
b. <i>Entreprises de ravalement.</i> — Badigeonneur, échafaudéur, peintre pour ravalement.....	20
c. <i>Entreprises de vitrerie.</i> — Vitrier.....	10
VIII. <i>Entreprises de miraterie.</i> — Premier ouvrier chef de chantier, second ouvrier qualifié.....	10
IX. — a. <i>Entreprises de pavage et granit.</i> — Compagnon paveur en pierre ou en bois, dresseur, aide-paveur et manutentionnaire de dépôt piqueur de grès ou de granit.....	20
b. <i>Entreprises d'asphalte.</i> — Ouvrier tireur de rateau, pointeur, pilonneur, rouleur, manœuvre.....	20
c. <i>Entreprises de bitume de travaux publics.</i> — Bitumeur, applicateur d'asphalte coulé, garçon applicateur et verseur.....	20

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMA de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
	p. 100.
d. <i>Entreprises de béton de travaux publics.</i> — Bétonnier (metteur en forme), aide-bétonnier.....	20
X. — <i>Entreprises de marbrerie du bâtiment et marbrerie funéraire.</i> — Ouvrier marbrier et polisseur qualifié sachant travailler sur plans, ouvrier marbrier polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier.....	25
XI. — <i>Entreprises de mosaïque, carrelage :</i>	
a. Compagnon mosaïste d'atelier pouvant faire tout le travail qui se présente et travaillant toute matière.....	10
b. Compagnon mosaïste de chantier pouvant faire le sol et l'élévation, petit compagnon mosaïste ne pouvant faire que le sol.....	10
c. Manœuvre mosaïste, garçon carreleur, faïencier qualifié, compagnon carreleur faïencier.....	10
d. Graniteurs.....	10
XII. — <i>Entreprises de couverture, plomberie, gaz, canalisation sanitaire.</i> — Compagnon plombier, couvreur zingueur et gazier, gardien de rue.....	10
XIII. — <i>Entreprises de fontaines.</i> — Ajusteur fontainier, plombier, poseur de fonte, aide-plombier poseur de fonte, maçon fontainier, manœuvre ou garde-trappe.....	10
XIV. — <i>Entreprises de démolition.</i> — Chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon.....	10
XV. — <i>Entreprises de carton-pierre et staff.</i> — Architecturier faisant la maquette, mouleur, poseur de staff et carton-pierre, estampeur, staffeur.....	10
XVI. — <i>Entreprises de stuc.</i> — Compositeur de stuc, stucateur, polisseur de stuc, aide-stucateur.....	10
XVII. — <i>Entreprises d'électricité du bâtiment.</i> — Monteur électricien spécialisé en téléphone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonneries), aide-monteur électricien.....	10
XVIII. — <i>Professions diverses :</i>	
a. Coupeurs et sertisseurs en vitraux.....	10
b. Sculpteurs de bâtiment.....	10
c. Parquet sans joint (applicateur).....	10
XIX. — <i>Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus.</i> — Dessinateurs, commis de chantiers, métreurs en bâtiment, ingénieurs conducteurs de travaux.....	10

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés dans le département de la Haute-Savoie par des entreprises de charpente, maçonnerie, plâtrerie, briqueterie, ciment armé, staff, carton-pierre, couverture, plomberie, zinguerie, serrurerie et charpente en fer, fermetures et persiennes, grillage, fumisterie, chauffage, ventilation, installation d'eau, gaz, électricité, menuiserie, pose et replanissage de parquets, treillage, peinture, vitrerie, enseignes et stores, décoration, marbrerie, sculpture et taille de pierre, miroiterie, carrelage, terrassement, pavage, ravalement et à toutes autres entreprises ayant pour objet l'exécution de travaux publics ou de travaux de construction, d'installation, de réparation ou de démolition de bâtiments, y compris les ateliers et autres établissements annexés aux chantiers et locaux où s'exécutent lesdits travaux et fonctionnant exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

ART. 2. — Le tableau annexé au présent décret fixe la proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère qui peut être occupée dans les diverses catégories d'entreprises visées par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette proportion se rapporte à l'ensemble du personnel occupé dans chaque entreprise.

Toutefois, dans le cas où des proportions sont fixées spécialement pour des professions déterminées, ces proportions se rapportent à l'ensemble des travailleurs de ces professions occupées dans ces entreprises ⁽¹⁾.

.....

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

.....

(1) Pour les articles 3 et 4 voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

TABEAU indiquant la proportion de travailleurs étrangers pouvant être employés dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics situées dans le département de la Haute-Savoie.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMA de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
I. — <i>Entreprises de terrassement.</i> — Chef d'équipe, cabot, terrassier, puisatier-mineur, boiseur, dresseur et poseur de rails, batteurs de pieux.....	25 p. 100.
II. — a. <i>Entreprises de maçonnerie.</i> — Maçon limousinant, garçon limousinant et garçon maçon, bardeur, garçon de relais, poseur, scieur de pierre tendre, pinceur, travailleur de pierre au chantier, ravaleur, briqueteur, aide-briqueteur, applicateur d'enduit métallique, enduiseur mouchetiqueur, tourneur de treuil, gardien de nuit, gardien de rue.....	60 p. 100 dès l'application du décret; 50 p. 100 un an après l'application du décret.
b. <i>Entreprises de travaux en ciment.</i> — Compagnon cimentier, garçon cimentier.....	
III. — a. <i>Entreprises de serrurerie et construction métallique.</i> — Traceur et chef d'équipe, forgeron d'atelier, frappeur, serrurier ajusteur, ferreur, perceur, reproducteur, poinçonneur et cisailleurs, riveur, manœuvre, homme de ville, poseur de sonnettes et de cordons mécaniques, rampiste.....	10 p. 100.
b. <i>Entreprises de charpente en fer.</i> — Chef d'équipe, levageur, charpentier levageur, grillageur.....	Idem.
IV. — <i>Entreprises de charpente en bois.</i> — Charpentier qualifié...	2 p. 100.
V. — a. <i>Entreprises de menuiserie.</i> — Menuisier, parqueteur.....	20 p. 100.
b. <i>Entreprises de parquets.</i> — Replanisseur de parquets.....	Idem.
VI. — a. <i>Entreprises de fumisterie de bâtiment.</i> — Compagnon fumiste en bâtiment, garçon fumiste, tôlier fumiste, aide-tôlier fumiste.....	10 p. 100.
b. <i>Entreprises de fumisterie industrielle.</i> — Compagnon fumiste, briqueteur industriel, aide-fumiste briqueteur industriel.....	Idem.
VII. — <i>Entreprises de chauffage (bâtiment).</i> — Monteur spécialiste, aide-monteur.....	20 p. 100.
VIII. — a. <i>Entreprises de peinture.</i> — Peintre en bâtiment peintre en décors, colleur, colleur fournissant les outils, fileur ou peintre en lettres, enduiseur.....	30 p. 100 dès l'application du décret; 20 p. 100 un an après l'application du décret.
b. <i>Entreprises de ravalement.</i> — Badigeonneur, échafauteur, peintre pour ravalement.....	
c. <i>Entreprises de vitrerie.</i> — Vitrier.....	
IX. — <i>Entreprises de miroiterie.</i> — Premier ouvrier chef de chantier, second ouvrier qualifié.....	20 p. 100.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMA de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
X. — a. <i>Entreprises de pavage et granit.</i> — Compagnon paveur en pierre ou en bois, dresseur, aide-paveur et manutentionnaire de dépôt, piqueur de grès ou de granit.....	50 p. 100.
b. <i>Entreprises d'asphalte.</i> — Ouvrier tireur de rateau, pointeur, pilonneur, rouleur, manœuvre.....	10 p. 100.
c. <i>Entreprises de bitume de travaux publics.</i> — Bitumeur, applicateur d'asphalte coulé, garçon applicateur et verseur.....	Idem.
d. <i>Entreprises de béton de travaux publics.</i> — Bétonnier (metteur en forme), aide-bétonnier.....	75 o. 100 dès l'appli- cation du décret; 50 p. 100 un an après l'application du décret.
XI. — <i>Entreprises de marbrerie du bâtiment et marbrerie funéraire.</i> — Ouvrier marbrier et polisseur qualifié sachant travailler sur plans, ouvrier marbrier polisseur, garçon de chantier qualifié, garçon de chantier.....	25 p. 100.
XII. — <i>Entreprises de mosaïque, carrelage :</i>	
a. Compagnon mosaïste d'atelier pouvant faire tout le travail qui se présente et travaillant toute matière.....	50 p. 100.
b. Compagnon mosaïste de chantier pouvant faire le sol et l'élévation, petit compagnon mosaïste ne pouvant faire que le sol.....	Idem.
c. Manœuvre mosaïste, garçon carreleur faïencier qualifié, compagnon carreleur, faïencier.....	25 p. 100.
d. Graniteurs.....	Idem.
XIII. — <i>Entreprises de couverture, plomberie, gaz, canalisation sanitaire.</i> — Compagnon plombier, couvreur-zingueur et gazier, aide-plombier, couvreur-zingueur et gazier, gardien de rue...	10 p. 100.
XIV. — <i>Entreprises de fontaines.</i> — Ajusteur fontainier, plombier, poseur de fonte, aide-plombier poseur de fonte, maçon fontainier, manœuvre ou garde-trappe.....	Idem.
XV. — <i>Entreprises de démolition.</i> — Chef démolisseur, compagnon démolisseur, garçon.....	25 p. 100 dès l'appli- cation du décret; 20 p. 100 six mois après l'application du décret.
XVI. — <i>Entreprises de carton-pierre et staff.</i> — Architecturier faisant la maquette, mouleur, poseur de staff et carton-pierre, estampeur staffeur	10 p. 100.

ENTREPRISES ET ÉVENTUELLEMENT PROFESSIONS.	PROPORTION MAXIMA de TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.
XVII. — <i>Entreprises de stuc.</i> — Compositeur de stuc, stucateur, polisseur de stuc, aide-stucateur.....	10 p. 100.
XVIII. — <i>Entreprises d'électricité du bâtiment.</i> — Monteur électricien spécialisé en téléphone, monteur électricien qualifié (force, lumière, sonneries), aide-monteur électricien.....	<i>Idem.</i>
XIX. — <i>Professions diverses :</i> a. Coupeurs et sertisseurs en vitraux..... b. Sculpteurs de bâtiment..... c. Parquets sans joint applicateur.....	25 p. 100 dès l'appli- cation du décret; 20 p. 100 six mois après l'application du décret.
XX. — <i>Techniciens employés dans les entreprises ci-dessus.</i> — Dessinateurs, commis dessinateurs, commis de chantiers, métreaux en bâtiment, ingénieurs, conducteurs de travaux.....	10 p. 100.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

.....
DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de l'Aisne par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries ci-après énumérées :

Verreries en tous genres y compris la fabrication des vitraux, le façonnage, la taille, le polissage, la décoration et toutes autres opérations sur verres ou cristaux.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

Entreprise fabriquant la gobeletterie à la bouche : 7 p. 100;

Autres industries du verre : 6 p. 100 dès l'application du décret, 5 p. 100 six mois après l'application du décret, 4 p. 100 un an après l'application du décret (*).

.....
ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.
.....

(*) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département des Ardennes par les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries chimiques désignées ci-après :

Fabriques d'engrais, de colles, de crayons, fabriques de couleurs.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

Fabriques d'engrais et fabriques de colles :

35 p. 100 trois mois après l'application du décret;

25 p. 100 six mois après.

Fabriques de crayons, 10 p. 100.

Fabriques de couleurs, 8 p. 100 (1).

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans le département de la Seine, par les établissements ou parties d'établissements où s'exerce l'industrie de la métallurgie et du travail des métaux, c'est-à-dire toutes les industries et professions visées par les groupes 4 K et 4 L de la Nomenclature des industries et professions de la Statistique générale de la France.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée ainsi qu'il suit, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements ou parties d'établissements :

Métallurgie et travaux de force. — Métallurgie, laminage et fonderie de première fusion, grosse forge, grosse chaudronnerie de fer et de cuivre, fonderie de deuxième fusion et de tous les métaux, émaillage sur

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

métaux : 50 p. 100 dès l'application du décret; 40 p. 100 un an après l'application du décret.

Spécialités de la construction électrique. — Fabrication des accumulateurs et des câbles métalliques : 30 p. 100.

Grosse mécanique, chaudronnerie et similaire. — Tréfilerie, tuyauterie et étirage, construction métallique, tôlerie, construction des navires en fer, matériel de chemins de fer, petite chaudronnerie, robinetterie, emboutissage à froid, estampage et découpage, ferblanterie : 15 p. 100 dès l'application du décret; 10 p. 100 un an après l'application du décret.

Mécanique courante et de précision. — Fabrications des industries des métaux non spécifiées ci-dessus : 10 p. 100⁽¹⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret déterminent les modalités d'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1932 en ce qui concerne la proportion de travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les fabriques de chaux, plâtres et ciments, d'objets en béton, ciment, pierres factices et pierres artificielles situées dans le département de l'Ain.

ART. 2. — La proportion maxima de travailleurs de nationalité étrangère, susceptibles d'être occupés dans les établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, est fixée à 20 p. 100, par rapport à l'ensemble du personnel occupé dans ces établissements⁽²⁾.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ARRÊTÉ DU 12 FÉVRIER 1935⁽³⁾

fixant le texte de l'affiche prévue par l'article 60 du décret du 9 août 1925, modifié par le décret du 26 novembre 1934 et relative aux mesures particulières de protection et de salubrité applicables dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

LE MINISTRE DU TRAVAIL,

Vu l'article 60 du décret du 9 août 1925 concernant les mesures particulières de protection et de salubrité applicables dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics, modifié par le décret du 26 novembre 1934;

(1) Pour les articles 3 et 4, voir le décret sur les pharmacies de détail des départements de Seine et Seine-et-Oise, p. 31.

(2) *J. O.* du 14 février 1935.

Vu l'arrêté du 13 novembre 1925 fixant le texte de l'affiche prévue par l'article 60 susvisé;

Sur le rapport du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — En exécution de l'article 60 du décret du 9 août 1925 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du travail (titre II : hygiène et sécurité des travailleurs) en ce qui concerne les mesures particulières de protection et de salubrité applicables dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics, modifié par le décret du 26 novembre 1934, le texte des titres I, II, VI et VII dudit décret du 9 août 1925 modifié devra être affiché, pour les chantiers fixes occupant plus de vingt ouvriers pendant plus de quinze jours, dans l'abri prévu à l'article 57 et pour tout chantier fixe au lieu où se fait la paye du personnel.

ART. 2. — En ce qui concerne l'exécution des travaux souterrains, des travaux de terrassement et des travaux de démolition, l'affiche prévue à l'article précédent, comprendra, outre les prescriptions visées audit article, celles des dispositions du décret du 9 août 1925, modifié par le décret du 26 novembre 1934, plus spécialement relatives aux travaux à exécuter, à savoir : le titre III, pour les travaux souterrains; le titre IV, pour les travaux de terrassement; le titre V, pour les travaux de démolition.

ART. 3. — L'arrêté du 13 novembre 1925 susvisé est abrogé.

Fait à Paris, le 12 février 1935.

PAUL JACQUIER.

ARRÊTÉ DU 28 MAI 1935 (*)

fixant les conditions de travail du personnel de réseaux secondaires d'intérêt général et d'intérêt local (Allier, Cher, Puy-de-Dôme).

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer;

Vu le décret du 11 novembre 1917;

Vu l'avis du Conseil d'Etat en date du 9 avril 1884;

La Société générale des chemins de fer économiques entendue;

Sur la proposition du Conseiller d'Etat, Directeur général des chemins de fer et des routes,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux mécaniciens, chauffeurs, conducteurs d'automotrices et agents des trains du réseau secondaire d'intérêt général et des réseaux d'intérêt local exploités dans les départements de l'Allier, du Cher et du Puy-de-Dôme par la Société générale des chemins de fer économiques, en ce qui concerne le réseau secondaire d'intérêt général.

(*) J. O. du 29 mai 1935.

ART. 2. — Pour l'exécution de la loi du 23 avril 1919, le régime résultant des dispositions suivantes doit être observé tant pour l'établissement des roulements réguliers des mécaniciens, chauffeurs, conducteurs d'automotrices et agents des trains que pour la commande du service de ceux de ces agents qui ne suivent pas des roulements réguliers.

ART. 3. — Dans chacune des périodes s'étendant entre deux repos périodiques successifs, la durée du travail ne doit pas dépasser huit heures en moyenne par jour. Pour déterminer cette moyenne de travail, on délimite la période de travail en la faisant commencer à la fin de la journée qui se trouve comprise entièrement dans le grand repos périodique précédant la période de travail et en la faisant se terminer au début de la journée qui se trouve comprise entièrement dans le grand repos périodique suivant la période. On divise le total des heures de travail effectif comprises dans la période ainsi définie par le nombre de jours compris dans cette période.

Lorsqu'un grand repos périodique comprend entièrement deux journées, bien qu'il ne compte que pour un repos simple, la journée dite de repos à considérer pour le calcul prévu au paragraphe précédent est la seconde.

Lorsqu'un grand repos périodique est double et compte pour deux repos, on opère comme pour les repos simples, mais en limitant la période de travail au commencement du groupe de deux journées qui est entièrement compris dans le grand repos périodique et en commençant la période suivante à la fin de ce même groupe de deux journées.

Pour l'application du présent article, le mot « journée » désigne la période de temps comprise entre zéro et vingt-quatre heures.

Exceptionnellement, dans une période telle qu'elle est définie au premier alinéa du présent article, la durée moyenne de travail peut dépasser huit heures sans excéder neuf heures, à condition que les heures de dépassement soient compensées dans les deux périodes suivantes et que la moyenne générale de la durée du travail journalier pour l'ensemble de ces trois périodes consécutives ne dépasse pas huit heures.

ART. 4. — La journée de travail est l'ensemble des périodes de travail comprises entre deux grands repos consécutifs. Elle ne doit pas contenir plus de dix heures de travail effectif.

ART. 5. — L'ensemble des périodes de travail effectif et des coupures, c'est-à-dire des interruptions pour repos comprises dans une journée de travail, constitue l'amplitude de cette journée. Cette amplitude ne doit pas avoir une durée supérieure à quatorze heures.

L'amplitude moyenne, dans l'intervalle de deux grands repos périodiques successifs, ne peut excéder douze heures.

ART. 6. — Chaque fois que la durée du travail doit dépasser huit heures, il doit être accordé aux agents, après trois heures au moins et six heures au plus de travail effectif, un repos ou pause pour leur permettre de prendre un repas.

La durée prévue pour cette pause doit être indiquée sur le roulement; elle est autant que possible égale à quarante-cinq minutes au minimum, mais elle peut toutefois être réduite exceptionnellement suivant les exigences de la circulation des trains sans descendre en aucun cas au-dessous de trente minutes.

ART. 7. — Pour l'application du présent arrêté, on considère comme temps de travail effectif tout le temps pendant lequel les mécaniciens, chauffeurs, conducteurs d'automotrices et agents des trains sont tenus

de rester sur leur machine ou dans le train ou de ne pas s'en éloigner ou ont un travail quelconque à effectuer dans les gares, dépôts et ateliers.

Les laps de temps alloués pour les opérations que les mécaniciens, chauffeurs, conducteurs d'automotrices et agents des trains peuvent avoir à effectuer avant le départ ou après l'arrivée sont, pour chaque train, indiqués sur les roulements.

Lorsque, dans l'intervalle entre l'arrivée d'un agent par un train et son départ par le même train ou par un autre train, cet agent ne dispose pas d'un repos ininterrompu d'au moins trente minutes, l'intervalle est compté entièrement dans la durée du travail effectif.

On compte en outre comme temps de travail effectif :

a. La moitié de la durée totale des trajets dans les trains, quand ils sont uniquement imposés par les déplacements;

b. La moitié des délais d'attente entre ces trajets.

Les périodes de réserve à disposition, c'est-à-dire celles pendant lesquelles les agents peuvent être employés à des travaux au dépôt ou en gare sont entièrement comptées comme travail effectif.

ART. 8. — Les grands repos journaliers à la résidence doivent avoir une durée ininterrompue de dix heures au moins.

Les grands repos journaliers hors résidence doivent avoir une durée ininterrompue de dix heures au moins.

ART. 9. — Exceptionnellement et sous réserve que les moyennes fixées par l'article 3 ne soient pas dépassées, peuvent être admises :

1° Par dérogation à l'article 4 :

a. Des durées de travail effectif journalier excédant dix heures sans dépasser onze heures, mais au plus quatre fois entre deux grands repos périodiques successifs;

b. Des durées de travail effectif journalier excédant onze heures sans dépasser douze heures, mais au plus deux fois entre deux grands repos périodiques successifs.

2° Par dérogation à l'article 5 :

a. Des durées d'aplitude dépassant quatorze heures sans être supérieures à quinze heures lorsque les nécessités du service comporteraient un agent supplémentaire pour une fraction d'heure comprise entre la quatorzième et la quinzième heure;

b. Des durées d'amplitude journalière comprises entre quinze et seize heures s'il existe, dans la journée considérée, une coupure ininterrompue d'au moins cinq heures ou si l'amplitude de la journée précédente ou de la journée suivante n'excède pas huit heures;

c. Des durées d'amplitude moyenne pouvant atteindre treize heures, mais seulement avec l'autorisation du service chargé du contrôle du travail, sur la demande de l'administration du réseau qui y joindra l'avis des délégués du personnel intéressé.

3° Par dérogation à l'article 8 :

Un abaissement de la durée du grand repos journalier à la résidence, soit à neuf heures, soit à huit heures, mais sous réserve que la journée de travail comporte une coupure ininterrompue d'au moins trois heures dans le premier cas et d'au moins cinq heures dans le second cas.

Un abaissement de la durée du grand repos journalier hors résidence à sept heures, mais sous réserve que la journée de travail comporte une coupure ininterrompue d'au moins cinq heures.

ART. 10. — Dans les services de route, il doit y avoir en moyenne un grand repos périodique à la résidence par six jours de travail.

La durée moyenne de ce grand repos périodique est de trente-quatre heures s'ajoutant à la durée du grand repos journalier à la résidence prescrite à l'article 8, 1^{er} alinéa.

Les grands repos périodiques doivent être placés sur deux nuits consécutives, commencer au plus tard à 22 h. 30 la première nuit et finir au plus tôt à 5 h. 30 la deuxième nuit.

Il ne peut y avoir plus de neuf journées de travail entre deux grands repos périodiques consécutifs; toutefois, il pourra y avoir dix journées de travail effectif dans la période comprise entre deux grands repos périodiques consécutifs à la condition qu'après cinq au plus de ces journées il soit intercalé un grand repos compensateur d'au moins trente-deux heures.

Au cours d'un mois, il doit y avoir au moins quatre grands repos périodiques dont deux peuvent être réunis en un repos double d'une durée minimum de cinquante-huit heures.

Toutefois, le nombre mensuel des grands repos périodiques peut être réduit à trois, sous réserve d'accords passés entre l'exploitant et le personnel et permettant à l'agent, qui le demandera, de grouper dans l'année un certain nombre de journées de grands repos périodiques qui lui sont dues en vertu du premier alinéa du présent article et dont il n'a pas bénéficié au cours des mois successifs.

Les feuilles de service devront indiquer au moins quarante-huit heures à l'avance les prévisions de grands repos périodiques.

ART. 11. — Pendant les grands repos périodiques, les agents sont dispensés de tout service et peuvent s'absenter de leur résidence.

ART. 12. — L'administration exploitante doit soumettre au service chargé du contrôle du travail les tableaux et graphiques des roulements. Des copies conformes de ces tableaux et graphiques doivent être affichées d'une façon apparente dans les dépôts et dans les gares de manière à porter lesdits tableaux et graphiques à la connaissance des mécaniciens, chauffeurs, conducteurs d'automotrices et agents des trains qu'ils concernent.

Dans ces tableaux, il ne pourra être dérogé aux prescriptions des articles 3 à 10 ainsi qu'au régime de travail résultant de l'application des dispositions de l'article 14 ci-dessous que dans des cas pleinement justifiés par les nécessités du service et avec l'autorisation du service chargé du contrôle du travail.

ART. 13. — A titre temporaire, des modifications peuvent être apportées aux régimes énoncés aux articles 3 à 10 pour les travaux visés sous les n^{os} 1^o, 2^o et 3^o ci-après et à l'article 11 pour les travaux visés sous le n^o 3 ci-après :

1^o Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir les accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux bâtiments;

2^o Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale ou d'un service public;

3^o Travaux urgents (surcroît extraordinaire de travail).

Sauf cas de force majeure, ces modifications doivent être soumises à l'approbation du service chargé du contrôle du travail à qui, dans tous les cas, il doit en être rendu compte dans le moindre délai.

ART. 14. — Des décisions du Ministre des Travaux publics pourront, sur la demande de l'exploitant et après audition des intéressés par le

service chargé du contrôle du travail, prévoir, dans le cas où certaines sections de ligne ont un trafic irrégulier suivant les saisons, une compensation pendant la période de morte-saison des heures faites pendant les autres périodes en excédent des limites prévues par le présent arrêté.

ART. 15. — Un registre spécial, ouvert dans chaque établissement, est tenu à la disposition des agents dans un local constamment accessible à chacun d'eux pour leur permettre d'y mentionner les dérogations aux prescriptions du présent arrêté qui se sont produites au cours de leur travail personnel, ainsi que toutes observations ou réclamations auxquelles donnerait lieu de leur part l'application du présent arrêté.

Ce registre est tenu constamment à la disposition du service chargé du contrôle du travail; il en est de même des roulements en vigueur, des bulletins de traction, des feuilles de marche des trains et des registres de commande de service des agents.

Sous le bénéfice des dispositions qui précèdent, les agents ne peuvent, en aucun cas et sous aucun prétexte, invoquer la prolongation de la durée de leur service ou une réduction de leur repos pour abandonner leur poste ou refuser le service qui leur est commandé.

Les dérogations occasionnées par des incidents imprévus feront l'objet de comptes rendus mensuels adressés par l'administration exploitante au service chargé du contrôle du travail.

ART. 16. — Les difficultés que pourrait soulever l'application du présent arrêté et notamment des dispositions prévues aux articles 3 à 14 seront réglées par le service chargé du contrôle du travail après audition de l'administration du réseau et du personnel intéressé.

ART. 17. — Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur dans un délai de trois mois; toutes dispositions contraires audit arrêté cesseront de porter effet à partir de l'expiration du même délai.

Fait à Paris, le 28 mai 1935.

HENRI ROY.

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 27 JUIN 1935

fixant les conditions du travail des mécaniciens, chauffeurs, conducteurs d'automotrices et agents des trains du réseau d'intérêt local du département de l'Allier.

LE PRÉFET DE L'ALLIER, chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer;

Vu le décret du 11 novembre 1917;

Vu l'avis du Conseil d'Etat en date du 9 avril 1884;

La Société générale des chemins de fer économiques entendue,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux mécaniciens, chauffeurs, conducteurs d'automotrices et agents des trains du réseau d'intérêt local exploité dans le département de l'Allier, par la Société Générale des Chemins de Fer Economiques.

ART. 2. — Pour l'exécution de la loi du 23 avril 1919, le régime résultant des dispositions suivantes doit être observé tant pour l'établissement des roulements réguliers des mécaniciens, chauffeurs, conducteurs

d'automotrices et agents des trains que pour la commande du service de ceux de ces agents qui ne suivent pas des roulements réguliers.

ART. 3. — Dans chacune des périodes s'étendant entre deux grands repos périodiques successifs, la durée du travail ne doit pas dépasser huit heures en moyenne par jour. Pour déterminer cette moyenne de travail, on délimite la période de travail en la faisant (*) se terminer au début de la journée qui se trouve comprise entièrement dans le grand repos périodique suivant la période. On divise le total des heures de travail effectif comprises dans la période ainsi définie par le nombre de jours compris dans cette période.

Lorsqu'un grand repos périodique comprend entièrement deux journées, bien qu'il ne compte que pour un repos simple, la journée dite de repos à considérer pour le calcul prévu au paragraphe précédent est la seconde.

Lorsqu'un grand repos périodique est double et compte pour deux repos, on opère comme pour les repos simples, mais en limitant la période de travail au commencement du groupe de deux journées qui est entièrement compris dans le grand repos périodique et en commençant la période suivante à la fin de ce même groupe de deux journées.

Pour l'application du présent article, le mot « journée » désigne la période de temps comprise entre 0 et 24 heures.

Exceptionnellement, dans une période telle qu'elle est définie au premier alinéa du présent article, la durée moyenne de travail peut dépasser huit heures sans excéder neuf heures à condition que les heures de dépassement soient compensées dans les deux périodes suivantes et que la moyenne générale de la durée du travail journalier pour l'ensemble de ces trois périodes consécutives ne dépasse pas huit heures.

ART. 4. — La journée de travail est l'ensemble des périodes de travail comprises entre deux grands repos consécutifs. Elle ne doit pas contenir plus de dix heures de travail effectif.

ART. 5. — L'ensemble des périodes de travail effectif et des coupures, c'est-à-dire des interruptions pour repos comprises dans une journée de travail, constitue l'amplitude de cette journée. Cette amplitude ne doit pas avoir une durée supérieure à quatorze heures.

L'amplitude moyenne, dans l'intervalle de deux grands repos périodiques successifs ne peut excéder douze heures.

ART. 6. — Chaque fois que la durée du travail doit dépasser huit heures, il doit être accordé aux agents, après trois heures au moins et six heures au plus de travail effectif, un repos ou pause pour leur permettre de prendre un repas.

La durée prévue pour cette pause doit être indiquée sur le roulement; elle est autant que possible égale à 45 minutes au minimum, mais elle peut toutefois être réduite exceptionnellement suivant les exigences de la circulation des trains sans descendre en aucun cas au-dessous de 30 minutes.

ART. 7. — Pour l'application du présent arrêté, on considère comme temps de travail effectif tout le temps pendant lequel les mécaniciens, chauffeurs, conducteurs d'automotrices et agents des trains sont tenus

(*) Commencer à la fin de la journée qui se trouve comprise entièrement dans le grand repos périodique précédant la période de travail et en la faisant.

de rester sur leur machine ou dans le train ou de ne pas s'en éloigner ou ont un travail quelconque à effectuer dans les gares, dépôts et ateliers.

Les laps de temps alloués pour les opérations que les mécaniciens, chauffeurs, conducteurs d'automotrices et agents des trains peuvent avoir à effectuer avant le départ ou après l'arrivée, sont, pour chaque train, indiqués sur les roulements.

Lorsque, dans l'intervalle entre l'arrivée d'un agent par un train et son départ par le même train ou par un autre train, cet agent ne dispose pas d'un repos ininterrompu d'au moins trente minutes, l'intervalle est compté entièrement dans la durée du travail effectif.

On compte, en outre, comme temps de travail effectif :

a. La moitié de la durée totale des trajets dans les trains quand ils sont uniquement imposés par les déplacements;

b. La moitié des délais d'attente entre ces trajets.

Les périodes de réserve à disposition, c'est-à-dire celles pendant lesquelles les agents peuvent être employés à des travaux au dépôt ou en gare sont entièrement comptées comme travail effectif.

ART. 8. — Les grands repos journaliers à la résidence doivent avoir une durée ininterrompue de dix heures au moins.

Les grands repos journaliers hors résidence doivent avoir une durée ininterrompue de huit heures au moins.

ART. 9. — Exceptionnellement et sous réserve que les moyennes fixées par l'article 3 ne soient pas dépassées, peuvent être admises :

1° *Par dérogation à l'article 4 :*

a. Des durées de travail effectif journalier excédant dix heures sans dépasser onze heures, mais au plus quatre fois entre deux grands repos périodiques successifs;

b. Des durées de travail effectif journalier excédant onze heures sans dépasser douze heures, mais au plus deux fois entre deux grands repos périodiques successifs.

2° *Par dérogation à l'article 5 :*

a. Des durées d'amplitude dépassant quatorze heures sans être supérieures à quinze heures lorsque les nécessités du service comporteraient un agent supplémentaire pour une fraction d'heure comprise entre la quatorzième et la quinzième heure;

b. Des durées d'amplitude journalières comprises entre quinze heures et seize heures s'il existe, dans la journée considérée, une coupure ininterrompue d'au moins cinq heures ou si l'amplitude de la journée précédente ou de la journée suivante n'excède pas huit heures;

c. Des durées d'amplitude moyenne pouvant atteindre treize heures mais seulement avec l'autorisation du service chargé du contrôle du travail, sur la demande de l'administration du réseau qui y joindra l'avis des délégués du personnel intéressé.

3° *Par dérogation à l'article 8 :*

Un abaissement de la durée du grand repos journalier à la résidence, soit neuf heures, soit huit heures, mais sous réserve que la journée de travail comporte une coupure ininterrompue d'au moins trois heures dans le premier cas et d'au moins cinq heures dans le second cas.

Un abaissement de la durée du grand repos journalier hors résidence à sept heures, mais sous réserve que la journée de travail comporte une coupure d'au moins cinq heures.

ART. 10. — Dans les services de route, il doit y avoir en moyenne un grand repos périodique à la résidence par six jours de travail.

La durée moyenne de ce grand repos périodique est de trente-quatre heures au moins, soit de vingt-quatre heures s'ajoutant à la durée du grand repos journalier à la résidence prescrite à l'article 8, 1^{er} alinéa.

Les grands repos périodiques doivent être placés sur deux nuits consécutives, commencer au plus tard à 22 h. 30, la première nuit, et finir au plus tôt à 5 h. 30 la deuxième nuit.

Il ne peut y avoir plus de neuf journées de travail entre deux grands repos périodiques consécutifs; toutefois, il pourra y avoir dix journées de travail effectif dans la période comprise entre deux grands repos périodiques consécutifs à la condition qu'après cinq au plus de ces journées, il soit intercalé un grand repos compensateur d'au moins trente-deux heures.

Au cours d'un mois, il doit y avoir au moins quatre grands repos périodiques, dont deux peuvent être réunis en un repos double d'une durée minimum de cinquante-huit heures.

Toutefois, le nombre mensuel des grands repos périodiques peut être réduit à trois, sous réserve d'accords passés entre l'exploitant et le personnel et permettant à l'agent qui le demandera, de grouper dans l'année un certain nombre de journées de grands repos périodiques qui lui sont dues en vertu du premier alinéa du présent article et dont il n'a pas bénéficié au cours des mois successifs.

Les feuilles de service devront indiquer au moins quarante-huit heures à l'avance les prévisions de grands repos périodiques.

ART. 11. — Pendant les grands repos périodiques, les agents sont dispensés de tout service et peuvent s'absenter de leur résidence.

ART. 12. — L'administration exploitante doit soumettre au service chargé du contrôle du travail, les tableaux et graphiques des roulements. Des copies conformes de ces tableaux et graphiques doivent être affichées d'une façon apparente dans les dépôts et dans les gares de manière à porter lesdits tableaux et graphiques à la connaissance des mécaniciens, chauffeurs, conducteurs d'automotrices et agents des trains qu'ils concernent.

Dans ces tableaux, il ne pourra être dérogé aux prescriptions des articles 3 à 10, ainsi qu'au régime de travail résultant de l'application des dispositions de l'article 14 ci-dessous que dans des cas pleinement justifiés par les nécessités du service et avec l'autorisation du service chargé du contrôle du travail.

ART. 13. — A titre temporaire, des modifications peuvent être apportées aux régimes énoncés aux articles 3 à 10 pour les travaux visés sous les n^{os} 1^o, 2^o, 3^o ci-après et à l'article 11 pour les travaux visés sous le n^o 3^o ci-après :

1^o Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir les accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux bâtiments;

2^o Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale ou d'un service public;

3^o Travaux urgents (surcroît extraordinaire de travail).

Sauf cas de force majeure, ces modifications doivent être soumises à l'approbation du service chargé du contrôle du travail à qui, dans tous les cas, il doit en être rendu compte dans le moindre délai.

ART. 14. — Des décisions du Ministre des Travaux publics pourront, sur la demande de l'exploitant et après audition des intéressés par le service chargé du contrôle du travail, prévoir, dans le cas où certaines sections de ligne ont un trafic irrégulier suivant les saisons, une compensation pendant la période de morte-saison des heures faites pendant les autres périodes en excédent des limites prévues par le présent arrêté.

ART. 15. — Un registre spécial ouvert dans chaque établissement est tenu à la disposition des agents dans un local constamment accessible à chacun d'eux pour leur permettre d'y mentionner les dérogations aux prescriptions du présent arrêté qui se sont produites au cours de leur travail personnel ainsi que toutes observations ou réclamations auxquelles donnerait lieu de leur part l'application du présent arrêté.

Ce registre est tenu constamment à la disposition du service chargé du contrôle du travail; il en est de même des roulements en vigueur, des bulletins de traction, des feuilles de marche des trains et des registres de commande de service des agents.

Sous le bénéfice des dispositions qui précèdent, les agents ne peuvent, en aucun cas et sous aucun prétexte, invoquer la prolongation de la durée de leur service ou une réduction de leur repos pour abandonner leur poste ou refuser le service qui leur est commandé.

Les dérogations occasionnées par des incidents imprévus feront l'objet de compte rendus mensuels adressés par l'administration exploitante au service chargé du contrôle du travail.

ART. 16. — Les difficultés que pourrait soulever l'application du présent arrêté et notamment des dispositions prévues aux articles 3 à 14 seront réglées par le service chargé du contrôle du travail après audition de l'administration du réseau et du personnel intéressé.

ART. 17. — Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur à la date du 28 août 1935, toutes dispositions contraires audit arrêté cesseront de porter effet à partir de la même date.

Moulins, le 27 juin 1935.

ARRÊTÉ DU 27 NOVEMBRE 1935

déterminant les extraits du décret du 4 août 1935 à afficher dans les locaux contenant des installations électriques de deuxième ou de troisième catégorie.

Sur le rapport du Directeur du Travail,

Vu l'article 40 du décret du 4 août 1935 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du travail (titre II : Hygiène et sécurité des travailleurs), en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques,

ARRÊTE :

Article unique. — Les extraits du décret du 4 août 1935 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques, dont les chefs d'établissement, directeurs ou préposés, sont tenus, en exécution de l'article 40 dudit décret, d'afficher le texte dans un endroit apparent des locaux contenant des installations de deuxième ou de troisième catégorie, sont les suivants : sections I, II

(sauf l'article 10), III, IV (sauf l'article 17), VI (sauf les alinéas 2 et 3 de l'article 23) et IX.

En outre, le texte de l'article 39 devra également être affiché dans les locaux où il est fait emploi de tensions de la deuxième ou de la troisième catégorie pour les essais de matériel électrique en cours de fabrication ou de réparation.

Paris, le 27 novembre 1935.

L.-O. FROSSARD.

ARRÊTÉ DU 27 NOVEMBRE 1935

fixant les termes de l'instruction sur les premiers soins à donner aux victimes des accidents électriques.

Sur le rapport du Directeur du Travail,

Vu l'article 40 du décret du 4 août 1935 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du travail (titre II : Hygiène et sécurité des travailleurs), en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'instruction sur les premiers soins à donner aux victimes des accidents électriques, que les chefs d'établissements, directeurs ou préposés sont tenus, en exécution de l'article 40 du décret du 4 août 1935 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques, d'afficher dans un endroit apparent des locaux contenant des installations de 2^e ou de 3^e catégorie, doit reproduire en caractères facilement lisibles, le texte annexé au présent arrêté.

ART. 2. — L'arrêté du 6 juin 1929 fixant les termes de l'instruction sur les premiers soins à donner aux victimes des accidents électriques est abrogé.

Paris, le 27 Novembre 1935.

L.-O. FROSSARD.

INSTRUCTIONS

concernant les dangers présentés par les courants électriques.

(Texte annexé à l'arrêté du 27 novembre 1935.)

Tout contact avec des conducteurs électriques en charge est dangereux.

Même si la tension de régime entre conducteurs est faible, comme c'est le cas des basses tensions des circuits d'utilisation, ce contact peut, dans des conditions spéciales de conductibilité, provoquer un accident mortel. Ces conditions, quoique spéciales, ne sont pas exceptionnelles.

Pour qu'elles se réalisent, il suffit que la résistance normale du corps au passage du courant électrique diminue sensiblement et qu'en même temps se produise, à travers le corps, une dérivation à la terre.

Les mains moites, une forte transpiration, sont parmi les circonstances qui agissent le plus fortement dans le premier sens; un sol humide, un contact direct avec des outils ou des pièces métalliques reliés à la terre, des robinets,

des canalisations d'eau, de gaz, de vapeur, facilitent très dangereusement la dérivation du corps à la terre.

Ne l'oubliez pas, tout particulièrement en maniant des lampes portatives, des machines-outils ou des appareils électriques quelconques mobiles.

Prenez toujours vos précautions en vous isolant convenablement du sol, particulièrement s'il est humide.

Les installations électriques doivent être fréquemment vérifiées; c'est le moyen le plus sûr d'éviter les accidents.

.....
(La suite sans changement.)

ALLOCATIONS FAMILIALES.

TABLEAU

DES CAISSES DE COMPENSATION D'ALLOCATIONS FAMILIALES

AGRÉÉES EN 1935.

DÉPARTEMENT DU SIÈGE.	NOM ET ADRESSE DES CAISSES.	DATE de L'ARRÊTÉ.	COMPÉTENCE PROFESSIONNELLE.	CIRCONSCRIPTION TERRITORIALE.
Aisne	Caisse des institutions familiales ouvrières de la région de Bohain, rue Pasteur, à Bohain.	19 mars 1935.	Section VI (commerce et banque)... Section VII (professions libérales).	Sans changement.
Aude	Caisse de compensation interprofessionnelle de l'arrondissement de Narbonne.	7 novembre 1935.	Sans changement.....	Limitée à l'arrondissement de Narbonne.
Bouch.-du-Rhône	Caisse provençale de compensation de la céramique, quartier de St-Henry, au château Roux, à Marseille.	23 juillet 1935.	Sous-groupe 4 Rb (briqueterie, céramique de bâtiment, poterie). Sous-groupe 4 Rc (fabrique de faïence et de porcelaini).	Tout le département.
Cher	Caisse de compensation de Vierzon et du Centre, 10, rue de la Gare, à Vierzon.	14 janvier 1935.	Sans changement.....	Cantons de Vierzon, Lury et Graçay.
Côtes-du-Nord ..	Bureau de compensation des allocations familiales du Comité central des armateurs de France, 73, boulevard Haussmann, à Paris.	12 février 1935.	Sous-groupe 5 Bc (transport par eau et par air).	Tout le département.
Eure.....	Caisse patronale des allocations familiales de l'Eure, Chambre de commerce, à Evreux.	22 juillet 1935.	Extension de la section professionnelle aux : Sous-groupe 4 Be, n° 4.15 (boulangerie); 4.151 (pâtisserie). Sous-groupe 4 Bk, partie du n° 4.19 (charcutiers-bouchers); n° 4.185 (préparation de triperie lorsqu'elle ne constitue que l'accessoire de l'activité d'un charcutier-boucher). Sous-groupe 4 Gg, n° 4.49 (blanchissage du linge de ménage); 4.491 (repassage du linge); 4.492 (lavoir); 4.494 (teinture et dégraisage). Groupe 8 A.	Sans changement
Gard.....	Caisse de compensation d'allocations familiales de la région alésienne, à Alès.	13 novembre 1935.	Sans changement	Limitée à l'arrondissement d'Alès.

DÉPARTEMENT DU SIÈGE.	NOM ET ADRESSE DES CAISSES.	DATE de L'ARRÊTÉ.	COMPÉTENCE PROFESSIONNELLE.	CIRCONSCRIPTION TERRITORIALE.
Haute-Garonne..	Caisse d'allocations familiales de l'Enseignement privé et des cultes de la région du Sud-Ouest, 1, place St ^{es} . Scarbes, à Toulouse.	29 avril 1935.	Sous-groupe 7 B (enseignement privé). Sous-groupe 7 C (cultes); n° 7.32 (société de bienfaisance, de secours) du sous-groupe 7 D.	Départements de l'Ariège, Aude, Aveyron, Corrèze, Dordogne, Haute-Garonne, Gers, Gironde, Hérault, Landes, Lot, Lot-et-Garonne, Lozère, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Tarn, Tarn-et-Garonne.
Isère	Caisse interprofessionnelle des allocations familiales de Vienne, 7, cours de Verdun, à Vienne.	24 septembre 1935.	Sans changement.....	Extension au canton de la Verpillère.
Idem.....	Caisse de compensation des allocations familiales de la ganterie en peau et des industries qui s'y rattachent, 6, b. Gambetta, Grenoble.	30 avril 1934.	Sous-groupe : 4 I a, préparation des peaux et cuirs. Sous-groupe : 4 I d, fabrique de ganterie en peau.	Arrondissements de Grenoble et La Tour-du-Pin.
Loire	Caisse de compensation des allocations familiales des industries métallurgiques, mécaniques et électriques de la Loire et des départements limitrophes, 19, rue du Grand-Moulin, à Saint-Étienne.	29 avril 1935.	Sans changement.....	Le département de la Loire, à l'exclusion des cantons de Charlieu et de Belmont.
Idem.....	Caisse professionnelle des allocations familiales de Charlieu et régions limitrophes, 5, rue Grenette, à Charlieu.	20 mars 1935.	Groupe 4 A (industries mal désignées). Groupe 4 J (industries du bois). Groupe 6 A (commerces divers). Groupe 6 C (banques, assurances, agences, etc.).	Sans changement.
Lozère	Caisse d'allocations familiales de la région alésienne, Chambre de commerce d'Alès (Gard).	13 février 1935.	Sans changement.....	Cantons de Florac, Pont-de-Montvert, Barre, St-Germain-de-Calberte, St-Enimie, Méyrucis, Le Massegros, La Canoubourg, Chanac, Marvéjols, St-Germain-du-Teil, Nasbinals, Le Bley-mard et Villefort.
Maine-et-Loire..	Caisse patronale d'allocations familiales de l'arrondissement de Saumur, Chambre de commerce, à Saumur.	22 juillet 1935.	Idem.....	Limitée à l'arrondissement de Saumur.
Idem.....	Caisse d'allocations familiales de l'Enseignement privé et des cultes de la région de l'Ouest, 2, rue Volney, à Angers.	3 mai 1935.	Sous-groupe 7 B (enseignement privé). Sous-groupe 9 C (cultes).	Départements de la Charente, Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Indre-et-Loire, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Mayenne, Morbihan, Sarthe, Deux-Sèvres, Vendée, Vienne.

DÉPARTEMENT DU SIÈGE.	NOM ET ADRESSE DES CAISSES.	DATE de L'ARRÊTÉ.	COMPÉTENCE PROFESSIONNELLE.	CIRCONSCRIPTION TERRITORIALE.
Marne.....	Caisse de compensation du bâtiment et des travaux publics de Reims et de la région, 7, rue Thiers, à Reims.	3 mai 1935.	Sous-groupe 4 Ga, n° 4.476 (tapisserie, tentures). Sous-groupe 4 Ja (sciage de bois, charpente, menuiserie). Sous-groupe 4 Lc (charpente en fer, serrurerie de bâtiment). Sous-groupe 4 Ld (fabrique de tôlerie). Sous-groupe 4 Lg, n° 4.7693 (entreprises d'installations électriques). Groupe 4 P (taille de pierres et moulage). Groupe 4 Q (terrassament, construction en pierres). Sous-groupe 4 Re, n° 4.99 (miroiterie, fabrique de glaces et miroirs).	Sans changement.
Meurthe-et-Moselle.	Caisse de compensation des allocations familiales du commerce de l'Est, 24, rue du Haut-Bourgeois, à Nancy.	12 novembre 1935.	Sous-groupe 4 Be, n° 4.15 (boulangerie); n° 4.151 (pâtisserie). Sous-groupe 4 Bh, n° 4.19 (charcuterie).	Tout le département.
Morbihan.....	Bureau de compensation des allocations familiales du Comité central des Armateurs de France, 73, boulevard Haussmann, à Paris.	20 août 1935.	Sous-groupe 5 Bc (transport par eau et par air).	Idem.
Nord.....	Caisse du bâtiment et des travaux publics des industries et des professions connexes du nord de la France, 1, rue Denis-Godefroy, à Lille.	22 juillet 1935.	Sous-groupe 4 Re, n° 4.997 (fabrique de vitraux). Sous-groupe 7d, n° 7.51 (vérificateur de bâtiments); 7.52 (architecte).	Sans changement.
Idem.....	Caisse interprofessionnelle d'allocations familiales de la région de Roubaix-Tourcoing, 19, rue Pauvrée, à Roubaix.	13 novembre 1935.	Sans changement.....	Communes de Lannoy, Lys-les-Lannoy, Toufflers, Leers, Hem et Willem du canton de Lannoy.
Idem.....	Caisse d'allocations familiales de l'Enseignement privé et des cultes de la région du Nord, 6, rue des Jardins, à Lille.	25 janvier 1935.	Sous-groupe 7b (enseignement privé). Sous-groupe 7c (cultes). Sous-groupe 7d, n° 6.32 (société de bienfaisance, de secours).	Tout le département.
Idem.....	Idem.....	11 mars 1935.	Idem.....	Départements : Aisne, Ardennes, Marne, Oise, Pas-de-Calais, Somme.
Idem.....	Caisse du bâtiment et des travaux publics des industries et des professions connexes du nord de la France, 1, rue Denis-Godefroy, à Lille.	22 juillet 1935.	Sous-groupe 4 Ja (sciage de bois, charpente, menuiserie). Sous-groupe 4 Le, n° 4.732 (serrurerie de bâtiment; 4.7354 (fabrication et installation d'appareils de chauffage en métal). Sous-groupe 4 Lg, n° 4.7693 (entreprise d'installations électriques). Groupes 4 P et 4 Q.	Tout le département.
Oise.....	Caisse de compensation de la région parisienne, 3, place Carnot, à Creil.	31 décembre 1935.	Sans changement.....	Communes de Rieux et d'Ercuis.

DÉPARTEMENT DU SIÈGE.	NOM ET ADRESSE DES CAISSES.	DATE de L'ARRÊTÉ.	COMPÉTENCE PROFESSIONNELLE.	CIRCONSCRIPTION TERRITORIALE.
Oise.....	Caisse d'allocations familiales de l'Oise, 37 bis, boulevard de la Gare, à Beauvais.	31 décembre 1935.	Sans changement.....	Exclusion des communes de Rieux et d'Ercuis.
Puy-de-Dôme...	Caisse interprofessionnelle de compensation pour allocations familiales de la 17 ^e région économique, 4, boulevard Trudaine, à Clermont-Ferrand.	7 novembre 1935.	<i>Idem</i>	Limitée aux départements du Puy-de-Dôme et du Cantal.
Rhin (Bas-)...	Caisse de compensation du bâtiment, des travaux publics et des industries connexes d'Alsace et de Lorraine, 1, boulevard de Nancy, à Strasbourg.	19 mars 1935.	Groupe 3 B (carrières)..... Sous-groupe 5 Ba (transports par terre).	Sans changement.
<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	21 novembre 1935.	Groupes 3 A, n° 3.41 (extraction d'asphalte). Groupe 3 B (carrières). Sous-groupe 4 Ga, n° 4.476 (tapisserie, tentures). Sous-groupe 4 Ja (sciage de bois, charpente, menuiserie). Sous-groupe 4 Jb (charronnage, carrosserie). Sous-groupe 4 Jd (ébénisterie). Sous-groupe 4 Lc, n° 4.732 (serrurerie de bâtiment). Sous-groupe 4 Ld, n° 4.7354 (fabrique et installation d'appareils de chauffage en métal). Sous-groupe 4 Lq, n° 4.7693 (entreprises d'installations électriques). Groupe 4 P (taille de pierre et moulage). Sous-groupe 4 Qa (entreprises de travaux publics). Sous-groupes 4 Qc (entreprises de plomberie et couverture). Sous-groupe 4 Qd (entreprises de bâtiment). Sous-groupe Ra (fabrique de chaux, plâtre et ciment). Sous-groupe 4 Rb (briqueterie, céramique de bâtiment, poterie). Sous-groupe 4 Rb (fabrique de faïence et de porcelaine). Sous-groupe 4 Re (miroiterie, décoration de cristaux). Sous-groupe 5 Bz, n° 5.4 (entreprises de transport de marchandises par voie de terre). Sous-groupe 6 Ai, n° 6.46 (marchand de matériaux de construction). Sous-groupe 6 Ak, n° 6.56 (marchand de bois de construction).	Tout le département.
<i>Idem</i>	Caisse de compensation du commerce du Bas-Rhin, 6, rue des Francs-Bourgeois, à Strasbourg.	31 décembre 1935.	Groupe 6 A (commerces divers) à l'exception du n° 6.46 (marchand de matériaux de construction) et du n° 6.56 (marchand de bois de construction).	Sans changement.

DÉPARTEMENT DU SIÈGE.	NOM ET ADRESSE DES CAISSES.	DATE de L'ARRÊTÉ.	COMPÉTENCE PROFESSIONNELLE.	CIRCONSCRIPTION TERRITORIALE.
Rhin (Haut)... (Suite.)	Caisse de compensation des métiers du Haut- Rhin, 82, avenue Aris- tide-Briand, à Mu- lhous. (Suite.)	25 janvier 1935.	Sous-groupe 4 Ba, n° 4.10 (moulin à façon seulement). Sous-groupe 4 Bc, n° 4.15 (boulangerie); 4.151 (pâtisserie); 4.153 (boulangerie mécanique); 4.155 (fabrique de pain à chanter). Sous-groupe 4 Bf, n° 4.161 (glacier-confiseur). Sous-groupe 4 Bh, n° 4.18 (entraprise d'abatage de viandes de boucherie); 4.183 (équarrissage); 4.185 (préparation de triperie); 4.19 (charcuterie). Sous-groupe 4 Da, n° 4.311 (réparation de pneumatiques seulement). Sous-groupe 4 Ea, n° 4.36 (reliure); 4.361 (dorure en reliure); 4.367 (brochure, brochage); 4.3671 (colleur, assembleur, entoileur de cartes géographiques). Sous-groupe 4 Ec, n° 4.39 (photographie); 4.393 (restauration de tableaux). Sous-groupe 4 Ga, n° 4.4761 (tapisserie à l'aiguille); 4.763 (peintre sur étoffes). Sous-groupe 4 Gb, n° 4.477 (vêtements sur mesure pour hommes); 4.4770 (coupeur-tailleur); 4.4773 (apieceur et apieceuse de vêtements); 4.4775 (dessinateur de costumes); 4.4779 (costumier, tailleur de théâtre); 4.478 (vêtements sur mesure pour dames); 4.4784 (raccordage de vêtements). Sous-groupe 4 Gc, n° 4.482 (corsetière seulement). Sous-groupe 4 Ge, n° 4.485 (chapperie, fabrique de chapeaux, de chapeaux de feutre); 4.4850 (chapelier); 4.4854 (teinture et apprêts de chapeaux de feutre); 4.4856 (casquettier seulement); 4.486 (modiste seulement); 4.4864 (apprêts de chapeaux de paille). Sous-groupe 4 Gg, n° 4.494 (teinture et dégraissage); 4.495 (désinfection de literie). Sous-groupe 4 Hb, n° 4.527 (apprêt de plumes d'ornement). Sous-groupe 4 Ia, n° 4.535 (pelletier et fourreur seulement). Sous-groupe 4 Ib, n° 4.56 (fabrique d'articles de sellerie, harnachement); 4.561 (gaufage, estampage, impression, repoussage de cuir); 4.562 (dorure et argenture sur cuir). Sous-groupe 4 Ic, n° 4.581 (fabrique de tiges pour chaussures); 4.586 (raccordage, raccordeur de chaussures). Sous-groupe 4 Jb, n° 4.632 (carrosserie, fabrique de voitures de luxe); 4.634 (peinture et vernissage de voitures).	Tout le département.

DÉPARTEMENT DU SIÈGE.	NOM ET ADRESSE DES CAISSES.	DATE de L'ARRÊTÉ.	COMPÉTENCE PROFESSIONNELLE.	CIRCONSCRIPTION TERRITORIALE.
Rhin (Haut) .. (Suite.)	Caisse de compensation des métiers du Haut- Rhin, 82, avenue Aristide-Briand, à Mulhouse. (Suite.)	25 janvier 1935.	Sous-groupe 4 Lα, n^{os} 4.722 (forgeron, forger); 4.7225 (maréchalier); 4.723 (coutellerie, fabrique de coutellerie); 4.7230 (coutelier); 4.7231 (forge, apprêt de lames de couteaux, ciseaux, rasoirs); 4.7232 (aiguiserie); 4.7233 (montage, assemblage, finissage de couteaux, ciseaux); 4.724 (fabrique de limes); 4.7241 (retailage de limes). Sous-groupe 4 Lc, n^{os} 4.732 (serrurerie de bâtiment; 4.7341 (serrurerie de voitures). Sous-groupe 4 Le, n^o 4.738 (armurier seulement). Sous-groupe 4 Lf, n^{os} 4.750 (fondeur seulement); 4.76 (mécanicien constructeur seulement); 4.7652 (réparation de balances seulement); 4.766 (mécanicien-tourneur seulement); 4.7683 (atelier de réparation de vélocipèdes seulement); 4.76881 (atelier de réparation d'automobiles); 4.76882 (fabrique d'accessoires, de pièces détachées pour autos). Sous-groupes 4 Lg, n^o 4.7693 (entreprise d'installations électriques). Sous-groupe 4 Lh, n^{os} 4.77 (petite chaudronnerie en cuivre); 4.771 (fabrique d'articles en métal repoussé); 4.7711 (étamage); 4.7742 (peinture, vernissage sur métaux). Sous-groupe 4 Li, n^o 4.78 (orthopédiste, bandagiste seulement). Sous-groupe 4 Lj, n^o 4.786 (opticien à façon seulement). Sous-groupe 4 Lm, n^o 4.81 (graveur en lettres et graveur de cache seulement). Sous-groupe 4 Ln, n^o 4.830 (horloger-bijoutier). Sous-groupe 4 Lp, n^o 4.8440 (doreur). Groupe 4 M, n^{os} 4.85 (affinage de métaux précieux); 4.852 (essai de métaux précieux); 4.8553 (tréfilerie d'or et d'argent); 4.854 (laminage d'or, d'argent); 4.86 (battage d'or et d'argent); 4.86 (fabrique d'orfèvrerie); 4.87 (sertissage en or et argent); 4.871 (polissage en orfèvrerie); 4.874 (émaillage sur métaux précieux); 4.878 (tourneur en or, argent); 4.880 (bijoutier). Sous-groupe 5 Ba, n^o 5.474 (location d'automobiles). Sous-groupe 6 Ad, n^{os} 6.25 (bouche-rie au détail); 6.254 (marchand d'abats, tripiier). Sous-groupe 6 Ak, n^o 6.582 (marchand de voitures, de voitures automobiles, de vélocipèdes). Groupe 8 A, n^o 8.5 (coiffeur, perruquier, barbier).	Tout le département.
Idem.....	Idem.....	12 novembre 1935.	Sous-groupe 4 Ga, n ^o 4.476 (tapisserie, tentures).	Sans changement.

DÉPARTEMENT DU SIÈGE.	NOM ET ADRESSE DES CAISSES.	DATE de L'ARRÊTÉ.	COMPÉTENCE PROFESSIONNELLE.	CIRCONSCRIPTION TERRITORIALE.
Rhône	Caisse d'allocations familiales de l'Enseignement privé et des cultes de la région du Sud-Est, 7, avenue de la Bibliothèque, à Lyon.	29 avril 1935.	Sous-groupe 7 B (enseignement privé). Sous-groupe 7 C (cultes), n° 7.32 (société de bienfaisance, de secours) du sous-groupe 7 D.	Départements de l'Ain, Ailier, Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardèche, Bouches-du-Rhône, Corse, Côte-d'Or, Drôme, Gard, Isère, Jura, Loire, Haute-Marne, Rhône, Saône-et-Loire, Savoie, Haute-Savoie, Var, Vaucluse.
Seine	Caisse de compensation du commerce de l'alimentation de Paris et la Seine, 166, rue du faubourg Saint-Honoré, à Paris.	7 janvier 1935.	Sous-groupe 6 Ad (commerce de comestibles).	<i>Idem.</i>
<i>Idem.</i>	Caisse d'allocations familiales de l'Enseignement privé de la région de Paris, 76, rue des Saints-Pères (bureaux : 51, rue de la Chaussée d'Antin), à Paris.	25 janvier 1935.	Sous-groupe 7b (enseignement privé).	<i>Idem.</i>
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	20 mars 1935.	Sous-groupe 7 b (enseignement privé). Sous-groupe 7c (cultes).	Départements : Seine, Aube, Calvados, Cantal, Cher, Charente-Inférieure, Creuse, Doubs, Eure, Eure-et-Loir, H ^{te} -Saône, Haute-Loire, H ^{te} -Vienne, Indre, Loir-et-Cher, Loiret, Manche, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Nièvre, Orne, Puy-de-Dôme, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Vosges, Yonne, Territoire de Belfort.
<i>Idem.</i>	Caisse de compensation de la Chambre consultative des associations ouvrières de production, 24, rue du Renard, à Paris.	12 février 1935.	Interprofessionnelle	Départements : Nord, Aisne, Somme, Seine-Inférieure, Finistère, Haute-Garonne, Gironde, Haute-Vienne, Gard, Bouches-du-Rhône, Jura.
<i>Idem.</i>	Caisse de compensation du bâtiment et des travaux publics de Paris et du département de la Seine, 43, rue du Temple, à Paris.	25 janvier 1935.	Sous-groupes : 4 Ga, n° 4.476 (tapisserie, tentures); 4 Ja (sciage de bois, charpente, menuiserie); 4 Lc (charpente en fer, serrurerie de bâtiment); 4 Ld (fabrique de tôlerie); 4 Lg, n° 4.7693 (entreprises d'installations électriques); 4 Pa (taille et polissage de pierres); 4 Pb (mouillage en plâtre); 4 Qa (entreprises de travaux publics); 4 Qb (distributions urbaines); 4 Qc (entreprises de plomberie et couverture); 4 Qd (entreprises de bâtiment); 4 Re, n° 4.99 (miroiterie, fabrication de glaces et miroirs); 7 D, n° 7.5 (arpenteur-géomètre); n° 7.51 (vérificateur de bâtiments); 7.52 (architecte).	Sans changement.

DÉPARTEMENT DU SIÈGE.	NOM ET ADRESSE DES CAISSES.	DATE de L'ARRÊTÉ.	COMPÉTENCE PROFESSIONNELLE.	CIRCONSCRIPTION TERRITORIALE.
Seine	Caisse des allocations familiales du papier et des industries qui s'y rattachent. 6, r. Beaubourg, à Paris.	23 janvier 1935.	Sous-groupe 4 D _b (fabrication du papier et du carton) à l'exception du n° 4.34. Sous-groupe 4 D _c , n° 4.352 (fabrique de sacs, sachets, étuis, cornets, pochettes en papier). Sous-groupe 4 D _d (fabrique de papiers peints, de cartes à jouer). Sous-groupe 6 A _h , n°s 6.38 (marchand papetier); 6.38o (papetier); 6.383 (négociant en papiers).	Tout le département.
Idem.....	Caisse d'allocations familiales des professions médicales de Paris et du département de la Seine, 42, rue Lamartine, à Paris.	7 janvier 1935.	Sous-groupe 7 F (professions médicales).	Idem.
Idem.....	Caisse de compensation du bâtiment et des travaux publics de Paris et du département de la Seine, 43, rue du Temple, à Paris.	22 juillet 1935.	Sous-groupe 4 L _c (charpente en fer, serrurerie de bâtiment) au lieu de 4 L _a (exclu de la compétence).	Sans changement.
Idem.....	Caisse d'allocations familiales pour Paris et la Seine, 66, rue de la Chaussée-d'Antin, à Paris.	Idem.....	Sous-groupe 6 A _b (commerce de produits agricoles). Sous-groupe 6 A _j , n°s 6.544 (marchand chapelier); 6.545 (marchand de fournitures pour la chapellerie); 6.546 (marchand de gants); 6.548 (teinturier-dégraisseur, magasin intermédiaire); 6.549 (marchand de vieux habits); 6.558 (marchand de couronnes et ornements funéraires); 6.559 (marchand de fleurs naturelles). Groupe 6 B, n°s 6.73, 6.74, 6.75, 6.76, 6.761, 6.77 (spectacles divers). Sous-groupe 7d, n° 7.54 (ingénieur).	Idem.
Idem.....	Caisse professionnelle d'allocations familiales (Paris et la Seine), 18, rue de l'Arrade, à Paris.	Idem.....	Sous-groupe 6 A _j , n°s 6.53 (marchand de mercerie); 6.552 (marchand de cheveux en gros); 6.554 (marchand de chaussures); 6.557 (marchand bijoutier). Sous-groupe 7d, n°s 7.4 (entreprise d'écriture); 7.42 (entreprise de comptabilité); 7.43 (traducteur de langues étrangères); 7.45 (expert); 7.76 (dessinateur). Groupe 8 A (soins personnels).	Idem.
Idem.....	Caisse de compensation du commerce de l'alimentation de Paris et la Seine, 166, rue du faubourg Saint-Honoré, à Paris.	20 août 1935.	Sous-Groupe 4 B _e , n°s 4.15 (boulangerie); 4.151 (pâtisserie); 4.153 (boulangerie mécanique); 4.155 (fabrication de pain à chanter). Sous-groupe 4 B _h , n° 4.185 (préparation de triperie, charcutier détaillant).	Idem.
Idem.....	Caisse de compensation de la région parisienne, 10-12, rue Viala, à Paris.	22 juillet 1935.	Section des industries polygraphiques. Extension au n° 6.372 (éditeur de journaux).	Idem.

DÉPARTEMENT DU SIÈGE.	NOM ET ADRESSE DES CAISSES.	DATE de L'ARRÊTÉ.	COMPÉTENCE PROFESSIONNELLE.	CIRCONSCRIPTION TERRITORIALE.
Seine.....	Caisse de compensation nationale et interprofessionnelle de la Chambre consultative des associations ouvrières de production, 24, rue du Renard, à Paris.	12 novembre 31 décembre 1935.	Sans changement.....	Départements de l'Hérault, de l'Isère et de la Vendée.
Idem.....	Caisse d'allocations familiales pour Paris et la Seine, 66, rue de la Chaussée d'Antin, à Paris.	31 décembre 1935.	Sous-groupe 6 Aj, n° 6.5 (marchand de nouveautés, tissus, grands magasins).	Sans changement.
Idem.....	Caisse d'allocations familiales des notaires et des professions judiciaires du département de la Seine, 2, rue Saint-Denis, à Paris.	Idem.....	Greffiers	Idem.
Seine-Inférieure.	Caisse d'allocations familiales des industries polygraphiques de Normandie, 7, rue des Arsins, à Rouen.	14 janvier 1935.	Sous-groupe 4 Dc (fabrique de cartonnages, d'objets en papier ou carton). Sous-groupe 4 Dd (fabrique de papiers peints, de cartes à jouer). Sous-groupe 4 E (industries polygraphiques). Sous-groupe 4 Qd, n° 4.951 (entreprise d'affinage). Sous-groupe 6 Ah, (commerce de papiers, livres et objets d'art). Sous-groupe 6 Ca, n° 6.8 (agence de publicité).	Idem.
Idem.....	Caisse d'allocations familiales du commerce de la région havraise, 13, quai George-V, au Havre.	25 janvier 1935.	Section V (manutention, transports). Section VI (commerce, banque) à l'exception du sous-groupe 6 Cb (banques, assurances). Section VII, n° 7.32 (société de bienfaisance, de secours); 7.33 (société savante); 7.34 (chambre de commerce, chambre syndicale); 7.43 (traducteur de langues étrangères); 7.45 (expert). Section VIII (soins personnels, domestiques). Section IO (services publics).	Arrondissement du Havre et canton d'Yvetot.
Seine-et-Oise....	Idem.....	26 juillet 1935.	Section bâtiment et travaux publics. Suppression de la section des industries de terres au feu, ciment, plâtre, verrerie.	Limitée à l'arrondissement de Corbeil.

CIRCULAIRE DU 8 JANVIER 1935 (1).

Hygiène des travailleurs; minium de plomb; avant-projet de décret.

Par circulaires du 10 novembre 1932 et du 2 mars 1933, une enquête a été prescrite au service en vue de rechercher quelle était la situation de fait actuelle touchant l'emploi respectif du minium de plomb et de ses succédanés dans la peinture sur métaux.

Les renseignements ainsi recueillis, qui devaient ensuite être complétés par une enquête auprès des divers départements ministériels intéressés, étaient destinés à permettre d'apprécier l'opportunité d'une interdiction totale ou partielle et subsidiairement d'une réglementation de l'emploi des peintures au minium de plomb.

Or, l'enquête de l'Inspection du travail a fait apparaître à cet égard une situation confuse, qui commande une certaine circonspection. Il ressort, en effet, des résultats d'ensemble de cette enquête que si, pour certaines applications (la peinture en bâtiment par exemple), l'interdiction légale du minium de plomb ne ferait que consacrer un état de fait assez général, pour d'autres, au contraire, qui sont parmi les plus importantes (la peinture sous-marine notamment) cette interdiction se heurterait à l'emploi encore courant de ce pigment.

Le problème s'est d'ailleurs compliqué de l'intervention d'un facteur nouveau, du fait de la possibilité de livrer maintenant du minium de plomb broyé à l'huile ou même de la peinture toute préparée à la place du minium en poudre. Il en résulte une plus grande facilité d'emploi de ce pigment. De ses dernières expériences comparatives sur certaines peintures anti-rouille, l'Office national des recherches industrielles et des inventions conclut, d'autre part, « que l'avance conquise par les peintures au minium de fer et d'aluminium sur les peintures au minium de plomb s'était atténuée depuis l'apparition des peintures au minium de plomb dispersé », et il ajoute que « de nouvelles recherches sont devenues nécessaires pour trouver le conditionnement des pigments ferreux et aluminoferreux favorable à la fabrication de peintures de résistance au moins équivalente, conjointement à l'étude des constituants organiques des peintures ».

Des recherches en ce sens, ainsi que sur l'emploi de peintures à base de brai pour les métaux immergés en eaux fluviales ou marines sont, à l'heure actuelle, activement poussées par cet office.

En attendant qu'il soit possible de généraliser le remplacement du minium de plomb par des succédanés inoffensifs — ce qui est l'objectif à atteindre — l'emploi de ce pigment, là où il subsiste, doit donner lieu aux mesures d'hygiène nécessaires.

A la question qui vous était posée par les circulaires susvisées concernant l'opportunité d'étendre aux peintures au minium de plomb tout ou partie des prescriptions du décret du 8 août 1930, les réponses ont été affirmatives. Et les grandes organisations patronales de la construction navale et de l'armement qui ont protesté contre l'éventualité de la suppression de l'emploi du minium de plomb dans la peinture maritime, ont elles-mêmes reconnu que cet emploi comportait certaines précautions.

Mon administration a, en conséquence, préparé à cet effet un avant-projet de décret, dont vous trouverez ci-joint un exemplaire.

Ainsi que vous le verrez, toutes les prescriptions du décret du 8 août 1930 seraient rendues applicables telles quelles ou par voie d'analogie

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

aux travaux de peinture au minium. Il ne serait fait exception que pour l'article 3 (interdiction d'employer directement avec la main les produits à base de céruse ou de sulfate de plomb), prescription qui ne paraît pas avoir ici d'objet.

En ce qui concerne l'article 2, qui fait indirectement une obligation aux utilisateurs de la céruse et du sulfate de plomb de ne recevoir ces pigments qu'à l'état de pâte ou de peinture toute préparée, il semble que cette disposition (à laquelle serait donnée, à cette occasion, une rédaction plus explicite) puisse être étendue purement et simplement au minium de plomb. Ainsi disparaîtraient les dangers inhérents aux manipulations du minium en poudre. Il était toutefois nécessaire de s'assurer au préalable que le minium de plomb broyé en pâte ou les peintures au minium de plomb livrées prêtes à l'emploi sont susceptibles de conservation en magasins pendant une durée suffisante pour répondre aux diverses conditions de la pratique.

Or, l'Office national des recherches et inventions, à qui j'avais soumis la question, me fait connaître que la durée de conservation des pâtes et peintures au minium de plomb, varie selon la perfection des soins apportés à leur préparation. Avant lui-même consulté à ce sujet les syndicats de fabricants, il lui a notamment été répondu que si, théoriquement, les fabricants estiment que la durée de conservation de ces produits est indéfinie, en fait, ils ne consentent à donner leur garantie que pour six mois, lorsqu'il s'agit de produits en pâte, et pour un an, lorsqu'il s'agit de peintures prêtes à l'emploi.

CIRCULAIRE DU 16 JANVIER 1935 (¹).

Cumul des secours de chômage et des allocations familiales.

Mon attention a été appelée sur la question du cumul des allocations familiales accordées en application de la loi du 11 mars 1932 et des majorations attribuées, en raison de leurs charges de famille, aux chômeurs secourus par les fonds publics de chômage, dans les conditions fixées par le décret du 28 décembre 1926 modifié.

En ce qui concerne les allocations familiales, la Commission supérieure des Allocations familiales a émis l'avis que les enfants, dans un ménage, doivent être considérés, non à la charge du père seul, mais à la charge des conjoints. Par suite, elle a admis que les allocations familiales doivent être accordées à la mère salariée lorsque le père ne peut travailler, soit qu'il est invalide, soit qu'il est en chômage.

D'autre part, le décret précité du 28 décembre 1926 modifié prévoit, pour le chef de ménage en chômage, une allocation principale à laquelle viennent s'ajouter, le cas échéant, des majorations pour le conjoint chômeur ou non travailleur, pour l'ascendant à charge, pour les enfants de plus de 16 ans à la charge du ménage.

La question sur laquelle mon attention a été appelée est celle de savoir si les allocations familiales et les majorations accordées pour charges de famille peuvent être cumulées.

Il y a lieu d'observer, tout d'abord, que cette question du cumul ne se pose ni lorsque les parents sont l'un et l'autre en chômage, ni lorsque le chef de ménage chôme alors que le conjoint ne travaille pas en temps normal.

(¹) Adressée aux préfets (en communication avec les chefs d'Offices régionaux de main-d'œuvre).

En effet, dans l'un et l'autre les allocations familiales prévues par la loi du 11 mars 1932 ne sont pas servies.

La question du cumul ne se pose pas non plus, lorsque le chef de ménage continue à travailler, puisque celui-ci, dans ce cas, reçoit les allocations familiales, mais ne perçoit aucun secours du fonds de chômage, ni pour lui, ni pour sa famille. En effet, le décret susvisé du 28 décembre 1926 modifié prévoit, ainsi qu'il est ci-dessus exposé, une allocation principale pour le chef de ménage en chômage et des majorations pour les autres membres de la famille vivant dans le même ménage. Par suite, si le chef de ménage ne chôme pas, il ne touche pas l'allocation principale et il ne peut pas toucher davantage les allocations supplémentaires.

La question du cumul des allocations familiales et des majorations attribuées pour charges de famille par un fonds de chômage ne se pose pratiquement que dans le cas tout à fait exceptionnel où le père de famille chôme, alors que la mère travaille et touche des allocations familiales, la Commission supérieure des allocations familiales ayant, ainsi qu'il est ci-dessus exposé, admis que les allocations familiales devaient, dans ce cas, être accordées à la mère.

Bien que ce ne soit que dans des cas tout à fait exceptionnels que se pose la question, il ne reste pas moins qu'il convient de prendre des mesures en vue d'éviter le cumul dont il s'agit.

En effet, si on reconnaît, en cas de chômage du père, le droit de la mère aux allocations familiales, c'est parce que les enfants sont effectivement à sa charge. La mère ne saurait donc être privée de ce droit, parce que le père toucherait du fonds de chômage des majorations de secours pour charges de famille.

D'autre part, allocations familiales et majorations de secours de chômage pour enfants ont le même objet : augmenter les ressources du ménage, en raison de la charge des enfants.

Dans ces conditions, et étant donné que les majorations de secours, allouées par les fonds de chômage pour charges de famille sont d'un taux supérieur au taux des allocations familiales, j'estime, conformément à l'avis émis par la Commission supérieure des allocations familiales et d'accord avec M. le Ministre des Finances, que le droit aux allocations familiales étant maintenu à la mère salariée, il y a lieu de diminuer du montant de ces allocations, les majorations de secours allouées par les fonds de chômage pour charges de famille.

Les règlements des fonds de chômage devront, le cas échéant, être complétés en ce sens. A cet effet, la disposition suivante pourrait être insérée dans lesdits règlements : « Les majorations pour enfants sont réduites du montant des allocations familiales accordées pour ces enfants ».

Je vous serais, en conséquence, obligé de donner toutes instructions utiles aux fonds publics de chômage de votre département, pour qu'ils appliquent sans retard les instructions contenues dans la présente communication.

CIRCULAIRE DU 24 JANVIER 1935 (1).

Sécurité des travailleurs; emploi des explosifs dans les chantiers de travaux publics; enquête.

Mon attention a été appelée par plusieurs accidents graves survenus récemment au cours du percement de tunnels dans la constructions de

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

lignes de chemins de fer et dus à des explosions, sur l'opportunité de réglementer l'emploi des explosifs dans les chantiers de travaux publics.

Jusqu'ici cet emploi n'a fait l'objet de prescriptions réglementaires qu'en vertu de la loi des 21 avril 1870, 27 juillet 1880 sur les mines, en ce qui concerne l'exploitation des mines et des carrières. Pour les carrières souterraines ou à ciel ouvert, les précautions à prendre en la matière sont déterminées dans chaque département par un arrêté préfectoral pris après avis des ingénieurs des mines et sur la base d'un arrêté-type élaboré par le Ministère des Travaux publics.

La réglementation à intervenir, en ce qui concerne les chantiers de travaux publics, aura naturellement à s'inspirer de cette dernière, les conditions des explosifs sur les chantiers des travaux publics et dans les carrières devant être comparables.

Il est envisagé d'incorporer les prescriptions nouvelles dans le décret du 9 août 1925. En vue de documenter, au point de vue statistique, l'étude de ces prescriptions, je vous serai obligé de faire procéder à un relevé des déclarations d'accidents du travail causés par l'emploi des explosifs dans les chantiers de travaux publics, survenus au cours des cinq dernières années.

Il y aura lieu de mentionner, pour chaque explosion ayant occasionné des accidents de personnes, la nature du chantier, au cas d'accidents collectif, le nombre de personnes atteintes, la gravité du ou des accidents (on distinguera les victimes ou tués ou blessés) et, dans la mesure où ces renseignements seraient connus du service ou pourraient être recueillis, en ce qui concerne les chantiers relevant de l'Inspection du travail, les causes et les circonstances de l'accident et la nature de l'explosif employé.

Il serait également intéressant de joindre, à titre documentaire, les consignes que les entrepreneurs de travaux publics auraient arrêtées, pour les chantiers souterrains (par voie d'analogie avec ce qui est prescrit pour l'exploitation des carrières souterraines), en ce qui touche l'introduction et la distribution des explosifs et des détonateurs dans lesdits chantiers, les précautions particulières à prendre, compte tenu de la nature de l'explosif, pour le changement, le bourrage, l'amorçage et la mise à feu des coups de mines, et, d'une façon générale, toute consigne intéressant la sécurité des ouvriers, dans le maniement et l'emploi des explosifs sur les chantiers de travaux publics.

J'attacherais du prix à recevoir votre rapport pour fin mars.

Vous trouverez, ci-annexé, à titre indicatif :

1° Une statistique établie par le service de prévention des accidents de la Fédération nationale du bâtiment et des travaux publics, portant sur 73 accidents d'explosifs survenus dans des chantiers de travaux publics et surtout des carrières, et donnant la répartition de ces accidents d'après leurs causes présumées, lesquelles constituent autant de chefs de réglementation;

2° Un extrait de l'arrêté du Ministre des Travaux publics du 15 février 1928 réglementant les conditions techniques générales auxquelles sont soumis l'établissement et l'exploitation des dépôts de substances explosives destinées à être employées à des travaux de mines, et répartissant ces substances en cinq classes, d'après leur coefficient d'équivalence par rapport à la dynamite-gomme. Il y est ajouté l'indication des désignations commerciales desdits explosifs;

3° Le texte de la réglementation-type de l'emploi des explosifs dans les carrières.

CIRCULAIRE DU 25 JANVIER 1935 (1).

Hygiène et sécurité des travailleurs; corps radioactifs et rayons X; décret du 5 décembre 1934; arrêtés du 26 décembre 1934.

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, pour être répartis entre les inspecteurs de votre circonscription, un certain nombre d'exemplaires du décret du 5 décembre 1934 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les mesures particulières de protection applicables aux établissements dans lesquels sont préparés, manipulés ou employés les corps radioactifs et dans ceux où sont mis en œuvre les rayons X, ainsi que les deux arrêtés du 26 décembre suivant, pris pour son exécution.

Le rapport au Président de la République précédant le décret en expose dans le sens et la portée.

Ce décret, qui a un caractère provisoire et préparatoire, ne comporte à l'encontre des chefs d'établissements assujettis qu'une seule obligation susceptible d'être sanctionnée par un procès-verbal : celle de distribuer aux ouvriers et employés exposés aux dangers soit des corps radioactifs, soit des rayons X, le texte de l'avis établi par l'arrêté correspondant.

Les indications contenues dans chacun de ces deux avis sur les dangers des radiations dont il s'agit, ainsi que les recommandations pour s'en préserver qui suivent, s'adressent à la fois aux employeurs et aux travailleurs intéressés.

Sans doute, les uns et les autres sont-ils déjà plus ou moins avertis des risques courus, ainsi que des précautions qu'ils comportent. Néanmoins, toute négligence ou imprudence étant susceptible ici de conséquence graves, il a paru utile de condenser, dans un texte officiel, les données acquises de la prévention.

Les chefs d'établissement y trouveront précisées les mesures qui leur incombent, pour garantir la protection de leur personnel; celui-ci y trouvera l'indication raisonnée des précautions qu'il doit s'imposer de toute rigueur.

Il y a lieu de supposer que, malgré l'absence de toute contrainte légale, les chefs d'établissement assujettis auront le souci de donner complète satisfaction aux règles énoncées par les arrêtés, en complétant ou en mettant au point, le cas échéant, les dispositions de sécurité déjà prises par eux.

Les inspecteurs devront, sans tarder, signaler aux établissements envisagés pouvant exister dans leur section, les textes nouveaux, au cas où ils leur auraient échappé, et les inviter à remettre à leur personnel l'avis réglementaire.

Ils devront, dans la suite, mentionner dans leur rapport annuel, les négligences qu'ils auraient constatées dans l'observation des recommandations et, d'une façon générale, relater toutes marques intéressantes qui pourraient être faites dans la période transitoire, en vue de la réglementation obligatoire qui devra intervenir en temps opportun, ainsi qu'il est prévu, à l'effet d'imposer les mesures qui seront reconnues nécessaires.

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

CIRCULAIRE DU 6 FÉVRIER 1935.

Affiliation aux caisses de compensation d'allocations familiales.

J'ai l'honneur de vous communiquer, ci-joint, pour information, l'extrait d'un jugement rendu par le tribunal de simple police de Tarbes, contre un employeur pour non-affiliation à une caisse de compensation d'allocations familiales agréée par le Ministre du Travail.

Je vous signale que 11 jugements analogues ont été rendus dans la circonscription de Bordeaux.

Trois autres ont été rendus, à ma connaissance : l'un dans la circonscription de Tours, un autre dans la circonscription de Nantes, un autre à Arras, dont vous trouverez également copie ci-joint.

Au début de l'application de la loi, alors qu'il n'avait pu être statué sur les demandes d'agrément dont l'administration avait été saisie, le service a pu user de tolérance jusqu'à ce qu'une décision ait été prise.

Aujourd'hui, il existe des caisses agréées auxquelles peuvent s'affilier les employeurs des professions dès maintenant assujetties. La tolérance à l'égard des caisses non encore agréées ne se justifierait à la rigueur que si ces caisses s'adressent à des professions non encore assujetties ou récemment assujetties et s'il n'a pas été statué sur leurs demandes d'agrément.

Par contre, lorsqu'il s'agit de profession assujetties depuis longtemps, il n'y a plus lieu d'user de tolérance envers des caisses non agréées dont l'action ne peut que nuire à la bonne application de la loi en empêchant le jeu de la compensation, et, à plus forte raison, lorsque ces caisses ont vu leur demande rejetée, même si elles ont présenté une nouvelle demande, sous une autre forme, pour les mêmes professions.

Je vous serais obligé de me faire connaître quelle est la pratique suivie à cet égard dans votre circonscription, le nombre des procès-verbaux dressés à ce sujet et les jugements intervenus en signalant ceux qui seraient particulièrement intéressants.

CIRCULAIRE DU 12 FÉVRIER 1935^(*).

Mise en demeure : chantiers du bâtiment et des travaux publics; décret du 26 novembre 1934 modifiant le décret du 9 août 1925; arrêté du 12 février 1935, al rogeant et remplaçant l'arrêté du 13 novembre 1925.

Il vous a récemment été adressé, pour distribution aux inspecteurs de votre circonscription, le texte de six décrets en date du 26 novembre 1934, faisant application des dispositions légales nouvelles sur la mise en demeure, en matière d'infraction aux règlements sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, à six décrets spéciaux et en particulier au décret du 9 août 1925 concernant les mesures particulières de protection et de salubrité applicables dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Le rapport au Président de la République précédent les six décrets modificatifs, contient les commentaires nécessaires sur ces textes.

Il expose, en particulier, les conditions dans lesquelles ont été incidemment revisées ou complétées un assez grand nombre de disposition du

(*) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

décret du 9 août 1925. Sur les plus importantes de ces modifications, le service avait du reste été préalablement consulté.

Il était dans l'esprit du régime nouveau de la mise en demeure, de supprimer l'obligation de cette procédure pour l'application de la plupart des dispositions de ce décret. L'accord s'est établi sans difficulté à ce sujet devant la Commission mixte à laquelle avaient été soumises les propositions de l'Administration.

Toutefois, en ce qui concerne l'article 20, relatif aux mesures destinées à prévenir les éboulements, les fouilles en excavations ou en tranchée, la Commission, tout en reconnaissant que ces dispositions sont incompatibles, en raison de l'imminence des dangers auxquels elles sont destinées à parer, avec l'obligation de la mise en demeure réglementaire, comportant un délai minimum d'exécution de quatre jours, a émis le vœu que les instructions officielles admettent ici la latitude suivante, pour tenir compte de la possibilité de divergences d'interprétation : si l'inspecteur du travail, au cours d'une visite, estime que les mesures prises en vertu de cet article ne sont pas suffisamment efficaces, il en fera l'observation au chef de chantier, mais ne dresserait procès-verbal que si celui-ci, ainsi dûment averti, n'y remédiait pas immédiatement.

D'autre part, en ce qui concerne l'article prescrivant que les orifices au jour des puits et des galeries d'une inclinaison dangereuse doivent être entourés d'une plinthe, la Commission, eu égard à certaines difficultés pratiques d'application, a demandé qu'il soit admis que la plinthe pourra être amovible sur la longueur nécessaire à la sortie du personnel ou des matériaux.

Par voie d'analogie, elle a également émis le vœu que la même tolérance soit prévue, concernant la plinthe dont doivent être bordées, en vertu de l'article 50, les ouvertures existant dans les étages ou les échafaudages.

Le service devra donc, pour l'application de ces trois articles, admettre, le cas échéant, les modalités spéciales qui viennent d'être énoncées.

La restriction de l'emploi de la procédure de la mise en demeure aux seuls cas où elle se justifie, particulièrement opportune à l'égard du décret du 9 août 1925, et dont la nécessité avait été maintes fois signalée, ne pourra que contribuer grandement à l'efficacité de cette réglementation.

Celle-ci a, par ailleurs, sans avoir subi une revision systématique, été amendée sur divers points.

Les modifications ont notamment porté sur les prescriptions relatives aux échafaudages mobiles ou volants. Je dois à ce sujet appeler spécialement votre attention sur la nouvelle disposition de l'article 39, alinéa 1^{er}, en tant qu'elle spécifie que les conditions auxquelles doivent satisfaire lesdits échafaudages s'appliquent indistinctement même à ceux qui sont confectionnés sur un chantier pour une courte durée.

Cette précision, apportée à la demande des organisations patronales et ouvrières, a été motivée par la constatation qui serait faite, trop souvent, d'échafaudages non réglementaires, improvisés sur le chantier avec un matériel de fortune, par les tâcherons auxquels sont couramment donnés à faire les ravalements de ciment ou de jointoiements, une fois la construction des murs terminée.

La Commission a fortement marqué l'intérêt qu'il y a à poursuivre énergiquement la disparition des abus de cet ordre, qui ne peuvent qu'être générateurs de graves accidents.

Un certain nombre de questions diverses ont, d'autre part, été retenues, au cours de la préparation du décret modificatif, pour étude plus approfondie. Elles se réfèrent en particulier aux objets suivants :

Intervalle entre les chevalets supportant des échafaudages légers

(article 36). La Fédération patronale avait demandé que cet intervalle tint compte de l'épaisseur du plancher de l'échafaudage; la hauteur des chevalets en fonction de l'écartement de leurs pieds a paru devoir également être prise en considération;

Suspension des échafaudages volants au moyen de câbles métalliques; Interdiction éventuelle de faire des travaux de plâtre et de ravalement de pierre à l'échafaudage volant, sauf dans le cas où il est impossible de les exécuter au moyen d'un échafaudage de fond;

Obligation éventuelle d'amarrer au mur les échafaudages volants, lorsque le travail (tel que talochage, application d'enduit), exige de la part de l'ouvrier une pression sur la paroi à restaurer;

Dispositions à prendre pour arrêter toute chute extérieure d'ouvrier, lorsque les murs d'un bâtiment sont maçonnés du dedans.

Même question en ce qui concerne la construction suivant l'usage de certaines régions, en béton ou en pisé pilonné dans des banchages.

En vue d'enquêtes qui seront ultérieurement prescrites sur ces diverses questions, le service devra noter soigneusement les observations auxquelles elles pourraient donner lieu, notamment à la lumière d'accidents survenus. Sans préjudice de toutes propositions positives que vous pourriez être amené à formuler entre temps, tendant à des modifications ou compléments éventuels à apporter à la réglementation.

Je vous adresse, ci-joint, un certain nombre d'exemplaires du décret du 9 août 1925, dans le texte duquel ont été incorporées les modifications résultant du décret du 26 novembre 1934, et que vous voudrez bien répartir entre les inspecteurs de votre ressort, en même temps que la présente circulaire.

Vous trouverez également ci-joint, aux mêmes fins, un nombre suffisant d'exemplaires de l'arrêté ministériel du 12 février 1935, abrogeant et remplaçant l'arrêté du 13 novembre 1925 fixant le texte de l'extrait du décret du 9 août 1925 à afficher en vertu de l'article 60 dudit décret.

Le nouvel arrêté est motivé par les modifications apportées à cet article par le décret du 26 novembre 1934, en ce qu'à l'obligation d'apposer l'affiche « dans les chantiers fixes, occupant plus de cinquante ouvriers » est désormais substituée celle de l'affichage « dans l'abri prévu à l'article 57 », c'est-à-dire dans les chantiers fixes occupant plus de vingt ouvriers pendant plus de quinze jours.

Par contre, l'obligation, pour tout chantier fixe du bâtiment et des travaux publics, d'apposer l'affiche « au lieu où se fait la paye du personnel » subsiste telle quelle.

Vous remarquerez enfin qu'en ce qui concerne la désignation des extraits du décret à afficher, suivant la nature des chantiers, elle reste la même que précédemment, sauf que, bien entendu, il s'agit maintenant des textes tels qu'ils ont été modifiés par le décret du 26 novembre 1934.

CIRCULAIRE DU 12 AVRIL 1935 (1).

Suspension des heures supplémentaires. — Loi du 8 avril 1935.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le *Journal officiel* du 9 avril 1935 a publié la loi en date du 8 avril 1935, tendant à suspendre l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires ouvert aux employeurs pour surcroît extraordinaire de travail par les règlements d'administration

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

publique qui déterminent les modalités d'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les diverses professions.

Conformément à l'article 8 du livre II du Code du travail, les règlements d'administration publique prévoient que la durée du travail peut, à titre temporaire, être prolongée au delà des limites normales pour les travaux urgents auxquels chaque établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Chaque règlement, généralement sous le n° 3 de son article 6, prévoit le nombre d'heures supplémentaires qui est ainsi mis à la disposition de chaque employeur. Dans la limite de ce nombre, le chef d'établissement peut utiliser ces heures supplémentaires à la condition d'en aviser préalablement l'inspecteur du travail en spécifiant la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers pour lesquels la durée du travail sera prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée évaluée en jours et en heures, de la dérogation.

La suspension de l'utilisation de ce crédit d'heures supplémentaires par les employeurs se justifie par le chômage extraordinaire et prolongé qui sévit actuellement.

Il est, en effet, difficile d'admettre que des ouvriers fassent plus de 48 heures par semaine alors que tant d'autres en font beaucoup moins, même ne travaillent pas du tout.

Mais cette suppression n'a pas lieu automatiquement. C'est par décrets rendus sur la proposition du Ministre du Travail que l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires sera suspendue. Ces décrets fixeront le temps pendant lequel cette suspension aura lieu et préciseront également les professions, industries et commerces, auxquels elle s'applique.

Mais il est des circonstances où même en période de crise les chefs d'établissements peuvent avoir à faire face à des surcroîts extraordinaires de travail auxquels ils ne peuvent satisfaire que par la prolongation de la durée du travail. L'article 2 de la loi prévoit que, pour les établissements dans lesquels l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires est suspendue, l'inspecteur du travail compétent pourra autoriser des heures supplémentaires dans les limites fixées par le décret portant règlement d'administration publique, lorsque le chef d'établissement justifiera qu'il ne lui est pas possible de faire face à un surcroît de travail extraordinaire par d'autres moyens tel que l'embauchage de personnel supplémentaire.

Ce système ne constitue pas, à proprement parler, une innovation. Il est expérimenté depuis plus de deux ans par voie réglementaire.

En effet, dans un certain nombre de décrets pris pour l'application de la loi sur la journée de huit heures, une clause a été introduite permettant au Ministre du Travail de suspendre, par arrêté, l'utilisation des heures supplémentaires dans les professions et régions où sévit un chômage extraordinaire et prolongé.

Par application de cette disposition, des arrêtés, confirmés par des décrets, étaient intervenus et concernaient les industries textiles, métallurgiques, des cuirs et peaux, du bâtiment et des travaux publics.

La nouvelle loi a donc simplement pour objet de généraliser le système préexistant. Evidemment, cette généralisation aurait pu être réalisée par voie réglementaire, mais il aurait fallu compter avec les délais de procédure réglementaire.

Cette faculté qui est donnée aux inspecteurs d'autoriser des heures supplémentaires, donne satisfaction au désir exprimé tant à la Chambre des députés qu'au Sénat, de laisser bénéficier certaines industries et, en particulier, les industries saisonnières de certaines dérogations.

En effet, malgré la suspension des heures supplémentaires, les inspecteurs du travail resteront libres, non seulement d'accorder des heures

supplémentaires au fur et à mesure des demandes qui leur seront adressées. Toutefois, pour éviter des abus, ce crédit devra être strictement limité aux besoins d'une courte période.

Vous ne devrez du reste user de cette faculté qu'avec une extrême prudence et que dans les industries où la nécessité d'un surcroît de travail peut surgir inopinément.

Cette dernière procédure ne pourra donc être utilisée que pour les industries sujettes à des coups telles que la couture et la mode, ou les entreprises de chargement ou de déchargement de navires et pour les industries travaillant des matières périssables qui doivent être immédiatement traitées, telles que les fabriques de conserves de poissons, de légumes, de fruits, etc.

Il va sans dire que dans aucun cas le total des heures supplémentaires ne pourra être supérieur au maximum prévu par le décret régissant l'industrie en cause et que dans la très grande majorité des cas il devra lui être nettement inférieur.

Aux termes de l'article 3 de la loi, les décrets et arrêtés ministériels, pris en vertu de la réglementation en vigueur permettant de suspendre l'utilisation des heures supplémentaires dans certaines catégories d'établissements industriels, cesseront d'avoir effet dès la mise en application de la présente loi.

Quant aux infractions, elles seront poursuivies, conformément aux articles 93 et suivants du livre II du Code du travail et passibles des pénalités prévues par les articles 165 et 166 dudit livre.

CIRCULAIRE DU 12 AVRIL 1935 (1).

Suspension des heures supplémentaires. — Décret du 9 avril 1935.

Aux termes de la loi du 8 avril 1935, le Ministre du Travail suspendra jusqu'à une date qu'il fixera, soit pour l'ensemble des professions, industries et commerces, soit pour certains d'entre eux, l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires ouvert aux chefs d'établissements industriels ou commerciaux, par les décrets pris pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.

Par application de cette disposition, j'ai été amené à prendre, le 9 avril 1935, un décret suspendant pour une période d'un an, les heures supplémentaires dans un certain nombre de professions industrielles assujetties aux dispositions de la loi du 2 avril 1919. Le décret a été publié au *Journal officiel* du 10 avril 1935 (erratum au *J. O.* du 11 avril 1935).

L'article 1^{er} de ce décret détermine les industries pour lesquelles cette suspension est effective. Il énumère, en effet, tous les règlements d'administration publique pour lesquels l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires prévues pour les surcroîts de travail extraordinaires est suspendue.

Conformément aux termes de l'article 3 de la loi les dispositions du règlement d'administration publique suspendant les heures supplémentaires dans les industries textiles, des métaux, des cuirs et peaux, du bâtiment et des travaux publics cesseront d'avoir effet lorsque les dispositions du décret seront en vigueur. Cette mesure est prévue par l'article 2 du décret.

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

Enfin, comme il est possible que des chefs d'établissements aient adressé au service de l'Inspection du travail préalablement à la mise en vigueur du décret dont il s'agit un avis de dérogation faisant connaître que pour une période donnée ils escomptaient utiliser des heures supplémentaires, il a été prévu à l'article 3 du décret que ces heures supplémentaires ne pourront être effectuées après la mise en vigueur du décret que si elles ont été autorisées par l'inspecteur du travail, dans les conditions prévues par l'article 2 de la loi du 8 avril 1935.

Les dispositions de ce décret entreranno en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

Il vous appartient d'en aviser les organisations patronales et ouvrières intéressées.

CIRCULAIRE DU 9 MAI 1935.

Repos hebdomadaire dans le cas de foires et expositions ()*.

La circulaire du 10 avril 1907, adressée par l'un de mes prédécesseurs en matière de repos hebdomadaire, indiquait, *in fine*, les conditions dans lesquelles des dérogations au repos hebdomadaire pourraient être admises à l'égard des magasins en vue d'inventaires ou d'expositions.

Cette circulaire contenait, en effet, les appréciations ci-après :

Expositions, inventaires. — Pour la préparation des expositions de saison, telles que les pratiquent les grands magasins, il a été admis jusqu'ici, à titre de tolérance, pour les magasins donnant normalement à leur personnel le dimanche complet, qu'il serait fait application de la dérogation de l'article 5, § 1^{er}. Cette tolérance pourra être continuée à la condition que ces expositions gardent leur caractère exceptionnel.

Les inventaires nécessitent également la présence d'employés au magasin le jour du repos collectif; il y aura lieu de la tolérer jusqu'à nouvel ordre, mais seulement une ou deux fois par an.

Lorsqu'il sera usé de ces autorisations, on devra exiger que les employés ne soient occupés pendant le jour du repos qu'au travail d'inventaire ou à la préparation de l'exposition, et que la vente au public soit complètement interrompue.

Cette application libérale de la loi ne saurait être, je le rappelle, un abandon de ses prescriptions. Sur les points qui n'ont pas donné lieu aux difficultés auxquelles la présente circulaire apporte une solution, il faut que la loi soit appliquée avec fermeté après l'avertissement qui doit suivre la première contravention constatée; sans brutalité, mais aussi sans faiblesse lorsqu'on se trouvera en présence de la fraude ou de la mauvaise foi.

Le paragraphe 1^{er} de l'article 5 auquel il est ainsi fait allusion a été codifié, ainsi que vous le savez, à l'article 41 du livre II du Code du travail, reproduit ci-dessous :

ART. 41. — Dans tout établissement qui a le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, ce repos peut être réduit à une demi-journée pour les personnes employées à la conduite des générateurs et des machines motrices, au graissage et à la visite des transmissions, au *nettoyage* des locaux industriels, *magasins* ou bureaux, ainsi que pour les gardiens et concierges. La dérogation prévue par le présent article n'est pas applicable aux enfants de moins de dix-huit ans et aux filles mineures.

Ainsi, cette dérogation ne vaut, à l'endroit des magasins, que pour en permettre le nettoyage. Toutefois, il a été reconnu que les inventaires

(*) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

et la préparation d'expositions nécessitaient pour les magasins, des dérogations complémentaires. Aussi, a-t-il paru opportun à un de mes prédécesseurs d'étendre à ces travaux, par une interprétation large de l'article 41, la dérogation prévue à cet article. Il ne manquait pas, toutefois, de faire ressortir qu'il s'agissait là d'une tolérance.

Les instructions de la circulaire précitée du 10 avril 1907 n'ayant pas été rapportées, cette tolérance continue à être pratiquée, dans les conditions précisées.

Si les raisons qui avaient motivé, à l'époque, cette tolérance, conservent toute leur valeur, j'estime que le personnel privé de son repos certains dimanches en vertu de la tolérance dont il s'agit doit avoir droit à un repos compensateur.

Je vous engage donc, à l'avenir, à n'autoriser la suspension du repos, certains dimanches, pour raison d'inventaire ou d'exposition que dans les seuls magasins assurant à leur personnel un repos compensateur dans la quinzaine qui précède ou qui suit.

CIRCULAIRE DU 29 MAI 1935.

Loi de huit heures dans les transports ()*

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, le texte du décret du 2 octobre 1934, portant règlement d'administration publique, tendant à modifier le décret du 15 août 1930, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les entreprises de transport et déménagement, de location et garage de voitures et de pompes funèbres. Ce décret a été publié au *Journal officiel* du 10 octobre 1934, page 10302.

Ce décret a pour but d'étendre les dispositions du règlement d'administration publique ci-dessus visés aux entreprises de transport en commun de voyageurs, d'objets mobiliers, de matériaux, de marchandises. Sont exceptées les entreprises de transport en commun par voie ferrée, par voie d'eau et par voie aérienne. Sont exceptées également toutes entreprises de transport en commun sur toutes exploitations en régie, concédées ou affermées.

Mon attention a été appelée à diverses reprises sur la nécessité de réglementer la durée du travail dans les entreprises de transport en commun sur routes.

Il arrivait que de telles entreprises assuraient des services réguliers sur des parcours et à des heures déterminées, mais ces parcours et ces heures étaient fixés, de même que le prix des places, par les entreprises elles-mêmes, de leur propre initiative, sans concession et sans contrôle du Ministère des Travaux publics, ou de toute autre autorité publique. L'absence de toute réglementation leur permettait de faire aux services publics de transports en commun une concurrence qui a provoqué des plaintes de la part de ces derniers, et de leur personnel.

L'article 1^{er} du décret n'exclut que les entreprises de transport en commun sur route exploitées en régie, concédées ou affermées; ces derniers termes doivent être entendus dans un sens restrictif. Restent en particulier soumises au décret les entreprises pour lesquelles l'Etat, les départements et les communes, sans intervenir dans l'exploitation générale de ces entreprises, passent seulement avec elles des conventions pour des services déterminés de transport automobile, conventions

(*) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

approuvées par décrets lorsqu'elles comportent une subvention de l'Etat. Il s'agit là, en effet, de simples conventions et non pas de concessions dont le terme implique l'exclusivité du service de transport en commun.

Le décret du 2 octobre dernier apporte une innovation toute spéciale aux entreprises de transport en commun; il limite, en effet, à huit heures par jour ou plus exactement à quarante-huit heures par semaine la durée du travail du personnel roulant.

Jusqu'à ce jour, les conducteurs de voitures automobiles bénéficiaient toujours d'une dérogation permanente en vertu de laquelle la durée de leur présence pouvait être prolongée pendant quatre heures au delà du travail normal de l'établissement, sous réserve d'un repos ininterrompu d'au moins douze heures. Mais de l'enquête à laquelle vous avez procédé, il résulte que, pour effectuer certains parcours, il sera nécessaire que le personnel soit occupé pendant plus de huit heures sans qu'il soit nécessaire cependant d'organiser le travail avec deux équipes successives.

Astreindre une entreprise à la limite de huit ou neuf heures par jour serait l'obliger à sacrifier son exploitation rationnelle. En fait, avant l'intervention du décret, certaines entreprises exigeaient parfois plus de neuf heures de travail effectif de leurs conducteurs pendant une journée, et le lendemain les conducteurs étaient affectés à un autre parcours où une durée de travail beaucoup moins longue était nécessaire, de sorte que si l'on additionnait le nombre des heures de travail effectif de ces deux journées successives, l'on n'obtenait pas toujours seize heures.

La disposition nouvelle et qui fait l'objet de l'article 2 du décret permet de conserver cette pratique parfois indispensable. En effet, en vertu de cet article pour les entreprises de transport en commun, le maximum de la durée du travail effectif du personnel roulant pourra être porté à dix heures par jour, sous réserve que le total des heures de travail effectif de la semaine ne dépasse pas quarante-huit heures.

D'autre part, il résulte également de l'enquête à laquelle vous avez procédé que si la majorité des entreprises de transport donnent à leur personnel un repos ininterrompu de douze heures entre chaque journée de travail, il est des circonstances où l'amplitude de la journée de travail est supérieure à douze heures. C'est pourquoi l'article 7 du projet de décret a fixé à quatorze heures l'amplitude de la journée de travail et précise que le repos interruptif entre deux journées de travail ne doit pas être inférieur à dix heures.

Une autre question a encore retenu mon attention. Doit-on incorporer dans la période de travail effectif de la journée les repos intermédiaires?

Il semble qu'il serait aussi excessif de faire entrer la totalité des arrêts, même les plus courts que de négliger entièrement ces arrêts, même les plus longs. En effet, on ne peut considérer comme repos que le temps pendant lequel le personnel n'est pas à la disposition de l'employeur. Or, l'on ne saurait prétendre que si un conducteur d'auto-cars ne conduit pas pendant dix minutes par exemple, il n'est plus à la disposition de son employeur. En outre, une remarque s'impose : les horaires établis pour les transports routiers ne pourront pas toujours être respectés à la lettre.

En effet, il peut être établi que pour aller de A à B, soixante minutes soient nécessaires, mais un petit incident de route peut venir prolonger le temps du trajet d'une durée imprécise, si bien que le conducteur qui devait avoir par exemple trente minutes de repos à l'arrivée, avant de partir pour une nouvelle course pourra voir son repos à peu près supprimé.

Dans ces conditions, il m'a paru désirable de compter les petits repos dans le temps de travail effectif. Cette idée n'est d'ailleurs pas nouvelle

puisqu'on la trouve dans le décret du 16 janvier 1925 relatif aux chemins de fer. Aussi j'ai pensé qu'il y avait lieu de compter comme temps de travail effectif les repos d'une durée inférieure à une demi-heure. Cette mesure fait l'objet du deuxième paragraphe de l'article 7.

Les articles 3, 4, 5 et 6 du décret sont relatifs au contrôle; ils précisent que pour les entreprises de transport en commun un horaire spécial sera établi par ligne ou groupe de lignes parcourues par un même agent; que l'horaire doit préciser en outre le nom du ou des agents ainsi que le numéro d'immatriculation du véhicule auquel il s'applique.

L'horaire doit être affiché dans chacun des bureaux de départ, d'arrivée, dans les bureaux intermédiaires ainsi que dans les véhicules auxquels il s'applique.

Enfin cet horaire et les rectifications qui pourraient y être apportées doivent être communiqués à chaque inspecteur départemental du travail chargé du contrôle des bureaux de départ, d'arrivée et des bureaux intermédiaires.

Ainsi qu'il a été dit plus haut, la durée du travail du personnel roulant des entreprises de transport en commun étant limitée, en principe, à huit heures, il était nécessaire de préciser que la dérogation permanente du 5° de l'article 5 du décret du 15 août 1930 relative aux conducteurs d'automobiles, camionneurs, livreurs, etc., ne s'appliquerait pas au personnel des entreprises de transport en commun.

Les précisions nécessaires à ce sujet ont été apportées par l'article 8 du décret.

CIRCULAIRE DU 5 JUILLET 1935 (¹).

Maladies professionnelles. — Bichromate de potassium et acide chromique. — Enquête.

A la suite des lésions dont fut atteint le personnel d'une usine de produits chimiques affecté à la fabrication du bichromate de potassium, la double question se posa de l'inscription de ces affections dans les tableaux annexés à la loi sur les maladies professionnelles et des mesures préventives spéciales qu'il pourrait être nécessaire d'édicter en cette matière.

Une enquête générale d'information fut prescrite au service par circulaire en date du 4 juin 1934, en vue de rechercher s'il existait en France d'autres fabriques de bichromate de potassium et de s'informer des observations qui auraient pu être faites touchant l'état sanitaire de leur personnel. Cette enquête fut complètement négative.

Néanmoins, le danger s'était révélé tel dans l'établissement en cause, qu'il a paru opportun d'ouvrir immédiatement la procédure réglementaire d'extension des tableaux annexes aux affections dont il s'agit, en tant qu'elles sont dues à la *fabrication* du bichromate de potassium. Cette procédure est actuellement en cours.

Quant à la réglementation préventive à prendre éventuellement, l'étude en sera facilitée par les mesures de protection déjà expérimentées par ledit établissement.

Incidentement, on est amené à envisager en même temps le risque de même nature auquel peuvent être exposés les ouvriers des industries qui utilisent le bichromate de potassium. Sur ce point, l'Administration ne possède pas de données récentes et la statistique des maladies profes-

(¹) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

sionnelles n'a enregistré jusqu'ici qu'une seule manifestation toxique (en 1930) ayant son origine dans l'emploi du bichromate de potassium. Mais il y a tout lieu de supposer que d'autres cas se sont produits.

D'autre part, se pose également la question connexe des dangers analogues auxquels expose, dans certaines industries, l'action caustique de l'acide chromique.

C'est ainsi que le chromage électrolytique des métaux a donné lieu à un certain nombre de déclarations de maladies professionnelles (trois cas en 1930, 1931 et 1932, un cas en 1933, trois en 1934). D'une enquête d'ensemble effectuée à ce sujet par le service en 1931, il résulte que des ulcérations d'une certaine gravité se sont produites surtout lors de la mise en route des premières installations, mais que l'on y a remédié grâce à une ventilation judicieuse des cuves de chromage et à des mesures prophylactiques individuelles appropriées. Toutefois, les déclarations d'accidents qui persistent témoignent qu'un certain risque subsiste et que la question mérite d'être suivie très attentivement.

Par ailleurs, dans le même ordre d'idées, une série d'accidents dus à l'emploi de l'acide chromique dans les travaux de zincographie ayant été signalés par un syndicat professionnel, l'enquête effectuée par le service local a montré, là encore, la réalité d'un certain danger.

Il y a lieu, en conséquence, d'étendre l'étude portant sur la prévention et la réparation des maladies professionnelles dues à la fabrication du bichromate de potassium :

a. Aux diverses industries qui emploient ce produit;

b. A celles qui exposent à l'action de l'acide chromique.

En vue de documenter cette étude, je vous serai obligé de faire procéder à une enquête dans les diverses industries intéressées de votre circonscription et de fournir un rapport portant sur les points suivants :

1° Quelles sont celles de ces industries qui, eu égard à leurs conditions techniques, exposent les ouvriers aux dangers envisagés. Indications sommaires sur les processus faisant courir ces dangers;

2° Nombre d'établissements et d'ouvriers intéressés de chaque industrie retenue;

3° Informations possédées ou recueillies par le service sur les cas de maladies professionnelles qui auraient été observés;

4° Avis du service sur l'opportunité de prendre une réglementation préventive spéciale, avis basé notamment sur les mesures de protection déjà appliquées en pratique et qui auraient été reconnues efficaces.

En ce qui concerne le chromage électrolytique des métaux, il suffira, sur les trois premiers points, de mettre à jour les renseignements précédemment fournis et d'indiquer quelle est exactement la situation de fait actuelle, au regard de l'hygiène ouvrière.

CIRCULAIRE DU 30 JUILLET 1935 (1).

Suspension des heures supplémentaires. — Décret du 17 juillet 1935.

Aux termes de la loi du 8 avril 1935, le Ministre du Travail suspendra jusqu'à une date qu'il fixera, soit pour l'ensemble des professions, industries et commerces, soit pour certains d'entre eux, l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires ouvert aux chefs d'établissements industriels ou commerciaux, par les décrets pris pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

Par application de cette disposition, j'ai été amené à prendre, le 9 avril 1935, un décret suspendant pour une période d'un an, les heures supplémentaires dans un certain nombre de professions industrielles assujetties aux dispositions de la loi du 23 avril 1919. Ce décret a été publié au *Journal officiel* du 10 avril 1935 (erratum au J. O. du 11 avril 1935).

En ce qui concerne les établissements commerciaux, l'un de mes prédécesseurs s'était engagé, tant à la Chambre qu'au Sénat, de procéder à la consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

C'est pourquoi un avis relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées de certaines catégories professionnelles a été publié au *Journal officiel* du 11 avril 1935.

D'autre part, vous avez été invité à me faire connaître votre avis sur l'opportunité de la suspension des heures supplémentaires dans ces professions.

Vous avez fait connaître que vous estimiez que la suspension de l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires prévues pour surcroîts de travail extraordinaire pouvait être réalisée.

Vous signaliez toutefois que le recours à la prolongation de la durée du travail pouvait être parfois indispensable, en raison de surcroît extraordinaires de travail saisonnier, dans certaines professions telles que marchands en gros de poissons de mer ou commissionnaires en fruits et primeurs.

Il convient de remarquer qu'il sera possible de donner satisfaction aux chefs des établissements en cause grâce à l'article 2 de la loi du 8 avril 1935.

Je ne puis mieux faire sur ce point que de vous renvoyer aux termes de la circulaire d'application de la loi du 8 avril 1935 où la question des industries saisonnières a été examinée.

Dans ces conditions, j'ai été amené à soumettre, le 17 juillet 1935, à la signature de M. le Président de la République, le décret dont vous trouverez le texte ci-joint. Ce décret a été publié au *Journal officiel* du 28 juillet 1935, page 8234.

L'article 1^{er} de ce décret détermine les catégories professionnelles pour lesquelles cette suspension est effective. Il énumère, en effet, tous les règlements d'administration publique pour lesquels l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires prévues pour les surcroîts de travail extraordinaires est suspendue.

L'article 2 prévoit que la suspension des heures supplémentaires ne s'appliquera aux établissements de la Banque de France que dans la mesure où elles seront compatibles avec les services publics dont ils sont chargés.

Une disposition de cette nature a été introduite dans le décret du 27 juillet 1923, appliquant la loi de huit heures dans les banques par le décret du 2 mars 1935.

Enfin, comme il est possible que des chefs d'établissements aient adressé au service de l'Inspection du travail préalablement à la mise en vigueur du décret dont il s'agit, un avis de dérogation faisant connaître que, pour une période donnée, ils escomptaient utiliser des heures supplémentaires, il a été prévu à l'article 3 du décret que ces heures supplémentaires ne pourront être effectuées après la mise en vigueur du décret que si elles ont été autorisées par l'inspecteur du travail, dans les conditions prévues par l'article 2 de la loi du 8 avril 1935.

Les dispositions de ce décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

Il vous appartient d'en aviser les organisations patronales et ouvrières intéressées.

CIRCULAIRE DU 1^{er} AOÛT 1935 (1).

Congé annuel payé aux journalistes.

La question m'a été posée de savoir s'il existe une loi accordant un congé annuel payé aux journalistes.

J'ai l'honneur de vous informer que la loi du 29 mars 1935 relative au statut professionnel des journalistes dont le texte est inséré à la page 4 du numéro de janvier, février, mars 1935 du *Bulletin du Ministère du Travail*, contient, en effet, des dispositions à ce sujet.

L'article premier de ladite loi a ajouté au chapitre 2 du livre I^{er} (titre II) du Code du travail une section spéciale III intitulée « Des journalistes professionnels ».

L'article 30 a de cette section définit comme suit les journalistes professionnels :

« **Article 30 a.** — Les dispositions des différents titres du Code du travail, en ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente section, sont applicables aux journalistes professionnels, lesquels sont ainsi définis :

« Le journaliste professionnel est celui qui a pour occupation principale, régulière et rétribuée, l'exercice de sa profession dans une publication quotidienne ou périodique éditée en France ou dans une agence française d'informations, et qui en tire le principal des ressources nécessaires à son existence.

« Le correspondant, qu'il travaille sur le territoire français ou à l'étranger, est un journaliste professionnel, s'il reçoit des appointements fixes et remplit les conditions prévues au paragraphe précédent.

« Sont assimilés aux journalistes professionnels les collaborateurs directs de la rédaction : rédacteurs-traducteurs, sténographes-rédacteurs, rédacteurs-reviseurs, reporters-dessinateurs, reporters-photographes, à l'exclusion des agents de publicité et de tous ceux qui n'apportent, à un titre quelconque, qu'une collaboration occasionnelle. »

L'article 30 h relatif au congé annuel est ainsi conçu :

« **Article 30 h.** — Un congé annuel payé sera accordé aux personnes énumérées à l'article 30 a, du livre I^{er} du Code du travail.

« Ce congé est fixé à un mois pour les journalistes liés à une entreprise de journaux ou périodiques depuis un an au moins, et à cinq semaines pour les journalistes dont le contrat de louage de services reçoit exécution depuis dix ans au moins. »

La loi n'a pas chargé les inspecteurs du travail d'assurer l'exécution dudit article. Il s'agit donc d'une disposition dont l'inobservation n'est susceptible que de sanctions civiles et il appartient aux journalistes professionnels qui s'estimeraient lésés par cette inobservation de s'adresser aux tribunaux compétents pour obtenir, le cas échéant, des dommages intérêts, les tribunaux compétents étant les Conseils de prud'hommes, ou, à défaut, les justices de paix.

La loi du 29 mars 1935 ne contient qu'une disposition dont le contrôle incombe aux inspecteurs du travail en tant qu'ils sont chargés, en vertu de l'article 93, d'assurer l'exécution des dispositions du livre II.

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

C'est l'article 2 de la loi nouvelle qui modifie comme suit l'article 50 b du livre II du Code du travail concernant le repos des journalistes.

« Article 50 b. — Les dispositions de la présente section sont applicables aux personnes énumérées à l'article 30 a du livre I^{er} du Code du travail. »

CIRCULAIRE DU 19 AOÛT 1935 (1).

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, le texte de huit décrets, en date du 4 août 1935 ayant pour objet de faire application des dispositions de l'article 68 du livre II du Code du travail, modifié par la loi du 9 mars 1931 tendant à limiter l'emploi de la procédure de la mise en demeure en matière d'infractions aux règlements sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, respectivement aux huit règlements suivants :

Décret du 1^{er} octobre 1913 concernant l'emploi dans les établissements de l'industrie textile, des cotons, ouates, gazes et autres objets ayant servi à des pansements;

Décret du 1^{er} octobre 1913 concernant les mesures particulières de protection à prendre dans les fabriques d'acéto-arsénite de cuivre;

Décret du 1^{er} octobre 1913 concernant le soufflage à la bouche dans les verreries;

Décret du 1^{er} octobre 1913 concernant les mesures particulières d'hygiène applicables dans l'industrie de la couperie de poils;

Décret du 1^{er} octobre 1913 concernant la manipulation du linge sale dans les ateliers de blanchissage;

Décret du 22 septembre 1913 concernant les mesures particulières relatives aux étalages extérieurs des boutiques et magasins, modifié par le décret du 25 décembre 1928;

Décret du 4 décembre 1915 concernant les mesures à prendre pour assurer la sécurité des travailleurs sur les voies ferrées des établissements visés par l'article 65 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale;

Décret du 15 mars 1930 concernant les mesures particulières de protection applicables aux établissements dans lesquels sont entreposés ou manipulés certains liquides particulièrement inflammables.

Ainsi que vous le verrez, pour les trois premiers de ces règlements, les décrets modificatifs y afférents suppriment purement et simplement la procédure de la mise en demeure, tandis que pour les cinq autres règlements, cette procédure est partiellement maintenue.

Les huit décrets modificatifs sont conformes aux textes adoptés successivement par le Comité consultatif des arts et manufactures et par le Conseil d'Etat.

Préalablement soumis en avant-projet aux organisations patronales et ouvrières intéressées, ils avaient également reçu leur adhésion.

La suppression de la procédure de la mise en demeure, en ce qui concerne diverses prescriptions, avait toutefois fait l'objet d'observations de la part d'organisations patronales, qui avaient manifesté la crainte qu'il n'en résulte certaines difficultés pratiques d'application.

Il est en effet apparu que les prescriptions visées, tout en justifiant

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

la suppression de la mise en demeure, étaient de nature à demander éventuellement une certaine latitude dans leur contrôle d'application.

A la suite des explications données en ce sens par l'Administration, les organisations patronales s'étaient finalement ralliées aux propositions qui leur étaient soumises.

Afin de permettre au service de s'inspirer, le cas échéant, des interprétations formulées sur les questions ainsi soulevées, celles-ci sont examinées ci-après en se référant aux termes mêmes de la correspondance échangée avec les organisations intéressées, successivement pour chacun des quatre règlements en cause.

1° Décret du 1^{er} octobre 1913 concernant les fabriques d'acéto-arsénite de cuivre. — Ce décret avait donné lieu, de la part de l'Union des industries chimiques, en ce qui concerne la suppression de la procédure de la mise en demeure pour l'application des articles 5 et 6 qui prévoient la mise à la disposition des ouvriers de fournitures diverses (vêtements, objets et produits), aux objections suivantes : « Il arrive que certains de ces articles disparaissent ou viennent à manquer momentanément du fait de la négligence de certains ouvriers qui les emportent chez eux ou en perdent; pour cette raison, le maintien d'un délai de mise en demeure, de courte durée, serait à notre avis opportun pour ces prescriptions particulières. »

Il a été répondu en substance ce qui suit :

Le délai de mise en demeure ne peut être inférieur à quatre jours, qui est le délai minimum fixé par l'article 69 du livre II du Code du travail. C'est d'ailleurs l'obligation de prévoir un tel délai dans tous les cas, même lorsqu'il s'agit, comme ici, de prescriptions de caractère urgent et pouvant être obéies presque sur-le-champ, puis la nécessité de vérifier que les mesures prescrites ont bien été prises, qui ont en partie motivé les dispositions légales nouvelles tendant à limiter l'emploi de la procédure de la mise en demeure.

Quant aux irrégularités pouvant résulter de la négligence des ouvriers, il appartient aux industriels de les prévenir par une surveillance et des consignes appropriées. Le service de l'Inspection du travail ne pourrait d'ailleurs manquer de tenir compte, le cas échéant, de circonstances fortuites, manifestement indépendantes de la volonté de l'employeur.

2° Décret du 1^{er} octobre 1913 concernant la soufflage à la bouche dans les verreries. — Le Comité central des maîtres de verreries de France avait demandé le maintien de la mise en demeure pour l'application des prescriptions de ce décret, en invoquant le fait que dans les gobeletteries, l'organisation du travail, parfois très complexe, peut nécessiter, dans certains cas d'espèce, une étude à faire avec l'inspecteur du travail, au sujet de l'application des règlements. Cette étude aurait surtout à intervenir dans le cas des places de verre dites « places montées », où une série d'ouvriers atteignant souvent huit ou dix personnes travaillent à la confection de la même pièce. Le maintien de la procédure de la mise en demeure permettrait, le cas échéant, de tenir compte de la bonne foi du fabricant.

Je rappelle que la question a été soumise, en son temps, à une enquête spéciale du service.

Les résultats de cette enquête ont été communiqués au Comité central des maîtres de verreries. Après un nouvel échange de correspondance, cette organisation a donné accord à la suppression de la mise en demeure, en prenant acte des explications suivantes contenues dans ma lettre du 7 mai 1934.

Je ne méconnaiss point la portée de l'argument tiré des difficultés créées aux

industriels par la situation économique actuelle et qui affectent une particulière gravité dans la verrerie.

Aussi, ces difficultés seraient-elles à prendre en considération dans toute la mesure compatible avec les nécessités de la protection ouvrière, s'il s'agissait de prescriptions susceptibles d'entraîner des installations ou des transformations coûteuses. Mais tel n'est pas ici le cas.

Vous n'invoquez d'ailleurs que la complexité — qui n'est pas douteuse — de l'organisation du travail dans certaines verreries. Ainsi que je vous le rappelais dans ma précédente lettre, elle ne s'est toutefois pas révélée, en pratique, incompatible avec une correcte application de mesures (désinfection des cannes, visites médicales réglementaires) qui sont d'exécution facile et courante et intéressent au plus haut point l'hygiène ouvrière.

Que si, de façon fortuite et dans des circonstances manifestement indépendantes de la volonté du chef d'établissement, un certain flottement venait néanmoins à se produire, il va de soi que la bonne foi de l'industriel devrait être prise en considération. Le fait que l'obligation de la mise en demeure préalable est supprimée pour certaines prescriptions, ne dispense pas, en effet, les Inspecteurs du travail de continuer à apporter à l'application de ces prescriptions le discernement nécessaire.

3° Décret du 22 septembre 1913, modifié par le décret du 25 décembre 1928 concernant les étalages extérieurs des boutiques et magasins. — Contre la suppression de la mise en demeure en ce qui concerne les alinéas 3 et 4 de l'article 1^{er}, qui interdisent en principe d'occuper des employés aux étalages extérieurs lorsque la température est inférieure à 0°, les raisons invoquées par deux des organisations patronales consultées sont ainsi formulées :

L'application des alinéas en question repose uniquement sur la détermination de la température extérieure qui peut donner lieu à des divergences d'interprétation, lorsque cette température est voisine de la température limite 0°.

Des difficultés peuvent se présenter pour fixer à un moment donné le degré de température (variations suivant expositions différentes des étalages extérieurs dans le même magasin; différence de température marquée par deux thermomètres situés l'un à côté de l'autre à la même heure.

Un certain temps est nécessaire pour donner des ordres et faire rentrer, si besoin est, une partie des étalages dans le magasin.

Tout en reconnaissant que l'application de la mise en demeure avec le délai légal minimum de quatre jours, enlevait en fait une grande partie de leur efficacité aux prescriptions dont il s'agit, les organisations estiment qu'il serait équitable de prévoir ici une mise en demeure de courte durée, deux heures ou une demi-journée par exemple.

Il leur a été répondu qu'il n'était légalement pas possible d'accueillir cette suggestion, mais que les inspecteurs du travail ne manqueraient pas, éventuellement, de prendre en considération les difficultés de l'ordre de celles qui sont signalées au cas où, par ailleurs, la bonne foi de l'employeur ne serait pas en cause.

4° Décret du 15 mars 1930 concernant les établissements où sont entreposés ou manipulés certains liquides particulièrement inflammables. — L'Association générale des syndicats pharmaceutiques de France et des colonies, tout en donnant son accord de principe au projet de décret communiqué, a exprimé l'avis que « vu l'impossibilité de fixer d'avance la quantité de matière inflammable (éther sulfurique, notamment) qu'un pharmacien utilisera ou vendra dans une journée, l'article 4 du règlement ne saurait être pris à la lettre; que la bonne foi doit continuer à être la règle dans les appréciations des inspecteurs du travail et des pharmaciens ».

Cette remarque paraissant fondée, la prescription visée doit être appliquée dans le même esprit que celles envisagées ci-dessus.

Les organisations ouvrières consultées ont, de leur côté, émis à cette occasion l'avis que l'alinéa 2 de l'article 2 du présent décret, qui admet et réglemente l'emploi des récipients en verre de plus de 2 litres pour le conditionnement des liquides particulièrement inflammables, devrait être rendu obligatoire au-dessus de 2 litres.

Je rappelle que les conditions d'application de cet alinéa, en tant qu'il exige la protection par une enveloppe métallique des récipients en verre, ont déjà fait l'objet d'enquêtes spéciales du service. Il est notamment résulté de ces enquêtes qu'en fait les intéressés renoncent de plus en plus à l'emploi de récipients en verre, en raison de la difficulté pratique de munir ceux-ci de l'enveloppe prescrite.

C'est pour tenir compte des irrégularités qui subsisteraient encore à cet égard dans certaines régions, qu'un délai de six mois a été prévu pour la suppression de la mise en demeure en ce qui concerne l'application de la prescription dont il s'agit.

Le service devra mettre à profit ce délai transitoire pour poursuivre la disparition de ces irrégularités et au cas où il en résulterait une généralisation de l'emploi des récipients métalliques, l'opportunité d'abroger l'alinéa 2 de l'article 2 serait ultérieurement mise à l'étude.

Telles sont les instructions spéciales que me paraît comporter l'application du régime nouveau de la mise en demeure aux quatre règlements dont il vient d'être question.

Des quatre autres règlements susénumérés, ayant fait l'objet de décrets modificatifs, un seul, le décret du 4 décembre 1915 relatif à la sécurité des travailleurs sur les voies ferrées des établissements appelle un bref commentaire.

L'article 22, alinéas 2 et 3 de ce décret, prévoyait la faculté de dispense, par arrêté du Ministre du Travail, pour un délai de cinq ans renouvelable, de tout ou partie des dispositions de ce décret, en faveur des établissements existant avant sa publication, lorsque la sécurité du personnel est assurée dans des conditions satisfaisantes et que l'application immédiate de ces prescriptions présenterait des difficultés exceptionnelles.

Après enquête documentaire du service sur la question et compte tenu des observations présentées par les organisations patronales consultées, cette faculté de dispense a été restreinte aux prescriptions des articles 2, 3 et 6 du décret, les seules dont l'application soit susceptible de nécessiter des travaux de transformation.

C'est en prévision des situations illégales pouvant subsister au regard de ces prescriptions, que cette dérogation exceptionnelle a encore été maintenue. Les inspecteurs devront en profiter pour vérifier systématiquement l'exacte application desdites prescriptions et, le cas échéant, provoquer les régularisations nécessaires, par le jeu de la faculté de dispense prévue.

Celle-ci n'ayant pour ainsi dire pas encore été invoquée, malgré que le décret soit maintenant d'application ancienne, si elle continuait à rester inutilisée, il y aurait lieu d'en conclure ultérieurement qu'elle peut être rapportée sans inconvénients et que l'alinéa final de l'article 22 (interdiction de prescrire la démolition, pour l'exécution du décret, d'une construction existant avant sa publication) couvre pratiquement tous les cas où des travaux de transformation se heurteraient à des difficultés exceptionnelles.

Le service sera donc consulté, en temps opportun, sur l'éventualité de l'abrogation des alinéas 2 et 3 de l'article 22.

CIRCULAIRE DU 20 AOÛT 1935 (1).

Décret du 4 août 1935 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques. — Instructions d'application.

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, le texte du décret du 4 août 1935, relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

Ce nouveau règlement abroge et remplace le décret du 1^{er} octobre 1913 sur le même objet. Il réalise une refonte complète de ce décret nécessitée par l'extension continue des applications de l'électricité et par les progrès de la technique et les enseignements de l'expérience en matière de prévention des accidents électriques.

Il a été élaboré, après des discussions approfondies, par une Commission technique spéciale présidée par M. Paul Janet, membre de l'Institut, directeur de l'École supérieure d'électricité, et composée de représentants qualifiés des diverses administrations publiques intéressées, des institutions de prévention des accidents du travail, des organisations patronales, au titre d'une part des industries électriques, d'autre part des employeurs assujettis au décret en tant qu'usagers de l'énergie électrique et en fin de la Fédération nationale ouvrière de l'éclairage et des forces motrices. Puis il a été adopté successivement, avec de très légères modifications, par le Comité consultatif des arts et manufactures et par le Conseil d'Etat.

Sur l'initiative de la Commission préparatoire du décret, un commentaire technique détaillé du nouveau règlement a également été élaboré, pour être incorporé dans les instructions d'application, et dont les termes ont été arrêtés d'accord avec elle.

Cette commission a estimé, en effet — et mon Administration n'a pu qu'en approuver l'idée — qu'il importait que ce règlement, qui présente de nombreuses innovations par rapport à l'ancien, fût accompagné d'un commentaire suffisamment explicite, afin de préciser le sens et la portée des dispositions nouvelles, d'indiquer, lorsqu'il y a lieu, l'esprit dans lequel elles ont été conçues et, le cas échéant, d'appeler l'attention sur certaines mesures recommandables, mais qui n'ont toutefois pas encore paru, dans l'état actuel de la technique ou de l'expérimentation, pouvoir faire l'objet de prescriptions positives.

Il est apparu que ce texte, ainsi éclairé, gagnerait en efficacité pratique et que l'application judicieuse, ainsi que le contrôle, en seraient facilités.

La Commission a enfin pensé qu'un tel commentaire technique, par la diffusion qui pourra lui être donnée, était susceptible de contribuer très heureusement, dans les milieux intéressés, à la vulgarisation des principes élémentaires — encore trop souvent ignorés — sur lesquels se fonde la prévention des accidents électriques. Il est d'ailleurs mis en vente, ainsi que le texte du décret, par l'Imprimerie Nationale, à laquelle les intéressés qui désireraient se procurer ces documents pourraient s'adresser directement.

Ce commentaire technique, dont vous trouverez, ci-joint, le texte, dans la forme où il a été adopté par la commission, intéresse les dispositions des sections I à X inclusivement du décret.

Voici, en outre, quelques explications sur les prescriptions relatives à la procédure de la mise en demeure, contenues dans la section XI.

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

Au point de vue de l'application de la procédure de la mise en demeure, les dispositions du décret se divisent en trois catégories :

a. Les dispositions énumérées par l'article 44 j, pour lesquelles cette procédure est prévue à titre permanent. Rentrent essentiellement dans cette catégorie, les mesures sujettes à des divergences d'interprétation et qui, par ailleurs, n'étant pas destinées à parer à un danger imminent, peuvent admettre, le cas échéant, un délai d'exécution

b. Les dispositions énumérées par l'article 45, pour lesquelles la mise en demeure n'est prévue que pendant un délai de deux ans à compter de la date de publication du décret (soit jusqu'au 27 août 1937) et seulement en faveur des installations existant à cette date.

Cette mesure transitoire est destinée à faciliter l'adaptation de ces dispositions à des installations qui sont pour la plupart nouvelles, et n'eussent d'ailleurs pas justifié le maintien à titre permanent de la procédure de la mise en demeure.

Quant aux installations futures, elles devront se conformer d'emblée aux prescriptions dont il s'agit;

c. Enfin, les dispositions autres que celles qui figurent aux tableaux des articles 44 et 45 et dont le caractère d'urgence ou la facilité d'application excluait la mise en demeure préalable; l'inobservation des prescriptions de cette troisième catégorie pourrait, par conséquent, soit qu'il s'agisse d'installations anciennes ou nouvelles, être immédiatement sanctionnée, sous réserve du délai de trois mois prévu pour l'entrée en vigueur du décret (art. 47).

Cette discrimination des dispositions du décret au regard de la mise en demeure, faite dans l'esprit de la loi du 9 mars 1931 tendant à limiter l'emploi de cette procédure, a été approuvée par une commission mixte spéciale.

Tels sont les commentaires dont il a paru y avoir lieu d'accompagner le texte du décret nouveau.

Le Service de l'Inspection du travail avait maintes fois signalé la nécessité de combler les lacunes du précédent décret, qui était devenu manifestement insuffisant.

Le décret qui vient d'être pris à cet effet marque une nouvelle étape importante dans la voie de la réglementation préventive des accidents électriques; la restriction de l'emploi de la procédure de la mise en demeure ne pourra manquer, de son côté, d'accentuer l'efficacité de cette réglementation.

J'ajoute que le souci constant manifesté au cours de l'élaboration du décret, de concilier au mieux les conditions de la pratique avec les nécessités de la prévention, est une garantie que l'application des dispositions nouvelles se fera sans soulever de difficulté sérieuse.

CIRCULAIRE DU 22 AOÛT 1935.

Conférence internationale du travail. Convention sur la durée du travail dans les mines de charbon.

Ainsi que je vous en avais informé par circulaire du 8 mai 1935, la Conférence internationale du travail a été appelée, dans sa dix-neuvième

(1) Adressée aux ingénieurs en chef des mines.

session (juin 1935) à examiner deux questions concernant la convention de 1931 sur la durée du travail dans les mines de charbon, savoir :

I. — Révision de certains points de la convention;

II. — Réduction de la durée du travail prévue par la convention.

J'ai l'honneur de vous faire connaître ci-après les décisions prises par la Conférence sur ces deux questions.

I. — Revision partielle de la convention.

Je rappelle brièvement les quatre points de revision limitativement portés à l'ordre du jour. (Le cinquième point était relatif à un article de style.)

1° Point relatif au travail du dimanche et des jours de fêtes légales;

2° Point relatif aux ouvriers affectés à des travaux continus;

3° Point relatif aux magasiniers du fond, machinistes de treuil souterrains et conducteurs de locomotives;

4° Point relatif au décalage des équipes d'ouvriers préposés à la surveillance des engins principaux d'exhaure et de ventilation.

Le premier de ces points intéressait l'article 6 de la convention; les trois autres se rapportaient à l'article 8.

Vous voudrez bien trouver, dans la brochure rouge ci-jointe (p. 16, 17 et 18), les textes adoptés à la Conférence par 72 voix contre 18, qui modifient les articles 6 et 8 précités.

Comme vous pourrez le constater, en ce qui concerne le premier point, il a été introduit, avec l'accord unanime des membres de la commission, audit article 6 une disposition permettant de décaler le repos du dimanche et des fêtes légales sur la veille ou le lendemain pourvu que, sur les vingt-quatre heures consécutives de ce repos, dix-huit au moins soient comprises dans le dimanche ou le jour de fête légale.

Pour les autres points, les modifications intervenues ne furent adoptées en commission qu'à la majorité. Aux termes des déclarations faites par le rapporteur en séance plénière de la Conférence, des divergences de vues se manifestèrent à la commission, non en ce qui concernait l'opportunité des facilités à accorder à certains ouvriers pour des prolongations de la durée du travail relatives à des travaux continus ou complémentaires, mais quant à la durée des dépassements envisagés. Certains estimaient qu'il y avait lieu de fixer à la durée du travail une limite maximum, au besoin même relativement élevée; d'autres pensaient préférable de laisser à l'autorité administrative compétente le soin d'établir dans chaque cas particulier la durée du dépassement.

C'est la deuxième thèse qui a été adoptée, car la commission a estimé qu'une limite même large risquait — les conditions d'exploitation se modifiant de jour en jour — de devenir gênante pour quelques cas exceptionnels. Par ailleurs, les dispositions des articles 10 et 11 de la convention donnent toute garantie aux organisations ouvrières contre des décisions arbitraires des autorités administratives.

Tels sont les quelques commentaires qu'il paraît utile de rapporter à l'occasion de la revision de cette convention.

II. — Réduction de la durée du travail.

Sur cette question, vous trouverez, ci-joint, une note documentaire qui expose les conditions dans lesquelles a été discutée la question générale de la réduction de la durée du travail.

Comme l'indique la note, la Conférence a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa session de 1936, en vue de la deuxième et dernière lecture, la question de la réduction de la durée du travail dans les mines de charbon.

Le bureau international du travail a ainsi établi le questionnaire prévu en pareil cas, destiné aux Etats faisant partie de l'organisation internationale du travail et auquel ceux-ci doivent répondre avant le 15 novembre prochain. Ce questionnaire est dans la brochure rouge signalée plus haut, qui contient également le projet de convention de 1931 révisé, le projet de convention générale sur les quarante heures adopté à la dernière session et la résolution sur le maintien de niveau de vie des travailleurs y faisant suite.

En vue de l'élaboration de la réponse du Gouvernement français dudit questionnaire, je vous serais obligé de me faire connaître, *pour le 15 octobre au plus tard*, votre avis sur les questions ainsi posées avec toutes les observations qu'il vous semblerait opportun de formuler sur le sujet.

CIRCULAIRE DU 1^{er} OCTOBRE 1935 (1).

Salaires des ouvriers à domicile. — Tissage des soieries.

Décret du 25 juillet 1935.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, ci-dessous, copie d'une circulaire que j'adresse à MM. les Préfets et par laquelle je leur communique le texte, également ci-inclus, du décret du 25 juillet 1935 qui, en conformité des dispositions de l'article 33 *m* du livre I^{er} du Code du travail relatif à la détermination du salaire minimum des ouvriers à domicile dans certaines industries, étend les prescriptions des articles 33 *a* et suivants sur la matière à tous les ouvriers et ouvrières exécutant à domicile des travaux rentrant dans l'industrie du tissage des tissus suivants : tissus dans lesquels la soie ou la rayonne entre dans une proportion de 25 p. 100 au minimum et tissus dont la chaîne, la trame ou le poil est entièrement en soie ou en rayonne.

Les inspecteurs du travail, chargés d'assurer l'application des articles 33 *a*, 33 *b*, 33 *c* et 33 *n* du livre I^{er} du Code du travail, devront, dès la réception de la présente circulaire, visiter les entrepreneurs faisant exécuter à domicile les travaux nouvellement visés et les inviter à se mettre en règle en remplissant les formalités qui leur sont imposées. Par ailleurs, ils ne manqueront pas de se tenir à la disposition des administrations préfectorales pour apporter à celles-ci le concours dont elles auraient besoin.

CIRCULAIRE DU 1^{er} OCTOBRE 1935 (2)

Salaires des ouvriers à domicile. — Tissage de soieries.

Décret du 25 juillet 1935.

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, le texte d'un décret du 25 juillet 1935 (2) qui, en conformité des dispositions de l'article 33 *m* du livre I^{er} du Code du travail, relatif à la détermination du salaire

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Adressée aux préfets.

minimum des ouvriers à domicile dans certaines industries, étend les prescriptions des articles 33 a et suivants sur la matière à tous les ouvriers et ouvrières exécutant à domicile des travaux rentrant dans l'industrie du tissage des tissus suivants : tissus dans lesquels la soie ou la rayonne entre dans une proportion de 25 p. 100 au minimum et tissus dont la chaîne, la trame ou le poil est entièrement en soie ou en rayonne.

S'il existe dans votre département des ouvriers ou ouvrières à domicile exécutant des travaux nouvellement assujettis, vous voudrez bien inviter le Comité départemental de salaires à se réunir pour déterminer, dans les conditions fixées par les articles 33 et suivants du livre I^{er} du Code du travail, modifiés par la loi du 14 décembre 1928, le salaire minimum horaire applicable à ces travaux. Dans le cas où le Comité départemental de salaires ne comprendrait pas actuellement un nombre de représentants patronaux et ouvriers des industries intéressées déjà égal au maximum prévu par l'article 33 f, il pourra être utile de compléter ce comité par l'adjonction de représentants de l'industrie qui vient d'être visée par le nouveau décret.

En tout état de cause, au moment où un nouveau décret, faisant suite à ceux des 10 août 1922 et 30 juillet 1926, étend le champ d'application de la réglementation relative au salaire minimum des ouvriers à domicile, il paraît opportun que, dans tous les départements, le Comité départemental de salaires examine s'il n'y a pas lieu de procéder à une revision de ses dernières décisions applicables aux travaux déjà assujettis à cette réglementation. Cette revision devra être faite notamment si le délai de revision de trois prévu par l'article 33 e, alinéa final, est échu.

Il ne serait pas sans intérêt que, parallèlement, les Comités professionnels d'expertise réajustent, d'une façon méthodique, leurs travaux aux conditions actuelles de l'industrie à domicile, en imitation des mesures qu'ils ont été appelés à prendre en exécution de la circulaire du 31 janvier 1928.

Il va de soi que, en toute hypothèse, dans les départements où existent des ouvriers ou ouvrières à domicile exécutant des travaux visés par le nouveau décret, les Comités professionnels d'expertise auront à se réunir pour la fixation des durées d'exécution afférentes à ces travaux. Il apparaît même qu'en raison de la nature propre des travaux auxquels la réglementation sur le salaire minimum vient d'être étendue par le nouveau décret, un comité professionnel d'expertise spécial devrait être institué. Ce n'est, semble-t-il, qu'exceptionnellement qu'à défaut de la création d'un comité spécial, il y aura lieu de désigner celui des comités existants qui sera compétent.

Je rappelle que les travaux des comités de salaire et des comités d'expertise ont fait l'objet :

a. De deux notices qui vous ont été envoyées en huit exemplaires au mois de mai 1919 et qui sont publiées au Bulletin de l'Inspection du Travail (année 1919, n° 3 à 6, pages 409 à 432);

b. De nombreuses circulaires, auxquelles vous voudrez bien vous référer. Vous trouverez ci-joint, à titre d'indication, la date des principales de ces circulaires. J'appelle spécialement votre attention sur celle du 28 février 1929 (Bulletin de l'Inspection du Travail, année 1929, pages 80 à 95), commentant la loi du 14 décembre 1928 qui a apporté diverses modifications aux dispositions du livre I^{er} du Code du travail relatives à la protection du salaire des travailleurs à domicile.

Il convient de faire parvenir un exemplaire de la présente circulaire aux présidents des Conseils de Prud'hommes de votre département, ainsi qu'à chacun des juges de paix présidents du Comité de salaires et des

Comités professionnels d'expertise, en les invitant à en donner communication aux membres des comités qu'ils président.

Je vous prie de m'accuser réception de cette circulaire et de vouloir bien me tenir au courant des mesures prises par vous en vue des réunions des comités et, le cas échéant, en vue de l'application du nouveau décret dans votre département.

J'ajoute qu'en adressant copie des présentes instructions au service de l'Inspection du travail, je l'invite à se tenir à votre disposition en vue de vous prêter le concours dont vous auriez besoin.

CIRCULAIRE DU 3 OCTOBRE 1935.

Repos hebdomadaire chez les fabricants détaillants de chocolats et confiserie (1),

Le Syndicat des fabricants-détaillants de confiserie, chocolaterie de France m'a demandé de considérer les fabricants détaillants de chocolats et confiserie comme fabricants de produits alimentaires destinés à la consommation immédiate et, à ce titre, de les admettre de droit à donner le repos hebdomadaire par roulement en vertu de l'article 38 du livre II du Code du travail.

Il ajoutait que cette industrie se différencie de la confiserie en gros par le fait qu'elle utilise des matières premières essentiellement périssables : crème de lait, beurre, œufs, au lieu de graisse végétale, blancs d'œufs de conserve couramment employés dans l'industrie en gros.

D'autre part, les syndicats de la confiserie ont appelé mon attention sur la situation défavorable qui serait créée à certains de leurs adhérents par les modalités actuelles d'application du repos hebdomadaire dans leur profession.

Ils ont fait ressortir que les confiseries auxquelles sont adjointes des salons de thé, les pâtisseries-confiseries, les bureaux de tabac, etc., admis de droit à donner le repos par roulement, seraient autorisés à occuper du personnel toute la journée du dimanche et qu'ils occuperaient ce personnel accessoirement à la vente de la confiserie. Une telle autorisation étant refusée aux établissements spécialisés dans la vente au détail de confiserie, il s'ensuivrait certaines anomalies.

Afin de supprimer les différences de traitement signalées, les syndicats de la confiserie, parmi lesquels le Syndicat des fabricants-détaillants de confiserie-chocolaterie de France, ont demandé que l'autorisation du roulement soit étendue à tous les magasins de confiserie, sans distinction.

Les produits vendus dans les confiseries-chocolateries : chocolats, fruits déguisés ou fourrés, truffes, bonbons à la crème, pâtes ganaches — pour ne citer que ceux les plus rapidement aviables — se conservent, ainsi que l'a écrit M. le Président du syndicat requérant, au moins deux ou trois jours.

Dans ces conditions, à supposer que ces produits soient fabriqués sur place, ce qui permettrait, à la rigueur, par une interprétation large, de considérer l'ensemble de l'établissement comme une « industrie », il reste que celle-ci ne semble pas devoir être considérée comme « industrie où sont mises en œuvre des matières d'altération très rapide », et justifier, à ce titre, l'application du roulement prévu à l'article 30, 10°.

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

Par contre, la dérogation de l'article 42 permettant de donner le repos du dimanche après-midi avec repos compensateur est acquise de plein droit aux magasins de vente de confiserie-chocolaterie.

Quant à la différence de traitement signalée entre les confiseries ne vendant que des bonbons et du chocolat et les confiseries exploitées concurremment avec des salons de thé, boulangeries et pâtisseries, j'objecterai que les boulangeries, par exemple, n'apparaissent bénéficiaires du roulement prévu à l'article 38, 1^o, que pour les produits alimentaires destinés à la consommation immédiate, qu'elles fabriquent. Pour les autres produits d'alimentation non fabriqués par elles ou qui ne seraient pas destinés à la consommation immédiate, l'on peut soutenir qu'elles devraient obtenir du Préfet l'autorisation prévue à l'article 34, cédula *d*, si elles entendent pratiquer le roulement.

La circulaire du 3 septembre 1906, donnait, d'ailleurs, des instructions en ce sens.

Je rappelle, en effet, que sous la rubrique « Etablissements soumis à divers régimes », elle précisait :

Il arrivera souvent que, dans le même établissement, le même régime ne soit pas applicable à tout le personnel; c'est ce qui est prévu sous la lettre *d* de l'article 2, parmi les régimes exceptionnels; cela résulte aussi des dérogations prévues sous d'autres articles pour partie du personnel. Vous veillerez strictement à ce que chaque catégorie d'ouvriers ou d'employés ait alors le repos prescrit par la loi, et à ce qu'en aucun cas les exceptions ou dérogations autorisées ne soient pas étendues abusivement à une industrie, à un commerce, à un travail autre que celui qui les motive. Une surveillance sévère devra être exercée à cet égard, pour empêcher certains établissements de se libérer, par ce procédé, des obligations imposées aux entreprises concurrentes. Vous n'ignorez pas qu'actuellement une certaine inquiétude règne à ce sujet, surtout dans les milieux commerciaux. Vous auriez, en principe, à dresser procès-verbal si vous rencontriez, le jour du repos, une personne, employée en vertu d'une exception ou dérogation, occupée à un travail non visé par le texte qui a institué cette exception ou dérogation.

Toutefois, je crois savoir que les instructions se sont heurtées, dans la pratique, à des difficultés de contrôle telles qu'elles n'ont pu être strictement observées dans tous les cas.

Aussi, afin d'examiner en toute connaissance de cause la suite à réserver à la présente affaire, je tiendrais à connaître la façon dont procède le service pour obtenir l'application du repos hebdomadaire dans les établissements à commerces multiples dont certains seulement donnent droit au roulement en vertu de l'article 38 susvisé.

Je vous prie de me renseigner sur ce point, plus spécialement en ce qui concerne les confiseries-salons de thé, les boulangeries-pâtisseries et tous commerces auxquels sont adjoints des rayons de confiserie-chocolaterie.

CIRCULAIRE DU 10 OCTOBRE 1935 (1).

Hygiène et sécurité des travailleurs. — Indication du poids sur les gros colis transportés par bateau. — Loi du 27 juin 1935.

Le *Journal officiel* du 28 juin 1935, a publié la loi du 27 juin 1935 (1) introduisant dans le livre II du Code du travail des dispositions spéciales

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir p. 6.

concernant l'indication du poids sur les gros colis transportés par bateau. Vous voudrez bien trouver ci-joint le texte de cette loi.

Les dispositions ainsi introduites dans la réglementation du travail ont pour but de mettre la loi française en harmonie avec les stipulations du projet de convention internationale concernant l'indication du poids sur les gros colis transportés par bateau, adopté par la Conférence internationale dans sa douzième session tenue à Genève en 1929.

Ce projet tend à rendre obligatoire l'inscription du poids sur tout colis ou objet pesant 1.000 kilogrammes et destiné à être transporté par mer ou par voie navigable intérieure. Le but poursuivi est de protéger les travailleurs des ports et docks contre les dangers résultant de la manutention de gros colis ne portant pas l'indication de leur poids. Si l'on emploie pour les enlever des machines, grues, etc., construites pour des charges plus faibles, ces engins risquent de se rompre sous cet effort anormal et de causer de graves accidents aux ouvriers occupés à proximité.

Aussi ce projet de convention a-t-il reçu un accueil favorable dans un grand nombre de pays; il a été ratifié par trente états, parmi lesquels l'Allemagne, la Belgique, l'Italie, le Japon. En Grande-Bretagne, les travaux préparatoires à la ratification de la Convention sont assez avancés.

En vue de la ratification par la France de la Convention dont il s'agit, le Gouvernement a procédé à une enquête auprès des organisations professionnelles patronales et ouvrières intéressées et auprès des Chambres de commerce. Les réponses fournies à cette enquête ont été en très grande majorité favorables à la mesure; elles ont montré que les dispositions envisagées étaient assez couramment suivies dans la pratique et que leur application complète était désirable.

Le Gouvernement a, en conséquence, déposé un projet de loi apportant à notre législation les additions nécessaires pour le mettre en accord avec la Convention. Ce projet a d'ailleurs été communiqué aux organisations professionnelles au cours de l'enquête précitée et il a été tenu compte dans la rédaction définitive des observations présentées par les organismes consultés.

C'est ce projet de loi qui, adopté par le Parlement, est devenu la loi du 27 juin 1935.

Les dispositions introduites par la loi nouvelle, reproduisent autant que possible les dispositions de la Convention. Elles s'expliquent d'elles-mêmes et n'appellent qu'un bref commentaire.

Le principe de la loi est posé par le premier alinéa de l'article 80 *a* nouveau qui édicte l'obligation pour l'expéditeur de tout colis pesant plus de 1.000 kilogrammes destiné à être transporté par bateau de porter sur ce colis l'indication de son poids marquée à l'extérieur de façon claire et durable.

Dans le questionnaire relatif à l'enquête précitée, il a été demandé quelles mesures pratiques il y avait lieu d'envisager pour satisfaire à la formule « marquée à l'extérieur de façon claire et durable ».

Les réponses reçues font ressortir la nécessité d'apposer au moins deux inscriptions noires, rouges ou blanches, sur les deux faces opposées du colis, en des emplacements non susceptibles de servir à l'élingage. Ces inscriptions devraient être faites avec des produits capables de résister aux intempéries pendant la durée du transport, encres indélébiles ou peintures grasses, les inscriptions à la craie ou au crayon de couleur étant proscrites.

Le Gouvernement n'a pas estimé qu'il fût nécessaire de préciser, dans la loi, des modalités déterminées en ce qui concerne le marquage, la formule reproduite de la Convention « marquée à l'extérieur de façon claire et durable » paraissant suffisante pour atteindre le but poursuivi par la Convention.

Il a été néanmoins prévu dans l'article 80 *b* qu'un règlement d'administration publique pourra, s'il y a lieu, préciser les conditions matérielles auxquelles devront satisfaire les marques à apposer sur ces colis.

Il apparaît dès maintenant qu'il y aura lieu de prendre ce règlement. Des renseignements vous sont demandés plus loin à ce sujet.

Le second alinéa de l'article 80 *b* dispose que dans les cas exceptionnels où il est difficile de déterminer le poids exact, le poids marqué pourra être un poids maximum établi d'après le volume et la nature du colis.

L'alinéa 2 de la Convention internationale précisait que la législation nationale pourra, dans les cas exceptionnels où il est difficile de déterminer le poids exact, autoriser l'indication du poids approximatif. Aussi le questionnaire de l'enquête a-t-il demandé aux organisations consultées, quels sont les cas exceptionnels pour lesquels l'indication d'un poids approximatif pourrait être acceptée, en raison de la difficulté de déterminer le poids exact.

La plus grande partie des réponses ont fait ressortir, qu'en général, on peut obtenir le poids d'un colis. Même dans les cas défavorables, il est possible de déterminer le poids avec une approximation de 8 à 10 p. 100; néanmoins, tenant compte des observations présentées par plusieurs organisations importantes, on a estimé que, lorsqu'il est impossible de déterminer le poids exact d'un colis par pesée, il conviendrait d'indiquer, non pas un poids approximatif, mais un poids maximum, ce qui permettrait de prendre toutes les précautions utiles pendant la manutention, des accidents ayant eu lieu par suite de l'indication de poids approximatifs qui se trouvaient inférieurs à la réalité.

Le projet de convention n'a pas précisé les personnes auxquelles incombe la responsabilité de ces prescriptions et il a laissé aux législations nationales le soin de décider si cette obligation « doit incomber à l'expéditeur ou à quelqu'un d'autre ».

Conformément aux avis exprimés dans les réponses au questionnaire de l'enquête susvisée, la loi prévoit que cette obligation incombe à l'expéditeur ou, à son défaut, au mandataire chargé par lui de l'expédition du colis. Il paraît intéressant de reproduire ici le commentaire relatif à cette disposition du rapport de M. Michel Walter, rapporteur du projet devant la Chambre des députés.

Toutes les organisations consultées ont désigné l'expéditeur comme devant être responsable de cette obligation. Cette solution est logique puisque c'est lui qui connaît le mieux la marchandise et que c'est lui qui peut le plus facilement procéder à l'application des marques lors du conditionnement des colis. C'est celle que le Gouvernement français a adoptée.

Mais une seconde responsabilité intervient pour renforcer l'efficacité des mesures prévues par les travailleurs des transports par eau; c'est celle du mandataire chargé par l'expéditeur de l'expédition du colis. Mais il est très important de souligner que cette responsabilité du mandataire n'intervient qu'en seconde ligne, seulement lorsque celle de l'expéditeur se trouve dégagée par les circonstances. Ce sera le cas par exemple où l'expéditeur, ayant prévu un transport par fer ou par route de bout en bout, n'aurait pas marqué de gros colis que son mandataire confie à la voie d'eau en cours de voyage. Ce sera aussi le cas de l'expéditeur qui aurait confié des colis séparés de moins de 1.000 kilos à un mandataire qui les grouperait pour les commodités du transport en masse de plus d'une tonne.

Mais il est important de noter que sous réserve des exceptions analogues aux deux exemples qui viennent d'être cités, en vous proposant d'approuver le texte de cette loi, nous entendons maintenir qu'en principe l'expéditeur ne pourra se décharger sur son mandataire par une clause des connaissements, des contrats d'affrètement ou autres actes privés de l'obligation d'ordre public qui lui est imposée. Dans chaque cas, il devra établir qu'il n'avait pas à marquer les colis ou qu'il était dans l'impossibilité de le faire pour que la responsabilité de l'opération tombe sur son mandataire. Sinon, une clause de style aurait tôt fait de toujours reporter le soin de marquer les colis sur les

transitaires, camionneurs et autres mandataires des transports par eau. Les travailleurs des ports seraient ainsi privés de la double sécurité que nous entendons leur donner et la détermination du poids des colis serait toujours laissée à des intermédiaires mal placés pour le faire et qui ignoreront souvent la nature de la marchandise.

En ce qui concerne les dispositions pénales, la loi nouvelle a, en conséquence, complété l'article 173 du livre II du Code du travail, en ajoutant aux personnes qui peuvent être poursuivies pour infraction aux prescriptions légales et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, les expéditeurs ou leurs mandataires qui ont contrevenu aux dispositions de l'article 80 *a* et au règlement d'administration publique prévu par l'article 80 *b*.

Enfin, la loi du 27 juin 1935 a prévu que ces dispositions entreraient en vigueur six mois après sa promulgation au *Journal officiel* (qui a eu lieu le 28 juin 1935) et toutefois après la ratification par la France de la Convention internationale. Cette ratification ayant été enregistrée le 29 juillet 1935, la loi entrera donc en vigueur six mois après sa promulgation, soit le 28 décembre 1935.

Telles sont les observations qu'appelle de ma part l'examen des articles de la loi du 27 juin 1935. Vous voudrez bien me tenir au courant de toutes les difficultés qui pourraient survenir lors de la mise en vigueur de la loi.

D'autre part, en vue de la préparation du règlement d'administration publique prévu par ladite loi, j'accueillerai volontiers les suggestions que vous pourriez me présenter à ce sujet avant le 1^{er} novembre 1935.

CIRCULAIRE DU 16 OCTOBRE 1935⁽¹⁾.

Décret-loi du 16 juillet 1935. — Application du prélèvement général aux délégués-mineurs.

Des difficultés s'étant produites dans plusieurs départements, j'ai consulté le Ministre des Finances sur le point de savoir si le prélèvement général prévu par le décret-loi du 16 juillet 1935 devait être appliqué aux indemnités des délégués-mineurs.

Par lettre du 9 septembre 1935, M. le Ministre des Finances m'a fait connaître que les indemnités dont il s'agit ont incontestablement, à son avis, le caractère de dépenses publiques, comprises dans l'énumération figurant au paragraphe 3 de l'article 1^{er} du décret du 16 juillet 1935 et ne sauraient donc échapper de plein droit à l'application du prélèvement général.

Toutefois, le Ministre des Finances ajoute que — par application de l'instruction de son Département en date du 31 juillet dernier (*J. O.* du 1^{er} août 1935) prévoyant que « des mesures exceptionnelles d'adaptation pourront intervenir pour des personnels ouvriers dont les conditions de travail et de rémunération sont celles de l'industrie privée » — il ne ferait pas d'objection, au cas où les indemnités journalières des délégués seraient bien fixées d'après les salaires des ouvriers mineurs de la circonscription, à ce qu'elles échappent à l'action du prélèvement.

Les instructions en vigueur prescrivant de prendre comme prix de la journée du délégué dans chaque circonscription le salaire d'un bon ouvrier mineur du fond, il en découle qu'il n'y a pas lieu d'appliquer

(1) Adressée aux préfets en communication avec les ingénieurs en chef des mines.

le prélèvement prévu par le décret-loi du 16 juillet 1935 aux indemnités des délégués-mineurs.

Au cas où ce prélèvement aurait déjà été effectué sur les indemnités de certains délégués, il y aurait lieu de prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer le remboursement des sommes qui auraient été indûment retenues à ces délégués-mineurs.

CIRCULAIRE DU 12 NOVEMBRE 1935 (1).

Maladies professionnelles. — Intoxication par les hydrocarbures et leurs dérivés. — Enquête.

Au nombre des maladies professionnelles ajoutées par la Conférence de 1925 concernant la répartition des maladies professionnelles, sont internationale du Travail de 1934 au tableau figurant dans la Convention comprises, d'une part, les intoxications par le benzène, ses homologues, leurs dérivés nitrés et aminés, d'autre part, les intoxications par les dérivés halogénés des hydrocarbures de la série grasse.

Les travaux industriels assujettis sont tous procédés comportant la production, le dégagement ou l'utilisation de ces substances toxiques.

Seules des intoxications visées figurent actuellement dans les tableaux annexés à la loi du 25 octobre 1919-1^{er} janvier 1931, celles qui sont engendrées par la benzine et par le tétrachloréthane.

La question se trouve maintenant posée, du fait de la nouvelle Convention internationale, des adjonctions qu'il conviendra d'apporter, dans le cadre des deux rubriques susvisées, aux tableaux annexés à notre législation sur les maladies professionnelles, suivant les modalités de ces tableaux.

Il y a donc lieu d'ouvrir à ce sujet la procédure réglementaire d'extension desdits tableaux et de réunir d'abord les éléments d'information nécessaires à l'étude de la question.

Les produits toxiques dont il s'agit figuraient déjà, en très grande partie, dans la nomenclature du décret du 16 novembre 1929 relatif à la déclaration obligatoire des maladies d'origine professionnelle (maintenant remplacé par le décret du 16 octobre 1935).

Une première base d'information — qui ne saurait d'ailleurs être tenue pour complète — est donc constituée par la statistique des maladies professionnelles déclarées de ce chef.

Je rappelle, d'autre part, qu'à la suite d'une requête du Syndicat professionnel des ingénieurs-chimistes français, tendant à l'inscription dans les tableaux annexes notamment des intoxications par les dérivés halogénés, nitrés et aminés des hydrocarbures, une enquête documentaire sur la question avait été prescrite au service par la circulaire du 16 décembre 1931.

Les résultats de cette enquête vont donc pouvoir être également utilisés. Il reste à les compléter et à les mettre à jour, en tant qu'ils se rapportent aux composés inclus dans les deux rubriques susénoncées de la Convention internationale (un peu moins compréhensives que le champ de ladite enquête).

La nouvelle enquête à effectuer à cet effet devra porter sur les points suivants :

1^o Indication précise des industries ou opérations industrielles qui,

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

eu égard à leurs conditions techniques, exposent à un risque d'intoxication par un ou plusieurs des hydrocarbures ou dérivés d'hydrocarbures couverts par la Convention internationale, savoir :

a. Le benzène, ses homologues, leurs dérivés nitrés et aminés (aux dérivés nitrés du benzène devront être assimilés, de même que dans le 12° de la nomenclature du décret du 16 octobre 1935, les dérivés nitrés du phénol;

b. Les dérivés halogénés des hydrocarbures de la série grasse.

Nature du ou des produits nocifs qui sont préparés, se dégagent ou sont mis en œuvre. Mention sommaire des sources de danger. Nombre d'établissements et d'ouvriers intéressés.

2° Indication, pour chacune des industries ou opérations industrielles ainsi retenues, des cas d'intoxication (qu'ils aient ou non fait l'objet d'une déclaration de maladie professionnelle), qui seraient antérieurement parvenus à la connaissance des inspecteurs ou dont ils auraient connaissance au cours de leur enquête. Autant que possible, relater de façon succincte les circonstances de ces intoxications.

Les rapports d'enquête devront reprendre les résultats de l'enquête précédente sur le même objet et les fusionner avec les nouveaux renseignements recueillis, de façon à faciliter le dépouillement de l'ensemble de la documentation.

J'attacherais du prix à recevoir votre rapport pour le 15 février 1936 au plus tard.

CIRCULAIRE DU 19 NOVEMBRE 1935 (1).

Maladies professionnelles. — Déclaration obligatoire. Décret du 16 octobre 1935.

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, le texte d'un décret du 16 octobre 1935 abrogeant et remplaçant le décret du 16 novembre 1929 relatif à la déclaration obligatoire des maladies d'origine professionnelle, par application de l'article 12 de la loi du 25 octobre 1919.

Ainsi que vous le verrez, la nouvelle liste des maladies professionnelles à déclaration obligatoire, classées méthodiquement, est beaucoup plus étendue que la précédente.

La documentation recueillie par cette voie en vue de la prévention des maladies professionnelles et de l'extension ultérieure des tableaux annexés à la loi, aura donc désormais une base très élargie. En raison de l'intérêt qui s'attache à cette documentation, il importe de faciliter aux médecins intéressés les déclarations qui leur incombent.

Les inspecteurs du travail voudront bien, à cet effet, remettre le texte du nouveau décret aux médecins des centres industriels susceptibles d'avoir à déclarer des maladies professionnelles et spécialement aux médecins d'usines, ainsi qu'un carnet de cartes-lettres (s'ils n'en sont déjà pourvus), ou éventuellement quelques cartes-lettres seulement détachées d'un carnet à souche.

Les mêmes documents devront être remis aux hôpitaux.

Pour certains établissements qui ont l'habitude de déclarer eux-mêmes les cas de maladies professionnelles (notamment de saturnisme) donnant lieu à réparation, et où le médecin se borne à établir en double expédition le certificat médical réglementaire, il n'y aura pas lieu de pro-

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail en communication avec les ingénieurs en chef des mines.

voquer, en outre, la production de la déclaration sur carte-lettre, qui ferait double emploi avec les pièces transmises par la mairie. Il conviendra toutefois de bien s'assurer, en pareil cas, que la mairie effectue régulièrement cette transmission.

CIRCULAIRE DU 29 NOVEMBRE 1935 (1)

Hygiène des travailleurs. — Soudure autogène et découpage au chalumeau des tôles galvanisées.

Mon attention ayant été appelée sur les dangers que peut présenter, pour la santé des ouvriers, l'emploi de la soudure électrique dans la construction navale, pour l'assemblage des tôles intérieures galvanisées, j'ai fait procéder en son temps à une enquête spéciale dans les chantiers maritimes utilisant ce mode de soudure.

Cette enquête a confirmé que la soudure électrique sur tôles galvanisées est en effet un travail malsain, en raison des épaisses fumées d'oxyde de zinc qui se dégagent sous l'action de l'arc, et qu'il exige des mesures préventives appropriées, particulièrement lorsqu'il est effectué, ainsi qu'il est fréquent dans la construction navale, dans des espaces exigus et mal aérés.

On a été conduit, à cette occasion, à envisager également les opérations de soudure et de découpage au chalumeau de tôles galvanisées, qui présentent évidemment les mêmes dangers d'intoxication par les vapeurs de zinc, que la soudure électrique de ces tôles.

L'enquête a enfin posé incidemment la question des risques particuliers d'intoxication pouvant résulter de la fusion de l'enrobage des électrodes, dans les cas où, par suite de la composition de cet enrobage, il y aurait production d'émanations nocives.

La Commission d'hygiène industrielle a été saisie de ces différentes questions, en vue de l'étude, tant de la prévention que de la réparation des maladies professionnelles imputables aux causes dont il s'agit.

Pour servir de base à cette étude, il y a lieu de mettre à jour et de compléter la documentation déjà recueillie en la matière, dans les chantiers de construction navale et de généraliser cette enquête à tous travaux de soudure autogène ou de découpage au chalumeau de tôles galvanisées et même, en ce qui regarde les enrobages d'électrodes, à tous les travaux de soudure à l'arc.

Je vous serai obligé, en conséquence, de faire procéder aux enquêtes nécessaires et de m'en communiquer les résultats.

En ce qui concerne les chantiers de construction navale, plus particulièrement intéressés par la question, le service voudra bien :

a. Rechercher les observations qui auraient pu être faites, depuis la précédente enquête, touchant de nouveaux cas où des manifestations toxiques auraient été attribuées à la soudure à l'arc de tôles galvanisées et donner sur leurs circonstances toutes indications utiles;

b. Indiquer si la tendance, précédemment signalée par plusieurs rapports, de l'abandon, pour des raisons d'ordre technique, de l'emploi de ce procédé d'assemblage sur tôles galvanisées, s'est affirmée et éventuellement si elle s'est encore accentuée et dans quelle mesure. Il avait été relaté notamment que les nouveaux cahiers des charges du Ministère de

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

la Marine exigeraient que, préalablement à la soudure autogène de tôles galvanisées, la ligne de soudure soit dézinguée;

c. Mentionner, le cas échéant, les améliorations apportées depuis la précédente enquête dans les mesures de protection et les résultats obtenus.

En ce qui concerne les autres applications de la soudure autogène (à l'arc électrique ou au chalumeau) de tôles galvanisées et les opérations de découpage au chalumeau de ces tôles, l'enquête devra plus particulièrement porter sur les points suivants :

1° Principales catégories de travaux où ce mode d'assemblage et de découpage des tôles galvanisées sont utilisés. Conditions d'hygiène de ces travaux et mesures préventives appliquées;

2° Recherche, dans la mesure du possible, des cas où des troubles physiologiques auraient été imputés à ces travaux et indication des circonstances de ces intoxications.

En ce qui concerne enfin l'emploi d'électrodes dont la fusion de l'enrobage donnerait lieu à des vapeurs nocives, le service relatera, dans cet ordre d'idées, tous éléments d'information qui seraient parvenus à sa connaissance ou qu'il pourrait recueillir (composition de l'enrobage, nature des gaz nocifs produits, symptômes d'intoxication observés, etc.).

Le Ministère de la Marine ayant eu à s'occuper de ces divers problèmes d'hygiène ouvrière, je l'ai prié de me faire connaître les mesures de protection qu'il a été amené à prescrire à ce sujet.

Vous voudrez bien trouver, ci-dessous, à titre documentaire, copie de l'étude qu'il m'a adressée et qui contribuera très utilement à orienter la présente enquête.

D'autre part, je signalerai, à titre d'exemple, parmi les renseignements intéressants relevés dans les rapports rendant compte de la précédente enquête, les dispositions prises par deux importants chantiers de la 10^e circonscription.

Dans l'un d'eux, pour les travaux effectués en atelier, et, toutes les fois que cela est possible, pour les travaux effectués à bord, « chaque ouvrier est muni d'une crêpine branchée sur une prise d'air comprimé. Cette crêpine dirige l'air comprimé le long de la soudure ou de la ligne de découpage, ce qui a pour résultat de refouler les fumées et gaz nocifs assez loin pour qu'ils ne soient pas respirés par l'ouvrier ».

Sur l'autre chantier, « la ventilation des locaux de travail est assurée grâce à la mise à la disposition du contremaître soudeur de vingt-quatre appareils aspirants; les soudeurs sont munis d'un appareil combiné formant masque contre les vapeurs nocives et écran contre les radiations de l'arc ».

ANNEXE I.

MINISTÈRE
DE LA MARINE.

Paris, le 6 septembre 1955.

Hygiène
des travailleurs.

LE MINISTRE DE LA MARINE

Soudure à l'arc
et au chalumeau
oxyacétylénique.

à M. le Ministre du Travail (Direction du Travail).

.....
Les dispositions de protection du personnel ouvrier employé à la soudure ou au découpage de tôle zinguées ont été réglementées, dans la marine par la circulaire du Service de santé du 3 décembre 1929 (dont ci-joint copie) à la suite

d'une enquête faite dans les différents arsenaux. Ces dispositions comprennent la ventilation des locaux où s'effectue le travail et le port d'un masque protecteur pour la totalité des ouvriers présents dans ces locaux. Dans chaque port des précautions analogues ont été adoptées spontanément pour la soudure avec électrodes enrobées.

Comme suite aux questions posées par le Ministère du Travail une nouvelle enquête a été entreprise dans les différents ports et auprès des chantiers de constructions navales; cette enquête a fait apparaître les résultats suivants :

I. — *Nocivité des dégagements gazeux.*

En ce qui concerne le découpage ou la soudure sur tôles zinguées, les vapeurs produites au cours des travaux peuvent produire, par inhalation, des accidents toxiques dont les caractères sont exposés dans la circulaire jointe du Service de santé; en fait, dans les rares cas apparus, ces accidents sont restés de courte durée, bénins et sans suites jusqu'à ce jour. Il est d'ailleurs possible que dans un certain nombre de ces cas, les impuretés du zinc (plomb-arsenic) aient joué le rôle essentiel.

Les effets physiologiques des dégagements gazeux qui apparaissent dans la soudure avec électrodes enrobées ont été étudiés par les Services de santé des différents ports à partir d'analyses physiques et chimiques de ces dégagements. Des résultats de ces études, on peut dégager les points principaux suivants :

En premier lieu, la fusion des électrodes à enrobage important dégage généralement des poussières alcalines et anhydres qui ont une action irritante sur les yeux et les voies respiratoires. C'est à cet effet qu'il faut attribuer la plus grande part dans les cas d'indisposition apparus.

En second lieu, la recherche des éléments toxiques dans les poussières et les gaz dégagés n'a donné, pour la presque totalité des électrodes enrobées actuellement utilisées dans la marine, que des résultats à peu près négatifs : la combustion du carbone est complète dans les conditions ordinaires d'emploi et il n'apparaît pas d'oxyde de carbone.

Aucun élément toxique n'a été découvert dans les poussières dégagées, à l'exception de traces d'arsenic sous la forme la moins nuisible d'arséniate et, pour certains enrobages, de fluorure de sodium provenant d'une double décomposition entre le fluorure de calcium et le carbonate de soude de l'enrobage.

L'effet nuisible de ce dernier élément toxique ne s'est d'ailleurs pas révélé pratiquement.

Il faut cependant mettre tout à fait à part les électrodes dites inoxydables, qui dégagent, à l'emploi, des fumées contenant une proportion d'environ 5 p. 100 de chromates alcalins solubles susceptibles, à la longue, de produire chez les soudeurs des accidents d'une certaine gravité (ulcération des voies respiratoires, conjonctivite, eczéma, et, par ingestion, vomissement, diarrhées). Deux cas d'indispositions chez des soudeurs travaillant en locaux confinés ont été notés dans deux arsenaux différents, au début de l'utilisation des électrodes inoxydables. Cela fait apparaître qu'il ne sera pas toujours possible d'éliminer les électrodes dégageant des vapeurs toxiques : la teneur élevée en chrome des électrodes inoxydables ne permet pas d'espérer en effet qu'on pourra éviter les dégagements de chromate dans les fumées.

II. — *Protection par masque.*

La protection par masque contre les dégagements provenant soit de soudure et oxydage sur tôles zinguées, soit de soudure avec électrodes enrobées est en principe uniformément réalisée dans les différents arsenaux au moyen du respirateur Bellot. Dans le premier cas les vapeurs de zinc sont neutralisées par une solution d'acide tartrique à 1 pour 15 imbibant la feuille de coton filtrante; dans le second cas le coton est imprégné d'une solution aqueuse à 5 p. 100 de glycérine.

Le masque, pour être réellement efficace, doit être appliqué d'une façon étanche afin que l'air à respirer ne puisse passer qu'à travers le coton; mais, comme il introduit dans ces conditions une gêne respiratoire, son port correct semble être malaisément supporté et, en fait, les différents arsenaux ne préconisent plus le masque Bellot qui s'est révélé à l'usage d'une efficacité discutable, que comme moyen de protection supplémentaire; l'air du local devant être en premier lieu et le mieux possible débarrassé, par ventilation, des vapeurs dégagées par l'arc.

III. — *Protection par aspiration des fumées au voisinage de l'arc.*

L'aspiration des fumées dégagées par l'arc au moyen d'une buse montée à l'extrémité d'un conduit flexible et maintenue pendant tout le travail à proximité de l'arc, semble constituer le procédé de protection des soudeurs travaillant en local restreint, le plus simple et le plus efficace : les vapeurs aspirées près de l'arc sont refoulées hors du compartiment, et loin de l'orifice d'entrée pour qu'il ne s'établisse pas de circuit de ventilation fermé.

Un simple examen du local permet dans chaque cas de déterminer la valeur de la protection ainsi réalisée (disposition de l'orifice d'arrivée d'air frais par rapport au soudeur en position de travail) et de prendre les précautions nécessaires pour qu'elle soit à coup sûr efficace.

Dans ces conditions le port du masque peut n'être plus qu'une précaution superflue dans la plupart des cas et, en fait, le port de Brest, qui réalise cette aspiration des fumées près de l'arc, à autorisé à titre d'essai et dans tous les cas (soudure sur zinc, soudure avec électrodes enrobées, soudure avec électrodes inoxydables) les ouvriers qui en feraient la demande à ne pas porter le masque Bellot.

IV. — *Protection contre l'apparition de nouveaux éléments toxiques dans les électrodes.*

Tant d'ailleurs que les gaz dégagés pendant la soudure ne contiennent pas d'éléments franchement toxiques, c'est-à-dire dans presque tous les cas jusqu'ici étudiés, les inconvénients qui résulteraient d'une aspiration des fumées mal conçue ou insuffisante ne pourraient prendre de forme grave et il semble qu'on puisse se borner généralement à cette protection, en ne recourant au masque Bellot que dans les rares cas où une grande difficulté de mise en œuvre de l'aspiration des fumées apparaîtrait; le port du masque devant être alors combiné avec une ventilation énergique du compartiment.

Il importe seulement que les éléments toxiques apparaissant à l'emploi soient systématiquement recherchés dans toutes les nouvelles électrodes introduites; cette recherche vise un double but :

En premier lieu, éviter l'utilisation d'électrodes à dégagements inutilement toxiques (cas signalé par les Ateliers et Chantiers de la Loire d'électrodes « jaune spéciale » fabriquées en 1933 par la Maison..... et dont l'enrobage contenait environ 4 p. 100 de spath fluor provoquant l'apparition de fluorure de sodium, toxique signalé plus haut);

En second lieu, connaître l'élément toxique inévitable, afin de déterminer les précautions à prendre pour s'en protéger (cas des chromates alcalins dans les électrodes inoxydables).

La protection contre l'élément toxique décelé est d'ailleurs un cas d'espèce : suivant la gravité des cas d'intoxication possibles, les consignes de protection seront plus ou moins sévères et l'on pourra être conduit à rendre obligatoire, en plus de l'aspiration ordinaire des fumées, le port d'appareils protecteurs allant du simple respirateur Bellot avec coton imbibé de solution neutralisant l'élément toxique jusqu'aux appareils isolants du type Fenzy.

Les recherches de toxicité dans les dégagements gazeux sont faites dans la marine par les laboratoires de chimie des ports dépendant du Service de santé, lequel peut préciser dans chaque cas les dangers d'intoxication à craindre et l'importance et la nature des précautions supplémentaires à prendre (cas des recherches faites par le port de Brest pour la protection contre les chromates alcalins apparaissant à l'emploi d'électrodes inoxydables).

Enfin une clause de non-nocivité introduite dans les marchés d'électrodes permet aux ports de rebuter les électrodes donnant lieu à l'emploi des dégagements gazeux, toxiques sans nécessité. Je joins à cette lettre un extrait des spécifications du port de Brest relatives à la vérification de la non nocivité des fumées.

Pour le Ministre et par son ordre :

*L'Ingénieur général du Génie maritime,
Directeur central des Constructions navales,*

Signé : FRANÇOIS.

ANNEXE II.

Accidents constatés à la suite du découpage ou de la soudure au chalumeau des tôles zinguées.

MINISTÈRE
DE LA MARINE.

Paris, le 3 décembre 1929.

L'enquête prescrite dans les ports et établissements par la circulaire citée en référence a permis de dégager de façon exacte certaines précisions concernant les accidents constatés à la suite du découpage ou de la soudure au chalumeau des tôles zinguées.

Un port a pu, en particulier, se livrer à une intéressante série de recherches d'ordre chimique et biologique à l'occasion de deux cas d'intoxication observés et suivis depuis le début des accidents.

Il résulte des conclusions du rapport fourni à la suite de ces constatations :

1° Que les vapeurs produites au cours des travaux effectués dans les conditions précitées sur la tôle zinguée sont essentiellement constituées par de l'oxyde de zinc pouvant contenir des vapeurs de zinc métallique;

2° Que les vapeurs de zinc en fusion doivent être tenues pour nocives et susceptibles de déterminer par inhalation chez l'homme l'apparition d'accidents toxiques caractérisés;

3° Que l'usage de la tôle zinguée dans les travaux de découpage ou de soudure, soit au chalumeau oxyacétylénique soit à l'arc électrique, demeure la seule condition nécessaire et suffisante de l'apparition des troubles toxiques constatés chez les ouvriers employés à ces travaux.

Ces troubles, communément dénommés « fièvre du zinc » sont habituellement précédés d'une saveur sucrée dans la bouche et essentiellement caractérisés ensuite par l'apparition de céphalées avec courbature, petits troubles vertigineux, nausées allant jusqu'au vomissement, frissons, élévations de température pouvant osciller entre 39° et 40°, sueurs et lassitudes consécutives sans séquelles organiques appréciables.

La durée de ces troubles ne semble pas excéder les vingt-quatre heures qui suivent leur apparition et leur intensité n'entraîne qu'à de très rares exceptions une interruption de travail quotidien chez les ouvriers qui en sont atteints.

A l'avenir et pour éviter, dans la mesure du possible, le retour de semblables accidents, il y aura lieu d'appliquer les prescriptions suivantes à l'occasion des travaux de découpage et de soudure au chalumeau des tôles zinguées :

1° Prendre toutes mesures utiles pour assurer au maximum la ventilation des locaux où se font les travaux de soudure électrique de ces tôles;

2° N'employer, dans la mesure du possible, que le seul personnel ouvrier strictement nécessaire aux travaux de soudure dans les locaux où il serait impossible d'assurer la ventilation pendant ces travaux;

3° Imposer de façon étroitement obligatoire et indistinctement le port d'un masque protecteur à la totalité du personnel employé, même momentanément, dans les compartiments où se pratiquent ces travaux de soudure de tôles zinguées.

Le masque protecteur qui semble avoir donné les meilleurs résultats est le respirateur Bellot, couramment utilisé, à cet effet, dans plusieurs ports. Afin de neutraliser les vapeurs de zinc, la feuille de coton filtrante du masque protecteur sera imbibée d'une solution d'acide tartrique à 1 pour 10; ce taux pourra être abaissé sans inconvénient à 1 pour 15 si les ouvriers employés à ces travaux se plaignent de picotements des lèvres.

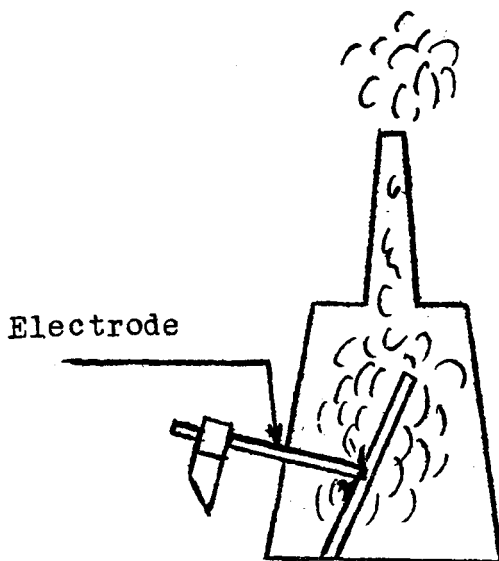
ANNEXE III.

EXTRAIT DE LA SPECIFICATION PROVISOIRE E-1 DU 6 NOVEMBRE 1933
DE LA D. C. N. DE BREST.

Vérification de la non nocivité des fumées.

Cette vérification sera faite sommairement, dans les conditions ci-dessous.

Cet examen sera exécuté par l'atelier des bâtiments en fer, à l'aide du dispositif ci-contre, comportant un récipient dans lequel on fait éclater l'arc à l'aide d'une électrode tenue à l'extérieur du récipient, et passant à travers une petite ouverture pratiquée dans sa paroi.



Les fumées de l'arc se dégagent par un tube placé à la partie supérieure du récipient. On doit pouvoir rester plusieurs minutes dans la fumée, en ne ressentant qu'une gêne due au manque d'air.

De plus, la marine se réserve le droit, pendant la durée du délai de garantie, de faire exécuter des analyses des fumées dégagées par les électrodes.

.....

CIRCULAIRE DU 20 DÉCEMBRE 1935 ⁽¹⁾.

Rapports et statistique annuels.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint les états qui doivent servir à l'établissement des tableaux statistiques annexés au rapport sur l'application, en 1935, des lois réglementant le travail, ainsi que le cadre de ce rapport.

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

Comme les années précédentes, les états n^{os} 1, 2, 5, 10, 11, 12, ne vous sont pas demandés.

Je vous rappelle à nouveau qu'en vue de rendre plus facilement comparables avec ceux de vos collègues vos renseignements sur chaque point particulier, il est indispensable que votre rapport soit établi rigoureusement suivant le plan qui vous est tracé, en distinguant exactement les divers paragraphes qui composent chacun des chapitres.

Vous ne manquerez pas de signaler les faits ou les incidents qui se seraient produits au cours de l'année et qui mériteraient de fixer l'attention d'une façon particulière. Vous ne devez pas oublier, lorsque vous signalez des irrégularités, de mentionner en même temps les mesures qui ont pu être prises pour y remédier.

J'appelle votre attention, comme les années précédentes, sur l'inutilité que présente l'insertion, dans le rapport même, de tableaux statistiques reproduisant les renseignements contenus dans les états joints audit rapport et réunis dans la statistique générale, afin d'éviter à cet égard tout double emploi, on a pris le soin d'éliminer du cadre du rapport annuel tous les renseignements statistiques qui peuvent être extraits des états. Par contre, lorsque les questions posées exigent des réponses numériques, vous devez y répondre par des chiffres aussi exacts que possible.

Il y aurait intérêt à ce que ces chiffres soient présentés sous forme de tableaux, établis en se conformant aux cadres adoptés dans les tableaux d'ensemble incorporés dans le rapport de la Commission supérieure du travail ainsi que dans le rapport général à M. le Président de la République, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Vous remarquerez d'ailleurs qu'aucun des chiffres qui sont demandés dans le cadre du rapport n'exige d'enquête spéciale. Ces chiffres s'appliquent exclusivement aux établissements connus du service et sur lesquels il possède actuellement des indications précises touchant les conditions du travail. Le calcul de ces chiffres par les inspecteurs départementaux et leur vérification, le cas échéant, par les inspecteurs divisionnaires, n'exigent donc que la consultation des documents (fiches, horaires, avis, etc.) dont la conservation est prescrite par les instructions.

En ce qui concerne les tableaux statistiques, je vous rappelle que les circulaires antérieures ont défini comme un seul établissement « tout ensemble de locaux de travail, bâtiments et cours, ateliers et chantiers communiquant entre eux à l'intérieur d'une même enceinte et dans lesquels, sous une même direction, une ou plusieurs personnes sont occupées d'une façon habituelle, soit à des travaux relevant d'un même groupe professionnel, soit à des travaux industriels ou commerciaux accessoires ».

Dès lors, un établissement industriel auquel serait annexé un magasin de vente au détail ne devra être portée qu'à la catégorie professionnelle de l'établissement industriel principal. A l'inverse, un grand magasin de vente qui posséderait un atelier de réparation sera porté seulement à la catégorie professionnelle de l'établissement principal (commerce, banque).

Cette manière de procéder vous permettra, tout en maintenant dans la statistique le caractère d'unité de ces établissements, de répartir exactement leurs diverses catégories de personnel sous l'indication des lois qui les protègent.

Je vous prie de veiller à ce qu'il y ait concordance absolue entre les chiffres de votre rapport et ceux qui sont inscrits aux tableaux annexés, ainsi qu'entre les totaux applicables aux mêmes espèces qui doivent se trouver dans les différents tableaux. Si, dans les comparaisons rétrospectives, vous étiez amenés à modifier les chiffres donnés dans les rapports antérieurs, vous ne manquerez pas d'en exposer les raisons.

Vous devrez, selon l'usage, me faire parvenir les états statistiques dès qu'ils seront établis et sans attendre que la rédaction de votre rapport

soit terminée, afin de permettre d'accélérer le travail de dépouillement qui précède la préparation du rapport d'ensemble.

Quant au rapport, il devra me parvenir, écrit sur le recto des feuilles seulement, et en deux exemplaires, le 1^{er} mars au plus tard.

CADRE DU RAPPORT ANNUEL (1935).

INSPECTION DU TRAVAIL.

CHAPITRE PREMIER. — GÉNÉRALITÉS.

§ 1^{er}. — *Déclaration des établissements industriels et commerciaux.* — Nombre de déclarations reçues en vertu des articles 1^{er}, 1^{er} a, 1^{er} b, du Livre II du Code du travail (loi du 30 juin 1928). — Observations auxquelles a donné lieu l'application de ces articles.

§ 2. — Ateliers de famille soumis ou non soumis aux lois sur le travail. Le nombre de ces ateliers paraît-il en augmentation ou en diminution ? — Faits nouveaux constatés dans ces ateliers.

§ 3. — Quelles sont les catégories nouvelles d'établissements ou de travailleurs pour lesquelles des contestations ont été élevées sur le point de savoir si elles sont ou non visées, d'une manière générale, par les lois sur le travail ? Des difficultés se sont-elles produites au sujet des gérants de succursales et de dépôt ?

CHAPITRE II. — AGE D'ADMISSION. — LIVRETS.

§ 1^{er}. — *Enfants de 12 à 13 ans.* — Mesures nouvelles prises, soit par l'administration préfectorale, soit par les municipalités, pour faciliter la délivrance des certificats prescrits par la loi pour ces enfants.

§ 2. — *Livrets.* — Irrégularités constatées en ce qui concerne la délivrance des livrets par les mairies. — Autres irrégularités concernant les livrets. — Mesures prises par le service pour mettre fin à ces irrégularités.

§ 3. — *Enfants étrangers.* — Nationalité et, si possible, nombre des enfants nés hors de France, employés dans les établissements industriels de la région. — La circulaire du 20 avril 1899-8 juillet 1926 relative à la délivrance des livrets à ces enfants a-t-elle été régulièrement appliquée ? — Application de l'arrangement franco-italien du 15 juin 1910 et de la circulaire du 20 décembre 1912. — Application du décret du 23 octobre 1933 astreignant à la carte de travailleur les enfants étrangers de moins de 15 ans désirant occuper un emploi salarié. — Abus auxquels l'emploi de ces enfants a pu donner lieu. — Mesures prises pour assurer la protection des enfants étrangers occupés sans leurs parents.

§ 4. — Mesures nouvelles prises par les industriels pour restreindre l'emploi des enfants dans les industries où la main-d'œuvre enfantine fait défaut, notamment dans les verreries, la grosse métallurgie et la papeterie (transformation de l'outillage, modification de l'organisation du travail, remplacement des enfants par des hommes adultes, etc.).

§ 5. — *Enfants de 13 à 16 ans.* — A-t-on réclamé au cours de l'année l'examen médical prévu par l'article 4 du Livre II du Code du travail ?

Dans quelles conditions cet examen a-t-il eu lieu ? — Quelles en ont été les conséquences ?

§ 6. — Extension des dispositions qui précèdent aux établissements industriels et commerciaux qui n'y étaient pas encore soumis (loi du 30 juin 1928). — Indiquer les mesures nouvelles prises pour assurer l'exécution de ces dispositions et les résultats obtenus.

§ 7. — Le relèvement à 14 ans de l'âge d'admission au travail des enfants prévu par les deux projets de convention adoptés par la Conférence internationale du travail en 1919 et en 1932 pour les travaux industriels et pour les travaux non industriels et qui se trouverait réalisé par le projet de loi tendant à relever à 14 ans la limite de la scolarité obligatoire en instance au Sénat, soulèverait-il de graves difficultés ? — Nombre et proportion de ces enfants rencontrés au cours des visites de l'année.

CHAPITRE III. — DURÉE DU TRAVAIL.

A. — *Application des règlements d'administration publique pris en vertu de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.*

§ 1^{er}. — Difficultés nouvelles d'ordre général rencontrées (assujettissement de certaines professions non désignées nommément dans les règlements d'administration publique; assujettissement de parties d'établissement où s'exercent des professions visées par des règlements d'administration publique, encore que l'établissement principal appartienne à une profession pour laquelle il n'a pas été pris de règlement, etc.).

§ 2. — Régime le plus généralement adopté dans le cas où le règlement laisse le choix entre plusieurs régimes (répartition égale des 48 heures sur les six jours ouvrables; répartition inégale des 48 heures avec liberté de l'après-midi ou de la journée entière du samedi (ou d'un autre jour); répartition sur des périodes autres que la semaine (96 heures en deux semaines, 144 heures en trois semaines).

§ 3. — Récupération des heures perdues. — La récupération sous la forme forfaitaire tend-elle à se répandre ? — Ententes nouvelles entre organisations patronales et ouvrières pour l'utilisation des récupérations.

§ 4. — Dérogations permanentes.

§ 5. — Dérogations temporaires. — Dans quelle mesure et de quelle façon a été utilisé le crédit d'heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail ? — Des difficultés se sont-elles rencontrées pour la division de l'établissement en parties d'établissement en vue de l'utilisation du crédit d'heures de dérogation ? La diminution du crédit d'heures supplémentaires apparaît-elle souhaitable et possible ? Pour quelles professions ou pour quelles catégories professionnelles en particulier et dans quelle mesure ?

L'application de la loi du 8 avril 1935 suspendant les heures supplémentaires et des décrets pris en exécution de cette loi ont-ils donné lieu à des difficultés ? Lesquelles ? Comment ont-elles été résolues ? Cette application a-t-elle contribué à l'augmentation des effectifs par l'embauchage de chômeurs ? A défaut d'évaluations numériques globales, citer des exemples.

§ 6. — Contrôle. — Horaires, registres, tableaux récapitulatifs, avis et demandes de récupérations et de dérogations.

B. — *Application de la législation antérieure dans les établissements non visés par des règlements d'administration publique pris en vertu de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.*

Durées normales pratiquées en fait dans ces établissements, en distinguant les diverses catégories professionnelles.

C. — *Travail par équipes.*

Indiquer sous forme de tableau le nombre et la nature des établissements industriels et commerciaux, autres que ceux qui sont énumérés par l'article 2 du décret du 5 mai 1928, pratiquant le travail par équipes : 1° au moyen de trois équipes; 2° au moyen de deux équipes, en distinguant les établissements qui n'emploient dans ces équipes : *a.* que des hommes; *b.* des hommes ainsi que des femmes et des enfants. — Horaire général des équipes. — Nombre approximatif des femmes et des enfants dans les équipes de jour.

CHAPITRE IV. — TRAVAIL DE NUIT.

§ 1^{er}. — *Travail de nuit.* — Indiquer, sous forme de tableau, le nombre et la nature des établissements industriels (*) dans lesquels le travail de nuit des hommes adultes a été pratiqué d'une façon habituelle à la connaissance du service, en dehors des « usines à feu continu » visées par l'article 2 du décret du 5 mai 1928. — Personnel occupé de nuit et personnel total de ces établissements.

§ 2. — *Repos de nuit de onze heures consécutives.* — Nombre de cas où, par suite, soit de dérogations régulières, soit de contraventions, le repos de nuit des femmes employées dans l'industrie aurait été inférieur à ce minimum.

§ 3. — Le service a-t-il constaté que des femmes auraient encore été employées la nuit au brochage des imprimés et au pliage des journaux dans les locaux industriels des imprimeries ? L'emploi de femmes la nuit au travail commercial de mise sous bandes tend-il à diminuer ?

§ 4. — *Travail de nuit temporaire* (art. 2 du décret du 30 juin 1913). — Nombre d'avis recus par le service. — Application de l'article 1^{er} du décret du 5 mai 1928.

§ 5. — *Usines à feu continu.* — Le service a-t-il constaté que des femmes ou des enfants de moins de 18 ans auraient été encore employés la nuit dans des usines à feu continu, en dehors des catégories visées à l'article 2 du décret du 5 mai 1928, où l'emploi des enfants de 16 à 18 ans est encore autorisé la nuit ? — Nombre de ces derniers.

§ 6. — *Boulangeries.* — Quelles mesures nouvelles ont été prises pour parer aux difficultés rencontrées pour l'application de la loi du 28 mars 1919 sur l'interdiction de l'emploi d'ouvriers la nuit dans les boulangeries ? — Ententes locales entre patrons boulangers pour la suppression du travail de nuit des patrons travaillant seuls.

(*) Par établissements industriels, il faut entendre ici exclusivement les usines, manufactures, ateliers et chantiers, tels qu'ils sont définis pour l'application de l'article 21 du livre II du Code du travail.

CHAPITRE V. — TOLÉRANCES ACCORDÉES PAR LES INSPECTEURS.

Pour quels motifs (incendies, inondations, etc.), l'interdiction du travail de nuit des enfants et des femmes a-t-elle été levée au cours de l'année (Livre II, art. 25) ? — Nombre de cas où l'interdiction a été levée par simple préavis, par autorisation de l'inspecteur.

CHAPITRE VI. — REGISTRES. — AFFICHAGE.

§ 1^{er}. — *Registres d'inscription et d'usine.* — Application de l'article 90 a du Livre II. — Extension des dispositions concernant le registre d'inscription aux établissements industriels et commerciaux qui n'y étaient pas encore soumis (loi du 30 juin 1928). — Mesures prises pour assurer l'exécution de ces dispositions et résultats obtenus.

§ 2. — *Affichage des lois, des règlements d'administration publique.*

CHAPITRE VII. — REPOS HEBDOMADAIRE ET JOURS FÉRIÉS.

Champ d'application de l'article 30 du Livre II. — Pour quelles professions l'application des prescriptions légales a-t-elle été contestée pour la première fois ? — Pour quels motifs ? — Solution intervenue. — Litiges nouveaux concernant l'application de la loi à certaines catégories d'employés (associés, directeurs, ingénieurs, gérants de succursales, membres de la famille, etc.).

Modes de repos hebdomadaire. — Répartition, sous forme de tableau, des établissements dont le régime général de repos hebdomadaire est connu du service ⁽¹⁾, d'après ce régime; nombre des établissements pratiquant : le repos collectif du dimanche; — le repos collectif un autre jour; — le repos du dimanche midi au lundi midi; — le repos collectif de l'après-midi du dimanche avec repos compensateur; — le repos par roulement; — les repos spéciaux du décret du 31 août 1910. — Distinguer dans chaque catégorie les établissements industriels et les établissements commerciaux.

Circonstances dans lesquelles des autorisations, accordées précédemment par les préfets, ont été retirées ou modifiées.

ART. 38. — Des difficultés nouvelles se sont-elles présentées pour l'interprétation des différentes rubriques du paragraphe 1^{er} ?

ART. 39. — Tableau indiquant le nombre des adultes appartenant à chacune des 18 catégories visées par le décret du 31 août 1910 auxquelles ont été appliqués les modes spéciaux de repos autorisés par le décret.

Tableau donnant le nombre total des usines à feu continu et la répartition de celles de ces usines, énumérées ou non par les décrets du 31 août 1910 et du 5 mai 1928, qui s'arrêtent chaque semaine, d'après la nature de ces usines et la durée de l'arrêt hebdomadaire.

ART. 40 et 41. — L'interprétation de ces articles a-t-elle donné lieu à des contestations nouvelles ?

ART. 43 a. — Localités (ou régions) et professions pour lesquelles, à la connaissance du service, des arrêtés préfectoraux sont intervenus dans

(1) Les établissements du département du Rhône, dont le contrôle a été confié spécialement aux officiers de police judiciaire, en ce qui concerne le repos hebdomadaire, doivent être laissés en dehors.

l'année pour prescrire la fermeture au public des établissements le jour du repos hebdomadaire collectif ou pour modifier ou rapporter des arrêtés antérieurs. — Quelles difficultés a soulevées dans l'année l'application de ces arrêtés ?

ART. 44. — Localités dans lesquelles, à la connaissance du service, des arrêtés municipaux ont été pris en vertu de cette disposition et répartition de ces localités d'après le nombre de repos du dimanche suspendus dans l'année.

ART. 45 à 48. — Quelles difficultés a soulevées la distinction entre industries et commerces ? — Les déclarations sont-elles faites régulièrement ? — (Ces renseignements seront donnés en distinguant les dérogations prévues par chacun de ces articles.) — Application du repos hebdomadaire dans les hôtels des stations balnéaires et climatiques.

ART. 50. — *Contrôle.*

ART. 50 *b.* — Difficultés rencontrées à l'occasion de l'application du repos par roulement au personnel affecté à la rédaction dans les entreprises de journaux et d'informations, notamment à la suite de la modification de l'article 50 *b* par la loi du 29 mars 1935.

Congés payés. — La pratique des congés payés a-t-elle tendance à s'étendre en dehors de toute obligation légale : pour les techniciens et employés de commerce ou de bureau ? pour les ouvriers ?

ART. 52. — *Repos des jours de fêtes reconnus par la loi.*

CHAPITRE VIII. — REPOS DES FEMMES EN COUCHES ET DES FEMMES ALLAITANT LEURS ENFANTS.

§ 1^{er}. — Application des articles 54 *a*, 54 *b* et 54 *c* du Livre II du Code du travail.

§ 2. — Chambres d'allaitement. — Fournir la liste des chambres d'allaitement connues du service, fonctionnant dans les conditions prévues par l'article 54 *d* du Livre II du Code du travail et par le décret du 11 mars 1926. — Influence de l'application de la loi sur les assurances sociales sur le développement des chambres d'allaitement.

CHAPITRE IX. — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS.

§ 1^{er}. — Indiquer, à propos de l'article 66 *a* du Livre II du Code du travail et de chacun des articles du décret du 10 juillet 1913, les améliorations obtenues et les installations nouvelles qui peuvent être données en exemple. — Indiquer les catégories d'établissements sur lesquels a porté plus particulièrement l'effort du service pendant l'année et faire ressortir, autant que possible par des chiffres, les résultats obtenus.

On indiquera notamment, pour l'évacuation des poussières dans les fabriques de chaux et de ciments, pour l'évacuation des poussières des cardes, pour l'évacuation des buées dans les teintureries et les filatures de soie, pour l'évacuation des poussières de bois dans les scieries et autres ateliers de l'industrie du bois employant des machines-outils mues mécaniquement, pour l'élimination des poussières dans les ateliers de polissage :

1° Le nombre des établissements connus du service dans lesquels ces mesures sont applicables ;

2° Le nombre de ceux dans lesquels ces mesures sont actuellement appliquées à la connaissance du service, soit à la suite de mises en demeure, soit spontanément, soit à la suite d'ententes amiables avec les industriels ;

3° Le nombre de ceux dans lesquels ces mesures ont fait l'objet de mises en demeure non encore exécutés.

En ce qui concerne les prescriptions de l'alinéa 3 de l'article 8 du décret du 10 juillet 1913, les inspecteurs feront connaître si l'application de la circulaire du 25 juin 1912 (analyse des eaux de boisson) a donné lieu à des difficultés. Ils indiqueront le nombre des analyses provoquées par eux dans l'année.

D'autre part, les inspecteurs mentionneront les nouvelles remarques auxquelles aurait pu les conduire l'examen des conditions d'éclairage des locaux de travail.

§ 2. — Application du décret du 13 août 1913 sur le couchage du personnel. — Mesures prises par les employeurs pour assurer ou faciliter le logement de leurs ouvriers, célibataires ou mariés.

§ 3. — Industries et commerces particulièrement dangereux de la circonscription au point de vue de l'hygiène, d'après les maladies professionnelles dont ils sont la cause ⁽¹⁾. — Mesures nouvelles prises, pendant l'année, pour remédier à ces dangers. — Y a-t-il lieu de prendre, pour ces industriels, des règlements spéciaux par application de l'article 67, 2°, du Livre II ? On envisage spécialement ici l'application de la peinture par pulvérisation et les fabriques de rayonne.

§ 4. — Remarques auxquelles a donné lieu l'application des décrets pris en vertu de l'article 67, 2°, spécialement en ce qui concerne les décrets relatifs à l'air comprimé, à l'intoxication saturnine, à l'infection charbonneuse, aux couperies de poils, ou soufflage à la bouche dans les verreries. Indiquer, dans un tableau, le nombre des établissements connus du service auxquels s'applique chacun de ces décrets, et le nombre de ceux : 1° où le médecin prévu par lesdits décrets a été désigné; 2° où le registre sanitaire est ouvert; 3° où ce registre est tenu à jour. — L'application du décret du 23 décembre 1928 sur les étalages et du décret du 15 mars 1930 sur les liquides inflammables a-t-elle donné lieu à des difficultés ? — Premières remarques auxquelles a donné lieu l'application du décret du 4 août 1935 sur l'électricité.

§ 5. — Mise en demeure. Remarques auxquelles a pu donner lieu l'application des divers décrets pris en exécution de la loi du 9 mars 1931 modifiant l'article 68 du Livre II du Code du travail, en tant qu'ils limitent l'emploi de la mise en demeure.

§ 6. — *Céruse*. — *a.* Application du chapitre IV du titre II du Livre II du Code du travail. — Exposer l'action du service pendant l'année écoulée. — Nombre de visites faites dans les chantiers de peinture en bâtiment en vue de l'application des dispositions interdisant l'emploi de la céruse ⁽²⁾. — Nombre de cas où il a été reconnu sur place que la céruse n'était pas employée. — Nombre de cas où l'emploi de la céruse a été constaté sur place. — Nombre de cas où des échantillons ont été prélevés pour analyse. — Résultats de ces analyses. — Nombre des procès-verbaux dressés. — Suites données à ces procès-verbaux. — Appréciation d'ensemble sur l'état de la question dans la circonscription.

⁽¹⁾ Ces industries pourront faire l'objet, en dehors du rapport annuel, de monographies ou de notes spéciales destinées au *Bulletin de l'Inspection du travail*.

Les inspecteurs n'insisteront dans leurs rapports que sur les mesures prises pour atténuer l'insalubrité de ces industries.

⁽²⁾ On distinguera, pour ces renseignements numériques comme pour ceux qui suivent, selon qu'ils s'appliquent à des entreprises de peinture occupant des ouvriers ou bien à des artisans peintres travaillant seuls ou avec des membres de leur famille.

b. Application du décret du 8 août 1930 sur l'emploi de la céruse et du sulfate de plomb dans les travaux de peinture.

§ 7. — *Chantiers.* — Résultats des constatations concernant l'application de l'article 90 b du Livre II du Code du travail. — Nombre de cas où la liste des chantiers prévue par le premier alinéa a été trouvée tenue à jour. — Nombre de cas où cette liste n'a pas été trouvée tenue à jour. — Nombre de procès-verbaux dressés. — Nombre des avis prévus par le deuxième alinéa reçus pour l'ouverture de chantiers occupant dix ouvriers au moins pendant plus d'une semaine. — Nombre de cas dans lesquels il a été constaté que cet avis n'avait pas été envoyé. — Nombre de procès-verbaux dressés.

§ 8. — *Sécurité dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.* — Conditions dans lesquelles il a été fait usage, par les ouvriers, de la faculté de consigner leurs observations sur le registre prévu par l'article 2, § 2, du décret.

§ 9. — Prescriptions spéciales aux enfants, aux filles mineures et aux femmes (décret du 21 mars 1914). — En particulier, application de l'article 7 concernant le travail des enfants dans les verreries et du décret du 8 août 1930 (travail des enfants et des femmes dans les travaux de peinture à la céruse et au sulfate de plomb).

§ 10. — *Surcharges.* — Application du décret du 28 décembre 1909.

§ 11. — Application de l'article 76 du Livre II (sièges pour les femmes employées dans les magasins).

§ 12. — *Etablissements publics.* — Constatations relatives à l'hygiène et la sécurité des travailleurs consignées sur le registre prévu par le décret du 2 mars 1905. — Suite donnée à ces constatations.

CHAPITRE X. — ACCIDENTS.

§ 1^{er}. — Nombre d'accidents de plus de quatre jours, non déclarés, dont le service a eu connaissance.

§ 2. — Appareils, machines et procédés de travail qui se sont révélés comme particulièrement dangereux, d'après le nombre et la gravité des accidents qu'ils provoquent ^(*). — Envisager spécialement, à cet égard, la situation des industries du bâtiment. — Mesures nouvelles prises pour prévenir ces accidents. — Indiquer les modifications qu'il conviendrait d'apporter à cet égard au décret du 10 juillet 1913 et au décret du 9 août 1925, ou les règlements qui pourraient être pris en vertu de l'article 67, 2°, du Livre II.

Initiatives patronales en vue de l'organisation de la prévention des accidents du travail dans les établissements industriels. En particulier, nombre de comités ou conseils de sécurité déjà institués et institués au cours de l'année; leur composition, leurs attributions, leurs résultats.

§ 3. — Fournir en particulier des renseignements sur les accidents qui auraient pu se produire :

a. Par la manipulation de récipients contenant des liquides particulièrement inflammables, notamment dans les salons de coiffure;

(*) Ces appareils, machines ou procédés de travail pourront faire l'objet, en dehors du rapport annuel, de monographies spéciales destinées au *Bulletin de l'Inspection du travail*.

Les inspecteurs n'insisteront dans leurs rapports que sur les mesures prises pour prévenir les accidents.

- b. Par l'usage des presses à découper, à emboutir ou à estamper;
- c. Par l'usage des ponts roulants;
- d. Par la circulation sur les passerelles et les ponts volants;
- e. Par l'action des courants électriques de tensions usuelles d'utilisation.

CHAPITRE XI. — MALADIES PROFESSIONNELLES.

§ 1^{er}. — Nombre de déclarations d'emploi de procédés de travail visés par la loi du 25 octobre 1919 modifiée par la loi du 1^{er} janvier 1931 (art. 2 du décret du 31 décembre 1920) reçues au cours de l'année. — Nombre des ouvriers occupés dans chacune des catégories de travaux ainsi visés. — Mentionner à part les déclarations se rapportant, pour un même établissement, à plusieurs rubriques.

§ 2. — Nombre des déclarations de cessation d'assujettissement (art. 1^{er} du décret du 31 décembre 1920). — Répartition comme ci-dessus. — Nombre d'ouvriers intéressés.

§ 3. — Nombre de déclarations de maladies professionnelles communiquées au service par les maires (art. 5 de la loi du 25 octobre 1919 modifiée par la loi du 1^{er} janvier 1931).

§ 4. — Nombre de déclarations de maladies professionnelles adressées au service par les médecins (art. 12 de la loi du 25 octobre 1919 modifiée par la loi du 1^{er} janvier 1931. — Décret du 16 novembre 1929 remplacé par le décret du 16 octobre 1935. — Maladies professionnelles nouvelles à inscrire sur la liste du décret du 16 octobre 1935.

§ 5. — Observations sur les conditions dans lesquelles la législation sur les maladies professionnelles est appliquée. En particulier, nombre de cas de maladies professionnelles visées par cette législation, qui n'ont fait l'objet d'aucune déclaration ni de la part des victimes ni de la part des médecins et dont le service a eu connaissance. — Maladies professionnelles à inscrire sur la liste de celles pouvant donner lieu à réparation.

CHAPITRE XII. — ETABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES.

Application de l'article 11 de la loi du 19 décembre 1917. — Nombre d'examen de demandes d'autorisation auxquelles il a été procédé par le service en vertu des dispositions de l'alinéa 5 dudit article.

CHAPITRE XIII. — CAUTIONNEMENTS.

Difficultés nouvelles rencontrées dans l'application des articles 32 *a* et 32 *d* du Livre I^{er} du Code du travail. — Registres. — Certificat de dépôt.

CHAPITRE XIV. — SALAIRES DES OUVRIERS À DOMICILE.

§ 1^{er}. — Difficultés nouvelles rencontrées à l'occasion de l'application des articles 33, 33 *a*, 33 *b*, 33 *c* du Livre I^{er} du Code du travail, modifiés par la loi du 14 décembre 1928, ou des décrets des 10 août 1922 et 30 juillet 1926. — Travaux dont l'assujettissement à la loi aurait été contesté.

§ 2. — Le contrôle a-t-il donné l'occasion au service de constater des

salaires inférieurs aux minima établis ? — Des sanctions sont-elles intervenues en vertu de l'article 33 n, modifié par la loi du 14 décembre 1928 ?

§ 3. — Collaboration des inspecteurs aux travaux des comités de salaires ou des comités professionnels d'expertises.

§ 4. — Concurrence des ouvriers, ateliers de charité ou de bienfaisance. — Résultats des interventions du service (circulaire du 9 juillet 1917).

§ 5. — Décisions de jurisprudence particulièrement intéressantes et qui n'auraient pas été publiées dans le *Bulletin de l'Inspection du travail* ou dans le *Bulletin du Ministère du Travail* (circulaire du 19 février 1918).

§ 6. — Propositions éventuelles tendant à étendre le bénéfice de la loi à d'autres catégories de travaux exécutés à domicile ou à simplifier ou modifier la procédure légale.

CHAPITRE XV. — PAYEMENT DES SALAIRES ET ÉCONOMATS.

§ 1^{er}. — *Payement des salaires*. — L'interprétation des articles 34 à 45 du Livre I^{er} du Code du travail a-t-elle donné lieu à des difficultés nouvelles, notamment en ce qui concerne :

- La distinction des ouvriers et des employés;
- La fixation d'un délai pour l'établissement des fiches de paye;
- La définition du travail aux pièces (art. 44, § 2);
- Le payement des primes;
- La délivrance du bulletin de paye (art. 44a);
- Le local dans lequel la paye est effectuée (art. 45).

A l'occasion de l'application des articles 43 et 45 du Livre I^{er}, le service a-t-il pu constater les conditions dans lesquelles sont appliqués les articles 50, 51, 61 et 62 du même livre ?

Quels sont les documents et renseignements dont il a pu disposer pour constater l'application des articles 43 à 45 ?

Allocations familiales (application du chapitre V du Livre I^{er}). — La mise en application des nouvelles dispositions a-t-elle soulevé des difficultés ? — Signaler les résultats du contrôle exercé sur les employeurs. — Quelles justifications sont réclamées de ceux-ci ? — Nombre de procès-verbaux dressés. — Quelles relations entretient le service avec les caisses agréées ?

§ 2. — *Economats*. — Le service a-t-il été appelé à procéder à de nouvelles enquêtes sur des sociétés coopératives de consommation et des groupements de consommateurs qui, à sa connaissance, fonctionnaient dans des établissements industriels ou commerciaux pour l'usage exclusif ou presque exclusif des personnes occupées dans ces établissements et de leurs familles, en vue de rechercher si ces institutions ne constituaient pas des économats déguisés ?

Faire connaître éventuellement le résultat de ces enquêtes ainsi que la suite donnée aux constatations du service.

Le service a-t-il eu l'occasion de constater des infractions au 2^o de l'article 75 du Livre I^{er} du Code du travail (pression exercée par les employeurs sur leurs ouvriers ou employés pour les obliger à se fournir dans des magasins désignés par eux).

Signaler les résultats du contrôle exercé par le service sur les cantines non exploitées par les employeurs et ne constituant pas, par suite, des économies.

§ 3. — *Pourboires* (loi du 19 juillet 1933). — Le service a-t-il été sollicité par des organisations patronales et ouvrières d'intervenir en vue de la conclusion entre elles des accords et envisagés par l'article 42 c du Livre I^{er} du Code du travail ?

CHAPITRE XVI. — RÈGLEMENTS INTÉRIEURS ET AMENDES.

§ 1^{er}. — *Règlements intérieurs*. — Les prescriptions relatives à l'affichage et au dépôt des règlements intérieurs sont-elles convenablement observées ?

§ 2. — *Amendes*. — Difficultés nouvelles rencontrées dans l'application de l'article 22 b du Livre I^{er} du Code du travail. Des autorisations ont-elles été retirées, l'une des conditions auxquelles l'autorisation se trouvait subordonnée ayant cessé d'être remplie ? — Des procès-verbaux ont-ils été dressés pour régime d'amendes non autorisé ou pour inobservation des conditions auxquelles doit satisfaire tout régime d'amendes ? — Nombre de ces procès-verbaux.

Des établissements nouveaux ont-ils demandé l'autorisation d'établir un régime d'amendes ? Suite donnée à ces demandes ?

Le service a-t-il été saisi de demander le renouvellement d'autorisations provisoires ? Suite donnée à ces demandes.

CHAPITRE XVII. — ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE.

§ 1^{er}. — Enfants au-dessous de 13 ans occupés à un travail manuel dans les établissements de bienfaisance visités pendant l'année. — Ce travail avait-il exclusivement le caractère d'enseignement professionnel ? — La durée en dépassait-elle trois heures ? — L'instruction primaire était-elle donnée aux enfants ? (Circ. du 11 juillet 1900.)

§ 2. — Comment s'exerce votre contrôle dans ces établissements ? — Difficultés que vous avez rencontrées.

CHAPITRE XVIII. — THÉÂTRES ET CAFÉS-CONCERTS SÉDENTAIRES. PROFESSIONS AMBULANTES.

§ 1^{er}. — Application des articles 58 et 59 du Livre II sur l'emploi des enfants dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires. — Quelle application ont reçu dans votre circonscription la circulaire du Sous-Secrétaire d'Etat des Beaux-Arts du 10 mars 1913 portée à votre connaissance par ma circulaire du 22 avril 1913 et la lettre-circulaire du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts du 26 juin 1924 ? — Les abus signalés au sujet de l'octroi des autorisations, de l'âge des enfants et du répertoire ont-ils cessé ?

§ 2. — Professions ambulantes (art. 60 et suivants du Livre II). — Décret du 21 mars 1914, tableau C (ménageries).

CHAPITRE XIX. — TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.

§ 1^{er}. — *Carte d'identité de travailleur étranger*. — Remarques auxquelles a donné lieu l'application des articles 64 à 64 c du Livre II du Code du travail (loi du 11 août 1926 sur la protection du travail national).

§ 2. — *Contingement de l'emploi de travailleurs étrangers.* — Remarques auxquelles a donné lieu l'application des décrets pris en vertu de l'article 2 de la loi du 10 août 1932.

La proportion des travailleurs étrangers est-elle en augmentation ou en diminution dans les diverses catégories professionnelles?

CHAPITRE XX. — COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES. COMITÉS DE PATRONAGE.

Les commissions départementales et les comités de patronage existant dans votre circonscription se sont-ils réunis ? ⁽¹⁾ — Participation des inspecteurs à leurs travaux.

CHAPITRE XXI. — INSPECTION.

§ 1^{er}. — Sur quelles catégories d'établissements a porté l'effort principal du service pendant l'année ? — Les projets d'itinéraires ont-ils été régulièrement envoyés et ont-ils été suivis par les inspecteurs départementaux ?

§ 2. — Relations avec les organisations patronales et ouvrières. — Concours apporté par ces organisations à l'application des dispositions légales et réglementaires. — Ententes intervenues à ce sujet entre ces organisations, d'une part, et entre ces organisations et le service, d'autre part. — Nombre et objet des conférences faites sur la demande de ces organisations. — Interventions du service pour le règlement des différends collectifs. — Concours apporté à l'application de la loi sur les assurances sociales.

§ 3. — Citer les départements ou les arrondissements où les rapports de l'inspection avec l'autorité préfectorale, avec l'autorité judiciaire, avec les employeurs et les ouvriers ou employés, ont donné lieu à des remarques.

§ 4. — Nombre de cas d'obstacle apporté à l'accomplissement des devoirs de l'inspecteur par les employeurs ; — par les ouvriers et employés ; — par d'autres personnes (indiquer lesquelles).

§ 5. — Concours des officiers de police judiciaire.

CHAPITRE XXII. — PÉNALITÉS.

§ 1^{er}. — *Pénalités.* — Taux des pénalités. — Application des circonstances atténuantes, de la loi de sursis, etc.

§ 2. — Récidives ; nombre de cas. — Nombre d'affaires portées en appel ou en cassation. — Décisions intéressantes au point de vue de la jurisprudence et qui n'auraient pas été citées au cours du rapport ou publiées dans les bulletins. — Indication des décisions illégales.

§ 3. — Interventions de syndicats patronaux ou ouvriers et des associations autorisées (art. 33 k du Livre I^{er} du Code du travail) comme

(¹) Les procès-verbaux des réunions des Commissions et les vœux émis par celles-ci devant être communiqués par les préfets, il est inutile de reproduire ces textes dans les rapports annuels.

partie civile dans les poursuites pour infractions aux lois réglementant le travail.

CHAPITRE XXIII.

Observations ne rentrant dans aucun des chapitres précédents.

CIRCULAIRE DU 20 DÉCEMBRE 1935 (1).

Rapport et statistique annuels.

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, les états qui doivent servir à l'établissement des tableaux statistiques annexés au rapport annuel que vous avez à m'adresser sur l'application en 1935, dans les exploitations soumises à votre contrôle, du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail et des dispositions du livre I^{er} du Code du travail, relatives aux règlements intérieurs, aux amendes, aux cautionnements, au payement des salaires et aux économats.

Au nombre de ces états ne figure plus l'état E (Suspension du repos hebdomadaire), qui cette année encore, ne vous est pas demandé.

Quant au rapport lui-même, il devra être établi suivant le cadre qui est également ci-joint.

J'insiste à nouveau d'une façon toute particulière pour qu'il soit répondu de la façon la plus précise et la plus complète aux diverses questions contenues dans le cadre du rapport, notamment en ce qui concerne la durée du travail.

Les états statistiques que vous aurez à m'adresser devront s'appliquer à l'ensemble de votre arrondissement minéralogique. Vous devrez me les faire parvenir dès qu'ils seront établis, sans attendre que la rédaction de votre rapport soit terminée, et, en tous cas, *avant le 1^{er} mars prochain.*

Je vous prie de veiller à ce qu'il y ait une concordance absolue entre les chiffres de votre rapport et ceux qui sont inscrits aux tableaux annexés, ainsi qu'entre les totaux applicables aux mêmes espèces qui doivent se retrouver dans les différents tableaux.

Je crois utile de rappeler qu'il est indispensable que votre rapport me parvienne, écrit sur le recto des feuilles seulement, en double exemplair, *le 15 avril au plus tard.*

(1) Adressée aux ingénieurs en chef des mines.

APPLICATION

DES LOIS RÉGLEMENTANT LE TRAVAIL

DANS LES MINES, MINIÈRES ET CARRIÈRES.

CADRE DU RAPPORT ANNUEL (1935).

CHAPITRE PREMIER. — GÉNÉRALITÉS.

Nombre et nature des exploitations existantes. — Distinguer, parmi les mines : les mines de combustibles, les mines de fer, les mines métalliques autres que les mines de fer et les mines d'autres substances; parmi les carrières, distinguer les carrières d'ardoises.

Nombre et nature des exploitations qui n'ont jamais été visitées (les tourbières non comprises).

Signaler spécialement les visites faites à des dépendances qui ne rentrent pas dans la police des mines.

Constatations auxquelles a pu donner lieu l'assujettissement de certains établissements aux différentes lois réglementant le travail et conflits d'attributions qui ont pu se produire avec le Service de l'Inspection du travail.

CHAPITRE II. — AGE D'ADMISSION. — LIVRETS.

§ 1^{er}. — Conditions habituelles de l'admission des enfants au fond et au jour.

Nombre d'enfants au-dessous de 13 ans, rencontrés employés contrairement à l'article 2 du Livre II du Code du travail. — Mesures spéciales pour remédier aux abus constatés à cet égard.

Mesures prises, soit par l'administration préfectorale, soit par les municipalités, pour faciliter la délivrance des certificats prescrits par la loi pour les enfants de 12 à 13 ans.

§ 2. — *Livrets*. — Nombre d'enfants rencontrés sans livrets. — Les livrets sont-ils tenus constamment à la disposition du Service par les chefs d'industrie ? — Irrégularités constatées en ce qui concerne la délivrance des livrets par les maires. — Autres irrégularités concernant les livrets.

§ 3. — *Enfants étrangers*. — Nationalité et, si possible, nombre des enfants nés hors de France, employés dans les établissements soumis au contrôle du service des mines. — La circulaire du 20 avril 1899-8 juillet 1926 relative à la délivrance des livrets à ces enfants a-t-elle été régulièrement appliquée ? — Contraventions relevées. — Application de l'arrangement franco-italien du 15 juin 1910 et de la circulaire du 20 décembre 1912. — Application du décret du 23 octobre 1933 astreignant à la carte des travailleurs les enfants étrangers de moins de 15 ans désirant occuper un emploi salarié. — Abus auxquels l'emploi de ces enfants a pu donner

lieu. — Mesures prises pour assurer la protection des enfants occupés sans leurs parents.

§ 4. — Enfants de 13 à 16 ans. — Proportion pour laquelle ils entrent dans le personnel. — A-t-on réclamé au cours de l'année l'examen médical prévu par l'article 4 du Livre II du Code du travail ? Dans quelles conditions cet examen a-t-il eu lieu ? — Quelles en ont été les conséquences ?

§ 5. — Le relèvement à 14 ans de l'âge d'admission au travail des enfants prévu par le projet de convention adopté par la Conférence internationale du travail en 1919 et qui se trouverait réalisé par le projet de loi tendant à relever à 14 ans la limite de la scolarité obligatoire, en instance au Sénat, soulèverait-il de graves difficultés ? — Nombre et proportion de ces enfants rencontrés au cours des visites de l'année.

CHAPITRE III. — DURÉE DU TRAVAIL.

I. — *Durée du travail du personnel protégé par la loi du 24 juin 1919.*

II. — *Durée du travail des employés du fond et des ouvriers et employés du jour occupés dans les mines et leurs dépendances légales.*

III. — *Durée du travail du personnel des établissements annexes.*

§ 1^{er}. — Infractions constatées à la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures (dans les établissements annexes assujettis à la loi en vertu d'un règlement d'administration publique).

§ 2. — Infractions constatées à l'article 14 du Livre II du Code du travail (dans les établissements industriels annexes occupant des enfants ou des femmes et non visés par un règlement d'administration publique pris en vertu de la loi du 23 avril 1919).

§ 3. — Durée du travail normale ⁽¹⁾ dans les établissements annexes qui ne sont ni visés par un règlement d'administration publique pris en vertu de la loi du 23 avril 1919, ni assujettis à l'article 14 du Livre II du Code du travail.

CHAPITRE IV. — TRAVAIL DE NUIT.

Travail de nuit. — Nombre et nature des exploitations et établissements dans lesquels le travail de nuit est pratiqué d'une façon permanente, périodique ou accidentelle. — Indiquer pour chaque catégorie d'exploitations ou d'établissements le nombre des personnes occupées exclusivement de jour et le nombre des personnes occupées de jour et de nuit en distinguant les enfants de moins de 18 ans, les femmes et les hommes adultes.

Pour quels motifs (incendies, inondations, avaries de machines, etc.) l'interdiction du travail de nuit a-t-elle été levée temporairement pour cause de chômage en vertu de l'article 25 du Livre II du Code du travail ? — Comment dans ce cas le travail a-t-il été organisé ?

(1) La durée du travail normale est la durée s'appliquant, dans une exploitation, à la majorité des ouvriers de la catégorie considérée, abstraction faite des prolongations ou réductions temporaires.

CHAPITRE V. — REGISTRES. — AFFICHAGE.

Registres d'inscription. — Nombre d'exploitations occupant des enfants de moins de 18 ans rencontrées sans registre ou dont le registre n'était pas à jour. — Le registre est-il tenu constamment à la disposition du service des mines ?

Registre d'usine. — Application de l'article 90 *a* du Livre II du Code du travail dans les établissements annexes.

CHAPITRE VI. — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS.

§ 1^{er}. — Nombre et répartition, *par grandes catégories professionnelles* ⁽¹⁾, des établissements annexes des exploitations minérales, qui ne sont pas soumis aux lois et règlements sur la police des mines et où le service des mines doit assurer l'application du titre II du livre II du Code du travail. — Enfants, femmes et hommes adultes occupés dans les établissements de chacune des catégories professionnelles. — Indiquer, à propos de l'article 66 *a* du livre II du Code du travail et de chacun des articles du décret du 10 juillet 1913, les exemples les plus saillants d'améliorations obtenues et les installations nouvelles. — On envisagera spécialement l'application de l'article 6 de ce décret (évacuation des poussières et des gaz incommodes, insalubres ou toxiques, etc.). — Remarques auxquelles a pu donner lieu l'application des divers décrets pris en exécution de la loi du 9 mars 1931 modifiant l'article 68 du livre II du Code du travail, en tant qu'ils limitent l'emploi de la mise en demeure. — Renseignements qui auraient pu parvenir à la connaissance du service concernant les diverses affections dont pourraient être atteints les ouvriers travaillant le brai et les goudrons. — Industries ou travaux reconnus particulièrement dangereux au point de vue de l'hygiène, pour lesquels il y aurait lieu de prendre des règlements spéciaux par application de l'article 67, 2°, du livre II. — Premières remarques auxquelles a donné lieu l'application du décret du 4 août 1935 sur l'électricité.

§ 2. — Application de l'article 2 du décret du 2 mai 1893 qui définit la nature des travaux interdits aux enfants employés au fond. Le service des mines a-t-il eu notamment l'occasion de faire application du paragraphe 1^{er} de cet article en cas de surcharges ?

§ 3. — Application du décret du 21 mars 1914 (travaux dangereux pour les enfants et les femmes). — Envisager spécialement les rubriques des tableaux annexés à ce décret qui sont susceptibles d'avoir application dans les établissements annexes.

§ 4. — Application du décret du 13 août 1913 sur le couchage du personnel.

CHAPITRE VII. — REPOS HEBDOMADAIRE ET JOURS FÉRIÉS.

§ 1^{er}. — Application des prescriptions légales relatives au repos hebdomadaire. — Difficultés d'ordre général ou spéciales à certains établisse-

⁽¹⁾ Pour les grandes catégories professionnelles, s'en référer au tableau A de l'état n° 19 (Statistique des accidents du travail).

ments, travaux ou catégories de personnel (notamment des machinistes et chauffeurs).

§ 2. — Répartition des mines, carrières souterraines continues et temporaires, carrières à ciel ouvert continues et temporaires, établissements annexes des mines et carrières, dont le régime général de repos hebdomadaire est connu du service, d'après ce régime; nombre de ces exploitations pratiquant : le repos collectif du dimanche; le repos collectif un autre jour; le repos de l'après-midi du dimanche avec repos compensateur; le repos par roulement; les repos spéciaux du décret du 31 août 1910.

§ 3. — *Dérogation de l'article 40.* — L'interprétation de cet article a-t-elle donné lieu à des contestations ?

§ 4. — *Dérogation de l'article 41.* — Difficultés d'interprétation.

§ 5. — *Décret du 14 août 1907, article 2.* — Quels établissements ont fait usage du régime prévu par cet article ? Pour quels travaux ? Le service a-t-il été saisi de réclamations du personnel ?

§ 6. — *Décret du 31 août 1910.* — Nombre d'adultes appartenant à chacune des catégories visées par ce décret, auxquels ont été appliqués les modes spéciaux de repos autorisés par le décret.

§ 7. — *Repos des jours fériés reconnus par la loi.* — Infractions aux articles 52 et 53 du livre II du Code du travail.

CHAPITRE VIII. — REPOS DES FEMMES EN COUCHES ET DES FEMMES ALLAITANT LEURS ENFANTS.

§ 1^{er}. — Application des articles 54 *a*, 54 *b* et 54 *c* du livre II du Code du travail.

§ 2. — Chambres d'allaitement. — Fournir la liste des chambres d'allaitement connues du service, fonctionnant dans les conditions prévues par l'article 54 *d* du livre II du Code du travail et par le décret du 11 mars 1926.

CHAPITRE IX. — ACCIDENTS.

§ 1^{er}. — Nombre d'accidents ayant entraîné une incapacité de plus de quatre jours, non déclarés, dont le service a eu connaissance.

§ 2. — Accidents résultant de contraventions au livre II du Code du travail ou aux décrets qui le complètent et ayant pu donner lieu à enquête. — Mesures prises par le service dans ce cas.

§ 3. — Appareils, machines et procédés de travail qui se sont révélés comme particulièrement dangereux, d'après le nombre et la gravité des accidents qu'ils provoquent. — Mesures nouvelles prises pour prévenir ces accidents. — Indiquer les modifications qu'il conviendrait d'apporter à cet égard au décret du 10 juillet 1913 ou les règlements qui pourraient être pris en vertu de l'article 67, 2^e, du livre II du Code du travail.

§ 4. — Fournir, en particulier, des renseignements sur les accidents qui auraient pu se produire par l'action des courants électriques à basse tension.

CHAPITRE X. — MALADIES PROFESSIONNELLES.

Nombre de déclarations de maladies professionnelles communiquées au service : 1° par les maires; 2° par les médecins (articles 5 et 12 de la loi du 25 octobre 1919 modifiée par la loi du 1^{er} janvier 1931 et décret du 16 novembre 1929, remplacé par le décret du 16 octobre 1935). — Maladies professionnelles nouvelles à inscrire sur la liste du décret du 16 octobre 1935.

Observations sur les conditions dans lesquelles la législation sur les maladies professionnelles est appliquée. En particulier, nombre de cas de maladies professionnelles visées par cette législation, qui n'ont fait l'objet d'aucune déclaration ni de la part des victimes ni de la part des médecins et dont le service a eu connaissance. — Maladies professionnelles à inscrire sur la liste de celles pouvant donner lieu à réparation.

CHAPITRE XI. — PAYEMENTS DES SALAIRES ET ÉCONOMATS.

§ 1^{er}. — *Paiement des salaires.* — L'interprétation des articles 43 à 45 du livre 1^{er} du Code du travail a-t-elle donné lieu à des difficultés particulières, notamment en ce qui concerne :

- La distinction des ouvriers et des employés;
- La fixation d'un délai pour l'établissement des fiches de paye;
- La définition du travail aux pièces (art. 44, § 2);
- Le paiement des primes;
- La délivrance du bulletin de paye (art. 44 a);
- Le local dans lequel la paye est effectuée (art. 45).

Nombre des réclamations dont le service a été saisi sur chacun de ces points.

A l'occasion de l'application des articles 43 et 45 du livre 1^{er}, le service a-t-il pu constater les conditions dans lesquelles sont appliqués les articles 50, 51, 61 et 62 du même livre ?

Quels sont les documents et renseignements dont il a pu disposer pour constater l'application des articles 43 à 45 ?

Allocations familiales (application du chapitre V du livre 1^{er}) — La mise en application des nouvelles dispositions a-t-elle soulevé des difficultés ? — Signaler les résultats du contrôle exercé.

§ 2. — *Economats.* — Le Service a-t-il été appelé à procéder à de nouvelles enquêtes sur des sociétés coopératives de consommation et des groupements de consommateurs qui, à sa connaissance, fonctionnaient dans des établissements assujettis pour l'usage exclusif ou presque exclusif des personnes occupées dans ces établissements et de leur famille, en vue de rechercher si ces institutions ne constituaient pas des économats déguisés ? — Faire connaître éventuellement le résultat de ces enquêtes ainsi que la suite donnée aux constatations du service.

Le service a-t-il eu l'occasion de constater des infractions au 2° de l'article 75 du livre 1^{er} du Code du travail (pression exercée par les employeurs sur leurs ouvriers ou employés pour les obliger à se fournir dans les magasins désignés par eux) ?

Signaler les résultats du contrôle exercé par le service sur les cantines non exploitées par les employeurs et ne constituant pas, par suite, des économats.

CHAPITRE XII. — RÈGLEMENTS INTÉRIEURS ET AMENDES.

§ 1^{er}. — *Règlements intérieurs*. — Les prescriptions relatives à l'affichage et au dépôt des règlements intérieurs sont-elles convenablement observées ?

§ 2. — *Amendes*. — Difficultés nouvelles rencontrées dans l'application de l'article 22 *b* du livre 1^{er} du Code du travail. — Des autorisations ont-elles été retirées, l'une des conditions auxquelles l'autorisation se trouvait subordonnée ayant cessé d'être remplie ? — Des procès-verbaux ont-ils été dressés pour régime d'amendes non autorisé ou pour inobservation des conditions auxquelles doit satisfaire tout régime d'amendes ? — Nombre de ces procès-verbaux ?

Des exploitations nouvelles ont-elles demandé l'autorisation d'établir des régimes d'amendes ? — Suite donnée à ces demandes ?

CHAPITRE XIII. — TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.

Remarques auxquelles a donné lieu l'application des articles 64 à 64 *c* du livre II du Code du travail (loi du 11 août 1926 sur la protection du travail national).

La proportion des travailleurs étrangers est-elle en augmentation ou en diminution dans les diverses catégories d'exploitations soumises au contrôle du service des mines ?

CHAPITRE XIV. — DÉLÉGUÉS MINEURS ^(*).

§ 1^{er}. — Nombre des exploitations ayant des délégués.

Nombre des sièges d'extraction.

Nombre des circonscriptions de délégués. — Leur nombre a-t-il varié au cours de l'année ? — Pour quelles causes ?

§ 2. — Nombre des délégués titulaires.....

{	travaillant au fond dans leur circonscription;
	travaillant au fond en dehors de leur circonscription;
	ne travaillant pas au fond dans les mines ou carrières.

§ 3. — Nombre des délégués suppléants.....

{	travaillant au fond dans leur circonscription;
	travaillant au fond en dehors de leur circonscription;
	ne travaillant pas au fond dans les mines ou carrières.

§ 4. — Prix moyen de la journée du délégué rapprochée de la journée de l'ouvrier adulte employé au fond.

§ 5. — Nombre des interventions spéciales du service des mines (visites, rapports ou lettres) motivées par les observations des délégués.

(*) Sous chacun des numéros, présenter les observations que comporte la matière, les réclamations que se sont produites, création ou modification de circonscription, renvoi de délégués par les exploitants, réclamations relatives aux visites, prix de la journée, mesures disciplinaires, etc.

- § 6. — Application du paragraphe 2 de l'article 137. (Délégués débi-
tants.)
- § 7. — Application de l'article 120, § 2, du livre II du Code du tra-
vail. — Nombre de cas dans lesquels des délégués ont signalé
des contraventions aux prescriptions concernant le travail
des enfants et des femmes, la durée du travail et le repos
hebdomadaire. — Suite donnée à ces indications des délè-
gués.
- § 8. — Application de la loi du 13 décembre 1912 sur les accidents
du travail survenus aux délégués mineurs.

CHAPITRE XV. — CONTRÔLE DE L'ÉTAT.

Intervention respective de l'ingénieur en chef, des ingénieurs ordi-
naires, des contrôleurs, pour l'application des lois sur le travail; nombre
des tournées au fond et au jour consacrées en totalité ou en partie par
chacun d'eux à l'application des livres I et II du Code du travail et
des règlements pris pour leur exécution.

Indications sur les procès-verbaux dressés et la suite qui a été don-
née. — Détail des contraventions par industrie. — Affaires jugées par le
tribunal de simple police et affaires jugées par le tribunal correctionnel.
— Récidives. — Affaires portées en appel et en cassation. — Décisions
intéressantes au point de vue de la jurisprudence.

CHAPITRE XVI.

Observations ne rentrant dans aucun des chapitres précédents. —
Vœux divers.

CIRCULAIRE DU 26 DÉCEMBRE 1935 (*).

Application de la loi sur les allocations familiales.

Par décret du 13 novembre 1935, publié au *Journal officiel* du 16 no-
vembre, la date de mise en application de la loi du 11 mars 1932 sur les
allocation familiales a été fixée au 1^{er} janvier 1936 pour un certain
nombre de catégories professionnelles parmi lesquelles les établissements
vendant plusieurs espèces de marchandises et occupant habituellement
plus de 10 personnes.

En vue de déterminer la nature des établissements assujettis, j'ai l'hon-
neur de vous communiquer ci-après les précisions qui m'ont été fournies
par M. le Ministre des Finances à l'égard de ceux de ces établissements
qui sont assujettis aux droits de patente spéciaux prévus par le tableau B
annexé au Code général des impôts directs.

En pratique, sont qualifiés de « magasins de plusieurs espèces de mar-
chandises » les établissements de vente en demi-gros et en détail lors-
qu'ils sont divisés en rayons comportant un personnel distinct et un
assortiment complet de marchandises de plusieurs des spécialités énu-

(*) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

mérées par la loi. Et par spécialité, on entend en cette matière un ensemble de marchandises de même genre constituant, comme importance et comme variété, l'assortiment qui se rencontre habituellement suivant les besoins et les usages de la région dans les magasins faisant exclusivement commerce de ces mêmes marchandises. C'est ainsi que sont considérées notamment comme autant de spécialités distinctes, les assortiments de marchandises suivants :

- 1° Modes et objets de toilette;
- 2° Mercerie, passementerie, dentelles et broderies;
- 3° Epicerie, confiserie, pâtisserie;
- 4° Comestibles et conserves;
- 5° Meubles et literie;
- 6° Tapis, rideaux et tentures, papiers peints;
- 7° Appareils de chauffage et d'éclairage;
- 8° Bijouterie, horlogerie, joaillerie, orfèvrerie;
- 9° Bimbeloterie;
- 10° Maroquinerie, tabletterie, articles de fantaisie;
- 11° Carrosserie, sellerie, vélocipèdes, machines à coudre et à écrire;
- 12° Articles de voyage, ustensiles de chasse et de pêche;
- 13° Equipements militaires, armes;
- 14° Vêtements et lingerie confectionnés pour hommes et jeunes garçons;
- 15° Vêtements et lingerie confectionnés pour femmes et jeunes filles;
- 16° Chapellerie et cordonnerie;
- 17° Bonneterie, ganterie, cannes et parapluies;
- 18° Instruction, éducation, arts d'agrément, optique, papeterie;
- 19° Articles de ménage et de jardin;
- 20° Quincaillerie, ferronnerie, chaudronnerie;
- 21° Objets d'art;
- 22° Soieries et lainages;
- 23° Tissus de fil et de coton, linge de table et de toilette;
- 24° Vins, liqueurs et boissons.

C'est ainsi que le Conseil d'Etat a ratifié l'imposition de la contribution des patentes, en qualité de « Tenant un magasin de plusieurs espèces de marchandises » :

D'un contribuable qui mettait en vente, dans un établissement qualifié de « galeries » et divisé en plusieurs comptoirs, des bronzes, de l'orfèvrerie, des ustensiles de ménage, de la coutellerie, de la papeterie et de la parfumerie (arrêt du 30 avril 1862);

D'un contribuable qui vendait des toiles, flanelles, rideaux, dentelles, de la lingerie, des couvertures, de la bonneterie (arrêt du 16 avril 1863);

D'un contribuable qui occupait vingt employés et quatre caissières à la vente de confections, parfumerie, ganterie, broserie et bijouterie en faux (arrêt du 3 juillet 1866);

D'une grande maison de blanc où plus de quarante personnes vendaient des mouchoirs, des chemises, des layettes, de la bonneterie, des rideaux et couvertures, des gants, des éventails (arrêt du 27 juin 1884);

D'un contribuable qui tenait, dans de vastes magasins, des tissus de tous genres, de la lingerie, des tapis, de la bonneterie, de la passementerie (arrêt du 16 avril 1863);

D'un contribuable qui vendait des marchandises d'espèces très différentes, alors que sur les onze catégories dans lesquelles on pouvait les classer, cinq au moins (articles de ménage, papeterie, articles de toilette et broserie, mercerie et bonneterie, jouets) étaient suffisamment des branches de commerce entièrement distinctes (arrêt du 5 février 1906).

En ce qui concerne le nombre minimum de personnes occupées par les établissements susvisés, j'estime, sous réserve de la jurisprudence à intervenir, que pour l'application de la loi sur les allocations familiales et, suivant les termes mêmes de cette loi, il faut considérer l'effectif occupé habituellement en temps d'activité normale par l'établissement.

Je crois devoir ajouter que les difficultés d'espèces qui peuvent se présenter actuellement pour déterminer si tel établissement rentre ou non suivant la nature de ses opérations ou suivant l'importance du personnel réparti entre plusieurs de ses magasins dans ceux visés par le décret du 13 novembre 1935, se trouveront levées d'ici quelques mois, lorsque sera intervenu le décret qui fixera la date de mise en application de la loi dans tous les établissements commerciaux sans distinction occupant habituellement plus de dix employés et ouvriers et dans toutes les entreprises à succursales ou dépôts multiples, quel que soit le nombre des employés occupés dans chacun de ces dépôts ou succursales.

Sur l'avis de la Commission supérieure des allocations familiales, j'ai décidé, en effet, d'ouvrir immédiatement l'enquête préliminaire dans les établissements de cette nature et cette commission sera appelée à se prononcer sur les résultats de cette enquête au cours de sa prochaine réunion.

CIRCULAIRE DU 26 DÉCEMBRE 1935 (1).

*Exécution de l'article 40 du décret du 4 août 1935.
Arrêté du 27 novembre 1935.*

Aux termes de l'article 40 du décret du 4 août 1935 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques :

« Les chefs d'établissement, directeurs ou préposés sont tenus d'afficher dans un endroit apparent des locaux contenant des installations de 2° ou de 3° catégorie :

« 1°

« 2° Des extraits du présent règlement, dont le texte sera fixé par arrêté ministériel et une instruction sur les premiers soins à donner aux victimes des accidents électriques, rédigée conformément aux termes qui seront également fixés par un arrêté ministériel. »

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, le texte de deux arrêtés, en date du 27 novembre 1935, pris en exécution de cette disposition et publiés au *Journal officiel* du 7 décembre (rectificatif, *J. O.* du 12 décembre).

L'arrêté fixant les extraits du décret dont le texte doit être affiché dans les locaux contenant des installations de 2° ou de 3° catégorie, se réfère, indépendamment des dispositions préliminaires de la section I en principe aux seules dispositions concernant spécialement les installations de ces deux catégories.

Quant au second arrêté, fixant els termes de l'instruction sur les premiers soins à donner aux victimes des accidents électriques, il abroge et remplace l'arrêté du 6 juin 1929 relatif au même objet et qui avait été pris en vertu du précédent décret du 1^{er} octobre 1913, arrêté devenu caduc en droit, par suite de l'abrogation de ce décret.

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail (en communication aux ingénieurs en chef des mines).

L'intervention du nouvel arrêté ne constitue d'ailleurs qu'une simple mesure d'ordre, car il se borne à reproduire textuellement (sauf les changements de référence) les termes de l'instruction annexée au précédent arrêté.

Sans toucher en rien aux mesures de sauvetage et de premiers secours des électrocutés, qui constituent l'objet véritable de cette instruction, il a toutefois paru opportun de profiter de l'occasion pour apporter quelques légères modifications au préambule, qui énonce diverses recommandations concernant les dangers des courants électriques. Il s'agit, d'ailleurs, que de simples modifications de forme, destinées à rendre ces recommandations plus claires et mieux adaptées à leur objet.

Vous trouverez, ci-joint, le texte du préambule de l'Instruction dans sa teneur nouvelle.

Etant donné que la nouvelle affiche ne diffèrera de la précédente, abstraction faite des références, que dans ce préambule, il n'y aura pas lieu d'exiger le remplacement des affiches actuellement apposées. Ce n'est qu'au fur et à mesure que leur remplacement deviendra nécessaire, que des affiches entièrement conformes au nouveau texte devront leur être substituées.

LETRE MINISTERIELLE DU 27 DECEMBRE 1937

adressée à un organisme d'initiative privée ayant dans ses attributions certains contrôles d'installations ou appareils industriels, communiquée au Service de l'Inspection du Travail à titre d'information.

MONSIEUR,

Par lettre du 30 novembre dernier, vous exposez que (nom de l'organisme), étant donné ses attributions normales, vous paraît qualifié pour effectuer les vérifications périodiques auxquelles sont astreintes certaines installations électriques, en exécution de l'article 37 du décret du 4 août 1935 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

Vous demandez, en conséquence, que votre Institution soit agréée pour l'application des dispositions visées.

J'ai l'honneur de vous informer que le décret n'a pas prévu l'agrément officiel des personnes ou des organismes auxquels seront confiées les vérifications dont il s'agit. Il est simplement spécifié qu'elles doivent être faites par une personne « qualifiée ».

Il appartient au chef d'établissement de désigner, sous sa responsabilité, et sous réserve éventuellement de l'appréciation de l'Inspecteur du travail, la personne qualifiée qui sera préposée auxdites vérifications.

Celle-ci pourra d'ailleurs appartenir, ainsi que le remarque le Commentaire technique du décret, au personnel de l'établissement. Les organismes ayant la surveillance des installations électriques dans leurs attributions normales sont, il est vrai, spécialement mentionnés comme susceptibles d'être chargés des vérifications réglementaires, mais c'est une faculté et non une obligation, contrairement à ce que paraît indiquer votre lettre. S'il a paru opportun, d'accord avec la Commission préparatoire du décret, de faire allusion à ces organismes dans le Commentaire officiel, c'est simplement pour rappeler, dans l'intérêt d'une bonne application du décret, la compétence particulière que leur confèrent leur expérience en la matière.

De ce qui précède, il résulte donc que votre Institution n'a pas besoin — non plus qu'aucune autre — d'être officiellement agréée pour offrir ses services aux chefs d'établissement assujettis aux vérifications électriques prévues par l'article 37 du décret du 4 août 1935.

Veuillez agréer, Monsieur...

CIRCULAIRE DU 31 DÉCEMBRE 1935 (1).

Instructions complémentaires pour l'application du décret du 4 août 1935 (protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques).

Comme suite à la Conférence des inspecteurs divisionnaires, qui s'est tenue le 3 décembre courant au Ministère du Travail, pour procéder à l'examen en commun de certaines observations auxquelles a donné lieu l'application du décret du 4 août 1935 dans divers grands établissements métallurgiques et de la construction mécanique et métallique, j'ai l'honneur de vous confirmer, ci-après, les directives complémentaires suggérées par ces observations.

Les difficultés signalées, qui intéressent des installations déjà en service, sont de deux ordres : financières et techniques.

Les difficultés financières sont motivées par les dépenses élevées qui nécessiteraient les transformations souvent importantes à faire subir aux installations dont il s'agit. Des délais suffisamment longs sont, en conséquence, demandés, en considération de la situation économique actuelle.

Quant aux difficultés techniques, elles seraient dues notamment à la nécessité, en certains cas, d'échelonner les travaux à effectuer sur une assez longue durée, afin de n'apporter que le moins possible de perturbations à la marche de l'établissement; il faudrait d'ailleurs faire également état parfois des délais à accorder aux constructeurs ou aux installateurs; il est signalé aussi, particulièrement pour certaines installations anciennes, des problèmes difficiles à résoudre.

L'application judicieuse de la procédure de la mise en demeure, qui a été prévue aussi largement qu'il a été nécessaire au regard des dispositions nouvelles, doit permettre de donner satisfaction à ces deux ordres de doléances, en ce qu'elles peuvent avoir de légitime. Les délais à accorder, ainsi que l'ordre de priorité des travaux à effectuer dans un même établissement, doivent, toutefois, cela va sans dire tenir essentiellement compte du degré d'urgence, au point de vue de la protection du personnel, des prescriptions en cause. Un élément d'appréciation sera tiré, à cet égard, des accidents électriques qui pourraient avoir été occasionnés par les installations considérées.

Il conviendra d'ailleurs, lorsque ces questions affecteront une certaine complexité, d'en faire l'objet d'un examen concerté et d'ensemble avec le chef d'établissement ou son représentant.

Les inspecteurs devront vous tenir informé des difficultés auxquelles ils se heurteraient et il vous appartiendra de m'en référer, si vous le jugez opportun.

Il y a lieu de rappeler ici qu'il est apparu, à l'examen des objections qui ont déjà été formulées, que certaines de celles-ci sont basées sur une interprétation trop littérale des textes, soit de la part des industriels eux-mêmes, soit de la part des inspecteurs et que, par conséquent, les difficultés auxquelles elles se réfèrent n'existent pas en réalité ou ont été exagérées. En voici, à titre d'indication, quelques exemples :

a. Aux termes de l'article 13, alinéa 1^{er}, tous les conducteurs nus appartenant à une installation de première catégorie établis à l'intérieur des locaux et qui sont à portée de la main, doivent être défendus par un dispositif de garde. Or, il est cité un cas où cette disposition aurait été inter-

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail en communication aux ingénieurs en chef des mines.

prétée comme signifiant que tous les interrupteurs doivent être recouverts d'une boîte isolante ne livrant passage qu'à la poignée. Mais il suffit de remarquer que la disposition visée appartient à une section intitulée « canalisations » pour se rendre compte qu'elle ne peut avoir une telle portée;

b. Pour l'application des articles 19, 20 et 21, l'expression « emplacements de travail découverts » aurait également reçu parfois une interprétation plus extensive qu'elle ne le comporte. Ainsi qu'il résulte du commentaire de ces articles, ce sont essentiellement les chantiers du bâtiment et des travaux publics ou autres emplacements extérieurs de travail pouvant exposer, comme ces chantiers, à des dangers d'ordre électrique analogues à ceux qui se rencontrent dans les locaux très conducteurs, qui sont visés par cette expression. C'est cette analogie des dangers qui a motivé l'assimilation des emplacements de travail découverts aux locaux très conducteurs;

c. Les prescriptions de l'article 20, alinéa 3, relatives aux mesures renforcées dont sont l'objet les lampes employées dans les locaux très conducteurs et sur les emplacements de travail découverts, auraient été interprétées, en certains cas, comme s'appliquant même aux lampes normalement inaccessibles, par exemple celles qui sont fixées au plafond ou supportées par des colonnes. Or, étant donné que le danger auquel il s'agit de parer ici, n'existe qu'autant qu'il y a possibilité d'atteindre les lampes tout en restant en contact avec un sol très conducteur, on en déduit que les prescriptions en cause ne s'appliquent pas aux cas considérés;

d. En raison des difficultés que rencontreraient parfois l'application de certaines des prescriptions des articles 23 à 25 relatifs aux mesures à prendre contre le danger d'incendie, des observations ont été présentées tendant à l'octroi de délais suffisants. Or, ces prescriptions ont été conçues et doivent être appliquées en fonction de la protection du personnel. Il y a donc lieu de s'inspirer de cette considération pour apprécier éventuellement, eu égard à la nature et à la disposition des locaux aux conditions de travail, etc., le caractère d'urgence des mesures prescrites;

e. Les machines-outils portatives à main et les lampes baladeuses, ainsi que leurs conducteurs souples d'alimentation, font l'objet de diverses prescriptions contenues dans l'article 26 et dont l'exacte observation a paru, en principe, de nature à écarter tout risque d'électrocution. Ce n'est que dans les cas où ces appareils électriques sont employés dans des conditions que la pratique a révélées manifestement dangereuses, nonobstant les précautions prises, que l'obligation de l'emploi de la très basse tension a été prévue par l'article 27. Or, il aurait été donné parfois une portée trop large à cet article. Il convient de s'en tenir, quant à présent, pour son application, aux cas envisagés par le commentaire technique ou similaires, et qui sont caractérisés par le fait qu'il s'agit de travaux comportant ordinairement ou susceptibles de comporter des contacts avec des masses métalliques par de larges surfaces et parfois en outre (comme à l'intérieur des chaudières) des conditions de travail très pénibles, qui mettent l'ouvrier en transpiration ou encore de travaux pour lesquels l'ouvrier repose sur un sol humide ou imprégné de dépôts salins. C'est en raison de cette application ainsi limitée de l'article 27 à des cas où le danger est incontestable, que la procédure de la mise en demeure n'a pas été prévue ici.

Dans les cas qui s'en rapprochent, au point de vue du risque d'accident, il y aura lieu de veiller, à défaut de l'emploi de la très basse tension (qui doit toutefois être recommandé) à l'application particulièrement stricte de l'article 26 et de l'article 37 a) [maintien en bon état des conducteurs souples]. L'une des difficultés auxquelles paraît parfois se heurter, d'après les objections présentées, une plus large utilisation de la très basse tension pour les machines-outils à main, est l'augmentation du poids de ces

machines, qui les rendrait plus pénibles à manier. Les recherches techniques que ne manquera pas de provoquer le problème de la très basse tension, du fait qu'il est officiellement posé par le décret, ne pourront que hâter les progrès dans ce domaine.

Les quelques exemples qui viennent d'être cités suffisent à montrer que pour assurer une application rationnelle des prescriptions du décret, il ne faut pas perdre de vue l'esprit dans lequel elles ont été conçues et, à cet égard, ne pas les séparer du commentaire technique qui en a été donné.

Parmi les dispositions qui ont fait l'objet d'observations d'ordre technique, figurent celles de l'article 4, relatives à l'obligation de la coupure simultanée sur tous les pôles ou sur toutes les phases, du courant aboutissant à un appareil récepteur d'utilisation.

Le but essentiel que poursuit cette prescription est, comme vous le savez, de supprimer toute tension par rapport à la terre dans les récepteurs qui se trouvent derrière l'interrupteur lorsque celui-ci est ouvert. L'interruption de tous les pôles ou de toutes les phases n'est pas nécessaire pour couper le courant et arrêter un récepteur. Un interrupteur unipolaire en courant continu par exemple et bipolaire en courant triphasé peut suffire pour arrêter un moteur, mais ce moteur n'en continuerait pas moins à avoir par rapport à la terre la tension du conducteur non interrompu et ne pourrait pas être touché sans danger. D'où l'intérêt de la prescription dont il s'agit.

Son application a cependant donné lieu, en quelques cas particuliers, à des objections de caractère technique, qui intéresseraient notamment des moteurs de ponts roulants.

Il a d'ailleurs été signalé que la mise en harmonie des équipements électriques de ponts roulants avec certaines prescriptions, poseraient parfois des problèmes difficiles à résoudre, ou qui même ne rentreraient pas exactement dans les prévisions du décret.

Les inspecteurs devront noter, à titre documentaire, les remarques qu'ils pourraient être amenés à faire sur ces divers points, et, d'une façon générale, sur les difficultés d'ordre technique que rencontrerait l'application du décret et qui paraîtraient susceptible de motiver certaines mises au point de détail de prescriptions de ce décret, ou, éventuellement, une extension de la faculté de dispense temporaire prévue par l'article 43.

Indépendamment des questions dont vous pourrez avoir à me saisir entre-temps, comme il est prévu ci-dessus vous voudrez bien me faire parvenir, pour fin juillet 1936, un rapport d'ensemble sur les difficultés techniques que le service aura ainsi notées et sur la suite qui y aura été donnée ou qu'elles vous paraîtront comporter.

J'ajoute qu'il se pourrait que cette première documentation apporte des informations susceptibles d'être déjà mises à profit à l'occasion de l'étude des modalités spéciales d'application du décret aux chantiers de construction navale, en exécution de l'article 1^{er}, alinéa 3, dudit décret.

JURISPRUDENCE.

CONSEIL D'ETAT.

(Décision du 28 mai 1935.)

Repos hebdomadaire. — Autorisation d'accorder le repos par roulement.
— L'arrêté peut être rapporté si des faits nouveaux permettent d'établir que le repos collectif n'entrave plus le fonctionnement normal de l'établissement.

Le Conseil d'Etat statuant au contentieux (section du contentieux, 1^{re} et 2^e sous-sections réunies);

Sur le rapport de la 2^e sous-section de la section du contentieux;

Vu la requête présentée pour la Société de la Maison Dorée, 35, boulevard Barbès, ladite requête enregistrée au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat le 23 janvier 1933, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler un arrêté du Préfet de police en date du 8 décembre 1932 par lequel est rapporté un précédent arrêté du 20 août 1907 accordant au sieur L... l'autorisation de la donner à son personnel le repos par roulement (cédule D);

Sur la régularité en la forme de l'arrêté attaqué :

Considérant que par décision en date du 7 mars 1934, le Conseil d'Etat a décidé que « l'arrêté du 8 décembre 1932 a été pris après instruction régulière »; que cette décision a, sur ce point, l'autorité de la chose jugée; que, dès lors, les moyens de forme susvisés ne sont pas recevables;

Sur la légalité de l'arrêté attaqué :

Considérant qu'il résulte de l'instruction et notamment de l'enquête à laquelle il a été procédé conformément à l'article 35 susvisé du livre II du Code du travail, qu'à l'époque où a été retirée pour faits nouveaux, la dérogation accordée antérieurement à la société requérante, le repos dominical simultané accordé à tout son personnel, n'était plus susceptible, eu égard aux conditions actuelles du travail, de porter préjudice au public ou de compromettre le fonctionnement normal de l'établissement dont s'agit; que, d'autre part, il résulte des déclarations du Préfet de police, qu'aucune autorisation de donner le repos hebdomadaire par roulement n'a été accordée à des établissements de Paris comprenant des rayons multiples, faisant le même genre d'affaires et s'adressant à la même clientèle; que, par suite, c'est par une exacte application de la loi que le Préfet de police a retiré à la Société « La Maison Dorée » l'autorisation de donner à son personnel le repos hebdomadaire par roulement suivant la cédule D de l'article 34 du livre II du Code du travail.

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — La requête susvisée de la Société de la Maison Dorée est rejetée.

ART. 2. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre du Travail.

CONSEIL D'ETAT.

(Décision du 26 juin 1935.)

Repos hebdomadaire. — Suspension pour fête locale. — Pouvoir du maire. — Il n'est pas nécessaire que les réjouissances organisées aient le caractère de manifestation traditionnelle.

Le Conseil d'Etat statuant au contentieux (section du contentieux);

Sur le rapport de la 1^{re} sous-section de la section du contentieux;

Vu la requête sommaire et le mémoire ampliatif présentés par l'Union des syndicats professionnels du Béarn, dont le siège est à Pau, rue de Liège, n° 18, représentée par son président en exercice, ladite requête et ledit mémoire enregistrés au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat les 22 novembre 1934 et 4 janvier 1935 et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler un arrêté, en date du 29 septembre 1934, par lequel le maire de Pau a décidé que la braderie organisée par le comité des fêtes Clemenceau le 7 octobre 1934 constituerait une fête de quartier et qu'en conséquence, le repos hebdomadaire pourrait être supprimé ledit jour dans tous les établissements du quartier Clemenceau qui participeront à cette braderie, où s'exerce un commerce de détail et dans lesquels ce repos a lieu, habituellement le dimanche;

Vu la loi des 7-14 octobre 1790;

Vu la loi du 24 mai 1872;

Vu le Code du travail, livre II, article 44;

Sans qu'il soit besoin de rechercher si l'Union des syndicats professionnels du Béarn a qualité pour se pourvoir contre l'arrêté du maire de Pau faisant application dans un quartier de cette ville de l'article 44 du livre II du Code du travail :

Considérant qu'aux termes de l'article 44 du livre II du Code du travail, en vigueur à la date où a été pris l'arrêté attaqué, « dans tout établissement où s'exerce un commerce de détail et dans lequel le repos hebdomadaire a lieu le dimanche, ce repos peut être supprimé lorsqu'il coïncide avec un jour de fête locale ou de quartier désigné par arrêté municipal »;

Considérant qu'il résulte des pièces versées au dossier que les réjouissances organisées à l'occasion de la « braderie » qui a eu lieu le dimanche 7 octobre 1934 à Pau dans le quartier Clemenceau conféraient à cette journée le caractère de fête locale; que, dès lors, le maire de Pau a pu légalement décider, par application de l'article 44 ci-dessus rappelé, du livre II du Code du travail, que le repos hebdomadaire pourrait être supprimé ledit jour dans les établissements où s'exerce un commerce de détail; que la circonstance que la braderie ainsi organisée n'était pas une manifestation traditionnelle dans la ville de Pau n'était pas de nature à faire obstacle à l'exercice des pouvoirs que le maire tient de l'article 44 précité :

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — La requête susvisée de l'Union des syndicats professionnels du Béarn est rejetée.

ART. 2. — Les frais de timbre exposés par la ville de Pau devant le Conseil d'Etat et s'élevant à 4 francs lui seront remboursés par l'Union des syndicats professionnels du Béarn.

ART. 3. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministère du Travail.

CONSEIL D'ETAT.

(Décision du 26 juin 1935.)

Repos hebdomadaire. — Fermeture des établissements de vente de vins et de liqueurs à emporter. — Obligation d'obtenir un accord qui représente la volonté de la majorité des intéressés. — Le commerce des vins à emporter est considéré comme distinct de celui du vin à consommer sur place. — Validité de l'arrêté.

Le Conseil d'Etat statuant au contentieux (section du contentieux, 3^e et 4^e sous sections réunies;

Sur le rapport de la 3^e sous-section de la section du contentieux;

Vu la requête présentée pour le sieur et la dame B..., épiciers, demeurant à Toulouse, 5, place Victor-Hugo, ladite requête enregistrée au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, le 28 octobre 1933, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler un arrêté en date du 29 août 1933, par lequel le préfet de la Haute-Garonne a ordonné la fermeture le dimanche des établissements et parties d'établissements où est pratiqué le commerce des vins et liqueurs à emporter;

.....
Considérant que la loi du 29 décembre 1923 dispose que les arrêtés préfectoraux auront leur base dans un accord spécial conclu entre les syndicats patronaux et ouvriers d'une profession et d'une région déterminée; qu'il résulte de l'instruction qu'un accord syndical a précédé l'arrêté préfectoral attaqué et est intervenu entre des syndicats qualifiés pour représenter à Toulouse les marchands de vins à emporter et leurs employés;

Considérant que si ladite loi ne précise pas les conditions dans lesquelles cet accord doit intervenir, il résulte de ces travaux préparatoires qu'elle a eu pour objet d'empêcher que l'opposition d'une minorité si faible soit-elle mit en échec la volonté de l'immense majorité des intéressés; que, par suite, il appartenait au préfet, pour prendre régulièrement un arrêté de fermeture d'apprécier sous le contrôle du juge si les syndicats signataires de l'accord représentaient en fait la volonté du plus grand nombre des intéressés et, au cas où un accord n'indiquait pas de façon certaine l'opinion de la majorité des membres de la profession, de consulter les intéressés; que, dès lors, en procédant à cette consultation, le préfet de la Haute-Garonne a exactement interprété ses obligations légales;

Considérant qu'il résulte de l'instruction qu'une majorité certaine est ainsi apparue en faveur de la fermeture le dimanche des établissements et parties d'établissements où est pratiqué le commerce des vins et liqueurs à emporter;

Considérant enfin que le commerce des vins à emporter constitue un commerce distinct de celui du vin à consommer sur place et que l'interdiction, le dimanche, du premier ne saurait, alors que les marchands qui les pratiquent ne se font pas une concurrence sensible, entraîner celle du second;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — La requête susvisée du sieur et de la dame B... est rejetée.

ART. 2. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre du Travail.

CONSEIL D'ÉTAT.

(Décision du 19 juillet 1935.)

Repos hebdomadaire. — Fermeture des établissements. — Possibilité de prescrire la fermeture par roulement des boulangeries. — Validité de l'arrêté préfectoral.

Le Conseil d'Etat, statuant au contentieux (section du contentieux);

Sur le rapport de la 4^e sous-section de la section du contentieux;

Vu la requête et le mémoire ampliatif présentés pour le sieur B..., demeurant à Maisons-Laffitte, 2, rue de Paris, ladite requête et ledit mémoire enregistrés au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat les 17 décembre 1934 et 18 janvier 1935, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil d'annuler un arrêté en date du 26 octobre 1934, par lequel le préfet de Seine-et-Oise a prescrit la fermeture de la boulangerie du requérant le mercredi;

.....
Considérant, d'une part, qu'il résulte de l'instruction qu'un accord est intervenu entre les intéressés conformément aux dispositions de l'article 43 du livre II du Code du travail sur les conditions dans lesquelles le repos hebdomadaire serait donné aux boulangeries de la commune de Maisons-Laffitte, la fermeture des boulangeries devant être effectuée par groupes le mardi, le mercredi et le jeudi; que, par suite, le préfet de Seine-et-Oise a pu, sans excéder ses pouvoirs, répartir, dans l'intérêt du public, les boulangeries de cette commune entre les groupes sous la réserve de ne créer aucune inégalité entre les divers intéressés;

Considérant, d'autre part, qu'il ressort des pièces du dossier que l'arrêté attaqué n'a créé aucune inégalité entre les divers boulangers de la commune de Maisons-Laffitte, les ventes des jours pendant lesquels leurs établissements sont fermés pouvant être regardées comme équivalentes à celles des jours prévus pour la fermeture des établissements des autres groupes; qu'en outre, le requérant n'est pas exposé à subir une notable concurrence de la part des boulangers de la commune de Sartrouville qui sont soumis à un régime semblable à celui des boulangers de Maisons-Laffitte, en ce qui concerne le repos hebdomadaire;

Considérant, dès lors, que le sieur B... n'est pas fondé à demander l'annulation pour excès de pouvoir, de l'arrêté en date du 26 octobre 1934 par lequel le préfet de Seine-et-Oise a prescrit la fermeture de sa boulangerie le mercredi,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — La requête susvisée du sieur B... est rejetée.

ART. 2. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministère du Travail.

CONSEIL D'ÉTAT.

(Décision du 20 juillet 1935.)

Repos hebdomadaire. — Fermeture des établissements. — Nécessité, pour accorder une dérogation, d'un accord représentant la volonté de la majorité des intéressés.

Le Conseil d'Etat statuant au contentieux (section du contentieux, 1^{re} et 2^e sous-sections réunies);

Sur le rapport de la 1^{re} sous-section de la section du contentieux;

Vu la requête présentée pour le syndicat professionnel chrétien d'employés de Bergerac, à Bergerac, rue Pélissière, représenté par son président en exercice, ladite requête enregistrée au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, le 10 novembre 1932, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler une décision en date du 10 septembre 1932 par laquelle le préfet de la Dordogne a autorisé, le dimanche 2 septembre 1932 une dérogation à la fermeture des magasins prescrite par son arrêté du 14 octobre 1931;

Sur l'intervention de la Fédération française des syndicats chrétiens d'employés :

Considérant que ladite Fédération a intérêt à l'annulation de la décision attaquée; que, par suite, son intervention est recevable;

Sur la légalité de la décision attaquée :

Considérant que, par la décision attaquée autorisant l'ouverture des magasins dans la ville de Bergerac le dimanche 2 septembre 1932, le préfet de la Dordogne a apporté une dérogation à son arrêté en date du 14 octobre 1931 pris en vertu de l'article 43 *a* du livre II du Code du travail;

Considérant qu'il résulte des termes de l'article 43 *a* précité du livre II du Code du travail que la dérogation dont il s'agit ne pouvait être autorisée qu'après un accord exprimant de façon certaine la volonté de la majorité des intéressés; qu'il est constant qu'un tel accord n'est pas intervenu; que, dès lors, le préfet en prenant la décision attaquée a excédé ses pouvoirs,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — L'intervention de la Fédération française des syndicats chrétiens d'employés est admise.

ART. 2. — La décision susvisée du préfet de la Dordogne est annulée.

ART. 3. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre du Travail.

CONSEIL D'ÉTAT.

(Décision du 29 novembre 1935.)

Régime des amendes. — Expiration du délai de trois mois.

Refus d'autorisation. — Annulation de la décision.

Le Conseil d'Etat, statuant au contentieux (section du contentieux);

Sur le rapport de la 3^e sous-section de la section du contentieux;

Vu la requête et le mémoire ampliatif présentés pour les établissements industriels Paul P... et Cie, société à responsabilité limitée, dont le siège est à Noméxy (Vosges), représentée par ses gérants en exercice, ladite requête et ledit mémoire enregistrés au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, les 12 mai 1933 et 25 janvier 1934, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler une décision, en date du 17 mars 1933, par laquelle l'inspecteur divisionnaire du travail de Nancy a refusé à ladite société l'autorisation de maintenir dans ses établissements le régime d'amendes existant lors de la promulgation de la loi du 5 février 1932;

.....
Vu l'article 22 *b* du livre I^{er}, titre II, chapitre 2, du Code du travail;

Vu les lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872;

Où M. Lachaze, auditeur, en son rapport;

Où M^e Boivin-Champeaux, avocat des établissements Paul P... et Cie en ses observations;

Où M. Renaudin, maître des requêtes, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant que l'article 22 *b* du livre I^{er} du Code du travail, après avoir édicté la suppression des amendes instituées pour manquements aux prescriptions d'un règlement intérieur et prévu à titre exceptionnel que le maintien d'un tel régime pourrait être autorisé par l'inspecteur divisionnaire du travail, spécifie que « celui-ci devra statuer dans les trois de la réception de la demande » et que « les amendes ne pourront être prévues que pour des manquements à la discipline et aux prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. L'autorisation est de droit lorsque les amendes visent exclusivement l'inobservation des prescriptions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs et lorsqu'il est satisfait par ailleurs aux autres conditions auxquelles l'autorisation est subordonnée »;

Considérant qu'il résulte de ces dispositions, d'une part, que si l'employeur divisionnaire du travail est tenu de statuer dans les trois mois sur les demandes à lui adressées, cette prescription qui marque seulement la volonté du législateur d'assurer l'application rapide de la loi, n'a pas pour effet d'entacher de nullité la décision prise après l'expiration de ce délai et que le silence gardé pendant plus de trois mois par l'inspecteur divisionnaire ne saurait valoir autorisation; d'autre part, que l'autorisation du maintien des amendes pour lesquelles l'autorisation est de droit ne peut être assujettie à aucune limitation dans le temps; enfin, que lorsqu'un règlement intérieur prévoit à la fois des amendes sanctionnant l'inobservation de prescriptions du seul règlement et des amendes sanctionnant l'inobservation des prescriptions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, l'au-

torsation est de droit pour les amendes rentrant dans cette seconde catégorie, sous la seule restriction édictée par le dernier alinéa de l'article 22 *b* précité;

Considérant qu'il suit de là que s'il appartenait à l'inspecteur divisionnaire du travail de Nancy, saisi d'une demande présentée par les établissements Paul P... à l'effet d'être autorisés à maintenir un régime d'amendes, de refuser le maintien des amendes autres que celles qui sanctionnaient l'inobservation des prescriptions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs et si le silence gardé par lui pendant plus de trois mois sur ladite demande ne saurait valoir autorisation, il a excédé ses pouvoirs en refusant l'autorisation en bloc sans distinguer, parmi les amendes édictées par le règlement intérieur, toutes celles qui sanctionnaient l'inobservation des prescriptions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, qu'il devait autoriser sans limitation de durée, sous la seule réserve qu'il fût satisfait aux autres conditions auxquelles l'autorisation est subordonnée;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — La décision susvisée de l'inspecteur divisionnaire du travail de Nancy, en date du 17 mars 1933, est annulée.

ART. 2. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre du Travail.

CONSEIL D'ÉTAT.

(Décision du 4 décembre 1935.)

Repos hebdomadaire. — Article 43 *a* : fermeture des établissements. — Sens et portée du mot « région ». — L'arrêté préfectoral ne doit pas laisser subsister de concurrence possible de la part des commerçants des localités voisines.

Le Conseil d'Etat statuant au contentieux (section du contentieux, 3^e et 4^e sous-sections réunies);

Sur le rapport de la 4^e sous-section de la section du contentieux;

Vu la requête présentée pour le sieurs G..., tailleur pour hommes, demeurant à Dunkerque, 6, rue de l'Amiral-Renard, P..., R..., G..., B..., S..., G..., P..., B..., V..., H..., tailleurs pour hommes, ladite requête enregistrée au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, le 18 mai 1935, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler un arrêté en date du 21 mars 1935, par lequel le Préfet du Nord a ordonné pour vu ou à titre d'essai la fermeture au public pendant toute la journée du dimanche, des magasins de confection et tailleurs pour hommes, situés sur le territoire de la ville de Dunkerque;

Vu l'article 43 *a* du livre II du Code du travail;

Oùï M. Cahen-Salvador, auditeur, en son rapport;

Oùï M^e Lévy-Falco, avocat du sieur G..., en ses observations;

Oùï M. Andrieux, maître des requêtes, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant que la loi du 29 décembre 1923, codifiée sous l'article 43 *a* du livre II du Code du travail dispose que l'arrêté préfectoral sanctionnant l'accord intersyndical relatif à la fermeture, le dimanche, des établissements d'une profession, doit intervenir dans une région déterminée, que si, en l'absence de définition légale de la région, il appartient au préfet de déterminer le champ d'application de l'arrêté, il résulte des travaux préparatoires de la loi que le législateur a entendu assurer l'application du repos hebdomadaire en supprimant autant que possible la concurrence qui pourrait être faite aux commerçants directement visés dans l'arrêté de fermeture par des établissements analogues voisins restant ouverts; que, dès lors, l'autorité préfectorale excède les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi, si, dans la détermination de la région à laquelle doit s'appliquer son arrêté, elle ne tient pas compte de la situation défavorable ainsi visée par le législateur;

Considérant qu'il résulte de l'instruction que les marchands de confection et tailleurs pour hommes de la ville de Dunkerque, visés par l'arrêté attaqué, sont exposés en raison de la distance peu importante qui sépare cette ville des communes de la banlieue, à subir de la part des établissements ouverts dans ces communes une notable concurrence; que, dans ces conditions, la ville de Dunkerque ne saurait être regardée comme constituant une région au sens de l'article 43 *a* susrappelé, du livre II du Code du travail; que, dès lors, sans qu'il y ait lieu de statuer sur les autres moyens de la requête, le sieur Guilbert et autres sont fondés à demander l'annulation pour excès de pouvoir de l'arrêté du préfet du Nord, en date du 21 mars 1935,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté susvisé du préfet du Nord, en date du 21 mars 1935, est annulé.

ART. 2. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre du Travail.

COUR DE CASSATION. — CHAMBRE CRIMINELLE.

(Arrêt du 9 novembre 1935.)

Allocations familiales. — Établissements assujettis. — « La Nomenclature des industries et professions de la Statistique générale de la France » est un document de caractère technique, dépourvu de tout caractère légal ou réglementaire auquel on ne peut valablement se référer pour la mise en application de la loi.

La Cour,

Oùï M. le conseiller Thuriot, en son rapport, et M. l'avocat général Caous, en ses conclusions;

Statuant sur le pourvoi formé par le procureur de la République près le tribunal de première instance d'Aurillac contre un jugement de ce tribunal, en date du 14 novembre 1934 qui a relaxé L... (Louis) d'une poursuite pour contraventions à la loi du 11 mars 1932 sur les allocations familiales;

Vu le mémoire à l'appui du pourvoi;

Sur le moyen unique pris de la violation des articles 74 *a* et 74 *e* du livre I^{er}, titre III, chapitre V du Code du travail (loi du 11 mars 1932),

violation de l'article 101 *b* nouveau du livre I^{er} du même Code, et violation du décret du 12 août 1933;

Attendu que Landes, fabricant de filets de pêche occupant habituellement quatre ouvrières, était poursuivi à raison de quatre contraventions relevées contre lui par procès-verbal de l'inspecteur du travail en date du 20 avril 1934, pour ne pas s'être affilié, en conformité du décret du 12 août 1933, à une caisse de compensation agréée par le Ministre du Travail;

Attendu que L..., fabricant de filets de pêche occupant habituellement quatre ouvrières, était poursuivi à raison de quatre contraventions relevées contre lui par procès-verbal de l'inspecteur du travail en date filets de pêche; que ledit décret s'est référé, il est vrai, à l'énumération comprise dans la nomenclature des industries et professions, ouvrage édité par la Statistique générale de la France, et à la rubrique : « Sous-groupe 4 F *b*, filature de lin, chanvre, jute, corderie »; que, dans ce sous-groupe sont mentionnées sous le n° 4.416 les fabriques de filets de pêche;

Mais attendu que le jugement attaqué a considéré à bon droit que cette référence ne pouvait avoir d'effet à l'égard du prévenu;

Attendu qu'il est de principe qu'une contravention ne peut résulter que de l'inobservation d'un texte législatif ou réglementaire, et qu'aucune peine ne peut être prononcée si le texte est muet ou insuffisant; qu'il en est de même lorsque le texte se borne, pour la détermination du fait qu'il prescrit ou prohibe, à renvoyer à un document d'ordre technique, dont l'établissement ne résulte d'aucun acte législatif ou administratif et qui, n'ayant pas été légalement publié est dépourvu de toute force obligatoire; que tel est le caractère de la nomenclature des industries et professions à laquelle s'est référé le décret du 12 août 1933,

Par ces motifs,

Et attendu que le jugement attaqué est régulier en forme,

Rejette le pourvoi.

COUR DE CASSATION. — CHAMBRE DES REQUÊTES.

(Arrêt du 27 mai 1935.)

Accident du travail. — Loi du 9 avril 1898. — Piqûre d'une mouche charbonneuse. — Ouvrier non spécialement exposé à ce genre d'accident. — Rejet.

La Cour,

Sur le moyen unique, pris de la violation de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, ensemble violation de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, pour défaut de motifs et manque de base légale, en ce que l'arrêt attaqué a déclaré que la loi sur les accidents du travail n'était pas applicable à M..., alors qu'il reconnaît, d'autre part, que l'affection dont a souffert ce dernier provenait de la piqûre d'une mouche charbonneuse qui s'est produite pendant qu'il déchargeait une voiture pour le compte de son employeur, c'est-à-dire à l'occasion du travail;

Mais attendu que la piqûre d'un insecte venimeux comme les autres phénomènes d'ordre naturel étrangers au risque professionnel, ne peut,

en principe, même si elle est survenue au cours du travail, donner lieu à l'application de la loi du 9 avril 1898 et engager la responsabilité du patron; qu'il n'en serait autrement que si le travail lui-même ou les conditions dans lesquelles il a été effectué avaient été de nature soit à la provoquer, soit à en aggraver les effets;

Or, attendu qu'en l'espèce, la Cour d'appel d'Aix constate « qu'il n'apparaît pas que le travail auquel était occupé M... (chargement de sacs d'écorces de pin dans une usine de trituration d'écorces) était de nature à exposer l'ouvrier de façon particulière aux piqures de mouches charbonneuses; que cet événement provenant d'une cause extérieure et indépendante de l'entreprise, qui n'a été ni provoquée, ni aggravée par le travail, ne peut, dès lors, constituer un accident du travail;

Attendu qu'en l'état de ces constatations, l'arrêt attaqué, qui est légalement motivé, n'a, en statuant, ainsi qu'il l'a fait, violé aucun des textes visés au moyen;

Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'Aix, du 22 juillet 1933.

COUR D'APPEL DE DOUAI.

(Arrêt du 17 octobre 1935.)

Durée du travail. — En matière d'infraction au Code du travail, un fait unique peut constituer deux contraventions distinctes.

.....

Monsieur le conseiller Momessin a fait le rapport de l'affaire, et donné lectures des pièces de la procédure notamment du jugement sus-rappelé lequel, par les motifs qui y sont exprimés, acquitte Boeraeve et le renvoie des fins de la poursuite sans peine ni dépens.

Où le prévenu, en ses explications;

Où le ministère public, appelant en ses réquisitions et son appel *a minima*;

Où à nouveau le prévenu;

La Cour, après avoir délibéré,

Attendu que le tribunal de Lille a acquitté B..., motif pris de ce que celui-ci a déjà été condamné en simple police, pour le même fait et qu'en vertu du principe *non bis in idem*, il ne pouvait être l'objet de deux poursuites distinctes;

Attendu qu'en matière d'infraction du Code du travail un fait unique peut constituer deux contraventions consistant l'une en ce que la durée du travail a excédé les limites légales, l'autre en ce que l'ouvrier a été occupé après l'heure fixée par l'horaire régulièrement affiché; que c'est donc à bon droit que B... a été cité devant le tribunal correctionnel pour infraction à la loi sur la journée de huit heures en boulangerie, la poursuite antérieure devant le tribunal de simple police ayant été motivée par le fait d'avoir occupé un ouvrier entre 10 heures du soir et 4 heures du matin;

Par ces motifs, et faisant droit à l'appel du ministère public, réforme le jugement dont est appel dit B... (Abel), coupable d'avoir, à Lille,

le 26 février 1935, fait travailler un ouvrier, contrairement aux règlements et à l'horaire établis pour son établissement, et en dehors de toute dérogation régulière et lui faisant application des articles 4, § 2, du décret du 14 mai 1930, 6, 8, 165, 170, du livre II du Code du travail, 52 du Code pénal qui ont été lus à l'audience par M. le Président et qui sont ainsi conçus :

Le condamne à 5 francs d'amende;

Condamne le prévenu aux frais de première instance et de la Cour d'appel, liquidés à 126 fr. 85, non compris l'enregistrement de l'arrêt 11 fr. 50 et les droits de poste s'élevant en appel à 11 francs;

Dit la Société B... et D... civilement responsable;

Fixe à cinq jours la durée de la contrainte par corps.

TRIBUNAL CIVIL DE TROYES.

(Jugement du 25 juin 1935.)

Contrat de travail. — Façonniers. — Travailleurs exécutant exclusivement le travail fourni par l'employeur, qui conserve la direction et la surveillance de l'entreprise. — Le fait que l'employeur ait loué le matériel à ses employés ne modifie pas le caractère de louage de services. — Obligation pour l'employeur : a. d'afficher un horaire dans les locaux du travail; b. de s'affilier à une caisse de compensation d'allocations familiales.

.....

Attendu que B... est prévenu d'avoir, à Troyes, le 1^{er} mars 1935 :

1° Occupé cinq ouvriers bien qu'aucun horaire de travail n'ait été affiché dans chacun des locaux de travail;

2° Bien qu'occupant habituellement des ouvriers, de n'être pas affilié à une caisse de compensation ou toute autre institution constituée entre employeurs en vue de répartir les charges résultant des allocations familiales;

Attendu que B... soutient à l'audience qu'il ne doit pas être soumis à la législation du Code du travail, les ouvriers qu'il employait étant en réalité des façonniers, par conséquent des travailleurs autonomes;

Attendu qu'il verse aux débats des actes sous seings privés dûment enregistrés établissant selon lui, que ses employés étaient des façonniers;

Mais attendu qu'il résulte de la rédaction desdits contrats que B... conserve la direction et la surveillance de l'entreprise, que les employés doivent exécuter exclusivement le travail qui leur est fourni par B... dans une forme de marchandise déterminée, mi-bas, qu'ils recevaient une rémunération de quarante centimes par douzaine, qu'il importe peu que B..., propriétaire du matériel, l'ait loué, ce fait ne pouvant en rien modifier le caractère de contrat de travail desdits actes, que dès lors, l'entreprise de B... doit être soumise à la législation du Code du travail;

Attendu que B... a déclaré à l'Inspecteur du travail que son personnel était libre de son temps et de travailler aux heures qui lui convenaient, qu'il n'était pas nécessaire qu'un horaire fût affiché;

Attendu que B... a repris et soutenu cette thèse;

Attendu que son entreprise étant soumise à la législation du travail, un horaire doit être affiché; que le délit relevé contre lui est établi;

Attendu que pour la même raison, B... aurait dû être affilié à une caisse de compensation agréée à dater du 1^{er} octobre 1933, par application du décret du 12 août 1933, pris en application des articles 74 *a* et 74 *b* du livre II du Code du travail;

Attendu que dans ces conditions les contraventions relevées contre lui sont nettement établies;

Attendu que la caisse interprofessionnelle d'allocations familiales de l'Aube s'est portée partie civile et sollicite une expertise pour déterminer le préjudice qu'elle a subi par suite de la non-affiliation de B...;

Attendu que le Tribunal ne possède pas les éléments d'appréciation suffisante, il y a lieu d'ordonner la mesure d'instruction sollicitée;

Attendu que le Syndicat confédéré des ouvriers et ouvrières du textile de Troyes s'est porté partie civile et réclame une somme de 500 fr. à titre de dommages-intérêts;

Attendu que le Tribunal a les éléments pour fixer à un franc le montant du préjudice,

Pour ces motifs,

Déclare B... atteint et convaincu d'avoir, à Troyes, le 1^{er} mars 1935 : 1^o occupé cinq ouvriers bien qu'aucun horaire n'ait été affiché dans chacun des locaux de travail; 2^o bien qu'occupant habituellement des ouvriers de n'être pas affilié à une caisse de compensation ou toute autre institution constituée entre employeurs en vue de répartir les charges résultant des allocations familiales;

En réparation, le condamne à cinq amendes de 16 francs chacune, pour les délits et à cinq amendes de 5 francs chacune pour les contraventions par application des articles 4 du décret du 12 décembre 1919 du livre II du Code du travail, 74 *a* et 101 *b* du Code du travail;

Le condamne au remboursement des frais liquidés à en ce non compris 5 francs pour droit de poste;

Et statuant sur les demandes des parties civiles, reçoit la Caisse interprofessionnelle d'allocations familiales de l'Aube, mais avant dire droit au fond, nomme M. C... expert à l'effet de déterminer le montant des sommes que B... aurait dû verser à ladite caisse;

Reçoit le Syndicat confédéré des ouvriers et ouvrières du textile de Troyes et condamne B... à lui payer la somme de 1 franc à titre de dommages-intérêts;

Condamne B... en tous les dépens qui comprendront les frais de Maîtres Ledoux et Dubreuil, avoués, dont l'assistance a été reconnue utile et nécessaire;

Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps.

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE TOULOUSE.

(Audience du 23 novembre 1935.)

Allocations familiales. — Obligation d'être affilié à une caisse agréée par le Ministre du Travail.

En audience publique du Tribunal de simple police de Toulouse, présents MM. Champ, chevalier de la Légion d'honneur, juge de paix du

canton Sud de Toulouse, juge de simple police; Lamon, commissaire de police aux délégations judiciaires, remplissant les fonctions de ministère public, et Cassagne, greffier.

Entre le ministère public et le nommé B... (Emile), directeur de la succursale « Gestetner », demeurant à Toulouse, rue de la Pomme, n° 66;

Ayant pour mandataire M. R..., secrétaire général de ladite société, en vertu d'une procuration du 10 octobre 1935, enregistrée à Toulouse, A. I. le 14 octobre 1935, volume 1, folio 15, case 252, par le receveur de l'Enregistrement qui a perçu les droits;

Prévenu d'infractions au Code du travail, défaut d'affiliation à une caisse agréée pour les allocations familiales;

La cause appelée, le greffier a fait lecture des pièces, puis il a été procédé à l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 153 du Code d'instruction criminelle;

Où il le ministère public dans ses réquisitions verbales et motivées qui a conclu à ce qu'il plaise au Tribunal : condamner M. B..., directeur de la succursale de Toulouse de la Société Gestetner, à l'amende de 5 à 15 francs prévue par l'article 101 B du livre I^{er} du Code du Travail;

Où M. R... ès qualités en ses explications qui a conclu à ce qu'il plaise au Tribunal renvoyer la cause à l'audience du 16 novembre 1935 pour attendre que M. le Ministre du Travail ait statué sur les modalités d'application de la loi du 11 mars 1932, en ce qui concerne les sociétés à succursales multiples;

L'affaire, en cet état, a été de nouveau appelée, à l'audience publique du 16 novembre, mise en délibéré, et renvoyée à l'audience publique de ce jour, à laquelle, la cause de nouveau appelée, le Tribunal a rendu le jugement dont la teneur suit :

Le Tribunal,

Attendu que l'article 74 A du livre I^{er} du Code du travail, modifié par la loi du 11 mars 1932, prescrit à tout employeur occupant habituellement des ouvriers ou employés de s'affilier à une caisse de compensation agréée par M. le Ministre du Travail, en vue de répartir entre eux les charges résultant des allocations familiales;

Attendu, d'autre part, qu'il résulte du procès-verbal dressé par M^{lle} l'Inspectrice du travail, en date du 10 février 1935, que M. B..., ès qualité, n'est pas affilié, pour les employés occupés dans la succursale de Toulouse, à la Caisse de compensation et de prévoyance du commerce et des professions libérales agréée par le département de la Haute-Garonne par décret de M. le Ministre du Travail;

Attendu que M. R... ne conteste pas les faits ci-dessus analysés, mais qu'il prétend être en règle avec la loi, puisque la Société Gestetner a affilié en temps utile sa succursale de Toulouse à la Caisse professionnelle d'allocations familiales de Paris et de la Seine, dont le siège est rue de l'Arcade, n° 18 (8^e), agréée par M. le Ministre du Travail, et que le personnel de la succursale de Toulouse a régulièrement reçu de cette caisse les allocations familiales auxquelles il avait droit;

Attendu que cette affiliation du personnel de la succursale de Toulouse à une caisse de compensation dont le siège est à Paris ne peut être valable que si cette caisse a été agréée par M. le Ministre du Travail pour le personnel des établissements fonctionnant dans la Haute-Garonne, dans les conditions fixées par la loi;

Mais attendu qu'il ne saurait être contesté que cette caisse dont le siège est à Paris n'a jamais été agréée pour le personnel occupé dans les établissements de la Haute-Garonne;

Attendu, d'autre part, que dans ces conditions, le personnel de la succursale de Toulouse ne peut, par suite, bénéficier des services sociaux existant dans le département de la Haute-Garonne;

Qu'il y a donc là un préjudice moral et matériel pour les employés de cette succursale de plus qu'en ce fait réside un des buts de la loi;

Attendu enfin que la bonne foi n'est pas une excuse absolutoire en matière de contravention de simple police, mais seulement une circonstance permettant au Tribunal de faire au prévenu une application modérée de la loi;

Attendu que la décision ministérielle du 23 octobre 1935 prescrit aux sociétés à succursales multiples de s'affilier à des caisses d'allocations familiales agréées pour le département où elles ont leur succursale, et non à la caisse du département où ces sociétés ont leur siège social;

Attendu que tel est bien le cas de la succursale de Toulouse de la Société Gestetner, dont M. B... est directeur et que, par suite, ledit M. B... a bien contrevenu aux prescriptions des articles 74 A et 74 E du livre I^{er} du Code du travail en ne s'affiliant pas à une caisse de compensation agréée pour le département de la Haute-Garonne;

Attendu que M. B... s'étant fait représenter à l'audience du 12 octobre 1935 par un mandataire régulier, l'affaire se trouve liée depuis cette date et le jugement doit être qualifié de contradictoire bien que le prévenu n'ait pas assisté à l'audience du 16 novembre, ni à celle de ce jour à laquelle le jugement a été prononcé;

Qu'il y a donc lieu de dire droit aux réquisitions du ministère public;

Attendu que la partie qui succombe doit supporter les entiers dépens,

Par ces motifs,

Le Tribunal jugeant publiquement, statuant contradictoirement et en dernier ressort, déclare le sieur B... atteint et convaincu d'avoir été depuis moins d'un an à Toulouse l'auteur de la contravention ci-dessus analysée,

En conséquence,

Vu les articles 74 A, 74 E, 101 B du Code du travail, 162 du Code d'instruction criminelle lus à l'audience, condamne le sieur B... à 5 francs d'amende et aux entiers dépens liquidés, y compris l'enregistrement du présent à la somme de 50 fr. 50;

Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps.

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

ENQUÊTE

SUR LES CAS DE CHARBON PROFESSIONNEL

PENDANT L'ANNÉE 1934.

Le Service de l'Inspection du travail poursuit, depuis 1910, une enquête permanente sur les cas de charbon professionnel portés à sa connaissance. Les résultats de cette enquête ont été groupés annuellement et publiés au *Bulletin de l'Inspection du travail et de l'hygiène industrielle*.

16 cas ont été déclarés au cours de l'année 1934.

Ces 16 cas de charbon ont eu lieu : 3 à Saint-Junien (Isère); 2 à Saint-Denis (Seine); à Tourcoing (Nord); à Mazamet (Tarn).

1 dans chacune des localités ci-après désignées : Malakoff (Seine); Sare (Basses-Pyrénées); Annonay; le Cheylard (Ardèche); Isle-sur-Orgue (Vaucluse); Marseille (Bouches-du-Rhône); Lingolsheim (Bas-Rhin).

Ces 16 cas se sont produits dans des établissements appartenant aux catégories suivantes :

Tanneries	3	Peignage de laines et filature.....	1
Mégisseries	4	Fabrique de tapis de laines.....	1
Mégisserie et lavage de laines.....	1	Délainage	1
Lavage et triage de laines.....	1	Entreprise de manutention.....	1
Lavage de laines	1	Fabrique de bronze d'art.....	1
Peignage de laines.....	1		

Les victimes sont réparties comme suit, par catégories professionnelles :

4 manœuvres et hommes de peine (mégisserie 2; tannerie 1; fabrique de tapis de laine 1).

1 dans chacune des spécialités ou professions suivantes : rogneur, magasinier (tanneries); contremaitre (entreprise de manutention); manutentionnaire, lisseur (mégisserie); égrainage (mégisserie et lavage de laines); cardeur (peignage de laines); haut de batteur (filature de laines), trieur (lavage et tissage de laines); maragos (lavage de laines); sabreur (délainage); fondeur (fabrique de bronze d'art).

Au point de vue du sexe et de l'âge, les 16 victimes sont du sexe masculin; 1 a moins de 18 ans.

Au point de vue de la nature des matières travaillées, les cas se répartissent comme suit :

- 7 pour les peaux de chèvres;
- 2 pour les peaux de moutons;
- 5 pour les laines;
- 1 pour des peaux (sans indication d'animal);
- 1 cas se rapporte à la manutention d'une caisse contaminée.

En ce qui concerne le pays d'origine des matières travaillées ayant occasionné l'infection, il convient de remarquer qu'un même établissement met souvent en œuvre des matières premières provenant de pays différents et que, dans ces conditions, il est parfois malaisé de préciser

la provenance des matières travaillées qui ont pu être la cause de l'infection.

En 1934, dans 1 cas le pays d'origine des matières premières n'a pu être déterminé d'une façon précise.

Pour les 15 autres cas, l'origine serait la suivante :

2 cas sont attribués à la France;

1 à la France et à l'Australie;

3 à l'Espagne;

3 à l'Afrique (Niger 1; Bamako 1; Soudan français, Guinée, Nigeria, Afrique occidentale anglaise 1);

5 à l'Asie (Indes 2; Arabie 1; Chine 1; Perse 1);

1 à la République Argentine (Buenos-Ayres).

Pour 11 cas les matières sont mentionnées comme travaillées à l'état brut; 1 cas concerne des laines brutes et lavées; 1 cas concerne des peaux ayant subi le tannage; 2 cas concernent des peaux de chèvres ayant subi la désinfection par substances arsénicales.

La forme médicale de l'accident est : pustule dans 14 cas, œdème dans 2 cas.

Le siège de la lésion est : la tête dans 13 cas : (joue 4 cas; cou 2 cas; cuir chevelu, front, arcade sourcillière, paupière, narine, lèvre, nuque, 1 cas).

Un membre supérieur (main) dans 3 cas.

L'examen bactériologique a été pratiqué dans 9 cas.

3 cas ont été mortels (œdème à la main chez un fondeur âgé de 58 ans travaillant dans une fonderie de bronzes d'art de Saint-Denis à la suite de la manutention d'une caisse; pustule à la joue chez un cardeur âgé de 62 ans travaillant dans un teignage de laines de Tourcoing (Nord) — laines brutes et tannées de France et d'Australie; pustule à la nuque chez un magasinier âgé de 52 ans travaillant dans une tannerie de Lingolsheim (Bas-Rhin) — peaux de chèvres de Chine).

Les 13 autres cas se sont terminés par la guérison.

APPLICATION PENDANT L'ANNÉE 1934

DE LA LOI DU 25 OCTOBRE 1919

SUR LES MALADIES PROFESSIONNELLES.

Aux termes de l'article 5 de la loi du 25 octobre 1919, complété par la loi du 1^{er} janvier 1931, toute maladie professionnelle figurant dans les tableaux annexés à ladite loi et dont la victime demande réparation doit être, par ses soins, déclarée dans les quinze jours qui suivent la cessation du travail, au maire de la commune qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé. Un certificat de médecin, rédigé en double exemplaire, doit compléter la déclaration.

Copie certifiée de cette déclaration et un exemplaire du certificat médical sont transmis immédiatement par le maire au chef de l'entreprise

qui occupait l'ouvrier malade et à l'Inspecteur départemental du travail ou à l'Ingénieur des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

Seules les manifestations morbides dues au plomb (saturnisme) et au mercure (hydrargyrisme) ont d'abord été inscrites dans les tableaux annexés à la loi. Il en a été ainsi jusqu'à la loi du 1^{er} janvier 1931 (entrée en vigueur le 1^{er} juillet suivant), qui y a ajouté les intoxications dues au tétrachloréthane, à la benzine, au phosphore, aux rayons X et aux substances radioactives.

D'autre part, aux termes de l'article 12 de la loi du 25 octobre 1919, est obligatoire pour tout docteur en médecine la déclaration à l'Inspecteur du travail ou à l'Ingénieur des mines, de toute maladie à caractère professionnel comprise dans une liste arrêtée par décret (1). La liste qui était encore en vigueur en 1934 avait été fixée par le décret du 16 novembre 1929 abrogeant et remplaçant le décret du 19 février 1927 (2). D'après l'article 1^{er}, les cas de maladies d'origine professionnelle que les docteurs en médecine ou officiers de santé devaient déclarer, à titre documentaire, étaient les suivants :

1° Toutes les maladies ayant un caractère professionnel causées :

- a. Par le plomb et ses composés;
- b. Par le mercure et ses composés;
- c. Par les hydrocarbures et leurs dérivés chlorés et nitrés, notamment le benzène, le tétrachloréthane, le tétrachlorure de carbone, l'éthylène perchloré, l'éthylène trichloré, l'éthylène dichloré, le chloroforme, l'éthane pentachloré, les nitrobenzènes;
- d. Par l'aniline et ses dérivés;
- e. Par le sulfure de carbone;
- f. Par les vapeurs nitreuses, le chlore et autres gaz chlorés, le brome, l'acide fluorhydrique, le gaz sulfureux, l'hydrogène sulfuré et le sulfhydrate d'ammoniaque, l'acide cyanhydrique, l'acide picrique, l'oxyde de carbone, l'oxychlorure de carbone (gaz phosgène), les formaldéhydes;
- g. Par le phosphore blanc et l'hydrogène phosphoré;
- h. Par l'hydrogène arsénié et autres composés de l'arsenic;
- i. Par l'action des brais, goudrons, huiles minérales, bitume, ciments, chaux et autres produits caustiques;
- j. Par l'action de l'acide chromique et des chromates alcalins;
- k. Par l'action des rayons X et des substances radioactives.

2° Les cas :

- a. De cancers ayant un caractère professionnel, autre que ceux déclarés du chef d'une des causes susénoncées;
- b. D'ankylostomiase;
- c. D'affections pulmonaires déterminées par l'absorption de poussières siliceuses, calcaires ou argileuses;
- d. D'affections pulmonaires déterminées par l'absorption de poussières de charbon;

(1) Cette déclaration est faite à l'aide de cartes-lettres détachées d'un carnet à souche, circulant en franchise et gratuitement mises à la disposition des médecins.

(2) Le décret du 16 novembre 1929 a lui-même été remplacé depuis lors par le décret du 16 octobre 1935, qui a encore considérablement étendu la liste, méthodiquement classée, des maladies professionnelles soumises à la déclaration obligatoire. Le texte du nouveau décret est donné en annexe, à la fin de la présente note (Voir Annexe I).

e. D'affections oculaires causées par les sources industrielles intensives de chaleur ou de lumière.

C'est à l'aide des renseignements puisés à ces deux sources d'information, déclarations des intéressés (pratiquement remplacées, le plus souvent, par des déclarations des employeurs) transmises par les maires et déclarations médicales directes au Service de l'Inspection du travail, qu'est établie la présente statistique (1).

Le rapprochement des deux listes de maladies professionnelles donnant respectivement lieu à ces deux catégories de déclarations montre que la liste du décret comprend les mêmes maladies professionnelles que celle de la loi et en plus un grand nombre d'autres rubriques.

Même pour les rubriques communes aux deux listes, celles du décret ont d'ailleurs une portée plus générale que celles de la loi. Les déclarations des intéressés, c'est-à-dire celles faites en vertu de la loi, n'ont lieu, en effet, que pour les seules manifestations morbides prévues dans les tableaux annexes et lorsque la victime était occupée dans l'une des industries énumérées auxdits tableaux, tandis que les déclarations médicales sont obligatoires pour toutes les maladies ayant un caractère professionnel, occasionnées par l'une des substances toxiques ou dans l'un des cas énumérés dans le décret, quelle que soit la nature de l'industrie où la victime est occupée.

C'est donc à un double titre que le champ d'application des déclarations incombant aux médecins est plus étendu que celui des déclarations des intéressés.

Cette différence tient à ce que les deux sortes de déclarations n'ont pas le même objet. Tandis que celles des intéressés ont pour but la réparation du préjudice causé, comme en matière d'accidents du travail, les déclarations médicales visent à documenter l'étude de la prévention des maladies professionnelles et de l'extension ultérieure de la loi.

On voit par là l'intérêt capital qui s'attache, au point de vue de l'amélioration de la protection des ouvriers susceptibles d'être victimes de maladies professionnelles, à ce que les médecins fassent dans tous les cas la déclaration qui leur incombe.

**

De l'exposé ci-dessus, il résulte qu'aucune modification n'est intervenue en 1934 dans le champ d'application de la législation des maladies professionnelles.

Il a été enregistré, au cours de ladite année, 785 cas de maladie professionnelles. Pour ne considérer que les quatre années précédentes, où le champ des déclarations était le même, le nombre de cas déclarés avait été de 1.191 en 1930, de 1.286 en 1931, de 1.032 en 1932 et de 842 en 1933.

Les renseignements contenus dans les déclarations sont analysés ci-

(1) Il y a lieu d'ajouter que, par voie d'analogie, la statistique fait également état de quelques cas signalés, à titre documentaire, par la Caisse Interdépartementale des Assurances sociales de Seine et Seine-et-Oise et concernant des assurés sociaux de cette caisse, pris en charge par elle, pour des maladies que son contrôle médical a ensuite reconnues être d'origine professionnelle.

Il est à noter, d'autre part, qu'en ce qui concerne les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, les déclarations de maladies professionnelles sont adressées aux Inspecteurs du travail (ou aux Ingénieurs des mines) par les caisses-maladie, conformément au régime local des Assurances sociales. Dans la statistique, ces déclarations sont réputées faites par le médecin.

après. Comme précédemment, on classera celles-ci, à cet effet, en trois catégories :

A. — Déclarations qui intéressent des maladies professionnelles figurant à la fois dans les tableaux annexés à la loi du 25 octobre 1919, complétés par la loi du 1^{er} janvier 1931 et dans le précédent décret du 16 novembre 1929.

Les cas rentrant dans cette catégorie donnent droit, en principe, à réparation. Ne font exception que ceux qui sont en dehors soit des manifestations morbides, soit des travaux — soit des deux à la fois — prévus par les tableaux annexes.

Les intoxications saturnines, avec 674 cas déclarés, représentent 86 p. 100 de l'ensemble.

Des six autres causes d'intoxication de la présente catégorie (mercure, tétrachloréthane, benzine, phosphore, rayons X et substances radio-actives), seules ont donné lieu à des déclarations le mercure (13 cas) et la benzine (3 cas).

Le total général des déclarations de maladies envisagées ici est donc de 690.

B. — Déclarations intéressant des maladies professionnelles figurant seulement au décret.

Elles sont au nombre de 90. Une partie seulement des rubriques de maladies professionnelles comprises dans la nomenclature du décret ont fait l'objet, ainsi qu'on le verra, de déclarations.

C. — Déclarations intéressant des maladies professionnelles non prévues au décret ou ne paraissant pas pouvoir être rattachées de façon précise à une rubrique de ce décret.

Ces déclarations bénévoles (au nombre de 5), quoique en marge de la liste réglementaire actuelle, sont incorporées dans la présente statistique, à titre documentaire.

Les renseignements relevés dans les copies des déclarations et les certificats médicaux y joints transmis par les mairies (ou, le cas échéant, dans les déclarations des médecins, établies par cartes-lettres), et servant de base à la statistique, se rapportent :

A la nature du travail industriel ayant provoqué la maladie;

A la nature des produits ou agents nocifs incriminés (renseignement qui résulte assez souvent d'enquêtes spéciales de l'Inspection du travail et qu'il n'est d'ailleurs pas toujours possible d'établir de façon suffisamment précise);

A la nature des manifestations morbides;

A la suite probable de la maladie telle qu'elle a pu être appréciée au moment de la déclaration (incapacité temporaire, avec durée présumée, incapacité permanente, totale ou partielle); le cas échéant, décès de la victime.

Les déclarations des médecins n'étant pas faites en vue de la réparation de la maladie, ne comportent toutefois pas ce dernier ordre de renseignements.

La statistique indiquera, en outre, la répartition des cas suivant le sexe des victimes, ainsi que le nombre de ceux ayant donné lieu à déclaration du médecin seul, de l'intéressé seul ou conjointement de l'un et de l'autre. On remarquera que pour une certaine proportion des maladies déclarées ne donnant pas droit à réparation, il y a cependant eu déclaration bénévole par le malade (ou par l'employeur).

On s'attachera enfin à dégager, par de brefs commentaires, certains enseignements pouvant être tirés, au point de vue de la prévention, de la documentation recueillie.

A. — DÉCLARATIONS INTÉRESSANT DES MALADIES PROFESSIONNELLES FIGURANT A LA FOIS DANS LES TABLEAUX ANNEXÉS A LA LOI ET DANS LE DÉCRET.

I. — Saturnisme.

Il a été déclaré, en 1934, 674 cas de saturnisme.

Depuis la mise en vigueur de la loi du 25 octobre 1919, le nombre de cas de saturnisme déclarés pour chaque année s'établit comme suit :

	NOMBRE de cas déclarés.		NOMBRE de cas déclarés.
1921.....	144	1928.....	1.525
1922.....	797	1929.....	1.846
1923.....	1.025	1930.....	1.682
1924.....	1.249	1931.....	1.114
1925.....	1.343	1932.....	913
1926.....	1.505	1933.....	704
1927.....	1.040	1934.....	674

Pour ne considérer que la période qui s'est écoulée depuis le début de la crise économique actuelle, la diminution du nombre des cas de saturnisme déclarés s'est faite, d'année en année, dans les proportions suivantes : 9 p. 100 en 1930, 34 p. 100 en 1931, 20 p. 100 en 1932, 23 p. 100 en 1933, 5 p. 100 en 1934. Ce mouvement de régression s'est donc, dans l'ensemble, fortement atténué en 1934.

L'émaillage sur métaux n'a cependant donné lieu qu'à 129 déclarations contre 230 en 1933, mais cette amélioration très notable a été en partie contre-balancée par un accroissement du nombre des cas déclarés dans d'autres industries.

C'est ainsi que les catégories voisines, « Métallurgie et raffinage du plomb », « Fonte et laminage du plomb », « Fonderie de métaux », « Récupération de vieux métaux », qui figurent ensemble pour 119 cas, n'en avaient compté que 86 en 1933. La différence provient en partie d'une usine de fonderie et laminiers, avec opérations métallurgiques, qui a présenté 66 cas contre 47 en 1932 et 42 en 1933. Cet accroissement a paru s'expliquer par la nature du minerai traité pendant une partie de l'année 1934. Ce minerai, plus riche en plomb que celui habituellement utilisé (80 à 82 p. 100 au lieu de 65 à 70 p. 100) était particulièrement difficile à traiter. Il s'agglomérait au grillage et il fallait ouvrir les portes pour l'écraser. Il en est résulté pour les ouvriers occupés à ce traitement un travail plus pénible et plus prolongé, avec production plus considérable de poussières et de fumées, fumées que les hottes existantes pouvaient ne pas entièrement évacuer. Quoiqu'il en soit, la question paraît ne pas avoir à être suivie, l'usine ayant indiqué qu'elle se proposait d'arrêter ses opérations métallurgiques.

Il faut citer encore le découpage au chalumeau, qui a fait l'objet de 35 déclarations, au lieu de 11 en 1933.

Par ailleurs, le nombre des déclarations afférentes à la fabrication et à la réparation des accumulateurs qui avait été en régression continue au cours des années précédentes, a un peu augmenté en 1934 : 235 cas contre 230 en 1933.

L'accroissement de 40 cas constaté dans la première circonscription (Paris), qui compte 28 établissements fabriquant des accumulateurs et 4 les réparant seulement, s'explique principalement comme suit, d'après les renseignements fournis par l'Inspection du travail. Dans un important établissement, avant 1934, les ouvriers légèrement atteints étaient soignés sans qu'une déclaration fût faite par eux, et ce, d'accord avec la compagnie d'assurances, qui assurait néanmoins aux malades les indemnités prévues par la loi. En 1934, les cas même légers ont fait l'objet d'une déclaration, — y compris quelques cas pour lesquels l'ouvrier avait été simplement mis en observation pour saturnisme présumé. Des 32 établissements envisagés, la comparaison des années 1933 et 1934 fait apparaître que si dans 8 d'entre eux le nombre des cas de saturnisme a augmenté, il a diminué dans 16 et il est demeuré inchangé dans 4; pour 4 autres établissements enfin, aucun cas de saturnisme n'a été déclaré au cours de ces deux années.

La fabrication des accumulateurs est celle qui compte maintenant de beaucoup le plus grand nombre d'intoxications; vient ensuite l'émaillage sur métaux. Les précédentes statistiques ont montré que, jusqu'en 1933, la situation était inverse.

Voici d'ailleurs les nombres comparatifs des déclarations afférentes à ces deux industries pour les cinq années écoulées et pour toute la France:

	ÉMAILLAGE sur métaux.	FABRICATION d'accumu- lateurs.		ÉMAILLAGE sur métaux.	FABRICATION d'accumu- lateurs.
1930.....	735	472	1933.....	230	232
1931.....	422	343	1934.....	129	235
1932.....	350	290			

On a précédemment fait ressortir, à l'aide de statistiques portant sur 23 émailleries de la quatrième circonscription (Nancy) ^[1], que la décroissance du saturnisme dans ces émailleries était essentiellement due à celle de la proportion des émaux plombés employés. Cette proportion est en effet passée, dans l'ensemble, de 57 p. 100 en 1931, à 52 p. 100 en 1932, 27 p. 100 en 1933 et 20,5 p. 100 en 1934, ainsi qu'il résulte du tableau ci-après, qui récapitule en regard les nombres correspondants des cas de saturnisme déclarés pour l'ensemble des émailleries de la circonscription :

ANNÉES.	POIDS DES ÉMAUX EMPLOYÉS.			P. 100 DES ÉMAUX sans plomb employés.	NOMBRE DE CAS de saturnisme déclarés.
	ÉMAUX sans plomb.	ÉMAUX plombés.	POIDS TOTAL.		
	kilogr.	kilogr.	kilogr.		
1931.....	1.012.343	1.330.227	2.342.570	43	331
1932.....	1.034.984	1.082.724	2.117.708	48	244
1933.....	2.008.447	757.765	2.766.212	73	140
1934.....	2.044.977	526.714	2.571.691	79,5	91

On remarque qu'à la diminution de 6,5 p. 100 de la proportion des émaux plombés employés en 1934 par rapport à 1933, a correspondu

(1) Sur 26 émailleries que compte cette circonscription; 3 émailleries, d'ailleurs peu importantes, n'ont pu être retenues, les renseignements les concernant étant incomplets. De ces 26 émailleries, 18 sont situées dans les Ardennes.

une diminution notablement plus accentuée du nombre des déclarations de saturnisme : 91 contre 140, soit 35 p. 100 d'écart.

Cette disparité paraît due en partie au léger ralentissement constaté dans la production au cours de l'année 1934 et que traduit, d'une part le tonnage un peu inférieur d'émaux employés, d'autre part la diminution du nombre d'ouvriers occupés à l'application des émaux (557 au lieu de 635). On relève cette précision dans les renseignements fournis par l'Inspecteur divisionnaire, que sur les 557 ouvriers occupés à l'émaillage des métaux en 1934, 416 étaient affectés à l'application des émaux sans plomb, 97 à l'application des émaux plombés et 44 à l'application des deux genres d'émaux.

L'action persévérante et méthodique du service, très attentif aux conditions d'hygiène des émailleries, n'a pu, de son côté, que contribuer efficacement à l'heureux résultat enregistré.

Dans la région parisienne, qui compte 8 émailleries, des améliorations très importantes ont également été réalisées au cours de ces dernières années. Le nombre des cas de saturnisme déclarés du chef de ces émailleries est en effet tombé successivement de 61 en 1930, à 31 en 1931, 29 en 1932, 11 en 1933 et 5 en 1934. Ces cinq derniers cas intéressent 3 émailleries; les 5 autres émailleries auraient donc été complètement indemnes du saturnisme pendant l'année 1934. D'après les renseignements fournis par le Service, les améliorations constatées, qui portent sur 7 émailleries, seraient dues aux facteurs suivants :

Abandon des émaux plombés : 3 émailleries (dont une fabrique de plaques émaillées pour la publicité et une émaillerie de plaques pour appareils de chauffage, qui ont renoncé aux émaux plombés depuis 1931);

Diminution de la proportion des émaux plombés employés, conjuguée avec une réduction des heures de travail et une stricte surveillance médicale du personnel, notamment au moment de l'embauchage : 1 émaillerie;

Amélioration de la ventilation aux hottes de pulvérisation : utilisation rationnelle des masques par un personnel sélectionné; travail par roulement à l'émaillage : 1 émaillerie;

Crise de fabrication : 2 émailleries.

Enfin, attention toute particulière portée par le Service à l'amélioration des conditions d'hygiène des émailleries continuant à employer des émaux plombés.

Parmi les progrès signalés dans d'autres circonscriptions, une mention spéciale est à faire d'une importante émaillerie de la deuxième circonscription (Tours), où vingt cas de saturnisme avaient été déclarés en 1932 et qui n'en a plus enregistré que deux en 1934. Ce résultat est attribué surtout à une installation nouvelle, réalisée en 1933, et qui comporte, pour les opérations de poudrage, des cabines vitrées mobiles, en communication avec une ventilation aspirante, et dans lesquelles l'ouvrier poudreur passe seulement les mains. Une série d'autres mesures préventives sont en outre appliquées : ventilation générale de l'atelier à l'aide d'aspirateurs qui renouvellent l'air en quelques minutes; nettoyage fréquent du sol par aspiration; dépoussiérage journalier des vêtements de travail des ouvriers par le même procédé, etc.

A noter enfin, au sujet d'une émaillerie située dans la onzième circonscription (Lyon), qui avait compté trente cas de saturnisme en 1930 et en a enregistré encore quatorze en 1934, malgré les améliorations réalisées dans les mesures d'hygiène et une accentuation du remplacement des émaux plombés, cette déclaration de l'industriel, que la rareté des ouvriers spécialistes de l'émaillage oblige fréquemment à recruter

des saturnins chroniques, parmi lesquels les rechutes sont fréquentes, même lorsqu'ils sont employés à l'application des émaux sans plomb.

En résumé, si la lutte contre le saturnisme, dans toutes les industries exposant à cette intoxication, reste, de par le nombre des déclarations enregistrées, au premier plan de la prévention des maladies professionnelles, un intérêt tout particulier s'attache aux efforts poursuivis en vue de l'amélioration des conditions d'hygiène du personnel des fabriques d'accumulateurs et des émailleries sur métaux, industries qui ont encore représenté à elles seules plus de la moitié des cas de saturnisme déclarés.

Ces considérations préliminaires exposées, le tableau suivant donne la répartition, par nature de travaux industriels et par circonscription divisionnaire du travail, des 674 déclarations de saturnisme reçues en 1934

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES OU TRAVAUX ⁽¹⁾ .	TOTAL DES DÉCLARATIONS.	RÉPARTITION DES DÉCLARATIONS PAR CIRCONSCRIPTION D'INSPECTION DIVISIONNAIRE DU TRAVAIL ⁽²⁾ .											
		1 ^{re} .	2 ^e .	3 ^e .	4 ^e .	5 ^e .	6 ^e .	7 ^e .	8 ^e .	9 ^e .	10 ^e .	11 ^e .	12 ^e .
Métallurgie et raffinage du plomb...	3	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	2	"
Fonte et laminage du plomb.....	66	"	"	"	"	"	"	66	"	"	"	"	"
Fabrication de tuyaux en plomb.....	5	3	"	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"
Fabrication de câbles électriques sous plomb.....	3	"	"	"	"	"	3	"	"	"	"	"	"
Fabrication de capsules en plomb.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Fonderie de métaux.....	42	22	"	"	"	"	"	"	"	"	2	18	"
Récupération de vieux métaux.....	8	3	"	"	3	"	"	"	"	"	2	"	"
Fabrication de poterie dite d'étain...	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Fabrication de couverts.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Fonderie de bronze imitation.....	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Fonte de caractères d'imprimerie.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"
Trempe au plomb.....	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Étamage.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Soudure.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"
Montage de soudure de carrosserie au- tomobile.....	3	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Confection de joints.....	3	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Couverture-plomberie; plomberie in- dustrielle.....	15	5	1	"	1	"	2	3	"	"	1	2	"
Imprimerie.....	37	3	1	1	2	2	2	6	"	6	4	8	2
Fabrication de cèruse, minium.....	4	"	"	"	"	2	"	"	"	"	2	"	"
Fabrication de couleurs et vernis.....	11	11	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Fabrication d'émaux.....	3	"	"	"	3	"	"	"	"	"	"	"	"
Fabrication de produits chimiques.....	11	"	4	"	"	"	1	"	6	"	"	"	"
Peinture en bâtiment.....	4	3	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Peinture en voitures.....	3	"	9	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"
Peinture sur rotin.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Peinture sur métaux.....	19	4	"	1	"	4	"	"	"	"	5	5	"
Travail au chalumeau de fer peints au minium.....	2	"	"	"	"	"	"	1	1	"	"	"	"
Décapage au chalumeau.....	35	"	"	"	"	1	"	"	"	"	29	"	5
Accumulateurs (Fabrication et répa- ration d').....	235	201	"	"	2	14	1	"	"	1	1	14	1
Verrerie.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Céramique.....	14	2	"	4	2	3	1	"	"	1	1	"	"
Émaillage sur métaux.....	129	5	8	4	91	2	6	1	"	"	"	12	"
Divers.....	6	2	"	"	"	3	1	"	"	"	"	"	"
TOTAUX.....	674	281	16	10	105	32	17	79	7	9	49	61	8

(1) Afin de faciliter le rapprochement de ces travaux industriels avec ceux énumérés dans la nomenclature légale, celle-ci est donnée en annexe à la fin de la présente note (Annexe II).

(2) L'indication de la consistance territoriale de chaque circonscription divisionnaire du travail est également donnée en annexe de la présente note (Annexe III).

Diverses rubriques de ce tableau appellent quelques détails :

Fabrication de capsules en plomb (1 cas). — La victime. — un ouvrier fondeur — est décédé des suites de l'intoxication (diagnostic confirmé par l'autopsie).

Soudure (1 cas). — Cette intoxication est due à la soudure de boîtes de peinture. D'autres cas, partiellement imputables à la soudure à l'aide d'alliages de plomb ou à la soudure de pièces métalliques en plomb, sont compris sous les rubriques « Couverture-plomberie » et « Peinture sur métaux ».

Confection de joints (3 cas). — Indépendamment de ces trois cas, dus en propre à la confection de joints, d'autres cas figurant aux rubriques « Couverture-plomberie » et « Peinture sur métaux » sont partiellement imputables à cette cause.

Meulage de soudure de carrosserie automobile (3 cas). — Cette rubrique nouvelle s'applique au meulage de la soudure « étain-plomb » constituant le joint des pièces de carrosserie automobile, préalablement assemblées par des points à la soudure électrique. Cette opération, réalisée au moyen d'un lapidaire — sorte de disque en acier recouvert de toile émeri — se faisait à sec, au début du procédé, et produisait une grande quantité de poussières nocives. C'est ainsi que sont survenus les trois cas de saturnisme déclarés de ce chef.

On y a remédié en remplaçant le meulage à sec par le meulage à l'humide; les ouvriers meuleurs sont en outre munis d'un masque et de vêtements imperméables.

Imprimerie (37 cas). — Ces trente-sept cas se répartissent comme suit, d'après la profession des victimes :

Typographes.....	9 cas.	Imprimeurs.....	5 cas.
Linotypistes.....	8 —	Nettoyeur de machines à imprimer.....	1 —
Clicheurs.....	11 —	Non indiqué.....	2 —
Metteur en pages.....	1 —		

Au nombre de ces trente-sept cas, figurent un cas mortel, celui d'un compositeur typographe, âgé de 62 ans, atteint d'hémiplégie, et trois cas d'incapacité permanente partielle, concernant deux linotypistes et un typographe.

Fabrication de produits chimiques (11 cas). — Tous ces cas se rapportent à la fabrication de l'arséniate de plomb.

Peinture en bâtiment (4 cas). — L'emploi de la céruse dans tous travaux de peinture en bâtiment étant, comme l'on sait, légalement interdit en France (art. 79 du livre II du Code du travail), tout cas de saturnisme déclaré au titre d'un ouvrier peintre en bâtiment fait l'objet d'une enquête spéciale du Service de l'Inspection du travail.

Il résulte des enquêtes effectuées sur les quatre cas enregistrés ici, que dans trois cas il s'agissait de saturnins chroniques (pour l'un d'eux il est indiqué que la rechute aurait été déterminée par l'emploi de minium) et dans le quatrième cas, d'un peintre d'entretien d'usine, qui aurait effectivement employé de la céruse, en petite quantité d'ailleurs et de sa propre initiative.

Peinture en voitures (3 cas). — De ces trois cas, dus à l'emploi de la céruse, deux sont survenus dans la peinture en carrosserie automobile et un dans la peinture en wagnage.

Peinture sur métaux (19 cas). — Ces dix-neuf cas se répartissent comme suit, d'après la nature de l'industrie intéressée :

Construction métallique : sept cas, dont cinq survenus dans la peinture de pièces métalliques de pont et les deux autres cas dans la peinture de charpentes métalliques (il est signalé que dans l'un de ceux-ci, le travail se faisait au pistolet);

Construction mécanique : un cas;

Serrurerie : un cas;

Chaudronnerie (montage de gazomètres) : sept cas. A la vérité, pour cinq de ces cas, survenus sur le même chantier, l'assimilation avec la peinture sur métaux ne se justifie qu'en ce que parmi les opérations incriminées figure l'étendage au pinceau d'enduits plus ou moins fluides pour les joints. Les autres causes possibles d'intoxication étaient les suivantes : manutention des tôles de montage peintes au minium, rivetage à chaud de ces tôles, soudure à l'aide d'alliage de plomb. Un sixième cas serait imputable, outre les travaux de peinture proprement dits, à l'enduisage de bandes de toile pour confection de joints;

Chantier de construction navale : un cas;

Réparation de matériel de chemin de fer : deux cas.

Travail au chalumeau de fers peints au minium (2 cas). — Il s'agit, dans un cas, de travaux de soudure des montants d'une porte en fer et, dans l'autre, de la fusion des rivets assemblant des cornières, au cours de la réfection d'un pont métallique.

Découpage au chalumeau (35 cas). — Ces trente-cinq cas se décomposent ainsi :

Démolition de vieux navires.....	29 cas.
Démolition de vieux pontons militaires.....	5 —
Découpage de grues d'un port maritime.....	1 —

Au sujet des cinq cas survenus au cours de la démolition de vieux pontons, qui étaient recouverts d'une forte couche de minium, l'Inspection du travail fournit notamment les renseignements suivants :

Des 7 ouvriers occupés sur ce chantier qui a duré 5 mois, 5 furent intoxiqués. La première intoxication fut constatée 49 jours après l'ouverture du chantier, les autres suivirent. Les durées des incapacités de travail ont été respectivement de 4, 13, 21, 49 et 157 jours. Après intervention de l'Inspecteur du travail, les ouvriers furent munis d'éponges humides en guise de masques, les emplacements de travail furent tenus isolés les uns des autres, les ouvriers s'installèrent de façon que les vapeurs résultant du découpage fussent entraînées par les vents dominants et les boissons alcooliques furent exclues et remplacées par du lait fourni par l'entreprise.

L'avis est émis par le Service que si ces mesures avaient été prises dès le début des travaux de démolition, les intoxications survenues auraient vraisemblablement été évitées.

Quoi qu'il en soit, le découpage au chalumeau de tôles ou de fers peints au minium, plus particulièrement sur les chantiers de démolition de vieux navires, pose un problème de prévention difficile, étant donné les conditions du travail, et qui retient spécialement l'attention de l'Administration.

Verrerie (1 cas). — Cette intoxication a été causée par l'application au pistolet, sur verre, d'émaux au minium.

Céramique (14 cas). — Ces intoxications sont survenues dans des fabriques de faïence ou de porcelaine (6 cas) et de poterie ou de grès (8 cas).

Il est signalé que dans un cas, il s'agissait de la décoration au pistolet de croix et couronnes funéraires.

Divers (6 cas). — Ces six cas intéressent les industries ou travaux suivants :

Fabrication de mèches d'amadou (3 cas). — Ces intoxications se sont déclarées presque simultanément dans le même établissement. Elles ont été déterminées par la litharge et le chromate de plomb dont étaient imprégnés les fils de coton destinés à former les mèches. Les opérations de bobinage des écheveaux et de tressage des mèches libèrent en effet des poussières de plomb. Or, depuis quelque temps, l'acétate de plomb (destiné à donner par réaction le chromate de plomb), au lieu d'être livré sous forme de paillettes comme précédemment, était livré en poudre. On constata que la charge de plomb prise par les fils devenait ainsi bien supérieure et les poussières plus abondantes. C'est à cette circonstance que seraient dues les intoxications qui se sont produites. Mis en demeure d'améliorer la captation de ces poussières, l'industriel a arrêté cette fabrication, se proposant d'expérimenter une nouvelle méthode n'offrant pas les mêmes dangers.

Montage de coques d'hydravion (1 cas). — La victime, employée en qualité de menuisier calfat, avait contracté cette intoxication en bouchant, avec de la céruse en pâte, les joints existant dans la charpente et dans la coque des hydravions.

Fabrication de tissus caoutchoutés (1 cas).

Etirage de métaux (1 cas). — Cette intoxication a été causée par le travail de plombage, consistant à plonger dans un bain de plomb fondu des barres de métaux spéciaux, inoxydables, qui, pour être travaillées à l'étirage, doivent être enrobées préalablement d'un lubrifiant spécial. Un procédé différent, ne comportant pas l'emploi du plomb comme lubrifiant, serait expérimenté.



Comment se répartissent, au point de vue du diagnostic, les 674 cas de saturnisme déclarés ?

Il faut d'abord en défalquer 57, dans lesquels le diagnostic porte simplement une indication sommaire, telle que « intoxication saturnine ».

Les 617 autres déclarations de saturnisme mentionnent, tantôt une seule, tantôt deux ou plusieurs manifestations morbides. Il est à noter que certaines des manifestations morbides mentionnées ne sont pas actuellement comprises dans la nomenclature des maladies engendrées par l'intoxication saturnine telle qu'elle est contenue dans le tableau annexé à la loi.

On peut donner comme suit une répartition d'ensemble de ces 617 déclarations, d'après le diagnostic porté sur chacune d'elles :

Coliques de plomb simples.....	359
Coliques de plomb associées à d'autres manifestations morbides.....	190
Cas dans lesquels n'entrent pas les coliques de plomb.....	68

Il résulte de ces chiffres que les cas de coliques de plomb, soit simples, soit associées à d'autres symptômes, représentent 89 p. 100 des cas ayant donné lieu à un diagnostic précis.

Le dépouillement des diagnostics contenus dans les 617 déclarations donne lieu aux tableaux ci-après, qui font ressortir la nature et l'importance relative des diverses manifestations morbides relevées, en distinguant suivant qu'elles sont isolées ou associées entre elles et suivant qu'elles appartiennent ou non à la nomenclature légale (1).

RÉPARTITION DES SYMPTÔMES DE SATURNISME D'APRÈS LE DIAGNOSTIC PORTÉ SUR LES DÉCLARATIONS (1).

1° Manifestations morbides mentionnées aux tableaux annexés à la loi.

Coliques de plomb (549 cas)	a. sans autre manifestation morbide.....		359	
	c. associées à d'autres manifestations morbides non mentionnées aux tableaux annexes	Rhumatisme saturnin ...	53	151
		Paralysies saturnines....	8	
		Néphrite saturnine.....	5	
		Accidents cardio-vasculaires.....	39	
		Anémie saturnine.....	43	
		Méningo-encéphalite saturnine	3	
		Troubles digestifs et hépatiques.....	148	151
		Troubles spléniques....	1	
		Asthénie.....	8	
		Tremblement.....	3	
Rhumatisme saturnin... (65 cas.)	b. associées à l'une ou plusieurs des autres manifestations morbides mentionnées aux tableaux annexes.			
	b. associée à	Troubles nerveux divers (insomnie, névralgie, névrite, céphalée, etc.).	5	85
		Troubles oculaires.....	1	
		Manifestations buccales (stomatite, gingivite)..	2	
		Manifestations du côté des voies respiratoires	2	
		a. sans autre manifestation morbide.....	7	
	c. associée à	coliques de plomb.	53	85
		paralysies.....	2	
		accidents cardio-vasculaires.....	22	
		anémie.....	7	
		méningo-encéphalite.....	1	
		troubles digestifs et hépatiques....	40	48
		asthénie.....	4	
		tremblement	2	
		troubles oculaires	1	
		manifestations du côté des voies respiratoires.....	1	

(1) On s'est donné comme règle, de même que pour les statistiques des années précédentes, de faire état des diagnostics tels quels portés sur les déclarations.

(2) Il ne faut pas perdre de vue, pour l'interprétation des chiffres de ces tableaux, qu'ils s'appliquent aux *manifestations morbides* et non aux *déclarations*, un certain nombre de celles-ci portant plusieurs manifestations morbides distinctes.

	a. sans autre manifestation morbide.....	9	
Paralysies saturnines..... (25 cas.)	b. associées à {	coliques de plomb..... 8	14
		rhumatisme..... 2	
		accidents cardio-vasculaires..... 2	
		anémie..... 2	
	c. associées à {	troubles digestifs et hépatiques.... 5	7
		troubles nerveux..... 1	
		manifestations buccales..... 1	
	a. sans autre manifestation morbide.....	4	
Néphrite saturnine..... (15 cas)	b. associée à {	coliques de plomb..... 5	14
		accidents cardio-vasculaires..... 4	
		anémie..... 4	
		méningo-encéphalite..... 1	
	c. associée à {	troubles digestifs et hépatiques.... 2	4
		tremblement..... 2	
Accidents cardo-vascu- laires (47 cas).....	b. associés à {	coliques de plomb..... 39	73
		rhumatisme..... 22	
		paralysies..... 2	
		néphrite..... 4	
		anémie..... 5	
		méningo-encéphalite..... 1	
	c. associés à {	troubles digestifs et hépatiques.... 33	38
		asthénie..... 2	
		tremblement..... 3	
	a. sans autre manifestation morbide.....	5	
Anémie saturnine..... (59 cas.)	b. associée à {	coliques de plomb..... 43	61
		rhumatisme..... 7	
		paralysies..... 2	
		néphrite..... 4	
		accidents cardio-vasculaires..... 5	
	c. associée à {	troubles digestifs et hépatiques.... 14	18
		asthénie..... 1	
		tremblement..... 2	
		manifestations cutanées..... 1	
	a. sans autre manifestation morbide.....	"	
Méningo-encéphalite sa- turnine (4 cas).....	b. associée à {	coliques de plomb..... 3	6
		rhumatisme..... 1	
		néphrite..... 1	
		accidents cordio-vasculaires..... 1	
	c. associée à {	troubles digestifs et hépatiques.... 1	3
		asthénie..... 1	
		manifestations buccales..... 1	
Goutte saturnine sans autre association morbide.....		1	
Amaurose saturnine.....		"	

2° *Manifestations morbides non mentionnées aux tableaux annexés à la loi.*

Il paraît suffisant de faire ressortir ici le nombre des cas où chacun des symptômes relevés a été rencontré soit seul, soit associé à d'autres manifestations morbides.

	SANS AUTRE mani- festation morbide.	ASSOCIÉES à une ou plusieurs autres manifestations morbides.	TOTAL.
Troubles digestifs et hépatiques.....	9	154	163
Troubles spléniques.....	"	1	1
Asthénie.....	"	10	10
Tremblement.....	"	5	5
Troubles nerveux divers (douleurs névritiques, hystérie saturnine, vertiges, névralgie, insomnie).	2	4	6
Troubles oculaires (névrite optique, affaiblissement de la vue).....	1	2	3
Manifestations buccales (stomatite, gingivite, pior- rhée alvéolo-dentaire).....	1	3	4
Manifestations du côté des voies respiratoires (la- ryngite).....	"	1	1
Manifestations cutanées (eczéma, urticaire).....	1	1	2

Le liseré de Burton a été observé et signalé chez 187 malades.

50 cas ont fait l'objet d'une déclaration par le médecin seulement;

590 cas ont fait l'objet d'une déclaration à la mairie sans déclaration par le médecin;

34 cas ont fait l'objet d'une double déclaration.

Les 674 cas déclarés intéressent 635 hommes et 39 femmes.

Les incapacités prévues par ces déclarations se répartissent de la façon suivantes :

Aucune incapacité de travail.....	6
Incapacité de moins de 8 jours.....	15
— de 8 à 15 jours.....	454
— de 16 à 30 jours.....	119
— supérieure à 1 mois.....	15
— permanente partielle.....	7

Dans 2 cas la maladie s'est terminée par le décès.

Enfin, 56 déclarations ne donnent aucune indication sur la suite probable de la maladie.

II. — Hydrargyrisme.

Il a été enregistré, en 1934, 13 cas d'hydrargyrisme; ce nombre était également de 13 en 1933, de 11 en 1932, 26 en 1931 et 21 en 1930.

Le tableau ci-après donne le relevé par industrie, des renseignements contenus dans les déclarations :

Les 3 cas d'intoxication mercurielle déclarés au titre de la fabrication des piles électriques Leclanché sont survenus presque simultanément dans la même usine. Les trois ouvrières atteintes étaient occupées à laver à l'eau, puis à essuyer à la sciure de bois, les lames de zinc amalgamées par immersion dans un bain composé d'une solution étendue de sels de mercure et d'acide sulfurique.

NATURE DES INDUSTRIES OU TRAVAUX.	NOMBRE DE CAS.	DIAGNOSTIC.	INCAPACITÉ.
Couperies de poils.....	6	Paralyse agitante.....	Incapacité per- manente partielle (50 p. 100). 1 mois.
		Séquelles de l'hydrargyrisme.....	<i>Idem.</i>
		Tremblement mercuriel.....	<i>Idem.</i>
		Stomatite, tremblement mercuriel.....	<i>Idem.</i>
		Gingivite et pharyngite mercurielles.....	<i>Idem.</i>
		Intoxication hydrargyrique.....	15 jours.
Fabrication d'accumulateurs au fer- nickel (manipulation d'une poudre contenant de l'oxyde de mercure).	1	Anémie avec grand amaigrissement, troubles gastriques graves, gingivite expulsive.	Non indiquée.
Fabrication de piles électriques Le- clanché.	3	Stomatite mercurielle.....	39 jours.
		Stomatite et gingivite.....	1 mois.
		Douleurs gastriques et troubles digestifs....	10-12 jours.
Fabrication de rupteurs électriques au mercure.	1	Taches purpuriques, gingivite avec saigne- ment des gencives, asthme, diarrhée.	Non indiquée.
Fabrique de produits chimiques (récu- pération du mercure de boues rési- duaires provenant des fabrications de l'anhydride et de l'acide acé- tique synthétiques).	1	Stomatite et gingivite avec lésion gingivale, langue subburale, haleine fétide, rougeur de la face interne des joues et du pha- rynx. Point douloureux sur le scapulaire gauche, sans signe pleuro-pulmonaire appreciable. Foie volumineux, tabatie, douleurs abdominales, diarrhée.	20 jours.
Faïencerie (photogravure).....	1	Éruptions dyshydrosiques des deux mains, œdème des paupières, céphalée.	3 semaines.

L'opération de l'essuyage à la sciure de bois ayant paru devoir être incriminée, par suite de l'inhalation possible de fines poussières de bois noircies de mercures, des dispositions ont été prises pour éviter la dissémination de ces poussières.

Des 13 cas d'hydrargyrisme enregistrés, 9 ont fait l'objet d'une déclaration de mercure, des dispositions ont été prises pour éviter la dissémination à la mairie sans déclaration par le médecin, 1 d'une déclaration par le médecin seulement, 3 d'une double déclaration.

Ces 13 intoxications intéressent 8 hommes et 5 femmes.

III. — Benzinisme.

Les 3 cas de benzinisme suivants ont été déclarés :

1° Un chef de fabrication dans une manufacture de caoutchouc a présenté de l'eczéma de la face, attribué à la benzine. Durée d'incapacité : 15 jours.

2° Un ouvrier employé depuis 28 ans à la fabrication du simili-cuir a présenté les symptômes suivants : fatigue, avec essoufflement, diminution des forces, anémie. Ces troubles ont été sans cesse en augmentant. Puis est survenue une hémoptysie, avec expectoration de bacilles, aggravation manifestement due, indique le certificat médical, à l'anémie.

3° Un ouvrier de teinturerie a été atteint de troubles oculaires, d'anémie progressive, d'accidents aigus cardiaques : tachyarythmie avec tendance à la syncope. Durée d'incapacité de travail : 35 jours.

Cet ouvrier surveillait l'essorage des pièces d'étoffe sorties du tonneau laveur. La benzine, chassée de l'essoreuse par la force centrifuge, était recueillie dans un récipient à l'air libre. L'employeur a été mis en demeure de modifier son installation de telle sorte qu'aucun dégagement de vapeurs de benzine ne puisse plus se produire dans l'atelier.

B. — DÉCLARATIONS SE RAPPORTANT A DES MALADIES PROFESSIONNELLES FIGURANT SEULEMENT AU DÉCRET DU 16 NOVEMBRE 1929 (ABROGÉ PAR LE DÉCRET DU 16 OCTOBRE 1935).

Il a été enregistré dans cette catégorie 90 cas en 1934, contre 71 en 1933, 89 en 1932 et 123 en 1931.

Ces 90 cas sont classés et examinés ci-après dans l'ordre de la nomenclature du décret. Quelques développements seront donnés, à la suite, sur divers points plus particulièrement intéressants de cette statistique.

AGENT NOCIF.	NOMBRE DE CAS.	NATURE] DE L'INDUSTRIE ou du travail.	DIAGNOSTIC.	INCAPACITÉ.
Thrichloronaphtaline ...	18	Fabrication de condenseurs électriques.	(Voir ci-après l'indication des manifestations morbides relevées et des circonstances de ces affections).	Durée d'incapacité indiquée pour 16 cas et comprise entre 12 jours et 3 semaines.
Aniline	1	Fabrique de produits chimiques.	Cyanose généralisée.....	Non indiquée.
Nitraniline.....	1	<i>Idem.</i>	Cyanose intense généralisée ...	8 jours.
Sulfure de carbone	1	Fabrique de ballons d'enfants.	Non précisé	Non indiquée.
Chlorure de soufre.....	1	Vulcanisation d'objets en caoutchouc.	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Cyanures alcalins	2	Cyanuration ¹ / ₂ de pièces d'acier.	<i>Idem.</i>	10 à 15 jours.
		Teinturerie (préparation des bains de cyanure destinés à enlever les taches de cuivre dans la soie).	<i>Idem.</i>	Non indiquée.
Huiles minérales	5	Fabrication de poteaux en béton armé (graisage des moules avec une huile de schistes).	Dermite des deux mains.....	<i>Idem.</i>
		Fabrication de lames de rasoir (dégraissage à l'essence).	Erythème bulbeux aux mains..	12 à 15 jours.
		Fabrique d'attrape-mouches.	Eczéma (par huile minérale ou eau sodique).	10 jours.
		Construction de machines-outils.	Dermite des deux mains par essence minérale employée par les ouvriers enduiseurs pour se nettoyer les mains.	15 jours.
		<i>Idem.</i>	Dermite de l'avant-bras droit par essence minérale employée par les ouvriers enduiseurs pour se nettoyer les mains.	1 mois.
Ciments	20	Entreprises du bâtiment et des travaux publics (19 cas).	Lésions qualifiées : gale du ciment, eczéma, eczéma infecté, vésicules infectées, pyodermite, dermo-épidermite, dermite, brûlure, etc.	10 jours (3 cas). 12 jours (5 cas). 15 jours (3 cas).
		Entreprises du transport (1 cas).	Siège des lésions : mains (1 cas), éras et avant-bras	20 à 30 jours (4 cas). 2 mois (1 cas). Inconnue (4 cas).

AGENT NOCIF.	NOMBRE DE CAS.	NATURE DE L'INDUSTRIE ou du travail.	DIAGNOSTIC.	INCAPACITÉ.
Ciments (Suite)			(6 cas), face (1 cas), pieds (1 cas), membres inférieurs (1 cas), tronc (1 cas), non indiqué (4 cas).	
Chaux	1	Fabrique de chaux et ciment.	Éruption eczémateuse des deux avant-bras.	15 jours.
Nickel	2	Nickelage	Éruption des bras et de la face.	Non indiquée.
		<i>Idem</i>	Éruption exzématiforme des deux mains et avant-bras.	15 jours.
Autres produits irritants ou caustiques.	10	Entreprise de peinture (broyeur).	Brûlures multiples des deux mains et des bras par manipulations répétées des solutions de potasse en faisant le nettoyage de l'atelier et du matériel.	Non indiquée.
		Buanderie	Dermite bulbo-ulcéreuse des doigts.	3 mois.
		Teinture et apprêts	Dermite	15 à 20 jours.
		<i>Idem</i>	Dermatose des deux mains (serait due à l'emploi d'eau de Javel pour le rinçage des moins au cours de la manipulation des acides employés en teinture).	15 jours.
		Fabriques de lessives et eau de Javel (rinçeuse).	Éruption	12 jours.
		Lavage de sacs à engrais.	Éruption eczémateuse aux mains et aux pieds, probablement due à un sel ammoniacal.	Pas d'incapacité.
		Atelier de coiffure	Eczéma professionnel dû au contact de champoings.	10 à 12 jours.
		Usine d'optique	Eczéma des mains (travail de polissage exécuté avec de l'oxyde de fer et de l'eau).	12 jours.
		Trempe de roulements à aiguilles.	Erythème inflammatoire de la face dorsale des doigts des mains et de l'extrémité inférieure de l'avant-bras par produits de cémentation.	15 à 29 jours.
		<i>Idem</i>	Rechute du cas précédent.	15 jours.
Acide chromique	5	Chromage électrolytique des métaux.	Eczéma des deux avant-bras. .	10 jours.
		<i>Idem</i>	Dermite chimique de doigts des deux mains.	15 jours.
		<i>Idem</i>	Dermite chimique aux deux avant-bras.	<i>Idem</i> .
		<i>Idem</i>	Dermite chimique aux mains et avant-bras.	Non précisée.
		<i>Idem</i>	Coliques, stomatite, anémie. .	Non indiquée.
Bichromate de potassium.	15	Fabrication de ce produit.	(Voir ci-après l'indication des manifestations morbides relevées et des circonstances de ces affections).	<i>Idem</i> .
Poussières siliceuses. . . .	7	Fumisterie industrielle. .	Toux, dyspnée, expectoration (silicose pulmonaire).	<i>Idem</i> .
		Mines d'or	Silicose pulmonaire bilatérale et faiblesse générale.	Incapacité permanente de 90 p. 100.
		<i>Idem</i>	Silicose (aurait besoin de frais longs et dispendieux).	Non indiquée.

AGENT NOCIF.	NOMBRE DE CAS.	NATURE DE L'INDUSTRIE ou du travail	DIAGNOSTIC.	INCAPACITÉ.
Poussières silicieuses.... (Suite.)		Mines d'or.....	Bronchite bacillaire avec emphyseme, maladie provenant d'un séjour prolongé dans les mines (15 ans environ).	Incapacité permanente totale.
		Idem.....	Silicose pure de l'appareil respiratoire, confirmée cliniquement, radioscopiquement et radiographiquement lors de deux séjours à l'hôpital.	Idem.
		Idem.....	Silicose pulmonaire.....	Idem.
		Idem.....	Emphysème pulmonaire, consécutif à de la silicose pulmonaire.	Décès survenu en décembre 1934, déclaré en 1935.
Poussières de charbon...	1	Usine à gaz (journalier).	Poussées successives de folliculites, de furoncles et d'abcès de la région de la nuque, ayant entraîné à deux reprises la cessation du travail et la nécessité d'un traitement par auto-vaccin. Cette infection de la peau paraît due en grande partie à une irritation chronique de la peau par des poussières de charbon, dont les débris ont été éliminés avec le pus des abcès.	Non indiquée.

Dans 23 cas il y a eu déclaration à la mairie seulement, dans 56 cas déclaration par le médecin seulement et dans 11 cas, double déclaration. Les 90 maladies déclarées intéressent 66 hommes et 24 femmes.

Trichloronaphtaline. — Les 18 cas de maladie professionnelle portés sous cette rubrique sont survenus en série dans une même fabrique de condensateurs électriques, au début de 1934.

Le point de fusion élevé de la trichloronaphtaline a conduit à employer en certains cas ce produit comme matière isolante d'imprégnation des condensateurs et de blocage des éléments de batterie dans les récipients ou caisses métalliques les renfermant. Il en est ainsi notamment pour les condensateurs destinés aux pays chauds.

Ce produit, additionné d'un peu de brai comme colorant, fut utilisé par l'établissement susvisé à partir de fin 1933. Des précautions d'hygiène appropriées (notamment en vue de mettre le personnel à l'abri des vapeurs se dégageant des bacs de fusion de la trichloronaphtaline) n'ayant pas été prises dès le début, les premiers accidents suivirent de près la mise en route de la fabrication nouvelle.

Dès le mois de janvier 1934, une enquête médicale effectuée parmi le personnel de l'usine en contact avec la trichloronaphtaline, — soit 56 ouvrières et 6 ouvriers, — avait révélé que 50 ouvrières et 4 ouvriers présentaient des manifestations cutanées diverses, du type acné chlorique, les unes aiguës, les autres chroniques. De plus, des troubles digestifs furent accusés par 13 ouvrières, ils consistaient en anorexie ou nausées. Quelques-unes se plaignaient de vertige pendant le travail (1).

D'après les 18 déclarations de maladies professionnelles reçues dans la

(1) Les résultats de cette enquête ont été publiés sous le titre : « Cinquante-quatre cas de dermatites par trichloronaphtaline », par MM. Touraine, Solente, B. Menetrel et Aubrun, dans le *Bulletin de la Société française de dermatologie et de syphiligraphie* (n° 2, février 1934).

suite, et se rapportant aux cas ayant entraîné une incapacité de travail, la dermite, plus ou moins étendue, siégeait aux bras et avant-bras, aux jambes, à la face, au cuir chevelu, à la partie antérieure du thorax; on relève encore les manifestations morbides suivantes : laryngite et pharyngite, troubles digestifs et hépatiques, stomatite, vertige, toux quinteuse.

L'inspecteur du travail, qui ne fut que tardivement informé, prescrivit aussitôt les mesures nécessaires. L'établissement supprimait d'ailleurs en grande partie, sur ces entrefaites, l'emploi de la trichloronaphtaline.

D'une enquête documentaire effectuée par le Service de l'Inspection du travail dans les autres fabriques de condensateurs électriques, — d'ailleurs très peu nombreuses, — utilisant ce produit, se dégage d'une façon générale cette indication que la technique de cette fabrication est en cours d'évolution et que c'est des progrès réalisés dans cette voie (imprégnation effectuée en autoclave, substitution du sertissage des condensateurs à leurs deux bouts, au bouchage par la trichloronaphtaline, etc.), que dépend surtout l'amélioration des conditions de salubrité du travail.

Sulfure de carbone. — Le cas de sulfocarbonisme survenu dans une fabrique de ballons d'enfants, fait suite à plusieurs autres cas que se sont manifestés dans ce même établissement et dont un seul a fait l'objet, en 1932, de la déclaration réglementaire de maladie professionnelle; les autres cas ont été signalés par la Caisse interdépartementale des assurances sociales de Seine et Seine-et-Oise.

Cette série d'intoxications a souligné la nécessité d'un examen particulièrement attentif des conditions dans lesquelles elles ont pu se produire. L'Inspecteur du travail a ainsi été amené à se rendre compte que l'installation de captation des vapeurs aux cuves de vulcanisation et aux tables de séchage ne fonctionnait pas normalement et appelait certaines améliorations. Cette constatation a d'ailleurs été corroborée par l'analyse de l'air des ateliers effectuée par un laboratoire officiel. D'autre part, la consultation du registre du personnel indiquait que le personnel occupé à la vulcanisation s'était souvent absenté pour cause de maladie et, en interrogeant les ouvrières, certaines ont déclaré à l'Inspecteur qu'elles éprouvaient des maux de estomac avec des vomissements, et aussi une fatigue à la marche.

A la suite de ces constatations, des travaux ont été immédiatement entrepris, en vue notamment d'assurer une meilleure captation des vapeurs sur les cuves de vulcanisation et de réaliser le séchage en vase clos, avec aspiration des vapeurs.

Le Service reconnaît d'ailleurs que la mise au point de cette installation devra être très poussée, en raison de la difficulté d'éliminer complètement ici le risque d'intoxication.

Bichromate de potassium. — Les 15 cas de maladie professionnelle figurant sous cette rubrique sont survenus dans une même usine de produits chimiques.

Cette usine mettait en route, en décembre 1933, la fabrication du bichromate de potassium sans que les précautions spéciales que nécessite la très grande causticité de ce produit eussent été prises. Aussi des lésions ne tardèrent-elles pas à se manifester, de plus en plus nombreuses, parmi le personnel affecté à la fabrication nouvelle. La fabrication antérieure du bichromate de sodium n'ayant donné lieu à aucun incident de ce genre, l'usine paraît avoir elle-même été surprise par les effets nocifs du bichromate de potassium.

Elle organisa, vers la fin du mois de mars 1934, un contrôle médical spécial des ouvriers intéressés. Le Service de l'Inspection du travail fut alerté par 9 déclarations de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité de travail, transmises par le médecin chargé de ce contrôle.

En réalité, ce médecin reconnut, dès son premier examen systématique des ouvriers, que tout le personnel stable de l'atelier de fabrication du bichromate de potassium, ainsi que certains ouvriers travaillant occasionnellement dans cet atelier, présentaient des manifestations cutanées et muqueuses plus ou moins graves; quelques ouvriers étaient même atteints de troubles ou lésions des voies respiratoires.

De concert avec le médecin chargé du service médical du personnel et l'Inspecteur du travail, l'usine mit aussitôt à l'étude l'assainissement des conditions de fabrication et les mesures de protection individuelle des ouvriers. Grâce à des mesures prophylactiques et à un traitement curatif appropriés, les lésions furent rapidement enrayerées et la situation sanitaire du personnel améliorée.

L'atelier de fabrication fut d'ailleurs arrêté pour transformation. Il était notamment prévu que la fabrication s'effectuerait désormais dans toutes ses phases en appareil hermétiquement clos, avec concentration et séchage sous dépression, afin d'éviter toute dispersion de poussières ou vapeurs.

Le Service de l'Inspection du travail a rendu compte, à la reprise de la fabrication, que les mesures techniques de prévention prévues ont été réalisées et les mesures de protection individuelle suivantes mises en application : contrôle médical régulier, comportant l'examen de tout le personnel au moins une fois par semaine; fourniture de vêtements de travail fréquemment lavés; bains-douches mis journellement à la disposition des intéressés; fourniture de produits destinés à atténuer l'action caustique du bichromate (eau chargée d'acide sulfureux pour inhalations, vaseline pour enduisage des narines et des mains).

Une seule déclaration de maladie professionnelle a été reçue dans la suite : elle se rapporte au cas d'un ouvrier qui a pu se soustraire pendant trois semaines au contrôle médical et qui n'avait pas suivi les instructions préventives.

Les symptômes relevés dans les 15 déclarations de cas ayant entraîné une incapacité de travail se répartissent comme suit :

Rhinite croûteuse avec perforation de la cloison nasale : 6 cas;

Rhino-pharyngite avec ulcération croûteuse et perforation de la cloison nasale : 4 cas;

Rhino-pharyngite avec ulcération croûteuse sans perforation de la cloison nasale : 1 cas;

Eruptions papuleuses avec ulcérations centrales profondes à fond couvert d'un exsudat visqueux et adhérent des mains : 1 cas;

Eczéma papulo-pustuleux des deux mains et avant-bras : 1 cas;

Eczéma papuleux suintant de la face et des mains : 1 cas;

Ulcération de la conjonctive de l'œil, avec réaction péri-inflammatoire : 1 cas;

Trachéo-bronchite périhilaire avec expectoration muqueuse et sanguinolente : 2 cas.

Le médecin traitant insiste sur la rapidité du processus complet de la rhinite ulcéreuse et le caractère indolore de la lésion dans la saison chaude, au point qu'elle peut être ignorée de la victime.

Poussières siliceuses. — Les 6 cas d'affections pulmonaires (dont 5 qualifiés expressément « silicose » par les certificats médicaux) enregistrés au titre des mines d'or, se rapportent à des ouvriers mineurs des mines d'or de la région de Saint-Yrieix (Haute-Vienne). Ces ouvriers étaient tous occupés, au moment où ils ont cessé le travail, dans la même mine.

Le Service des mines a établi, au sujet de ces six déclarations de maladies professionnelles, des rapports circonstanciés destinés à être joints au dossier constitué par l'Administration sur la question de la silicose, en vue de son examen ultérieur par la Commission d'hygiène industrielle et la Commission supérieure des maladies professionnelles.

Ces rapports indiquent notamment l'âge des ouvriers, la durée et la nature des travaux miniers effectués par chacun d'eux (avancement, abattage, travaux divers au fond, au jour) et rapprochent ces antécédents professionnels des affections pulmonaires déclarées.

Ils fournissent, d'autre part, des indications sur les mesures préventives appliquées dans la mine en cause.

Le forage des trous de mine se fait aujourd'hui uniquement, dans cette mine, avec injection d'eau. Cette mesure, appliquée d'abord aux marteaux pneumatiques sur affût, a été étendue aux marteaux pneumatiques ordinaire en 1932. Il a été constaté que ce dispositif fonctionne d'une manière satisfaisante. Toutefois, les ouvriers ont une tendance à ne pas ouvrir le robinet d'eau comprimée au début du forage, afin d'éviter les éclaboussures qui se produisent tant que le trou n'atteint pas une certaine profondeur. La direction de la mine a essayé un nouveau modèle de marteau perforateur, construit de manière à ne pouvoir fonctionner que lorsque le robinet d'eau est ouvert. Il est d'ailleurs noté que l'injection d'eau n'atteint sa pleine efficacité que lorsque le trou de mine est déjà nettement amorcé.

Le Service des mines estime, en tout cas, que la généralisation de l'injection d'eau ne peut moins faire que d'avoir amélioré les conditions d'hygiène du travail et il se propose d'attirer maintenant l'attention des exploitants sur l'efficacité possible de masques légers, pouvant être facilement supportés par l'ouvrier, ainsi que sur la nécessité de visites médicales à l'embauchage plus sévères, de façon à n'admettre à la perforation en roche dure que des ouvriers ayant un système respiratoire parfaitement sain.

C. — DÉCLARATIONS INTÉRESSANT DES MALADIES PROFESSIONNELLES NON PRÉVUES AU DÉCRET.

Il a été enregistré dans cette catégorie les cinq cas suivants :

PRODUIT TOXIQUE.	NOMBRE DES CAS.	NATURE DE L'INDUSTRIE.	DIAGNOSTIC.	INCAPACITÉ.
Monosulfure de sodium..	1	Photographie.....	État général médiocre. Hypertension; asthénie; quelques râles de bronchite; lésion de Burton.	15 jours.
Peintures cellulósiques..	2	Carosserie automobile..	Insomnie, inappétence; amaigrissement, tremblements, vomissements, tous signes d'intoxication profonde. (Le travail au pistolet n'ayant lieu que par larges intermittences, l'origine professionnelle de cette maladie a été contestée).	3 semaines.
		Garage d'automobiles...	Le blessé souffre de l'estomac et a des vomissements le matin depuis qu'il travaille dans une atmosphère de peinture cellulósique (travail très intermittent).	8 jours.
Peinture, anti-rouille appliquée au pistolet.	1	Fabrique de voitures automobiles.	Troubles gastro-intestinaux (essence de térébenthine ou white spirit incriminés).	15 jours.
Naphtols	1	Teinturerie	Eczéma.....	Non indiquée.

Dans quatre cas la déclaration émane de la mairie, dans un cas du médecin; les maladies déclarées intéressent toutes des hommes.

ANNEXES.

I. — DÉCRET DU 16 OCTOBRE 1935

relatif à la déclaration obligatoire des maladies d'origine professionnelle.

ARTICLE PREMIER. — Les cas de maladies ayant un caractère professionnel que les docteurs en médecine ou officiers de santé doivent déclarer aux termes de l'article 12 de la loi du 25 octobre 1919, en vue de la prévention des maladies professionnelles et de l'extension ultérieure de ladite loi, sont les suivants :

I. — TOUTES LES MALADIES AYANT UN CARACTÈRE PROFESSIONNEL CAUSÉE PAR :

A. *Agents chimiques.*

- 1° Le plomb, ses alliages et ses combinaisons;
- 2° Le mercure, ses amalgames et ses combinaisons;
- 3° L'arsenic et ses combinaisons;

gène phosphoré et l'anhydride phosphorique;

- 5° Le sulfure de carbone;
- 6° L'acide chromique et ses combinaisons avec les métaux alcalins;
- 7° Les sels de nickel;
- 8° Le bioxyde de manganèse et la pyrolusite;
- 9° Le zinc dans la fusion de ce métal, dans la fabrication de ses alliages et dans le travail au chalumeau de tôles galvanisées;
- 10° Le fluor, l'acide fluorhydrique, les fluorures et les fluosilicates alcalins;
- 11° Les dérivés halogénés des hydrocarbures de la série grasse, notamment le chlorure de méthylène, le chloroforme, le tétrachlorure de carbone, le tétrachloréthane, le di- et le trichloréthylène, le bromure de méthyle;

12° Le benzène et ses homologues (toluène, xylène, etc.) et leur dérivés halogénés, nitrés et aminés, notamment les chlorobenzènes, les nitrobenzènes, le dinitro- et le trinitrophénol (acide picrique), le dinitro- et le trinitrotoluène, l'aniline et ses dérivés, le paraphénylène diamine, les chloronaphtalènes;

13° Les gaz et vapeurs irritants, asphyxiants, caustiques ou toxiques, notamment l'oxyde de carbone et ses combinaisons, le chlore et l'oxychlorure de carbone (phosgène), le brome, l'hydrogène sulfuré, sulphydrate d'ammoniaque, l'anhydride sulfureux, les vapeurs nitreuses, les vapeurs ammoniacales, l'acide cyanhydrique et les dérivés du cyanogène, l'aldéhyde formique (formol), l'acide sulfurique, l'acide chlorhydrique, l'acide nitrique;

14° Les peintures et vernis cellulositiques et autres peintures et vernis à séchage rapide dans leur application;

15° Les alcalis caustiques et substances analogues, notamment la soude, l'ammoniaque, la chaux, les chaux hydrauliques, les ciments;

- 16° Les brais, les goudrons, le bitume, l'asphalte, les huiles minérales, les paraffines et autres produits irritants pour la peau ou cancérogènes;
17° La fabrication ou la manipulation de l'émétine, la quinine, la cocaïne et ses succédanés et les alcaloïdes de l'opium;

B. Agents physiques.

- 18° Les radiations de courte longueur d'onde par rapport à la lumière, notamment les rayons X et les rayons ultra-violet; ;
19° Le radium et les autres substances radioactives;
20° Les variations brusques de pression de l'air en dehors des cas considérés comme accidents du travail;

C. Agents végétaux.

- 21° Les bois exotiques irritants;

D. Agents animés.

- 22° La bactériémie charbonneuse, le bacille de la morve, le spirochète ictéro-hémorragique, le bacille du tétanos et les brucellæ, en dehors des cas considérés comme accidents du travail;
23° L'ankylostome.

II. — LES CAS PROFESSIONNELS.

- 1° De dermatoses chroniques ou récidivantes, autres que celles déclarées du chef d'une des causes sus-énumérées;
2° D'affections pulmonaires déterminées par l'inhalation de poussières d'origine minérale, végétale ou animale, notamment les pneumokonioses causées par les poussières siliceuses, argileuses, calcaires, sidéreuses et charbonneuses et par les poussières de coton, de laine et de crin;
3° D'inflammation du tissu cellulaire sous-cutané de la main ou du genou (main battue, genou battu), de bursite aiguë du coude (coude battu) et d'inflammation de la gaine synoviale et des gaines tendineuses de l'articulation du poignet causées par les attitudes particulières nécessitées par le travail; d'arthrites chroniques du membre supérieur causées par les secousses des marteaux pneumatiques;
4° De surdité causée par les bruits industriels chez les chaudronniers, les riveurs et batteurs de cuir;
5° D'affections oculaires causées par les sources industrielles intenses de chaleur et de lumière, les vapeurs irritantes ou caustiques et les poussières;
6° De nystagmus, notamment chez les mineurs.

ART. 2. — Le décret du 16 novembre 1929 est abrogé.

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

II. — Consistance territoriale des circonscriptions d'inspection divisionnaire du travail :

- 1^{re} circonscription : Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne.
2^e circonscription : Loiret, Cher, Loir-et-Cher, Indre-et-Loire, Indre, Vienne, Haute-Vienne, Allier, Creuse.
3^e circonscription : Yonne, Nièvre, Aube, Haute-Marne, Côte-d'Or, Haute-Saône, Territoire de Belfort, Doubs, Jura, Saône-et-Loire.
4^e circonscription : Aisne, Ardennes, Marne, Meuse, Meurthe-et-Moselle, Vosges.
5^e circonscription : Nord, Pas-de-Calais, Somme.
6^e circonscription : Oise, Seine-Inférieure, Eure-et-Loir, Orne, Calvados, Manche.
7^e circonscription : Sarthe, Mayenne, Ile-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Deux-Sèvres, Vendée.
8^e circonscription : Charente-Inférieure, Gironde, Lot-et-Garonne, Landes, Gers, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Charente, Dordogne, Corrèze, Lot.
9^e circonscription : Aude, Pyrénées-Orientales, Hérault, Aveyron, Cantal, Lozère, Tarn, Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne, Ariège.
10^e circonscription : Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes, Corse, Vaucluse, Basses-Alpes, Drôme, Hautes-Alpes, Gard, Ardèche.
11^e circonscription : Rhône, Isère, Ain, Haute-Savoie, Savoie, Puy-de-Dôme, Loire, Haute-Loire.
12^e circonscription : Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle.

III. — Travaux industriels susceptibles de provoquer l'intoxication saturnine des ouvriers, d'après le tableau annexé à la loi.

Métallurgie et raffinage du plomb.
Fonte, laminage du plomb et de ses alliages.
Fonte de zinc plombifère.
Traitement des minerais contenant du plomb, y compris les cendres plombeuses d'usines à zinc.
Trempe et revenu au plomb.
Fonte de caractères d'imprimerie en alliage de plomb.
Fabrication et polissage de poteries dites d'étain en alliage de plomb.
Soudure à l'aide d'alliage de plomb.
Travaux de soudure de pièces métalliques en plomb ou plombifères.
Conduite de machines à composer utilisant un alliage de plomb.
Etamage à l'aide d'un alliage contenant du plomb.
Fabrication de jouets en alliage de plomb.
Fabrication de capsules et couvercles métalliques renfermant du plomb.
Dessoudure des vieilles boîtes de conserves et autres objets soudés à l'aide d'alliage de plomb.
Manipulation des caractères d'imprimerie en alliage de plomb.
Manipulation ou emploi des encres d'imprimerie plombifères.
Fabrication des composés du plomb.
Cristalleries (préparation et manutention de composés plombifères dans les).
Fabrication et broyage des couleurs à base de plomb.
Travaux de peinture de toute nature comportant l'emploi de substances plombifères ou s'appliquant à des substances plombifères.
Travail au chalumeau de matières recouvertes de peintures plombifères.
Fabrication et réparation des accumulateurs au plomb.
Fabrication d'huiles siccatives et vernis plombifères.
Fabrication des émaux plumbeux et leur application.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

de la loi du 8 avril 1935 tendant à suspendre l'utilisation des heures supplémentaires dans les établissements industriels et commerciaux.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PROJET DE LOI

tendant à suspendre l'utilisation des heures supplémentaires dans les établissements industriels et commerciaux (1).

(Renvoyé à la Commission du travail (2).)

EXPOSE DES MOTIFS.

Messieurs,

Le projet de loi que nous avons l'honneur de vous présenter a pour objet de suspendre, en raison du chômage actuel, l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires ouvert aux employeurs pour surcroîts de travail extraordinaires par les règlements d'administration publique qui déterminent les modalités d'application de la journée de huit heures dans les diverses professions.

Conformément à l'article 8 du livre II du Code de travail, tel qu'il a été rédigé par la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures, ces règlements prévoient que la durée du travail peut, à titre temporaire, être prolongée au delà des limites normales pour les travaux urgents auxquels chaque établissement doit faire face.

Chaque règlement prévoit le nombre d'heures supplémentaires qui est ainsi mis à la disposition de chaque employeur. Dans la limite de ce nombre, le chef d'établissement peut utiliser ces heures supplémentaires à la condition d'en aviser préalablement l'inspecteur du travail en spécifiant la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers pour lesquels la durée du travail sera prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

La suspension de l'utilisation de ce crédit d'heures supplémentaires par les employeurs se justifie par le chômage extraordinaire et prolongé qui sévit actuellement, d'une façon générale, et qui ne cesse de s'accroître.

Cet accroissement se manifeste non seulement par l'augmentation du nombre des chômeurs complets, mais aussi par la réduction des heures de travail.

D'après la dernière enquête mensuelle des inspecteurs du travail — celle de décembre 1934 — la proportion des chômeurs partiels, c'est-à-dire des ouvriers encore occupés qui font moins de 48 heures, s'élève à 46,1 p. 100. Quant à la proportion des heures chômées, elle s'élevait à 7,9 p. 100.

Il est difficile d'admettre que des ouvriers fassent plus de quarante-huit

(1) Présenté par M. Pierre-Etienne Flandin, Président du Conseil, et par M. Paul Jacquier, Ministre du Travail.

(2) Annexe au procès-verbal de la séance du 18 janvier 1935 (doc. parl. n° 4492).

heures alors que tant d'autres en font beaucoup moins ou même ne travaillent pas du tout.

Il n'est plus possible de laisser les chefs d'établissements seuls juges, d'utiliser ou non le crédit d'heures supplémentaires qui leur est ouvert par les décrets.

Sans doute, il est des industries qui travaillent par à-coup et dans lesquelles l'activité subit des variations souvent considérables et souvent imprévisibles. Mais le recours aux heures supplémentaires n'est pas le seul moyen de parer à des surcroîts de travail extraordinaires. Il doit au contraire être considéré comme exceptionnel.

Les industriels ne doivent pas y compter quand ils sollicitent ou acceptent des commandes et ils ne doivent pas se faire concurrence entre eux, en escomptant des dérogations à la durée du travail.

C'est à d'autres moyens qu'ils doivent recourir pour augmenter leur production et en premier lieu à l'embauchage d'un personnel supplémentaire, ce qui aurait, en outre, comme avantage de réduire le nombre des chômeurs.

Dans une période comme celle que nous traversons où le travail se raréfie, il convient de le répartir entre le plus grand nombre possible de travailleurs, comme dans une place assiégée on rationne les provisions.

C'est pour cette raison que le projet de loi suspend en principe l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires ouverts aux employeurs.

Ce n'est qu'exceptionnellement et sur l'autorisation expresse des inspecteurs du travail que ces heures supplémentaires pourront être utilisées lorsqu'il sera justifié d'un surcroît extraordinaire de travail auquel le chef de l'établissement ne pourra faire face que par l'utilisation du crédit de dérogation et qu'il ne lui sera pas possible de recourir à l'embauchage d'ouvriers ou employés en chômage.

Ce système ne constitue pas à proprement parler une innovation. Il est expérimenté depuis plus de deux ans par voie réglementaire.

Dans un certain nombre de décrets pris pour l'application de la journée de huit heures, une clause a été introduite permettant au Ministre du Travail de suspendre par arrêté l'utilisation des heures supplémentaires dans les professions et les régions où sévit un chômage extraordinaire et prolongé. Ces arrêtés prévoient que, même pour ces professions ou ces régions, les inspecteurs du travail pourront exceptionnellement autoriser des heures supplémentaires. Cette clause a été introduite dans les décrets concernant les industries textiles, métallurgiques, des cuirs et peaux, du bâtiment et des travaux publics, de la faïence, de la chapellerie, du vêtement, ainsi que dans les décrets concernant les bureaux et le commerce de gros.

Elle doit être introduite prochainement dans les décrets concernant les banques, les industries du livre, du bois, de la tabletterie et de l'ameublement. Son introduction est à l'étude dans les décrets concernant les assurances, le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires, les industries de la transformation du papier, les industries chimiques, les industries de la biscuiterie, chocolaterie, confiserie, bijouterie, orfèvrerie, marbrerie, blanchissage, dans les fabriques et distilleries d'alcools alimentaires, les fabriques de biscottes, de produits de régime.

Ce système, avant d'être mis en vigueur, a soulevé de la part des organisations patronales des vives appréhensions. La mise en application ne les a pas justifiées.

Les heures supplémentaires ont disparu ou sont devenues exceptionnelles sans que l'activité industrielle en ait été entravée. Par contre, un nombre important de chômeurs a été embauché.

Le projet de loi a simplement pour but de généraliser le système. Evidemment, cette généralisation pourrait être réalisée par voie réglementaire. Mais il faudrait compter avec les délais de la procédure réglementaire. Si ce système est déjà appliqué dans les industries les plus importantes comme on l'a vu plus haut, il reste encore plus de quatre-vingt-dix décrets à modifier à ce point de vue.

D'autre part, les clauses insérées dans les décrets, conformément, d'ailleurs, à l'avis du Conseil d'Etat, sont toujours les mêmes : ce sont également les mêmes que prévoit le projet de loi. Celui-ci ne fait donc que devancer l'action réglementaire.

Etant donné l'urgence qu'il y a à lutter contre le chômage par tous les moyens, nous insistons afin que le Parlement sanctionne dans le plus bref délai possible le projet de loi que nous lui soumettons.

PROJET DE LOI.

ARTICLE PREMIER. — Est suspendue l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires ouvert aux chefs d'établissements industriels et commerciaux par les décrets pris pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures, en vue de permettre à ces entreprises de faire face à des surcroîts de travail extraordinaires.

ART. 2. — L'inspecteur du travail compétent peut autoriser des heures supplémentaires dans les limites fixées par les décrets visés à l'article précédent lorsque le chef d'établissement justifie qu'il ne lui est pas possible de faire face à un surcroît de travail extraordinaire par d'autres moyens, tel que l'embauchage d'un personnel supplémentaire.

ART. 3. — Les décrets et arrêtés ministériels, pris en vertu de la réglementation en vigueur pour suspendre l'utilisation des heures supplémentaires dans certaines catégories d'établissements industriels et commerciaux, cessent d'avoir effet dès la mise en application de la présente loi.

ART. 4. — Les infractions à la présente loi sont poursuivies conformément aux articles 93 et suivants du livre II du Code du travail et passibles des pénalités prévues par les articles 165 et 166 dudit livre.

PROJET DE LOI.

tendant à autoriser le Ministre du Travail à limiter, sous certaines conditions, la durée du travail, dans le cadre de la région et de la profession (1).

(Renvoyé à la Commission du travail (2).)

EXPOSE DES MOTIFS.

Messieurs,

La loi du 23 avril 1919 a fixé, en principe, à huit heures par jour ou à quarante-huit heures par semaine, la limite des heures de travail dans les établissements industriels et commerciaux.

Le présent projet de loi a pour objet de permettre de fixer cette limite au-dessous de celles qui sont prévues par la loi du 23 avril 1919.

Le chômage intense et prolongé qui sévit actuellement en France et dans le monde entier a posé la question de savoir si, pour occuper la totalité ou tout au moins une partie des chômeurs, il ne serait pas expédient, pour faire bénéficier des possibilités de travail actuellement disponibles un plus grand nombre de travailleurs, de limiter le nombre des heures de travail que chacun d'eux pourrait effectuer.

Internationalement, la question a été posée à l'organisation internationale du travail, d'abord à la conférence technique préparatoire de janvier 1932, puis aux deux conférences internationales de 1933 et 1934. Il s'agissait d'éditer une réglementation internationale applicable à l'ensemble des établissements industriels et commerciaux. Un projet de convention en ce sens, proposé à la conférence de 1934, n'y a pas rencontré la majorité nécessaire.

L'Organisation internationale du travail a repris la question, mais sur une

(1) Présenté au nom de M. Albert Lebrun, Président de la République française, par M. Pierre-Etienne Flandin, Président du Conseil, et par M. Paul Jacquier, Ministre du Travail.

(2) Annexe au procès-verbal de la séance du 29 janvier 1935 (doc. parl. n° 4569).

autre base : il s'agit de la résoudre, non plus pour l'ensemble des établissements, mais par étapes et par catégories professionnelles. Le Bureau international a été chargé de présenter, d'une part, un projet de convention comportant le principe de la réduction des heures de travail et, d'autre part, de proposer les industries auxquelles s'appliquera cette réduction ainsi que les modalités d'application pour chacune d'elles.

Le projet de loi que nous vous soumettons s'inspire du même esprit.

Il est applicable, en principe, à l'ensemble des établissements industriels et commerciaux, comme la loi du 23 avril 1919; mais il ne s'appliquera, en fait, à chacune de ces catégories professionnelles et à chacune des régions que lorsque certaines conditions seront réalisées.

L'application à chaque catégorie et à chaque région ne sera pas décidée arbitrairement. Il faudra qu'elle ait été déjà réalisée ou demandée par la majorité des intéressés. Cette majorité est double : il faut qu'elle réunisse la majorité des employeurs intéressés et que cette majorité occupe la majorité des travailleurs de la profession dans la région considérée. Ainsi une minorité de grands établissements, pas plus qu'une majorité de petits établissements, ne pourront à eux seuls faire la loi.

Il appartiendra au Ministre du Travail d'apprécier si cette décision prise dans les conditions de majorité que l'on vient d'indiquer, correspond bien aux intérêts régionaux de la profession, si elle est conciliable avec les intérêts nationaux de la même profession et avec l'intérêt général. Le Ministre du Travail devra, à cet effet, consulter les organisations patronales et ouvrières intéressées.

La décision elle-même du Ministre ne sera définitive que si, dans le mois qui suit la publication de l'arrêté, il saisit le Conseil d'Etat d'un projet de règlement d'administration publique. Ce règlement pourra, soit consacrer purement et simplement l'arrêté, soit y apporter des modifications.

Il va sans dire que la procédure pourra s'appliquer soit à une profession, soit à un groupement de professions connexes et similaires, soit à une seule région, soit à plusieurs régions, soit même à l'ensemble du territoire. Bien entendu, lorsque la mesure devra s'étendre à plus d'une profession ou à plus d'une région, c'est sur l'ensemble des employeurs et des travailleurs envisagés que seront calculées les majorités ci-dessus indiquées.

Ces procédures ne constituent pas des innovations. La loi du 23 avril 1919 elle-même a été appliquée par catégorie professionnelle. Nous avons vu que c'est vers cette même procédure que s'oriente l'organisation internationale du travail. C'est suivant elle qu'est mise en vigueur la réduction des heures de travail des deux pays où cette réduction est appliquée ou en voie d'application, les Etats-Unis et l'Italie.

A la différence de la loi du 23 avril 1919, c'est par arrêté du Ministre que la réduction des heures pourra, au début, être ordonnée. Il s'agit, en effet, d'une mesure destinée à combattre le chômage et les circonstances peuvent la rendre urgente. Mais la garantie du règlement d'administration publique n'est pas supprimée puisque l'arrêté doit être soumis au Conseil d'Etat dans le délai d'un mois. C'est ainsi qu'il a été procédé pour la suspension des heures supplémentaires depuis deux ans et cette manière de procéder n'a soulevé aucune critique.

Si le projet de loi donne toutes les garanties contre l'arbitraire, ces garanties n'ont pas, par contre, pour effet de lui enlever toute efficacité.

Les accords implicites ou exprès qui sont à la base de la loi ne sont pas de simples hypothèses. Dans plusieurs branches d'industries la durée moyenne du travail est déjà très sensiblement inférieure à la durée légale. D'autre part des syndicats patronaux, notamment dans l'industrie textile, ont à plusieurs reprises envisagé, pour combattre le chômage, une limitation des heures de travail dans l'ensemble des établissements de leur profession.

Les décisions qu'ils ont prises à ce sujet n'avaient qu'un caractère privé et les sanctions que comportait leur inexécution par leurs adhérents étaient ou nulles ou insuffisantes. C'est ce qui a sans doute entravé la généralisation du système.

En consacrant un état de fait déjà accepté par la majorité des intéressés ou en donnant force de loi aux accords qui interviendront, le projet de loi en favorisera la multiplication et l'extension de la réduction des heures de travail.

On a contesté l'efficacité de la réduction des heures de travail au point de vue de la lutte contre le chômage. Aux raisonnements sur lesquels pourraient s'appuyer les thèses contraires susceptibles d'être soutenues à ce sujet, nous

opposerons les renseignements qui ont été donnés à la session de janvier 1935 du Conseil d'administration du Bureau international du travail par les deux représentants des deux Etats qui, jusqu'ici ont fait l'expérience de la réduction des heures de travail au-dessous des limites normales de huit heures par jour ou de quarante-huit heures par semaine, nous voulons dire les Etats-Unis et l'Italie.

Cette dernière a, depuis décembre dernier, appliqué, par voie de conventions collectives obligatoires, cette réduction, aux professions industrielles et, dans une certaine mesure, aux professions commerciales. Aux 19 janvier 1935 on avait pu constater que les effectifs avaient augmenté de 160.000 unités. Aux Etats-Unis, 500 codes environ ont consacré la réduction des heures de travail au cours des années 1933 et 1934 : dans l'industrie du textile le code limitant à quarante heures la durée du travail a eu pour résultat une augmentation immédiate de 11 p. 100, au cours du premier mois; dans l'industrie du fer et de l'acier, les effectifs ont augmenté de 13 p. 100 dans les premiers mois qui ont suivi l'adoption du code par rapport aux mois immédiatement antérieurs.

C'est donc avec le ferme espoir que le projet de loi que nous vous soumettons apportera, avec la collaboration des intéressés, une contribution importante à la résorption des chômeurs, que nous vous demandons d'y donner votre approbation.

PROJET DE LOI.

ARTICLE PREMIER. — Lorsque dans une profession et une région déterminée, la majorité des employeurs occupant la majorité des travailleurs intéressés auront fixé à titre permanent ou temporaire, une limite de durée du travail inférieure à huit heures par jour ou à quarante-huit heures par semaine, le Ministre du Travail pourra, par arrêté pris après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, substituer cette limite à celle qui est fixée pour la profession et la région dont il s'agit par les décrets pris pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de travail.

Dans le mois qui suit la publication de l'arrêté, le Ministre saisira le Conseil d'Etat d'un projet de règlement d'administration publique tendant à consacrer purement et simplement ou sous réserve de modifications, les mesures ayant fait l'objet dudit arrêté.

ART. 2. — Les limites fixées par arrêté ou par décret pris en vertu de l'article précédent se substitueront tant que l'arrêté et le décret seront en vigueur, aux limites fixées par le décret déterminant, dans la profession et la région, les conditions d'application de la loi du 23 avril 1919.

Les pénalités applicables aux infractions du susdit décret sont également applicables aux infractions de l'arrêté ou du décret pris en vertu de l'article précédent.

RAPPORT

fait au nom de la Commission du travail, chargée d'examiner le projet de loi tendant à suspendre l'utilisation des heures supplémentaires dans les établissements industriels et commerciaux, par M. Lebas, député (1).

Messieurs,

Le 12 février 1933 la Chambre adoptait la proposition de résolution suivante :

« La Chambre, émue par la persistance de la crise de chômage et la nécessité d'y remédier d'urgence par tous les moyens, invite le Gouvernement à procéder

(1) Annexe au procès-verbal de la séance du 7 février 1935 (doc. parl. n° 4630).

sans délai à la revision des règlements d'administration publique rendue en exécution des articles 7 et 8 du livre II du Code du travail (loi du 23 avril 1919), de façon à interdire l'usage abusif des heures supplémentaires. »

Pour donner suite au vote de la Chambre, les Ministres du Travail qui se sont succédés depuis cette date ont fait publier au *Journal officiel* toute une série de décrets s'appliquant aux industries les plus atteintes par la crise et pour lesquelles l'utilisation des heures supplémentaires est suspendue.

Tous ces décrets sont identiques. Tous ont un article premier ainsi conçu :

« En raison du chômage extraordinaire et prolongé qui existe dans les professions..., l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires prévu par l'article 2 du décret du... est suspendue totalement dans les professions ci-dessus visées jusqu'au... ».

Mais un article 2 prévoit des dérogations à la suspension générale des heures supplémentaires dans les cas suivants :

« Toutefois, l'inspecteur du travail compétent pourra lever l'interdiction ci-dessus établie et autoriser des heures supplémentaires dans les limites fixées par l'article... du décret du... précité, lorsqu'il sera justifié d'un surcroît extraordinaire de travail auquel le chef d'établissement ne pourra faire face que par l'utilisation du crédit de dérogation ci-dessus visé et qu'il ne lui sera pas possible de recourir à l'embauchage d'ouvriers ou employés en chômage. »

Or, le projet de loi que nous rapportons ne fait que reprendre les dispositions de ces décrets.

Par l'article premier, l'utilisation des heures supplémentaires pour surcroît de travail extraordinaire est suspendue.

Par l'article 2, l'inspecteur du travail peut autoriser des heures supplémentaires dans les limites des décrets pris en application de la loi de huit heures, dans les cas seulement où l'employeur « justifie qu'il ne lui est pas possible de faire face à un surcroît de travail extraordinaire par d'autres moyens, tel que l'embauchage d'un personnel supplémentaire ».

Par conséquent, l'intérêt que présente le projet de loi est de généraliser une mesure urgente qu'appelle l'extension inquiétante du chômage, à l'industrie et au commerce, en faisant l'économie des mois que nécessite la longue procédure de revision des décrets prévue par la loi du 23 avril 1919 : arrêté pour consultation des organisations patronale et ouvrière, puis décret, le Conseil d'Etat entendu.

Reconnaissons-le, en période d'activité économique normale, cette procédure offre des avantages sérieux et incontestables puisque les intéressés, patrons et ouvriers, sont appelés à donner leur avis. Mais dans la période de crise économique intense où nous sommes, il est nécessaire d'agir vite si l'on veut obtenir le résultat désiré.

Prenons un exemple, et vous aurez une idée de la lenteur de la procédure ordinaire de revision.

A la suite de la demande formulée par la Fédération nationale ouvrière textile confédérée, un avis était inséré au *Journal officiel* du 24 juin 1933 pour consultation des organisations patronales et ouvrières sur la question de la suspension des heures supplémentaires dans les industries textiles. Le décret prononçant cette suspension ne paru au *Journal officiel* que le 27 février 1934. Il avait donc fallu plus de huit mois pour donner suite à la demande de l'organisation syndicale ouvrière textile.

Vous estimerez avec nous que dans la situation difficile présente, une mesure générale s'impose à toutes les entreprises soumises au régime de la loi de huit heures. C'est ce qui fait l'objet du projet de loi. On ne peut raisonnablement en contester la nécessité et l'urgence. Il trouve sa justification dans les nombres sans cesse croissants de sans-travail et de chômeurs partiels. Le dernier chiffre de chômeurs complets secourus nous est donné au *Journal officiel* du 1^{er} février, il atteint 479.005. Une fois de plus soulignons qu'il ne représente pas le total de sans-travail très supérieur à ce chiffre. Quant aux chômeurs partiels, il n'est pas exagéré de dire qu'ils sont des millions. La dernière enquête mensuelle à laquelle ont procédé les inspecteurs du travail et les ingénieurs des mines dans les établissements placés sous leur contrôle, et occupant au moins 100 personnes, donne, pour le début de janvier 1935, une proportion de 48,14 p. 100 d'ouvriers et d'ouvrières travaillant moins de quarante-huit heures par semaine.

Ces quelques chiffres suffisent pour juger la gravité de la situation économique.

Aussi peut-on se demander si le modeste projet de loi de suspension des heures supplémentaires aura l'effet souhaitable de rendre au travail une quantité suffisante de la main-d'œuvre qui en a été chassée.

Sans doute, la modification apportée par les décrets d'abord, par le présent projet de loi ensuite, n'est pas négligeable, mais il ne faudrait pas en exagérer la portée.

En somme, en quoi consiste-t-elle exactement?

En ceci : tout règlement d'administration publique accorde aux chefs d'établissements d'une même industrie ou d'un même commerce ce qu'on appelle un crédit annuel d'heures supplémentaires variable suivant les industries ou les commerces. Pour utiliser son crédit d'heures, il suffit que l'employeur avise l'inspecteur départemental du travail des conditions dans lesquelles le personnel est astreint aux dérogations pour surcroît de travail. Avec le projet de loi, l'employeur devra, à l'appui de sa demande d'autorisation d'heures supplémentaires, adressée à l'inspecteur du travail, faire la preuve que pour l'exécution d'un travail extraordinaire il ne trouve pas, par exemple, au bureau paritaire de placement, le supplément de main-d'œuvre dont il a besoin. Il appartiendra, par conséquent, à l'inspecteur du travail connaissant parfaitement la situation du marché local et régional, et après avoir pris, au besoin, l'avis de l'organisation syndicale ouvrière de la profession, de prendre sa décision.

En résumé, en principe, les dérogations temporaires pour surcroît de travail extraordinaire sont interdites.

En fait, elles demeureront interdites, sauf quand l'employeur fera la preuve, vérifiée et contrôlée par l'inspecteur du travail, que le marché du travail ne peut lui procurer le supplément de personnel momentané dont il a besoin.

En raison de la crise économique persistante qui fait une devoir à l'Etat d'intervenir pour créer de l'emploi, afin de réduire le nombre considérable de chômeurs, la Commission du travail vous demande d'adopter le projet de loi suivant :

PROJET DE LOI.

ARTICLE PREMIER. — Est suspendue l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires ouvert aux chefs d'établissements industriels et commerciaux par les décrets pris pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures, en vue de permettre à ces entreprises de faire face à des surcroîts de travail extraordinaires.

ART. 2. — L'inspecteur du travail compétent peut autoriser des heures supplémentaires dans les limites fixées par les décrets visés à l'article précédent lorsque le chef d'établissement justifie qu'il ne lui est pas possible de faire face à un surcroît de travail extraordinaire par d'autres moyens, tel que l'embauchage d'un personnel supplémentaire.

ART. 3. — Les décrets et arrêtés ministériels, pris en vertu de la réglementation en vigueur pour suspendre l'utilisation des heures supplémentaires dans certaines catégories d'établissements industriels et commerciaux, cessent d'avoir effet dès la mise en application de la présente loi.

ART. 4. — Les infractions de la présente loi sont poursuivies conformément aux articles 93 et suivants du livre II du Code du travail et passibles des pénalités prévues par les articles 165 et 166 dudit livre.

AVIS

présenté au nom de la Commission du commerce et de l'industrie sur le projet de loi tendant à suspendre l'utilisation des heures supplémentaires dans les établissements industriels et commerciaux, par M. André Grisoni, député (1).

Messieurs,

En raison de la crise économique persistante qui fait un devoir à l'Etat pour augmenter le nombre des emplois. La pratique des heures supplémentaires est naturellement condamnée dans un instant où les fonds publics de chômage comptent un demi-million de chômeurs complets et où la moitié des ouvriers travaillent moins de 48 heures par semaine.

Le projet de loi soumis à votre examen a surtout pour objet d'éviter les lenteurs de la réglementation actuelle.

La suspension de l'utilisation des heures supplémentaires peut, dans une certaine mesure, présenter quelque intérêt en ce qui concerne les établissements industriels, mais nous n'avons pas l'impression qu'elle puisse constituer un remède au chômage dans les petits établissements commerciaux de vente au détail ni dans les industries saisonnières.

Les conditions du petit et moyen commerce de détail sont très difficiles, et il est à craindre qu'une application trop étroite de la loi du 23 avril 1910 sur la journée de huit heures reste sans effet du point de vue de la résorption du chômage, car ces commerçants se contenteront de limiter d'un quart d'heure ou d'une demie-heure le temps durant lequel s'opèrent les ventes, sans pour cela employer une main-d'œuvre supplémentaire.

En dernier lieu, il nous paraît sage de limiter à une période d'un an la suspension de l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires, afin de ne pas sacrifier complètement le travail de construction professionnelle établi par les règlements précédents, et de pouvoir revenir aussitôt que possible au régime actuel de la suspension par le jeu des règlements d'administration publique et des arrêtés ministériels.

Sous le bénéfice de ces observations, la Commission du commerce et de l'industrie est d'avis d'apporter certaines modifications à l'article premier du texte rapporté par notre collègue M. Lebas au nom de la Commission du travail et de rédiger cet article de la façon suivante :

ARTICLE PREMIER. — Est suspendue, pour une période d'un an, à dater de la promulgation de la présente loi, l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires ouvert aux chefs d'établissements industriels et commerciaux par les décrets pris pour l'application de la loi du 23 avril 1919, sur la journée de huit heures, en vue de permettre à ces entreprises de faire face à des surcroits de travail extraordinaires.

Toutefois, ces dispositions ne s'appliquent pas aux établissements industriels et commerciaux occupant moins de dix employés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

SÉANCE DU 1^{er} MARS 1935.

M. LE PRÉSIDENT. — En vertu de l'article 96 du règlement, le Gouvernement demande à la Chambre la discussion immédiate du projet de loi tendant à sus-

(1) Annexe au procès-verbal de la 1^{re} séance du 28 février 1935 (doc. parl. n° 4832).

pendre l'utilisation des heures supplémentaires dans les établissements industriels et commerciaux.

La Commission du travail a déposé un rapport concluant à l'adoption du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition à la discussion immédiate?...

M. JEAN DESGRANGES. — Je proteste avec indignation parce que la discussion des interpellations concernant la crise de la pêche maritime, à laquelle la séance d'aujourd'hui devait être consacrée, va être encore retardée.

Ce sont toujours les pêcheurs qui sont sacrifiés. Leurs intérêts passent après tous les autres. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

M. ALBERT LE BAIL. — On nous avait promis que la séance d'aujourd'hui serait réservée à nos interpellations. Nous protestons énergiquement.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre du Travail.

M. PAUL JACQUIER, *Ministre du Travail*. — Le Gouvernement, usant du droit qui lui est accordé par le règlement, a demandé la discussion immédiate d'un projet dont l'urgence ne peut être contestée.

Nous avons discuté, l'autre jour, au cours d'une interpellation, des meilleurs moyens de porter remède à ce mal douloureux qu'est le chômage.

M. JEAN LEROLLE. — Et tragique.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — C'est un mal tragique, vous avez raison. Parmi les mesures envisagées, la réduction de la durée de la journée de travail et la suppression des heures supplémentaires sont apparues comme des remèdes efficaces.

Le Gouvernement a pris l'initiative de déposer un projet de loi. Ce projet est rapporté. Il y a un intérêt pressant à ce qu'il soit voté par les deux Assemblées dans le délai le plus bref.

Je ne crois vraiment pas faire tort aux interpellateurs en demandant que quelques instants nous soient réservés pour un vote essentiel qui sera précédé d'un débat très rapidement terminé.

En effet, ce matin, je me suis mis d'accord avec les auteurs d'amendements, M. Lerolle, M. Evain, M. Courtier. Le Gouvernement accepte certaines modifications proposées au texte primitif et qui sont de nature à apaiser des inquiétudes qui s'étaient manifestées dans les milieux commerciaux.

Cet accord abrégera considérablement le débat. Dans une journée qui, depuis ce matin, est consacrée aux interpellations, la Chambre peut nous accorder quelques instants pour discuter et voter un projet dont le but est de réduire le chômage.

M. LOUIS AUBERT. — Les pêcheurs aussi sont en chômage.

M. JEAN PERROT. — Il est regrettable que les intérêts de la pêche soient toujours relégués au dernier rang.

La discussion des interpellations sur la crise de la pêche, qui a été commencée vendredi dernier, doit être poursuivie sans interruption.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Je vous demande quelques minutes pour voter une loi nécessaire.

Il restera plusieurs heures pour la discussion des interpellations, dont je ne conteste d'ailleurs pas le grand intérêt.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Pouchus.

M. PIERRE POUCHUS. — J'ai écouté avec beaucoup d'attention M. le Ministre du Travail. Je m'associe à ses paroles en ce qui concerne les chômeurs. Mais la situation des pêcheurs est également tragique. Il faut que les pouvoirs publics s'en préoccupent immédiatement.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Vous en discuterez dans quelques minutes.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Frossard.

M. L.-O. FROSSARD. — Si vraiment ce projet de loi peut être voté presque sans débat, les intérêts des pêcheurs seront sauvegardés, car les interpellations sur la pêche pourront être immédiatement développées.

Nous devons pouvoir nous mettre très facilement d'accord à cet égard. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a plus d'opposition à la discussion immédiate?... La discussion immédiate est ordonnée.

La parole est à M. Ramette, dans la discussion générale.

M. ARTHUR RAMETTE. — Je rassure immédiatement mes collègues. Je ne vais pas empêcher le vote rapide du projet déposé par M. le Ministre du Travail.

Je veux simplement profiter de cette occasion pour poser à M. le Ministre une question, que je lui ai d'ailleurs déjà posée dans d'autres circonstances et à laquelle il n'a pas répondu.

Cette question est relative à l'application de la journée de huit heures dans les sucreries.

Oui ou non, M. le Ministre du Travail veut-il prendre le décret indispensable, en vertu de la loi de 1919, pour l'application de la journée de huit heures dans les sucreries?

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre du Travail.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Je vous demande, Monsieur Ramette, de me faire crédit pendant quelques jours.

J'étudie la question. Je mets en balance les inconvénients et les avantages de la mesure dont vous parlez. Je vous donnerai très rapidement une réponse.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale?...

La discussion générale est close.

Je consulte la Chambre sur le passage à la discussion des articles.

(La Chambre, consultée, décide de passer à la discussion des articles.)

M. LE PRÉSIDENT. — « Art. 1^{er}. — Est suspendue l'utilisatiton du crédit d'heures supplémentaires ouvert aux chefs d'établissements industriels et commerciaux par les décrets pris pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures, en vue de permettre à ces entreprises de faire face à des surcroits de travail extraordinaires. »

Je suis saisi de trois amendements qui peuvent être soumis à une discussion commune.

Le premier, déposé par M. Lerolle, tend à rédiger comme suit le début de l'article 1^{er} : « Un décret rendu sur la proposition du Ministre du Travail suspendra jusqu'à une date qu'il fixera, soit pour l'ensemble des professions, industries et commerces, soit pour certains d'entre eux, l'utilisatiton du crédit d'heures supplémentaires... » (le reste de l'article sans changement).

Le deuxième, présenté par M. Courtier, tend à rédiger comme suit le début de l'article 1^{er} :

« Est suspendue pour une période d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, l'utilisatiton du crédit d'heures supplémentaires ouvert aux chefs d'établissements industriels par les décrets pris... » (le reste sans changement).

Le troisième, déposé par M. Grisoni, tend à rédiger comme suit le début de l'article 1^{er} :

« Est suspendue, pour une période d'un an, à dater de la promulgation de la présente loi... ».

La parole est à M. Lerolle.

M. JEAN LEROLLE. — J'avais déposé un premier amendement tendant à limiter la durée de l'application de la loi que nous discutons.

Il s'agit, à cause du chômage, de suspendre l'utilisation des heures supplémentaires accordées aux différents commerces ou industries. Je veux espérer, comme vous tous, que le chômage sera provisoire.

J'avais donc prévu le moyen de revenir à l'usage actuel des heures supplémentaires quand la situation se serait améliorée.

Depuis, à la réflexion, j'ai pensé qu'une autre modification pourrait être apportée au texte qui nous est soumis, dans le but de l'assouplir.

Je crois pouvoir dire que je suis d'accord avec M. le Ministre du Travail sur ce point.

De quoi s'agit-il ?

Le texte qui nous est présenté prévoit que, d'une façon générale et absolue, l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires actuellement accordé aux différentes professions sera suspendue dans le commerce et l'industrie.

Or, vous savez qu'il y a des professions, des métiers, des industries ou des commerces qui sont dans des situations différentes. Il y en a dans lesquels on peut trouver facilement de la main-d'œuvre de remplacement; il y en a d'autres où l'on emploie des spécialistes et où une main-d'œuvre de remplacement est difficile à recruter.

J'ai donc cru intéressant d'assouplir le projet et c'est pourquoi je propose le texte suivant :

« Un décret rendu sur la proposition du Ministre du Travail suspendra jusqu'à une date qu'il fixera, soit pour l'ensemble des professions, industries et commerces, soit pour certains d'entre eux, l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires... »

L'avantage de ce texte est le suivant :

Actuellement, pour modifier l'utilisation des heures supplémentaires, il faut un règlement d'administration publique. Je vous propose de supprimer cette obligation et de donner au Ministre le pouvoir de régler, par simple décret, la question des heures supplémentaires, par profession.

Ainsi, nous rentrons dans le plan du Gouvernement et nous donnons de la souplesse au projet. Le Gouvernement pourra supprimer les heures supplémentaires là où ce sera nécessaire, tout en tenant compte des conditions différentes des diverses branches du commerce et de l'industrie.

Le Gouvernement acceptant cet amendement, il est recevable aux termes du règlement. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Courtier.

M. JOSEPH COURTIER. — Voici les considérations qui ont inspiré mon amendement. Le projet que nous discutons veut apporter un remède partiel au chômage en suspendant, pour un temps indéterminé, les heures supplémentaires dans les établissements industriels et commerciaux.

La solution semble juste et simple, et nous ne pouvons, en principe, la discuter. Il paraît, en effet, inéquitable de tolérer que, dans cette période où tant d'ouvriers chôment, il y en ait, au contraire, qui continuent des journées de travail allongées et dont l'effort soit intensifié au delà des limites normales. Supprimer à ces derniers ce qu'ils ont de besoin en excès pour le donner aux autres, qui restent inemployés et misérables à la porte de l'usine, cela paraît s'imposer.

Si la suppression des heures supplémentaires devait produire certainement de tels effets, nous l'acclamerions sans réserve. Mais on doit se défier, parfois, des solutions trop simples, qui peuvent conduire à la déconvenue et donner des résultats tout autres que ceux qu'on en avait espérés. Aussi est-ce dans l'intérêt même des ouvriers que l'on veut servir, des ouvriers et des patrons, de l'usine tout entière, en un mot, qu'incertains relativement aux effets de la loi, nous voulons tempérer prudemment son application en fixant un délai pendant lequel on la laissera jouer. L'expérience faite, on pourra la prolonger ou y mettre fin, suivant ce qu'elle aura donné. On aura vu si, au lieu de les protéger, elle ne blesse pas ceux qu'elle voudrait défendre.

Les heures supplémentaires ont été imaginées pour donner plus de souplesse à la loi de huit heures; elles sont accordées à un industriel pour lui permettre de faire face à des surcroîts extraordinaires de travail. Mais ces besoins exceptionnels se produisent bien différemment selon qu'on se trouve dans une période normale ou dans une période de crise, et cela est si vrai que, sans être

paradoxal, on peut soutenir que c'est en temps de crise que les heures supplémentaires ont souvent le plus d'utilité.

Alors, en effet, les commandes sont raréfiées, elles surgissent brusquement, le client les ayant différées jusqu'au dernier instant, faute de crédits ou en raison de la faiblesse de la consommation; elles sont réduites et toujours pressées; enfin, elles arrivent dans des usines dépourvues de produits. Puisque les stocks manquent, il faut fabriquer de suite et vite, les clients exigent la livraison dans un délai toujours très court. Si l'industriel manque des heures supplémentaires, il lui est impossible de fabriquer assez rapidement. Ne pouvant satisfaire aux conditions imposées, il devra parfois refuser la commande et ainsi la mesure qu'on nous demande de voter, loin d'augmenter le débit de l'usine, pourra le gêner et diminuer le travail des ouvriers au lieu de l'accroître. Si nous étions moins pressés, je pourrais illustrer d'exemples ma démonstration et signaler des marchés qui sont allés à l'étranger parce que nos usines ne pouvaient les livrer avec assez de promptitude.

Sans doute, on nous objectera que précisément l'usine devra faire appel à une main-d'œuvre supplémentaire, puisque la sienne sera insuffisante et qu'ainsi seront enrôlés des ouvriers enlevés au chômage. Nous répondons que cela ne se produira presque jamais. Le surcroît de travail ne réclame pas des manœuvres; il veut des ouvriers spécialisés et ce ne sont pas souvent ceux-ci qui chôment. Y en aurait-il sur le marché du travail que la pousée n'étant en général que momentanée, on hésiterait à les faire venir, ou bien ils hésiteraient à s'embaucher. On ne peut, d'autre part, songer à en former d'autres, parce que le temps manquerait pour les initier et que leur venue troublerait l'usine au lieu de l'aider.

Ainsi, la suppression des heures supplémentaires ne réalise pas son but, qui est de faire embaucher des chômeurs; elle risque, au contraire, d'augmenter le chômage de ceux qui travaillent.

C'est à cause de ces dangers que nous avons voulu limiter le temps de l'expérience à laquelle nous convie le texte. Il prévoit la suspension pour une période illimitée; nous demandons de restreindre à un an la durée de cette suspension, dans l'intérêt des ouvriers eux-mêmes. L'essai tenté, on pourra en toute sécurité voter une disposition définitive.

L'amendement de M. Lerolle propose de ne pas régler cette question par une loi, mais de donner au Ministère du Travail la possibilité de limiter la durée d'application par décret. Je ne m'y oppose pas, pourvu que le Ministre n'intervienne qu'après renseignements et avis, après avoir distingué entre les usines ou les catégories d'établissements, de façon à éviter les difficultés et à diminuer les risques.

Diminuer la durée de la suspension, c'est du reste appeler le retour à la situation normale et faire un acte de foi dans l'avenir.

Mon amendement comporte une autre modification à l'article. Il vous demande de ne pas appliquer la loi aux établissements commerciaux. Je ne m'expliquerai pas longuement à cet égard, puisqu'un autre amendement vise le même but et que notre collègue M. Evain le défendra spécialement. Je le justifie d'un mot.

On comprend facilement que nous ne pouvons appliquer à la consommation les mêmes règles qu'à la production. Nous voulons en ce moment augmenter la production pour diminuer le chômage; il ne faut pas qu'en même temps nous réduisions la consommation, dont le ralentissement ne pourrait que diminuer la production, au lieu de l'accroître. Plus vendra le commerçant, plus travaillera l'industriel auquel il achète; augmentons donc les heures d'ouverture des magasins, pour que, la vente s'accroissant, nos ouvriers aient plus d'objets à fabriquer.

Résumons ce débat. N'appliquons pas aux négociants une mesure qui réduirait leurs affaires; essayons de l'appliquer aux industries, mais dans un temps limité, pour juger, avant d'en étendre l'effet, des bienfaits qu'en auront tirés les malheureux chômeurs que notre devoir est de sauver de la misère et du désœuvrement. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Grisoni, auteur du troisième amendement.

M. ANDRÉ GRISONI. — Messieurs, nous avons promis à nos collègues qui doivent développer cet après-midi des interpellations sur la question des pêches maritimes, d'être très brefs. Pour tenir parole, je retire l'amendement que

j'avais déposé au nom de la commission du commerce. Nous sommes d'accord avec la commission du travail. Je demande à la Chambre de voter immédiatement les textes qui nous sont soumis par le Gouvernement. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — L'amendement de M. Grisoni est retiré.

Je consulte la Chambre, sur la prise en considération de l'amendement de M. Lerolle.

(La Chambre, consultée, prend en considération cet amendement.)

M. LE PRÉSIDENT. — MM. Evain, Eibel, Le Corbeiller, Fabry, Massimi et Julien proposent — et ceci constitue un sous-amendement à l'amendement de M. Lerolle — de supprimer, dans l'article premier, les mots : « et commerciaux ».

La parole est à M. Evain.

M. EVAÏN. — Le projet qui nous est soumis s'applique à la fois aux établissements industriels et aux établissements commerciaux. Or, nous estimons que, lorsqu'on va au fond des choses, il n'y a pas identité de situation entre la production et la distribution.

Permettez-moi d'user, pour le démonter, de ce qu'on appelle à l'école un raisonnement par l'absurde. Supposons, par impossible, que, pour diminuer la crise de chômage, on soit arrivé à décider que les usines ne travailleront plus qu'une heure par jour, et que, grâce au développement des moyens mécaniques, les usines suffisent, en une heure, à produire la quantité de produits nécessaires à la consommation. Croyez-vous qu'il ne faudrait pas plus d'une heure par jour pour vendre les objets fabriqués en une heure ?

M. HENRI PATENÔTRE-DESNOYERS. — C'est l'évidence.

M. L.-O. FROSSARD. — Non.

M. EVAÏN. — Il n'y a donc pas similitude entre les nécessités matérielles du commerce et celles de l'industrie.

C'est dans ces conditions que j'ai déposé un amendement tendant à ce que l'application de la loi en discussion soit limitée aux établissements industriels, à l'exclusion des établissements commerciaux.

Depuis le dépôt de mon amendement, on a présenté un texte nouveau, aux termes duquel la mesure envisagée par le projet de loi serait applicable par décret simple du Ministre du Travail. Je reconnais que cette procédure est beaucoup plus rapide que celle du règlement d'administration publique, qui nécessite l'intervention du Conseil d'Etat.

Je demande si, dans ce système, lorsque le Ministre aura à prendre un décret sur la question des heures supplémentaires, conformément à l'esprit de la loi de 1919, le Ministre demandera l'avis de chaque profession intéressée.

Je borne là des observations, car, si j'avais satisfaction, je pourrais être amené à retirer mon amendement. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre du Travail.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Je serai extrêmement bref, pour tenir la promesse que j'ai faite de ne pas retarder la discussion des interpellations sur la pêche.

Je crois pouvoir répondre à l'esprit de conciliation dont a fait preuve M. Evain et dont je le remercie, par une déclaration qui lui donnera satisfaction. (*Très bien! très bien!*)

Actuellement, le débat se réduit à une seule préoccupation. On me demande comment j'appliquerai le décret que je serai autorisé à prendre par l'amendement de M. Lérolle.

En ce qui concerne, tout d'abord, le délai pendant lequel sera suspendu le crédit d'heures supplémentaires, accordé actuellement aux chefs d'entreprises, je le fixerai à un an. (*Très bien! très bien!*)

Je vous donne ainsi la satisfaction que vous désirez.

Pour les professions industrielles, la suspension du crédit d'heures supplé-

mentaires sera complète. Aucune industrie ne restera en dehors de la mesure qui interviendra. (*Très bien! très bien!*)

Je constate, en effet que, dans les industries où cette suspension a été décidée, il n'y a eu aucune protestation de la part des industriels. Il n'y a pas eu de demandes de dérogations adressées aux inspecteurs du travail ou elles ont été tellement réduites qu'on peut les considérer comme inexistantes.

Pour les professions commerciales, je procéderai d'une façon différente.

On me dit en effet : la situation du commerce n'est pas la même que celle de l'industrie. Les commerçants affirment que plus longtemps on laisse les magasins ouverts, plus on vend, parce que, disent-ils, acheter c'est céder à une tentation.

Plus longtemps celle-ci s'exerce et plus les chances de vente se trouvent augmentées.

Ce n'est pas tout à fait exact actuellement. En effet, avec la crise dont nous souffrons, on achète suivant ses besoins, suivant ses ressources. Le caprice y a moins de part.

Je reconnais toutefois que la situation n'est pas identique pour le commerce et pour l'industrie.

Je tiendrai compte de la différence des situations en établissant une discrimination entre les entreprises commerciales selon que la suspension des heures supplémentaires y présenteraient ou non des inconvénients.

Ce sont d'ailleurs les représentants des organisations commerciales dont parlait M. Evian qui formuleront leur avis sur ce point. Je m'engage à ne pas prendre de décret sans les avoir consultés. Je tiendrai donc le plus large compte de leurs observations. (*Applaudissements.*)

Sous le bénéfice de ces déclarations, je demande à la Chambre d'adopter le projet de loi.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Evain.

M. EVAIN. — Je remercie M. le Ministre du Travail de ses déclarations et je retire mon amendement. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — Le sous-amendement de M. Evain est retiré.

Je mets aux voix l'amendement de M. Lerolle, accepté par le Gouvernement et par la commission.

(Cet amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne lecture de l'article 1^{er}, modifié par l'amendement que la Chambre vient d'adopter :

« Art. 1^{er}. — Un décret rendu sur la proposition du Ministre du Travail suspendra jusqu'à une date qu'il fixera, soit pour l'ensemble des professions, industries et commerces, soit pour certains d'entre eux, l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires ouvert aux chefs d'établissements industriels et commerciaux par les décrets pris pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures, en vue de permettre à ces entreprises de faire face à des surcroits de travail extraordinaires. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}, ainsi modifié.

(*L'article 1^{er}, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Nous arrivons à deux amendements qui peuvent être soumis à une discussion commune :

Le premier, signé de M. Grisoni, tend à compléter l'article 1^{er} par l'alinéa suivant :

« Toutefois, ces dispositions ne s'appliquent pas aux établissements industriels et commerciaux occupant moins de dix ouvriers. »

Le deuxième, présenté par M. Lerolle tend à compléter l'article 1^{er} par la disposition suivante :

« Toutefois, ces dispositions ne s'appliquent pas aux établissements où s'exerce le commerce de détail. »

La parole est à M. Grisoni.

M. ANDRÉ GRISONI. — Pour épargner les instants de la Chambre, je retire mon amendement.

M. LE PRÉSIDENT. — L'amendement de M. Grisoni est retiré.

M. JEAN LEROLLE. — Je n'insiste pas non plus.

M. LE PRÉSIDENT. — L'amendement de M. Lerolle est retiré.

M. Courtier propose de compléter comme suit l'article 1^{er} :

« Est autorisée de plein droit pour une période d'un an à dater de la promulgation de la présente loi et sans qu'il soit besoin d'autre disposition, la répartition des heures normales de travail sur une période de temps plus longue que la semaine telle qu'elle est prévue par l'article 8, 2^e, du livre II du Code du travail. »

La parole est à M. le Ministre du Travail.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — M. Courtier demande que les heures normales de travail soient réparties sur une période plus longue que la semaine. Le Code du travail m'en donne le droit et cela a été fait.

Vous objectez que les conditions requises pour cette répartition sont trop rigoureuses. Je rechercherai s'il est possible de les modifier. Mais l'adoption sans précaution de la mesure que préconise M. Courtier risquerait de rendre le contrôle plus difficile et, dans certains cas, illusoire.

Je prendrai par décret, s'il y a lieu, la mesure dont il s'agit, mais seulement si je suis assuré de ne pas nuire par là au contrôle précis et rigoureux qui est indispensable lorsqu'il s'agit de la limitation de la durée du travail.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Courtier.

M. JOSEPH COURTIER. — Je sais que le Ministre du Travail a déjà, aux termes du Code du travail, le droit de prendre par décret la mesure dont il s'agit. Mais jusqu'à présent, il n'a pas usé de cette faculté. Mon amendement était surtout une invitation à en user. Je reconnais qu'elle avait surtout sa raison d'être avant la modification de l'article 1^{er}.

Après l'adoption de l'amendement de M. Lerolle et sous le bénéfice des explications fournies par M. le Ministre du Travail, je retire mon amendement.

M. LE PRÉSIDENT. — L'amendement est retiré.

[Article 2.]

M. LE PRÉSIDENT. — « Art. 2. — L'inspecteur du travail compétent peut autoriser des heures supplémentaires dans les limites fixées par les décrets visés à l'article précédent lorsque le chef d'établissement justifie qu'il ne lui est pas possible de faire face à un surcroît de travail extraordinaire par d'autres moyens, tel que l'embauchage d'un personnel supplémentaire. »

La parole est à M. Lebreton.

M. RENÉ LEBRET, *rapporteur*. — Monsieur le Président, à la suite de l'adoption, à l'article 1^{er}, de l'amendement de M. Lerolle, amendement qui donne satisfaction à un certain nombre de professions commerciales, la commission propose, pour l'article 2, la nouvelle rédaction suivante :

« Pour les établissements dans lesquels l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires est suspendue, l'inspecteur du travail compétent peut autoriser des heures supplémentaires dans les limites fixées par les décrets visés à l'article précédent lorsque le chef d'établissement justifie qu'il ne lui est pas possible de faire face à un surcroît de travail extraordinaire par d'autres moyens, tel que l'embauchage d'un personnel supplémentaire. »

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Join-Lambert, contre l'article 2.

M. ANDRÉ JOIN-LAMBERT. — Après l'adoption de l'amendement de M. Lerolle à l'article 1^{er} et après les explications données par M. le Ministre du Travail, je renonce à la parole.

M. ANDRÉ GRISONI, *rapporteur pour avis de la Commission du commerce.* — Au nom de la Commission du commerce, j'accepte la nouvelle rédaction proposée par la Commission du travail.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'article 2, avec la nouvelle rédaction proposée par la Commission.

(L'article 2, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 3.]

M. LE PRÉSIDENT. — « Art. 3. — Les décrets et arrêtés ministériels, pris, en vertu de la réglementation en vigueur pour suspendre l'utilisation des heures supplémentaires dans certaines catégories d'établissement industriels et commerciaux, cessent d'avoir effet dès la mise en application de la présente loi. »

La parole est à M. Amidieu du Clos, contre l'article.

M. PIERRE AMIDIEU DU CLOS. — Messieurs, comme plusieurs de nos collègues, je désirais attirer l'attention de M. le Ministre du Travail sur un certain nombre d'industries dont les phases sont, si j'ose m'exprimer ainsi, solaires. Je voulais parler plus particulièrement de l'industrie de la brasserie.

Vous savez que le nombre des consommations varie dans des proportions considérables, suivant la température et l'état du ciel.

Il me paraît donc que, conformément aux déclarations qui nous ont été faites il y a un instant, il faudra bien tenir compte de tous les cas particuliers qui peuvent se présenter et qui seraient analogues à celui que je signale à M. le Ministre du Travail.

Je m'en rapporte à lui. Je n'ai pas l'habitude de trop me fier aux paroles des Ministres. Exceptionnellement, j'ai confiance en la parole de M. Jacquier et j'espère qu'il voudra bien tenir compte de mon observation.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Cette exception me flatte plus que je puis vous le dire. (*Sourires.*)

M. PIERRE AMIDIEU DU CLOS. — Elle est toute naturelle et j'espère que vous voudrez bien y répondre en étant aussi large que possible pour le cas que je signale. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — M. Courtier propose, à partir des mots : « établissements industriels », de rédiger comme suit la fin de l'article 3 : « cessent d'avoir effet dès la mise en application de la présente loi et pour la durée d'un an à dater de la promulgation de la présente loi. »

La parole est à M. Courtier.

M. JOSEPH COURTIER. — Cet amendement correspondait au premier amendement, que j'ai retiré. Il n'a donc plus d'objet. Je le retire.

M. LE PRÉSIDENT. — L'amendement est retiré.

Je mets aux voix l'article 3.

(L'article 3, mis aux voix, est adopté.)

[Article 4.]

M. LE PRÉSIDENT. — « Art. 4. — Les infractions à la présente loi sont poursuivies conformément aux articles 93 et suivants du livre II du Code du travail et passibles des pénalités prévues par les articles 165 et 166 dudit livre. »

(L'article 4, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(L'ensemble du projet de loi, mis aux voix, est adopté.) *

SÉNAT.

SÉNAT. — SÉANCE DU 27 MARS 1935.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à suspendre l'utilisation des heures supplémentaires dans les établissements industriels et commerciaux.

J'ai reçu un décret désignant, en qualité de commissaires du Gouvernement, pour assister M. le Ministre du Travail :

M. Cheneaux de Leyritz, chef de cabinet;

M. Ch. Picquenard, conseiller d'Etat en service extraordinaire, directeur du travail.

Acte est donné de cette communication.

M. BENDER, *rapporteur de la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes*. — J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec le Gouvernement de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la commission, d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition ?...

L'urgence est déclarée.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur le passage à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne lecture de l'article 1^{er}.

« Art. 1^{er}. — « Un décret rendu sur la proposition du Ministre du Travail suspendra jusqu'à une date qu'il fixera, soit pour l'ensemble des professions, industries et commerces, soit pour certains d'entre eux, l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires ouvert aux chefs d'établissements industriels et commerciaux par les décrets pris pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures, en vue de permettre à ces entreprises de faire face à des surcroîts de travail extraordinaires. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(Ce texte est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Par voie d'amendement, M. Marcel Donon propose d'ajouter à cet article la disposition suivante :

« Toutefois, la suspension ne pourra s'appliquer aux industries saisonnières qui sont basées sur l'utilisation de denrées périssables. »

La parole est à M. Donon.

M. MARCEL DONON. — Je m'excuse de prendre la parole à cette heure, mais mes observations seront très courtes. Le projet soumis à nos délibérations vise à suspendre le crédit des heures supplémentaires dans l'industrie de façon à favoriser le recrutement d'un plus grand nombre d'ouvriers et de réduire ainsi le chômage. Je ne fais pas d'objection de principe à cette disposition; dans les circonstances actuelles, elle peut donner des résultats particulièrement intéressants, mais je demande toutefois qu'elle ne soit pas applicable aux industries saisonnières qui mettent en œuvre des denrées périssables, en particulier des légumes et des poissons.

Vous savez, Messieurs, que ces industries travaillent dans des conditions tout à fait spéciales. Les industries de la conserve de légumes sont, en effet, obligées de travailler au moment où les légumes arrivent à maturité; or, cette maturation peut être précipitée en raison de certaines circonstances atmosphériques : il faut, par conséquent, que ces industries puissent continuer à utiliser leurs heu-

res supplémentaires et surtout qu'elles puissent utiliser les ouvriers spécialisés qui ne peuvent pas être remplacés du jour au lendemain.

Ce que je viens de dire en ce qui concerne les fabriques de conserves de légumes, que je connais bien, car il y en a d'importantes à Orléans, qui se ravitaillent chez les cultivateurs de la grande banlieue de cette ville, s'applique également aux fabriques de conserves de poissons. Les quantités de poissons apportées dans ces usines dépendent bien entendu de l'état de la mer et elles peuvent être, certains jours, très importantes. Il faut permettre qu'on les utilise le plus rapidement possible, car il s'agit là d'une denrée périssable au premier chef.

Je demande, par conséquent, qu'à titre exceptionnel la suspension du crédit d'heures supplémentaires ne soit pas applicable à ces industries saisonnières en raison de leurs conditions spéciales de travail.

M. JACQUIER, *Ministre du Travail*. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre du Travail.

M. JACQUIER, *Ministre du Travail*. — Je demande à M. Donon de bien vouloir retirer son amendement après les explications que je vais lui fournir. Je crois que dans son esprit il y a eu, au moins primitivement, une certaine confusion. Il a pu penser, en effet, que lorsque le décret dont il est question à l'article 1^{er} aurait été pris, les industriels perdraient tout droit à obtenir des heures supplémentaires. Or, il n'en est rien. Ce qui sera suspendu par le décret qui sera pris, c'est un crédit actuellement attribué aux industriels et dont ceux-ci peuvent disposer sans autorisation ni contrôle de la part des inspecteurs du travail. Que se passera-t-il pour les industries très intéressantes dont parle M. Donon ? Elles tombent sous l'application de l'article 2 qui est ainsi conçu :

« Pour les établissements dans lesquels l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires est suspendue, l'inspecteur du travail compétent peut autoriser des heures supplémentaires dans les limites fixées par les décrets visés à l'article précédent lorsque le chef d'établissement justifie qu'il ne lui est pas possible de faire face à un surcroît de travail extraordinaire par d'autres moyens, tel que l'embauchage d'un personnel supplémentaire. »

Il est évident que, dans les cas visés par M. Donon, on ne peut pas faire face à un surcroît de travail extraordinaire par un embauchage supplémentaire. Il s'agit de denrées périssables, il faut aller vite, et il est certain que dans ces cas-là, les inspecteurs du travail donneront les autorisations nécessaires. Je leur enverrai moi-même des instructions dans ce sens. Dans ces conditions, je prie l'honorable M. Donon d'accepter le texte tel qu'il résulte d'un accord qui s'est fait entre toutes les fractions de la Chambre. Le texte primitif était, en effet, beaucoup plus rigoureux. C'est pourquoi, je demanderai au Sénat d'accepter ce texte comme il a été accepté par la Chambre, à l'unanimité, afin de nous permettre, par une mesure qui ne peut soulever aucune critique et aucune objection, de porter un remède efficace au chômage.

M. LEFAS. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Lefas.

M. LEFAS, — Messieurs, je ne voudrais pas troubler l'accord unanime dont parle M. le Ministre. Cependant j'eusse, moi aussi, préféré le texte de notre collègue M. Donon, pour cette autre raison qu'il indique nettement la limite posée aux inspecteurs du travail. En ce moment, il est des industries qui souffrent d'un chômage cruel, l'industrie de la chaussure par exemple. Elle pouvait peut-être espérer quelques bienfaits du texte proposé; mais si, à l'heure actuelle, dans de nombreux petits centres où on fait des heures supplémentaires, tandis que les municipalités et l'Etat versent, dans d'autres centres, des allocations de chômage, il suffit de dire qu'on a reçu des commandes extraordinaires pour avoir droit à des heures supplémentaires, on n'apporte aucun bienfait à cette industrie.

J'appelle votre attention sur ce point, convaincu que le nécessaire sera fait. J'ai voulu expliquer pourquoi je n'étais pas fâché de voir compartimenter les exceptions de la loi dans le sens indiqué judicieusement par notre collègue.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre du Travail.

M. JACQUIER, *Ministre du Travail*. — Il me suffira pas à un industriel de dire qu'il a surcroît de commandes pour faire faire des heures supplémentaires à son personnel. Il faudra qu'il démontre qu'il ne peut pas faire face à ce surcroît de travail par l'embauchage d'un personnel supplémentaire.

Dans le cas qu'indique M. Lefas, cette preuve ne pourra être faite et l'inspecteur refusera l'autorisation.

M. LEFAS. — Je vous remercie, Monsieur le Ministre.

M. MARCEL DONON. — Etant donné les explications précises de M. le Ministre, je retire mon amendement, mais j'insiste pour que des instructions soient données aux inspecteurs départementaux du travail de façon que les industriels auxquels j'ai fait allusion puissent continuer l'exercice de leur profession dans des conditions satisfaisantes.

M. LE PRÉSIDENT. — L'amendement est retiré.

Il n'y a pas d'autres observations ?...

L'article 1^{er} reste adopté.

Article 2.

« Pour les établissements dans lesquels l'utilisation du crédit d'heures supplémentaires est suspendue, l'inspecteur du travail compétent peut autoriser des heures supplémentaires dans les limites fixées par les décrets visés à l'article précédent lorsque le chef d'établissement justifie qu'il ne lui est pas possible de faire face à un surcroît de travail extraordinaire par d'autres moyens, tel que l'embauchage d'un personnel supplémentaire. » — (Adopté.)

Article 3.

« Les décrets et arrêtés ministériels, pris en vertu de la réglementation en vigueur pour suspendre l'utilisation des heures supplémentaires dans certaines catégories d'établissements industriels et commerciaux, cessent d'avoir effet dès la mise en application de la présente loi. » — (Adopté.)

Article 4.

« Les infractions à la présente loi sont poursuivies conformément aux articles 93 et suivants du livre II du Code du travail et passibles des pénalités prévues par les articles 165 et 166 dudit livre. » (Adopté.)

M. Rio propose, après l'article 4, d'insérer un article additionnel 5 ainsi conçu :

« Pour les industries saisonnières et commerces saisonniers, la répartition des heures de travail s'effectuera sur des périodes et des époques correspondant avec celles où le travail lui-même doit s'effectuer. »

L'amendement est-il soutenu ?...

L'amendement n'étant pas soutenu, je consulte le Sénat sur l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

de la loi du 27 juin 1935 introduisant dans le livre I^{er} du Code du travail des dispositions spéciales concernant l'indication du poids sur les gros colis transportés par bateau.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PROJET DE LOI.

tendant à introduire dans le livre II du Code du travail des dispositions concernant l'indication du poids sur les gros colis transportés par bateau (1).

(Renvoyé à la Commission du travail [2].)

EXPOSE DES MOTIFS.

Messieurs,

Le projet de loi que nous avons l'honneur de vous présenter a pour objet d'introduire dans le livre II du Code du travail ayant trait à la réglementation du travail, des dispositions qui ont pour but de mettre la loi française en harmonie avec les stipulations du projet de convention internationale concernant l'indication du poids sur les gros colis transportés par bateau.

Ce projet de convention a été adopté par la Conférence internationale du travail dans sa douzième session qui s'est tenu à Genève du 30 mai au 21 juin 1929.

Il a pour objet de rendre obligatoire l'inscription du poids sur tout colis ou objet pesant 1.000 kilogrammes et destiné à être transporté par mer ou par voie navigable intérieure. Cette mesure tend, en fait, à renforcer la protection des travailleurs occupés à la manutention de ces colis.

Etant donné qu'aux termes de la convention, l'obligation de veiller à l'observation de cette disposition n'incombe qu'au Gouvernement du pays d'où le colis est expédié, à l'exclusion du Gouvernement de tout autre pays, que ce colis pourra traverser pour arriver à destination, il est apparu que si cette convention était ratifiée par certains pays sans l'être par d'autres, les dangers auxquels sont exposés les travailleurs n'en continueraient pas moins à subsister et que la convention, pour avoir des résultats efficaces, devrait être ratifiée simultanément. En vue d'examiner une pareille ratification, les représentants des divers Gouvernements ont tenu à Genève en 1931, une réunion officielle. Cette réunion permit d'aboutir à un accord entre les délégués présents qui adoptèrent la résolution suivante :

« La présente réunion émet le vœu que les délégués des Etats n'ayant pas encore ratifié la Convention, proposent à leur Gouvernement respectif de prendre les mesures nécessaires pour mettre en vigueur la réglementation formant

(1) Présenté au nom de M. Albert Lebrun, Président de la République française, par M. Adrien Marquet, Ministre du Travail, par M. Lucien Lamoureux, Ministre du Commerce et de l'Industrie, par M. William Bertrand, Ministre de la Marine marchande, et par M. Pierre-Etienne Flandin, Ministre des Travaux publics.

(2) Annexe au procès-verbal de la séance du 8 mars 1934 (doc. parl. n° 3222).

l'objet de la Convention au plus tard le 1^{er} janvier 1933 et pour ratifier la Convention le plus tôt possible. »

En vue de la ratification par la France, de la convention dont il s'agit, le Gouvernement a procédé à une enquête auprès des organisations professionnelles, patronales et ouvrières intéressées, ainsi qu'auprès des Chambres de Commerce.

Les réponses fournies à cette enquête ont été, en très grande majorité, favorables à la mesure; elles ont montré que les dispositions envisagées étaient assez couramment suivies dans la pratique et que leur application complète était désirable. Aussi, le Gouvernement a-t-il estimé devoir proposer à votre Assemblée de ratifier la convention internationale et d'introduire, dans la législation nationale les dispositions nécessaires.

En conséquence, le Gouvernement dépose, ce même jour, devant votre Assemblée, un projet de loi tendant à la ratification française de la convention. Le présent projet complète notre législation comme il est exposé ci-après, en lui apportant les additions nécessaires pour le mettre en accord parfait avec la convention.

Ce projet a, d'ailleurs, été communiqué aux organisations professionnelles au cours de l'enquête précitée et il a été tenu compte dans la rédaction définitive des observations présentées par les organismes consultés.

Le texte des articles du présent projet reproduit, autant que possible, le texte même des stipulations de la convention, afin d'assurer, dans la mesure la plus complète, la conformité de notre législation à la convention et d'éviter à ce sujet toute contestation.

Le but poursuivi par la convention est de protéger les travailleurs des ports et docks contre les dangers résultant de la manipulation de gros colis ne portant pas l'indication de leurs poids; si l'on emploie, pour les enlever, des machines, grues, etc., construites pour des charges plus faibles, ces engins risquent de se rompre sous cet effort et de causer de graves accidents aux ouvriers occupés à proximité.

Or, en règle générale, il est extrêmement difficile de se rendre compte, à première vue, du poids des gros colis qu'on ne peut déplacer à la main, mais qui doivent être chargés ou déchargés par des moyens mécaniques : lorsque les objets sont emballés, cette évaluation devient même pratiquement impossible.

Ces considérations justifient l'obligation de l'indication du poids sur les gros colis transportés par bateau : cette mesure serait d'ailleurs peu onéreuse pour les expéditeurs qui auraient à l'observer; de plus, les colis et objets transportés par eau doivent, en général, être pesés dans la plupart des cas.

Enfin, ce supplément de travail et de frais est négligeable en comparaison des avantages qui peuvent en résulter pour la sécurité des travailleurs.

L'obligation pour les pays ayant ratifié le projet de convention, de faire indiquer le poids sur les colis expédiés de leurs propres ports, est contenue dans l'article premier, alinéa 1, du projet de convention qui est ainsi conçu :

« Tout colis ou objet pesant 1.000 kilogrammes (une tonne métrique) ou plus de poids brut, consigné dans les limites du territoire de tout membre ratifiant la présente convention, et destiné à être transporté par mer ou par voie navigable intérieure, devra, avant d'être embarqué, porter l'indication de son poids, marquée à l'extérieur de façon claire et durable. »

Les dispositions essentielles de ce texte sont reproduites dans le présent projet et seraient introduites dans le livre II du Code du travail pour former l'article 80 *a* nouveau.

Dans le questionnaire relatif à l'enquête précitée, il a été demandé quelles mesures pratiques il y avait lieu d'envisager pour satisfaire à la formule « marquée à l'extérieur de façon claire et durable. ».

Les réponses reçues font ressortir la nécessité d'apposer au moins deux inscriptions noires, rouges ou blanches, sur les deux faces opposées du colis, en des emplacements non susceptibles de servir à l'élingage. Ces inscriptions devraient être faites avec des produits capables de résister aux intempéries pendant la durée du transport, encres indélébiles ou peintures grasses, les inscriptions à la craie ou au crayon de couleur étant prosrites.

Le Gouvernement n'a pas estimé qu'il fût nécessaire de préciser, dans le

présent projet de loi, des modalités déterminées en ce qui concerne le marquage, la formule reproduite de la convention « marquée à l'extérieur de façon claire et durable » paraissant suffisante pour atteindre le but poursuivi par la convention. Néanmoins, le présent projet prévoit qu'un règlement d'administration publique pourrait déterminer les conditions matérielles auxquelles devraient satisfaire les marques à apposer sur les gros colis, au cas où l'expérience montrerait la nécessité d'imposer des prescriptions détaillées.

L'alinéa 2 de la convention internationale précise que la législation nationale pourra, dans les cas exceptionnels où il est difficile de déterminer le poids exact, autoriser l'indication du poids approximatif. Aussi, le questionnaire de l'enquête a-t-il demandé aux organisations consultées, quels sont les cas exceptionnels pour lesquels l'indication d'un poids approximatif pourrait être acceptée, en raison de la difficulté de déterminer le poids exact.

La plus grande partie des réponses reçues font ressortir, qu'en général, on peut obtenir le poids d'un colis. Même dans les cas défavorables, il est possible de déterminer le poids avec une approximation de 8 à 10 p. 100; néanmoins, tenant compte des observations présentées par plusieurs organisations importantes, on a estimé que, lorsqu'il est impossible de déterminer le poids exact d'un colis par pesée, il conviendrait d'indiquer, non pas un poids approximatif, mais un poids maximum, ce qui permettrait de prendre toutes les précautions utiles pendant la manutention, des accidents ayant eu lieu par suite de l'indication de poids approximatifs qui se trouvaient inférieurs à la réalité.

Le projet de convention n'a pas précisé les personnes auxquelles incomberait la responsabilité de ces prescriptions et s'en est remis aux législations nationales, aux termes de l'article premier, *in fine*.

« Il appartiendra aux législations nationales de décider si l'obligation de marquer le poids de la manière ci-dessus indiquée doit incomber à l'expéditeur ou à quelqu'un d'autre. »

En conséquence, le questionnaire de l'enquête a comporté une question spéciale demandant quelles sont les personnes auxquelles doit incomber l'obligation de marquer le poids suivant les règles fixées.

Toutes les réponses reçues indiquent que cette obligation doit incomber à l'expéditeur ou à son mandataire.

En ce qui concerne le délai dans lequel la loi projetée pourra être mise en application, un délai de six mois paraît suffisant.

Telles sont les conditions dans lesquelles le Gouvernement propose à votre Assemblée, pour introduire dans la législation française la réglementation internationale dont il s'agit, d'insérer les dispositions légales nécessaires dans le livre II du Code du travail.

Il convient, tout d'abord, d'ajouter dans le titre II un chapitre V nouveau, intitulé « dispositions spéciales concernant l'indication du poids sur les gros colis transportés par bateau », le chapitre V devenant le chapitre VI.

Ce chapitre comprendrait l'article 80 *a* dont le premier alinéa édicterait l'obligation pour l'expéditeur de tout colis pesant plus de 1.000 kilogrammes destiné à être transporté par bateau, de porter, sur ce colis, l'indication de son poids marquée à l'extérieur de façon claire et durable.

Le second alinéa de cet article disposerait que dans les cas exceptionnels où il est difficile de déterminer le poids exact, le poids marqué pourrait être un poids maximum établi d'après le volume et la nature du colis.

Un troisième alinéa disposerait qu'à défaut de l'expéditeur, cette obligation incomberait au mandataire chargé par lui de l'expédition du colis.

Ce chapitre comprendrait également l'article 80 *b* qui disposerait qu'un règlement d'administration publique pourrait déterminer les conditions matérielles auxquelles devraient satisfaire les marques à opposer sur les colis.

En outre, en ce qui concerne les dispositions pénales, il convient de compléter l'article 173 du livre II du Code du travail, en ajoutant aux personnes qui peuvent être poursuivies pour infraction aux prescriptions légales et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, les expéditeurs ou leurs mandataires qui ont contrevenu aux dispositions de

l'article 80 *a* et au règlement d'administration publique prévu par l'article 80 *b*.

Enfin, il convient de déclarer que ces dispositions entreront en vigueur six mois après la publication de la loi au *Journal officiel*.

Nous avons, en conséquence, l'honneur de soumettre à vos délibérations le projet de loi ci-après qui a pour but d'introduire dans la législation française les dispositions de la convention internationale concernant l'indication du poids sur les gros colis transportés par bateau.

PROJET DE LOI.

ARTICLE PREMIER. — Il est inséré, dans le titre II du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, un chapitre V nouveau intitulé : « Dispositions spéciales concernant l'indication du poids sur les gros colis destinés à être transportés par bateau », le chapitre V devenant le chapitre VI.

ART. 2. — Ce chapitre V nouveau comprend les articles 80 *a* et 80 *b* ci-après :

ART. 80 *a*. — L'expéditeur de tout colis ou objet pesant 1.000 kilogrammes ou plus de poids brut, destiné à être transporté par mer ou voie navigable intérieure, devra porter, sur le colis, l'indication de son poids marquée à l'extérieur de façon claire et durable.

Dans les cas exceptionnels où il est difficile de déterminer le poids exact, le poids marqué pourra être un poids maximum établi d'après le volume et la nature du colis.

A défaut de l'expéditeur, cette obligation incombe au mandataire chargé par lui de l'expédition du colis.

ART. 80 *b*. — Un règlement d'administration publique pourra, s'il y a lieu, préciser les conditions matérielles auxquelles devront satisfaire les marques à apposer sur les colis, en exécution de l'article précédent.

ART. 3. — L'article 173 du Livre II du Code du travail, est complété par l'alinéa suivant :

Sont également soumis aux mêmes pénalités et dans les mêmes conditions, les expéditeurs ou leurs mandataires qui ont contrevenu aux dispositions de l'article 80 *a* et au règlement d'administration publique prévu par l'article 80 *b* du présent livre.

ART. 4. — Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur six mois après sa publication au *Journal officiel*.

RAPPORT

fait au nom de la Commission du travail chargée d'examiner le projet de loi tendant à introduire dans le livre II du Code du travail des dispositions spéciales concernant l'indication du poids sur les gros colis transportés par bateau, par M. Michel Walter, député (1).

Messieurs,

Le projet de loi qui vous est proposé tend à compléter le Code du travail de telle sorte que l'indication du poids devienne obligatoire sur les colis de

(1) Annexe au procès-verbal de la 1^{re} séance du 22 novembre 1934 (doc. parl. n° 4149).

plus d'une tonne transportés par eau. Cette mesure a pour but de prévenir les accidents qui se produisent lorsqu'on utilise à la manutention de colis pesants des engins tels que grues, pont roulant, etc., au chargement sur les bateaux de colis dont le poids excède leur résistance. Ce poids peut être particulièrement difficile à connaître et même à évaluer lorsque la marchandise arrive au point d'embarquement ou de déchargement. Cette détermination est même impossible lorsqu'il s'agit de marchandises fortement emballées. Au contraire, l'expéditeur qui connaît bien la nature de l'envoi, peut facilement connaître son poids. Il peut donc l'indiquer sans grande difficulté. Ce poids est d'ailleurs l'élément essentiel des transactions pour la plupart des marchandises pondéreuses visées par la nouvelle réglementation; il intervient toujours dans les transports par mer ou par voie de navigation intérieure qui sont particulièrement visés par cette réglementation. L'indication du poids est donc dès maintenant d'un usage courant et même de rigueur dans beaucoup de cas. La réglementation proposée aboutit donc seulement à consacrer des pratiques usuelles et à uniformiser l'indication apparente du poids sur les gros colis. Ceci explique que la presque unanimité des Chambres et groupements intéressés, qui ont été consultés en France se soient montrés favorables à l'institution de la réglementation proposée. Au cours de ces enquêtes, quelques observations de détail se sont fait jour sur les mesures d'application envisagées par l'Administration; elles sont d'ordre très secondaire et nous les résumerons brièvement. Une seule réserve importante a été formulée; elle porte seulement sur le moment de la mise en vigueur de la réglementation. Nous y prêterons une attention particulière dans la suite du présent rapport.

Ces observations paraissent de faible importance, en égard aux améliorations que les milieux compétents attendent de cette réglementation, pour la sécurité des travailleurs occupés aux manutentions sur bateaux. On compte, en effet, prévenir en grande partie les ruptures de câbles, de chaînes et même de grues, qui font chaque année payer un lourd tribut à la main-d'œuvre des dockers, mécaniciens et débardeurs. Ce résultat est déterminant et nous recommandons à votre approbation les nouvelles mesures de protection des travailleurs que le Gouvernement propose ainsi d'insérer dans le Code du travail.

Le texte proposé par le Gouvernement suit, d'aussi près que possible, le texte de la Convention internationale élaborée à Genève, afin d'éviter toute divergence dans l'application, en France, de mesures qui, pour être efficaces, doivent s'imposer de façon aussi uniforme que possible dans le monde. Il est donc désirable d'éviter de modifier ce texte et le Gouvernement a sagement prévu, à cet effet, qu'un règlement d'administration publique pourrait intervenir pour fixer les détails d'application, si l'expérience en montre la nécessité. Ce règlement permettrait, notamment, de tenir compte des observations résumées ci-après, le cas échéant; mais nous pensons que leur consignation dans le présent rapport suffira pour guider la jurisprudence et prévenir la plupart des difficultés d'application.

La convention, élaborée sous les auspices du Bureau international du travail, s'en remet aux législations nationales du soin de préciser les personnes qui ont l'obligation de faire marquer les poids sur les colis de plus d'une tonne. Toutes les organisations consultées ont désigné l'expéditeur comme devant être responsable de cette obligation. Cette solution est logique puisque c'est lui qui connaît le mieux la marchandise et que c'est lui qui peut le plus facilement procéder à l'application des marques lors du conditionnement des colis. C'est celle que le Gouvernement français a adoptée et le texte proposé institue, en conséquence, la responsabilité de l'expéditeur, qui se trouve sanctionnée par les pénalités de l'article 173 du livre II du Code du travail, c'est-à-dire d'une amende de 5 à 15 francs au principal pour chaque infraction constatée. Le maximum, pour un même procès-verbal étant de 200 francs, ces chiffres se trouvent actuellement multipliés par le coefficient 7,5. L'amende à payer finalement varie donc de 37,5 à 112,50; le maximum est de 1.500 francs.

Mais une seconde responsabilité intervient pour renforcer l'efficacité des mesures prévues par les travailleurs des transports par eau; c'est celle du mandataire chargé par l'expéditeur de l'expédition du colis. Mais il est très important de souligner que cette responsabilité du mandataire n'intervient qu'en seconde ligne, seulement lorsque celle de l'expéditeur se trouve dégagée

par les circonstances. Ce sera le cas par exemple où l'expéditeur, ayant prévu un transport par fer ou par route de bout en bout, n'aurait pas marqué de gros colis que son mandataire confie à la voie d'eau en cours de voyage. Ce sera le cas aussi de l'expéditeur qui aurait confié des colis séparés de moins de 1.000 kilogrammes à un mandataire qui les grouperait pour les commodités du transport en masse de plus d'une tonne.

Mais il est important de noter que sous réserve des exceptions analogues aux deux exemples qui viennent d'être cités, en vous proposant d'approuver le texte de cette loi, nous entendons maintenir qu'en principe l'expéditeur ne pourra se décharger sur son mandataire par une clause des connaissances, des contrats d'affrètement ou autres actes privés de l'obligation d'ordre public qui lui est imposée. Dans chaque cas, il devra établir qu'il n'avait pas à marquer les colis ou qu'il était dans l'impossibilité de le faire pour que la responsabilité de l'opération tombe sur son mandataire. Sinon, une clause de style aurait tôt fait de toujours reporter le soin de marquer les colis sur les transitaires, camionneurs et autres mandataires des transporteurs par eau. Les travailleurs des ports seraient ainsi privés de la double sécurité que nous entendons leur donner et la détermination du poids des colis serait toujours laissée à des intermédiaires mal placés pour le faire et qui ignorent souvent la nature de la marchandise.

Le Gouvernement pense qu'il faut faire confiance aux expéditeurs pour marquer convenablement et de façon lisible le poids sur les colis. Nous vous proposons volontiers de le suivre sur cette voie. D'ailleurs, si cette attente était déçue, il serait encore temps par voie de règlement d'administration publique, de fixer en détail la nature, la dimension et la couleur des marques qui doivent être apposées. L'essentiel est que ces marques soient visibles *avant* que le colis soit manutentionné. Certaines associations ont donc, avec juste raison, souligné que le détail des marques importait assez peu, pourvu qu'elles soient lisibles, *sans déplacement de la charge*. En pratique, il faudra marquer les colis sur plusieurs faces.

Le projet de loi prévoit qu'au cas où la détermination exacte du poids du colis est difficile, l'expéditeur a la faculté de marquer un poids maximum déterminé par le calcul. Cette faculté doit, à notre avis, demeurer très exceptionnelle, car elle prête à certaines difficultés.

Tout d'abord, si l'écart entre le poids réel et le poids marqué est important et fréquent, on risque d'ôter tout crédit aux poids marqués sur les colis. Des imprudences seront commises et les accidents que l'on désire éviter recommenceront.

D'autre part, les transports par eau s'adressent pour une large part, au commerce international; les colis marqués de ces poids maxima auront donc fréquemment à passer les frontières. Il est possible que certains services douaniers éprouvent quelque difficulté à admettre pour les décomptes fiscaux des poids différents de ceux qu'ils verront figurer sur les colis qui leur seront présentés.

Il doit donc être clairement indiqué que dans les cas exceptionnels où l'on ne peut faire autrement, le poids marqué sur les colis est un « poids maximum de sécurité », qui ne saurait être admis ou imposé à d'autres fins que la sécurité des dockers et débardeurs. Il va sans dire aussi que, s'agissant de colis pesant plus d'une tonne, par poids exact on n'entend pas exiger une détermination au kilogramme près; une tolérance d'erreur doit subsister, conformément aux usages du commerce. Elle variera selon les appareils de mesure normalement usités et la nature des marchandises.

Le texte du projet de loi qui vous est proposé ne comporte aucune disposition particulière en ce qui concerne la date de la mise en vigueur de la réglementation envisagée. Celle-ci doit intervenir six mois après sa publication au *Journal officiel*. Le Gouvernement signale difficulté qui se présente à cet égard, mais sans vous imposer de solution qu'il appartient, en conséquence, au Parlement d'arrêter.

Les compléments en question doivent être apportés au Code du travail avant que le Gouvernement ratifie la convention préparée à Genève en 1929, puisqu'ils ont précisément pour but de lui permettre de faire respecter les engagements qu'il prendra en adhérant définitivement à cette convention, mais la mise en vigueur de la loi en France six mois après son vote par les deux Chambres, avant la ratification de la convention, ne va pas sans inconvénients. Les deux opérations, ratification de la convention, mise en vigueur

de la loi, doivent être concomitantes. Sinon, en effet, la marque du poids sur les gros colis deviendrait obligatoire chez nous, sans l'être dans d'autres pays maritimes qui n'auraient pas encore ratifié la convention.

Le Comité central des armateurs a fait valoir que l'armement français se trouverait alors dans une situation défavorable et que dans l'âpre concurrence qu'il trouve sur toutes les mers et sur tous les fleuves internationaux, il ne pouvait supporter aucune surcharge même légère. Sans méconnaître l'importance de ces observations, nous aurions été tentés de passer outre, à raison des sécurités que les travailleurs doivent retirer de la nouvelle réglementation. Il ne nous aurait pas déplu que la France, comme à l'accoutumée, donne l'exemple dans la voie de la protection du travail. Mais un examen attentif des pratiques du chargement sur bateau montre, comme l'Association des grands ports français, forte de l'expérience de tous les manutentionnaires de nos ports, l'a signalé, que cette différence de réglementation en France et à l'étranger aggraverait les risques d'accident que l'on veut éviter. En effet, le marquage des colis étant de règle en France, créera une présomption qui entrera vite dans les habitudes; les colis non marqués seront réputés de moins de 1.000 kilogrammes. Les travailleurs prendront confiance dans cette situation et y prêteront moins d'attention. C'est alors que les colis non marqués provenant de pays qui n'appliquent pas encore la convention, deviendront beaucoup plus dangereux qu'à l'heure actuelle. Loin d'être améliorée, la situation s'en trouvera aggravée.

Cette difficulté n'avait d'ailleurs pas échappé aux promoteurs de la réglementation, car ils se sont adressés au Bureau international du travail comme étant l'organisme le plus apte à donner à cette réglementation une universalité et une uniformité sans lesquelles elle devient dangereuse. C'est pour cette raison aussi qu'une convention générale a été préparée.

En résumé, les compléments que l'on vous demande d'apporter au Code du travail pour le marquage des colis peuvent être approuvés dès maintenant, mais ils ne sauraient entrer en vigueur en France séparément. Ils se justifient et deviendront utiles seulement lorsqu'il sera assuré que la presque totalité des pays avec lesquels nous sommes en relations par eau ne nous enverrons pas de gros colis non marqués.

On ne peut arrêter une liste rigide des Etats qui devront avoir ratifié la convention pour qu'elle puisse sans danger s'appliquer en France. Au premier rang de ces Etats figurent ceux qui ont d'importants armements maritimes et fluviaux en relation avec le territoire français. Il nous semble que cette appréciation de l'opportunité de ratifier la convention appartient au Gouvernement qui peut se tenir au courant de l'état des ratifications et qui au besoin pourra consulter les organismes compétents comme par exemple le Comité central des armateurs, l'Association des grands ports français, l'Union des Chambres de commerce maritimes ou la Conférence des présidents de Chambres de commerce de France. Mais il nous appartient de marquer que la modification de notre Code du travail est liée à la ratification de la convention de 1929 et à cet effet nous vous proposons de préciser de la manière suivante l'article 4 du projet de loi :

« Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur six mois après sa publication au *Journal officiel* et toutefois après la ratification par la France de la convention préparée à Genève du 30 mai au 21 juin 1929. »

En conclusion, nous vous proposons d'approuver le projet de loi concernant l'indication du poids sur les gros colis transportés par bateau, présenté par le Gouvernement le 8 mars 1934, sous réserve de la précision ci-dessus qu'il nous paraît indispensable d'introduire dans l'article 4.

PROJET DE LOI.

ARTICLE PREMIER. — Il est inséré, dans le titre II du livre II du Code du travail et de la Prévoyance sociale, un chapitre V nouveau intitulé : « Dispositions spéciales concernant l'indication du poids sur les gros colis destinés à être transportés par bateau », le chapitre V devenant le chapitre VI.

ART. 2. — Le chapitre V nouveau comprend les articles 80 *a* et 80 *b* ci-après :

ART. 80 *a*. — L'expéditeur de tout colis ou objet pesant 1.000 kilogrammes

ou plus de poids brut, destiné à être transporté par mer ou voie navigable intérieure, devra porter, sur le colis, l'indication de son poids marquée à l'extérieur de façon claire et durable.

Dans les cas exceptionnels où il est difficile de déterminer le poids exact, le poids marqué pourra être un poids maximum établi d'après le volume et la nature du colis.

A défaut de l'expéditeur, cette obligation incombe au mandataire chargé par lui de l'expédition du colis.

ART. 80 *b*. — Un règlement d'administration publique pourra, s'il y a lieu, préciser les conditions matérielles auxquelles devront satisfaire les marques à apposer sur les colis, en exécution de l'article précédent.

ART. 3. — L'article 173 du livre II du Code du travail est complété par l'alinéa suivant :

Sont également soumis aux mêmes pénalités et dans les mêmes conditions, les expéditeurs ou leurs mandataires qui ont contrevenu aux dispositions de l'article 80 *a* et au règlement d'administration publique prévu par l'article 80 *b* du présent livre.

ART. 4. — Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur six mois après sa publication au *Journal officiel* et toutefois après la ratification par la France de la Convention préparée à Genève du 30 mai au 21 juin 1929.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

SÉANCE DU 18 DÉCEMBRE 1934.

(*Adoption sans débats.*)

SÉNAT.

SÉANCE DU 28 MAI 1935.

(*Adoption sans débats.*)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

du décret-loi du 30 octobre 1935 suspendant la faculté d'accorder des heures supplémentaires ⁽¹⁾.

ENQUÊTE

sur la revision des dérogations au repos hebdomadaire ⁽²⁾.

Les dispositions du Code du travail relatives au repos hebdomadaire (livre II, titre I^{er}, chapitre iv) posent les quatre principes ci-après :

a. Il est interdit d'occuper plus de six jours par semaine un ouvrier ou un employé (art. 31);

b. Le repos hebdomadaire doit avoir une durée minima de vingt-quatre heures consécutives (art. 32);

c. Le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche (art. 33);

d. L'obligation de donner le repos le dimanche implique que ce repos doit être donné collectivement.

Le Code du travail admet certaines dérogations aux règles générales ci-dessus rappelées.

En outre, dans l'attente d'un projet de loi modificatif, des circulaires ministérielles ont admis exceptionnellement et à titre de tolérance certaines dérogations dans des cas analogues à ceux prévus par la loi.

Toutes ces dérogations sont indiquées ci-après; elles ont fait l'objet de nombreuses critiques; elles ont donné lieu à des interprétations administratives ou judiciaires qui, elles-mêmes, ont soulevé des objections.

Après vingt-cinq ans d'expérience une revision semble donc s'imposer. Il s'agit d'examiner, s'il y a lieu de maintenir telles quelles les dérogations actuellement en vigueur, ou bien s'il convient de les supprimer, de les réduire ou de les modifier.

Les organisations qui seront consultées au cours de cette enquête voudront bien indiquer, en regard des dérogations rappelées dans la liste ci-après, les modifications qu'elles désireraient voir introduire dans le Code ou dans les règlements. Elles voudront bien préciser autant que possible les suggestions qu'elles auraient à faire, ainsi que leurs arguments. Elles sont priées de bien spécifier, le cas échéant, à quelles industries devraient s'appliquer les modifications proposées.

(1) Modification à la législation concernant le repos hebdomadaire (art. 30 à 50 b du livre II du Code du travail).

(2) Ouverte auprès des organisations patronales et ouvrières intéressées.

Dérogations actuellement admises ⁽¹⁾.

On est prié d'indiquer, en regard de chacune des dérogations, les modifications demandées, en précisant les raisons invoquées. — Voir la note au bas de la page précédente.

A. — DÉROGATIONS PERMANENTES, SOIT DE DROIT, SOIT TOLÉRÉES ⁽²⁾.

I. — *Le repos peut ne pas être donné collectivement ni chaque semaine.*

Cas des spécialistes des usines à feu continu. — Voir le décret du 31 août 1910.

II. — *Le repos est donné par semaine collectivement. Mais il n'a pas vingt-quatre heures.*

Art. 41 du livre II du Code du travail :

Dans tout établissement qui a le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, ce repos peut être réduit à une demi-journée pour les personnes employées à la conduite des générateurs et des machines motrices, au graissage et à la visite des transmissions, au nettoyage des locaux industriels, magasins ou bureaux, ainsi que pour les gardiens et concierges.

La dérogation prévue par le présent article n'est pas applicable aux enfants de moins de 18 ans et aux filles mineures.

III. — *Le repos est donné par semaine, il est de vingt-quatre heures, mais est fractionné en deux repos et, en partie au moins, n'est pas donné collectivement.*

La circulaire ministérielle du 10 avril 1907, estimant trop restrictives les dispositions de l'article 41 ci-dessus (n° 2), prévoit pour tous travaux d'entretien devant être faits nécessairement le jour du repos collectif (et non pas seulement pour ceux mentionnés audit article 41) une dérogation analogue à celle faisant l'objet de l'article 40 ci-après (n° 9). Ainsi le repos collectif accordé à l'ensemble du personnel peut être suspendu en totalité ou en partie pour les ouvriers occupés aux travaux dont il s'agit.

Mais la circulaire ajoute que cette nouvelle dérogation correspondant à un besoin continu et non exceptionnel, il conviendrait de ne la tolérer, chaque fois que le repos ininterrompu se trouverait réduit à moins de vingt-quatre heures, que sous le bénéfice d'un repos compensateur par semaine.

IV. — *Le repos de vingt-quatre heures par semaine, qui, en vertu d'une autre dérogation, n'est pas donné collectivement, est fractionné en deux repos.*

Art. 43 :

Dans les établissements occupant moins de cinq ouvriers ou employés et admis à donner le repos par roulement, le repos d'une journée par semaine peut

(1) La liste ci-après ne comprend pas les dérogations qui résultent de dispositions légales spéciales à certaines professions : clercs des officiers ministériels (art. 50 a du livre II du Code du travail) ; personnel des Halles centrales de Paris (art. 51 a à 51 h du même livre).

(2) Sans demande d'autorisation préalable, mais non sans préavis à l'Inspecteur du travail (art. 50).

être remplacé par deux repos d'une demi-journée, représentant ensemble la durée d'une journée complète de travail.

La dérogation prévue au présent article n'est pas applicable aux enfants et aux femmes protégés par l'article 14.

La circulaire ministérielle du 10 avril 1907 prévoit que la disposition inscrite à l'article 43 ci-dessus pourra être étendue aux établissements occupant moins de 8 ouvriers.

V. — Le repos est de vingt-quatre heures pour chaque semaine mais n'a pas une durée de vingt-quatre heures consécutives et il est donné en partie seulement le dimanche et collectivement.

Art. 42 :

Dans les établissements de vente de denrées alimentaires au détail, le repos peut être donné le dimanche après-midi avec un repos compensateur, par roulement et par semaine, d'une autre après-midi pour les employés âgés de moins de 21 ans logés chez leurs patrons, et par roulement et par quinzaine, d'une journée entière pour les autres employés.

Aux termes de la circulaire ministérielle du 10 avril 1907, le repos compensateur d'une demi-journée par semaine, prévu par l'article 42 ci-dessus, pour les seuls employés mineurs logés chez leur patron peut être donné à tout le personnel visé audit article en remplacement du repos compensateur d'une journée par quinzaine.

V. — Le repos est de vingt-quatre heures consécutives par semaine, mais n'est donné ni le dimanche ni collectivement.

Art. 38 :

Sont admis de droit à donner le repos hebdomadaire par roulement les établissements appartenant aux catégories suivantes :

1° Fabrication de produits alimentaires destinés à la consommation immédiate;

2° Hôtels, restaurants et débits de boissons;

3° Débits de tabac et magasins de fleurs naturelles;

4° Hôpitaux, hospices, asiles, maisons de retraite et d'aliénés, dispensaires, maisons de santé, pharmacies, drogueries, magasins d'appareils médicaux et chirurgicaux;

5° Etablissements de bains;

6° Entreprises de journaux, d'informations et de spectacles, musées, expositions;

7° Entreprises de location de livres, de chaises, de moyens de locomotion;

8° Entreprises d'éclairage et de distribution d'eau ou de force motrice;

9° Entreprises de transport par terre autres que les chemins de fer, travaux de chargement et de déchargement dans les ports, débarcadères et stations;

10° Industries où sont mises en œuvre des matières susceptibles d'altération très rapide;

11° Industries dans lesquelles toute interruption de travail entraînerait la perte ou la dépréciation du produit en cours de fabrication.

Un règlement d'administration publique^(*) énumère la nomenclature des industries comprises dans les catégories figurant sous les n° 10 et 11, ainsi que les autres catégories d'établissements qui peuvent bénéficier du droit de donner le repos hebdomadaire par roulement.

(*) Voir décret du 14 août 1907.

B. — DÉROGATIONS TEMPORAIRES OU EXCEPTIONNELLES, SOIT DE DROIT,
SOIT TOLÉRÉES ⁽¹⁾.

Suppression ou réduction temporaire du repos hebdomadaire, ou modification temporaire du régime normal du repos.

Art. 40 :

En cas de travaux urgents, dont l'exécution immédiate est nécessaire pour organiser des mesures de sauvetage, pour prévenir des accidents imminents ou réparer des accidents survenus au matériel, aux installations ou aux bâtiments de l'établissement, le repos hebdomadaire peut être suspendu pour le personnel nécessaire à l'exécution des travaux urgents.

Cette faculté de suspension s'applique, non seulement aux ouvriers de l'entreprise où les travaux urgents sont nécessaires, mais aussi à ceux d'une autre entreprise faisant les réparations pour le compte de la première. Dans cette seconde entreprise, chaque ouvrier doit jouir d'un repos compensateur d'une durée égale au repos supprimé.

Les dérogations prévues par le présent article ne sont pas applicables aux enfants de moins de 18 ans et aux filles mineures.

La circulaire ministérielle du 10 avril 1907 prévoit qu'en cas d'absence du chef d'établissement pour période d'instruction militaire, l'employé qui le remplace peut être considéré comme gérant et non astreint à l'obligation du repos.

Art. 45 :

Dans toutes les catégories d'entreprises ou les intempéries déterminent du chômage, les repos forcés viennent, au cours de chaque mois, en déduction du jour de repos hebdomadaire ⁽²⁾.

Observation. — L'article 45 n'a plus guère d'application dans les industries du bâtiment et des travaux publics par suite de l'introduction, dans le décret du 11 février 1924 relatif à l'application de la journée de huit heures dans ces industries, des dispositions suivantes inscrites à l'article 3, § 3 :

Dans les ateliers, chantiers et autres établissements où les intempéries entraînent normalement des interruptions collectives de travail, l'inspecteur départemental du travail, sur la demande des employeurs ou des ouvriers, substituera aux modes de récupération prévus ci-dessus, ainsi qu'au mode de récupération prévu par l'article 46 du livre II du Code du travail, l'autorisation de prolonger la durée du travail pendant certaines périodes de l'année.

Pour déterminer ces périodes, le nombre et la répartition des heures de prolongation autorisées à titre de récupération, ainsi que les établissements auxquels s'applique l'autorisation, l'inspecteur consultera les organisations patronales et ouvrières intéressées et se référera, là où il en existe, aux accords intervenus entre elles à ce sujet. Les conditions de récupération ainsi déterminées pourront être modifiées dans les mêmes formes.

Des dispositions identiques figurent dans le décret du 21 mai 1925 en ce qui concerne la fabrication du plâtre, de la chaux et du ciment et les carrières annexées; dans celui du 13 août 1925 en ce qui concerne la construction des bateaux en bois; dans celui du 30 juillet 1926 en ce qui concerne les tuileries et briqueteries.

⁽¹⁾ Sans demande d'autorisation préalable, mais non sans préavis à l'Inspecteur du travail (art. 50).

⁽²⁾ Voir le décret du 29 avril 1913 en ce qui concerne l'application de cette dérogation aux femmes et aux enfants.

Art. 46 :

Les industries de plein air, celles qui ne travaillent qu'à certaines époques de l'année, peuvent suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an⁽¹⁾.

La circulaire ministérielle du 10 avril 1907 a prévu l'application de l'article 46 ci-dessus aux hôtels et restaurants des villes d'eaux et stations balnéaires qui n'ouvrent qu'une partie de l'année.

Art. 47 :

Les industries qui emploient des matières périssables, celles qui ont à répondre, à certains moments, à un surcroît extraordinaire de travail, et qui ont fixé le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, peuvent également suspendre ce repos quinze fois par an. Mais pour ces deux catégories d'industrie, l'employé ou l'ouvrier doit jouir au moins de deux jours de repos par mois⁽²⁾.

La circulaire ministérielle du 10 avril 1907 a prévu l'application de l'article 47 ci-dessus à l'industrie hôtelière.

C. — DÉROGATIONS PERMANENTES OU TEMPORAIRES SUBORDONNÉES
A UNE AUTORISATION OU A UNE RÉGLEMENTATION PRÉFECTORALE⁽³⁾.

I. — Le repos est donné par semaine, il est de vingt-quatre heures consécutives, est donné collectivement, mais un autre jour que le dimanche.

Art. 34 :

Toutefois, lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tout le personnel d'un établissement serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement, le repos peut être donné, soit constamment, soit à certaines époques de l'année seulement, ou bien :

a. Un autre jour que le dimanche à tout le personnel de l'établissement ;

.....

II. — Le repos est donné par semaine, il est de vingt-quatre heures consécutives, est donné collectivement, mais pas entièrement le dimanche.

Art. 34 :

Toutefois, lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tout le

(1) Voir le décret du 29 avril 1913 en ce qui concerne l'application de cette dérogation aux femmes et aux enfants.

(2) Procédure à suivre :

Art. 35. — Lorsqu'un établissement quelconque veut bénéficier de l'une des exceptions prévues à l'article précédent, il est tenu d'adresser une demande au préfet du département.

Celui-ci doit demander d'urgence les avis du conseil municipal, de la chambre de commerce de la région et des syndicats patronaux et ouvriers intéressés de la commune. Ces avis doivent être donnés dans le délai d'un mois.

Le préfet statue ensuite par arrêté motivé qu'il notifie dans la huitaine.

Art. 36. — L'autorisation accordée à un établissement doit être étendue aux établissements de la même ville faisant le même genre d'affaires, s'adressant à la même clientèle et compris dans la même classe de patente, une fraction d'établissement ne pouvant, en aucun cas, être assimilée à un établissement.

Art. 37. — L'arrêté préfectoral peut être déféré au Conseil d'Etat dans la quinzaine de sa notification aux intéressés.

Le Conseil d'Etat statue dans le mois qui suit la date du recours, qui est suspensif. Une circulaire ministérielle du 10 avril 1907 a eu notamment pour but d'unifier l'application des dérogations dont il s'agit et de leur conserver leur caractère exceptionnel.

Art. 43 a. — Lorsqu'un accord sera intervenu entre les syndicats patronaux et ouvriers d'une profession et d'une région déterminées sur les conditions dans lesquelles le repos hebdomadaire sera donné au personnel suivant un des modes visés par les articles précédents, le préfet du département pourra, par arrêté, sur la demande des syndicats intéressés, ordonner la fermeture au public des établissements de la profession et de la région pendant toute la durée du repos.

personnel d'un établissement serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement, le repos peut être donné, soit constamment, soit à certaines époques de l'année seulement, ou bien :

b. du dimanche midi au lundi midi;

III. — *Le repos est donné par semaine, il est de vingt-quatre heures consécutives, mais n'est donné ni le dimanche ni collectivement.*

Art. 34 :

Toutefois, lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tout le personnel d'un établissement serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement, le repos peut être donné, soit constamment, soit à certaines époques de l'année seulement, ou bien :

d. par roulement à tout ou partie du personnel.

IV. — *Le repos est bien de vingt-quatre heures pour chaque semaine, mais ces vingt-quatre heures ne sont pas consécutives et le repos n'est donné qu'en partie le dimanche et collectivement.*

Art. 34 :

Toutefois, lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tout le personnel d'un établissement serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement, le repos peut être donné, soit constamment, soit à certaines époques de l'année seulement, ou bien :

c. le dimanche après-midi avec un repos compensateur d'une journée par roulement et par quinzaine;

Aux termes de la circulaire ministérielle du 10 avril 1907, le repos compensateur d'une journée par quinzaine prévu à l'article 34 c ci-dessus peut être remplacé à titre de tolérance provisoire par deux repos d'une demi-journée par semaine.

D. — DÉROGATIONS TEMPORAIRES SUBORDONNÉES A UNE AUTORISATION DU SERVICE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

Pour les expositions et inventaires dans les grands magasins, la circulaire du 10 avril 1907, faisant application des dispositions de l'article 47 (n° 14) prévoit l'octroi de dérogations spéciales. Mais la circulaire du 20 juin 1911 a subordonné cette tolérance à une demande préalable. Elle a, d'autre part, prescrit que les dérogations ainsi accordées ne pourraient dépasser un jour par an pour les inventaires (à moins d'autorisation ministérielle) et quatre matinées par an pour la préparation des expositions de saison.

E. — DÉROGATIONS TEMPORAIRES SUBORDONNÉES A UNE AUTORISATION MINISTÉRIELLE.

Art. 49 :

Dans les établissements soumis au contrôle de l'Etat, ainsi que dans ceux où sont exécutés des travaux pour le compte de l'Etat et dans l'intérêt de la défense nationale, les Ministres intéressés peuvent suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an.

**F. — DÉROGATIONS TEMPORAIRES SUBORDONNÉES A UNE DÉCISION
MUNICIPALE.**

Art. 44 :

Dans tout établissement où s'exerce un commerce de détail et dans lequel le repos hebdomadaire a lieu le dimanche, ce repos peut être supprimé lorsqu'il coïncide avec un jour de fête locale ou de quartier désigné par un arrêté municipal.

Aux termes de la circulaire ministérielle du 10 avril 1907, cette dérogation doit garder son caractère exceptionnel et, en principe, ne pas être appliqué plus de 6 à 8 fois par an.

On trouvera ci-après un tableau statistique qui donne, pour les années 1913 et 1929, la répartition des établissements industriels et commerciaux d'après les différents modes de repos hebdomadaire.

MODES DE REPOS HEBDOMADAIRE.	ÉTABLISSEMENTS							
	INDUSTRIELS				COMMERCIAUX.			
	1913.		1929.		1913.		1929.	
	Nombre.	P. 100.	Nombre.	P. 100.	Nombre.	P. 100.	Nombre.	P. 100.
Repos collectif du dimanche.....	308.568	93,8	303.071	95,7	55.670	27,6	81.226	58,3
Repos collectif un autre jour que le dimanche.....	1.112	0,3	1.456	0,5	13.176	6,5	15.830	11,2
Repos collectif de dimanche midi à lundi midi.....	1.116	0,5	387	0,1	4.174	2,1	5.215	3,7
Repos dimanche après-midi et re- pos compensateur en semaine...	2.242	0,7	841	0,3	46.635	23,1	9.509	6,8
Repos par roulement.....	12.628	3,8	8.397	2,6	74.886	37,2	26.039	19,0
Repos spéciaux tolérés.....	1.366	0,5	1.782	0,6	6.920	3,5	1.466	1,0
Décret du 31 août 1910.....	1.261	0,4	610	0,2	"	"	"	"
TOTAUX.....	328.293	100,0	317.144	100,0	201.461	100,0	139.285	100,0

EXTRAITS DES PROCÈS-VERBAUX

**DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL SUPÉRIEUR
DU TRAVAIL.**

Séance du 8 mai 1933.

Assistent à la séance les membres suivants du Conseil supérieur, représentant de l'Alsace et de la Lorraine.

MM. HERRENSCHMIDT, SCHLUMBERGER, PRÊCHEUR, PETER, EISENRING, BECK et HARTMANN.

La discussion est ouverte sur les modifications à introduire dans la législation du repos hebdomadaire.

M. PICQUENARD, *directeur du Travail*, précise la mission confiée au Conseil supérieur. Il dégage les principales considérations qui paraissent avoir inspiré les modifications demandées ou suggérées.

La Commission décide d'examiner successivement les diverses dérogations actuellement en vigueur. La première dérogation étudiée est celle concernant les spécialistes des usines à feu continu.

M. PICQUENARD résume les dispositions du décret du 31 août 1910 dont la revision est en cours.

Le directeur du Travail estime que la dérogation dont il s'agit est destinée à faire face à des cas d'espèce très différents les uns des autres. Il semble donc qu'il conviendrait de laisser à un règlement d'administration le soin de fixer les modalités d'application.

A la demande de M. HODÉE, M. PICQUENARD fait connaître le régime de repos hebdomadaire appliqué dans les chemins de fer qui sont des entreprises à fonctionnement nécessairement continu.

M. PRALON croit qu'il faut distinguer ces entreprises des usines à feu continu. En ce qui concerne ces dernières, il rappelle les arguments développés devant la Commission par les représentants de l'Union des industries métallurgiques et minières. Ces arguments ne s'appliquent d'ailleurs pas également à toutes les industries visées par l'article 39 du livre II du Code du travail. Ces industries n'éprouvent pas toutes au même degré la difficulté de remplacer un spécialiste par un autre. Cette difficulté est particulièrement importante quand il s'agit de spécialistes employés dans des équipes nécessairement homogènes. M. PRALON accepterait bien l'obligation de donner aux spécialistes des usines à feu continu cinquante-deux jours de repos par an. Le tout est de trouver le moyen de donner ces jours de repos sans désorganiser la production.

M. PICQUENARD montre qu'il serait difficile de demander au législateur de fixer lui-même des périodes variables selon les industries, pendant lesquelles les usines à feu continu seraient autorisées à grouper les heures de repos qu'elles n'auraient pu donner à leurs spécialistes, conformément au régime normal du repos hebdomadaire.

Une autre difficulté concerne le cas où un spécialiste quitterait une usine sans avoir bénéficié intégralement de ses repos hebdomadaires. Dans un projet de règlement élaboré pour remplacer le décret de 1910 on a envisagé, dans ce cas, le paiement par l'employeur des heures de repos non accordées. Mais le Conseil d'Etat n'a pas admis cette solution qu'il a estimée manquer de base légale.

M. PRALON déclare que les patrons n'ont jamais été favorables au paiement des heures de repos restant dues. A leurs yeux, ce serait là une prime à l'instabilité de la main-d'œuvre. Ce paiement serait tout au plus admissible dans le cas où l'ouvrier ne quitterait pas l'établissement de son plein gré mais aurait été renvoyé.

MM. BRIAT, HARTMANN, HODÉE et LAUGEROTTE ne sont pas non plus partisans de la solution dont il s'agit, mais pour une autre raison. Il ne faut pas perdre de vue le but de la législation qui prescrit le repos hebdomadaire. Il s'agit d'assurer aux travailleurs un repos périodique jugé indispensable. S'il y a des cas où le repos hebdomadaire normal ne peut être donné, il ne saurait être question d'une compensation en argent, mais le travailleur doit bénéficier du repos auquel il a droit dans un délai aussi bref que possible.

M. PICQUENARD rappelle qu'il convient de ne pas exagérer le nombre des travailleurs auxquels peut s'appliquer la dérogation en discussion. Ce nombre est très limité et pourrait sans doute l'être encore plus. Le directeur du Travail cite, d'autre part, des cas où des ouvriers ont demandé eux-mêmes que leur repos soit différé pour pouvoir tomber un dimanche.

M. PRALON ajoute que dans les usines à feu continu, le repos hebdomadaire n'est en aucun cas entièrement supprimé, ainsi qu'on semble parfois le supposer.

MM. HARTMANN, PRÊCHEUR et BECK donnent des renseignements sur le régime appliqué en Alsace et Lorraine, où la législation locale tend à assurer aux salariés une partie au moins du repos du dimanche.

Des observations sont échangées sur le rôle réservé par cette législation locale aux préfets et sous-préfets et aux municipalités.

M. LEMARCHAND envisage le cas des usines où, en raison du petit nombre des spécialistes, il n'est pas possible d'organiser leur repos hebdomadaire par roulement.

M. PICQUENARD croit que les opinions exprimées pourraient se résumer par les principes suivants :

1° Il n'est pas possible d'exclure une catégorie de travailleurs du bénéfice du repos hebdomadaire;

2° Il convient de laisser à un règlement d'administration publique le soin de fixer les modalités d'application du repos hebdomadaire dans les cas où l'observation du régime normal n'est pas possible;

3° Dans les usines à feu continu, les repos auxquels les spécialistes auraient eu droit, si le régime normal du repos hebdomadaire leur était appliqué, pourront être différés en partie, étant entendu que dans une période donnée le nombre des repos de vingt-quatre heures doit être toujours au moins égal à celui des semaines comprises dans ladite période;

4° La période dans laquelle les repos pourront être aussi donnés devront être aussi courtes que le permettent les nécessités de la production;

5° Chaque ouvrier devra avoir le plus possible de repos tombant le dimanche.

MM. LAUGEROTTE et HODÉE accepteraient en principe, mais à la condition formelle que la durée des périodes envisagées soit réduite au minimum.

M. HARTMANN accepte également.

M. HERRENSCHMIDT donne son approbation. Il approuve d'une façon générale l'unification de la législation du repos hebdomadaire, mais à condition que ce repos puisse être donné le dimanche chaque fois que cela sera possible.

La Commission décide d'abord de ne pas envisager dans son projet de vœu le paiement des jours de repos auxquels un ouvrier pourrait avoir droit au moment de son départ de l'usine. La Commission se prononce ensuite pour l'acceptation, en principe, des conditions du repos hebdomadaire dans les usines à feu continu, telles qu'elles ont été formulées par le directeur du Travail.

Au sujet de la dérogation prévue à l'article 41 du livre II du Code du travail pour les travaux d'entretien et le gardiennage, M. PICQUENARD expose le régime actuellement appliqué et les modifications demandées.

MM. PETER et PRALON sont d'avis que cette dérogation est souvent indispensable.

MM. BRIAT, HARTMANN et VICTOR pensent que les travaux dont il s'agit peuvent, dans de nombreux cas au moins, être effectués pendant les arrêts de la production, notamment dans les établissements qui pratiquent la semaine anglaise. M. HODÉE est opposé à toute dérogation pour le nettoyage des bureaux.

Son point de vue est adopté. La Commission exprime au contraire l'avis que la dérogation est à maintenir pour les travaux d'entretien du matériel. Elle doit également s'appliquer pour le travail des gardiens et concierges et pour les soins à donner aux chevaux.

Toutefois, en ce qui concerne les travaux d'entretien, il est décidé, sur la proposition de M. EISENRING, que la dérogation ne pourra être utilisée que si les travaux à exécuter sont indispensables pour ne pas retarder la reprise normale du travail dans l'établissement.

La question d'un repos compensateur dans les cas d'application de l'article 41 ayant été posée, les membres ouvriers se prononcent pour l'octroi de ce repos dans le plus bref délai, les membres patrons se prononcent contre.

La Commission examine ensuite la dérogation de l'article 43 concernant la possibilité du fractionnement du repos hebdomadaire dans certains établissements admis à donner le repos hebdomadaire par roulement.

Il résulte des renseignements recueillis que cette dérogation serait aujourd'hui à peu près sans application. Sa suppression est décidée sans opposition.

La question qui se pose ensuite est celle du fractionnement du repos hebdomadaire dans les établissements de vente de denrées alimentaires au détail (art. 42 du livre II du Code du travail).

M. PETER indique la façon dont le repos dominical est observé en Alsace et Lorraine dans les établissements dont il s'agit.

M. PICQUENARD remarque qu'il semble résulter des opinions exprimées et des renseignements donnés au cours des enquêtes de la Commission permanente que la dérogation de l'article 42 ne pourrait être supprimée, au moins dans certaines professions. Ce que l'on pourrait peut-être faire, c'est décider que cette dérogation devrait être réservée à certaines professions bien déterminées.

Cette solution est approuvée.

Après intervention de MM. EISENRING et PETER, il est, en outre, décidé que la détermination des professions appelées à bénéficier de l'article 42 devrait être précédée de la consultation des organisations professionnelles patronales et ouvrières intéressées.

Enfin, la Commission approuve une proposition de M. HODÉE tendant au remplacement, dans le texte de l'article, des mots « le dimanche après-midi » par les mots « le dimanche à partir de midi » étant entendu que les employés nourris pourront prendre leur repos après 12 heures.

La Commission passe à l'étude de l'article 38 qui énumère les établissements admis de droit à donner le repos hebdomadaire par roulement.

Il sera proposé au Conseil supérieur de demander la suppression, dans

cette énumération, des magasins d'appareils médicaux et chirurgicaux, des drogueries et des entreprises de location de livres.

La suppression des entreprises de chargement et de déchargement sera également proposée.

M. LEMARCHAND renonce à s'opposer à cette suppression pourvu que dans les cas urgents et exceptionnels une dérogation temporaire puisse être accordée sur simple déclaration au service de l'Inspection du travail.

La Commission exprime l'avis qu'il serait opportun de faire figurer dans la liste de l'article 38 les entreprises d'émission de T. S. F. MM. PETIT, EISENRING et BECK exposent le régime en vigueur en Alsace et Lorraine en ce qui concerne l'arrêt ou la fermeture des diverses entreprises le dimanche. Ils insistent sur le fait que, dans cette région, les travailleurs sont très attachés au repos dominical. Celui-ci doit leur rester assuré autant que faire se peut.

M. PICQUENARD exprime l'avis que cette question est indépendante de celle de la modification de l'article 38 actuellement étudié par la Commission. Le repos par roulement prévu par cet article constitue une faculté et non une obligation. D'autre part, il ne semble pas que, pour assurer le maintien du *statu quo* en Alsace et Lorraine, il soit absolument nécessaire de laisser en vigueur les dispositions de la législation locale. L'article 43 *a* suffirait, semble-t-il, pour que les patrons et les salariés des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle puissent assurer la fermeture des établissements le dimanche. On pourrait à la rigueur admettre que dans les cas où le repos dominical serait imposé actuellement par la législation locale, sans l'être par la législation générale, il continuerait à être obligatoire.

La Commission décide ensuite de proposer le maintien de l'article 40 concernant les travaux urgents pour prévenir ou réparer les accidents sous cette réserve que la dérogation prévue ne sera pas applicable aux femmes.

Après un échange de vues sur la récupération des chômages forcés résultant d'intempéries, il apparaît que cette récupération peut être aujourd'hui assurée par le jeu des dérogations à la législation sur la durée du travail. La Commission se prononce pour la suppression de l'article 45 du livre II du Code du travail.

La Commission aborde enfin l'examen de l'article 46. Elle exprime l'avis que le bénéfice de cet article devrait être retiré aux industries de plein air.

.....

Séance du 15 mai 1933.

.....

La Commission reprend l'examen de la dérogation prévue par l'article 46 du livre II du Code du travail, ainsi que de l'extension de cette dérogation par circulaire ministérielle aux hôtels et restaurants saisonniers.

M. PICQUENARD, *directeur du Travail*, précise la question posée.

M. HODÉE insiste sur les inconvénients du régime actuel pour les employés.

M. BERNARD se demande si les intéressés se plaignent de ce régime.

M. AUTRE fait observer que beaucoup d'employés d'hôtel saisonniers restent sans travail pendant l'intervalle de deux saisons. En tout cas, il se demande si on ne pourrait trouver un moyen d'assurer à ce moment un repos compensateur à tous les employés qui n'ont pas bénéficié intégralement de leurs repos hebdomadaires.

M. HARTMANN estime qu'actuellement certains employés d'hôtel de saison sont privés de repos hebdomadaire d'un bout de l'année à l'autre.

M. PETER attire l'attention de la Commission sur le cas des petits hôtels des stations climatiques et balnéaires et sur les exigences du tourisme.

MM. BECK et PETER apportent ensuite quelques renseignements sur la façon dont la question est résolue en Alsace et Lorraine.

M. PICQUENARD rappelle les considérations et principes ayant inspiré la législation sur le repos hebdomadaire.

S'il paraît opportun, conformément à ces principes, de modifier l'article 46 en ce qui concerne les industries saisonnières, il semble que l'attention de la Commission pourrait se porter sur deux points : conviendrait-il ou non de limiter, par exemple à deux par mois, les repos hebdomadaires pouvant être suspendus; conviendrait-il, d'autre part, d'assurer la récupération par les salariés des repos suspendus ?

Des observations sont présentées par MM. BERNARD, HODÉE, LAUGEROTTE sur la nécessité de distinguer entre les différentes industries saisonnières.

M. PICQUENARD suggère alors que la désignation des industries appelées à bénéficier de l'article 46 soit faite par un règlement d'administration publique.

Cette suggestion est adoptée.

Après un échange d'observations entre MM. HODÉE et HARTMANN et PICQUENARD, la Commission se prononce ensuite pour qu'en tout cas il soit donné aux salariés un minimum de deux jours de repos hebdomadaire par mois, et, autant que possible, le dimanche.

Au sujet de la compensation des repos qui seraient suspendus, M. PICQUENARD demande à la Commission si elle serait disposée à accepter un système analogue à celui précédemment adopté pour les spécialistes des usines à feu continu : le règlement d'administration publique qui vient d'être prévu aurait alors à fixer pour chaque industrie, la durée de la période pendant laquelle les repos compensateurs devraient être donnés.

Il en est ainsi décidé.

La question est posée de savoir si les hôtels et restaurants des stations climatiques et balnéaires qui n'ouvrent qu'une partie de l'année doivent ou non bénéficier du même régime que les industries saisonnières.

M. SCHLUMBERGER croit qu'il faudrait distinguer suivant l'importance des établissements.

MM. HODÉE ET LAUGEROTTE déclarent ne pas accepter que pour les hôtels et restaurants saisonniers le régime du repos hebdomadaire soit différent de celui applicable dans les hôtels et restaurants ouverts toute l'année.

Ce point de vue est adopté par les membres ouvriers de la Commission. Les membres patrons se déclarent, au contraire, partisans de l'assimilation des hôtels et restaurants dont il s'agit aux autres établissements saisonniers de l'industrie.

La Commission passe à la dérogation de l'article 47 du Code du travail.

Le régime actuel résultant de l'application de cet article est exposé par M. PICQUENARD. MM. BECK et EISENRING apportent des renseignements sur l'état des choses existant en Alsace et Lorraine.

M. VICTOR déclare que, dans les industries du bâtiment, les dérogations à la loi de huit heures suffisent à tous les besoins.

M. HARTMANN estime qu'il en serait de même dans de nombreuses industries.

M. HODÉE serait partisan de la suppression de la dérogation, au moins pour les industriels ayant « à répondre, à certains moments, à un surcroît extraordinaire de travail ».

M. PICQUENARD demande si tous les membres de la Commission n'auraient pas satisfaction au cas où il serait stipulé que les dérogations admises par l'article 47 devraient être imputées sur le crédit d'heures supplémentaires prévu par la réglementation de la durée du travail.

Après l'observation de MM. BRIAT, HODÉE, PRALON, le directeur du travail ajoute qu'on pourrait, en outre, prévoir que le repos hebdomadaire ne pourra être suspendu plus de deux fois par mois et de six fois par an.

M. VICTOR déclare qu'il accepterait la solution de conciliation proposée par le directeur du Travail.

MM. BECK et EISENRING préféreraient la suppression pure et simple de l'article 47.

Les suggestions de M. PICQUENARD relatives à la limitation de la dérogation et à son imputation sur les crédits d'heures supplémentaires sont adoptées.

M. PRALON demande que les établissements qui pratiquent ordinairement le repos dominical et ont coutume de chômer le jour de la fête professionnelle soient autorisés à travailler exceptionnellement le dimanche pour récupérer ce chômage.

Cette proposition adoptée par les membres patrons est repoussée par les membres ouvriers.

La Commission décide de se prononcer ensuite sur la dérogation de l'article 44 du Code du travail, article visé par la note de M. Maus lue au début de la séance.

M. TEMPLIER déclare que cette note est justifiée par la situation actuellement difficile du commerce de détail.

M. HODÉE propose, au contraire, la suppression de l'article 44, afin de mettre un terme aux abus auxquels donnent lieu, au point de vue du repos hebdomadaire, les braderies, fêtes locales ou de quartier.

La proposition de M. HODÉE, acceptée par les membres ouvriers de la Commission, est repoussée par les membres patrons. MM. PETER et HARTMANN expliquent comment la question se trouve réglée par arrêtés préfectoraux dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

A la suite d'un échange de vues entre MM. PRALON et PICQUENARD, il est décidé, avant de le mettre aux voix, d'apporter au texte proposé par M. MAUS pour remplacer l'article 44, les modifications suivantes : remplacement des mots : « a lieu le dimanche » par les mots « a lieu normalement le dimanche », réduction de six à quatre du nombre annuel des dérogations permises, suppression de la faculté de fractionnement en deux demi-journées du repos compensateur prévu.

Le texte ainsi modifié est adopté par les membres patrons et repoussé par les membres ouvriers.

La Commission se prononce contre la suspension du repos hebdomadaire dans les grands magasins à l'occasion des expositions et inventaires.

La Commission exprime l'avis qu'il convient de supprimer la limitation à quinze jours par an des suspensions de repos hebdomadaire prévues par l'article 49.

Restent les dérogations subordonnées à une autorisation préfectorale (art. 34 du livre II du Code du travail).

M. PICQUENARD expose les conditions dans lesquelles sont actuellement appliquées les dérogations dont il s'agit. Celles-ci ne sont en fait utilisées que dans le commerce. Les statistiques montrent, d'autre part, que cette utilisation est en recul. Résumant ensuite les modifications demandées, le directeur du travail montre qu'elles tendent à accélérer le recul. Il semble que ces modifications portent sur trois points principaux :

- 1° Sur la revision des dérogations accordées;
- 2° Sur l'obligation de n'accorder désormais des dérogations que pour une durée limitée;
- 3° Sur la suppression des dérogations lorsque la majorité des établissements intéressés auraient estimé qu'elles ne sont pas justifiées.

Dans ce cas, il s'agirait, en somme, du renversement de la solution actuellement prévue par l'article 36. Cet article stipule que toute autorisation accordée à un établissement doit être étendue à « tous les établissements de la même ville faisant le même genre d'affaires, s'adressant à la même clientèle et compris dans la même classe de patente ». Désormais il suffirait que la majorité de ces établissements se prononce pour la suppression d'une dérogation pour que celle-ci ne puisse plus être appliquée par aucun d'eux. Peut-être pourrait-on, pour répondre à certaines demandes, prévoir en outre et avant toute interdiction une consultation des organisations professionnelles patronales et ouvrières intéressées.

M. LAUGEROTTE exprime la crainte que la majorité des patrons appartenant au même commerce se refuse à demander la suppression d'une dérogation, même s'il n'en était pas fait usage.

Des exemples sont apportés par différents membres de la Commission tendant à montrer que cette crainte ne paraît pas justifiée.

MM. AUTRE et TEMPLIER estiment que la procédure qui vient d'être envisagée pourrait porter préjudice aux commerçants installés à la limite de deux localités si la même dérogation était interdite dans l'une et non dans l'autre. Ce cas pourrait se présenter pour les commerçants du quartier de la périphérie de Paris.

M. HODÉE voudrait que les dérogations actuellement accordées par les préfets soient désormais subordonnées à un accord entre employeurs et employés.

M. HARTMANN craint que l'introduction en Alsace et Lorraine de certains articles du Code du travail puisse avoir pour conséquence l'application, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, de dérogations au repos dominical qui y sont actuellement impossibles.

M. PICQUENARD ne croit pas qu'au moment où la loi s'efforcerait de restreindre les dérogations au repos hebdomadaire il puisse être question d'introduire certaines de ces dérogations là où elles n'existent pas, notamment dans les départements recouvrés. Une proposition de M. HODÉE tendant à subordonner l'emploi des dérogations actuellement prévues par l'article 34 du livre II du Code du travail à un accord entre employeurs et employés est approuvé par les membres ouvriers de la Commission et repoussé par les membres patrons.

Il est décidé de mettre aux voix l'interdiction, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées de l'emploi d'une dérogation dans tous les établissements d'une localité qui font le même genre d'affaires, s'adressent à la même clientèle et sont compris dans la même classe de patente lorsque cette dérogation aura été jugée injustifiée par la majorité des employeurs intéressés.

Cette mesure est adoptée par quatre voix (quatre membres ouvriers) contre deux (deux membres patrons), quatre membres patrons s'étant abstenus.

MM. PRALON et HODÉE sont désignés à l'unanimité pour présenter respectivement au Conseil supérieur du Travail le point de vue des membres patrons et des membres ouvriers sur les modifications à apporter au régime des dérogations au repos hebdomadaire.

PROJET DE VŒU

présenté par les membres patrons de la Commission permanente
au Conseil supérieur du travail.

En réponse aux questions qui ont été soumises à son examen par M. le Ministre du Travail, concernant la revision des dérogations au repos hebdomadaire, le Conseil émet le vœu :

Que les modifications suivantes soient apportées aux dispositions légales concernant les dérogations au repos hebdomadaire :

Question n° 1. — (Article 39 du livre n° II du Code du travail.)

Le soin devra être laissé à un règlement d'administration publique de fixer les modalités d'application du repos hebdomadaire dans le cas où le régime normal n'est pas possible.

Dans les usines à feu continu ou à marche continue, les repos auxquels les spécialistes auraient eu droit pourront être différés en partie, étant entendu que dans une période donnée le nombre des repos de vingt-quatre heures doit toujours être au moins égal à celui des semaines comprises dans ladite période.

Les périodes dans lesquelles les repos pourront être ainsi donnés, devront être aussi courtes que le permettent les nécessités de la production.

Chaque ouvrier devra avoir le plus possible de repos le dimanche.

Le règlement d'administration publique énumérera avec précision les fabrications ou opérations auxquelles s'appliquera cette dérogation et en déterminera pour chacune d'elles les modalités spéciales d'application.

Question n° 2. — (Article 41.)

Supprimer les mots « *magasins et bureaux* ».

Ajouter les mots « *aux soins à donner aux chevaux* ».

Spécifier que, sauf pour les gardiens et concierges, dont l'indication sera maintenue, la dérogation prévue par cet article ne devra être appliquée qu'à des travaux indispensables pour éviter un retard dans la reprise normale du travail de l'établissement.

Ajouter que, sauf pour les gardiens et concierges, la dérogation ne devra pas s'appliquer *aux femmes*.

Question n° 3. — (Article 41, circulaire ministérielle du 10 avril 1907.)
Maintenir la dérogation.

Questions n°s 4 et 5. — (Article 43, circulaire ministérielle du 10 avril 1907.)

Supprimer ces dérogations relatives aux très petits établissements.

Questions n°s 6 et 7. — (Article 42 et circulaire ministérielle du 10 avril 1907.)

Faire déterminer avec précision par un règlement d'administration publique, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, les établissements de vente de denrées alimentaires auxquels peut être appliqué le fractionnement du repos hebdomadaire autorisé par l'article 42.

Remplacer dans le texte de l'article 42 les mots « *après-midi* » par « *à partir de midi* ».

Question n° 8. — (Article 38.)

Dans l'énumération des établissements *admis de droit* à donner le repos par roulement,

Supprimer : les drogueries, magasins d'appareils médicaux et chirurgicaux,

les entreprises de location de livres,

les travaux de chargement et déchargement dans les ports, débarcadères et stations,

étant entendu, toutefois, que, pour ces derniers travaux, à la dérogation de droit dans les cas urgents et exceptionnels comme il s'en présente parfois pour certains départs de navires, dont le retard aurait de graves conséquences, puisse être substituée une dérogation temporaire sur simple déclaration au service de l'Inspection du travail.

Ajouter : les entreprises d'émission de T. S. F.

Question n° 9. — (Article 40.)

Ajouter le mot « *femmes* » après « *enfants de moins de 18 ans et filles mineures* ».

Question n° 10. — (Article 40 et circulaire ministérielle du 10 avril 1907.)

Maintenir cette dérogation.

Question n° 11. — (Article 45.)

Supprimer cette modalité de compensation des chômages résultant d'intempéries, la compensation pouvant être assurée par le jeu des dérogations à la durée du travail journalier.

Question n° 12. — (Article 46.)

Supprimer cette dérogation pour les industries de plein air.

Maintenir cette dérogation pour les industries saisonnières qui seront désignées par un règlement d'administration publique qui déterminera les modalités de l'octroi du repos différé, comme il est indiqué à la question n° 1 pour les usines à feu continu; étant entendu qu'il sera donné au minimum deux jours de repos par mois autant que possible le dimanche.

Question n° 13. — (Article 46, circulaire ministérielle du 10 avril 1907.)

Maintenir cette dérogation pour les hôtels et restaurants des villes d'eaux et stations balnéaires qui n'ouvrent qu'une partie de l'année, mais en faisant régler et préciser les modalités d'application par le règlement d'administration publique prévu dans la réponse à la question n° 12.

Question n° 14. — (Article 47.)

Les dérogations prévues par cet article devront être imputées sur le crédit d'heures supplémentaires prévu par la réglementation de la durée journalière du travail, étant entendu que le repos hebdomadaire ne pourra être supprimé plus de deux fois par mois, ni plus de six fois dans l'année.

Autoriser en cas de chômage en semaine pour célébration d'une fête corporative et en cas de travail urgent, la récupération de ce chômage par suppression du repos hebdomadaire le plus proche.

Question n° 15. — (Article 47, circulaire ministérielle du 10 avril 1907.)

Appliquer à l'industrie hôtelière la dérogation de l'article 47 dans les conditions indiquées dans la réponse à la question n° 14.

Questions n°s 16 à 20. — (Article 34.)

Supprimer dans le texte le mot « *constamment* ».

Question n° 21. — (Article 47, circulaire du 10 avril 1907.)

Supprimer cette application de la dérogation de l'article 17 n° 14) aux *expositions et inventaires des grands magasins*.

Question n° 22. — (Article 49.)

Supprimer la limitation à quinze jours par an de l'application de cette dérogation dans l'intérêt de la défense nationale.

Question n° 23. — (Article 44.)

Remplacer le texte actuel par le suivant :

« Dans tout établissement où s'exerce un commerce de détail et dans lequel le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos

peut être supprimé quatre dimanches par an, désignés par arrêté municipal.

« Toutefois, chaque salarié ainsi privé du repos dominical doit jouir, dans la quinzaine, d'un repos compensateur accordé soit collectivement, soit par roulement. »

VOEUX PROPOSÉS PAR LE GROUPE OUVRIER.

Nous suivrons dans ce résumé, l'ordre du livre II du *Code du travail* et non celui assez confus qui résulte des procès-verbaux. Au cours des séances, les questions s'étant maintes fois chevauchées :

De l'ARTICLE 30 à l'ARTICLE 33 :

Pas de modifications.

ART. 34 :

Stipuler que les dérogations ne sauraient avoir un caractère permanent. C'est donc la suppression de :

soit constamment

qui figure actuellement dans le texte.

ART. 35 :

Ajouter au second paragraphe, au lieu d'*avis des syndicats ouvriers et patronaux* :

Après accord entre les organisations ouvrières et patronales.

ART. 36 :

Suppression de cet article.

ART. 37 :

A conserver.

ART. 38 :

Supprimer dans l'énumération des groupes admis au repos par roulement :

N° 4. — *Drogueries, appareils médicaux et chirurgicaux.*

N° 7. — *Entreprises de location de livres.*

N° 9. — *Entreprises de transports de marchandises par terre; travaux de déchargements ou de chargements.*

En revanche, il faut ajouter :

Entreprises d'émission de T. S. F. au groupe 6.

ART. 39 :

a. Restriction, dans toute la mesure permise par les nécessités industrielles, de la liste des industries et spécialités professionnelles auxquelles s'applique ladite dérogation;

b. Adoption d'une réglementation spéciale à chacune de ces industries et spécialités professionnelles après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées;

c. Obligation de donner à tout salarié 52 jours de repos par an, de 24 heures au moins;

d. Fixation de périodes au cours desquelles le total du repos donné aux spécialistes intéressés devra être égal au total des repos hebdomadaires dont ils auraient dû bénéficier en régime normal;

e. Adoption de périodes aussi courtes que le permet l'industrie ou le travail envisagé;

f. Donner le plus grand nombre possible de repos du dimanche à chaque ouvrier;

g. Stipuler que le repos hebdomadaire ne pourra en aucun cas se confondre avec les coupures de travail.

ART. 40 :

Y inclure un texte stipulant que les dérogations accordées ne s'appliquent ni aux femmes, ni aux enfants.

ART. 41 :

Modification de la rédaction relative au personnel technique occupé aux générateurs, machines motrices, graissage, substituer à la DEMI-JOURNÉE un *repos d'une journée de compensation dans la semaine*.

Suppression des dérogations pour entretien de bureaux, magasins.

Ajouter : *entretien des chevaux*.

Pour les gardiens, la dérogation ne pourra s'appliquer que pour des travaux indispensables au fonctionnement de l'usine, compensation devra être donnée.

Pour les concierges, repos hebdomadaire assuré *aux frais des propriétaires*.

ART. 42 :

Modification de rédaction, pour y inclure comme condition d'octroi des dérogations au repos dominical, un accord conforme à l'article 43 A du livre II du Code du travail.

Stipuler que ces accords devront ne concerner que des professions bien déterminées, les autres étant tenues d'appliquer le repos dominical.

Qu'en aucun cas, la journée de repos ne pourra être inférieure à 24 heures. Qu'au cas où le repos commencerait dans le cours de la journée, le début sera à 12 heures et non l'après-midi, comme il est dit dans le texte actuel.

ART. 43 :

Suppression de cet article.

ART. 43 A :

Conservation du texte primitif, suppression de la partie votée par le Parlement le 24 mai 1933, et non promulguée au moment du dépôt de ce rapport.

ART. 44 :

Suppression.

ART. 45 :

Suppression totale, et en particulier de la *dérogation pour fêtes professionnelles*.

ART. 46 :

Suppression.

ART. 47 :

Application aux hôtels et restaurants des villes d'eau, du repos par roulement. Détermination, par arrêté, des industries de conserves ali-

mentaires ou autres matières périssables, susceptibles de n'accorder que deux jours de repos par mois, d'une durée de 24 heures. Etant entendu que ces dérogations devront faire l'objet d'une consultation des organisations professionnelles patronales et ouvrières et n'être données que pour une saison. Ces dérogations seront, d'autre part, imputées au crédit des heures supplémentaires accordées en vertu de la loi de 1919 sur la durée du travail.

ART. 48 :

Suppression.

ART. 49 :

Sans observation.

ART. 50, 51, 52 :

Sans observation.

CONCLUSION.

Nous avons tenu à bien préciser notre attitude dans le débat qui va s'ouvrir. Notre objectif a été de ramener au strict minimum les dérogations, d'envisager toujours une compensation à brève échéance, compensation que nous avons systématiquement voulue en repos et non en rétribution numéraire, comme la proposition en fut faite. Le repos hebdomadaire est pour nous une conquête qui ne se monnaie pas.

Nous n'admettons pas que sous le couvert de nécessités techniques, une catégorie de travailleurs, si restreinte soit-elle, ne connaisse qu'accidentellement les avantages du repos hebdomadaire et dominical. Nous avons donné nos raisons, fondées sur l'examen des faits et confirmées souvent par les enquêtes administratives, pourtant circonspectes.

L'opposition que nous avons rencontrée repose bien plus sur la crainte des concessions, que sur celle des répercussions économiques. L'expérience ayant démenti pour le passé — et nous en sommes convaincus pour l'avenir, — le bien-fondé de cette thèse.

C'est une conception que nous réprouvons, que celle qui veut faire de notre syndicalisme un mouvement de caprice qui n'a d'autre souci que celui de réaliser des buts catastrophiques. Héritier de la tradition d'évaluation sociale, il estime qu'il n'y a pas de progrès dans une humanité qui maintient une partie de la classe travailleuse dans un statut d'infériorité, sous prétexte qu'il y aura toujours de l'injustice parmi les hommes.

N'ayant, quant à nous, d'autre destin que celui que nous vivons de ce côté du temps, nous estimons que chacun doit trouver la possibilité de le réaliser dans les meilleures conditions.

Le repos hebdomadaire est parmi les réformes sociales conquises au ^{xx}e siècle, une de celles qui expriment le mieux notre morale du bonheur, de défense du droit au loisir et à la condition humaine meilleure, on ne s'étonnera donc point que nous ayons apporté toute notre passion à la défendre et améliorer, sans perdre de vue ses assises économiques.

Comme nous l'avons exprimé au début de ce rapport, revendication purement doctrinale en 1860, le *repos hebdomadaire* est devenu une *nécessité biologique* pour l'organisme humain moderne, et pour notre personnalité psychologique, un besoin aussi essentiel. Et cela aussi bien pour les ouvriers aux rudes métiers que pour ceux qui assument la direction des affaires.

C'est sur cette constatation que nous formulons notre vœu de trouver dans cette assemblée un accord unanime en faveur de nos propositions.

EXTRAITS DU COMPTE RENDU DES SÉANCES

DU CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

Séance du 23 novembre 1933.

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté.

Le Conseil supérieur aborde l'étude des dérogations au repos hebdomadaire.

M. HODÉE, rapporteur de la fraction ouvrière de la Commission permanente, précise quel est, à son avis, le sens de la question posée. Il montre que le repos hebdomadaire n'est pas appliqué dans certaines professions et souligne l'impérieuse nécessité de ce repos. Il passe en revue les diverses dérogations admises par la législation actuelle. Si certaines de ces dérogations sont à maintenir parce qu'elles correspondent encore à des nécessités véritables, d'autres apparaissent, au contraire, comme devant être supprimées sans qu'on puisse opposer des arguments valables à cette suppression. M. Hodée rappelle comment le régime du repos hebdomadaire peut être fixé par accords entre employeurs et employés. Il souhaite la généralisation de cette méthode.

M. LEMARCHAND, remplaçant M. Léopold Pralon, rapporteur de la fraction patronale de la Commission permanente, donne lecture d'un passage du rapport de M. Léopold Pralon. Il en résulte, d'abord, que du côté patronal on ne se refuse pas aux simplifications et modifications qui ne présentent pas d'inconvénients pour le bon fonctionnement des entreprises et, ensuite, que l'application du repos hebdomadaire est en fait plus généralisée qu'on ne l'a parfois prétendu.

M. COGNACQ résume les arguments qu'on peut invoquer pour le maintien des dérogations actuellement accordées au commerce de détail. Dans ce commerce, les conditions de fonctionnement des entreprises ne sont pas comparables à celles des établissements industriels. Ceux-ci jouissent de plus de stabilité dans leurs affaires et peuvent plus facilement augmenter leur activité en période de presse. On peut, d'autre part, affirmer qu'en certains cas la fermeture d'un magasin le dimanche entraînerait pour ce magasin la perte d'une partie de ses ventes.

M. BELLAMY a relevé dans le compte rendu de l'enquête de la Commission permanente les arguments donnés par les Chambres de commerce en faveur des dérogations actuellement admises. Il demandera le maintien du *statu quo*.

M. TESSIER se réserve de présenter des observations lors de la discussion de diverses dispositions du projet de vœu. Il se déclare pour l'application du repos dominical dans la plus grande mesure possible. Il signale qu'un accord en ce sens a été adopté en juin dernier entre une confédération de syndicats patronaux et la Fédération française des syndicats chrétiens d'employés. Il serait à souhaiter que des accords analogues soient réalisés entre les grands magasins et leurs employés.

M. HODÉE, rapporteur ouvrier, déclare que les arguments invoqués du côté patronal sont ceux qu'on avait mis en avant pour s'opposer à l'institution même du repos hebdomadaire. Quand on produit ces arguments, on exagère la gêne que pourrait entraîner la fermeture de magasins pour les consommateurs et pour le commerce, et on oublie les intérêts des employés. Au point de vue commercial, il apparaît qu'une grande partie des achats, en particulier de ceux effectués dans les grands magasins, correspond à des besoins indispensables et incompressibles. Si donc, certains de ces achats ne pouvaient plus être effectués le dimanche, ils seraient faits un autre jour de la semaine.

M. LEMARCHAND insiste sur les progrès faits dans l'application du repos hebdomadaire. Il déclare que les intérêts de l'industrie sont solidaires des intérêts du commerce.

Le Conseil décide de passer à l'examen des propositions des rapporteurs.

M. HODÉE demande qu'en raison de l'absence de M. Léopold Pralon, l'étude du cas des spécialistes des usines à feu continu soit renvoyé au lendemain.

Il en est ainsi décidé.

Les premières propositions soumises au Conseil sont celles relatives à l'article 41 du livre II du Code du travail ainsi conçu :

Dans tout établissement qui a le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, ce repos peut être réduit à une demi-journée pour les personnes employées à la conduite des générateurs et des machines motrices, au graissage et à la visite des transmissions, au nettoyage des locaux industriels, magasins ou bureaux, ainsi que pour les gardiens et concierges.

La dérogation prévue par le présent article n'est pas applicable aux enfants de moins de 18 ans et aux filles mineures.

Les deux rapporteurs de la Commission permanente avaient demandé dans leurs rapports la suppression à la fin du premier paragraphe de l'article 41 des mots « magasins ou bureaux ».

M. BELLAMY demande le maintien du texte actuel de l'article.

Après un échange de vues entre MM. HODÉE, rapporteur ouvrier. BELLAMY, DULONG, PICQUENARD, *Directeur du Travail*, le maintien du *statu quo* demandé par M. Bellamy est repoussé par 30 voix contre 12.

La suppression des mots « magasins ou bureaux » et l'addition, également proposée par les deux rapporteurs des mots « aux soins à donner aux chevaux » sont adoptées sans opposition.

Sont ensuite adoptées successivement et sans opposition les deux modifications suivantes proposées par la Commission permanente.

« Spécifier que, sauf pour les gardiens et concierges, la dérogation ne devra être appliquée qu'à des travaux indispensables pour éviter un retard dans la reprise normale du travail de l'établissement. »

« Ajouter que, sauf pour les gardiens et concierges, la dérogation ne devra pas s'appliquer aux femmes. »

Le Conseil est saisi d'une proposition de M. HODÉE, rapporteur ouvrier, tendant à l'octroi d'un repos compensateur aux salariés à qui serait appliquée la dérogation de l'article 41, à l'exception des gardiens et concierges,

pour lesquels M. Hodée demandera ensuite des dispositions particulières. M. LEMARCHAND, au nom de M. Léopold Pralon, rapporteur patronal, déclare faire des réserves sur cette proposition.

Une discussion s'engage sur la façon dont il conviendrait de donner la compensation dont il s'agit.

Prennent la parole : MM. HODÉE, rapporteur ouvrier, PICQUENARD, Directeur du Travail, MARTIN, LEMARCHAND, QUANTIN.

A la suite de cette discussion, la proposition suivante est mise aux voix :

« Compenser deux demi-journées de réduction du repos hebdomadaire par un repos d'une journée entière. »

Cette proposition est adoptée par 30 voix contre 18.

Une autre proposition de M. HODÉE vise le cas des gardiens d'usine ou de magasin.

Cette proposition prévoit que :

« Pour les gardiens compensation devra être donnée. »

Cette disposition est adoptée par 28 voix contre 15.

Une dernière proposition de M. HODÉE concerne les concierges des établissements industriels et commerciaux.

Après observations de MM. LEMARCHAND, PICQUENARD, CLEUET, QUANTIN et OUALID, il est décidé de mettre aux voix une proposition tendant à :

« Donner aux concierges d'établissements industriels et commerciaux le repos hebdomadaire ou un repos compensateur. »

Cette proposition est adoptée par 34 voix contre 9.

Enfin, après un exposé de M. PICQUENARD sur les dispositions de la circulaire ministérielle du 10 avril 1907 ainsi que sur les délibérations et décisions de la Commission permanente, le Conseil approuve les conclusions du Directeur du Travail et décide sans opposition qu'il conviendrait de :

« Modifier la rédaction de l'article 41 de façon que cet article s'applique à tous travaux devant être faits nécessairement le jour du repos collectif. »

Séance du 24 novembre 1933.

Le Conseil reprend l'examen des dérogations au repos hebdomadaire prévues par la législation en vigueur.

L'article 43 du livre II du Code du travail est relatif au fractionnement du repos hebdomadaire dans certains établissements admis à donner ce repos par roulement :

ART. 43. — Dans les établissements occupant moins de cinq ouvriers ou employés et admis à donner le repos par roulement, le repos d'une journée par semaine peut être remplacé par deux repos d'une demi-journée, représentant ensemble la durée d'une journée complète de travail.

La dérogation prévue au présent article n'est pas applicable aux enfants et aux femmes protégés par l'article 14.

Les deux rapporteurs sont d'accord pour la suppression de l'article 43.

M. BELLAMY demande son maintien.

M. PICQUENARD, *Directeur du Travail*, remarque qu'en fait cet article est peu utilisé.

La suppression de l'article 43 est adoptée à l'unanimité moins une voix.

Le fractionnement des repos hebdomadaires dans les établissements de vente de denrées alimentaires au détail est actuellement prévu par l'article 42 :

ART. 42. — Dans les établissements de vente de denrées alimentaires au détail, le repos peut être donné le dimanche après-midi avec un repos compensateur, par roulement et par semaine, d'une autre après-midi pour les employés âgés de moins de 21 ans logés chez leurs patrons, et par roulement et par quinzaine, d'une journée entière pour les autres employés.

Après un échange de vues entre les deux rapporteurs, M. COGNET, auteur d'un amendement et M. PICQUENARD, *Directeur du Travail*, MM. HODÉE et COGNET se rallient au texte suivant proposé par M. Léopold PRALON :

Faire déterminer avec précision par un règlement d'administration publique, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, les établissements de vente de denrées alimentaires auxquels peut être appliqué le fractionnement du repos hebdomadaire autorisé par l'article 42.

Remplacer dans le texte de l'article 42 les mots « après-midi » par « à partir de midi ».

Le texte est adopté à l'unanimité.

Les établissements admis à donner le repos hebdomadaire par roulement font l'objet de l'article 38 :

ART. 38. — Sont admis de droit à donner le repos hebdomadaire par roulement les établissements appartenant aux catégories suivantes :

1° Fabrication de produits alimentaires destinés à la consommation immédiate;

2° Hôtels, restaurants et débits de boissons;

3° Débits de tabac et magasins de fleurs naturelles;

4° Hôpitaux, hospices, asiles, maisons de retraite et d'aliénés, dispensaires, maisons de santé, pharmacies, drogueries, magasins d'appareils médicaux et chirurgicaux;

5° Etablissements de bains;

6° Entreprises de journaux, d'informations et de spectacles, musées, expositions;

7° Entreprises de location de livres, de chaises, de moyens de locomotion;

8° Entreprises d'éclairage et de distribution d'eau ou de force motrice;

9° Entreprises de transport par terre autres que les chemins de fer, travaux de chargement et de déchargement dans les ports, débarcadères et stations;

10° Industries où sont mises en œuvre des matières susceptibles d'altération très rapide;

11° Industries dans lesquelles toute interruption de travail entraînerait la perte ou la dépréciation du produit en cours de fabrication.

Un règlement d'administration publique énumère la nomenclature des industries comprises dans les catégories figurant sous les n°s 10 et 11, ainsi que les autres catégories d'établissements qui peuvent bénéficier du droit de donner le repos hebdomadaire par roulement.

Les deux rapporteurs demandent que certains établissements commerciaux ne soient plus admis désormais à donner le repos hebdomadaire par roulement; *cette proposition ainsi libellée par M. Pralon, est acceptée à l'unanimité :*

Dans l'énumération des établissements admis de droit à donner le repos par roulement.

Supprimer : les drogueries, magasins d'appareils médicaux et chirurgicaux, les entreprises de location de livres.

M. Léopold PRALON, rapporteur patronal, propose également de supprimer dans l'énumération de l'article 38 :

Les travaux de chargement et déchargement dans les ports, débarcadères et stations, étant entendu, toutefois, pour ces derniers travaux, qu'à la dérogation de droit dans les cas urgents et exceptionnels comme il s'en présente parfois pour certains départs de navires, dont le retard aurait de graves conséquences, puisse être substituée une dérogation temporaire sur simple déclaration au service de l'Inspection du travail.

M. RASTOIN soutient un amendement tendant pour les travaux dont il s'agit, au maintien du *statu quo*.

M. HODÉE, rapporteur ouvrier, serait disposé à admettre des dérogations temporaires dans les cas visés par M. Léopold PRALON.

M. Léopold PRALON, rapporteur patronal, insiste sur la signification du texte proposé par lui.

M. RASTOIN déclare alors se rallier à *ce texte qui est adopté à l'unanimité*.

M. HODÉE, rapporteur ouvrier, demande que les entreprises de transport de marchandises par terre soient également exclues de l'énumération de l'article 38.

M. GUINCHARD appuie la proposition de M. Hodée.

M. PICQUENARD, *Directeur du Travail*, indique quelle est, actuellement, à l'égard du repos hebdomadaire, la situation, d'une part, des entreprises de transport par route et, d'autre part, des entreprises de transport par voie ferrée.

M. DULONG ne croit pas que l'on puisse retirer aux entreprises de transport sur route le bénéfice d'une mesure appliquée dans les chemins de fer.

M. BONNAMY voudrait que le transport des marchandises soit arrêté le dimanche même sur les voies ferrées.

M. PICQUENARD remarque que la question du repos hebdomadaire dans les entreprises de transport des marchandises par voie de terre ne paraît pouvoir être actuellement discutée parce qu'elle n'a pas été étudiée par la Commission permanente. D'autre part, le régime des transports sur route semble lié à celui des transports par voie ferrée. Or ce dernier régime n'est pas de la compétence exclusive du Ministère du travail. Le Directeur du Travail ajoute que la réglementation du travail pour les transports par voie de terre est en cours d'élaboration.

M. GUINCHARD insiste pour l'interdiction du transport des marchandises

le dimanche : c'est là le seul moyen d'assurer le repos hebdomadaire du personnel occupé à ce transport.

M. LEMARCHAND demande le maintien du *statu quo*.

M. HODÉE reste persuadé que sa proposition était fondée, mais il déclare la retirer afin que l'on puisse aboutir.

Le maintien du statu quo en ce qui concerne les entreprises de transport de marchandises par voie de terre est approuvé à l'unanimité moins deux voix et deux abstentions.

Enfin l'inscription dans l'énumération de l'article 38 du Code du travail des entreprises d'émission de T. S. F. est adoptée à l'unanimité.

L'article 40 est relatif aux travaux urgents pour prévenir ou réparer des accidents :

ART. 40. — En cas de travaux urgents, dont l'exécution immédiate est nécessaire pour organiser des mesures de sauvetage, pour prévenir des accidents imminents ou réparer des accidents survenus au matériel, aux installations ou aux bâtiments de l'établissement, le repos hebdomadaire peut être suspendu pour le personnel nécessaire à l'exécution des travaux urgents.

Cette faculté de suspension s'applique, non seulement aux ouvriers de l'entreprise où les travaux urgents sont nécessaires, mais aussi à ceux d'une autre entreprise faisant les réparations pour le compte de la première. Dans cette seconde entreprise, chaque ouvrier doit jouir d'un repos compensateur d'une durée égale au repos supprimé.

Les dérogations prévues par le présent article ne sont pas applicables aux enfants de moins de 18 ans et aux filles mineures.

Conformément aux propositions des deux rapporteurs, le Conseil décide à l'unanimité qu'il conviendrait d'inclure dans le texte de l'article 40 une disposition stipulant que les dérogations prévues ne sont pas applicables aux femmes.

MM. DUVERNAY et DHONDT ont déposé un amendement d'après lequel le repos compensateur prévu à la fin du deuxième paragraphe devrait être donné à tous les ouvriers ayant eu leur repos suspendu en raison des travaux urgents envisagés à l'article 40, alors même que ces ouvriers appartiendraient à l'établissement où lesdits travaux ont été nécessaires.

M. DHONDT défend son amendement et déclare que la disposition qu'il réclame est appliquée spontanément dans des établissements industriels de la région de Roubaix-Tourcoing.

M. MASUREL confirme cette déclaration.

M. Léopold PRALON, rapporteur patronal, n'approuve pas l'amendement.

M. PICQUENARD, *Directeur du Travail*, expose pourquoi le législateur avait distingué, en 1906, entre les ouvriers de l'entreprise où des travaux urgents sont nécessaires et ceux d'une autre entreprise exécutant ces travaux pour le compte de la première. On a sans doute prévu que dans cette première entreprise les dérogations envisagées seraient exceptionnelles, tandis que dans une entreprise plus ou moins spécialisée dans l'exécution de réparation, les dérogations pourraient constituer un régime presque normal. Or, aujourd'hui, on peut considérer que certains établissements importants ont des équipes d'ouvriers chargés de l'entretien et des réparations. Ces ouvriers peuvent être exposés à de fréquentes suspensions du repos hebdomadaire. La question peut donc se poser de savoir s'il ne

conviendrait pas de leur assurer des repos compensateurs conformément à l'esprit même de l'article 40. Dans l'affirmative, on pourrait *ajouter au deuxième paragraphe de cet article une disposition ainsi conçue* :

« Il en est de même des ouvriers de la première entreprise préposée habituellement au service d'entretien et de réparation. »

Cette addition à l'article 40 est adoptée.

Un amendement de M. ROGER a pour objet l'addition à la fin de l'article 40 d'une disposition interdisant l'application des dérogations prévues « aux mutilés de guerre, accidentés du travail, infirmes et tous ouvriers se trouvant dans un état d'infériorité physique ».

M. PICQUENARD, *Directeur du Travail*, fait observer que cet amendement n'a pas été étudié par la Commission. D'autre part il semble rédigé en des termes trop imprécis pour pouvoir être inséré dans un texte de loi.

M. ROGER déclare ne pas insister.

Il résulte d'une disposition de la circulaire ministérielle du 10 avril 1907 qu'en cas d'absence du chef d'établissement pour une période d'instruction militaire, l'employé qui le remplace peut être considéré comme gérant et non astreint à l'obligation du repos hebdomadaire.

M. PICQUENARD, *Directeur du Travail*, observe qu'il ne paraît pas nécessaire de prévoir, dans la réglementation, le cas dont il s'agit. Chaque fois que cela sera nécessaire et que telle sera sa volonté, le chef d'établissement pourra toujours signer avec un de ses employés un contrat temporaire de gérance qui soustraira cet employé à l'obligation du repos hebdomadaire pendant tout le temps que le patron sera absent et que l'employé aura la direction effective de l'établissement.

M. Léopold PRALON, rapporteur patronal, déclare ne pas insister pour le maintien de la disposition visée.

La suppression de la disposition de la circulaire du 10 avril 1907 relative au remplacement du chef d'établissement pendant une période d'instruction militaire est adoptée à l'unanimité moins quatre voix.

Au sujet de la récupération de chômages forcés résultant d'intempéries le Code du travail stipule :

ART. 45. — Dans toutes les catégories d'entreprises où les intempéries déterminent du chômage, les repos forcés viennent, au cours de chaque mois, en déduction du jour de repos hebdomadaire.

Les deux rapporteurs étant d'accord, le Conseil décide à l'unanimité qu'il conviendrait de « *supprimer cette modalité de compensation du chômage résultant d'intempéries, la compensation pouvant être assurée par le jeu des dérogations à la durée du travail journalier* ».

Les propositions de M. Léopold PRALON, rapporteur patronal, relatives à l'article 46, se référant au régime du repos hebdomadaire des spécialistes des usines à feu continu, le Conseil décide de se prononcer sur cette dernière question, qui avait été réservée à la précédente séance.

M. Léopold PRALON, rapporteur patronal, constate qu'en ce qui concerne les usines à feu continu, l'accord semble réalisé entre lui et M. HODÉE, rapporteur ouvrier.

M. HODÉE déclare insister seulement pour que le repos hebdomadaire ne puisse en aucun cas se confondre avec les coupures de travail.

M. PICQUENARD, *Directeur du Travail*, remarque que pour donner satisfaction à une observation faite à ce sujet, par la Fédération ouvrière des métaux, il suffirait de préciser que les repos différés devront être de 24 heures consécutives.

Sous réserve de cette précision, M. HODÉE se rallie à la rédaction proposée par M. Léopold PRALON.

En conséquence, le Conseil adopte à l'unanimité le texte suivant :

Le soin devra être laissé à un règlement d'administration publique de fixer les modalités d'application du repos hebdomadaire dans le cas où le régime normal n'est pas possible.

Dans les usines à feu continu ou à marche continue, les repos auxquels les spécialistes auraient eu droit pourront être différés en partie, étant entendu que dans une période donnée le nombre des repos de vingt-quatre heures consécutives doit toujours être du moins égal à celui des semaines comprises dans ladite période.

Les périodes dans lesquelles les repos pourront être ainsi donnés, devront être aussi courtes que le permettent les nécessités de la production.

Chaque ouvrier devra avoir le plus possible de repos le dimanche.

Le règlement d'administration publique énumérera avec précision les fabrications ou opérations auxquelles s'appliquera cette dérogation et en déterminera pour chacune d'elles les modalités spéciales d'application.

Le Conseil revient à l'article 46 ainsi conçu :

ART. 46. — Les industries de plein air, celles qui ne travaillent qu'à certaines époques de l'année, peuvent suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an.

La suppression de la dérogation prévue à l'article 46 pour « les industries de plein air » est adoptée à l'unanimité.

Après observations de MM. HODÉE, PRALON, LAUGEROTTE, PICQUENARD et COGNET, le texte ci-après proposé par M. Léopold Pralon et concernant les industries « qui ne travaillent qu'à certaines époques de l'année » est adopté à l'unanimité :

Maintenir cette dérogation pour les industries saisonnières qui seront désignées par un règlement d'administration publique qui déterminera les modalités de l'octroi du repos différé, comme il est indiqué pour les usines à feu continu; étant entendu qu'il sera donné au minimum deux jours de repos par mois autant que possible le dimanche.

Au sujet de l'application de l'article 46 aux hôtels et restaurants des villes d'eaux et stations balnéaires qui n'ouvrent qu'une partie de l'année une discussion s'engage à laquelle prennent part MM. COGNET, KNECHT-BOOT, HODÉE, Léopold PRALON, PICQUENARD, DULONG.

M. HODÉE déclare accepter la proposition de M. Léopold PRALON.

Le Conseil adopte alors à l'unanimité cette proposition tendant à :

Appliquer les dispositions prévues pour les industries qui ne travaillent

qu'à certaines époques de l'année aux hôtels et restaurant des villes d'eaux et stations balnéaires qui n'ouvrent qu'une partie de l'année.

L'article 47 relatif aux surcroîts extraordinaires de travail dans l'industrie est ainsi rédigé :

ART. 47. — Les industries qui emploient des matières périssables, celles qui ont à répondre, à certains moments, à un surcroît extraordinaire de travail, et qui ont fixé le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, peuvent également suspendre ce repos quinze fois par an. Mais pour ces deux catégories d'industrie, l'employé ou l'ouvrier doit jouir au moins de deux jours de repos par mois.

Après un échange de vues entre MM. Léopold PRALON, VICTOR, MARTIN, HODÉE, BERNARD, DHONDT sur l'application de l'article 47 à l'industrie du bâtiment, M. PICQUENARD fait observer que l'accord semble fait, d'une part, pour que les suspensions de repos prévues par l'article 47 soient imputées sur le crédit d'heures supplémentaires dont dispose l'établissement et, d'autre part, pour limiter ces suspensions à six fois par an. Le désaccord paraît porter uniquement sur la désignation des industries auxquelles l'article 47 modifié devrait s'appliquer.

Les propositions suivantes de M. Léopold PRALON, rapporteur patronal, sur les modalités d'application de l'article 47 sont alors adoptées à l'unanimité.

Les dérogations prévues par cet article devront être imputées sur le crédit d'heures supplémentaires prévu par la réglementation de la durée journalière du travail, étant entendu que le repos hebdomadaire ne pourra être supprimé plus de deux fois par mois ni plus de six fois dans l'année.

Le Conseil se prononce, également à l'unanimité, pour la détermination par règlement d'administration publique des industries de matières alimentaires ou autres matières périssables auxquelles s'appliquerait l'article 47.

L'application dudit article aux industries du bâtiment et des travaux publics est repoussée par 27 voix (27 ouvriers) contre 21 (21 patrons).

L'application dudit article à l'industrie hôtelière est également repoussée par 27 voix (27 ouvriers) contre 21 (21 patrons).

Une proposition de M. PRALON tendant à autoriser la récupération par suppression du repos hebdomadaire du chômage pour célébration d'une fête corporative est repoussée par 28 voix contre 6.

Les articles 34 et suivants du Code du travail sont relatifs aux dérogations permanentes ou temporaires subordonnées à une autorisation ou à une réglementation préfectorale :

ART. 34. — Toutefois, lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tout le personnel d'un établissement serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement, le repos peut être donné, soit constamment, soit à certaines époques de l'année seulement, ou bien :

- a. Un autre jour que le dimanche à tout le personnel de l'établissement;
- b. Du dimanche midi à lundi midi;
- c. Le dimanche après-midi avec un repos compensateur d'une journée par roulement et par quinzaine;
- d. Par roulement à tout ou partie du personnel.

Suivant la proposition des deux rapporteurs le Conseil se prononce, à l'unanimité, pour la suppression au premier paragraphe de l'article 34 du mot constamment.

ART. 35. — Lorsqu'un établissement quelconque veut bénéficier de l'une des exceptions prévues à l'article précédent, il est tenu d'adresser une demande au préfet du département.

Celui-ci doit demander d'urgence les avis du conseil municipal, de la Chambre de commerce de la région et des syndicats patronaux et ouvriers intéressés de la commune. Ces avis doivent être donnés dans le délai d'un mois.

Le préfet statue ensuite par arrêté motivé qu'il notifie dans la huitaine.

A la demande de M. HODÉE, rapporteur ouvrier, *il est décidé par 27 voix (27 ouvriers) contre 20 (20 patrons) qu'il conviendrait de stipuler que l'arrêté du préfet sera pris après accord entre les organisations patronales et ouvrières intéressées.*

ART. 36. — L'autorisation accordée à un établissement doit être étendue aux établissements de la même ville faisant le même genre d'affaires, s'adressant à la même clientèle et compris dans la même classe de patente, une fraction d'établissement ne pouvant, en aucun cas, être assimilée à un établissement.

Il résulte d'observations de MM. HODÉE, OUALID, TESSIER, PICQUENARD que l'article 36 peut avoir pour conséquence de multiplier certaines dérogations.

Le Conseil, à l'unanimité des votants, exprime l'avis que toute autorisation doit être précédée des formalités prévues à l'article 35 et qu'en conséquence la disposition actuelle de l'article 36 doit être supprimée.

Par contre, conformément à une proposition votée par la Commission, *le Conseil adopte, à l'unanimité des votants, la disposition suivante :*

Lorsque, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, une dérogation aura été jugée injustifiée par la majorité des employeurs intéressés, l'emploi de cette dérogation sera interdite dans tous les établissements d'une localité qui font le même genre d'affaires, s'adressent à la même clientèle et sont compris dans la même classe de patente.

ART. 37. — L'arrêté préfectoral peut être déféré au Conseil d'Etat dans la quinzaine de sa notification aux intéressés.

Le Conseil d'Etat statue dans le mois qui suit la date du recours, qui est suspensif.

Cet article ne donnant lieu à aucune observation, le Conseil exprime l'avis qu'il doit être maintenu.

ART. 43 a. — Lorsqu'un accord sera intervenu entre les syndicats patronaux et ouvriers d'une profession et d'une région déterminées sur les conditions dans lesquelles le repos hebdomadaire sera donné au personnel suivant un des modes visés par les articles précédents, le préfet du département pourra, par arrêté, sur la demande des syndicats intéressés, ordonner la fermeture au public des établissements de la profession et de la région pendant toute la durée du repos.

Conformément à une proposition de M. HODÉE, rapporteur ouvrier, le Conseil émet le vœu que le texte de cet article soit conservé sans modifications.

Une disposition de la circulaire ministérielle du 10 avril 1907 avait prévu que, par application de l'article 47 des dérogations pourraient être accordées par le service de l'Inspection du Travail aux grands magasins

pour leurs expositions et inventaires. Les deux rapporteurs avaient admis la suppression de ces dérogations.

M. COGNACQ combat cette suppression et demande le maintien des dérogations dont il s'agit.

Après intervention de MM. HODÉE, rapporteur ouvrier et Léopold PRALON, rapporteur patronal, *la demande de M. COGNACQ est repoussée et la suppression des dérogations pour expositions et inventaires adoptée par 28 voix (28 ouvriers) contre 22 (22 patrons).*

L'article 49 est relatif à des dérogations temporaires subordonnées à une autorisation ministérielle :

ART. 49. — Dans les établissements soumis au contrôle de l'Etat, ainsi que dans ceux où sont exécutés des travaux pour le compte de l'Etat et dans l'intérêt de la défense nationale, les Ministres intéressés peuvent suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an.

Une proposition de M. Léopold PRALON tendant à supprimer la limitation de cette dérogation à quinze fois par an est adoptée à l'unanimité.

Les dernières dérogations examinées sont les dérogations temporaires subordonnées à une décision municipale :

ART. 44. — Dans tout établissement où s'exerce un commerce de détail et dans lequel le repos hebdomadaire a lieu le dimanche, ce repos peut être supprimé lorsqu'il coïncide avec un jour de fête locale ou de quartier désigné par un arrêté municipal.

Après un exposé de la question par les deux rapporteurs, M. PICQUENARD, *Directeur du Travail*, observe que, pour éviter des contestations, il y aurait lieu de préciser les conditions d'application de l'article 44 ainsi que les commerces de détail appelés à en bénéficier. Il apparaît, en outre, que, conformément aux décisions prises pour d'autres dérogations, des repos compensateurs pourraient être prévus.

M. HODÉE, rapporteur ouvrier, accepterait que le repos hebdomadaire puisse être suspendu par arrêté municipal deux jours par an, mais pas plus.

M. LÉVY propose que la loi précise les dates auxquelles serait admises les dérogations envisagées.

M. ROUX, président, suggère que le Conseil pourrait se prononcer sur un texte proposé par M. PRALON pour remplacer le texte actuel de l'article 44 mais en réservant momentanément sa décision sur le nombre des dimanches pendant lesquels le repos hebdomadaire pourrait être suspendu.

Le Conseil accepte cette procédure, mais avant d'être mis aux voix, le texte de M. Léopold PRALON est modifié, sur proposition de M. PICQUENARD, pour indiquer, d'une part, que l'arrêté municipal prévu devra être précédé d'une consultation des organisations professionnelles patronales et ouvrières intéressées et, d'autre part, que ledit arrêté devra indiquer les commerces de détail appelés à en bénéficier.

Le texte suivant est adopté à l'unanimité :

Remplacer le texte actuel par le suivant :

Dans tout établissement où s'exerce un commerce de détail et dans

lequel le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé au maximum..... dimanches par an, désignés par arrêté municipal.

Toutefois, chaque salarié ainsi privé du repos dominical doit jouir, dans la quinzaine, d'un repos compensateur accordé soit collectivement, soit par roulement.

L'arrêté municipal devra être précédé d'une consultation des organisations professionnelles patronales et ouvrières intéressées; il indiquera les commerces de détail qui pourront en bénéficier.

Reste la fixation du maximum de dimanches pendant lesquels le repos hebdomadaire pourra être suspendu au cours de l'année.

La limitation de la dérogation ci-dessus prévue à deux dimanches par an est adoptée par 25 voix (25 ouvriers) contre 18 (18 patrons). Ces patrons se prononcent pour un maximum annuel de quatre dimanches.

Après intervention de MM. BECK et PICQUENARD, le Conseil émet enfin le vœu que le régime de dérogation au repos hebdomadaire modifié conformément à ses suggestions soit appliqué dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Après le dépôt des vœux de fin de session déposés par des membres du Conseil pour être soumis au Ministre du Travail, la session est déclarée close par M. Roux, Président, et la séance levée à midi 25.

VŒU

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

Le Conseil supérieur du Travail émet le vœu que les modifications suivantes soient apportées au régime des dérogations au repos hebdomadaire :

ART. 41 DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL.

(Réduction du repos du dimanche à une demi-journée pour certaines catégories de travailleurs.)

Supprimer les mots : « magasins et bureaux » (¹).

Ajouter les mots : « aux soins à donner aux chevaux » (¹).

Spécifier que, sauf pour les gardiens et concierges, la dérogation prévue ne devra être appliquée qu'à des travaux indispensables pour éviter un retard dans la reprise normale du travail de l'établissement (¹).

Ajouter que, sauf pour les gardiens et concierges, la dérogation ne devra pas s'appliquer aux femmes (¹).

Compenser deux réductions du repos hebdomadaire à une demi-journée, par un repos de vingt-quatre heures consécutives (¹).

(¹) Adopté sans opposition.

(²) Adopté par 30 voix contre 18.

Donner obligatoirement aux gardiens une compensation ⁽¹⁾.

Donner aux concierges d'établissements industriels et commerciaux le bénéfice du repos hebdomadaire ou d'un repos compensateur ⁽²⁾.

Etendre la dérogation prévue à l'article 41, à tous les travaux d'entretien devant être faits nécessairement le jour du repos collectif ⁽³⁾.

Cas des spécialistes des usines à fonctionnement nécessairement continu.

Le soin devra être laissé à un règlement d'administration publique de fixer les modalités d'application du repos hebdomadaire dans le cas où le régime normal n'est pas possible.

Dans les usines à feu continu ou à marche continue, les repos auxquels les spécialistes auraient eu droit pourront être différés en partie, étant entendu que dans une période donnée le nombre des repos de vingt-quatre heures consécutives doit toujours être au moins égal à celui des semaines comprises dans ladite période.

Les périodes dans lesquelles les repos pourront être ainsi donnés devront être aussi courtes que le permettent les nécessités de la production.

Chaque ouvrier devra avoir le plus possible de repos le dimanche.

Le règlement d'administration publique énumérera avec précision les fabrications ou opérations auxquelles s'appliquera cette dérogation et déterminera pour chacune d'elles les modalités spéciales d'application ⁽⁴⁾.

Fractionnement du repos hebdomadaire dans certains établissements admis à donner le repos par roulement.

Supprimer l'article 43 du livre II du Code du travail ⁽¹⁾.

Fractionnement du repos hebdomadaire dans les établissements de vente de denrées alimentaires au détail.

Faire déterminer avec précision par un règlement d'administration publique, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, les établissements de vente de denrées alimentaires auxquels peut être appliqué le fractionnement du repos hebdomadaire autorisé par l'article 42.

Remplacer dans le texte de l'article 42 les mots : « après-midi », par : « à partir de midi » ⁽²⁾.

Etablissements admis de droit à donner le repos par roulement.

Dans l'énumération des établissements admis de droit à donner le repos par roulement :

Supprimer : les drogueries, magasins d'appareils médicaux et chirurgicaux, les entreprises de location de livres, les travaux de charge-

⁽¹⁾ Adopté par 28 voix contre 15.

⁽²⁾ Adopté par 34 voix contre 9.

⁽³⁾ Adopté à l'unanimité.

⁽⁴⁾ Adopté à l'unanimité, moins une voix patronale.

ment et déchargement dans les ports, débarcadères et stations, étant entendu, toutefois, pour ces derniers travaux, qu'à la dérogation de droit, dans les cas urgents et exceptionnels comme il s'en présente parfois pour certains départs de navires, dont le retard aurait de graves conséquences, puisse être substituée une dérogation temporaire sur simple déclaration au service de l'Inspection du travail.

Ajouter : les entreprises d'émission de T. S. F. (¹).

Travaux urgents pour prévenir ou réparer des accidents.

Inclure une disposition stipulant que les dérogations accordées par l'article 40 du livre II du Code du travail ne s'appliquent pas aux femmes (¹).

Prévoir qu'un repos compensateur devra être accordé aux ouvriers de l'entreprise où les travaux urgents sont nécessaires lorsqu'ils sont habituellement proposés au service d'entretien et de réparation (¹).

Récupération des chômages forcés résultant d'intempéries.

Supprimer cette modalité de compensation du chômage résultant d'intempéries, la compensation pouvant être assurée par le jeu des dérogations du travail journalier (¹).

Industries de plein air ou ne fonctionnant qu'une partie de l'année.

Supprimer la dérogation prévue par l'article 46 du livre II du Code du travail pour les industries de plein air.

Maintenir cette dérogation pour les industries ne fonctionnant que pendant une partie de l'année qui seront désignées par un règlement d'administration publique qui déterminera les modalités de l'octroi du repos différé, comme il est indiqué à la question n° 1 pour les usines à feu continu; étant entendu qu'il sera donné au minimum deux jours de repos par mois autant que possible le dimanche (¹).

Appliquer les mêmes dispositions aux hôtels et restaurants des villes d'eau et stations balnéaires qui n'ouvrent qu'une partie de l'année (¹).

Emploi de matières périssables (surcroît extraordinaire de travail.)

Imputer les dérogations prévues par l'article 47 du livre II du Code du travail sur le crédit d'heures supplémentaires prévu par la réglementation de la durée journalière du travail, étant entendu que le repos hebdomadaire ne pourra être supprimé plus de deux fois par mois ni plus de six fois dans l'année (¹).

Accorder le bénéfice de cet article aux industries alimentaires qui emploient des matières périssables (²).

Déterminer ces industries par règlement d'administration publique (¹).

(¹) Adopté à l'unanimité.

(²) Adopté par 27 voix (27 ouvriers) contre 21 (21 patrons).

Dérégations subordonnées à un arrêté préfectoral.

Supprimer à l'article 34 du livre II du Code du travail le mot : « constamment » (¹).

Prévoir à l'article 35 du livre II du Code du travail que l'arrêté sera pris après accord entre les organisations ouvrières et patronales intéressées (²).

Supprimer la disposition actuelle de l'article 36 du livre II du Code du travail (³).

Stipuler que lorsque, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, une dérogation aura été jugée injustifiée par la majorité des employeurs intéressés, l'emploi de cette dérogation sera interdite dans tous les établissements d'une localité qui font le même genre d'affaires, s'adressent à la même clientèle et sont compris dans la même classe de patente (⁴).

Dérégations subordonnées à une autorisation ministérielle.

Supprimer la limitation à quinze jours par an de la dérogation prévue par l'article 49 du livre II du Code du travail dans l'intérêt de la défense nationale (⁵).

Dérégations subordonnées à une décision municipale.

Remplacer le texte actuel par le suivant :

Dans tout établissement où s'exerce un commerce de détail et dans lequel le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé au plus pendant un certain nombre de dimanches par an désignés par arrêté municipal.

Le Conseil a repoussé la fixation du nombre de ces dimanches à quatre par 25 voix ouvrières contre 18 voix patronales. Ce nombre a été fixé à deux par 26 voix ouvrières contre 18 patronales.

Toutefois, chaque salarié ainsi privé du repos dominical doit jouir, dans la quinzaine, d'un repos compensateur accordé soit collectivement, soit par roulement.

L'arrêté municipal devra être précédé d'une consultation des organisations patronales et ouvrières des professions intéressées; il indiquera les commerces de détail qui pourront en bénéficier (⁶).

En outre, le Conseil supérieur du Travail s'est prononcé pour l'application du régime des dérogations au repos hebdomadaire modifié conformément à ses suggestions aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

(¹) Adopté à l'unanimité.

(²) Adopté par 27 voix (27 ouvriers) contre 21 (21 patrons).

(³) Adopté par 27 voix (27 ouvriers) contre 20 (20 patrons).

(⁴) Adopté à l'unanimité des votants.

TRAVAUX ORIGINAUX DES INSPECTEURS.

NOTE SUR LES DANGERS

QU'OFFRENT |

LES PROJECTIONS ACCIDENTELLES DE FLUIDES RÉFRIGÉRANTS, ET SPÉCIALEMENT D'AMMONIAQUE.

PAR M. DECAILLY, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À LILLE.

Dans les machines frigorifiques, à compression ou à absorption, le froid est obtenu en provoquant l'évaporation d'un liquide dont les vapeurs sont ensuite condensées à nouveau. La température d'ébullition, à la pression atmosphérique, des liquides utilisés doit être très basse et, réciproquement, la liquéfaction de leurs vapeurs facilement obtenue, aux températures ordinaires, sous des pressions pratiquement réalisables. Les fluides les plus employés pour la production artificielle du froid sont : l'anhydrique carbonique, l'anhydride sulfureux, le chlorure de méthyle, le chlorure d'éthyle et surtout l'ammoniaque.

Il ne s'agit point là de composés d'une parenté chimique déterminée. Si tous sont des poisons pour l'organisme humain, nous savons qu'ils ne sont point nuisibles au même degré, et que leur action physiologique s'exerce selon des modalités différentes. Nous reconnaissons dans les hydrocarbures chlorés des poisons cellulaires, tandis que l'anhydride sulfureux et l'ammoniaque sont surtout des caustiques dont les ravages s'exercent dans le champ pulmonaire. L'anhydride carbonique est irrespirable et provoque l'asphyxie quand il se substitue trop intensément à l'oxygène de l'air. Sauf pour ce dernier, un risque supplémentaire résulte de l'inflammabilité de ces agents réfrigérants, sans qu'aucun d'eux cependant se puisse classer parmi les fluides particulièrement dangereux à ce point de vue. Notamment, le mélange de gaz ammoniac et d'air s'enflamme assez difficilement; ses limites explosives sont relativement étroites et le deviennent davantage encore quand l'air est humide.

Les constantes de vaporisation de ces divers fluides accusent d'assez grandes divergences. Chacun d'eux a ses caractéristiques propres qui conditionnent son utilisation. A la simple lecture du tableau ci-dessous, dans lequel nous avons rassemblé quelques données physiques, il apparaît que, pour un emploi déterminé, on ne peut généralement substituer l'un à l'autre.

La liquéfaction de l'anhydride carbonique exige des pressions relativement élevées, qui ne peuvent être atteintes qu'à l'intérieur d'appareils fort résistants et parfois coûteux. Les chlorures de méthyle ou d'éthyle sont utilisés dans des installations de faible importance, et, surtout pour ce dernier, quand la poursuite d'un grand froid n'est point nécessaire. Entre ces extrêmes, se placent les appareils à anhydride sulfureux et à ammoniaque dont le champ d'utilisation est beaucoup plus vaste. Mais il

DÉSIGNATION.	TEMPÉ- RATURE D'ÉBULLITION à la pression atmo- sphérique.	TEMPÉ- RATURE CRITIQUE.	PRESSION CRITIQUE en atmosphère.	TENSION DES VAPEURS EN ATMOSPHÈRES.			CHALEUR LATENTE de vaporisation.	VOLUME EN MÈTRES-CUBES de vapeur saturée produisant un million de frigories-heure à - 20°.
				à - 30°.	à 0°.	à + 30°.		
Anhydride carbonique..	- 78°	+ 30°9	73,69	15,00	35,40	73,10	55,45	510
Anhydride sulfureux....	- 10° E	+ 15°	2,72	0,39	1,58	4,66	91,87	6.500
Ammoniaque.....	- 38° 7	+ 10°	6,00	1,19	4,35	12,00	304,00	1.180
Chlorure de méthyle....	- 21°	"	"	"	"	6,50	"	4.340
Chlorure d'éthyle.....	+ 12° 5	"	"	"	"	1,90	"	16.750

suffit de remarquer combien plus élevée est la chaleur latente de vaporisation de l'ammoniaque pour s'expliquer que la mise en œuvre de ce fluide est beaucoup plus commune que l'emploi de l'anhydride sulfureux. Les installations industrielles surtout comptent presque exclusivement des machines frigorifiques à l'ammoniaque.

Confinés dans le volume limité qui leur est assigné, ces fluides expansifs tendent à s'en évader. Si parfaitement construits, et si bien entretenus que soient les récipients et appareils qui les enferment, l'étanchéité de ces enveloppes peut se trouver affectée par un quelconque incident de marche. Des échappements accidentels se produisent alors, résultant le plus souvent de la rupture d'un joint défectueux, du déboîtement d'un raccord mal serré, de l'usure normale d'un presse-étoupes insuffisamment soigné. Ils sont d'autant plus volumineux et fréquents que la pression de régime est plus élevée et, partant, plus communs quand le fluide utilisé est l'anhydride carbonique, dont les tensions aux températures ordinaires sont particulièrement accusées. Dans la pratique industrielle, on observe surtout des épanchements extérieurs de gaz ammoniac dont la pression déjà appréciable à 0 degré s'accroît très rapidement, comme le soulignent les données numériques mises sous les yeux du lecteur, au fur et à mesure que s'élève la température. Les projections accidentelles des autres fluides réfrigérants sont relativement moins fréquentes.

Refroidissements accidentels provoqués par les fluides réfrigérants.

Dans la majeure partie des cas observés, la fuite est modérée, fortement laminée, le fluide libéré s'évapore instantanément en empruntant à l'atmosphère ambiante une quantité plus ou moins forte de calories. Si elle se révèle plus importante, la vaporisation du dégagement n'est plus aussi prompte; dans l'atmosphère de travail, un nuage de vésicules nocives de forme, qui se dispersera par évaporation progressive dès que cessera l'émission. Un échappement plus considérable fournit un jet franchement liquide qui peut venir frapper un travailleur et imprégner ses vêtements. La situation est alors plus grave, non seulement parce que les phénomènes toxiques sont plus accusés, mais aussi du fait que l'évaporation de particules qui souillent la peau ou imbibent les vêtements s'effectue directement aux dépens de la chaleur du corps.

Les refroidissements au contact d'un liquide volatil sont d'observation courante; notamment les personnes qui utilisent les propriétés solvantes de l'éther de pétrole pour opérer le dégraissage de tissus ou de vêtements connaissent bien cette sensation douloureuse particulière et persistante que cause la brutale contraction, sous l'action du froid, des vaisseaux superficiels des mains et des avant-bras. Sous l'influence d'un fluide

réfrigérant, le phénomène est plus étendu et singulièrement plus intense. Les facteurs qui le conditionnent sont, en effet, plus accusés : la température de la phase liquide venue au contact du corps est particulièrement basse; d'autre part, et surtout, la quantité de chaleur nécessaire à sa vaporisation est élevée, voire même considérable lorsqu'il s'agit de l'ammoniaque, agent réfrigérant le plus dangereux à cet égard.

Le resserrement défensif des vaisseaux qui cheminent à la surface du corps n'est ordinairement pas grave par lui-même. La contraction vasculaire peut aller jusqu'au spasme comportant arrêt momentané de la circulation sanguine dans un territoire déterminé, mais les organes essentiels ne se trouvent généralement point dans les zones superficielles du corps. Toutefois, il ne faut pas méconnaître qu'un arrêt momentané de la circulation sanguine dans la région du bulbe entraînerait la mort immédiate du sujet. Les spasmes vasculaires peuvent encore provoquer une crise d'angine de poitrine, dont l'issue est souvent fatale.

Ce sont là des cas exceptionnels; les complications proviennent beaucoup plus fréquemment de la congestion des vaisseaux intérieurs. Le volume sanguin restant le même, l'anémie superficielle se compense fatalement par un afflux anormal du sang dans les vaisseaux des régions centrales. Ces troubles circulatoires ne vont pas sans fatiguer le cœur, tenu de fournir un travail complémentaire inusité pour vaincre la résistance accrue qu'offre, au passage du sang, un circuit de moindre section. Si l'organe moteur se trouve déficient, il peut alors faillir à la tâche qui lui incombe.

Les parois des petites artères qui cheminent dans le corps sont soutenues par la consistance plus ou moins accusée des tissus qu'elles traversent. Cet appui fait défaut aux artérioles des régions cervicales et aussi dans les poumons aux vaisseaux capillaires du champ alvéolaire. D'où deux centres possibles de congestion où l'afflux du sang déterminera une dilatation exagérée des parois vasculaires. L'élasticité naturelle de ces enveloppes peut se trouver affectée par une sclérose plus ou moins prononcée, due à l'âge du sujet ou à une intoxication générale, et ne plus se plier à une large dilatation des vaisseaux. La rupture d'une artériole du cerveau déterminerait une hémorragie cérébrale dont il est inutile de souligner la gravité.

Le drame se joue plus ordinairement dans les poumons, et la congestion pulmonaire est la conséquence naturelle d'un refroidissement brutal.

Les parois des menus vaisseaux capillaires sont particulièrement minces; si leur résistance se trouve affaiblie, ou si l'afflux sanguin est trop violent, un relâchement de leurs tissus laisse passer la partie liquide du sang qui vient s'accumuler dans les poumons. C'est l'œdème pulmonaire dont le pronostic est extrêmement grave, car il entrave les fonctions respiratoires.

En poussant le tableau au noir, en envisageant le pire, nous avons mis en évidence ce fait que les conséquences d'un brusque refroidissement sont particulièrement à redouter quand le sujet est d'une résistance affaiblie. Les individus à cœur déficient, les malades atteints d'aortite prononcée, les artério-scléreux, les hypertendus, les alcooliques plus ou moins conscients, les sujets dont l'intégrité des fonctions pulmonaires n'est plus assurée et, d'une façon générale, toutes les personnes âgées se trouvent dans ce cas. Les conducteurs d'appareils frigorifiques doivent donc être encore jeunes, exempts de ces tares et de bonne constitution. Il n'en est point toujours ainsi dans la pratique. Fréquemment ces fonctions, qui sont surtout de surveillance, sont réservées à de vieux ouvriers devenus inaptes aux travaux de force.

Nous avons fait cette remarque à l'occasion d'un accident survenu dans une brasserie lilloise à un ouvrier déjà âgé, qui fut atteint par un jet d'ammoniaque liquide; il nous est également apparu que les compli-

cations graves qui l'ont suivi auraient pu être évitées, ou tout au moins fortement atténuées, si des soins intelligents avaient été immédiatement prodigués à la victime (enveloppements dans des couvertures, boissons chaudes) pour la réchauffer.

Notre époque enregistre un développement considérable des applications de l'industrie du froid dans les différentes branches de l'activité humaine. Le nombre des travailleurs exposés aux risques divers que comporte l'utilisation des fluides réfrigérants s'accroît ainsi progressivement. Le danger est évidemment réduit, dans ces installations frigorifiques, à la mesure du volume de fluide nocif entreposé; mais il est proportionnellement plus accusé que dans les usines de production d'ammoniaque synthétique par exemple, parce que plus méconnu. Bien peu nombreux sont les ouvriers suffisamment avertis de ces risques, et beaucoup de chefs d'établissements, tout en connaissant la toxicité des agents réfrigérants qu'ils utilisent, ne semblent pas mieux informés des soins qu'exige un sujet refroidi par l'évaporation de particules accrochées à l'épiderme ou retenues par ses vêtements.

Brûlures occasionnées par l'ammoniaque. — Il est d'ailleurs exceptionnel qu'une brèche élargie laisse projeter un jet liquide hors des appareils frigorifiques; beaucoup plus fréquentes sont les déperditions modérées de vapeurs dont la nuisance, proportionnée à leur densité dans l'atmosphère de travail, peut être limitée par une ventilation efficace du local.

Mais déjà le danger est plus accusé si des vésicules liquides restent en suspension dans l'air. Au contact de la peau, les particules ammoniacales provoquent des brûlures localisées peu profondes. Par contre, l'atteinte de l'œil par une goutte liquide est extrêmement grave; une inflammation aiguë de la conjonctive en est la première manifestation, qui s'atténue au bout de quelques jours. Mais apparaissent tardivement des accidents plus alarmants : attaque de la cornée, obstruction de la pupille, diminution de la transparence du cristallin, qui conduisent communément à la perte de la vue. Devant un cas de ce genre, le diagnostic de l'oculiste se montre toujours très réservé et plutôt pessimiste, l'ammoniaque étant l'alcali de beaucoup le plus dangereux pour les yeux, même sous la forme de solution diluée.

Les vésicules caustiques entraînées dans l'arbre respiratoire s'attaquent de leur côté aux parois des vaisseaux capillaires des alvéoles. Le danger apparaît plus nettement caractérisé encore, quand le fluide utilisé est l'anhydride sulfureux; au contact des muqueuses, les particules sulfureuses s'oxydent, deviennent sulfuriques et corrosives. La destruction progressive des mines parois des capillaires peut se trouver ainsi suffisamment poussée pour que se produise le redoutable œdème pulmonaire.

Moins accusée et plus superficielle, l'attaque extérieure des capillaires réalisée par les particules ammoniacales diminue leur résistance. La formation d'un œdème pulmonaire chez un sujet accidentellement atteint par un jet liquide d'ammoniaque ou d'anhydride sulfureux et refroidi ainsi brutalement s'en trouvera facilitée.

Dans tous les cas, il faut soustraire sans retard la victime à l'action délétère de l'atmosphère polluée de vapeurs ou de vésicules nocives. Ses brûlures extérieures pourront être étendues, mais quelle que soit leur apparente gravité, le sujet, sans même avoir été déshabillé, sera enveloppé de couvertures qui le réchaufferont, en attendant l'arrivée du praticien, ou avant d'être évacué sur un établissement hospitalier. C'est au médecin qu'il appartiendrait, le cas échéant, de désinfecter les plaies et de les panser selon des méthodes rationnelles. Ce traitement peut atteindre, mais le réchauffement de la victime doit être rapidement assuré.

En outre, si les yeux ont été atteints, il faut immédiatement les laver à l'eau. L'ammoniaque est très soluble dans l'eau et l'organe visuel pollué peut ainsi être sauvé, à condition que l'intervention soit rapide. En pareil cas, les minutes comptent; nous aimerions que d'apparentes affiches, judicieusement distribuées dans les établissements le rappellent aux travailleurs de tous grades.

Disposition des locaux et mesures préventives. — Sauf dans les usines nouvellement édifiées, il est exceptionnel que des locaux aient été spécialement construits et aménagés pour recevoir l'appareillage frigorifique. Ordinairement, le choix de l'emplacement est subordonné à la possibilité d'assurer la commande mécanique des compresseurs qu'on rapproche, dans ce but, de la machine motrice.

La mise au point d'un matériel électrique antidéflagrant, la construction de moteurs individuels appropriés à des couples variables comme ceux des compresseurs permettent fort heureusement d'envisager des solutions plus rationnelles. Le local des machines frigorifiques peut ainsi être édifié ou choisi avec le souci prédominant de la sécurité des travailleurs. Sa ventilation sera largement assurée et, de façon raisonnée, en tenant compte de la densité par rapport à l'air de la phase gazeuse du fluide choisi. Pour l'anhydride sulfureux (densité 2,235), les ouvertures d'échappement seraient pratiquées au ras du sol. Dans les installations mettant l'ammoniaque en œuvre, on les ménagera à la partie supérieure des parois. L'évacuation sera facilitée dans ce cas si on établit un plafond incliné. On s'inspirera d'ailleurs utilement des dispositions adoptées dans les fonderies ou les grands halls métallurgiques pour l'évacuation des fumées, en surmontant la toiture d'un lanterneau.

En cas d'émission accentuée de vapeurs nocives, la ventilation naturelle pourrait se trouver insuffisante dans les installations un peu importantes. Des ventilateurs électriques judicieusement distribués seront encastrés dans des ouvertures pratiquées à bonne hauteur des parois; leur mise en marche par l'intermédiaire d'un dispositif placé à portée de la main, hâterait la dissipation du nuage nocif. Au surplus, on pourrait encore, dans les installations fonctionnant à l'ammoniaque, utiliser l'action dissolvante de l'eau. Un dispositif d'arrosage, placé à poste fixe dans les parties hautes de la construction, ou simplement constitué d'un robinet d'incendie, avec manche de toile et lance appropriée, constituerait un moyen supplémentaire de secours très efficace.

Les diverses parties de l'appareillage frigorifique seront soigneusement entretenues pour éviter les fuites dans la mesure du possible et en réduire l'importance. L'odorat décèlera ces déperditions; on pourra situer exactement une fuite d'ammoniaque en enduisant de soufre la partie de canalisation ou d'organe suspectée. La combinaison du soufre avec l'ammoniaque donne, en effet, une réaction de couleur bleue par formation de sulfate d'ammoniaque. En prévision de déperditions plus massives, le personnel sera muni de masques appropriés, placés à sa portée immédiate, et constamment entretenus en bon état. Il sera familiarisé avec leur usage. Pour l'ammoniaque, ces masques se compléteront de lunettes à bords jointifs assurant une protection efficace des yeux.

Transport et transvasement des fluides réfrigérants. — Les raccords provisoires pour le remplissage des appareils seront soigneusement faits. Les fluides sont amenés à pied d'œuvre dans des bouteilles d'acier. Les récipients, servant à les entreposer, ne peuvent en aucun cas être complètement remplis par la phase liquide, car l'élévation de la tempéra-

ture extérieure provoquerait leur rupture sous l'action de la dilatation du produit. Un accident grave survenu en 1930 dans une usine d'Ougrée (Belgique) a été attribué à l'insuffisance de l'espace gazeux dans un réservoir d'ammoniaque liquide. Plusieurs ouvriers surpris par le nuage nocif ont succombé à l'asphyxie.

Pour le transport en citernes, obligatoirement éprouvées par le service des mines, les règlements des compagnies de chemins de fer obligent à n'emmagasiner qu'un kilogramme d'anhydride sulfureux pour 1 l. 86 de capacité du récipient, un kilogramme d'anhydride sulfureux pour 0 l. 8 et un kilogramme d'anhydride carbonique pour 1 l. 34. De même, en ce qui concerne le chlorure de méthyle, la phase liquide ne doit occuper que les 9/10^e au plus du volume concédé au fluide.

Ces limites de sécurité doivent être également respectées dans le remplissage des bouteilles ou récipients amovibles susceptibles de recevoir des chocs ou de se trouver momentanément exposés au soleil. Le cas échéant, les bouteilles de réserve devraient être entreposées dans un local spécial, éloigné de toute source de chaleur. Elles seront toujours manutentionnées avec précaution.

Au moment de leur remplissage ou pour opérer leur vidange, les wagons-citernes destinés au transport de fluides sous pression doivent être soigneusement immobilisés à poste fixe. Un tamponnement pourrait, en effet, provoquer la rupture des tuyauteries métalliques utilisées pour le transvasement; un accident de ce genre, observé dans la banlieue lilloise, a failli avoir de graves conséquences, qu'heureusement le sang-froid du chef de manœuvre a pu conjurer. Les transvasements de cette importance s'opèrent en circuit fermé, à l'aide de deux canalisations qui réunissent, l'une les phases liquides et l'autre les phases gazeuses des deux récipients.

NOTE

SUR L'INTOXICATION PROFESSIONNELLE

PROVOQUÉE PAR LES COMPOSÉS DE MANGANÈSE,

PAR M. HENRI POUILLOT, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À PARIS.

INTRODUCTION. — A l'occasion d'une enquête qui nous a été confiée sur un cas d'intoxication survenue dans un établissement de broyage de manganèse, situé dans le département de Seine-et-Oise, nous avons été amené à nous intéresser à cette question.

Nous relatons ci-après les renseignements que nous avons pu recueillir dans les divers ouvrages médicaux que nous avons consultés en précisant que notre travail n'a consisté, en dehors de notre enquête personnelle, qu'à rechercher et à assembler les indications et études, entreprises sur la question.

Les auteurs qui ont étudié l'action du manganèse sur la machine humaine placent ce corps aux côtés du plomb et du mercure, car il est comme eux un toxique du système nerveux central. Mais tandis que les désordres provoqués par le Pb et le Hg ont été longuement étudiés, sont

bien connus et peuvent recevoir réparation par application de la loi du 25 octobre 1919 sur les maladies professionnelles, l'intoxication par le manganèse menace un nombre plus restreint de travailleurs et, par suite, retient moins l'attention des hygiénistes du corps médical, des services d'hygiène et des pouvoirs publics.

Il faut cependant convenir que malgré sa rareté relative, cette intoxication provoque une maladie grave difficilement curable, qui se résout dans la plupart des cas par une incapacité définitive de travail.

RAPPEL DE QUELQUES NOTIONS DE CHIMIE. — La manganèse (Mn) est un métal gris blanc, brillant à reflets rougeâtres, cassant, très fragile. Il est plus difficilement fusible que le fer (la température doit atteindre 1.900° centigrades) et s'oxyde rapidement à la lumière; il décompose l'eau. Son poids spécifique est de 7,39 à 22° et son poids atomique est de 54,93.

Il se dissout dans les acides en donnant deux séries de sels basiques et acides : les sels manganoux et les sels manganiques, ces derniers étant de beaucoup moins stables et se transformant par simple échauffement en sels manganoux.

Le manganèse ne se rencontre pas dans la nature à l'état libre, mais ses minerais sont extrêmement nombreux; ce sont surtout des oxydes et quelques carbonates et sulfures.

Le plus abondant, le plus important et le plus utilisé est le bioxyde de manganèse MnO_2 ou pyrolusite ou polianite; il se présente en masse compacte à structure cristalline, de couleur noirâtre, brillante et se réduit en poudre noire.

Les autres minerais sont :

Le trioxyde de manganèse.....	Mn_2O_3 (Braunite).
L'acérodèse.....	$Mn_2O_3 \cdot H_2O$.
La manganite.....	$MnO_2 \cdot H$.
L'haussmannite.....	Mn_3O_4 .
La franklinite.....	Oxyde de manganèse de fer et de zinc.
La rhabdionite.....	Oxyde de manganèse de cuivre et de cobalt.
La warvicite.....	Oxyde et peroxyde de manganèse hydraté.
Les carbonates.....	$MnCO_3$ manganspath ou rhodocrosite.
Les sulfures manganiques.....	MnS bauerite ou pyrite manganique.

Les silicates de manganèse et de fer (knibélite) sont plus rares.

Les principaux gisements de minerais connus se trouvent surtout au Caucase pour l'Europe, au Brésil, au Chili et en Colombie pour l'Amérique.

Il en existe également en Afrique et au Japon.

USAGES INDUSTRIELS. — Les quantités de Mn employées dans l'industrie sont de plus en plus considérables; la production minière satisfait à peine à la demande.

Le minerai, débarrassé grossièrement de ses impuretés à la mine, est trié, broyé, tamisé, lavé et séché et livré à l'industrie.

Le métal pur sert à la fabrication de la manganine et des résistances électriques.

On le prépare en traitant un de ses oxydes au four électrique, soit par le charbon, soit par l'aluminium en poudre (aluminothermie, pro-

cédé Goldschmith), soit encore par l'électrolyse du chlorure de manganèse (procédé Dysin).

La première de ces préparations a l'inconvénient de fournir un manganèse contenant toujours du charbon, aussi préfère-t-on quand il est besoin d'un métal pur, l'un des deux autres procédés.

Mais l'emploi le plus important se trouve dans la métallurgie.

La sidérurgie absorbe les 9/10^e des minerais produits.

En premier lieu, comme il se combine avec la plupart des métaux, on l'utilise pour séparer le fer de ses impuretés. On le prend à l'état de ferro-manganèse obtenu en réduisant par le charbon, des minerais de fer additionnés d'oxyde de manganèse (32 p. 100 de manganèse). Il est ainsi employé comme désoxydant et désulfurant.

Viennent ensuite les alliages nombreux dans la composition desquels il entre.

Le Mn est allié au fer et devient de ferro-manganèse, 30 p. 100 de Mn. C'est sous cette forme que le Mn est incorporé à la masse de métal à épurer (Spiegel).

Les aciers au manganèse contiennent une proportion de 4 à 20 p. 100. Ils sont très durs et servent à la fabrication des rails.

On allie le ferro-manganèse au cuivre pour fabriquer des bronzes (15 p. 100 de Mn). Un tel alliage sert à faire les hélices de navires.

Enfin, on utilise des zincs et des étains au Mn (50 p. 100 Mn), des nickels au Mn (50 à 30 p. 100 de Mn), des silico-manganèses, des aluminium au manganèse.

Viennent ensuite les composés du manganèse. Le bioxyde est de tous le plus utilisé. Pour le préparer pur, on pulvérise le minerai; on le met en suspension dans l'eau et on fait passer dans le liquide ainsi obtenu un courant de SO_2 à 50°. La solution est concentrée, le résidu est calciné à 900° et l'on obtient un produit compact contenant de 60 à 64 p. 100 de Mn.

Le bioxyde est le point de départ de toutes les préparations du manganèse.

Le permanganate de potassium ($\text{Mn O}_4 \text{ K}$) est obtenu en partant du bioxyde et d'un alcali avec addition d'un oxydant : azotate ou chlorate.

Le permanganate est un oxydant énergique employé dans les laboratoires en analyse volumétrique et dans l'analyse des eaux. Il est employé en médecine comme désinfectant. Il sert à décolorer les matières organiques (éponges, pâtes à papier).

Dans l'industrie chimique, le bioxyde est très employé dans certaines fabrications; chlore et chlorures décolorants (eau de javel, eau de Labarraque de chaux).

Le manganate de sodium (obtenu en calcinant à l'air du bioxyde et de la soude) abandonne une partie de son oxygène à 500° en donnant du bioxyde et de la soude alors que ce mélange à 350° à l'air se transforme en manganate de sodium.

Tessié du Motay et Maréchal ont basé leur préparation industrielle de l'oxygène sur cette propriété.

Le bioxyde est employé dans les fabrications des allumettes et pièces d'artifices.

L'industrie des colorants utilise le bioxyde de Mn en teinture à l'état de couleur naturelle (noirs, bistres et bruns de manganèse) et pour la fabrication des bruns de chrome, des blancs, verts et violets de manganèse. Ces pigments colorent l'émail, le linoléum et les savons marbrés.

L'action oxydante du bioxyde et du sulfure de manganèse sur les hui-

les de lin est utilisées dans la préparation des siccatifs incorporés aux vernis, huiles et laques.

Des peintures anti-rouille, des produits pour un brunissage des aciers renferment du bioxyde de Mn.

Dans l'industrie des pierres et terres au feu, le bioxyde sous le nom de savon des verriers blanchit le verre noirci par les matières charbonneuses (cet usage remonterait à la plus haute antiquité) et décolore le flint teinté en bleu vert par les ferro-silicates. A l'opposé, il sert à colorer le verre en violet, noir ou brun.

En céramique, le bioxyde est utilisé pour teinter la glaçure et l'émail.

En électrotechnique, le bioxyde de manganèse dans la fabrication des piles électriques constitue la masse dépolarisante enveloppant le charbon central suivant la formule ci-après : MnO_2 70 p. 100, graphite 25 p. 100, suie 5 p. 100.

Dans la soudure électrique, on emploie des électrodes en fer et nitrate de manganèse.

L'agriculture utilise le Mn sous forme d'oxyde de chlorure, de carbonate et surtout de sulfate.

Les travaux de Gabriel Bertrand ont mis en lumière le rôle très important joué par ce corps.

Le Mn agit comme engrais catalytique, c'est-à-dire non point comme aliment direct des plantes, mais en favorisant l'assimilation des engrais proprement dits.

OPÉRATIONS DANGEREUSES. — Les emplois du manganèse et de ses composés sont, comme on l'a vu, nombreux dans l'industrie. Fort heureusement, tous les travaux mettant en œuvre le manganèse n'exposent pas à l'intoxication professionnelle chronique.

Les sources de dangers sont surtout constituées par les poussières et par les vapeurs du manganèse qui se dégagent au cours de certains travaux.

En premier lieu, les poussières constituent certainement la plus importante et la principale source d'intoxication. Elles se dégagent au cours des opérations de manipulations, transport, chargement, déchargement, triage, concassage, broyage, tamisage, lavage, séchage, emballage et ensachage de minerais surtout quand il s'agit de bioxyde de Mn.

Au broyage du bioxyde de Mn semble devoir être imputée la majorité des cas d'intoxication.

En effet, au cours de cette opération, les minerais sont concassés, tamisés, lavés et ensachés. La plupart de ces opérations sont effectuées à la main (triage, chargements des concasseurs) et donnent naissance à de véritables nuages de poussières.

Il est procédé ensuite au mélange des divers minerais broyés pour obtenir la teneur en Mn désirée : autre source de poussière.

Le lavage provoque indirectement des poussières, car le liquide qui se répand sur le sol recouvre celui-ci après séchage d'une couche de bioxyde.

Le minerai lavé est séché au four. Le brassage nécessaire pour obtenir un séchage uniforme soulève des poussières.

Les opérations peuvent être classées dans l'ordre de danger décroissant suivant :

Broyage, emballage, tamisage et mélangeage, lavage et séchage.

Il faut ajouter que l'intoxication par le manganèse peut atteindre des ouvriers traitant d'autres minerais dans lesquels le manganèse est une impureté, ce qui se rencontre pour les minerais de zinc.

Par contre, le travail d'extraction du minerai dans la mine ne semble

pas produire d'intoxication, il faut penser que l'humidité régnant dans la mine empêche les soulèvements importants de poussières.

Après avoir examiné les causes de dangers provenant de la préparation du bioxyde de Mn, il nous faut envisager celles se rapportant à son emploi.

L'utilisation du bioxyde pur ou d'autres produits d'oxydation inférieure du Mn dans l'industrie chimique (fabrication du permanganate de potassium, du chlore et des chlorures décolorants, régénération et séchage du bioxyde) peut être la source d'intoxication.

Divers cas d'intoxication ont été enregistrés dans des fabriques de piles sèches dans lesquelles les opérations de pesage, mélangeage, tamisage et de pressage étaient effectuées.

Notamment, le pressage du mélange de bioxyde et de graphite dans la cartouche centrale de la pile représente l'opération la plus insalubre de cette fabrication, en raison des poussières dégagées et étant donné les quantités journalières importantes de bioxyde manipulé.

Des cas d'intoxication ont été enregistrés lors de la fabrication de vernis contenant des siccatifs à base de manganèse. Ici, il faut ajouter à l'action nocive des poussières provenant de la manipulation des composés du Mn, celle résultant du dégagement de vapeurs lors de la cuisson.

Les vapeurs de Mn ont en effet un rôle toxique qui s'est manifesté lors de la fabrication de fonte et d'acier au Mn.

Dans les fours électriques où l'on procède à la fusion du Mn destiné à être incorporé à l'acier des vapeurs se dégagent au moment du déchargement des fours. Ces vapeurs présentent une saveur caractéristique analogue à celle des poussières qui se dégagent dans les ateliers de broyage de Mn.

Des formes légères d'intoxication par l'action des vapeurs ont été signalées au cours de travaux de soudure à l'arc avec emploi d'électrode en fer au manganèse.

Il convient de signaler que, dans cette opération, l'arc électrique arrache de fines particules métalliques qui se trouvent à l'état d'oxyde colloïdal dans les vapeurs.

L'action toxique s'en trouve accrue.

CAS CONNUS. — L'imputation du danger d'intoxication n'a été faite à telle ou telle industrie qu'à la suite d'observations les plus anciennes remontant à plus de cent années.

En 1828, un cas grave était enregistré dans l'atelier de bioxyde de Mn annexé à une usine de fabrication de chlore et de produits de blanchiment des environs de Glasgow.

En 1829, un second cas grave était signalé dans la même usine et ultérieurement trois cas bénins se produisirent.

Déjà à cette époque, les dommages relevés sont attribués au bioxyde de Mn qui, « introduit lentement dans l'organisme, est un poison pour l'homme, agissant comme le plomb et le mercure et affaiblissant les nerfs ».

En 1901, trois cas sont enregistrés chez des broyeurs de Mn de Hambourg et un chez un broyeur de Mn de Thuringe.

En 1904, un rapport de l'Inspection du travail de Saxe signale quatre cas constatés dans une fabrique de carreaux de mosaïque utilisant le bioxyde de Mn en poudre comme colorant.

En 1907, un ouvrier travaillant dans une usine allemande de fabrication du permanganate de potassium est atteint.

L'Inspection du travail allemande signale, en 1908, deux cas nouveaux d'intoxication manganique dans le district de Saxe-Cobourg-Gotha.

En 1909, nouveau cas, en Allemagne, chez un broyeur de manganèse.

L'Inspection du travail allemande signale, en 1910, deux cas nouveaux survenus dans une usine du district Schwarzburg-Sonderhausen.

En 1912, neuf cas surviennent aux Etats-Unis dans une usine de traitement de minerai de zinc manganifère, chez des ouvriers affectés à la séparation électro-magnétique des minerais, opération extrêmement poussièreuse.

En 1913, cas nouveau signalé par l'Inspection du travail allemande du district de Schwarzburg-Sonderhausen.

En 1919, trente-neuf nouveaux cas sont signalés dans une usine de traitement de minerai de zinc (le minerai contenait 9 p. 100 de Mn à l'état d'oxydes et seulement des traces de plomb et d'arsenic).

En 1920, deux cas, dont un grave, sont constatés dans l'Etat d'Ohio.

En 1921, deux intoxications se produisent en Angleterre dans une aciérie, à l'opération de fusion du manganèse au four électrique. Deux surviennent dans une entreprise de broyage de Mn en Thuringe.

En 1922, nouveau cas chez un broeur de Mn à Hambourg. En outre, intoxication de deux ouvriers pelleteurs et d'un ouvrier broyeur de pyrolusite dans une usine de Bristol.

En 1923, l'Inspection du travail britannique dépiste quatre cas dans une usine de broyage, tamisage et emballage de minerai de manganèse lavé.

En 1925, six cas nouveaux dans une entreprise de broyage de manganèse survenus au bout de cinq à six mois de travail.

Un cas à Hambourg.

En 1926, trois cas nouveaux sont relatés par l'Inspection du travail allemande.

En 1927, un broeur japonais est atteint.

Trois cas nouveaux sont enregistrés en Allemagne.

En 1928, dix cas nouveaux à Hambourg, quatre en Prusse et un à Thuringe.

En 1930, quatorze cas signalés en Allemagne.

En 1931, en Saxe, on relève un cas douteux de manganisme survenu au cours de soudure électrique sur un acier au manganèse (4 p. 100).

En 1932, on enregistre cinq cas chez des ouvriers travaillant à la fabrication de piles sèches, un cas chez un docker occupé au chargement de minerai de Mn, deux cas bénins provoqués par la soudure électrique avec électrodes au manganèse.

En 1933, en France, à Boulogne-sur-Mer, on relate plusieurs cas d'intoxication chez des ouvriers occupés au broyage du Mn.

Cette intoxication est d'abord attribuée à l'arsenic contenu dans le minerai malgré la haute teneur de celui-ci en manganèse (0,013 p. 100 d'arsenic, 81,2 p. 100 d'oxydes de manganèse, pas de plomb).

Voici ce qu'ont écrit à ce sujet le docteur Labeylies et le docteur Planque de Boulogne-sur-Mer :

En août 1932, l'un de nous est consulté par un ouvrier âgé d'une quarantaine d'années qui se plaint de fatigue, de faiblesse dans les bras, de douleurs et de crampes dans la région lombaire et dans les membres inférieurs.

Dès le premier abord, l'attention est attirée par le visage inexpressif, figé, hébété du sujet, la parole est lente, monotone, l'intéressé ne répond à l'interrogatoire que péniblement, comme à regret. L'état intellectuel ne semble fonctionner qu'au ralenti. La démarche spasmodique se fait à petits pas, avec une ébauche de steppage.

L'examen objectif ne révèle pas grand-chose.

L'examen des réflexes tendineux et périotés, tant aux membres supérieurs qu'aux membres inférieurs, est sensiblement normal.

Les réflexes cutanés, abdominaux, crémastériens sont conservés, le réflexe plantaire se fait en flexion. Il n'y a ni clonus du pied, ni clonus de la rotule. On n'observe aucune atrophie musculaire. Il n'y a pas de troubles sphinctériens.

La sensibilité aux divers modes est normale; pas d'altération de sens stéréognostique.

Les pupilles sont égales et réagissent à la lumière et à l'accommodation. Il n'y a pas de nystagmus.

Pas de troubles de l'équilibre, pas de Romberg.

L'examen général est négatif; la tension artérielle est normale 14/8 au Pachon Gallavardin. Les urines ne contiennent ni sucre, ni albumine. Le Bordet-Wasserman et le Hoescht dans le sérum sanguin sont négatifs.

Le tableau clinique est donc le suivant :

Sujet de 40 ans, sans antécédents syphilitiques, n'ayant aucun antécédent infectieux récent, avec faciès fixé, parole lente et monosyllabique, ralentissement des fonctions intellectuelles, gêne de la marche avec ébauche de steppage, léger tremblement des mains ressemblant au tremblement alcoolique.

Le diagnostic reste en suspens : il ne peut s'agir d'une sclérose en plaques, l'absence de nystagmus, de tremblement intentionnel, d'altération des réflexes cutanés, la persistance des réflexes abdominaux précocement abolis dans la sclérose en plaques ne plaident pas en faveur de ce diagnostic.

Il ne peut s'agir d'une paraplégie spasmodique syphilitique : absence de troubles des sphincters, de signe de Babinski, de clonus, et surtout altération du faciès et troubles de la parole.

Les seuls diagnostics qui semblent pouvoir retenir l'attention sont ceux du sclérose hépato-lenticulaire de Wilson et de Parkinsonnisme post-encéphalitique. Le faciès figé, la parole lente, le ralentissement des fonctions intellectuelles, la démarche spasmodique avec tendance à l'antépulsion cadrent assez bien avec ce dernier diagnostic; mais le sujet n'a aucun passé infectueux.

Les troubles actuels sont apparus progressivement depuis quelques mois, l'ouvrier étant employé dans une usine où l'on traite des minerais de manganèse.

Le hasard d'une conversation avec un confrère, le docteur Devaux, de Boulogne, révèle l'existence de deux cas nouveaux, et le 19 octobre 1932 nous examinons :

Le sieur B..., âgé de 39 ans, est employé depuis le 2 juin 1930 au broiement du minerai de manganèse; il a cessé le travail le 17 octobre 1932. Il se plaint d'une diminution de la force musculaire des bras, de douleurs dans la face postérieure des membres inférieurs. Même démarche, même faciès, même difficulté de la parole que ci-dessus. Il existe une inégalité pupillaire avec déformation, la droite étant plus grande que la gauche, mais les pupilles réagissent normalement à la lumière et à l'accommodation. Aux membres supérieurs, tremblement des mains; aux membres inférieurs, réflexes rotuliens et achilléens affaiblis.

L'autre sujet, le sieur D... (Achille), âgé de 26 ans, a été employé de 1929 au 23 août 1930, au broiement du minerai. Depuis cette époque, il a travaillé dans une scierie, mais a cessé tout travail depuis quatre mois. Il est manifestement plus atteint que les deux malades précédents. La maladie a commencé par des douleurs dans les reins et dans les jambes, des maux de tête, des douleurs abdominales. Puis des troubles de la marche sont apparus. Le sujet ayant une tendance à tomber en avant, il a trouvé pour obvier à cet inconvénient, le subterfuge suivant : il ne sort plus qu'en s'appuyant sur le guidon de sa bicyclette. Cette tendance à la propulsion lors de la marche s'accompagne de rétropulsion lorsque le sujet se lève. Par ailleurs, la démarche se fait à petits pas avec steppage, soulevant la jambe plus qu'à l'ordinaire et appuyant, lorsqu'il pose le pied sur l'articulation métatarsophalangienne. Ici encore le faciès est fixé, l'aspect hébété, la parole lente. Il existe un certain degré de rigidité musculaire, tous les mouvements sont lents, retardés, exécutés comme à regret. Les réflexes tendineux rotuliens, achilléens sont vifs. Il existe une légère atrophie des muscles de la loge antéro-externe de la jambe.

L'interrogatoire de ces ouvriers nous révèle qu'un quatrième malade A... (Marcel), 28 ans, employé de mai 1931 à juin 1932, est soigné pour des troubles semblables par le docteur Bresdin, de Pont-de-Briques. Ce dernier malade, désireux d'être fixé sur la nature des troubles dont il souffre, a été consulter un de nos maîtres de la Faculté qui a posé avec toutes réserves d'ailleurs, le diagnostic de séquelles d'encéphalite léthargique ou de sclérose en plaques.

La réunion de ces quatre observations frappant un groupe d'ouvriers employés au concassage du minerai de manganèse fait pencher le diagnostic vers une intoxication, mais qui ne peut être précisée. Les ouvrages de médecine légale,

d'hygiène industrielle, de maladies professionnelles, de neurologie publiés en langue française ne font pas allusion à des troubles nerveux provoqués par le manganèse. Seul, un ouvrage de R. Bing, de Bâle, sur les maladies nerveuses, paru en 1924, chez Maloine, signale à propos de la sclérose en plaques que la deuxième cause étiologique mise en avant et soutenue surtout par Oppenheim est l'intoxication par les métaux. Dans plusieurs cas, on relève du saturnisme, l'absorption de mercure ou de sels de manganèse», mais la diversité des causes invoquées ne retient pas l'attention de l'auteur.

Le docteur Salmon, directeur du bureau d'hygiène de Boulogne-sur-Mer, à qui nous faisons part de ces curieuses manifestations, se charge d'une enquête sur place dans l'usine et fait les constatations suivantes :

Les ouvriers qui travaillent à l'intérieur de l'atelier sont manifestement exposés à des poussières impalpables qui leur donnent l'aspect de véritables nègres. Une certaine ventilation existe, mais l'ensachage et la manipulation des produits broyés s'accompagne d'un nuage de poussière fine. Aucun dispositif n'a été prévu pour l'absorption des poussières et les opérations qui auraient dû s'effectuer en vase clos d'après l'arrêté préfectoral du 17 décembre 1929, autorisant M. K... à exploiter un atelier pour le broyage et le séchage du minerai de manganèse.

Les malades venus à la consultation appartiennent tous au groupe des travailleurs employés au four de séchage ou au broyeur; les ouvriers du chantier en plein air, ne présentent aucun symptôme. D'autre part, des ouvriers travaillant depuis longtemps ne présentent aucun signe d'intoxication.

La composition des minerais de manganèse travaillés dans l'usine de M. K... est la suivante :

Bioxyde de manganèse.....	79,05	Oxyde de zinc.....	
Protoxyde de manganèse.....	2,24	Oxyde de cuivre.....	0,026
Oxyde de fer.....	0,300	Oxyde de nickel.....	0,130
Silice	9,360	Oxyde de cobalt.....	0,011
Alumine	1,980	Anhydride sulfurique.....	0,239
Chaux	0,850	Acide arsénieux.....	0,494
Magnésie	0,300	Alcalis	0,500
Oxyde de baryum.....	1,120	Eau combinée à l'acide car-	
Sulfate de baryum.....	0,780	bonique	2,340
Oxyde de plomb.....	Néant.		

Le minerai renferme donc une très grosse proportion de bioxyde de manganèse : 79 : 05 p. 100, pas de plomb, mais 0 gr. 013 d'arsenic. L'arsenic pouvait paraître en cause, mais chez aucun de ces malades il n'a été relevé de troubles cutanés, de cyanose des extrémités, d'Hyperkératose palmo-plan-taire, de glossyskin.

L'intoxication arsenicale frappe les muscles extenseurs et s'accompagne de troubles digestifs marqués. Il est possible d'ailleurs que ce métal ait joué un rôle adjuvant dans le tableau clinique présenté.

Depuis lors, la ventilation de l'usine a été améliorée. L'hygiène personnelle de l'ouvrier est surveillée, des examens médicaux trimestriels ont été pratiqués. Cependant au début de 1934, trois nouveaux malades de 21, 29, 30 ans, quittaient l'atelier après avoir travaillé de quatorze à dix-huit mois, avec un tableau clinique analogue; mais dépistés d'une façon plus précoce, ils sont moins atteints que les précédents.

Il nous a paru intéressant d'attirer l'attention sur les troubles pathologiques dus au manganèse. L'observation d'un cas isolé risque d'égarer le diagnostic vers un Parkinsonnisme consécutif à une encéphalite passée inaperçue, mais devient facile lorsqu'on pense à cette étiologie possible.

En 1934, on signale qu'un ouvrier nord-africain est frappé d'intoxication grave dans une usine de broyage de Mn à Eaubonne (Seine-et-Oise).

Une enquête est effectuée en 1934, l'intoxication n'ayant pas été connue antérieurement.

Nous reproduisons ci-après notre rapport :

L'établissement dont il s'agit occupe cinq ouvriers et effectue les travaux suivants : broyage de bioxyde de manganèse, broyage de graphite, tamisage de ces produits, fabrication des agglomérés dépolarisants (genre Leclanché).

L'installation est assez défectueuse, accès des locaux encombrés, malpropreté du sol et des murs.

La plupart des opérations sont effectuées dans des hangars ou locaux non fermés. En outre, les broyeurs sont encastrés dans de grands coffres formant vase clos pour éviter autant que faire se peut, l'expansion des poussières. Néanmoins, l'installation telle qu'elle est réalisée est imparfaite et il se dégage surtout au moment de la manipulation des produits à ouvrir ou finir, des poussières assez abondantes, assez rapidement chassées par la ventilation continue qu'entretennent les ouvertures.

Ces inconvénients ont été signalés à ce chef d'industrie qui m'a déclaré qu'entre 1923 et 1926, le manœuvre marocain D. b. m. avait travaillé dans l'établissement au broyage du bioxyde de manganèse.

Après une période assez courte pendant laquelle sa démarche serait devenue tremblotante, cet ouvrier aurait été subitement frappé d'une paralysie générale non intégrale, caractérisée par une difficulté très grande à se déplacer et à effectuer tout mouvement, par une perte complète de forces avec accompagnement de tremblements nerveux.

Il a été démontré que la paralysie ne pouvait pas être la conséquence d'une évolution syphilitique.

Le traitement entrepris n'aurait apporté dans l'état du malade qu'une amélioration insignifiante.

L'ouvrier a assigné son employeur en paiement de rentes. Après expertise de M. le Docteur Lyon-Caen et de M. Kohn Abrest, le demandeur a été débouté parce que la maladie dont il souffrait n'était pas une maladie professionnelle qui, en vertu de la législation en vigueur, donnait droit à réparation.

Je relate ci-après quelques passages des rapports d'expertise dont j'ai pu avoir connaissance à la bibliothèque de la Faculté de médecine.

M. le Docteur André Jude a fait état de ce cas dans sa thèse « Contribution à l'étude des intoxications par le manganèse. »

Selon les renseignements recueillis, les minerais de manganèse d'origines différentes et par suite de compositions variables contiendraient du cuivre, du cobalt, du nickel, du zinc, de l'arsenic, mais la plus haute teneur de ce dernier corps enregistrée étant de 0,5 p. 1.000, la quantité n'a pas été retenue comme suffisante pour être la cause intrinsèque de l'intoxication.

Le chef de l'établissement m'a indiqué que ce cas est le seul qu'il ait enregistré et des ouvriers travaillant depuis quinze années dans son établissement n'avaient jamais ressenti aucun trouble.

Il croit savoir que le manœuvre D. b. m. serait revenu en France en 1932 après un séjour au Maroc et que son état se serait amélioré.

Les expertises médicales et toxicologiques ont donné lieu aux rapports ci-après :

Le hasard des expertises amena devant nous en 1928, un arabe, D... qui se prétendait victime d'une maladie professionnelle. Il parlait très difficilement le français et s'exprimait avec une lenteur désespérante. Mais il nous apportait des certificats médicaux attestant qu'il était atteint de troubles nerveux dus à l'intoxication saturnine, son mandataire prétendait que D... « travaillait dans une usine à la fabrication de piles et d'accumulateurs, qu'il manipulait des produits à base de plomb et de mercure qui intoxiquèrent progressivement D... et provoquèrent la paralysie générale de tous les membres ».

L'adversaire, c'est-à-dire le patron de l'usine, par l'intermédiaire de la Compagnie d'assurances, nous fit les déclarations suivantes : « Jamais D... n'a travaillé à la confection d'accumulateurs, mais uniquement de piles, pour la fabrication desquelles il était employé du bioxyde de manganèse, du graphite et du chlorhydrate d'ammoniaque, mais jamais aucun des produits spécifiés dans la loi du 25 octobre 1919, ni dans les décrets suivants (nous étions en 1928) ».

A l'examen M. D... se présente à nous avec un faciès figé, sans rides, animé de temps en temps d'un rire ou plutôt d'un sourire spasmodique et béat. La démarche est lente, raide, pesante, sans titubation marquée; la base de sustentation est élargie et le malade avance à petits pas. Il n'y a pas de rigidité musculaire; il n'y a pas de tremblement apparent des membres. La parole est lente, scandée, explosive sans modulation, un peu monosyllabique, n'est pas « chantée » comme dans la sclérose en plaques. Ces modifications de la parole sont dues à un tremblement de la langue à grandes oscillations.

Il n'y a pas de diminution nette de la force musculaire des divers segments, les réflexes cutanés tendineux sont un peu vifs, mais sans clonus. Les réflexes cutanés plantaires ne provoquent pas d'une façon constante l'extension du gros orteil. Les réflexes cutanés abdominaux et crémastériens sont normaux.

Il n'y a pas de troubles marqués de l'équilibre, aucun signe de la série cérébelleuse; le signe de Romberg est absent.

Il n'existe aucun trouble oculaire, ni paralysie des muscles moteurs, ni nystagmus; les pupilles réagissent normalement à la lumière, pas de troubles auditifs.

Aucune lésion organique appréciable à l'examen des divers organes.

Une ponction lombaire fut faite dans le service de M. Crouzon, grâce à l'obligeance de ce dernier et ne décéla rien d'anormal, ni d'intéressant.

Conclusions.

1° Il est possible que l'affection du système nerveux dont est atteint M. D... soit la conséquence d'une intoxication chronique par inhalation de poussières d'oxyde de manganèse.

2° Cette affection n'est en tout cas, pas la conséquence d'une des maladies professionnelles prévues par la loi du 25 octobre 1919.

Clonus. — Alternance brusque et involontaire de contraction et de relâchement d'un ou plusieurs muscles, observé dans certaines intoxications. Affecte le pied et plus rarement la main.

Cremaster. — Muscle strié qui relève le testicule.

Romberg. — Difficulté de se tenir debout pieds joints et yeux fermés, le malade oscille et tombe.

Nystagmus. — Spasme des muscles des yeux provoquant une oscillation perpétuelle du globe oculaire.

Voici les principales parties du rapport d'expertise chimique de M. Kohn Abrest :

En 1929, l'ouvrier D... revendique devant le Tribunal civil de la..... une indemnité pour intoxication due à son travail contre son employeur, l'industriel S... L'ouvrier D... fournit à l'appui de sa demande ce certificat du docteur H..., son médecin traitant :

« Lorsque j'ai vu ce malade en 1927, il présentait des symptômes qui permettaient en cas de présomption d'origine saturnine de faire entrer son affection parmi les manifestations saturnines admises au bénéfice de la loi du 25 octobre 1919. Si je ne me trompe, il présentait alors de la paralysie des extenseurs et d'après l'examen des antécédents personnels récents j'ai pensé qu'il avait pu faire de la néphrite avec complication encéphalopathique. »

Le Tribunal commet trois experts chimistes, MM. Kohn, Coudon et Daltroff.

Les experts se rendirent à l'usine et trouvèrent comme matières premières dans un hangar :

Minerai (oxyde) de manganèse, graphite, noir d'acétylène (noir de fumée), plombagine, électrodes dépareillées ou charbon de cornue.

Dans un atelier des sacs de chlorhydrate d'ammoniaque.

Le patron affirma n'employer aucune autre matière première; son industrie consiste à préparer après broyage, une poudre composée d'oxyde de manganèse, graphite, chlorhydrate d'ammoniaque destinés à garnir des éléments de piles électriques, il se bornait à fournir aux fabricants de piles, ce mélange qui a approximativement la composition suivante pour 1.000 kilogrammes :

Oxyde de manganèse.....	750	Graphite (noir d'acétylène,	
Sel ammoniac	50	plombagine, etc.	200

La production atteindrait 1.200 tonnes par an.

Les locaux paraissaient délabrés et d'une ventilation défectueuse à l'égard du travail effectué.

Le matériel comprend des broyeurs à boulets, un bluteur à plombagine et un mélangeur.

Une poussière noire et abondante se répand au cours du travail et les ouvriers occupés dans les ateliers sont littéralement couverts par cette poussière.

Le personnel comprend, suivant les époques, 5 à 10 ouvriers et un contre-maître.

Cette installation industrielle présente un certain désordre, le terrain attenant aux ateliers est encombré de matières et d'outillage entassés au hasard.

Des prélèvements sont effectués.

Minéral de manganèse, graphite, plombagine, sel ammoniacal, charbon de cornues (électrodes dépareillées).

Les échantillons de minéral de manganèse prélevés contenaient à côté de l'oxyde de manganèse de petites quantités de silice, des sels de fer et de calcium.

Le graphite contient des traces de fer.

Le chlorhydrate d'ammoniaque ne contient rien de particulier.

L'analyse des divers échantillons n'a pas montré la présence de sels de plomb, ni de baryum, ni de cuivre.

D'ailleurs il n'a jamais été fait mention dans la littérature chimique de la présence de sels de plomb dans les matières premières dont il s'agit ici.

L'examen des factures des cinq dernières années et les explications des parties montrent qu'à part des quantités minimes, de produits chimiques, divers toxiques et non-toxiques destinées aux expériences du laboratoire où l'ouvrier plaignant n'a jamais travaillé, l'usine n'employait pas d'autres produits chimiques que manganèse, carbone, sous diverses formes, sel d'ammoniac; exception faite pour une poudre constituant un secret de fabrication que l'on incorporait dans le bluteur et dont l'industriel, sous couvert du secret professionnel, explique le but et la composition aux experts.

Le rapport des experts démontre longuement et patiemment que ladite poudre, étant donnée, sa destination, son mode de fabrication, ne contient que des produits non toxiques.

Conclusions.

L'expertise technique concernant les conditions de travail de M. D... n'apporte pas de fait de nature à établir que M. D... ait été par son travail victime d'un accident saturnin ou hydrargyrique.

Dans une étude sur ce cas, les docteurs Lyon, Caen et André Jude ont conclu qu'il s'agissait d'un cas de Parkinsonnisme d'origine manganique.

Voici pour quelles raisons :

L'ensemble des symptômes présentés par M. D... permettait d'éliminer d'une façon absolue une intoxication par le plomb et le mercure; les conclusions de l'expertise chimique mettaient, d'autre part, hors de cause, la possibilité de cette intoxication.

A qui attribuer alors le syndrome devant lequel nous nous trouvions?

S'agissait-il d'une affection organique sans rapport avec une intoxication possible par le manganèse?

Contre la sclérose en plaques, nous pouvions invoquer l'absence du signe de Babinski et de troubles réflexes cutanés, l'absence du tremblement intentionnel et du nystagmus, la voix non scandée.

Dans le Parkinsonnisme, la rigidité est beaucoup plus nette, il y a un tremblement marqué et typique des doigts de la main; le mode de début est un peu plus lent et il n'existe jamais de rémission.

Dans le Parkinsonnisme postencéphalitique, il existe au moins à un moment donné des troubles oculaires; les troubles psychiques sont plus accentués, le début plus lent.

L'existence de ce syndrome assez particulier, jointe au fait que M. D... travaillait dans de très mauvaises conditions à la manipulation d'un composé de manganèse, jointe aussi à l'absence de troubles humoraux de maladie spécifique, nous obligeait à admettre l'origine toxique des troubles présentés par M. D.

MÉCANISME DE L'INTOXICATION. — Les composés du Mn sont absorbés sous forme de vapeurs et de poussières et les voies d'entrées du toxique sont constituées par l'appareil respiratoire et par le tube digestif.

Absorption pulmonaire. — Les poussières ou vapeurs inhalées peuvent être absorbées directement au niveau du poumon, ou rejetées par la toux dans l'arrière-bouche et dégluties dans le tube digestif.

Le rôle de l'absorption pulmonaire a été expliqué de la manière suivante : au niveau de la muqueuse pulmonaire, les composés du Mn sont transformés en albuminates et transportés directement sous cette forme par la voie sanguine jusqu'au système nerveux central.

Une autopsie a confirmé cette absorption pulmonaire en montrant dans le parenchyme pulmonaire la présence de bioxyde de Mn.

En outre, l'inhalation continue des poussières de manganèse provoquerait une irritation pulmonaire qui faciliterait l'absorption du Mn et préparerait le terrain pour le développement de l'intoxication grave qui se produit d'autant plus rapidement que le poumon a subi des irritations antérieures.

C'est ainsi qu'un docker, qui avait déchargé de la pyrite de Chypre dégageant de l'anhydride sulfureux qui avait provoqué des lésions du parenchyme pulmonaire, aurait été intoxiqué en quelques semaines, lors du déchargement de bioxyde de manganèse, les lésions antérieures ayant favorisé l'absorption du bioxyde de Mn.

Absorption par les voies digestives. — La seconde voie de pénétration est le tube digestif.

Introduites dans la bouche par la respiration par la toux ou portées directement par les mains (cigarettes, aliments souillés) les poussières pénètrent dans le tube digestif avec les aliments et la salive. Arrivées au niveau de l'estomac, les poussières dégluties, sous l'action du suc gastrique, se transforment en chlorures et sont absorbées.

Des contrôles par radio ont montré qu'un morceau de Mn de 0,5 à 0,15 gramme placé dans le gésier d'un pigeon était absorbé en trois jours.

Chez l'homme, les minerais à oxydes et les silicates sont solubles dans le suc gastrique.

Le manganèse absorbé est éliminé par les selles, par la bile et en faible quantité par les urines.

On ne sait rien sur l'accumulation de ce corps chez l'homme.

ACTION TOXIQUE. — Si l'on ne possède aucune donnée sur la localisation dans l'organisme du Mn absorbé, on connaît par contre l'action qu'il exerce sur les organes essentiels du corps humain.

En premier lieu, on admet que les composés *manganiques*, c'est-à-dire les produits d'oxydation les plus élevés du manganèse présentent seulement une action aiguë caustique locale, alors que les produits d'oxydation inférieurs (manganeux) surtout le bioxyde de Mn exercent seuls une action toxique chronique de résorption.

En effet, les composés manganiques produisent une intoxication aiguë non professionnelle (empoisonnement par le permanganate de potassium) alors que les intoxications chroniques observées ont eu pour cause l'action de produits manganeux (bioxyde notamment).

La toxicité des divers minerais de manganèse devrait donc être appréciée d'après leur teneur en produits d'oxydation inférieurs. De fait les boues Weldon qui sont toxiques renferment une importante teneur d'oxyde manganeux (bioxyde de Mn dégénéré).

Il faut, en outre, retenir que la susceptibilité personnelle joue un rôle important.

Le manganèse n'agit que sur certains individus; le nombre des cas d'intoxication est faible par rapport au nombre des travailleurs exposés.

Des ouvriers peuvent travailler de nombreuses années dans les poussières de Mn sans présenter aucun trouble — au cours de notre enquête il nous a été présenté un ouvrier effectuant depuis quinze ans le travail du broyage du bioxyde de Mn — alors que d'autres sont atteints au bout de quelques mois.

Il semblerait que les personnes adultes fussent plus fréquemment frappées.

Si l'on connaît bien les propriétés toxiques de produits manganiques susceptibles d'occasionner une intoxication aiguë (empoisonnement), il n'en est pas de même de celles des produits manganiques, capables de provoquer l'intoxication chronique professionnelle.

Il n'est pas douteux toutefois qu'une certaine teneur en bioxyde et une certaine densité des poussières soient nécessaires. Les intoxications n'ont lieu que dans les ateliers où le minerai contient au moins 30 p. 100 de Mn et où les poussières sont abondantes.

Les conditions de l'intoxication étant définies, il convient d'examiner ensuite ses conséquences.

Le toxique transporté par le véhicule sanguin parcourt l'organisme entier, mais ne s'attaque qu'à quelques points déterminés.

Avant tout l'action du manganèse s'exerce sur le système nerveux central; il semble agir d'une manière très nette et définie sur une portion délimitée du système nerveux central qu'il lèse profondément et peut même complètement détruire en respectant les parties voisines et en ne mettant pas les jours de la victime en danger.

Ce point de prédilection est le corps strié, siège du « tonus musculaire ».

D'autres organes sont atteints :

Le foie présente une dégénérescence graisseuse avec des foyers de nécrose et de la cirrhose biliaire, enfin le cœur, les reins, la rate et les glandes surrénales sont frappés de lésions et également de dégénérescence graisseuse.

La composition du sang est modifiée; le nombre de globules rouges augmente les premiers mois, puis diminue rapidement, et bientôt succède une anémie prononcée.

Le pouvoir phagocytaire subit les mêmes fluctuations : progression suivie de régression.

CARACTÈRES DE LA MALADIE. — a. *Symptômes*. — La durée nécessaire d'intoxication est variable.

Dans certains cas les premiers symptômes sont apparus au bout de quelques mois d'emploi alors que dans d'autres, il s'est écoulé plusieurs années.

Mais quoi qu'il en soit, la maladie apparaît brusquement et avec les mêmes symptômes caractéristiques de début.

Ce sont d'abord un malaise général, de la fatigue et de la faiblesse. Le caractère se modifie; l'individu montre une plus grande nervosité ou au contraire une mollesse et une apathie qui se manifestent dans tous les domaines. Un besoin continuel de dormir gagne le malade. L'appétit diminue, on note de la céphalée, des douleurs à la nuque, des crises de sudation et de salivation.

Des troubles vaso-moteurs divers se manifestent, pâleur ou rougeur du visage, fourmillements dans les jambes, œdème des membres inférieurs.

Ces symptômes qui sont apparus ensemble ou isolés ont augmenté peu à peu d'intensité et sont bientôt suivis de troubles plus grands.

La maladie est alors dans sa période d'état.

Les plus graves sont les troubles de la mobilité. Les mouvements deviennent comme douloureux, rares et lents.

Les membres inférieurs sont les premiers atteints, les jambes sont faibles, la marche est difficile et s'accompagne de chutes.

La station immobile debout devient impossible et le malade perdant son équilibre, écarte les jambes pour élargir sa base de sustentation.

Il n'est plus maître de ses mouvements et ne peut arrêter sa marche à volonté, il « court après son pas ». La démarche est lourde, chancelante et se fait à petits pas.

Les troubles de la marche s'accompagnent souvent de crampes et de douleurs dans les jambes.

Les mouvements des membres supérieurs sont lents, incertains; ils apparaissent plus tardivement. Le malade effectue de faux mouvements dans le piletage du minerai ou mange maladroitement, renversant ses aliments.

Il lui devient impossible d'effectuer des mouvements alternatifs (scier du bois, cirer des chaussures).

Les mouvements combinés manquent de coordination : le malade ne peut plus s'habiller seul.

L'écriture elle-même est modifiée.

Des tremblements spontanés analogues à ceux de la paralysie agitante apparaissent sans motifs et affectent, soit tout le corps, soit les membres, soit les mains.

Des tremblements d'action viennent exagérer la maladresse des mouvements volontaires.

La rigidité musculaire frappe parfois les muscles du tronc; le malade a l'apparence d'être tout d'un bloc et semble paralytique.

Le faciès est modifié; le visage a une apparence fixée souvent accompagnée d'un sourire continu et béat que coupe un rire donnant une expression souvent grotesque.

Parfois le sourire se transforme en une crise spasmodique de larmes. Ces explosions émotionnelles sont pénibles à voir et échappent au contrôle du malade qui ne peut les maîtriser.

La voix et la parole subissent des changements, la voix devient terne, monotone, sans timbre; la parole est irrégulière, saccadée, les mots sortent en explosion et s'arrêtent brusquement.

On note encore des troubles de la sensibilité, des troubles des organes visuels et auditifs des troubles de l'intelligence et de la pensée portant notamment sur l'association d'idées et la mémoire et enfin des modifications profondes de la personnalité : irritabilité, inquiétude ou béatitude stupide et exaltation mentale avec verbosité.

Il faut compléter ce tableau en indiquant que l'intoxication manganique qui se trouve favorisée comme nous l'avons dit plus haut par certaines irritations (absorption de SO^2 chez un docker) facilite à son tour l'installation de maladies dans l'organisme débilisé.

En premier lieu, les voies respiratoires sont irritées, la toux devient fréquente et aboutit parfois à un emphysème pulmonaire chronique.

Mais la première place est tenue par la pneumonie.

Dans une entreprise de broyage de Mn occupant en moyenne dix ouvriers, il a été relevé en vingt-sept mois, cinq cas mortels de pneumonie.

Chez soixante-dix dockers occupés régulièrement au chargement et déchargement de minerai de Mn, trente-sept cas de pneumonie ont été constatés.

Dans les mines de manganèse du Maroc, la mortalité la plus importante est imputée à des inflammations pulmonaires.

La pneumonie ne serait pas la conséquence directe de l'intoxication

manganique, mais les lésions locales provoquées par l'absorption des poussières faciliteraient le développement de cette maladie.

Il est nécessaire pour comprendre toute l'étendue du mal de se représenter que la thérapeutique se montre totalement impuissante à combattre les troubles graves que nous avons décrits. Non seulement la guérison n'est pas absolue, mais les simples améliorations demeurent problématiques en dépit des nombreux traitements essayés : massages, hydrothérapie, électrothérapie, rééducation fonctionnelle.

Un traitement opothérapique (30 à 60 grammes par jour de foie cru) n'a apporté que de faibles améliorations et pour quelques cas seulement.

CONSÉQUENCES AU POINT DE VUE DE L'HYGIÈNE DU TRAVAIL.

Nous croyons avoir montré que si elle est relativement rare, l'intoxication par le manganèse est grave; la maladie ne régresse jamais.

Comme la vie des victimes n'est pas abrégée et que l'incapacité de travail dont elles sont frappées est totale, les ouvriers atteints traînent une existence lamentable à la charge de leur famille ou de la société.

Toute la lutte contre cette intoxication doit donc s'analyser en de sévères mesures d'hygiène d'applications générales et individuelles.

Les locaux doivent être bien installés, le sol et les murs des ateliers construits en matériaux lisses doivent permettre l'enlèvement facile à l'humide ou par aspiration des résidus en fin de travail.

La ventilation des locaux sera large.

Des dispositifs efficaces de captation absorberont aux lieux mêmes de leur production, les poussières dégagées par les opérations de concassage, broyage, tamisage, emballage, pressage, etc., et les vapeurs provenant des fours; mieux, certaines opérations particulièrement dangereuses par l'abondance des poussières qu'elles provoquent seront effectuées en vase clos (concassage, broyage, tamisage).

Dans la soudure à l'arc, il y a lieu de prescrire l'emploi des électrodes de fer au manganèse, du moins quand il s'agit de travaux à effectuer en atmosphère restreinte à l'intérieur de cuves, réservoirs métalliques.

Quand il n'est pas possible techniquement de supprimer l'expansion des poussières et vapeurs, il y a lieu de modifier ou de supprimer les opérations particulièrement dangereuses.

Non moins importantes sont les mesures individuelles d'hygiène.

Elles consistent d'une part dans le port d'un « attirail » de travail composé de vêtements ou surtout exclusivement portés à l'atelier.

Dès son entrée ou mieux avant son entrée, l'ouvrier quitte ses vêtements de ville et revêt sa tenue de travail. A cet effet, une armoire à double compartiment est affectée à l'ouvrier de manière que les vêtements de ville ne soient pas au contact des vêtements de travail, ni rangés aux mêmes places.

Des gants lui sont remis et sont obligatoirement utilisés.

Un masque respiratoire complète la défense individuelle contre l'absorption des poussières.

A ce propos, il faut remarquer que dans ces travaux, les poussières sont très abondantes.

Dans les industries exposant au saturnisme si les poussières sont intrinséquement plus nocives elles sont d'ordinaire moins denses.

Il convient donc de choisir un masque dont la partie active peut être rapidement changée ou régénérée sans quoi, en raison de l'obturation rapide, l'appareil toujours incommode devient vite insupportable.

D'autre part, les soins de propreté individuelle doivent tenir une grande place.

Des lavabos avec cuvettes et robinets sont installés en nombre suffisant; ils sont pourvus d'eau en abondance, de savon et de serviettes changées fréquemment.

Un bain chaud ou une douche est mis chaque jour à la disposition des ouvriers exposés aux poussières et aux vapeurs manganifères. Si l'on veut que les bains douches soient utilisés, le temps nécessaire sera pris sur la durée du travail.

Un réfectoire convenable sera installé afin que l'absorption des aliments se fasse sans absorption simultanée de poussières.

Il sera interdit de fumer dans les ateliers.

On mettra à profit l'observation suivante :

Des ouvriers présentant les premiers signes de l'intoxication ont vu leur état s'améliorer par un changement de poste.

On peut, en effet, concevoir une alternance de postes; le même ouvrier occupant tour à tour un emploi sain et un emploi insalubre.

L'affichage d'un texte concis, faisant connaître les précautions à prendre et leur nécessité peut aider les ouvriers à se préserver de l'intoxication en leur évitant de commettre par ignorance des actes dangereux.

Enfin la surveillance sanitaire du personnel est capitale.

Nous avons indiqué que la susceptibilité personnelle avait une grosse influence.

Une visite médicale à l'embauchage permettra d'éliminer des travaux dont il s'agit les ouvriers faibles, nerveux ou atteints d'affections pulmonaires.

La maladie étant grave et difficilement curable, il importe de la dépister dès l'apparition des premiers symptômes.

Pour cela une visite médicale périodique est nécessaire. Le contrôle mensuel du médecin semble raisonnable et suffisant.

CONCLUSION. — Si quelques-unes des mesures d'hygiène préconisées sont d'ores et déjà applicables aux industries du manganèse, en vertu des textes existants — (ventilation et nettoyage des locaux de travail, captation des poussières aux lieux de production, interdiction de prendre les repas dans les ateliers par application du décret du 10 juillet 1913 : sur les mesures générales d'hygiène applicables dans les locaux de travail) — des précautions particulières ne peuvent être imposées qu'en vertu d'un texte spécial.

Par analogie aux industries dangereuses pour le personnel pour lesquelles, en vertu de l'article 67, § 2°, du livre II du Code du travail, des prescriptions spéciales ont été édictées (industries exposant au saturnisme, à l'arsenicisme, au charbon professionnel, aux infections diverses, aux dermites, aux dangers de l'électricité, de l'air comprimé, etc.), nous pensons qu'il serait souhaitable qu'un décret intervint pour fixer les mesures spéciales d'hygiène à appliquer obligatoirement dans les établissements où les travailleurs sont exposés à l'intoxication manganique.

Seraient assujettis aux prescriptions envisagées tous les établissements dans lesquels un oxyde de manganèse serait industriellement mis en œuvre, par conséquent :

Les établissements métallurgiques effectuant la préparation du Mn métal par aluminothermie ou réduction au charbon (il ne semble pas nécessaire de comprendre les aciéries produisant des aciers au Mn, aucune intoxication n'ayant été enregistrée);

Les usines chimiques utilisant le Mn dans les préparations;

Les industries céramiques pour les opérations de préparation de la glaçure;

Les ateliers de broyage de bioxyde de Mn et fabriques de piles;

Les ateliers effectuant la soudure sur acier au Mn ou avec des électrodes au Mn.

Les mesures d'hygiène imposées seraient celles dont il a été parlé plus haut :

Mesures générales d'hygiène (hottes au-dessus des fours, aspiration et captation des poussières, vase clos...);

Mesures individuelles (surtouts, masques, gants, interdiction de consommer des aliments sur place, lavabos, vestiaires, douches...);

Surveillance sanitaire (visites médicales périodiques et à l'embauchage...).

La lutte préventive contre l'intoxication par le manganèse étant ainsi instituée, il conviendrait de la compléter par l'adoption des mesures réparatrices envers les ouvriers qui auraient néanmoins été frappés.

A l'heure actuelle, sont considérées comme maladies professionnelles :

Le saturnisme, l'hydrargyrisme, l'intoxication professionnelle par le tétrachloréthane, le benzinisme, le phosphorisme, l'action des rayons X et des matières radio-actives.

Nous pensons qu'il y aurait lieu d'attirer l'attention de la Commission supérieure des maladies professionnelles instituée par l'article 10 de la loi du 25 octobre 1919 dont la mission est de compléter éventuellement les tableaux annexés à ladite loi, pour qu'il soit procédé à son examen attentif de l'intoxication par le manganèse, examen qui pourrait attribuer la qualification de maladie professionnelle aux affections chroniques frappant les ouvriers des industries du manganèse.

Le fait qu'en France le nombre d'intoxications connues est faible ne paraît pas être un argument décisif contre l'adoption d'une telle mesure. Il suffit que le danger existe pour qu'il mérite réparation et la loi n'aurait d'application que dans la mesure nécessaire.

A l'heure actuelle, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'U. R. S. S., la Suisse, la Tchécoslovaquie, l'Europe et le Chili, les Etats-Unis en Amérique ont édicté les mesures réparatrices des dommages occasionnés par l'intoxication professionnelle par le manganèse.

L'Etat français peut-il faire moins que ces nations ?

Bibliographie.

Ouvrage du Docteur V. DHERS et thèse du Docteur A. JUDE sur l'intoxication manganique.

Rapports du Docteur LYON-CAEN.

Rapport de MM. KOHN-ABREST, GOUDON et DALTROFF.

Etude des Docteurs LABEYLIES, médecin contrôleur des assurances sociales et PLANQUE de Boulogne-sur-Mer.

Annales de médecine légale, de criminologie et de police scientifique (juillet 1934).

NOTE

SUR DES CAS D'ARSENICISME

OBSERVÉS DANS UNE FABRIQUE DE PRODUITS CHIMIQUES.

PAR M. TOURNOIS, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL, À MARSEILLE.

Le *Bulletin de l'Inspection du Travail et de l'Hygiène industrielle*, année 1931, pages 211 et suivantes, renferme un résumé statistique relatif à l'application, pendant l'année 1930, de la loi du 25 octobre 1919 sur les maladies professionnelles.

On y relève, à la page 219, que, dans une fabrique de produits chimiques des Bouches-du-Rhône, onze cas de maladie dues à l'arsenic (acide arsénieux et vert de Paris) ont été enregistrés, en série, et ont fait l'objet d'un rapport à M. le Préfet de M. le Docteur Paul Vigne, dermatologiste des hôpitaux de Marseille.

M. le Docteur Vigne nous ayant, à cette époque, convoqué à l'Hôtel-Dieu, nous avons pu examiner un certain nombre de malades en traitement qui, tous, avaient travaillé dans l'usine en question.

Il nous a paru intéressant de résumer les observations que M. le Docteur Vigne et nous-même avons pu faire à cette occasion, tant à la clinique de l'Hôtel-Dieu que dans l'usine que nous avons visitée à maintes reprises.

M. le Docteur Vigne a bien voulu nous autoriser à reproduire ici quelques-uns des éléments de son étude sur les cas de dermite arsénieuse dont il a eu à s'occuper.

NATURE DES TRAVAUX. — Nous décrirons d'abord les travaux industriels auxquels se livraient les ouvriers atteints.

L'usine de produits chimiques qui nous occupe met en œuvre plusieurs fabrications :

- a. Fabrication des arséniate et des arsénites de soude et de chaux;
- b. Fabrication du vert de Schweinfurt ou de Paris et du vert de Scheele;
- c. Fabrication de l'arséniate de plomb.

a. *Fabrication des arséniate et des arsénites de soude et de chaux.* — On mélange intimement l'anhydride arsénieux en poudre avec du nitrate de soude et du carbonate de soude. Le nitrate de soude sert d'oxydant.

Le mélange est envoyé dans un four chauffé au mazout.

L'arséniate de soude obtenu est pris à la sortie du four et broyé finement, puis embarillé dans des fûts métalliques.

Lorsqu'on supprime le corps oxydant (nitrate de soude), on obtient de l'arsénite de soude.

Les réactions sont identiques avec le carbonate de chaux. On obtient, alors, de l'arséniate, ou de l'arsénite de chaux.

Notons que le nitrate de soude a été supprimé et remplacé par un autre oxydant. Le dégagement des vapeurs nitreuses formées dans le four constituait, en effet, une gêne pour le voisinage et un arrêté préfectoral est venu interdire l'usage de tous produits nitrés dans la fabrication de ces arsénites et arséniates.

b. *Fabrication du vert de Schweinfurt et du vert de Scheele.* — Le vert de Schweinfurt est un acéto-arsénite de cuivre. Il est obtenu en précipitant un sel de cuivre par l'arsénite de soude et en ajoutant, ensuite, de l'acide acétique.

On fait dissoudre le sulfate de cuivre dans une cuve en bois chauffée à la vapeur.

D'un autre côté, on fait une solution de carbonate de soude et d'acide arsénieux.

On mélange les deux solutions en agitant.

Le précipité est additionné, ensuite, d'acide acétique.

Le produit final est envoyé au filtre à vide, la poudre restant sur la toile.

Cette poudre, encore à l'état humide, est envoyée, par wagonnets, dans une étuve à tunnel à 80°.

Le produit sec est recueilli dans des bennes et porté au broyage, puis ensaché.

Le vert de Scheele est un arsénite de cuivre obtenu par double décomposition de l'arsénite de soude avec le sulfate de cuivre.

Les opérations sont les mêmes que pour le vert de Schweinfurt, mais sans intervention d'acide acétique.

c. *Fabrication de l'arséniate de plomb.* — On traite l'arséniate de soude par la litharge, en présence de l'acide nitrique non fumant.

Les arséniates et les arsénites de soude et de chaux servent à obtenir l'arséniate de plomb qui est employé dans la fabrication de produits insecticides utilisés de plus en plus, à l'heure actuelle, en agriculture, notamment contre le doryphora de la pomme de terre.

L'arséniate de chaux et l'arsénite de soude sont également employés directement comme insecticides, le premier pour les mêmes emplois que l'arséniate de plomb, le second pour le traitement d'hiver de la vigne.

Les verts de Schweinfurt et de Scheele, connus aussi sous le nom de «verts de cuivre», sont utilisés comme colorants, notamment dans les peintures sous-marines, où leurs propriétés toxiques sont mises à profit pour détruire les mollusques et les infusoires qui s'attaquent aux coques des navires.

DANGERS D'INTOXICATION. — Quelles sont les sources des intoxications arsenicales auxquelles sont exposés les ouvriers de cette usine et les formes prises par cette intoxication ?

L'étude des cas observés permet de répondre d'une façon satisfaisante à cette double question.

Le danger réside surtout dans les dermatoses provoquées par l'anhydride arsénieux et les autres composés de l'arsenic à l'état pulvérulent avec lesquels les ouvriers sont en contact.

Le personnel, quelles que soient les précautions prises, est appelé, en effet, à toucher les produits arsenicaux et à travailler dans une atmosphère et parmi des objets qu'il est difficile de préserver de toute pollution.

Les opérations présentant le plus de danger sont les mélanges préparatoires faits à sec, dans la fabrication des arséniates et des arsénites de soude et de chaux.

L'acide arsénieux est manipulé par les ouvriers, déversé dans des bennes, puis dans des trémies.

La manipulation des produits finis, entre le four, après cuisson, et le broyage et au sortir de l'étuve, pour les verts, enfin l'embarillage, présentent également des dangers.

La phase de travail « au sec » est plus dangereuse que la phase « à l'humide ». C'est au cours de la première que se produisent surtout les contacts dangereux et les inhalations nocives.

L'examen clinique des troubles présentés par les ouvriers intoxiqués et les expériences dont nous parlons plus loin ont permis de resserrer davantage la détermination des causes d'intoxication.

Il est à remarquer, en premier lieu, que les malades ont travaillé dans l'usine pendant un laps de temps assez court. Les premiers symptômes se manifestaient en général dès le quatrième ou le cinquième jour, parfois au bout de deux jours de travail seulement.

Chez tous se produisaient, en même temps que des lésions cutanées, des phénomènes généraux : anorexie, sensation de soif après chaque prise d'aliments, ballonnement du ventre, diarrhée.

On notait aussi de l'œdème des paupières, de la laryngo-bronchite, du corysa muco-purulent intense, de la céphalée persistant pendant la nuit. Ce sont là, du reste, des signes classiques de l'intoxication arsenicale.

Les lésions cutanées étaient de deux sortes :

1° Des lésions superficielles vésiculeuses, localisées sur la peau et les bourses;

2° Des lésions plus profondes, ulcéreuses, escharrotiques, disséminées sur tout le corps, mais surtout sur les membres.

1. *Lésions superficielles localisées sur la face et les bourses.* — Les lésions les plus accentuées s'observaient au niveau du front, aux commissures, sur la lèvre inférieure, dans la moustache et la barbe.

Au début, un érythème intense couvrait la face, particulièrement autour de la bouche, endroit où s'applique le masque protecteur porté par les ouvriers.

Les vésicules s'agrandissaient rapidement et devenaient de petites bulles à parois flasques.

Dans d'autres endroits, l'épiderme décollé laissait apparaître des ulcérations superficielles légèrement suintantes qui se couvraient très vite de croûtes jaunâtres peu adhérentes.

Les muqueuses : lèvres, bouche, langue, conjonctives, restaient parfaitement indemnes.

2. *Lésions ulcéreuses.* — Elles furent observées surtout aux points où les contacts avec les poudres toxiques étaient les plus fréquents : mains, avant-bras, jambes, nuque.

Ces lésions présentaient trois zones nettement distinctes : une zone externe érythémateuse, une zone moyenne blanc jaunâtre, une zone centrale noire ou marron foncé, sèche, à l'aspect escharrotique.

Les ulcérations étaient, de beaucoup, moins douloureuses que les dermites de la face et des bourses.

L'évolution des lésions superficielles était relativement bénigne. Elles guérissaient, en général, rapidement, sans laisser de traces, avec un repos suffisant.

Les lésions ulcéreuses étaient plus tenaces : la cicatrisation demandait plus de quarante jours et laissait une zone rougeâtre, un peu indurée et surélevée.

On reconnaissait aisément, dans ces dernières lésions, les caractéristiques du « pigeonneau » des mégissiers signalé et décrit par Armieux et étudié par Broc et Laubry.

Toutefois, alors que le pigeonneau a été considéré comme très douloureux (d'où le nom de « rossignol » qu'on lui donnait parce qu'il « faisait chanter »), les ouvriers qui nous occupent ne considéraient pas les ulcérations comme véritablement douloureuses.

Peut-être le pigeonneau des mégissiers était-il rendu plus pénible à supporter par le fait que ces travailleurs conservaient leurs mains dans l'eau et avaient ainsi l'épiderme macéré.

Les recherches de laboratoire ont montré, chez les malades, une augmentation des globules blancs.

Les urines ne contenaient ni sucre, ni albumine.

Huit jours après la cessation du travail, on y trouvait (résultats sensiblement égaux pour trois malades) : 2 mgr. 7 d'arsenic exprimé en As₂ O₅, par litre.

RECHERCHES EXPÉRIMENTALES. — Il était important de rechercher quels étaient, parmi les produits utilisés, ceux qui se trouvaient particulièrement nocifs et aussi de connaître les conditions d'apparition des lésions.

Parmi les produits et matières premières employés trois, surtout, se trouvaient assez longtemps en contact avec les ouvriers : l'anhydride arsénieux, le sulfate de cuivre et l'acétate de plomb.

Parmi les produits fabriqués trois également : le Vert de Schweinfurt, l'*arséniate de plomb* et le Vert de Scheele, ce dernier travaillé en poudre et désigné habituellement par les ouvriers comme étant plus particulièrement dangereux.

Il est apparu, après quelques essais préliminaires, que seuls l'anhydride arsénieux et ses composés devaient être mis en cause. Les autres produits ne contenant pas d'arsenic, tels que le carbonate de soude, le sulfate de cuivre, peuvent favoriser l'action de l'arsenic en irritant la peau, mais là se borne leur effet nocif.

Les expériences ont donc été réalisées avec l'anhydride arsénieux, l'*arséniate de plomb* et le Vert de Scheele.

Les deux derniers, moins chargés en arsenic, donnèrent des résultats comparables à ceux obtenus avec l'anhydride mais avec un retard, dans le temps d'apparition, allant de quelques heures à deux jours.

Les expériences ont été faites sur l'épiderme des malades qui s'y sont prêtés bénévolement.

Après nettoyage de la peau à l'éther, de la poudre d'anhydride arsénieux a été placée sur la cuisse, puis recouverte d'un verre de montre maintenu hermétiquement clos par une bande de sparadrap.

Sur l'autre cuisse, trois fois par jour, on pulvérisait de la même poudre à l'aide d'un petit soufflet, le point choisi étant, ensuite, laissé à l'air libre.

Au bout de vingt jours d'application, dans les deux cas, le résultat était négatif, la peau étant, sous le verre de montre, à peine plus rosée que d'habitude.

Ensuite, avec de l'eau ordinaire et de l'anhydride arsénieux en poudre, une pâte demi-molle fut préparée et appliquée sous le verre de montre, sur la partie externe du bras.

Au bout de vingt jours le résultat était également négatif.

Puis, sur la peau saine, après onction et massage léger avec de l'axonge fraîche, la poudre arsenicale fut appliquée sous verre de montre.

Au bout de quinze jours on notait une zone érythémateuse diffuse; le dix-huitième jour apparaissait un phlyctène blanc jaunâtre évoluant par la suite normalement.

La même expérience faite avec un autre corps gras : la lanoline, a donné un résultat négatif au bout de vingt jours.

Sur l'avant-bras d'un des sujets, point particulièrement soumis à des frictions répétées par la manche retournée de la chemise, la peau fut humectée, puis poudrée, avec de l'anhydride arsénieux, sans protection par verre de montre.

Au bout de quatre jours apparaissaient deux ulcérations arsenicales typiques.

En pratiquant sur l'avant-bras trois petites scarifications très légères, avec projection de la poudre au soufflet et protection par verre de montre, on obtint, au bout de vingt-quatre heures, des éléments ulcéreux se transformant rapidement en une ulcération trilobée (fig. 1).



Fig. 1. — Ulcérations obtenues en 24 heures par pulvérisation d'anhydride arsénieux sur trois légères scarifications.

En épilant une zone de la peau, avec pulvérisation et protection par verre de montre, on obtint un point érythémateux au bout de huit jours.

Une infime quantité d'anhydride arsénieux introduite sous l'épiderme après scarification, avec protection par verre de montre, donna un résultat positif en moins de vingt-quatre heures (fig. 2).

La projection de la poudre à l'air libre sur la figure, que réalisa sans le vouloir, par maladresse, un des malades, donna des lésions vésiculeuses nombreuses, avec croûtes, dès le deuxième jour. Il en fut de même pour les bourses.

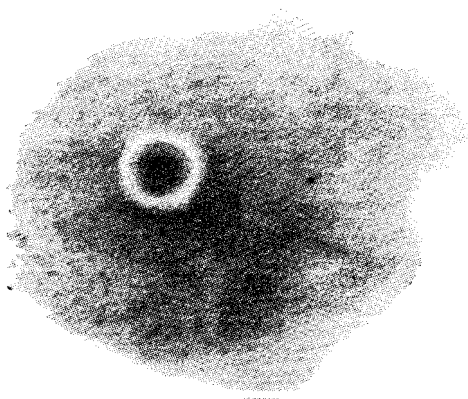


Fig. 2. --- Cutéraction à l'anhydride arsénieux obtenue en 24 heures. Aspect du « pigeonneau ».

On pouvait conclure de ces expériences :

1° Que les produits nocifs étaient surtout l'anhydride arsénieux et son composé le Vert de Paris;

2° Que l'application des poudres sèches ou mouillées sur la peau n'est suivie d'aucune altération;

3° Que la graisse animale, les liquides organiques, fixant mieux les produits, favorisent leur action toxique;

4° Que cette action est puissamment renforcée par les frottements et les excoriations de la peau;

5° Que la lésion caractéristique apparaît en moins de vingt-quatre heures si le produit est introduit, même en quantité infime, sous la peau.

Les ulcérations constatées ressemblaient parfaitement au pigeonneau des mégissiers, mais seulement quand elles siégeaient sur les mains et sur les pieds. Elles en différaient sensiblement quand elles siégeaient sur d'autres points.

L'association des lésions ulcéreuses profondes avec d'autres lésions plus superficielles de la face et des bourses constitue, d'après M. le Docteur Vigne, un ensemble suffisamment caractérisé pour justifier l'appellation de *dermite professionnelle arsénieuse*.

Les ouvriers étaient donc particulièrement exposés lorsqu'ils manipulaient les produits en poudre, principalement l'anhydride arsénieux (vulgairement : acide arsénieux, arsenic ou encore farine d'arsenic), puis ses composés : Vert de Schweinfurt, Vert de Scheele, enfin les arséniates et arsénites de soude et de chaux et l'*arséniate de plomb*.

D'après les constatations que nous avons faites dans l'usine le danger d'intoxication serait plus grand quand on fabrique des arsénites (au lieu d'arséniates, par suppression du corps oxydant), l'arsenic devenant ainsi plus soluble.

L'anhydride arsénieux est moins nocif que les arsénites et arséniates solubles, mais il le serait beaucoup plus que les arsénates insolubles tels que l'*arséniate de plombique*.

Mis en contact avec les humeurs, grâce à l'alcalinité du sérum ou de la lymphe interstitielle, il se dissout légèrement en donnant un peu d'arsénite.

Cet anhydride, comme ses sels, est doué de propriétés nécrosantes, mais il ne forme pas, avec les matières protéiques, de combinaisons insolubles. Il n'y a pas immobilisation locale du produit, mais, au contraire, diffusion du caustique autour du point de pénétration.

Cette pénétration, comme l'ont montré les expériences relatées plus haut et ainsi que l'ont confirmé nos constatations sur place, est grandement favorisée par les corps gras et les liquides organiques et surtout par les frottements et les excoriations.

C'est pour cela que le masque que portent les ouvriers pendant le travail est rapidement transformé, par l'effet combiné de la respiration, de la salive, des sécrétions nasales et de la sueur, en un véritable pansement humide sous lequel la peau se macère et se transforme rapidement en un terrain d'élection pour la pénétration de l'arsenic sous l'épiderme.

C'est pour les mêmes raisons que les points particulièrement atteints sont ceux où se produisent à la fois des exsudations et des frottements.

Aussi, à la suite de nos visites dans l'usine et à la clinique dermatologique de l'Hôtel-Dieu, avons-nous été amené à engager la Direction de cet établissement, lequel se trouvait encore dans la période du début de son fonctionnement, à prendre les précautions nécessaires pour arriver à supprimer les intoxications.

Ces précautions ont porté surtout sur le lavage du sol et des murs des ateliers, l'installation de hottes d'évacuation aux appareils d'ébulli-

tion, l'amélioration du système de captation des poussières produites aux diverses phases de la fabrication, celle des vêtements ou combinaisons fermées déjà mis à la disposition des ouvriers, l'obligation, pour ces derniers, d'utiliser chaque jour les douches chaudes déjà existantes, de se laver les mains avant d'aller aux urinoirs, de porter des gants fréquemment renouvelés ainsi que des suspensoirs enveloppant bien les bourses et toujours tenus très propres.

L'emploi de la poudre de talc a été généralisé. Le talc rend la peau lisse, absorbe les sécrétions et empêche les poussières de s'accumuler dans les replis cutanés.

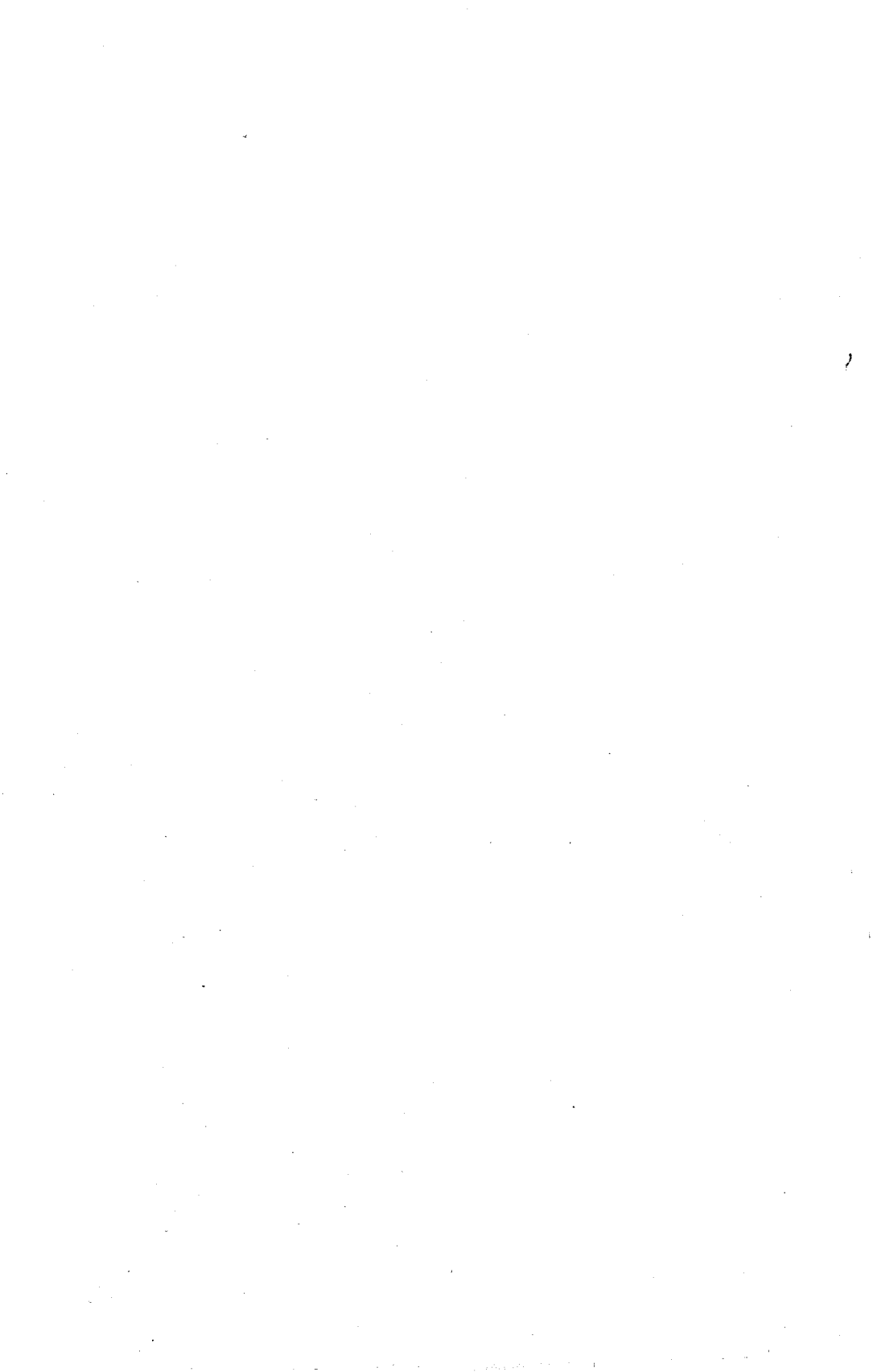
Le masque, comme nous l'avons indiqué, favorise la macération, donc l'action nocive des poussières. Il a été remplacé par des tampons d'ouate qui ne sont utilisés qu'une fois, l'ouvrier remettant aussitôt un nouveau tampon sans difficulté dès qu'il rejette, pour une raison quelconque, celui qui vient de lui servir.

Les mises en demeure que nous avons signifiées par application du décret du 1^{er} octobre 1913 (fabrication de l'acéto-arsénite de cuivre) ont été exécutées et nos observations suivies et nous avons eu la satisfaction de constater que, depuis l'époque où avaient été enregistrés les cas d'arsenicisme dont nous venons de parler, aucun ouvrier n'a eu à se plaindre d'intoxication par l'arsenic.

Le personnel est, du reste, devenu stable. La plupart des ouvriers ont, maintenant, plusieurs années de présence à l'usine et grâce aux précautions prises, ils ont pu acquérir une éducation prophylactique suffisante pour éviter le retour des accidents signalés.

Nous indiquerons, en terminant, que, ainsi que le fait observer M. le Docteur Vigne et que nous l'avons nous-même signalé plusieurs fois, si l'arsenicisme est une maladie professionnelle dont les cas doivent être déclarés par les docteurs en médecine, aux termes de l'article 12 de la loi du 25 octobre 1919 et de l'article 1^{er} du décret du 16 novembre 1929, cette maladie n'a pas été, jusqu'ici, admise au bénéfice de la réparation instituée par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail comme le sont le saturnisme, l'hydrargyrisme, etc.

La plupart du temps, les malades se faisant hospitaliser et soigner aux frais de la communauté et les compagnies d'assurance se refusant à couvrir de tels risques, il en résulte, pour la collectivité, une charge qu'un règlement d'administration publique pris par application de la loi du 1^{er} janvier 1931 pourrait lui enlever.



PRÉSIDENT DU CONSEIL.

DECRET DU 16 JUILLET 1935 (*)

supprimant la deuxième indemnité de résidence ou la deuxième indemnité représentative de logement pour les ménages de fonctionnaires.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

Paris, le 16 juillet 1935.

Monsieur le Président,

L'indemnité de résidence accordée aux personnels de l'Etat est, en principe, destinée à tenir compte aux fonctionnaires de la cherté de la vie, plus grande dans les villes que dans les campagnes. Spécialement, elle doit permettre de faire face aux dépenses de loyer particulièrement élevées dans les grandes villes.

Or, lorsque deux conjoints au service de l'Etat ou d'une collectivité publique quelconque exercent leurs fonctions dans une même localité, chacun d'eux reçoit l'indemnité de résidence au taux prévu pour cette localité.

Il en résulte un abus certain et il nous est apparu qu'il convenait de faire cesser cet état de choses.

Les ménages de fonctionnaires au service de l'Etat ou d'une collectivité publique quelconque ne pourront désormais recevoir qu'une seule indemnité de résidence, celle comportant le taux le plus élevé.

La même règle sera applicable en ce qui concerne les indemnités ou suppléments représentatifs de logement.

Tel est l'objet du présent décret, que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

DECRET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et du Ministre des Finances,

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Lorsque deux conjoints au service de l'Etat, des départements, communes, colonies, pays de protectorat, territoires à mandat, entreprises subventionnées ou concessionnaires de services publics, exercent leurs fonctions dans une même localité, ils ne peuvent prétendre qu'à une seule indemnité de résidence.

ART. 2. — L'indemnité supprimée est celle du taux le moins élevé. Lorsque les deux indemnités sont de même taux, l'indemnité supprimée est celle attribuée à celui des deux conjoints qui reçoit le traitement

(*) J. O. du 17 juillet 1935.

le moins élevé. Lorsque le mari est un militaire de carrière, seule est maintenue l'indemnité pour charges militaires dont il bénéficie.

ART. 3. — Les dispositions des articles 1^{er} et 2 sont applicables aux indemnités ou suppléments représentatifs de logement.

ART. 4. — Les dispositions du présent décret sont applicables aussi bien aux conjoints qui sont au service des collectivités ou administrations différentes qu'à ceux employés par une même collectivité ou administration.

ART. 5. — Le présent décret aura son effet à compter du 17 juillet 1935. Il sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 6. — Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et le Ministre des Finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 16 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,*
PIERRE LAVAL.

Le Ministre des Finances,
MARCEL RÉGNIER.

DECRET DU 16 JUILLET 1935 (1)

portant réduction de l'indemnité compensatrice accordée aux personnels servant en Alsace et en Lorraine.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

Paris, le 16 juillet 1935.

Monsieur le Président,

Les fonctionnaires et agents de l'Etat en service dans les départements recouvrés ainsi que le personnel du réseau des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine reçoivent, en vertu de la loi du 22 juillet 1923 et de lois subséquentes, une indemnité compensatrice des difficultés inhérentes à la dualité des langues et au régime spécial des trois départements, indemnité dont le taux avait été initialement fixée à 16 p. 100 du traitement pour les fonctionnaires et à 10 p. 100 pour les personnels ouvriers et les agents des chemins de fer.

Le personnel enseignant et scientifique de l'Université reçoit, exceptionnellement, pour des motifs identiques et en vertu de l'article 28 de la loi du 31 mars 1926, une indemnité spéciale de fonctions initialement fixée à 25 p. 100 du traitement.

L'attribution de ces indemnités, primitivement instituées pour des périodes limitées, a été constamment prorogée.

Déjà, cependant, la loi de finances du 28 février 1934 a ramené respectivement à 12 et à 18 p. 100 l'indemnité accordée aux fonctionnaires et au personnel de l'Université.

(1) J. O. du 17 juillet 1935.

Il paraît possible aujourd'hui de réduire encore les taux actuels, car les motifs qui avaient justifié l'octroi de semblables avantages, à savoir les difficultés inhérentes à la dualité des langues et à la double législation, sont maintenant considérablement atténuées.

Les nouveaux taux seraient fixés à :

12 p. 100 pour le personnel de l'Université;

8 p. 100 pour les fonctionnaires;

6 p. 100 pour les ouvriers et le personnel du réseau d'Etat d'Alsace et de Lorraine.

Tel est l'objet du présent décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

DECRET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et du Ministre des Finances,

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux de l'indemnité compensatrice des difficultés inhérentes à la dualité des langues et au régime spécial des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, allouée aux fonctionnaires, agents et employés de l'Etat de toutes catégories servant dans ces départements, est fixé à 8 p. 100 à compter du 17 juillet 1935.

A compter de la même date :

a. L'indemnité spéciale de fonctions instituée par l'article 28 de la loi du 31 mars 1926 au profit du personnel enseignant et scientifique de l'Université est fixée à 12 p. 100;

b. Le taux de l'indemnité compensatrice instituée par l'article 1^{er} de la loi du 3 août 1927 et par l'article 47 (1^{er} alinéa) de la loi du 19 mars 1928 est fixé à 6 p. 100 du traitement ou salaire de base ou du traitement ou salaire moyen suivant les cas.

ART. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 3. — Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 16 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,*

PIERRE LAVAL.

*Le Ministre des Finances,
MARCEL RÉGNIER.*

DECRET DU 16 JUILLET 1935 (*)

*portant interdiction du cumul d'une pension d'ancienneté
et d'une pension de réversion.*

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

Paris, le 16 juillet 1935.

Monsieur le Président,

La veuve du fonctionnaire décédé en activité de service ou à la retraite a droit sous certaines conditions au bénéfice d'une pension de réversion.

Or, lorsque la veuve est elle-même retraitée, elle reçoit à la fois la pension de réversion qui lui est accordée en raison des fonctions de son mari et la pension d'ancienneté qui lui est personnelle. Un tel cumul est contraire à la véritable raison d'être de la pension de réversion dont l'objet est de venir en aide à la veuve dénuée de ressources.

Il nous paraît donc qu'il y a lieu d'interdire le cumul d'une pension de réversion et d'une pension personnelle d'ancienneté.

Tel est l'objet du décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

DECRET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et du Ministre des Finances,

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 4 du décret du 30 juin 1934 relatif au cumul de pensions est complété ainsi qu'il suit :

« Art. 4. — Le cumul d'une pension personnelle fondée sur la durée des services avec une pension de réversion de même nature est interdit.

« Pour l'application de cette disposition, seule sera servie la pension du montant le plus élevé. »

ART. 2. — Les dispositions du présent décret sont applicables aux personnels des départements, communes, colonies, pays de protectorat, territoires à mandat, entreprises subventionnées ou concessionnaires de services publics.

ART. 3. — Le présent décret aura effet à compter du 17 juillet 1935. Il sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 4. — Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères,

(*) J. O. du 17 juillet 1935.

et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 16 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,*

PIERRE LAVAL.

Le Ministre des Finances,

MARCEL RÉGNIER.

DECRET DU 16 JUILLET 1935 (1)
augmentant les délais d'avancement.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

Paris, le 16 juillet 1935.

Monsieur le Président,

Dans de nombreux corps de fonctionnaires ou agents de l'Etat, le rythme de l'avancement est tel que la plupart des intéressés parviennent aux grades qui doivent normalement constituer leur fin de carrière longtemps avant la date à laquelle ils doivent être admis à la retraite.

Cette situation anormale s'est trouvée aggravée depuis la guerre, pour un très grand nombre d'agents, du fait que la législation a permis de faire entrer dans le calcul de l'ancienneté exigée pour l'avancement le temps passé sous les drapeaux, soit pour l'accomplissement du service militaire obligatoire, soit pendant la guerre.

Il n'est pas rare que, dans certaines catégories de fonctionnaires à effectif particulièrement nombreux, l'agent parvienne normalement, à l'ancienneté, à l'échelon supérieur de son emploi vers 40 ou 42 ans, c'est-à-dire près de vingt ans avant sa mise à la retraite.

Une telle situation n'est pas sans présenter de très sérieux inconvénients; d'une part, il n'est pas souhaitable que des personnels quels qu'ils soient n'aient plus à attendre à 40 ou 45 ans aucun avantage de carrière; d'autre part, l'accélération du rythme de l'avancement a pour conséquence de grouper les agents dans les classes ou échelons les plus élevés, et se traduit, par suite, par une augmentation importante de dépense.

Il nous paraît en conséquence qu'il est indispensable, dans l'intérêt du service comme dans celui du Trésor, d'apporter à cette situation une modification nécessaire.

Nous tenons à préciser que cette modification ne vise que les avancements de classe ou d'échelon et qu'elle ne fera pas obstacle aux nominations comportant un changement de grade ou de catégorie.

Tel est l'objet du présent décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

DECRET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, du Ministre des Finances, du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, du Ministre de l'Intérieur,

(1) J. O. du 17 juillet 1935.

du Ministre de la Guerre, du Ministre de la Marine, du Ministre de l'Air, du Ministre de l'Education nationale, du Ministre des Travaux publics, du Ministre du Commerce et de l'Industrie, du Ministre de l'Agriculture, du Ministre des Colonies, du Ministre du Travail, du Ministre des Pensions, du Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, du Ministre de la Santé publique et de l'Education physique et du Ministre de la Marine marchande;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans tous les services de l'Etat et dans les établissements publics de l'Etat, les minima d'ancienneté exigés pour obtenir un avancement de classe ou d'échelon, tels qu'ils sont fixés par les textes en vigueur, sont augmentés d'une année. En aucun cas, la durée minima du séjour dans chaque classe ou échelon ne pourra être inférieure à deux années.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret sont applicables aux personnels des départements, communes, colonies, pays de protectorat, territoires à mandat, entreprises subventionnées ou concessionnaires de services publics. Les conditions d'application à ces personnels seront fixées, s'il y a lieu, par des décrets spéciaux rendus sous le contreseing du Ministre des Finances et des Ministres intéressés, dans un délai maximum de quinze jours.

ART. 3. — Le présent décret aura effet à compter du 17 juillet 1935. Il sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 4. — Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, le Ministre des Finances et tous les Ministres intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 16 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,*

PIERRE LAVAL.

Le Ministre des Finances,

MARCEL RÉGNIER.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,*

LÉON BÉRARD.

Le Ministre de l'Intérieur,

JOSEPH PAGANON.

Le Ministre de la Guerre,

JEAN FABRY.

*Le Ministre du Commerce
et de l'Industrie,*

GEORGES BONNET.

Le Ministre de l'Agriculture,

PIERRE CATHALA.

Le Ministre des Colonies,

LOUIS ROLLIN.

Le Ministre du Travail,

L.-O. FROSSARD.

Le Ministre des Pensions,

HENRI MAUPOIL.

Le Ministre de la Marine,

FRANÇOIS PIÉTRI.

Le Ministre de l'Air,

GÉNÉRAL DENAIN.

*Le Ministre
de l'Education nationale,*

MARIO ROUSTAN.

Le Ministre des Travaux publics,

LAURENT-EYNAC.

*Le Ministre des Postes, Télégraphes
et Téléphones,*

GEORGES MANDEL.

*Le Ministre de la Santé publique
et de l'Education physique,*

ERNEST LAFONT.

*Le Ministre
de la Marine marchande.*

WILLIAM BERTRAND.

DECRET DU 16 JUILLET 1935 (*)

*portant suppression du cumul des indemnités pour charges de famille
1919.*

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

Paris, le 16 juillet 1935.

Monsieur le Président,

La réglementation actuelle interdit en principe et d'une façon absolue le cumul, au titre d'un même enfant, d'avantages accessoires ayant le caractère de charges de famille, que ces avantages soient rattachés à un traitement ou à une pension.

Toutefois, un décret du 30 juin 1934 a permis aux bénéficiaires de la loi du 31 mars 1919, pensionnés à 20 p. 100 et au-dessus, de cumuler intégralement les indemnités pour charges de famille qu'ils peuvent recevoir en sus d'un traitement ou d'une pension avec les majorations pour enfants acquises au titre de la loi précitée du 31 mars 1919.

Il nous a paru qu'une telle exception ne se justifiait pas et qu'il y avait lieu, en conséquence, d'appliquer à ces majorations le régime normal du non-cumul. Les intéressés conserveraient, d'ailleurs, le choix du régime le plus favorable.

DECRET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre des Finances et du Ministre des Pensions,

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Vu le décret du 4 avril 1934 portant interdiction du cumul des majorations pour enfants attribuées au titre de la loi du 31 mars 1919 et des allocations pour charges de famille;

Vu le décret du 30 juin 1934;

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogées les dispositions du décret du 30 juin 1934 limitant aux invalides pensionnés à moins de 20 p. 100, l'application

(*) J. O. du 17 juillet 1935.

des dispositions du décret du 4 avril 1934 portant interdiction du cumul au titre du même enfant, de deux ou plusieurs avantages pécuniaires présentant le caractère d'allocations pour charges de famille avec les majorations pour enfants acquises au titre de la loi du 31 mars 1919 (art. 13 et 19).

ART. 2. — Le présent décret aura effet à compter du 17 juillet 1935. Il sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 3. — Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, le Ministre des Finances et le Ministre des Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 16 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,*

PIERRE LAVAL.

Le Ministre des Finances,

MARCEL RÉGNIER.

Le Ministre des Pensions,

HENRI MAUPOIL.

DECRET DU 16 JUILLET 1935 (*)

*prescrivant une économie de 300 millions sur les pensionnés titulaires
d'un emploi d'activité.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, du Ministre des Finances et du Ministre des Pensions,

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Avant le 31 juillet 1935, un décret rendu sous le contreseing du Ministre des Finances, du Ministre des Pensions et des Ministres intéressés fixera les conditions suivant lesquelles sera réalisée une économie globale annuelle minima de 300 millions sur les sommes allouées aux pensionnés de la loi du 31 mars 1919 et des lois subséquentes, ainsi qu'aux bénéficiaires de pensions d'ancienneté lorsqu'ils sont pourvus d'un emploi d'activité.

ART. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

(*) J. O. du 17 juillet 1935.

ART. 3. — Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, le Ministre des finances et le Ministre des Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 16 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,*

PIERRE LAVAL.

Le Ministre des Finances,

MARCEL RÉGNIER.

Le Ministre des Pensions,

HENRI MAUPOIL.

MINISTÈRE DU TRAVAIL.

Par décret en date du 1^{er} juin 1935, M. FROSSARD, député, a été nommé Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

ARRETE DU 8 JUILLET 1935

*concernant les frais de tournées des inspecteurs divisionnaires
et départementaux du travail (modification).*

Par arrêté, en date du 8 juillet 1935, l'article 2 de l'arrêté du 29 octobre 1930 modifié, fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail, a été modifié comme suit :

CIRCON- SCRIPTION.	SECTIONS.	RÉSIDENCE.	MAXIMUM DES FRAIS sur état.
			francs
3°	1 ^{re}	Nevers	5.800
	2 ^e	Troyes	6.500
	3 ^e	Dijon	6.800
	4 ^e	<i>Idem</i>	8.000
	5 ^e	Chaumont	6.500
	6 ^e	Belfort	6.500
	7 ^e	Besançon	6.800
	8 ^e	<i>Idem</i>	6.800
	9 ^e	Châlon-sur-Saône	6.500
	10 ^e	Dijon (inspectrice)	5.000

Ces dispositions auront effet à dater du 1^{er} juin 1935.

ARRETE DU 8 JUILLET 1935 (1)

fixant la répartition des sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail.

LE MINISTRE DU TRAVAIL,

Vu le décret du 22 septembre 1913 modifié, relatif à l'organisation du corps de l'inspection du travail;

Vu l'arrêté du 21 octobre 1930 modifié, répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail;

Vu l'avis de MM. les inspecteurs divisionnaires du travail des 1^{re}, 3^e et 10^e circonscriptions;

Vu l'avis de M. le conseiller d'Etat, directeur du travail;

Sur le rapport du conseiller d'Etat, directeur du personnel de l'administration générale et de la prévoyance sociale,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté du 21 octobre 1930 modifié, répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail, est modifié comme suit :

1^{re} CIRCONSCRIPTION : PARIS.1^{re} section.

8^e arrondissement. — Champs-Elysées; faubourg du Roule; Madeleine.

16^e arrondissement. — Porte Dauphine; Chaillot; Auteuil; la Muette.

17^e arrondissement. — Ternes; Plaine Monceau; Batignolles.

2^e section.

8^e arrondissement. — Europe.

9^e arrondissement. — Saint-Georges.

17^e arrondissement. — Epinettes.

18^e arrondissement. — Grandes-Carrières; Clignancourt; Goutte-d'Or; Chapelle.

3^e section.

1^{er} arrondissement. — Saint-Germain-l'Auxerrois; Halles; Palais-Royal; place Vendôme.

2^e arrondissement. — Gaillon; Vivienne; Mail; Bonne-Nouvelle.

9^e arrondissement. — Chaussée-d'Antin.

4^e section.

9^e arrondissement. — Faubourg Montmartre; Rochechouart.

10^e arrondissement. — Saint-Vincent-de-Paul; porte Saint-Denis; hôpital Saint-Louis; porte Saint-Martin.

5^e section.

3^e arrondissement. — Arts et métiers; Enfants-Rouges; Archives; Saint-Avoye.

4^e arrondissement. — Saint-Merri; Saint-Gervais; Arsenal; Notre-Dame.

6^e section.

19^e arrondissement. — La Villette; Amérique; Combat; Pont-de-Flandre.

7^e section.

11^e arrondissement. — Folie-Méricourt; Saint-Ambroise; Roquette; Sainte-Marguerite.

(1) J. O. du 12 juillet 1935.

8^e section.

20^e arrondissement. — Saint-Fargeau; Père-Lachaise; Belleville; Charonne.

9^e section.

12^e arrondissement. — Bel-Air; Picpus; Bercy; Quinze-Vingts.

10^e section.

5^e arrondissement. — Saint-Victor; Jardin des Plantes; Val-de-Grâce; Sorbonne.

13^e arrondissement. — Salpêtrière; Gare; Maison-Blanche; Croulebarbe.

11^e section.

6^e arrondissement. — Monnaie; Odéon; Notre-Dame-des-Champs; Saint-Germain-des-Prés.

7^e arrondissement. — Saint-Thomas-d'Aquin.

14^e arrondissement. — Montparnasse; Santé; Petit-Montrouge; Plaisance.

12^e section.

7^e arrondissement. — Invalides; Ecole militaire; Gros-Caillou.

15^e arrondissement. — Saint-Lambert; Necker; Grenelle; Javel.
(Le reste sans changement.)

3^e CIRCONSCRIPTION : DIJON.

(Inspecteur chargé du contrôle dans la circonscription.)

1^{re} section.

Nièvre.

2^e section.

Aube, moins l'arrondissement de Bar-sur-Aube; Yonne, arrondissement de Sens.

3^e section.

Côte-d'Or : cantons de Dijon-Ouest, Dijon-Sud, Auxonne, Genlis, Gevrey-Chambertin et Sombernon de l'arrondissement de Dijon; arrondissement de Beaune.

4^e section.

Côte-d'Or : arrondissement de Dijon, moins les cantons de Dijon-Ouest, Dijon-Sud, Auxonne, Genlis, Gevrey-Chambertin et Sombernon, arrondissement de Montbard.

Yonne : moins l'arrondissement de Sens.

5^e section.

Sans changement.

6^e section.

Territoire de Belfort; Haute-Saône.

7^e et 8^e sections.

Sans changement.

9^e section.

Saône-et-Loire.

10^e section (inspectrice).

Sans changement.

10^e CIRCONSCRIPTION : MARSEILLE.

.....

13^e section.

Alpes-Maritimes : Nice, Cannes, Antibes, Juan-les-Pins, Menton.

ART. 2. — Ces décisions auront effet à dater du 1^{er} juin 1935.

ART. 3. — Le Conseiller d'Etat, directeur du personnel de l'Administration générale et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 8 juillet 1935.

L.-O. FROSSARD.

ARRÊTÉ DU 14 OCTOBRE 1935 ⁽¹⁾.

concernant les frais de tournées d'inspections du travail.

LE MINISTRE DU TRAVAIL,

Vu l'article 1^{er} du décret du 23 août 1934 relatif à l'attribution des indemnités pour frais de tournées payables sur état allouées annuellement aux inspecteurs généraux, ingénieurs et ingénieurs des travaux publics de l'Etat des mines, au titre du service de l'inspection du travail;

Vu l'article 1^{er} de l'arrêté du 15 octobre 1934 déterminant le maximum des frais de tournées payables sur état alloué annuellement aux inspecteurs généraux des mines chargés d'une division minéralogique, aux ingénieurs et aux ingénieurs des travaux publics de l'Etat des mines, au titre de l'inspection du travail;

Sur le rapport du Conseiller d'Etat, directeur du personnel, de l'administration générale et de la prévoyance sociale,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} de l'arrêté du 15 octobre 1934 déterminant le maximum des frais de tournées payables sur état prévus à l'article 1^{er} du décret du 23 août 1934, est modifié comme il suit :

ART. 2. — La dépense résultant de ces dispositions s'élèverait, en annuité, à la somme de 300 francs et serait imputée sur les crédits du chapitre 29 : « Inspection du travail. — Indemnités » du budget du Ministère du travail pour l'exercice 1935.

ART. 3. — Le Conseiller d'Etat directeur du personnel de l'Administration générale et de la Prévoyance sociale, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 14 octobre 1935.

L.-O. FROSSARD.

RÉSIDENTE.	FONCTIONS.	FRAIS DE SOUENÉES sur état.	TOTAL DES FRAIS.	TOTAL PAR DIVISION et par arrondissement.
		francs.	francs.	francs.
Sous-arrondissement de Caen.				
Caen	Ingénieur ordinaire.....	725	725	5.850
Idem.....	Ingénieur T. P. E.....	350	350	
Evreux.....	Idem.....	250	250	
Argentan.....	Idem.....	300	300	
Rouen (1 ^{re} et 2 ^e).....	Idem.....	2 x 300	600	
Sous-arrondissement de Lyon.				
Lyon.....	Ingénieur ordinaire.....	775	775	7.750
Lyon (1 ^{re}).....	Ingénieur T. P. E.....	400	400	
Bescon.....	Idem.....	250	250	
Sous-arrondissement de Grenoble.				
Grenoble.....	Ingénieur ordinaire.....	875	875	7.750
Grenoble (1 ^{re} et 2 ^e).....	Ingénieur T. P. E.....	2 x 350	700	
Lyon (2 ^e).....	Idem.....	400	400	
Chambéry.....	Idem.....	350	350	
Ancery.....	Idem.....	400	400	
Arrondissement de Nantes.				
Nantes.....	Ingénieur en chef.....	1.000	1.000	
Sous-arrondissement de Nantes.				
Nantes.....	Ingénieur ordinaire.....	950	950	5.900
Nantes (1 ^{re}).....	Ingénieur T. P. E.....	250	250	
Nantes (2 ^e).....	Idem.....	350	350	
Angers (1 ^{re}).....	Idem.....	350	350	
Angers (2 ^e).....	Idem.....	500	500	
La Roche-sur-Yon.....	Idem.....	300	300	
Sous-arrondissement de Rennes.				
Rennes.....	Ingénieur ordinaire.....	950	950	5.900
Idem.....	Ingénieur T. P. E.....	250	250	
Le Mans.....	Idem.....	400	400	
Brest.....	Idem.....	300	300	
Saint-Arieux.....	Idem.....	300	300	

PERSONNEL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

Par arrêté du 17 janvier 1935, M. DOLIER a été réintégré, sur sa demande, dans les fonctions d'Inspecteur départemental stagiaire du travail, à compter du 15 janvier 1935 et affecté à la résidence de Chartres.

Par arrêté du 15 avril 1935, ont été déclarés admissibles à l'emploi d'Inspecteur départemental stagiaire du travail les candidats désignés ci-après, classés par ordre de mérite :

MM. LAFARGE.
SIPEYRE.
CLOSSON.
GAUTHIER.
AUCHATRAIRE.
HORNEZ.
KERVAN.
CROISE.
VERNET.
RONDEAU.

MM. HEINRICH.
FRANQUET.
CARPENTIER.
BICKING.
MARCANTETTI.
BACRI.
JULIAN GAUFRES.
MIGNOT.
JOLY.

Les nominations à l'emploi d'Inspecteur départemental stagiaire du travail auront lieu au fur et à mesure des vacances dans l'ordre de classement ci-dessus fixé.

Les candidats qui n'accepteraient pas de se rendre au poste qui leur sera désigné perdront tous droits à une nomination ultérieure.

Par arrêté du 30 avril 1935, M. COSTES, Inspecteur départemental du travail à Nice, a été admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite, pour ancienneté de services, à compter du 1^{er} juin 1935.

M. Costes, conformément à sa demande, a cessé ses fonctions à la délivrance de son livret de pension.

Par arrêté du 17 mai 1935 :

M. MAGNIER, Inspecteur divisionnaire du travail à Rouen, a été admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite pour ancienneté de services, à compter du 8 juin 1935.

M. Magnier, conformément à sa demande, a cessé ses fonctions le 30 juin 1935.

M. SAMSON, Inspecteur départemental du travail hors classe, 2^e échelon, à Paris, chargé du contrôle de la première circonscription, a été nommé Inspecteur divisionnaire du travail de 3^e classe à Rouen, en remplacement de M. Magnier, à compter du 1^{er} juillet 1935.

Par arrêté du 20 mai 1935, ont été déclarées admissibles à l'emploi d'inspectrice départementale stagiaire du travail les candidates désignées ci-après, classées par ordre de mérite :

M^{me} BUISSON.
M^{me} BRUN.

M^{me} GÉRARD.
M^{me} GELÉ.

Les nominations à l'emploi d'inspectrice départementale stagiaire du travail auront lieu au fur et à mesure des vacances dans l'ordre de classement ci-dessus fixé.

Les candidates qui n'accepteraient pas de se rendre au poste qui leur sera désigné, perdront tous droits à une nomination ultérieure.

Par arrêté du 29 mai 1935 :

M. LAFARGE, candidat admissible avec le n° 1, est nommé Inspecteur départemental stagiaire du travail à la résidence de Paris.

M. SIPEYRE, candidat admissible avec le n° 2, est nommé Inspecteur départemental stagiaire du travail à la résidence de Paris.

M. CLOSSON, candidat admissible avec le n° 3, est nommé Inspecteur départemental du travail à la résidence de Chalon-sur-Saône.

M. GAUTHIER, candidat admissible avec le n° 4, est nommé Inspecteur départemental stagiaire du travail à la résidence de Perpignan.

M. AUCHATRAIRE, candidat admissible avec le n° 5, est nommé Inspecteur départemental stagiaire du travail à la résidence de Paris.

M. HORNEZ, candidat admissible avec le n° 6, est nommé Inspecteur départemental stagiaire du travail à la résidence de Laon.

M. KERVAN, candidat admissible avec le n° 7, est nommé Inspecteur départemental stagiaire du travail à la résidence de Chambéry.

Par arrêté du 17 juillet 1935, M^{me} ARMAND, Inspectrice départementale du travail de hors classe, 1^{er} échelon, a été admise, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite, pour ancienneté de services, à compter du 1^{er} janvier 1936.

M^{me} Armand a cessé ses fonctions, conformément à sa demande, le 31 décembre 1935.

Par arrêté du 17 juillet 1935, M. PERRET, Inspecteur départemental du travail, détaché comme chef de l'Office régional de la main-d'œuvre à Lyon, a été admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite pour ancienneté de services, à compter du 1^{er} octobre 1935.

M. Perret, conformément à sa demande, a cessé ses fonctions le 30 septembre 1935.

Par arrêté du 11 octobre 1935, l'article 2 de l'arrêté du 17 juillet 1935 a été annulé.

M. PERRET, Inspecteur départemental du travail, détaché comme chef de l'Office régional de la main-d'œuvre à Lyon, admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1^{er} octobre 1935, a cessé ses fonctions à la délivrance de son livret de pension.

Par arrêté du 8 août 1935 :

M. BERNARD, Inspecteur départemental du travail, chargé du contrôle à Rouen, a été nommé, sur sa demande, à la résidence de Paris en cette même qualité, à compter du 1^{er} juillet 1935, en remplacement de M. Samson.

M. MATTEL, Inspecteur départemental du travail de hors classe, 2^e échelon, à Paris, inscrit au tableau d'avancement de 1935 pour le grade d'Inspecteur divisionnaire, a été nommé Inspecteur départemental du travail

chargé du contrôle dans la sixième circonscription, à compter du 1^{er} juillet 1935, en remplacement de M. Bernard.

M. BERNARD a continué d'exercer ses fonctions à Rouen jusqu'au 1^{er} octobre 1935, date à laquelle M. Mattei a pris possession de ce poste.

A titre provisoire, M. Mattei a été chargé du contrôle dans la première circonscription jusqu'au 1^{er} octobre 1935.

M. CROISÉ, candidat admissible avec le n° 8 à la suite du concours pour l'emploi d'Inspecteur départemental du travail du 12 février 1935, a été nommé Inspecteur départemental stagiaire du travail à la résidence de Paris.

Par arrêté du 14 septembre 1935, M. DEBRETAGNE (Lucien), Inspecteur départemental du travail, a été mis en position de détachement, à la disposition de M. le Ministre des Colonies, pour une période de trois mois, à compter du 1^{er} juillet 1935, dans les conditions prévues par l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913.

M. Debretagne conserve dans cette position ses droits à l'avancement et une pension de retraite. Il a subi sur son traitement les retenues légales pour le service des pensions civiles.

Par arrêté du 23 septembre 1935, M. DEBRETAGNE (Lucien), Inspecteur départemental du travail, détaché au Ministère des Colonies comme Inspecteur départemental du travail à la Martinique depuis le 1^{er} juillet 1930, dans les conditions prévues par l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913, a été réintégré dans les cadres de l'Inspection du travail au Ministère du Travail, à compter du 1^{er} octobre 1935.

M. Debretagne a été affecté, conformément à sa demande, à la résidence de Nice, en remplacement de M. Costes, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Par arrêté du 4 octobre 1935 :

M^{me} BIGUEUR, Inspectrice départementale du travail à Toulouse, a été nommée, sur sa demande, à la résidence de Rouen.

Cette décision a eu effet à compter du 16 octobre 1935.

M^{me} KELLER, Inspectrice départementale du travail à Lille, a été nommée, sur sa demande, à la résidence de Toulouse, en remplacement de M^{me} Bigueur, appelée à un autre poste.

Cette décision a eu effet à compter du 16 octobre 1935.

M^{me} LESPRIT, Inspectrice départementale du travail à Rouen, a été déplacée d'office par mesure disciplinaire, à compter du 16 octobre 1935.

M^{me} Lesprit a été affectée à la résidence de Lille, en remplacement de M^{me} Keller, appelée à un autre poste.

Par arrêté du 5 octobre 1935 :

M. MANDROUX, Inspecteur départemental stagiaire du travail à Maubeuge, a été titularisé et nommé Inspecteur départemental du travail de 5^e classe, à compter du 1^{er} août 1934, et de 4^e classe, à compter du 1^{er} janvier 1935.

M. Mandroux a conservé, après cette promotion, un reliquat de bonifications pour services militaire de 5 mois à utiliser lors d'un futur avancement.

M. MONDON, Inspecteur départemental stagiaire du travail à Mulhouse, a été titularisé et nommé Inspecteur départemental du travail de 5^e classe, à compter du 8 août 1934, et de 4^e classe, à compter du 1^{er} janvier 1935.

M. Mondon a conservé, après cette promotion, un reliquat de bonifications pour services militaires de 4 mois 23 jours, à utiliser lors d'un futur avancement.

Par arrêté du 11 octobre 1935, M. LUCAS, Inspecteur départemental du travail à Reims, a été admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite pour ancienneté de services, à compter du 1^{er} janvier 1936.

M. Lucas, conformément à sa demande, a cessé ses fonctions le 31 décembre 1935.

Par arrêté du 28 octobre 1935 :

M. AURIBAUT, Inspecteur divisionnaire du travail à Paris, a été admis à faire valoir ses droits à la retraite pour ancienneté de services, à compter du 2 novembre 1935.

M. Auribault cessera ses fonctions à la délivrance de son livret de pension.

M. DUVAL, Inspecteur divisionnaire du travail à Nantes, a été admis à faire valoir ses droits à la retraite pour ancienneté de services, à compter du 26 novembre 1935.

M. Duval cessera ses fonctions à la délivrance de son livret de pension.

Par arrêté du 29 octobre 1935 :

Ont été promus dans le cadre des Inspecteurs départementaux du travail :

A la hors classe (2^e échelon) :

M. CLERC, à dater du 1^{er} octobre 1935.

A la hors classe (1^{er} échelon) :

M. PITON (M.), à dater du 1^{er} octobre 1935.

Par arrêté du 31 octobre 1935, M. AUPETIT, Inspecteur départemental du travail à Tours, a été admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite pour ancienneté de services, à compter du 1^{er} novembre 1935.

M. Aupetit a cessé ses fonctions à la délivrance de son livret de pension.

Par arrêté du 23 décembre 1935 :

M. TROJANI, Inspecteur départemental stagiaire du travail à Charleville, a été titularisé dans son emploi et nommé à la 5^e classe, à dater du 1^{er} septembre 1934.

M^{me} FAURE, Inspectrice départementale stagiaire du travail à Nantes, a été titularisée dans son emploi et nommée à la 5^e classe, à dater du 1^{er} octobre 1934.

Par arrêté du 23 décembre 1935 :

L'article 1^{er} de l'arrêté du 22 janvier 1935, fixant le tableau d'avan-

cement du personnel de l'Inspection du travail pour l'année 1935, est modifié comme suit :

BONIFICATIONS
pour services militaires
restant à utiliser.

M. GERVOIS

1 jour.

M. GERVOIS est promu à la hors classe des Inspecteurs divisionnaires du travail, à compter du 16 juin 1935.

Par arrêté du 31 décembre 1936 :

M^{me} PAULIN, Inspectrice départementale du travail à Dijon, est nommée, sur sa demande, à la résidence de Lyon, en remplacement de M^{me} Armand, admise précédemment à faire valoir ses droits à la retraite.

M^{me} BUISSON, candidate admissible à la suite du concours du 12 février 1935 pour l'emploi d'Inspectrice départementale du travail avec le n° 1, est nommée Inspectrice départementale stagiaire du travail à la résidence de Dijon, en remplacement de M^{me} Paulin.

Les dispositions du présent arrêté auront leur effet à compter du 1^{er} janvier 1936.

CONSEIL DE DISCIPLINE POUR L'ANNÉE 1936.

DÉLÉGUÉS ÉLUS PAR LE PERSONNEL.

Inspecteurs divisionnaires.

Titulaires : MM. CAVAILLÉ et GERVOIS.

Suppléants : MM. BAILLY et GENET.

Inspecteurs départementaux.

Titulaires : MM. CHAILLÉ et SEGUI.

Suppléants : M. MORIN et M^{me} BERTHIER.

COMMISSION DE CLASSEMENT POUR L'ANNÉE 1936.

DÉLÉGUÉS ÉLUS PAR LE PERSONNEL.

Inspecteurs divisionnaires.

Titulaires : MM. CAVAILLÉ et AURIBAUT.

Suppléants : MM. BAILLY et DUVAL.

Inspecteurs départementaux.

Titulaires : M^{me} CAUBET, M. DOIDIÉ.

Suppléants : M^{me} FAIVRE, M. DENIS.

TABEAU D'AVANCEMENT
DU PERSONNEL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL
POUR L'ANNÉE 1936.

(Arrêté ministériel du 23 décembre 1935.)

INSPECTEURS DIVISIONNAIRES.

1° Inspecteurs divisionnaires de 3^e classe proposés pour la 2^e classe.

Choix :

M. MESSAC.

Ancienneté :

BONIFICATIONS
pour services militaires
restant à utiliser.

M. MESSAC 3 mois, 3 jours.

2° Inspecteurs divisionnaires de 2^e classe proposés pour la 1^{re} classe.

Choix :

MM. TISSOT.

POUILLOT (P.).

Ancienneté :

BONIFICATIONS
pour services militaires
restant à utiliser.

MM. POUILLOT (P.)	Néant.
TISSOT	Néant.

3° Inspecteurs divisionnaires de 1^{re} classe proposés pour la hors classe.

Choix :

M. GERVOIS.

Ancienneté :

BONIFICATIONS
pour services militaires
restant à utiliser.

M. GERVOIS	Néant.
-------------------------	---------------

II. — INSPECTEURS ET INSPECTRICES DÉPARTEMENTAUX PROPOSÉS
POUR UN AVANCEMENT DE CLASSE.

1° Inspecteurs départementaux de 5^e classe et Inspecteurs stagiaires proposés pour la 4^e classe sous réserve de titularisation ultérieure

(les avancements de la 4^e classe ont lieu exclusivement à l'ancienneté).

Ancienneté :

BONIFICATIONS
pour services militaires
restant à utiliser.

M ^{me} BIGUEUR	Néant.
MM. MOUCHNINO	11 mois 1 jour.
DOLIER (stagiaire)	1 an 5 mois 12 jours.
AUCHATRAIRE (stagiaire)	3 ans

2^e Inspecteurs départementaux de 4^e classe proposés pour la 3^e classe.

Choix :

MM. GROSSE.
ARVIS.

Ancienneté :

3^e Inspecteurs départementaux de 3^e classe proposés pour la 2^e classe.

Choix :

MM. LEHMANN.
WILHELM.

Ancienneté :

MM. LEHMANN.
WILHELM.

4^e Inspecteurs départementaux de 2^e classe proposés pour la 1^{re} classe.

Choix :

M. DENIS.

Ancienneté :

M. DENIS.

5^e Inspecteurs et Inspectrices départementaux de 1^{re} classe
proposés pour la hors classe, 1^{er} échelon.

Choix :

M ^{me} BORIES.	M ^{lle} LACASSAGNE.
M ^{lle} PAULIN.	MM. TARTARY.
M. BONNET.	DEBRETAGNE.

Ancienneté :

M ^{lle} POUGET.	MM. BONNET.
M. TARTARY.	DEBRETAGNE.
M ^{lle} PAULIN.	M ^{me} LACASSAGNE.
M ^{me} BORIES.	

6° *Inspecteurs et Inspectrices départementaux de hors classe, 1^{er} échelon, proposés pour la hors classe, 2^e échelon.*

Choix :

MM. AUBIN.
VINCENT.
SARAZIN.
DURRAT.
FLEURY.
GALOPEAUD.
DUTHU.
REY.
CAILLÉ.

MM. ARVIEUX.
TOURNOIS.
FORGES.
CADAUX.
BOURLIER.
LEGATE.
ISCH.
KALTENBACH.
FERRENBACH.

Ancienneté :

MM. FLEURY.
ARVIEUX.
CAILLÉ.
GALOPEAUD.
TOURNOIS.
AUBIN.
VINCENT.
COURTOT.
DURRAT.
DUTHU.

MM. FORGES.
SARAZIN.
CADAUX.
BOURLIER.
REY.
LEGATE.
PERRET.
FERRENBACH.
ISCH.
KALTENBACH.

III. — INSPECTEURS DÉPARTEMENTAUX PROPOSÉS POUR LE GRADE
D'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE.

Choix :

MM. POUYANNE.
TREGOUËT.
BERNARD.
CHARDIN.
BABAUD.
BARET (H.).
VINCENT.
MATTEI.
DESVAUX.

MM. FOULON.
AUBIN.
DURRAT.
DECAILLY.
CHAILLÉ.
BARET (J.).
GAUDIOT.
SARAZIN.

IV. — INSPECTEURS DÉPARTEMENTAUX DU TRAVAIL
PROPOSÉS POUR LE GRADE D'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE.
en vue de la nomination au poste d'Inspecteur divisionnaire à Strasbourg
(application du décret du 5 juillet 1935).

Choix :

MM. MOREL.
KALTENBACH.

V. — INSPECTRICES DÉPARTEMENTALES PROPOSÉES POUR L'EMPLOI
DE CONTRÔLEUR DANS LA PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION.

Choix :

M^{me} CAUBET.

M^{me} ZACON.

NOTA. — L'ordre d'inscription sur les tableaux d'ancienneté est déterminé provisoirement d'après la seule ancienneté dans la classe au 1^{er} janvier 1936, lors de chaque promotion à l'ancienneté, l'ordre d'ancienneté des différents inspecteurs susceptibles d'être promus sera déterminé, pour ladite promotion, en ajoutant à l'ancienneté dans la classe, la durée des bonifications d'ancienneté pour services militaires (application de l'article 7 de la loi du 1^{er} avril 1923, de la loi du 17 avril 1924 et des articles 23 et suivants de la loi du 9 décembre 1927 modifiés par la loi du 19 mars 1928 et du décret du 4 avril 1934).

En ce qui concerne l'application de la loi du 17 avril 1924 et de la loi du 9 décembre 1927, la durée des bonifications a été déterminée d'après les pièces officielles émanant des autorités militaires.

Les bonifications dont les inspecteurs peuvent bénéficier en 1936 sont inscrites en regard du nom de chacun d'eux.

